

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats



**COMMISSION SUR L'AVENIR
POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL
DU QUÉBEC**

Présidents: MM. Michel Bélanger et Jean Campeau

Sept-Îles, le mercredi 28 novembre 1990

No 11

**Publié sous l'autorité du président de l'Assemblée nationale,
M. Jean-Pierre Saintonge**

QUÉBEC

Note de l'éditeur:

Une traduction des débats qui se déroulent à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec est aussi disponible.

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires
70 \$ par année pour les débats de la Chambre
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$
(La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$)

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:
Assemblée nationale du Québec
Distribution des documents parlementaires
1060, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28
Québec, (Québec)
G1R 5E6 tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0823-0102

Table des matières

Innu Takualkan Uashat mak Mani-Utenam (Conseil de bande Sept-Îles-Malioténam)	827
Regroupement des femmes de la Côte-Nord	836
Corporation de protection de l'environnement de Sept-Îles	848
Conseil central de Sept-Îles (CSN)	858
M. Pierre L. Ducasse	865

Intervenants

M. Michel Bélanger, président

M. Denis Perron
 M. Christos Sirros
 Mme Louise Harel
 M. Gérald Larose
 M. André Ouellet
 M. Richard B. Holden
 M. Lucien Bouchard
 M. Fernand Daoust
 Mme Jeanne L. Blackburn
 Mme Pauline Marois
 Mme Cheryl Campbell Steer
 Mme Rosette Côté
 M. Jean-Pierre Hogue
 M. Sébastien Allard
 Mme Louise Bégin
 Mme Claire-Hélène Hovington
 M. Charles-Albert Poissant
 M. Jacques Proulx
 M. Jean-Claude Beaumier
 M. Bruno Roy
 M. Marcel Beaudry
 M. Claude Béland
 M. François Gendron
 M. Jacques Brassard
 M. Guy Bélanger
 Mme Christiane Pelchat
 M. Claude Dauphin

* M. Maurice Vollant, Conseil de bande Sept-Îles-Malioténam
 * M. Gilbert Pilot, idem
 * M. Mathieu André, idem
 * Mme Marie Tshernish, idem

* Mme Lise Saint-Jean, Regroupement des femmes de la Côte-Nord
 * Mme Yolande Dubé, idem
 * Mme Lorraine Leduc, idem
 * Mme Guylaine Lévesque, idem
 * Mme Denise Chiasson, idem

* Mme Claudette Villeneuve, Corporation de protection de l'environnement de Sept-Îles

* M. Jean-Baptiste Forbes, Conseil central de Sept-Îles
 * M. Robert Lemieux, idem

* Témoins interrogés par les membres de la Commission

Sept-Îles, le mercredi 28 novembre 1990

Audition d'organismes et d'une personne

(Dix heures trente-trois minutes)

Le Président (M. Michel Bélanger): Je déclare ouverte cette séance de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Je vous rappelle que le mandat de la Commission est d'étudier et d'analyser le statut politique et constitutionnel du Québec et de formuler, à cet égard, des recommandations.

Aujourd'hui, la séance sera consacrée à l'audition des organismes suivants: d'abord, à 10 h 30, Innu Takuaikan Uashat Mak Mani-Utenam; à 11 h 30, le Regroupement des femmes de la Côte-Nord; ensuite, à 14 heures, la Corporation de protection de l'environnement de Sept-Îles; à 15 heures, le Conseil central de Sept-Îles et, à 15 h 30, M. Pierre Ducasse.

Je vous rappelle le message qui apparaît sur toutes les tables: il n'est pas permis de fumer dans cette école. Je rappelle également aux membres de l'auditoire que, puisqu'il s'agit d'une commission parlementaire et qu'il n'est pas permis d'applaudir dans les galeries du parlement, il n'est pas non plus permis d'applaudir dans la salle pendant ou après les présentations.

Le premier groupe qui est devant nous sera pour une période d'une heure, ce qui veut dire que, pendant cette période, il y a 10 minutes pour la présentation verbale du mémoire, ensuite une période de questions de 15 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 15 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle et 40 minutes pour les membres inscrits auprès de la présidence, chacun... Non pas 40 minutes, je suis dans les heures et trente... Les procédures que je viens de vous lire ne sont pas les bonnes, on recommence au point de départ.

C'est pour une période d'une heure et c'est 10 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 10 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle, 25 minutes pour les membres inscrits auprès de la présidence, chacun des membres disposant de 5 minutes.

Avant de passer à la première présentation, nous avons parmi nous aujourd'hui, parmi les suppléants, le député de la région, M. Perron, et je lui demande de nous dire quelques mots.

M. Perron: Alors, M. le Président, M. Campeau, nul doute qu'il est extrêmement intéressant pour moi de vous accueillir ici, dans le comté de Duplessis et, peu importe ce qu'en pensent mes collègues de l'Assemblée nationale, vous remarquerez que c'est le plus beau du Québec. Je profite de cette occasion pour souhaiter la bienvenue à chacun et chacune de mes collègues de l'Assemblée nationale, à toutes

les personnes membres de cette Commission et, bien sûr, à la population de Sept-Îles et des environs qui nous a accueillis ce matin. Quant à moi, je souhaite un bon séjour à toutes ces personnes, peu importe leur allégeance politique. Je souhaite aussi que cette journée se passe dans une ambiance comme on sait si bien le faire à Sept-Îles. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci M. Perron, c'est votre signe quand vous quittez les ondes. Alors, nous passons maintenant à la présentation du premier groupe qui est devant nous. Il s'agit de Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam. Et je demande au chef Maurice Vollant de présenter les gens qui l'accompagnent et ensuite de faire la présentation pendant 10 minutes de l'essentiel de son mémoire. Chef Vollant.

Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam

M. Vollant (Maurice): Je vais parler en montagnais et je vais présenter les membres et Gilbert Pilot qui va traduire en français. Premièrement, je vais vous présenter les membres qui sont ici. Georges McKenzie, qui représente les Jeunes, Marie Tshernish, ici, Mathieu André, Gilbert Pilot, Réginald Vollant.

(L'intervenant s'exprime en montagnais)

M. Pilot (Gibert): Premièrement, je tiens à vous remercier d'être ici présent sur Milassiman, nos territoires, pour que vous puissiez entendre ce que nous avons à dire concernant notre identité, notre culture, notre peuple. Ce que nous visons, c'est l'entendement, la compréhension, la paix entre les peuples. Ce que nous vous proposons aujourd'hui fait suite à une vaste consultation auprès de notre population, le même exercice que vous êtes en train de faire, car le document qui vous est présenté vient du peuple. Et, avant de faire la présentation, M. Vollant donne la parole à M. Mathieu André, un aîné que nous respectons tous.

M. André (Mathieu): (S'exprime dans sa langue.)

Mme Tshernish (Marie): Je vais faire la traduction des propos que M. Mathieu André vient de tenir.

Premièrement, il vous salue, tout le monde. Il est content d'être parmi vous aujourd'hui, et il est très content que vous soyez venus nous écouter et d'être si nombreux. Un des espoirs qu'il a mentionnés, c'est qu'il est conscient que le travail ou la démarche qu'on entreprend aujourd'hui a des chances de progresser. Il dit

lui-même que ça fait 10 ans qu'il travaille dans la protection de l'environnement. Dans les propos qu'il tient – il dit que c'est toujours les mêmes propos qu'il tient – et il a eu l'occasion de travailler depuis 10 ans avec la collaboration de M. Gilbert Pilot. Il vous a montré le drapeau qu'il a devant lui. Ça c'est le symbole du travail de recherche de notre identité culturelle. C'est la sauvegarde de notre patrimoine.

Il nous dit que lui-même en tant qu'aîné, tout ce qui touche la nature, l'environnement, tout ce qui touche de près ou de loin, ça le concerne personnellement. Il est très concerné par la vie traditionnelle des Innu, il est conscient que c'est une vie différente, mais tout ce qu'il souhaite, au fond de son cœur, c'est le respect entre toutes les nations, un respect mutuel.

Un souhait qu'il a formulé c'est que toutes les nations soient au même niveau, qu'il n'y ait plus d'êtres supérieurs ou inférieurs. La force réside dans l'acceptation des uns et des autres, si nous désirons travailler ensemble. Le travail qu'il mène depuis 10 ans, c'est d'arrêter ou d'empêcher la pollution que notre terre mère subit présentement. Il a mentionné, à titre d'exemple, que les outils que l'on emploie présentement pour extraire les richesses de la nature sont inadéquats. Il a mentionné tous les dépotoirs qu'il a vus sur son territoire quand il allait à la chasse et il dit que c'est impossible de les laisser tels quels.

Il vous donne aussi le message que vous, les Québécois, les Canadiens, vous aussi vous profitez de l'environnement. Il vous rappelle à quel point la nature nous donne des bienfaits, la beauté de l'environnement et, si on laisse, sans bouger, la pollution faire ses ravages, ce sera impossible de faire un retour en arrière. Il mentionne lui-même que la pollution est rendue ici à Uashat mak Mani-Utenam et que lui-même, dans sa jeunesse, n'avait jamais vu ça. Il dit même que le plus grand danger qui nous menace présentement, qui est encore plus fort que ce qu'on est en train de faire, c'est la perte à tout jamais des bienfaits de la nature. Il a mentionné, à titre d'exemple, ne serait-ce que les pluies acides. Les semences seront perdues, la maladie que cela peut nous apporter. Toutes ces choses ne sont pas bonnes pour la nature.

Il mentionne également que, présentement, à son âge, il ne travaille même plus pour lui-même. Il travaille pour les générations futures, notre jeunesse d'aujourd'hui et même les enfants qui ne sont même pas encore nés. Il nous parle des droits des Innu. Il nous parle du respect du règne animal, du plus petit animal au plus gros. Il nous parle de conserver notre forêt. Lui-même, il est conscient de tout ce qui se passe, de l'extinction de certaines races d'animaux, des animaux qui gèlent dans la forêt parce que les conditions de vie de ces animaux ont été gâchées.

Il dit que lui-même, très humblement, il vous a donné ce message et que tout ce qu'il souhaite, c'est que tout ceci se passe dans un respect mutuel des deux parties. Il sait très bien que tous les messages qu'il vous a lancés, que tout ne peut être accepté en bloc. Le seul espoir qu'il vous dit c'est que, dans son discours, peut-être une ou deux choses peuvent vous avoir rejoints. Et il vous dit qu'il vous remercie de l'avoir écouté.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, je pense qu'il convient de remercier immédiatement M. Mathieu André de cet important message, et de l'assurer que ce qu'il demande ou ce qu'il propose quant au respect mutuel, toute la Commission ne peut que l'assurer que c'est notre désir également et que son espoir de voir que nos travaux et cette rencontre puissent avoir des conclusions concrètes, même si tout ne peut pas être fait, est aussi un espoir qui est partagé par la Commission.

Nous allons prendre un peu plus de temps que prévu, avec l'accord de tous, je le pense bien, ce qui retardera un peu le groupe suivant. Je demanderais maintenant à M. Volland de faire une brève présentation de sa position, avant que nous passions aux questions.

M. Volland: (S'exprime dans sa langue).

Le Président (M. Michel Bélanger): Allez-y, M. Pilot.

M. Pilot: Merci, mesdames, messieurs. Pour être bref, avec tout ce qu'on a à dire, on ne fera pas de pirouette, mais on va aller à l'essentiel.

Actuellement, ce qui est proposé par le peuple Innu, c'est vraiment enchaîné avec les propos de M. André. Je crois que nous avons tous à l'esprit le passé, sauf que le passé filtre par le présent, avec les êtres qui sont ici, qui nous écoutent et, à partir de là, forger l'avenir. Et c'est dans cet esprit que nous, peuple innu de Uashat Mani-Utenam, entendons vous dire ce que notre vision nous dresse comme tableau sur notre devenir. Dans cette vision il y a des Innu, dans cette vision il y a des Québécois, et dans cette vision il y a des Canadiens, parce que au départ, il nous faut préciser que "Innu", dans notre langue, veut dire être humain, et "Nitasinan" veut dire notre territoire, pas "mon" territoire. Et c'est à partir de cette base que nous voulons regarder l'avenir.

Ici, nous espérons être en communication avec des êtres humains, non pas des présidents de compagnie ou autre, mais bien des êtres humains. Nous espérons nous adresser à des gens qui sont conscients qu'en étant êtres humains, se rattache le concept de relation avec la terre. On parle d'égalité, dans ce document. Nous parlons de droit à l'existence, dans ce document. Et je

crois qu'à cette notion s'ajoute un caractère particulier à l'être humain: ses relations avec les autres. C'est dans cet esprit que nous proposons cette voie.
(11 heures)

Comme tout le monde, quand on a pris cinq minutes pour écouter ceux qui nous ont précédés devant vous, ce qui ressort, c'est que quand vous parlez de votre souveraineté, vous accrochez tout de suite à: Est-ce qu'économiquement, c'est réalisable? Et nous, nous essayons de vous ramener à l'essentiel: Est-ce qu'humainement, une telle souveraineté est réalisable? Pour ne pas que vous oubliiez que dans cette partie du monde, il n'y a pas seulement des Québécois, il n'y a pas seulement des Canadiens, il y a ceux qui ont des racines qu'on a tenté d'arracher. Ce sont ces personnes, ces être humains qui ont des racines ici, qui vous proposent aujourd'hui, qui vous reconnaissent le droit à une existence dans un Québec souverain ou non, dans un Canada uni ou non. L'essentiel du message, c'est ça.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, merci.

M. Pilot: De plus, dans nos valeurs, il y a des choses qui sont... des éléments qui sont importants pour nous. La valeur du partage, on est élevé comme ça. Ce qui veut dire que, pour nous, c'est facile de partager et il y a énormément à partager. De plus, comme le mentionnait M. André, nous, l'avenir, on le voit à partir de ce que M. André nous lègue. Tout ce qui vient avant nous est continué, perpétué, à partir de cette base, notre culture, notre relation privilégiée avec la mère terre. Et pour le reste, il va être plus facile, pour nous, de reconnaître les autres peuples, le peuple québécois, le peuple canadien, tous les autres peuples. Et, quand on parle d'égalité, ce n'est pas à nous à gravir les quatorze marches qui démontrent qu'il y a inégalité, mais peut-être humblement que les autres descendent ces quatorze marches pour se rapprocher des vraies valeurs qui devraient nous permettre de coexister en harmonie. Et dans l'essentiel, c'est le message qui est lancé par notre communauté.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci de cette présentation, M. Pilot. Nous allons maintenant passer à un premier groupe de questions, pour un maximum de 10 minutes avec le parti gouvernemental, M. Christos Sirros.

M. Sirros: Merci, M. le Président. J'aimerais peut-être commencer en disant, vous avez dit que "Innu" ça veut dire être humain, et moi, j'aimerais peut-être mettre sur la table le fait que Québécois peut vouloir dire: Tous les êtres humains qui habitent un territoire qu'on peut appeler Québec ou le nom qu'on voudra bien lui donner. Et j'aimerais aussi dire qu'il me semble,

en écoutant surtout le message de l'aîné, M. André, je pense, Mathieu André, que ce qui me frappe c'est combien finalement les valeurs fondamentales des êtres humains, peu importe s'ils sont des Montagnais, des Grecs, des Québécois de souche, appelez-les comme vous voulez, combien les valeurs fondamentales des humains se ressemblent finalement. Ça pourrait se résumer à dire - pour presque tous les humains que je connais, tout au moins - l'amour de la vie, le respect des aînés, le respect des êtres humains finalement.

Le problème n'est peut-être pas la difficulté qu'on pourrait avoir à s'entendre sur les valeurs, au niveau même du respect de la terre et de l'environnement. Je pense que, quand on prend quelques minutes pour s'asseoir, on peut tout de suite être d'accord avec cette nécessité. Mais le problème vient dans l'application de ces valeurs. Et c'est là qu'on commence à trouver qu'il y a des choses difficiles ou des différences d'autres façons de voir les choses ou de faire, plutôt que de voir les choses. Et j'essayais de faire un parallèle avec ça et toute la question de ce qu'on peut appeler, entre guillemets, le dossier autochtone. Je lisais votre mémoire et je regardais ce que les gouvernements - parce que je pense que ça dépasse ce gouvernement-ci - on dit, quant à toute la question des relations où l'harmonisation entre les Innu en terme d'êtres humains qui habitent le territoire qui s'appelle Québec, et je regarde les 15 principes qui ont été adoptés en 1983 et réaffirmés par le gouvernement actuel en 1988, et votre mémoire, et je me dis: Au niveau des principes, on ne doit pas être très loin. Vous réclamez, à la page 19, je pense, vous dites: "Lorsqu'un peuple constitue une minorité au sein d'un État, il a droit au respect de son identité, de ses traditions, de sa langue et de son patrimoine culturel". Premier principe du gouvernement du Québec: le Québec reconnaît que les peuples autochtones du Québec sont des nations distinctes qui ont droit à leur culture, à leur langue, à leurs coutumes et traditions, ainsi que le droit d'orienter elles-mêmes le développement de cette identité propre. Je pense que là, on n'est pas loin.

Est-ce que - et ce serait ma question - selon vous, ce qu'il faudrait qu'on fasse à ce moment-ci, c'est peut-être d'entamer la deuxième marche, parmi les 14; au moins commencer à monter ou descendre, dépendamment d'où on se place, pour qu'on puisse passer des principes à l'actualisation de ces principes dans une politique précise? Est-ce que vous verriez cette démarche? Comment vous verriez cette démarche, de passer à des principes qu'on énumère à une définition, même du côté du gouvernement du Québec, avec les peuples autochtones, dans une précision de ce que va vouloir dire dans le concret un principe comme ceux qu'on énumère, le premier principe des 15, qui ressemble pas mal à ce que vous réclamez?

M. Pilot: La première démarche qu'il faudrait, je pense qu'au niveau de la communication, il y a ce qu'on appelle l'écoute, on peut écouter quelqu'un. Ensuite, on peut le comprendre ou essayer de le comprendre. Et ensuite, saisir, essayer de saisir le sens de ce qu'il nous communique. Et par la suite, c'est d'accepter. Je ne sais pas à quel niveau vous êtes, M. Sirros. Je pense que vous nous entendez souvent, vous nous écoutez. Vous semblez commencer à comprendre. Je ne sais pas quand vous allez saisir, et la minute où vous aurez accepté ce fait, vous conviendrez avec vos amis ici, peuple québécois, et vos autres amis, j'espère, les peuples canadiens, à entériner cette déclaration commune. Par la suite, dans vos politiques, vous pourrez convenir de reconnaître des choses, les officialiser et dans nos politiques, convenir des mêmes choses. Non pas ramener un peuple sous une bannière tout en lui disant qu'il a le droit de manger trois fois par jour, mais c'est toi qui fais le choix du menu. Nous ce qu'on veut, c'est notre menu, et vous laisser manger ce que vous voulez. Donc, ce serait la démarche. C'est très humain, c'est faisable.

M. Sirros: Ce que je comprends c'est que, pour comprendre, il faut écouter, et il faut recevoir aussi, autour d'une même table, un menu sur lequel on peut s'entendre au niveau des discussions qu'il faut avoir. La question que je vous pose, c'est: Est-ce que, à partir des 15 principes qui ont été adoptés par le gouvernement du Québec et de votre déclaration, où vous énumérez aussi un certain nombre de principes, vous jugez qu'il y a là un périmètre autour duquel, ou dans lequel, on peut s'entendre? Êtes-vous optimiste ou pessimiste?

M. Pilot: Très optimiste. Dans le sens où les 15 principes dont vous faites état et ce qui est inclus dans ce document peuvent se rapprocher jusqu'au moment où, dans votre petit carré, vous en faites un autre. Nous, ce qu'on propose ici, c'est que ceux qui ont des menus carrés s'harmonisent avec ceux qui ont des menus en cercle. Ce qui fait que le cercle et le carré, on peut jouer avec. Nous, on peut tourner facilement autour du carré.

M. Sirros: Merci. Je reviendrai, si nécessaire, plus tard, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je pense qu'il vous reste à peu près une demi-minute. Vous voulez revenir à la fin? Parfait, on passe maintenant au parti de l'Opposition officielle, M. Perron.

M. Perron: Oui, merci, M. le Président. Vous me permettez sûrement de souhaiter la bienvenue aux représentants et à la représentante du Conseil de bande Uashat Mani-Utenam,

qui sont regroupés ici en tant que représentants, en même temps, de la nation montagnaise. M. le Président je voudrais, puisque M. Sirros en a parlé, déposer ici les 15 principes qu'on vient de mentionner, et, en même temps, la résolution de l'Assemblée nationale du 20 mars 1985, concernant la question des autochtones.

Je tiens particulièrement à vous féliciter pour ce mémoire qui est un des plus complets que j'ai eu l'occasion de lire à venir jusqu'à date. Et ce que je peux vous dire, c'est que je l'ai lu à trois reprises, et qu'on y développe, vraiment à l'intérieur, les problèmes qui sont vécus non seulement par la nation montagnaise, mais aussi par l'ensemble des nations autochtones du Québec.

M. le Président, un commentaire avant d'aller aux questions. Quant à nous de l'Opposition officielle et quant à nous du Parti québécois, je voudrais souligner ceci. Sur le territoire québécois, il y a la nation québécoise, mais il y a aussi 11 nations autochtones que nous reconnaissons, et nous les reconnaissons d'emblée. Pour nous, il y a une nette différence entre le terme "nation" et le terme "communauté culturelle", c'est très différent.
(11 h 15)

M. le Président, je voudrais demander, et ici je passe directement à la page 5 du document que j'ai eu l'occasion de lire, et la question est la suivante: Dans l'éventualité très plausible et très probable de la souveraineté du Québec où ce dernier, c'est-à-dire le Québec et la population, devra sans doute préparer sa propre constitution, est-ce que je pourrais savoir des représentants de Uashat Mani-Utenam quelles seraient vos exigences face au contenu, dans cette constitution, le tout se rapportant aux nations autochtones demeurant sur le territoire québécois. C'est ma première question.

M. Pilot: Premièrement, ça ne peut être une exigence. Ça devrait plutôt être un fait que dans la constitution très plausible d'un Québec souverain, il devrait être inclus cette déclaration commune qui serait la garantie pour les peuples autochtones et pour le peuple québécois d'aspirer à vivre selon leur cheminement normal et de permettre aux peuples autochtones de vivre, selon leur volonté, leur cheminement normal. Pour nous, ce serait la plus belle garantie de voir les Québécois heureux et de nous voir, nous aussi, heureux. Ça, ce sont des garanties qu'on se donnerait. Pour le reste, je crois, parce que partant des principes qu'il y a des mécaniques qu'on laisserait, on laisserait à des gens heureux de travailler sur la mécanique. Ils n'oublieraient pas de boulons et ça irait bien.

M. Perron: M. le Président, je voudrais remercier M. Pilot de sa réponse. Maintenant, je voudrais lui poser une autre question. Compte tenu du fait que, pour lui et pour nous aussi, il

est essentiel – quand je dis "nous", c'est l'Opposition – que dans une constitution éventuelle du Québec, il y ait des droits reconnus concernant les nations autochtones, je comprends votre réponse dans le sens suivant: Oui, il faut que ce soit inclus dans la constitution. Et, là, vous vous rapportez à la deuxième partie de votre mémoire concernant les droits des autochtones. Cependant, ce que je voudrais savoir, c'est qu'à partir de cette constitution où vos droits seraient inscrits, il serait donc possible de pouvoir signer des ententes comme, par exemple, avec le Conseil de bande Sept-Îles-Malloténam ou encore avec la nation montagnaise, de signer des ententes concrètes par le biais de négociations, signer des ententes par la suite.

M. Pilot: À partir de cette déclaration commune qui nous engage à une reconnaissance et à un respect mutuel, partant du droit à l'existence avec tout ce qui s'y rattache, normalement nous devrions – je n'ai pas d'autre terme à dire – aboutir à un pacte constitutionnel qui, dans chaque constitution, garantit cette reconnaissance envers l'autre et, partant de là, on aurait peut-être les plus belles ententes qu'ait jamais connues cette partie du monde.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Harel.

Mme Harel: Merci, M. le Président. Je pense vous dire certainement au nom de tous les commissaires que nous avons beaucoup apprécié votre présentation, notamment celle de M. Mathieu André en inuktitut. C'était en montagnais ou en inuktitut?

M. Pilot: En innu.

Mme Harel: En innu. Très bien. D'abord, vous demandez, puisque dans votre mémoire vous nous précisez, à la page 19, qu'un des principes qui doit être reconnu est celui d'une pleine participation à la vie juridique... Vous allez donc avoir le droit, et vous le revendiquez d'ailleurs ce droit, de participer à la décision quant à l'avenir du Québec. Allez-vous exercer ce droit? Avez-vous l'intention d'exercer ce droit que vous aurez de participer au choix de l'avenir du Québec?

M. Pilot: Je suis content de voir que vous parlez de votre avenir. Je pense que, aussi, nous avons notre avenir. Et si, dans cet esprit-là, on pouvait convenir qu'on a un avenir commun à quelque part parce qu'on habite une même maison, sauf que là on commence à geler, là, nous autres dans le tambour.

Mme Harel: Oui.

M. Pilot: On est tannés de demander la

permission quand on veut se servir de la cuisinière, et des fois le courant est coupé ou... Ce qui fait qu'il y a, à un moment donné, un partage à faire. Et en termes de partage, nous avons, si on est logiques, à partir d'un pacte constitutionnel, avoir un partage de pouvoirs des juridictions dans certains domaines. Exemple, j'en donne un et je n'irai pas plus loin pour pas amener les autres à poser des questions, par exemple l'environnement. Je pense que notre curriculum vitae millénaire nous responsabilise dans cette matière-là. Je pense qu'on est plus en mesure de sentir ce qui s'en vient à chaque fois qu'une pelle mécanique est "startée". Ça fait que c'est une des juridictions qui pourraient... et sûrement qu'on va aller la prendre, l'exercer, mais il y a d'autres juridictions qui pourront être partagées.

Mme Harel: Doit-on comprendre, à la lecture de votre mémoire...

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Harel...

Mme Harel: Rapidement, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Allez.

Mme Harel: Doit-on comprendre que l'interprétation est la suivante? À la page 8 vous nous dites: Le principe c'est "le droit imprescriptible et inaliénable à l'autodétermination," et donc, le droit pour tout peuple de déterminer "son statut politique en toute liberté". Ça c'est le principe. Et à la page 17 vous nous dites cependant: "Nous nous trouvons devant la réalité que nous sommes un peuple qui vit à l'intérieur d'un État", et là vous nous dites: "Dans la situation actuelle... ce n'est pas réaliste pour vous – vous dites nous – nous dites-vous, d'emprunter la voie menant, par la sécession, à la reconstitution d'un nouvel État". Et ce que vous nous proposez c'est donc une conception différente du rôle de l'État québécois et donc une remise en question des formes traditionnelles de l'État, et vous concluez à la page 19 en souhaitant, je crois, une coexistence de nations à l'intérieur d'un même État. Doit-on comprendre que c'est là la proposition que vous nous faites dans votre mémoire?

M. Pilot: Vous lisez très bien, vous comprenez très bien. Et, en ce qui nous concerne, il est plus que souhaitable de ne pas voir au Québec ou au Canada une douzaine d'États. Ça va être dur, ça va être dur à travailler, moi je vous le jure. Ça fait que nous, dans nos concepts, ça là, l'État, pour nous, c'est un système, c'est un paquet de brochures, qui tordent et, à un moment donné, ça fait un tout et là, le monde s'accroche là-dessus et là ils sont poignés dedans. Ça fait que nous, ce qu'on propose, c'est de reprendre tout cela et de se voir tout le

monde à l'intérieur de cet État.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors nous passons maintenant au groupe de questions des membres. Il y a beaucoup d'inscrits. Je rappelle à chacun, dans la mesure du possible d'y aller avec une certaine brièveté. Le premier est M. Larose, qui sera suivi de M. Ouellet.

M. Larose: Merci, M. le Président. C'est le premier groupe représentant des nations autochtones qui se présente à nous. Je voudrais d'abord vous remercier d'être là avec une pièce aussi substantielle, et vous dire tout de suite que vous n'êtes pas le seul groupe qui, devant la Commission, plaide pour un projet de société, qui, devant la Commission, fait appel aux valeurs fondamentales partagées par les Innu et partagées par ceux et celles qui habitent ce territoire. Je pense que le défi qu'on a comme société c'est précisément de profiter de cette redéfinition pour que ce pays puisse se construire sur le respect intégral de ses composantes.

Je voudrais souligner particulièrement la page 7 où, dans deux paragraphes, vous campez fort bien une problématique qu'on a débattue depuis quelques jours ici à la Commission: les rapports entre les droits individuels et les droits collectifs en rappelant qu'il n'y a pas de droits individuels qui résistent à une méconnaissance ou à une négation des droits collectifs.

Comme pays, on a aura à se donner une Constitution. Si je fais une bonne lecture de votre proposition, c'est que dans cette constitution on devrait trouver un pacte qui reconnaît les droits des autochtones suivant une ventilation assez précise. Deux questions: Il y a 11 nations autochtones au Québec. Est-ce qu'on doit songer à 11 pactes constitutionnels ou est-ce que, pour la connaissance que vous en avez, qui est certainement beaucoup plus grande que la nôtre, il y a, dans les nations autochtones, convergence quant à la proposition qui est celle que vous déposez devant nous?

Deuxièmement, il ne suffit pas d'avoir reconnaissance de principes à l'intérieur d'une constitution. Il nous faut régler des problèmes concrets. Il me semble que le seul mécanisme que vous nous présentez, c'est le tribunal des peuples. Est-ce qu'il n'y aurait pas lieu de songer – doit-on l'enchâsser ou pas, je n'en sais rien – à un mécanisme permanent de règlement des litiges, de telle sorte qu'on puisse, au quotidien, progresser dans le règlement des litiges entre les nations autochtones et la nation québécoise et, aussi, le peuple anglophone?

M. Pilot: Pour la première question, je crois que nous sommes actuellement, comme vous le faites... On dirait que tout le monde est à la recherche de ce qu'il veut être puis nous, de l'extérieur, quand nous regardons, par exemple, le Québec ou le Canada, c'est comme une table

qui aurait perdu deux ou trois pattes et que tout le monde essaie de stabiliser. Si simple ou si humble soit-il, notre apport d'au moins vous fournir une patte, pour le reste, il faudrait travailler ensemble.

Concernant les 11 nations, c'est là que j'y reviens, on a des concepts différents. Nous avons des valeurs différentes et c'est très, très fondamental. Est-ce que 11 constitutions autochtones avec une autre constitution québécoise reliées à un pacte constitutionnel... je pense que nous ne sommes pas rendus là, mais l'idéal, je pense que vous l'avez déjà dans la tête, et l'idéal pour moi, je l'ai déjà dans la tête. Le travail reste à faire, soit que nous nous réunissions sous une même constitution autochtone formée d'un cercle et la vôtre, qu'il s'agirait de rallier.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à M. Ouellet.

M. Pilot: Une deuxième question...

Le Président (M. Michel Bélanger): Pardon. Je m'excuse. Je pensais que vous aviez terminé. (11 h 30)

M. Pilot: Une deuxième réponse, je m'excuse, M. Ouellet. Pour ce qui est du tribunal des peuples, c'est quasiment, pour nous, à un moment donné, ne pas avoir le choix ou, parce que là, on vous donne pas mal toute notre confiance. C'est, comme vous le dites, non seulement un défi mais un sacré pari. Avec tout ce qu'on a vécu, avec tout ce qu'on a connu, qu'est-ce qu'on se donne comme mécanisme pour ne pas que l'un puis que l'autre... sans que l'autre le sache, en cachette. Le tribunal des peuples, pour nous, ça peut être un mécanisme qui va régler, non pas régler mais identifier le coupable, à un moment donné. Ou un autre mécanisme que les différents peuples, parties, pourraient déterminer, ça, ça reste à voir.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, on passe maintenant à M. Ouellet, qui sera suivi de M. Daoust.

M. Ouellet: M. le Président, merci. Ce n'est pas tous les jours que j'aurai l'occasion de le faire, mais je voudrais dire que j'endosse entièrement les remarques préliminaires de M. Larose. Je pense que je n'ai pas à les répéter, ce qu'il vous a dit est très important et votre présence ici est significative.

J'ai lu votre mémoire et ce que j'en ai compris c'est que vous demandez le respect de votre identité propre, vous demandez le droit à votre autodétermination, vous demandez le contrôle exclusif de vos richesses et de vos ressources naturelles, mais j'aimerais avoir une précision de vous, M. Pilot: Est-ce que vous voulez aussi avoir vos propres lois sur votre territoire ou si vous accepteriez, dans un Canada

renouvelé, les lois canadiennes ou, dans le cas d'un Québec souverain, la loi québécoise? C'est ma première question.

M. Pilot: Je pense que, ces droits-là, ça fait longtemps qu'on les a. Mais, à un moment donné, comme on dit, si tu laisses entrer la visite dans une maison puis c'est le "party" à un moment donné, puis, là, c'est rendu dans le tambour, mais, là, c'est... J'aimerais peut-être revenir à une chose qui est très importante pour nous, c'est que, actuellement, nous sommes dans cette voie. Nous nous dirigeons. Nous savons où nous allons. Nous ne sommes pas supposés être sur votre chemin; nous sommes en marche et vous êtes sur notre chemin. Ce que nous vous exprimons ici, c'est qu'on profite de l'occasion. Ça fait qu'on parle davantage d'exercice de droits. Mais il faut travailler, comme on dit, "fair play"; on vous le dit, on vous le signifie, ce qui n'a pas toujours été le cas pour vous de nous avertir quand vous faisiez des affaires. Ça fait que, nous, partant de l'égalité, du droit à l'existence, on a, je pense, la responsabilité de vous dire où est-ce qu'on s'en va parce que ça fait longtemps qu'on est là. Puis je pense qu'on a, au niveau des lois dont vous parlez, sûrement, sûrement, que ça va être un exercice à faire pour nous autres.

M. Ouellet: Je pense que ce témoignage est très important et amène, à mon avis, à ce moment-ci, un nouvel éclairage sur le travail que les commissaires ont à faire. J'ai lu, comme les autres, la page 17 de votre mémoire où vous dites, et je pense bien que c'est une phrase pleine de sagesse, pleine de réalisme aussi, c'est tout à fait dans la ligne de ce que nous disait au début votre aîné, M. André. Quand vous dites, et je vous cite parce que ça me paraît très important: "Nous pensons qu'il n'est pas réaliste d'emprunter la voie menant par la sécession à la reconstitution d'un nouvel État pour les peuples autochtones," je pense que je vois ce que vous dites, je comprends ce que vous dites. J'aimerais que mon ami Larose et peut-être Mme Harel comprennent aussi que si cette sagesse que vous comprenez pour vous, elle est vraie pour vous, elle peut être vraie pour d'autres Québécois aussi. Je crois que c'est un message que vous nous passez qui est très important. La question... Au fond, ma question finale, puisque vous le dites vous-même, vous posez la question à ceux qui pourraient vouloir faire un Québec souverain et vous leur dites: En sera-t-il ainsi dans l'État québécois, si l'option de la souveraineté était retenue? Est-ce que ce serait encore la même chose que vous dénoncez avec raison dans ce qui est le Canada d'aujourd'hui?

Je pense que c'est très important que nous réfléchissions à ceci parce que M. Landry, parlant au nom du Parti québécois, rappelait que cet été, au cours de la crise autochtone, le Parti

québécois maintenait la même position que celle que le Premier ministre Lévesque avait énoncée en 1985, à savoir que le Québec reconnaît également aux nations autochtones, mais dans le cadre des lois du Québec, le droit de posséder et de contrôler elles-mêmes les terres qui leur sont attribuées, mais que ces droits - je voudrais juste finir la quotation parce qu'elle me paraît importante - mais que ces droits doivent s'exercer au sein de la société québécoise et ne sauraient par conséquent impliquer des droits de souveraineté qui puissent porter atteinte à l'intégrité du territoire québécois. En d'autres mots, si je comprends bien, vous nous demandez aujourd'hui, envers un Québec souverain, la même chose que le Québec, que le Parti québécois demanderait au reste du Canada, n'est-ce pas?

M. Pilot: Peut-être pas. Ce n'est pas terminé, ils sont en train de faire le tour, alors attendez. Je ne sais pas quand est-ce que vous allez sortir votre rapport mais, en ce qui nous concerne, on sait ce qu'on veut, avec les documents. Et je pense que...

M. Ouellet: Et votre demande est la même, que ce soit un Canada ou un Québec souverain.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Ouellet, vous poussez vraiment le temps à l'extrême.

M. Pilot: Nous, ce qu'on dit ici, on s'adresse... Il y a déjà là, au départ, une reconnaissance, un lien entre le peuple québécois. Il y a un peuple canadien, et vous, je ne sais pas où vous êtes mais moi, je suis dans le Parti du peuple Innu, moi je sais et je suis en train de le confirmer et de m'affirmer. Mais, comme je vous dis, je ne sais pas où ça va aboutir, votre affaire, lors de votre rapport. Sauf que quand on parle d'État, aussi... M. Perron semble dire: C'est plus que plausible. Disons que dans un Québec souverain, nous, notre vision, ce serait plutôt si les Québécois veulent être souverains et si, nous, on veut être souverains, un État pluraliste, je ne dis pas "fédéral" parce que vous allez appauser, mais un État pluraliste où il y a des pactes constitutionnels, 1 ou 11, comme l'a dit M. Larose, qui confirment tout ça et qui garantissent plein de choses. Dans ce sens-là, je pense que c'est faisable.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, M. Daoust, suivi par M. Holden.

M. Daoust: Mes tout premiers mots seront pour saluer cette délégation et rendre hommage à votre peuple, que nous connaissons tout particulièrement dans cette région, avec lequel nous travaillons dans des milieux de travail, sur des chantiers de construction et dans certaines régions de la Côte-Nord. J'ai pris connaissance

de votre document et de ses annexes et j'ai vu qu'au moment de la crise amérindienne, vous aviez eu l'occasion de faire connaître vos vues.

Il n'y a aucun doute que cette crise amérindienne que nous avons vécue au cours de l'été a été l'occasion, pour l'ensemble du peuple québécois, d'une véritable prise de conscience à l'égard des phénomènes que nous vivons tous, prise de conscience à l'égard de l'incroyable complexité et de l'ampleur des problèmes qu'il nous faudra, un de ces jours, régler par la voie de la négociation pacifique, sans aucun doute.

Dans la foulée de ce que Mme Harel vous demandait, je souhaiterais que vous commentiez un peu plus, sans répéter ce que d'autres ont dit, cette partie de votre mémoire où, à la page 19, vous dites que l'exercice de ces droits doit se faire dans le respect des intérêts légitimes de la communauté prise dans son ensemble – je voudrais bien que vous nous disiez ce qu'est cette communauté prise dans son ensemble – et ne saurait autoriser une atteinte à l'intégrité territoriale et à l'unité politique de l'État. De quel État s'agit-il? Je pense que c'est évident, mais j'aimerais ça vous l'entendre dire. Quant à moi, quant à nous, c'est l'État québécois. Chacun a son État. Il y a des Canadiens ici, vous l'avez mentionné. Il y a des gens qui souhaitent être Québécois et Québécoises, de plus en plus. Mais "à l'intégrité territoriale et à l'unité politique de l'État". Et un peu plus haut, on l'a rappelé, on l'a répété, mais il n'est peut-être pas mauvais de le relire. "Dans la situation actuelle où évoluent les relations internationales, nous pensons qu'il n'est pas réaliste d'emprunter la voie menant, par la sécession, à la reconstitution d'un nouvel État, pour les peuples autochtones."

Doit-on comprendre que vous adhérez au principe de l'indivisibilité de la souveraineté et de l'intégrité du territoire québécois, le jour où l'ensemble des Québécois et des Québécoises, par le processus le plus démocratique qu'on puisse souhaiter, décideront d'affirmer à l'ensemble des peuples et au reste du pays son aspiration et son désir de devenir souverain?

M. Pilot: On va vulgariser ce petit bout de texte et peut-être... nous, on travaille avec beaucoup d'images. Il faudrait avoir dans vos esprits la carte géographique du Canada, du Québec. Ça va sûrement être la même carte, sauf qu'il y a des bouts, je ne sais pas pour vous autres, les Québécois, ça va peut-être changer de couleur à un moment donné. Et si vous arrivez à ces niveaux, il y a des bouts aussi qui vont changer de couleur. Ils auront des couleurs Innu, ils auront des couleurs cries, ils auront des couleurs Inuit. Ça fait que c'est vraiment refaire, à un moment donné. Garder l'unité nationale, l'unité politique, ça veut dire le pacte constitutionnel que nous pourrions, si on était rendus à un niveau où M. Sirros n'est pas rendu, d'acceptation de certaines choses, qui nous permet-

traient d'arriver dans un État – je ne sais pas à qui je parle, de quel bord – mais l'État québécois, disons. On va maintenir cet État, sauf que nous, à l'intérieur, nous avons notre souveraineté nationale, mais nous sommes directement associés, soit aux Québécois dans leur souveraineté, par des pactes constitutionnels qui, en même temps, sont des garanties pour nos peuples de nous assumer, et associés en même temps, partenaires avec ceux qu'on est pris à coexister.

(11 h 45)

L'intégrité territoriale, c'est ça que ça veut dire. Sauf que nous, dans nos concepts, il faut toujours revenir à ça, on n'est pas des gens qui ont des propriétés 30 par 70, nous avons ce qu'on appelle plutôt... nous appartenons à la terre. On marche jusqu'à ce qu'on soit fatigués. On n'a pas de clôtures. Je pense que, quand vous êtes arrivés, il n'y avait pas de clôtures, j'imagine. En plus, quand vous avez débarqué ici, on n'avait pas de dettes. Ça fait que ces concepts-là... Nous ce qu'on veut c'est participer en donnant, en partageant ce qu'on a. Mais il faut qu'il soit clair qu'on pense à vous. M. André vous l'a bien exprimé. Notre avenir c'est un mieux-vivre, non seulement pour nous, mais pour vous, pour les générations futures.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Holden, suivi de M. Bouchard.

M. Holden: Merci, M. le Président. Je suis, moi aussi, très impressionné par votre visite, surtout parce que, depuis un bout de temps, on a tendance à parler d'anglophones, de francophones et des minorités, ici et là, et là vous venez nous mettre un peu dans l'atmosphère de gens qui sont, comme vous le dites, des êtres humains avec un curriculum vitae millénaire. C'est pas mal plus impressionnant que quand on parle de minorités un peu plus récentes.

Mais ce que vous dites, il y a eu une analyse de votre mémoire, et j'aimerais vous demander une question là-dessus. L'analyse dit: "Les Innu acceptent la pluralité des peuples à l'intérieur d'un État à condition que l'État reflète cette pluralité dans son organisation interne et dans ses relations internationales." Ça, c'est une analyse qu'on a faite de votre mémoire. Est-ce que ça reflète assez bien votre approche en général?

M. Pilot: On parle de peuples, et je pense qu'il faut, premièrement, chercher ce concept-là, et, soit le greffer s'il n'est pas très fort, ou l'affirmer s'il est là depuis des milliers d'années. C'est juste ça. Le peuple... il y a plusieurs peuples, et la pluralité, c'est acceptable dans le sens où les peuples autochtones, le peuple québécois et le peuple canadien peuvent... Nous, ce qu'on propose, c'est qu'il est possible, possible, si on regarde l'avenir, de vivre de cette façon-là.

M. Holden: Et pour, disons, quelqu'un qui se voit faisant partie du peuple canadien et du peuple québécois, vous ne voyez pas de... Ou votre concept d'un État, ce serait de protéger les droits des peuples, une pluralité des peuples, au lieu d'un peuple spécial ou spécifique?

M. Pilot: C'est ça que j'ai dit tout à l'heure. Je ne sais pas, il y en a qui ne sont pas branchés, ici. Quand vous saurez ce que vous êtes, où vous êtes, je pense qu'il va être plus facile d'accepter l'autre qui vous propose des choses. Parce que là, on va tourner en rond...

Le Président (M. Michel Bélanger): Je m'excuse, mais ce sera la dernière intervention. J'ai encore, malheureusement, une longue liste de noms de gens qui nous les avaient donnés ce matin, mais ce sera la dernière intervention, parce que nous avons déjà dépassé de beaucoup notre temps. Je rappelle cependant qu'il restait aussi une minute et demie à M. Sirros, que nous prendrons après l'intervention de M. Bouchard. M. Bouchard.

M. Bouchard: Merci. J'ai eu la chance de travailler beaucoup avec les autochtones, je dirais sur l'ensemble du continent nord-américain, dans le domaine de l'environnement, pendant deux ans à peu près. Et je peux dire que s'il y a des gens – peut-être les seuls au fond – qui ont inscrit l'environnement dans leur culture, dans leurs préoccupations profondes, ce sont bien les autochtones. Il y a cette admirable citation du chef Seattle que vous avez reproduite en page frontispice du mémoire, qui est citée dans le monde entier. Partout où on va, on nous cite toujours cette citation, que "la Terre n'appartient pas aux humains, ce sont les humains qui appartiennent à la Terre." Je sais que c'est une chose, un principe fondamental que vous avez toujours pratiqué.

Je n'ai pas été surpris de voir dans la déclaration que vous soumettez à la Commission, la section 5, dont trois dispositions traitent expressément de l'environnement, et les obligations qu'un État québécois souverain devrait contracter en matière d'environnement, envers votre nation en particulier.

Je me demande, dans l'état concret des choses, comment cela pourrait fonctionner. Il y a, je pense, un paragraphe très important dans cette déclaration, le paragraphe 35, que j'aimerais citer, parce qu'il me paraît vraiment important, et qui est à lire en conjugaison avec le texte que Mme Marois et M. D'aoust ont mentionné, qui a été lu, à la page 19 du mémoire. L'article 35 dit ceci: "Les peuples autochtones ne pourront..." On parle de la souveraineté, le Québec devient souverain. Bon, qu'est-ce qui se passe? Les peuples autochtones ne pourront s'exprimer que par l'État-nation québécois d'une part et, d'autre part, les droits dont la jouis-

sance leur est en principe reconnue ne seront exercés que par le nouvel État québécois", fin de la citation. Est-ce que je comprends bien? Je sais que ce sont des notions qui sont complexes, mais c'est important tout de même qu'on les défriche aujourd'hui. Est-ce que je comprends bien que, dans votre esprit, si le Québec accède à l'indépendance, à la souveraineté, il y aurait un État-nation, l'État du Québec, qui aurait une souveraineté sur l'ensemble du territoire, mais dans ce territoire certaines parties feraient l'objet de pactes constitutionnels distincts ou collectifs avec les nations autochtones, lesquelles se verraient concéder des droits à déterminer là – il faudrait discuter – des droits sur ces parties de territoire? Mais tout cela ferait partie d'un territoire unique, assujéti à la souveraineté d'un État, l'État du Québec, si je comprends bien, si c'est l'esprit général qui vous anime, et ce que me paraissent exprimer les textes auxquels je viens de me référer.

M. Pilot: Oui, c'est ce que vous aimeriez qu'il soit.

M. Bouchard: Bien c'est ce que je crois lire. Enfin, si je lis les textes que ...

M. Pilot: Oui, vous exprimez très bien.

M. Bouchard: Oui.

M. Pilot: Mais vous ajoutez des "s" ou des ... Ce que je veux dire c'est que dans un Québec indépendant, le Québec a sa pleine souveraineté sur un territoire. Parce qu'on va revenir à notre esprit, à nos valeurs de partage. Vous êtes nombreux, et vous avez droit d'exister; l'économie c'est important. Sauf que pour nous, l'environnement c'est capital. Mais je pense que dans un État québécois, il y a ce qu'on appelle des zones, puis des bonnes zones où on va exercer notre souveraineté dans des parties qu'on considère être vitales pour la survie d'un peuple, pour sa culture, sa langue, son mode de vie. Parce que nous, il n'y a rien qui nous garantisse que, avec votre dette de 300 000 000 000 \$ là, que ça ne pètera pas quelque part ça à un moment donné. Il n'y a rien qui nous garantisse qu'à force de marcher de même, vous n'allez pas empoisonner tout le monde, à commencer par vous. Quand je parlais d'une maison, on va se garder le salon, et puis à un moment donné si eux autres ils se pètent la gueule là, je vais manger mon lièvre, mon castor, c'est ça. Puis je pense que l'aspect humain pour nous, c'est pour ça qu'on parle d'êtres humains. Il n'y a pas juste des relations économiques, il n'y a pas juste des relations politiques ou autres. Il y a des gens. Il y a de la vie là-dedans. Ça fait que, ça là, ce texte, ce bout-là là d'un État québécois, ce qu'il veut dire pour nous c'est qu'on n'aura pas besoin d'être 50 devant les Nations-Unies...

Le Président (M. Michel Bélanger): Pour une dernière...

(Reprise à 12 h 2)

M. Pilot: Dans un pacte constitutionnel, ça vous permet de parler d'un territoire et de défendre les intérêts qui sy ont inclus, qui font partie d'une déclaration commune.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors pour une dernière intervention, M. Sirros, à peu près une minute.

M. Sirros: Ça serait plutôt en guise de conclusion, M. le Président, qu'une question comme telle. Et j'aimerais moi aussi, je pense au nom de tout le monde, remercier le groupe qui est devant nous pour sa présentation aujourd'hui. S'il y avait une chose que je pourrais dire c'est que je saisis et que je retiens la vision optimiste des choses quant à notre possibilité d'arriver à une compréhension mutuelle meilleure, et de là passer à concrétiser cette compréhension dans les faits, dans la vie et dans les arrangements constitutionnels qu'on va se donner, peu importe le choix qu'on fera. Et, je ne peux que souhaiter, parce qu'il y en aura d'autres commissions, d'autres groupes qui vont venir, qu'on soit tous animés finalement par cette nécessité de mieux comprendre et de mieux saisir, pour pouvoir arriver à "opérationnaliser" comme je disais, et que, c'est ça qui est beaucoup plus important que d'essayer de faire des alliés des autochtones pour une cause ou pour l'autre et c'est dans ce sens que je vous remercie pour la présentation. Je retiens le fait qu'au bout de la ligne je suis convaincu qu'au niveau des valeurs fondamentales - et vous venez de le répéter tout à l'heure - il y a beaucoup de personnes qui partagent le point de vue que, finalement, tout ce qu'on fait, que ce soit en politique ou dans d'autres secteurs d'activité, on le fait pour les êtres humains. Merci beaucoup.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors il me reste à remercier très chaleureusement le Innu Takuailan Uashat mak Mani-Utenam d'être venu nous voir ce matin et de nous avoir donné le plaisir de les recevoir chez eux. C'est le premier groupe autochtone que nous recevons à cette Commission. C'est un très beau symbole que ce soit chez vous que nous ayons pu vous recevoir. Nous avons retenu, entre autres, les paroles de M. Mathieu André sur le respect entre les hommes, entre les nations et le besoin de travailler ensemble. Et vous nous aurez pardonné de vous garder plus longtemps que l'horaire le prévoyait, mais c'était quelque chose d'intéressant pour tout le monde. Je vous remercie et je vous prie de, si possible, libérer la table pour le groupe qui vous succédera. A revoir.

(Suspension de la séance à 11 h 57)

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous continuons maintenant avec le Regroupement des femmes de la Côte-Nord. Nous vous avons fait attendre, mesdames, mais le sujet et le groupe que nous avions auparavant était une première pour nous. Ça ne veut pas dire, cependant, qu'on ne sera pas heureux de vous entendre même après ce retard. Si vous voulez bien, c'est Mme Jean, je crois qui est la porte-parole du groupe.

Mme Saint-Jean (Lise): Mme Saint-Jean.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Saint-Jean, pardon. C'est bien ce que vous m'aviez dit tantôt, mais j'avais une erreur sur ma feuille. Alors, Mme Saint-Jean, si vous voulez bien présenter la table, les gens qui vous accompagnent, et ensuite vous avez 10 minutes, non 5 minutes, 10 minutes, pardon, pour faire une présentation de votre document, qui lui a été lu par les membres de la Commission. La parole est à vous, madame.

Regroupement des femmes de la Côte-Nord

Mme Saint-Jean: Merci, je commence en vous présentant à ma droite Mme Lorraine Leduc, qui est membre fondatrice du Regroupement des femmes de la Côte-Nord; elle est de Baie-Comeau et elle est aussi membre du Conseil canadien consultatif sur la situation de la femme. À ses côtés, Mme Guylaine Lévesque, qui est de Baie-Comeau aussi; Guylaine est coordonnatrice au centre femmes L'Étincelle de Baie-Comeau. À ma gauche, Mme Denise Chiasson, qui est la présidente du Regroupement des femmes de la Côte-Nord et elle est directrice générale du Centre de femmes de Forestville. À ses côtés, Mme Yolande Dubé, directrice générale de la Maison des femmes de Baie-Comeau et répondante pour la condition des femmes au diocèse de Baie-Comeau pour la Côte-Nord. À ses côtés, ensuite, Mme Thérèse Beaudin, qui est la permanente du Regroupement des femmes de la Côte-Nord; elle est de Ragueneau et, moi, je suis membre du conseil d'administration du Regroupement, mais aussi coordonnatrice de la maison Le Coin des femmes de Sept-Îles.

Mmes et MM. les commissaires, nous sommes fières d'avoir l'opportunité de vous présenter notre position pour un Québec souverain. Nous remarquons toutefois la faible représentation des femmes au sein de la Commission. De même, nous ne nous expliquons pas du tout l'absence de représentation autochtone à cette Commission, surtout après les événements que le Québec a vécus l'été dernier.

Le Regroupement des femmes de la Côte-Nord est un organisme communautaire, né de la volonté des femmes et de la nécessité pour elles de se rencontrer pour partager leur vécu. Il

existe depuis 1984. Cet organisme à vocation régionale. Son champ d'action se situe de Tadoussac à Blanc-Sablon, incluant les villes nordiques et l'île d'Anticosti. Il est le seul organisme féminin d'envergure régionale sur la Côte-Nord. Sa vocation première est de regrouper les femmes de groupes féminins et des représentantes des villes et villages où il n'existe pas de groupe formel. Ses objectifs sont: défendre et promouvoir les droits et libertés des femmes de la Côte-Nord; sensibiliser les femmes à leurs droits, obligations et responsabilités; pallier l'éloignement des grands centres par les liens régionaux; promouvoir "l'entrepreneuriat" au féminin; rendre plus accessibles les ressources de support et de formation à tous les groupes; et permettre une mise en commun qui a pour effet de rompre l'isolement. Le Regroupement parle au nom des femmes ordinaires de la Côte-Nord, qui ont comme principale caractéristique une détermination extraordinaire. Il en faut, croyez-vous, pour développer et maintenir des lieux de rencontre sur un si vaste territoire avec de si faibles moyens financiers. Les membres sont des associations féminines, des centres de femmes, des maisons de femmes, ainsi que des individus. Les Amérindiennes de la région sont actives parmi nous.

La position du Regroupement sur l'avenir du Québec: Oui à la souveraineté. Le Regroupement des femmes de la Côte-Nord encourage l'autonomie des femmes. Il voit un certain parallèle entre celles-ci et l'évolution politico-économique et culturelle de la nation québécoise. Autant les femmes, comme individus, ont besoin d'autonomie pour développer tout leur potentiel et prendre leur juste place dans la société, autant une nation a besoin d'autonomie pour se développer aussi et prendre sa place parmi les autres nations.

Pour nous, il est clair que les Québécoises et Québécois constituent un peuple, une nation ayant sa propre culture, ses potentiels réels et ses aspirations légitimes. Les femmes constituent un peu plus de la moitié de ce peuple et même plus de la moitié dans le groupe d'âge des aînés. L'avenir du Québec ne peut et ne doit se faire sans prendre en compte leurs aspirations individuelles et collectives.

Les femmes du Québec ont développé, comme les hommes, des compétences dans tous les domaines, et particulièrement en gestion. Elles ont leur rôle à jouer dans l'avenir du Québec et les obstacles à leur participation entière et égale doivent être levés. La dénatalité croissante pose un problème de société au Québec. Cela concerne tout le monde et tout particulièrement les femmes. La Côte-Nord figure parmi les régions ayant les plus hauts taux de natalité. Cependant, les nord-côtières sont parmi les Québécoises les plus gravement touchées par la pauvreté et la violence conjugale.

Dans un tel contexte, comment les Québé-

coises peuvent-elles avoir confiance en l'avenir? Pour mettre des enfants au monde, il faut un minimum de certitude quant à la qualité de société qu'on leur lègue. Le Regroupement des femmes de la Côte-Nord juge donc important que la Commission parlementaire élargie sur l'avenir constitutionnel du Québec se penche sur les besoins et les aspirations des femmes. Actuellement, les programmes qui tentent d'y répondre se contredisent ou chevauchent deux paliers de gouvernement. Les coûts s'en ressentent et les services aussi.

Dans son mémoire, le Regroupement soulève des préoccupations de femmes sur lesquelles la Commission doit se pencher, à savoir l'enclassement du droit à l'égalité des femmes, l'immigration et la décroissance démographique, l'interruption de grossesse, l'équité salariale, la réforme fiscale, les services de garde, la violence conjugale et familiale, la représentation des femmes. Le Regroupement des femmes de la Côte-Nord croit qu'il est urgent que le Québec se dote d'un projet de société qui aille dans le sens d'une autonomie pleinement assumée.

En résumé, notre position: Un Québec souverain. Nous sommes pour la réalisation de la souveraineté nationale du Québec pour autant que les femmes aient une place égalitaire car nous sommes conscientes que la souveraineté nous est nécessaire pour bâtir une société davantage démocratique, française, pluraliste au plan des valeurs, ouverte sur le monde, respectueuse de notre environnement, égalitaire entre les hommes et les femmes, équitable et respectueuse des droits et des besoins des travailleuses et travailleurs; une société où la langue commune sera le français, mais qui sera respectueuse des droits et des besoins légitimes et spécifiques des autres nations, de telle sorte que leurs membres se sont inclus, intégrés dans le "nous", et ce, sans avoir à s'assimiler. Nous sommes donc pour la souveraineté du Québec, parce que celle-ci nous permettra d'exercer des pouvoirs et des responsabilités avec lesquels nous pourrions bâtir une société plus démocratique, donc plus juste et plus équitable envers toutes ses composantes. Tout ça, sans nous faire d'illusion: ce n'est pas accéder à la terre promise. Il nous faudra donc être vigilantes et lutter contre le racisme, le sexisme, ainsi que pour la reconnaissance et l'élargissement des droits démocratiques. Ces droits démocratiques, les Québécoises et les Québécois devront s'en servir pour réaliser la souveraineté. Le référendum nous apparaît à cet égard le moyen à privilégier.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, madame. Nous commençons par le parti formant l'Opposition officielle. Mme Blackburn.

Mme Blackburn: Merci, M. le Président. Bonjour Mme Saint-Jean, mesdames. Vous avez un mémoire fort intéressant et aussi très per-

minent. Vous rappelez ce qui peut nous paraître, à vous et à moi, comme une évidence, que seule l'autonomie permet aux femmes, aux individus comme aux peuples, de se développer pleinement.

Vous nous dites qu'il est urgent que le Québec se dote d'un projet de société qui aille dans le sens d'une autonomie pleinement assumée. Vous proposez un certain nombre d'éléments constitutifs de ce que devrait être un projet de société, entre autres pour assurer la participation pleine et entière des femmes au pays du Québec ou à un Québec souverain. Vous parlez d'urgence. Selon vous, quels seraient les moyens de consulter la population par rapport au projet de société du Québec? Est-ce que vous envisagez la tenue d'un référendum? Si oui, quand?

Mme Saint-Jean: Pour nous, le moyen à privilégier, c'est le référendum. C'est celui qui, je pense, donne le droit, l'occasion à la majorité vraiment de... c'est-à-dire même à tous les citoyens et citoyennes qui veulent bien se prévaloir de leurs droits de s'exprimer. À ce moment-là, je pense que, et nous le croyons ici, le référendum est l'outil le plus approprié dans le contexte actuel au Québec.

Quand il s'agit du moment, il y a une consultation qui se fait, nous y sommes aujourd'hui. Comme commissaires vous circulez partout sur le territoire québécois à l'écoute des gens. Je crois que, suite à ce processus démocratique, on pourrait assez rapidement passer à un référendum. Je pense que de laisser traîner en longueur des questions aussi importantes ne ferait qu'envenimer, peut-être, les débats et ne servirait vraiment la cause de personne.

Mme Blackburn: Quelle devrait être la question? Parce qu'il y en a qui suggèrent qu'on devrait y aller par hypothèses, et d'autres disent: Une question simple, que tout le monde comprend, à laquelle on peut dire oui ou non.

Mme Saint-Jean: Je pense que toutes les femmes ordinaires, sur la Côte-Nord, vous diraient: Posez-nous une question simple et claire.

Mme Blackburn: Par exemple?

Mme Saint-Jean: Je crois qu'il y a des gens peut-être plus habilités que nous, qui sommes des femmes ordinaires. On voudrait bien participer - c'est d'ailleurs ce qu'on dit - à la rédaction de la question, mais je crois que vous en donner une, comme ça, toute faite, ce serait un petit peu exagéré.

Mme Blackburn: Est-ce que le Québec devrait être souverain, et est-ce que qu'il devrait avoir des associations, établir des associations économiques avec le Canada? Est-ce que ça vous conviendrait?

Mme Saint-Jean: Moi, je pense que ce sont des questions très simples et très claires qui pourraient convenir.

Mme Blackburn: Bien. Une dernière question, parce que ma collègue veut intervenir. Plusieurs intervenants ont associé étroitement le projet de société et l'autonomie du Québec, le projet de souveraineté. Et plusieurs prétendaient qu'on devait d'abord se donner un projet de société avant d'aller chercher des pouvoirs. Est-ce que vous pensez qu'il est réaliste de penser qu'on puisse faire les deux en même temps? Est-ce qu'il est préférable d'aller d'abord chercher les pouvoirs et, ensuite, de construire notre projet de société? Quel est votre avis là-dessus?

Mme Dubé (Yolande): Je pense que, comme projet de société, les femmes, depuis un bon bout de temps, ont donné des propositions quant à un projet de souveraineté, à savoir leurs besoins. Et je pense, pas seulement les femmes, les hommes aussi. Alors, à partir de ces données-là, je crois qu'on a déjà ce qu'il faut, les bases qu'il faut pour voir quelle devrait être notre société, ce qu'on veut comme société.

Mme Blackburn: Donc, ce sont d'abord les pouvoirs; ensuite, à la lumière des informations que nous avons obtenues, on pourra construire le projet de société. Je dois vous dire que je suis de celles, dans les membres de cette Commission, qui apprécient, qui souhaitent et qui ont même encouragé la présentation d'avis sur les éléments que devrait contenir le projet de société de demain, et je me réjouis de voir qu'il y a beaucoup de mémoires qui en contiennent et qui nous en présentent. Pour ça, je vous remercie.
(12 h 15)

Mme Marois: Alors, merci de votre présentation. Effectivement, comme ma collègue, c'est intéressant de se souvenir que les tabous tombent, finalement, puisqu'en 1980, ce parallèle entre l'autonomie des femmes et l'autonomie des peuples ne pouvait pas se faire, il faut que tombe sur nous l'anathème. Cela étant dit, vous mentionnez qu'il y a des problèmes urgents à résoudre qui concernent la vie des femmes en régions. Vous mentionnez aussi dans votre mémoire qu'il y a des dédoublements coûteux entre les différents pouvoirs du Québec et d'Ottawa. Est-ce que vous pourriez identifier un certain nombre de ces dédoublements qui ont un impact sur la vie des femmes et sur les difficultés à résoudre les problèmes que vivent les femmes en régions?

Mme Leduc (Lorraine): Oui. Il y a effectivement plusieurs domaines dans lesquels on voit des problèmes. Je pense, entre autres, à toute la question de l'accès des femmes à des services... et des familles à des services de garde. Je pense qu'à l'heure actuelle, c'est ce qui se passe entre

le fédéral et le provincial, un impact qui nous apparaît, nous, en région éloignée, fort considérable et pas très positif sur cette question et sur les besoins qu'ont les familles. Il est temps qu'on ait des services de garde organisés et structurés, soutenus, oui, par l'État, mais accessibles à un plus grand nombre de personnes ou de familles possible.

D'autres secteurs où l'on voit des problèmes, je ne fais que mentionner qu'il nous est arrivé souvent de constater qu'ici aussi les travailleuses au niveau fédéral, même si elles sont au Québec et, encore plus, sur la Côte-Nord, ne peuvent se prévaloir, entre autres, de la fameuse question du retrait préventif. C'est un autre secteur dans lequel on voit des problèmes. Pour n'en nommer que quelques autres, la question de l'accès au travail et vous dire que, chez nous, la question de la formation professionnelle est extrêmement urgente à traiter pour en arriver à de la formation qui va être vraiment adaptée et aux besoins des femmes et surtout qui va leur permettre un accès plus rapide au marché du travail. J'extensionnerais en ajoutant la question des emplois non traditionnels comme étant majeure et dans lequel domaine il faut vraiment avancer.

J'aimerais souligner quand même que nos consœurs du Centre d'immersion de Baie-Comeau, depuis 10 ans, ont fait un travail de pionnières et elles en sont arrivées, actuellement, à une entente négociée avec l'une des plus grandes sociétés nord-américaines, la société des métaux Reynolds, pour l'intégration, donc, à court terme, de 50 femmes dans une variété d'emplois non traditionnels qui ne requièrent pas la formation universitaire. On sait très bien que les femmes qui ont eu la possibilité de bénéficier de formation universitaire – et ça c'est un autre problème, on n'a pas d'université sur la Côte-Nord – celles-là peuvent, comme architectes, ingénieurs, etc., accéder plus facilement et plus rapidement à des emplois dans tous les domaines et les secteurs non traditionnels. Mais pour les femmes qui vivent en régions éloignées et qui ont besoin d'une formation complémentaire à un secondaire V, voilà donc, en tout cas, une première opportunité. Mais je vous dirais que ce n'est que le début de ce qu'il faut regarder.

Mon Dieu, je pense qu'on va y revenir peut-être un peu plus tard dans d'autres questions, je l'espère, la question de l'avortement. Il ne faut pas en faire un crime. Je pense que le Québec a déjà fait certains pas dans un autre sens beaucoup plus souhaitable pour les femmes de notre région. J'ajouterais aussi, une rémunération – là, je vais vous citer un exemple qui pourrait enrichir ce que je vais mentionner – la rémunération égale pour un travail de même valeur. Je peux vous dire qu'il n'y a pas longtemps, ça remonte à il n'y a pas plus de cinq ans, des femmes de la région de Baie-Trinité nous parlaient du fait que, dans une usine de

traitement des poissons, il y avait des emplois occupés autant par les femmes que par les hommes pour lesquels les femmes étaient payées 1 \$ de moins l'heure. Il y a cinq ans, ça ne fait pas si longtemps que ça. Et on a encore du rattrapage, énormément.

Mme Marois: Une dernière question. Dans tous les débats qui ont concerné les questions constitutionnelles, on a vu s'établir un clivage entre les femmes canadiennes et les femmes québécoises. Et je voudrais savoir si à cet égard-là vous vous situez aussi dans la foulée de ce que les femmes québécoises évaluaient comme étant mieux pour leur avenir et leur progrès. Les femmes canadiennes souvent se tournaient vers le gouvernement d'Ottawa en disant: On a l'impression que nos droits sont mieux protégés. Je dirais la majorité d'entre elles. Alors que les femmes québécoises, elles – et le Conseil du statut de la femme a porté aussi ce message-là devant la Commission – se tournaient vers Québec en disant: On a la Charte québécoise, et on a l'impression qu'on a assuré chez nous une meilleure reconnaissance de l'égalité entre les hommes et les femmes, par des mesures très concrètes que l'on a mises en place. Est-ce que vous partagez aussi ce point de vue?

Mme Leduc: Absolument. Je pense que tout le monde ici autour de la table est unanime et nous avons, nous aussi, eu l'occasion d'en parler maintes fois avec toutes les membres du regroupement, qui sont – je le mentionne encore – des femmes de Tadoussac jusque sur la Basse-Côte-Nord, et, définitivement, tout ce que, nous, on veut préconiser va dans le sens de l'enchâssement de tout ce qui est dans la Charte canadienne, à l'intérieur...

Mme Marois: Québécoise.

Mme Leduc: Québécoise, pardon.

Le Président (M. Michel Bélanger): Passons maintenant aux questions des autres membres. Mme Campbell Steer.

Mme Campbell Steer: Merci bien. À mon avis, au fond de cette condition féminine existe la pauvreté, comme vous avez dit. Et si on pouvait s'attaquer à ce problème, de façon efficace, peut-être qu'on améliorerait la situation d'un autre mal dans notre société qui est la pauvreté pour le monde. Mais c'est dans cette optique d'attaque contre la pauvreté que je vous demande les courtes questions suivantes. Pourriez-vous me fournir des détails concernant la réforme fiscale que vous prévoyez?

Mme Dubé: La réforme fiscale qu'on prévoit, c'est justement d'enlever l'inégalité qu'il y a entre les hommes et les femmes. À ce moment-

là, c'est sûr et certain qu'il faudrait, à ce qu'on pense, donner une valeur au travail qui est fait à la maison, le travail au foyer. Pour nous, on dit: Ça contribue justement à amener un meilleur souci...

Mme Campbell Steer: Est-ce que ça peut aller aussi loin que d'être couvert par le Régime de rentes de Québec?

Mme Dubé: C'est ce que j'allais vous dire...

Mme Campbell Steer: O.K.

Mme Dubé: C'est que, dans le fond, ça va assurer à nos femmes, non pas d'être inquiètes par rapport à leur pauvreté, ce qui actuellement est l'état de celles qui en sont rendues à leur...

Mme Campbell Steer: Et surtout quand elles sont des vieilles.

Mme Dubé: ...retraite. C'est ça. Alors, on parle aussi de l'intégration au Régime de rentes du Québec.

Mme Campbell Steer: Moi je voulais aussi tourner l'autre question, peut-être, à l'envers. Vous avez dit qu'il faut un Québec souverain, selon vous, pour attaquer tous les problèmes de la condition féminine. Avec le rapatriement des pouvoirs qui touchent la famille et la formation professionnelle, pensez-vous que ce rapatriement pourrait être un bon pas – sans être complètement souverain – un bon pas pour remplir nos besoins?

Mme Lévesque (Guylaine): On sait que si, on a au moins les éléments pour décider nous-mêmes, ensemble, de ce qu'on veut faire – on parlait de contrat social – et avec la société que l'on veut construire. Je pense qu'à ce moment-là, on aura les éléments pour le faire, et l'avenir dira si on sera capables de s'entendre à ce niveau-là, et de faire vraiment avancer la condition féminine.

Mme Campbell Steer: Est-ce que ça veut dire qu'au minimum les pouvoirs ou les compétences dans le domaine de la formation professionnelle et toutes les politiques qui touchent la famille, devraient être, au strict minimum, rapatriés au Québec dans n'importe quelle situation? Ou est-ce que ça prend définitivement un Québec souverain?

Mme Leduc: Pour nous, la position est claire. C'est un Québec souverain à partir duquel on bâtira tous les programmes et qu'on rapatriera tout ce qui doit être rapatrié pour, après ça, faire et vraiment dessiner ensemble ce projet-là. Peut-être juste... Mme Cheryl Campbell Steer, c'est bien ça?

Mme Campbell Steer: C'est trop long, Cheryl ça va suffire.

Mme Leduc: Moi j'aimerais juste rappeler aussi que l'état de pauvreté des femmes de la Côte-Nord est particulièrement frappant. On parle, pour les femmes du Québec entier, d'un revenu moyen de 64 % de ce qu'est celui des hommes. Bien, pour la Côte-Nord, c'est 54,9 %. Alors, voyez-vous, il y a déjà une disparité pour nous. On est toujours toujours en train d'essayer de rattraper, de faire du rattrapage.

Donc, pour nous, il est clair qu'à ce moment-ci, on doit revenir sur ce projet de société, le bâtir ensemble et faire en sorte que les femmes des régions puissent contribuer aussi, par de la création d'emplois. Je tiens à mentionner le projet Pignon sur rue, qui a été... Notre député, M. Perron, enfin, d'autres gens ici connaissent bien le projet qui a été préconisé par le Regroupement des femmes lors de la conférence du sommet socio-économique, qui a permis l'immobilisation des achats immobiliers qui constituent pour nous une force nouvelle, économique, et qui nous permet actuellement, déjà, de créer des emplois et d'entrevoir la création d'entreprises qui répondront aussi en termes de création d'emplois ou de collaboration au niveau formation professionnelle, à des projets pour la Côte-Nord, par les femmes et pour les femmes.

Mme Campbell Steer: Ça veut dire que pour vous là, vous devez recommencer avec un "clean slate" là, ça veut dire, pour renouveler le contrat social.

Mme Saint-Jean: Je pense qu'il faut renouveler... Vous avez dit tantôt, bon le rapatriement ça serait le strict minimum, mais dans la situation où les dossiers se chevauchent même si on arrivait... D'abord on sait que ce n'est pas facile, la preuve c'est que depuis des années les deux paliers de gouvernement travaillent pour ça et n'arrivent vraiment pas à s'entendre. Alors, je pense que le strict minimum n'ayant pu être atteint dans la forme actuelle de gouvernement, je pense qu'il vaut mieux essayer carrément une nouvelle voie. Je ne pense pas que ça pourrait être pire. Ça ne sera sûrement pas facile, mais je ne pense pas que ça pourrait être plus difficile.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Côté.

Mme Côté: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): ...qui sera suivie de M. Hogue.

Mme Côté: Alors je regrette que le temps ne m'ait pas permis de parler sur des droits des

autochtones parce que je pense qu'il y a des similitudes: la reconnaissance des aspirations et surtout l'actualisation des droits. Lorsque vous répondiez que le mouvement des femmes a revendiqué bon nombre de grands principes et d'articulations concrètes, je pense que le Québec, en se redéfinissant, ne devra pas oublier que la pauvreté est le lot des femmes. Et il y a des droits qui doivent être actualisés.

Moi j'ai deux questions. Vous parlez, dans votre conclusion, de faire en sorte que les femmes soient représentées de façon égalitaire dans les structures du pouvoir politique. Est-ce que vous vous êtes penchées sur toute la réforme du scrutin et sur le fait que la voix des femmes dans le parlementaire, si elle était égalitaire, pourrait apporter de plus grandes chances aux femmes? Première question. Et la deuxième, je sais que parce que vous avez quelqu'un au Conseil consultatif canadien, je sais que le mouvement des femmes, des francophones hors-Québec, respecte la démarche que les femmes font au Québec, mais elles disent très bien qu'elles aimeraient qu'on maintienne des liens. Avez-vous aussi réfléchi à cette question-là? Ou peut-être que madame en a entendu parler dans le mouvement dans lequel elle milite.

Mme Leduc: Peut-être pour me permettre de répondre d'abord sur la deuxième partie de votre question, je crois qu'il est effectivement essentiel que les femmes francophones hors-Québec continuent à avoir des liens avec les Québécoises. Toute notre expertise, l'enrichissement qu'on a pu apporter jusqu'à maintenant, et à l'avancement aussi de la société québécoise, pour nous ce sont nos sœurs, peu importe où elles sont. Tout comme nous avons aussi des femmes autochtones qui participent activement à nos travaux au sein du regroupement. Il y a effectivement certaines différences, mais au fond l'essentiel, les problèmes majeurs qu'elles vivent sont les mêmes que les nôtres. Alors pourquoi pas?
(12 h 30)

Mme Lévesque: Moi j'aimerais continuer dans le sens de Mme Leduc. Il est évident qu'on va maintenir des liens avec les femmes anglophones comme on les maintient et les soutient avec les femmes autochtones aussi. D'ailleurs, on l'a prouvé. Lorsqu'il y a eu des coupures au programme Promotion de la femme au Secrétariat d'État vraiment au-delà des cultures et des langues, les femmes se sont conditionnées ensemble et ont lutté ensemble pour qu'il n'y ait pas de coupures dans ce programme. Au niveau du mode de scrutin, quel qu'il soit, je ne pense pas qu'il y en ait un qui va prévaloir ou qui va aider plus les femmes à participer au niveau politique. Je crois que, par exemple, des services de garde efficaces et souples pourraient plus permettre aux femmes d'aller en politique. Il ne faut pas oublier que, malgré les changements sociaux qui sont intervenus, les femmes restent

toujours responsables de la famille et responsables des enfants et elles ont toujours ce souci en tête, ce qui fait que souvent une femme va refuser d'aller en politique parce qu'elle a des obligations familiales qui la retiennent.

Mme Côté: Merci.

Mme Dubé: Ce serait pour ajouter que, quand les femmes auront acquis cette autonomie financière, nécessairement elles pourront plonger pas mal plus. Actuellement, on sait que dans l'état actuel de leur pauvreté, c'est difficile pour elles d'accéder à ces postes-là.

Mme Leduc: Pour ajouter, si vous me le permettez, à moi aussi, il est de mon avis aussi que les femmes, lorsqu'elles auront atteint leur place partout, dans tous les secteurs d'emploi de la société québécoise, pourront davantage être en posture de participer aussi au niveau politique – Vous savez comme moi que très souvent et c'est un modèle qu'on ne voudrait pas nécessairement répéter dans l'avenir – disons, les femmes qui ont pu jusqu'à maintenant atteindre un poste au niveau politique sont des gens qui avaient déjà dans leur emploi une latitude, une marge de manœuvre, une profession, un corps professionnel derrière elles pour les pousser. Quand tu es secrétaire, ce n'est pas évident que ton "boss" va te donner le congé nécessaire pour aller à des réunions te préparer avec un parti politique et te lancer dans l'arène politique.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, M. Hogue, qui sera suivi de M. Allard.

M. Hogue: Merci, M. le Président. Je vous remercie. J'ai lu le mémoire; je le trouve intéressant. Je vous pose juste une question préalable. Lorsque, dans votre ouverture, vous parlez de subventions que vous recevez du Secrétariat d'État, vous feriez référence ou vous voudriez mentionner le ministère de M. Weiner. Bon. Et je fais une association bien positive, mais il me semble utile de rappeler que vous prenez position pour un Québec souverain et que ceci se fait – et je le dis, vous savez, avec beaucoup de simplicité et beaucoup de respect pour les institutions – à travers un financement qui vient de chez M. Weiner. Je vous dis: Bravo, parce que le gouvernement conservateur est ouvert jusque-là dans sa démarche de l'écoute du Québec.

À partir de ceci, je voudrais vous poser une question qui, pour moi, est fondamentale et je sais que mon collègue, M. Larose, m'attend, parce qu'il sait que je vais la poser le plus souvent possible. Il me semble, moi, que l'autonomie se joint et se trouve à travers une démarche extérieure, mais aussi une démarche intérieure – je suis certain qu'on s'entend sur

ça – et que l'autonomie, en même temps, se fait dans la reconnaissance de la présence d'associations, donc, qu'on ne peut être autonome que dans la mesure où on reconnaît sa dépendance à l'autre et aux autres. Vous acceptez ça aussi. Pour être souverain, il faut être souverain face à d'autres. Alors, il faut donc, pour être autonome, qu'on puisse accepter la présence des autres. Je voudrais faire le lien comment, comme femmes – je pourrais poser la question aux hommes, mais, eux, sont tellement machos qu'ils ont toujours raison – comment, comme femmes, pouvez-vous associer votre démarche de femmes, donc, dans le passé historique de dominées, de dépendantes, de prends-ta-place, etc.? Tout le vocabulaire des hommes, vous le connaissez autant que moi je le connais. Alors, dans vos relations avec votre compagnon ou vos compagnons, vous n'avez pas, pour assumer votre autonomie, votre présence, votre égalité, votre actualisation de vos droits – comme Mme Côté le mentionnait – à vous séparer. Je vous pose la question bien ouvertement, nécessairement en acceptant à l'avance votre réponse.

Mme Saint-Jean: D'abord, j'aimerais préciser, M. Hogue, quand vous parlez d'autonomie, que l'autonomie est le résultat d'une démarche intérieure et extérieure à l'individu, à la personne humaine, et que ça se fait forcément dans un lien de dépendance, donc, par rapport à l'extérieur, il y a quelqu'un. Je ne peux pas me poser indépendant. Il faut que les autres me reconnaissent cette indépendance-là. Ça, je suis d'accord là-dessus. Mais au niveau personnel, dans les rapports hommes-femmes, je pense qu'on ne peut plus parler de dépendante, comme vous l'avez fait. Il n'est pas question de séparation, nécessairement, dans un couple pour que la femme vise l'indépendance au même titre que l'homme. Moi, je parlerais plutôt d'interdépendance. Et ça vaut pour les individus hommes et femmes, pour les individus adultes et enfants et je pense que ça vaut pour les peuples.

Il est évident qu'un Québec ne sera vraiment souverain qu'en autant que l'ensemble de la communauté internationale, ses voisins immédiats et les autres lui reconnaîtront sa souveraineté. Dans ce cas-là, je pense qu'on ne peut pas parler de dépendance. Une reconnaissance, c'est une chose, mais être dépendant, c'est autre chose. Il y a des pays qui ont été colonisés, notre histoire nous l'a montré. Je pense qu'on peut parler d'interdépendance. On peut être autonome et, dans l'égalité, aller négocier ou signer des ententes avec toutes les autres nations qui voudront bien s'associer avec nous à différents niveaux.

M. Hogue: Bon. Moi, j'accepte cette réponse-là, cette notion d'interdépendance. C'est dans ce sens-là que lorsque ma fille écoute, regarde la télévision... Elle est à la maison, elle a 27 ans,

elle est au doctorat en psychologie. Et elle est totalement autonome. Vous savez, elle mange quand elle veut puis elle va à l'université quand elle veut. Elle n'a besoin ni de sa mère, ni de son père pour savoir ce qu'elle a à faire. Mais elle vit à l'intérieur d'un milieu, sans avoir à sortir de ce qui s'appelle l'unité familiale, pour faire son doctorat. Et j'arrive à ma deuxième question et c'est la dernière.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mais le temps est écoulé, M. Hogue. Si vous y alliez rapidement, vous auriez peut-être une réponse rapide!

M. Hogue: ...aille dans le sens d'une autonomie pleinement assumée. C'est ce que vous avez dit. Est-ce que ça ne peut pas ne pas se faire à l'intérieur du cadre fédéral?

Mme St-Jean: Je vais essayer de répondre à votre question. Je crois que ça pourrait se faire si le conjoint n'avait pas déjà, au départ, renié complètement l'identité de la culture de l'autre. Et c'est une réponse – je l'avoue – qui est tout à fait personnelle. Je crois que je n'ai pas consulté mes compagnes là-dessus.

M. Hogue: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Allard, qui sera suivi de M. Beaumier.

M. Allard: Mesdames, j'ai parcouru la liste de vos préoccupations dans votre mémoire et il y a plusieurs, à mon sens, de ces préoccupations auxquelles on n'a pas donné de réponse ou qu'on n'a pas réglées qui n'ont rien à voir avec le fait que le Québec soit autonome ou qu'il soit partie de la Fédération canadienne. Si ça n'a pas été réglé – il y en a qui sont du domaine provincial – ce n'est pas parce que le Québec fait partie de la Fédération canadienne. Elles auraient pu être réglées par le gouvernement du Québec. Peut-être que si ce n'est pas réglé, c'est une question de ressources financières, probablement. Il y a quelque chose qui vous laisse penser que si le Québec était souverain, les ressources dont il disposerait permettraient de régler certaines de ces préoccupations ou peut-être aussi s'agit-il d'attitude ou de mentalité. Je pense que c'est la première de vos préoccupations, et que vous demandez l'enchâssement du droit à l'égalité pour toutes les femmes. À ma connaissance, il n'y a rien dans la Constitution canadienne ou dans les chartes de droits et libertés qui nie l'égalité des femmes. C'est dans la pratique, je suppose. Donc, ce n'est pas une question de Constitution quand vous demandez que ce soit enchâssé. Ça ferait quoi que l'on s'exprime d'une façon différente dans la charte si les attitudes et les mentalités n'ont pas changé? On ne serait pas tellement plus avancé. Alors, la question que je pose, c'est:

Est-ce que certaines ou la plupart de ces préoccupations-là n'auraient pas pu être réglées déjà par les gouvernements dans le cadre de la Fédération? Reconnaissez-vous qu'il y en a des préoccupations qui dépendent des attitudes plutôt que des lois ou du statut constitutionnel du Québec?

Mme Leduc: Moi, je pense qu'on a vraiment beaucoup réfléchi à cette question au sein du Regroupement et qu'il est évident pour nous que ce n'est pas juste une question de rapatriement de budget qui fera la différence, mais peut-être aussi parce qu'actuellement cette conjoncture que nous vivons au Québec, en termes de "timing", vous m'excuserez l'expression, arrive aussi en même temps, je pense, que toute la démarche que les femmes ont faite et les deux démarches arrivent à point en même temps.

Autrement dit, je crois qu'il y aura une plus grande chance de succès si les femmes sont vraiment partie prenante de tout ce qui pourra être organisé dans la société québécoise, par celle-ci souveraine. Je pense que cette condition de participation des femmes à tous les niveaux est essentielle et il me semble que ça va être aussi garant, si vous voulez, du succès. Ce n'est pas juste une question de budget.

M. Allard: Mais il n'y a rien qui empêche ça actuellement.

Mme Leduc: Moi, je pense qu'on serait mieux de le régler entre Québécoises et Québécois.

M. Allard: Peut-être, mais il n'y a rien qui empêche ça actuellement. C'est vrai ou ce n'est pas vrai?

Mme Leduc: Le processus est beaucoup plus long, comme ma collègue vient de le dire.

Mme Dubé: C'est ça. Le processus est beaucoup plus long et actuellement, disons que les gouvernements, chacun, regardent ce qu'ils peuvent eux autres aussi apporter. Mais, par rapport à nos besoins actuels, on vient de commencer à pouvoir exprimer ce qu'on a toujours gardé dans la cuisine, faisant attention et tout ça. Alors, donnez-nous une chance. Je pense qu'on veut prendre parole et on veut, nous autres aussi, dire comment on veut participer, justement, à enrichir. Bien, on veut enrichir notre Québec et, par la présence des femmes, je pense qu'il y a un moyen d'y arriver. C'est bien sûr que je me dis: Peut-être, mais des changements de mentalité, comme vous en parlez, je ne voudrais pas qu'on soit les seules responsables de ces changements de mentalité. Je voudrais bien aussi que tous ensemble, hommes et femmes, on les fasse, ces changements de mentalité.

M. Allard: Je n'ai pas dit que ça devait être vous qui deviez faire les changements, remarquez.

Mme Dubé: Je l'espère, parce que, nous autres, on a beaucoup d'espoir, ça aussi, sur vous.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, M. Beaumier passait, je crois. Je pense qu'on vous a inscrit, peut-être, au mauvais endroit – en tout cas, on règlera ça après – et on passe maintenant à M. Daoust.

M. Daoust: Sans aller dans le processus de décision, j'aimerais que vous nous expliquiez de quelle façon ça s'est fait, ce consensus autour de la souveraineté du Québec, à l'intérieur de votre regroupement. Voici un regroupement fort intéressant qui, vous l'avez mentionné, de Tadoussac à Blanc-Sablon, en passant par Natasquan – la patrie de Gilles Vigneault – un regroupement de 17 groupes de femmes en est venu à dégager cette prise de position là. Il y a évidemment, et pendant que vous songez quelque peu à ma première question, tout le problème des chevauchements que vous avez souligné. Vous en avez abordé quelques-uns. J'aimerais vous entendre, si possible, à l'égard de chevauchements dans le domaine de la formation professionnelle. Vous nous avez rappelé celui qui nous tombe dessus à l'égard des garderies. On se souviendra tous qu'en décembre 1987, le gouvernement du Canada, le gouvernement fédéral, votre gouvernement, M. Hogue a annoncé, tambour et trompette, qu'il y aurait une politique publique fédérale sur les services de garde au pays. Quant à nous, nous nous étions opposés. Nous avions immensément de réserves à l'égard de cette intervention du gouvernement fédéral dans des secteurs traditionnellement réservés, pour des raisons multiples que vous avez soulevées, Mme Leduc et d'autres qui sont ici présents, aux provinces. Nous ne pensions pas que les priorités, les orientations, les grandes planifications et nous ne pensions pas – je vous regarde, puisque vous avez soulevé le problème – que ça puisse être décidé nationalement, comme tel était le cas dans cette politique de garde qu'on nous a annoncée en décembre 1987, qui, soit dit en passant, n'a jamais été mise en application. Mais j'aimerais vous entendre quelque peu à l'égard de la formation professionnelle, ces chevauchements coûteux qui ont été soulevés par bien des groupes et qui vous affectent de façon toute particulière, les femmes.

Mme Leduc: Bon, d'abord sur la question des chevauchements, là, nous, on analyse actuellement que, depuis de nombreuses années, les femmes sont vraiment aux prises avec des problèmes quand il s'agit de ces chevauchements. Une question d'un peu, je dirais par image, de

chassé-croisé. On identifie un besoin en formation professionnelle, un an ou deux à l'avance. Ensuite, quand vient le temps de le mettre en application, on est obligées d'aller du côté du fédéral chercher les budgets. On revient en régions. Ah! Il y a quelque chose qui s'est passé dans le portrait soit régional ou au niveau du recrutement ou à d'autres niveaux qui fait que là on ne peut plus le donner. Mais rien n'arrive à point pour qui sait attendre, et, à un moment donné, on est tannées d'attendre, parce qu'on a besoin de vraiment avoir une formation au niveau professionnel qui soit basée sur des besoins qui ne sont pas juste ponctuels mais qui peuvent à long terme être analysés, mais pour lesquels il y a une plus grande souplesse dans le rapatriement soit de budgets ou de spécialistes en formation, parce que, ici, ça nous prend ça aussi, des ressources spécialisées. On ne les a pas toujours en régions éloignées.

Donc, on est comme toujours à retardement dans ce dossier-là, et les femmes... Quand vous parlez d'une mauvaise utilisation ou de perte de ressources, moi, je pense que c'est une perte de ressources, aussi économique très grande, si on ne reçoit pas la formation professionnelle nécessaire pour permettre notre intégration au marché du travail le plus rapidement possible. Et c'est souvent le cas qui se produit. C'est un exemple, en tout cas, que je voulais vous donner.

Si je voulais étoffer davantage, je devrais vous écrire, M. Daoust, parce que c'est les éléments que je peux vous présenter ici aujourd'hui. Mais si vous voulez qu'on complète on pourrait ajouter des éléments par la suite, par un document subséquent, si c'est possible.

(12 h 45)

Mme Saint-Jean: Maintenant, pour répondre à votre première question quant au processus qui a amené le Regroupement à prendre la position qu'il défend aujourd'hui, le Regroupement, bon, sur ce si vaste territoire, et on l'a vu tantôt, les moyens financiers sont quand même limités; nous avons un fonctionnement qui nous amène à faire se rencontrer l'ensemble de nos membres, celles en tout cas qui réussissent à pouvoir se déplacer deux fois par année. Nous avons à chaque printemps et à chaque automne une rencontre qui se tient en différents endroits de la région, et qui permet à des femmes de partout d'être présentes, et, dans ces débats-là, nous avons parlé de toutes sortes de choses, de l'avenir du Québec comme de l'avenir des femmes, des problèmes des régions éloignées, la question des pêches sur la Basse-Côte-Nord, les femmes de pêcheur, les usines de pêche qui ferment, tout ça, ce sont des sujets qui sont traités lors de nos rencontres semestrielles.

C'est dans ce processus, depuis les dernières rencontres, que le point de vue s'est dégagé. Nous, au conseil d'administration, on s'est aperçues que le parallèle se faisait entre

les besoins d'autonomie des femmes en tant qu'individus de s'épanouir et les besoins d'autonomie d'un peuple. Ce sont des points qui ont déjà été soulevés. Ça n'a pas fait l'objet de sondages officiels ou de quelque forme d'enquête très scientifique.

On a dit tantôt: On est des femmes ordinaires et c'est avec nos moyens ordinaires et notre détermination extraordinaire de nous rencontrer deux fois par année, ce n'est pas évident. On voulait aller, le printemps passé, à Tête-à-la-Baleine. On n'a pas encore les moyens de le faire. On travaille pour y arriver. Les femmes de là-bas sont prêtes à nous accueillir et travaillent aussi pour chercher - dans leur milieu, c'est peut-être encore plus difficile qu'à Baie-Comeau ou à Sept-Îles - les fonds pour nous le permettre. Le processus de prise de décision et de prise de position au sein du Regroupement est basé sur les rencontres de nos membres.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant aux questions du parti qui forme le gouvernement. Mme Bégin.

Mme Bégin: M. le Président. Bonjour, mesdames. C'est avec intérêt que j'ai pris connaissance de votre document. Vous nous soumettez un projet de société pour le Québec de demain. Vous traitez entre autres de la dénatalité, de l'avortement, d'équité salariale, de réforme fiscale, de services de garde et de violence conjugale. Ce sont là naturellement des dossiers qui tiennent à coeur de tout gouvernement.

Est-il utile de vous rappeler que, tout de même, les gouvernements, que ce soit le mien ou que ce soient ceux qui nous ont précédés, ont tout de même adopté des lois qui sont favorables à la femme. Je pense, entre autres, il y a tout de même 50 ans, au droit de vote. C'est toujours là qu'on a commencé à s'affirmer. Il y a aussi la résidence familiale qui a été adoptée sous la gouverne du Parti québécois et qui est une bonne chose pour les femmes, qui nous permet, à nous, d'empêcher le mari, pour une raison ou pour une autre, soit d'hypothéquer ou de vendre la résidence familiale, pourvu, naturellement, que l'on ait déclaré cette résidence "résidence familiale".

Sous notre gouvernement, vous vous souviendrez qu'on a établi la prime à la naissance pour encourager la naissance parce que vous notez dans votre mémoire qu'un grave problème sévit présentement à travers le Québec: la dénatalité. Cette politique-là a tout de même permis, comme on a pu le constater dernièrement, de hausser de 1,4 % le taux de fécondité, qui était à 1,6 %. Ce n'est pas gros, mais c'est encourageant.

Nous avons aussi adopté la loi 146 parce que, dans votre mémoire, vous parlez de l'ap-

pauvrissement de la femme divorcée. Or, on a apporté dernièrement, il y a à peu près un an, la loi 146 qui permet à la femme, lors d'un divorce ou d'un décès, de se voir attribuer certains biens déterminés par la loi qui ont été acquis durant le mariage.

Puis présentement, on est en train d'apporter une réforme à la Loi sur les normes du travail pour reconnaître un congé parental. Puis ça, malgré ce que vous en pensez, tout s'est fait dans le cadre constitutionnel que nous connaissons. Et je pense que c'est important tout de même de le dire à ce stade-ci. Par contre, je conviens avec vous qu'il y a des choses qu'on peut améliorer au niveau de la Fédération actuelle, que ce soit, entre autres, le chevauchement des compétences. Vous l'avez mentionné et j'en suis, je suis d'accord avec vous, que ce soit au niveau de la formation professionnelle, au niveau de l'immigration, à d'autres niveaux, au niveau des services de garde, entre autres. Je pense qu'il faut améliorer la Constitution mais, tout de même, je voulais vous dire que ce qui s'est fait avant s'est fait dans le cadre constitutionnel que nous connaissons.

Vous savez, présentement, nous sommes en régions et on rencontre des femmes de région. Et plusieurs de ces femmes nous ont dit l'importance que devait avoir, dans la future constitution, qu'elle soit canadienne ou québécoise, les régions. Certaines nous ont dit qu'il faudrait tenir compte, dans la prochaine constitution, de donner des pouvoirs mêmes, aux régions.

Ma question est la suivante: Pensez-vous que les revendications que vous nous formulez à l'intérieur même de votre mémoire seront mieux servies si on remettait ces pouvoirs-là à des entités régionales? J'aimerais vous entendre là-dessus.

Mme Saint-Jean: Je pense personnellement que les régions, effectivement, peuvent avoir un rôle plus important à jouer au niveau des décisions qui se prennent, tant sur les plans économique, politique ou sur les politiques qui touchent la vie quotidienne des gens. Tantôt, la question s'est posée par rapport aux Canadiennes qui se tourment plus vers le pouvoir fédéral et aux Québécoises qui se tourment plus souvent vers le pouvoir provincial. Si on ramène ça à l'intérieur du territoire du Québec, il est évident que ce qui touche la vie quotidienne des femmes et des hommes, c'est le pailier de gouvernement le plus près qui, souvent, est le mieux placé. Donc, aux niveaux local et régional, il y a beaucoup de choses à faire. D'ailleurs, c'est en politique municipale que les femmes sont souvent les plus présentes parce que c'est plus accessible pour elles.

Je pense que les régions doivent avoir un droit de parole et qu'on reconnaisse mieux leurs besoins spécifiques. On dit souvent "régions éloignées", mais régions éloignées par rapport à

quoi? À partir de la Côte-Nord, c'est Ottawa ou Québec qui sont éloignées. Alors, c'est un petit peu facile à dire, mais il reste que les gens qui vivent dans ces régions-là ne se sentent pas nécessairement éloignés de ce qui se vit et des grands débats de la nation. Donc, les régions ont droit de parole et ça pourrait favoriser la présence plus active des femmes, effectivement, que si tout se négocie au niveau central. Je suis d'accord, cependant, qu'il y a des thèmes ou des... comment je pourrais dire, des modifications législatives, tout ça, qui doivent s'apporter, donc qui touchent l'ensemble du territoire québécois ou canadien, dans le cas actuel. À ce moment-là, ça doit aussi se faire à ce niveau-là. Mais je pense qu'on devrait toujours consulter le pailier local et le pailier régional, pour arriver à quelque chose. En tout cas, nous, au sein du Regroupement, comme je l'expliquais à M. Daoust tout à l'heure, on essaie toujours de prendre le pouls de partout, même si, dans nos rencontres, on n'a pas, chaque fois, un grand nombre de femmes de certaines régions, les moyens de transport étant coûteux, les distances étant ce qu'elles sont. Pour nous rencontrer deux jours, il y a des femmes qui font trois et quatre jours de déplacement de la Basse-Côte à... ou au centre de la Côte ou des villes nordiques, sans parler d'Anticosti, les distances sont encore plus difficiles, à ce moment-là.

Alors, que les femmes puissent participer au niveau régional, ça nous donnerait du poids, effectivement, et que ce soit dans un Québec souverain, je pense que ce serait important. Même dans la Fédération actuelle, il y a des choses qui pourraient être améliorées à ce niveau-là.

Mme Bégin: Merci, madame. Je vais passer, si vous le permettez, M. le Président, la parole à ma collègue de Matane.

Mme Hovington: Merci. Alors, mesdames, il me fait plaisir de m'entretenir avec vous parce que, vous savez, je suis native moi-même de la Côte-Nord. Je vois qu'un groupe de Sacré-Coeur ou qu'un groupe de femmes fait partie des 17 groupes que vous représentez aujourd'hui. Alors, il me fait plaisir de m'entretenir.

Vous savez, je suis une femme de région aussi et je comprends très bien les inquiétudes que vous mentionnez aux commissaires, aujourd'hui, face au développement régional, face à la formation professionnelle, face à tous les problèmes, en fait, que les femmes rencontrent habituellement dans les grands centres et plus spécifiquement encore, d'une façon plus accrue, en région périphérique, comme la Côte-Nord, et comme l'Abitibi et le Bas-Saint-Laurent. Mais, moi, j'ai toujours une même inquiétude, quand on pense, on parle de souveraineté. Vous vous êtes prononcées officiellement pour la souveraineté du Québec et j'ai toujours une inquiétude, à

savoir: En quoi un Québec souverain pourrait-il aider plus la situation de la femme dans une région éloignée? Par exemple, vous parlez de la formation de la main-d'œuvre. En quoi... Quelles seraient les balises, par exemple, qu'un gouvernement souverain pourrait mettre en place pour aider... pour protéger les enjeux, par exemple, pour les femmes, en matière d'adaptation, de formation professionnelle? Parce que ce n'est pas automatique qu'en devenant souverain, les enjeux, si vous voulez, pour la formation professionnelle soient mieux protégés pour les femmes, surtout en régions. Est-ce que vous vous êtes penchées là-dessus?

Mme Leduc: Pas de manière très approfondie, pour être franche avec vous. Je pense que notre authenticité est la première chose qu'on veut bien respecter, aujourd'hui, ici, et vous livrer. Toutefois, moi, j'aimerais avec vous reprendre certains aspects de ce que vous dites. D'abord, au niveau de la formation professionnelle, il nous apparaît que, si nous étions dans un Québec souverain, il y aurait davantage cette possibilité entre les régions et le palier gouvernemental qui deviendrait national québécois, il y aurait donc cette possibilité d'entente pour que soit accrues tant les sommes que la diversité de la formation qui s'adresserait aux femmes dans les régions, donc on pense aussi, pas juste dans les grands centres.

D'autre part, il y a un thème sur lequel on s'est peu penchées aujourd'hui, sur lequel on voudrait aussi attirer votre attention, qui est celui de l'immigration. Les immigrantes, pour nous, sont les bienvenues. Je tiens à mentionner que le Regroupement a beaucoup réfléchi sur cette question d'ouverture à l'international, d'ouverture au monde. On parlait tantôt que, si nous devenons un Québec souverain, il faudra acquérir cette reconnaissance, mais la reconnaissance passe aussi par cette acceptation de ces personnes. Pour elles, il y aurait nécessité et urgence, aussi, de voir, au niveau de la formation professionnelle à ce que se structurent des possibilités de formation, et pas juste au niveau de la langue, à mon sens. Parce que, une partie du succès de l'intégration de ces femmes immigrantes passe aussi par les possibilités qui leur sont offertes d'accéder au monde de l'emploi.

Je suis fortement inquiète actuellement de ce qui se passe dans différents coins de notre pays, le Canada, concernant, justement, des agences de placement d'immigrantes qui viennent de l'extérieur et qui arrivent ici pour être envoyées comme domestiques dans des familles et être exploitées, pas juste financièrement, mais au niveau de leur corps aussi. Elles vivent beaucoup d'abus sexuels, et je pense que ce sont des questions sur lesquelles on s'est penchées et on est inquiètes de cela et on voudrait voir, dans un Québec souverain, des législations qui permettraient un accueil, mais aussi des structures

dirigeant ces femmes-là, au niveau de la formation de la langue, la formation professionnelle et aussi pour qu'elles viennent en région, habiter chez nous et accroître notre population, parce qu'on parle aussi de démographie, dans ce sens-là. Et on pense à ces dimensions-là.

Le Président (M. Michel Bélanger): Malheureusement, nous finissons le temps pour ce groupe. Nous revenons au groupe précédent, parce qu'une erreur d'aiguillage nous avait fait oublier M. Poissant, à qui je passe maintenant la parole.

M. Poissant: Merci, M. le Président. Mme Saint-Jean, dans votre préambule, vous avez parlé de compétence et surtout en management. Inutile de vous dire que ça me plaît beaucoup. Cette compétence-là me fait penser que, pas simplement chez les femmes mais chez les hommes, c'est une des grandes ressources humaines que nous avons au Québec. On parle souvent de ressources naturelles et quand on pense à cette grande possibilité que nous avons et qui nous appartient et nous appartiendra toujours et on prend de l'épanouissement, qu'on a grandi dans ce domaine, plus ce sera favorable au Québec. Je dois vous dire toutefois que c'est vrai que les femmes comptables agréées, par exemple, représentent de plus en plus un pourcentage élevé. Je pense qu'elles sont rendues à 60 % de graduation: c'est très bon. Permettez-moi de vous dire, entre parenthèses, que ça se fait dans le contexte actuel politique.

Toutefois, vous avez aussi parlé de la dénatalité, et c'est vrai, c'est un problème sérieux, au Québec, parce qu'on essaie d'y suppléer par l'immigration, mais on n'y réussit pas toujours aussi bien qu'on le voudrait. Je dois vous dire que, pour une compagnie, la nôtre entre autres, on pense sérieusement, depuis quelque temps déjà, à donner une prime à la naissance à l'employé ou à la conjointe de l'employé. Un autre message que je tiendrais aussi à passer, c'est que les gens d'affaires sont quand même humains à l'occasion. On pense à ces choses-là, et donc le service de garde suppléé par des choses semblables... devrait aider un peu, il ne remplira jamais tout l'espace vacant économique que vous avez.

Vous avez parlé de deux choses, l'exode... Hier, M. Gendron a parlé justement de l'exode des régions vers les grands centres, et demandait, posait la question que ça me tente de vous poser aussi: Qu'est-ce qu'on fait, dans le contexte actuel ou dans le contexte à venir, contre l'exode des campagnes, si vous voulez, vers les grands centres?

Une autre question, qui sera la dernière, parce que je pense que le temps est déjà écoulé, vous avez répondu à Mme Blackburn tout à l'heure qu'il faudrait recourir à un référendum, mais qu'il y avait une question très simple.

Ceci nécessite évidemment, dans le contexte actuel de la compétence des Québécois, qu'on pourrait poser une question simple, en autant qu'on les informe bien. Et ça, c'est essentiel. Mais imaginez-vous que nous, à la Commission, nous avons ce problème-là. Il y a une convention qui s'appelle la Convention de Vienne qui nous dit: Voici ce qui se fait quand de nouveaux États se forment. Je vais loin, évidemment, mais c'est pour vous dire que la succession d'États, dans deux choses, il y a deux chapitres, si vous voulez, à cette loi-là ou cette convention-là. La première partie parle des traités que nous avons avec les autres pays. Donc on prévoit qu'on devrait normalement respecter les autres traités qu'on a avec les autres pays. Toutefois, la convention prévoit qu'en matière économique, il s'agit d'une question volontaire, à savoir est-ce que l'État, disons les États-Unis vis-à-vis nous, vont l'accepter.

L'autre, qui est aussi importante pour nous de la Commission, c'est qu'est-ce qu'on va faire dans l'évaluation des biens, des dettes et des archives qui nous appartiennent partiellement à Ottawa? Alors, autant madame, je suis d'accord avec vous qu'on devrait avoir une question simple, mais va-t-il quand même avoir... Nous avons l'obligation je pense de dire aux citoyens québécois: Voici les problèmes auxquels nous faisons face, les moyens pour les corriger. Et Dieu sait que, bon, il y a des tendances qui nous disent: Bien séparons-nous, la facilité de négociation sera plus grande après. Alors moi je me pose la question, et je vous la pose.

Alors, deux choses que je vous ai demandées, le problème de résoudre l'exode dans un contexte actuel, quelle que soit la constitution future, et deuxièmement combien de temps nous donnez-vous pour expliquer aux Québécois quelle sera la question finale qu'on devra leur poser?

Mme Leduc: Bon, peut-être que sur la question de l'exode, en tout cas, nous estimons qu'actuellement il y a peu et qu'il pourrait se faire beaucoup plus dans un Québec souverain, de soutien à des projets de création d'emplois pour les jeunes entre autres, et pour les femmes. Nous avons actuellement, au sein du Regroupement, des projets de ce côté-là, mais ce que nous estimons c'est qu'il pourrait y avoir des formes de soutien financier qui permettent l'élaboration de projets qui garderaient cette population en régions éloignées. Je pense aux jeunes particulièrement, quand je vous dis ça. Parce que, effectivement c'est un problème, mais ce n'est pas un problème qui nous apparaît insoluble. La participation, encore là, du Regroupement, ou d'autres instances qui représentent les femmes, au niveau de ce qu'on pourrait dessiner comme moyens en régions éloignées pour pallier à ce problème d'exode, en est un autre moyen; le soutien à la participation. On a besoin de nos soutiens financiers c'est évident. On ne peut pas

faire autrement qu'en ayant les sommes.

Mme Dubé: Alors juste le fait de se préparer, alors qu'on a eu si peu de délais pour présenter et qu'on n'a pas justement tous les sous et l'équipement pour pouvoir déposer les différents mémoires, ce qui fait qu'on a été obligées de se modérer en présentant. Et si vous voulez, c'est notre réalité. Alors c'est déplorable, mais si on avait plus de temps, si on avait des gens aussi qu'on pouvait payer et monnayer pour pouvoir, on serait en mesure d'aller plus loin. C'est ça notre réalité. Alors, c'est bien déplorable, mais il faut bien l'admettre. C'est pour ça qu'on veut changer ça.

Et par rapport à la question simple, je me dis c'est sûr que quand vient le temps de décider quelque chose, il faut donc avoir été informées. Mais je pense qu'il y a déjà plusieurs années, une question avait déjà été posée et il y a déjà du cheminement qui s'est fait. Il y a aussi du vécu depuis ce temps-là. Je pense qu'on a déjà une bonne portion d'information. En tant que citoyens responsables, s'il nous en manque, on va les poser les questions et puis on va aller chercher ce dont on a besoin pour répondre à cette question.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors le temps pour cette présentation est maintenant écoulé. Je remercie vivement le Regroupement des femmes de la Côte-Nord d'avoir eu le souci de nous présenter ses vues.

Mme Chiasson (Denise): Est-ce que je pourrais ajouter quelque chose s'il vous plaît?

Mme Chiasson: Est-ce que je pourrais ajouter quelque chose, s'il vous plaît?

Le Président (M. Michel Bélanger): Bien sûr, rapidement, allez-y.

Mme Chiasson: Trente secondes. Tout à l'heure, M. Daoust nous demandait de quelle façon on avait fonctionné pour aussi avoir l'appui de nos membres. Comme on l'expliquait, on a quand même été limitées dans le temps pour présenter notre mémoire. C'est un peu la raison pour laquelle il est moins étoffé que certains que vous avez lus jusqu'à maintenant. Mais on a quand même envoyé une lettre à chaque membre du Regroupement, en leur demandant un appui au mémoire que nous présentons aujourd'hui à cette Commission et nous avons reçu une douzaine de lettres. J'aimerais qu'elles soient déposées au dossier, s'il vous plaît.

Le Président (M. Michel Bélanger): Volontiers. Le secrétariat va les recevoir, madame. Il me reste à vous remercier d'avoir pris la peine de nous soumettre vos vues, malgré les délais et tout le reste que vous venez d'évoquer, et

d'avoir répondu à toutes les questions qui vous ont été posées par les membres de notre groupe. Alors, je vous remercie, Mme Beaudin, Mme Lévesque, Mme Dubé, Mme Chiasson, Mme Leduc et Mme Saint-Jean. La séance est maintenant levée. Je rappelle aux membres de la Commission que par la porte qui se situe à ma gauche, où c'est marqué "Sortie", on peut se rendre à la cafétéria où il y a un buffet qui permettra à tout le monde d'être de retour pour 14 heures, quand nous allons recommencer. Merci.

(Suspension de la séance à 13 h 5)

(Reprise à 14 h 8)

Le Président (M. Michel Bélanger): La Commission commence ses travaux cet après-midi avec la Corporation de protection de l'environnement de Sept-Îles.

Mme Villeneuve et M. Vigneault, vous savez qu'il s'agit d'une présentation d'une heure. Vous avez donc 10 minutes pour faire une présentation de l'ensemble de votre mémoire. Par la suite, il y aura des périodes de questions de 10 minutes chacune pour le parti du gouvernement et le parti de l'Opposition et de 25 minutes pour l'ensemble des membres. Le temps qui reste, s'il en reste, est donné à la présidence.

Mme Villeneuve, si vous voulez bien présenter la table et ensuite présenter votre mémoire.

Corporation de protection de l'environnement de Sept-Îles

Mme Villeneuve (Claudette): M. le Président, Mmes et MM. les commissaires, c'est parce qu'elle a jugé de première nécessité d'intervenir auprès de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec que la Corporation de protection de l'environnement de Sept-Îles se retrouve ici aujourd'hui, parce qu'elle croit que c'est vous qui avez la responsabilité de notre avenir et, de ce fait, vous devez connaître notre volonté de Québécois sur cette question.

Alors, la Corporation de protection de l'environnement de Sept-Îles a été fondée en 1979 et c'est un organisme environnemental, comme il en existe beaucoup au Québec, qui est composé de membres bénévoles et qui, avec le temps, a pu se permettre d'avoir des gens qui travaillent en permanence pour assurer l'avancement des dossiers.

On travaille autant aux niveaux local, régional que provincial. Si vous remarquez, on fait partie de plusieurs organismes à différents niveaux. On a même été présents, à un moment donné, à Globe 90 à Vancouver, parce que, justement, on faisait partie du réseau canadien des groupes écologiques.

Alors, actuellement au Québec il y a des graves problèmes d'environnement. Je pense que

je n'ai pas à tous vous les énumérer, on vous en a fait mention dans le mémoire que vous avez devant vous, mais on se dit qu'avec ce qui s'en vient, il va vraiment falloir prendre en considération l'environnement.

Comme tous les Québécois, à la Corporation de protection de l'environnement à Sept-Îles, nous voulons pour le Québec la plus grande autonomie possible et si le choix de la majorité dit que l'on doit passer par la souveraineté, allons-y, oui, mais pas à n'importe quel prix, pas au prix que coûte un gouvernement qui croit que son élection l'autorise à tout. Le choix de société que nous devons faire passe par une démocratie de tous les instants et on se pose de grandes questions: Que signifiera une plus grande autonomie politique sur le plan environnemental? Quels seront les impacts de l'indépendance sur la qualité future de notre environnement? Notre crainte est à l'effet que notre économie soit "priorisée" au détriment de l'environnement au moment des décisions, et les preuves ne manquent pas.

À ce moment-ci, je demanderais aux commissaires s'ils veulent bien exclure du mémoire les trois lignes qui concernent le gouvernement fédéral. Alors, je n'en ferais pas la lecture, tout simplement les exclure. Alors, une fois notre environnement détruit est détruite notre capacité pour subvenir à nos propres besoins et nous sommes prisonniers d'un système industriel qui prétend être seulement capable d'assurer soit l'emploi ou soit la qualité de l'environnement. Pourtant la preuve est faite que la réduction ou le recyclage de ces déchets est souvent économique pour une entreprise.

Pour que le Québec, dans un contexte d'autonomie politique, devienne un pays riche, assure une qualité de vie à ses habitants et laisse un héritage à ses enfants, il devra tenir compte de son environnement, c'est-à-dire la qualité de l'air à respirer, la pureté de l'eau à boire, la productivité des sols à cultiver et la pérennité des ressources à exploiter.

Le rapport Brundtland, "Notre avenir à tous", recommande au gouvernement d'aujourd'hui de prendre des mesures immédiates pour modifier les structures économiques qui sont en train de détruire la terre. La responsabilité est énorme, car elle exige de structurer à nouveau la prise de décision et les priorités du développement. Au cours de l'histoire, le développement économique réalisé par la simplification du système permettait à l'industrie de fonctionner et de faire des bénéfices. Maintenant, les priorités devront se concentrer sur le développement économique environnementalement durable.

Les recommandations que nous faisons. S'inspirant de ce qui a été préconisé par les environnementalistes québécois lors des différentes rencontres, consultations ou conférences qu'ils ont eues ces derniers mois, la Corporation de protection de l'environnement demande à la

Commission sur l'avenir du Québec de prendre en considération, lors de son rapport final, les recommandations suivantes: adopter une déclaration des droits de l'environnement qui garantira aux Québécois le droit de recourir aux tribunaux pour s'assurer du respect et de l'application des lois sur la protection de l'environnement et de participer à part entière au processus décisionnel du gouvernement dans le domaine de l'environnement; de plus, légiférer sur le processus d'évaluation de l'environnement afin que les programmes et les projets fassent l'objet d'une évaluation rigoureuse sur le plan de l'environnement; que les citoyens aient le droit de participer à toutes les étapes du processus d'évaluation de l'environnement du gouvernement; que l'on nomme un vérificateur général de l'environnement, dont le rôle sera de veiller à ce que les activités du gouvernement soient conformes aux lois et aux règlements touchant l'environnement; prendre des mesures visant à affirmer le rôle directeur du gouvernement en clarifiant ses responsabilités en matière d'environnement, de conservation et de pollution; abolir les subventions qui compromettent les ressources et encourager l'utilisation des ressources renouvelables et l'utilisation plus prudente des ressources non renouvelables; évaluer les risques écologiques avant de permettre la mise en marché trop rapide de nouvelles réalisations technologiques; établir un système fiscal qui encourage les pratiques saines du point de vue environnemental et décourage les habitudes de consommation produisant des déchets excessifs et augmentant la pollution; appuyer le développement durable des collectivités autochtones.

Dans un Québec ayant acquis son autonomie, la Côte-Nord restera une région aux ressources immenses et variées: mines, forêts, pêches et énergie, mais, déjà, la surexploitation a entamé de façon définitive ces richesses. Plusieurs parcelles de territoire du Nord sont encombrées de résidus miniers. La forêt qu'on disait inépuisable recule à plus de 100 kilomètres en haute Côte-Nord. Le pêcheur voit déjà une diminution de ses prises et on est à sacrifier des rivières pour satisfaire la demande d'énergie sans compter que nos lacs sont acidifiés et que notre mer est contaminée par les activités en amont.

Nous recommandons de conserver des territoires vierges à toute exploitation afin de protéger la diversité de la faune et de la flore; de tenir compte de l'environnement et du mode de vie traditionnel des autochtones dans le développement du nord; éliminer la pollution atmosphérique transportée dans la région; éliminer l'apport de pollution dans l'eau en provenance des grands centres et même de la région; utiliser des méthodes forestières de conservation qui permettront de faire croître des forêts diversifiées et écologiquement saines, de protéger les sols forestiers et de préserver les forêts mûres et irremplaçables; établir un

processus d'étude d'impact global sur tous les projets de développement économique et favoriser la participation à part entière du citoyen à toutes les étapes du processus d'évaluation de l'environnement; assurer des audiences publiques pour tous les projets à incidence environnementale sans exception et accorder au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement les outils nécessaires pour faciliter la consultation. (14 h 15)

Dans un nouveau projet de société pour les Québécois, l'environnement dont nous faisons partie intégrante, dans lequel nous avons les deux pieds, devra prendre sa place dans un contexte de développement durable, c'est-à-dire avoir autant d'importance que l'économie. Dans ce processus de transformation des valeurs, l'environnement et l'économie sont à la base de notre qualité de vie. Durant la période de transition et aussi dans l'avenir, les habitants du Québec devront participer au choix des projets économiques qui impliquent la qualité de leur environnement. À l'aube de l'an 2000, les préoccupations devaient être davantage tournées vers le développement d'un milieu sain qu'à la construction de grands monuments. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci madame. Nous commençons par les questions des membres. M. Jacques Proulx?

M. Proulx: Merci M. le Président. Assez rapidement quand même pour vous dire que je suis d'accord avec 98 %, 99 % de votre mémoire. Je pense que vous faites un constat qui est très bien et on sait que l'environnement, la protection de l'environnement est, depuis un certain temps, la grande priorité de l'ensemble des Québécois et Québécoises et même des Canadiens et Canadiennes. Sauf que je déplore toujours – et je comprends quand même votre réaction – mais je déplore toujours qu'on ne nuance pas assez certains faits quand on présente ces choses-là. Autant je suis d'accord qu'il y a eu beaucoup d'exagération, que pendant fort longtemps on a fait peu d'efforts, pour ne pas dire pas d'efforts du tout, pour protéger justement ce qu'on possède et je voudrais faire apporter certaines nuances qui ont trait, vous allez le comprendre, à l'agriculture et à la forêt, particulièrement la forêt privée et privée des individus, si vous voulez.

Moi je vous dirai que l'agriculture, même si pendant un certain temps il y a eu... vous parlez d'agriculture chimique qui a brûlé la terre. Bien, c'est plus ou moins exact au Québec. Il y a eu une certaine période où il y a eu un peu d'exagération, mais déjà, depuis un certain nombre d'années, il y a énormément d'efforts, pour deux raisons: la première, c'est par conviction pour un certain nombre et, la deuxième, c'est une question d'économie. L'important, c'est que ça donne des résultats au bout, de protéger et de

pratiquer une agriculture qui soit durable, une agriculture économique. Moi, je voudrais intervenir dans ce sens-là et dire que si on veut véritablement que la cause écologique, la cause de la protection de la planète avance, il va falloir davantage parler dans ces mots-là: agriculture durable, développement durable. Je pense que c'est une bonne orientation. La forêt aussi, c'est pareil. On ne vient pas d'inventer, les groupes écologiques ne viennent pas d'inventer, sans vouloir rien ôter, d'inventer cette protection-là. Nos parents, nos grands-parents savaient cultiver la forêt. Il y a eu certaines habitudes de perdues pendant un certain temps, mais il reste quand même qu'aujourd'hui, avec les moyens qu'on se donne, les regroupements et ainsi de suite, il y a une rationalisation qui est excellente. On s'occupe de pouvoir renouveler justement cette richesse-là et replanter énormément.

Ma question va dans le sens que j'ai de la misère un peu... J'ai l'impression que vous mêlez projet de société et définition de la Constitution, je veux dire la constitution du Québec et ainsi de suite. Moi, je ne voudrais pas trop, trop vous décevoir comme membre en pensant qu'on va régler tous ces problèmes-là, quoique je sois d'accord qu'il y ait des groupes, particulièrement en régions, qui viennent nous dire: Écoutez, c'est beau, la Constitution; c'est beau, élaborer un nouveau projet, un statut politique, mais, en même temps, il ne faut pas oublier qu'il va falloir qu'il y ait ça dedans, sinon ça ne veut rien dire. Je suis d'accord avec ça. Mais, moi, je voudrais être très clair avec vous autres. Notre mandat, on en a seulement un mandat, ici, c'est de proposer un nouveau statut politique ou, en tout cas, un statut politique à partir des événements des dernières années. Autant l'effort qu'on peut faire pour associer ça à d'autres choses, il ne faudrait pas que vous soyez trop déçus si ça ne contient pas toutes ces recommandations-là. Ma question, c'est: Ne croyez-vous pas que vous faites une certaine erreur en associant ou, en tout cas, en ne faisant pas les nuances qui s'imposent entre le statut politique et le projet d'une société ou d'un État?

Mme Villeneuve: Il y a quelques années, j'ai fait un petit peu de politique. Pour moi, ce n'était pas facile parce que j'étais, je commençais, je ne connaissais vraiment pas ça. Mais un bonhomme, un de mes amis me disait: Tu sais que vivre, c'est faire de la politique. Tout ce que tu fais dans la vie, toutes les choses qui font la société, c'est toujours de la politique. Alors, ce qu'on vous apporte aujourd'hui, bien sûr qu'on n'a pas mis le mot "politique" dessus. On n'a pas mis le mot "Constitution". D'ailleurs, on y a fait un peu allusion et, si je vous répondais dans ce sens-là, je vous dirais que si on regarde la région Côte-Nord, je pense que vous savez déjà l'idée des gens de la Côte par

rapport à un Québec souverain.

Je reviens à votre question. Tout ce qu'on fait à chaque jour, c'est de la politique en réalité. Je voyais difficilement ne pas parler d'environnement dans un nouveau projet de société. Et c'est dans ce sens-là qu'on l'a présenté.

M. Proulx: Remarquez que je suis parfaitement d'accord que vous parliez d'environnement dans un projet de société. C'est probablement la première chose dont on doit parler dans un nouveau projet de société. Je suis parfaitement d'accord avec ça. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à M. Beaumier qui sera suivi de M. Roy.

M. Beaumier: Merci, M. le Président. D'abord, je dois vous dire, M. le Président, mesdames et messieurs, que j'aurais plutôt le goût d'aller m'asseoir avec eux autres pour vous apporter des faits pour dire combien il est important que dans notre projet de société on fasse une grande place à l'environnement.

Pour m'être intéressé à un dossier qui était la survie ou essayer de revitaliser le fleuve Saint-Laurent, j'ai été en mesure de constater jusqu'à quel point on a détérioré notre environnement et que, dans tous les gestes politiques qu'on va poser, on ait, écrits en grosses lettres, les mots "environnement et protection de notre qualité de vie".

Cependant, je ne voudrais pas faire un long discours, ce n'est pas dans mes habitudes, mais je voudrais quand même demander à ces gens-là qui ont écrit un mémoire, qui est court mais qui a des messages assez rigoureux... Vous avez, par exemple, à la page 2. Vous avez dit: Il faut dépasser le stade municipal. Vous avez dit, à la page 3 que dans ces derniers temps, grâce au fédéral, il y avait eu des désastres écologiques qui avaient pu être évités. Vous arrivez un petit peu plus loin et vous demandez qu'on élimine la pollution atmosphérique transportée au-dessus de votre région. Et vous dites en tout dernier lieu "...vers le développement d'un milieu sain que la construction de grands monuments".

J'aimerais que vous me disiez en quelques mots quelle est la priorité pour vous. Quels sont les gestes qu'on doit poser d'une façon immédiate dans une nouvelle Constitution ou dans une entente fédérale ou tout simplement dans un Québec souverain, selon vos recherches et le travail que vous avez fait, qui seraient prioritaires?

Deuxièmement, dire quel niveau de parler de gouvernement pourrait être le mieux placé pour protéger l'environnement en nous donnant des petits détails, parce que, du côté municipal, nous prétendons qu'on peut faire beaucoup, mais on n'a pas les outils. Le provincial fait aussi

beaucoup, mais il y a un manque de ressources. Et le fédéral fait aussi beaucoup, mais ça ne semble pas être suffisamment coordonné pour donner des résultats. Pourriez-vous me donner des pistes là-dessus?

Mme Villeneuve: Dans un gouvernement, si on regarde la province de Québec, vous avez différents paliers de gouvernement. Vous avez le municipal et vous avez un certain gouvernement régional ou, encore, on peut parler de MRC et, ensuite, vous avez le provincial. Chacun a ses responsabilités. Mais, comme il y a une interaction en environnement qui se fait à l'intérieur de tout un territoire comme le Québec, il est nécessaire que ce soit le provincial, dans un État souverain que ce soit le pays, qui décide de l'environnement.

Si vous lisez bien mon mémoire, vous verrez qu'il est toujours question de consultations avec la population pour vraiment savoir ce que eux veulent. Aussi, la population doit être informée. Et ça, ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on en parle. L'information aux citoyens, c'est primordial. Les citoyens, la population en général, ont peur de ce qu'ils ne savent pas. Alors, ils doivent être très clairement informés. Comme ils ne sont pas habitués à être informés, c'est sûr que ce n'est pas quelque chose qui va se faire dans quelques mois. Ça va prendre quelques années avant que, vraiment, ils soient conscients que l'information est bonne et réelle.

À ce que vous me demandiez, je crois qu'il est important, parce qu'il y a une interaction sur un territoire, que ce soit le gouvernement en place, le gouvernement du territoire qui gère l'environnement. Mais il doit s'associer beaucoup au gouvernement municipal ou, encore, au gouvernement des MRC.

M. Beaumier: Il y a une question que vous avez posée: Quel est le geste ou quelle est l'action la plus immédiate qu'on devrait poser pour améliorer ce que vous avez dit dans votre mémoire au complet. Je ne voudrais pas le résumer entièrement, mais vous dites, à un moment donné: il faudrait partir avec une charte ou adopter une déclaration des droits, des choses... Mais lequel est le plus important pour vous?

Mme Villeneuve: C'est difficile à dire, parce que je pense qu'elles sont toutes importantes dans la situation actuelle. C'est que chacune de ces recommandations-là, ensemble, va faire qu'on aura une meilleure qualité de l'environnement. Souvent, on parle d'environnement comme si c'était quelque chose qui était abstrait, quand ça ne l'est pas, en réalité. On a les deux pieds dedans, on respire, on boit, on cultive la terre et, quand on parle d'environnement devant les gens, c'est comme si c'était quelque chose qui n'était pas tout à fait sur la terre, cette affaire-

là. C'est pour ça que c'est difficile de vous dire aujourd'hui: Est-ce qu'on ira avec une charte de l'environnement? Est-ce qu'on fera telle chose, telle chose? C'est un ensemble de choses qu'on devra faire pour assurer aux Québécois, au Québec en général, une bonne qualité de vie.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Roy, suivi de M. Beaudry.

M. Roy: Merci, M. le Président. Je voudrais d'abord faire un commentaire général. Ce matin, entre autres, on attribue à la structure politique canadienne des avantages réels pour l'épanouissement de certains individus et même pour l'ensemble des individus. Je ne donnerai qu'un seul exemple.

On disait, ce matin entre autres, que, parfois, grâce au système fédéral ou même dans le système fédéral, les femmes pouvaient accéder plus facilement à des études supérieures. Je veux bien que ce soit grâce au système fédéral, mais il me semble qu'il y a là un raisonnement et un glissement de sens qui est très dangereux. Faisons l'analogie suivante: M. Hogue parlait de sa fille, ce matin, on va donc parler un peu de famille. Faisons l'analogie suivante: Est-ce qu'un enfant heureux dans une famille se verrait interdire l'accès à sa propre autonomie en tant qu'individu parce que, dans le passé, dans sa famille, il était heureux avec ses parents? Il y a quelque chose qui ne tient pas là-dedans, et je pense que ce qu'il est important de noter, c'est que la situation, l'analogie du Québec avec le Canada, je pense bien qu'elle ne tient pas quand on parle d'un Québec heureux à l'intérieur du Canada, mais, enfin! Ça, c'est dans l'hypothèse la plus heureuse, évidemment. Trêve de commentaires.

Je voudrais poser une question, maintenant. Vous dites ceci... vous faites deux affirmations et je voudrais des clarifications. Vous affirmez: "Nous voulons pour le Québec la plus grande autonomie possible." Le mot possible m'apparaît un peu suspect. C'est comme si c'était "oui mais", "oui si", et j'ai même l'impression que vous utilisez l'expression. Et un peu plus loin, vous dites: "Dans un Québec ayant acquis son autonomie." Le sentiment que j'ai, comme lecteur, c'est que, évidemment, il me semble qu'il y a ambiguïté. Il y a une souveraineté ou il n'y en a pas. Une souveraineté n'est pas conditionnelle de quelque chose. On est souverain dans les meilleures conditions possible, évidemment, mais on est souverain ou on ne l'est pas. Il me semble que ce n'est pas: Souverain, oui, mais... J'aimerais vous entendre parler de votre conception de la souveraineté. Qu'est-ce que vous entendez par "souveraineté", puisque c'est ce mot que vous utilisez dans votre document?

Mme Villeneuve: D'abord, j'aimerais vous dire que, à la page 5 du mémoire, j'aimerais que

vous enleviez les trois lignes: "Ces derniers temps, sans l'intervention du gouvernement fédéral, des projets coûteux pour la génération future seraient en voie de se concrétiser." Enlevez ça, parce que, dernièrement, on s'est aperçu que ce n'était pas le cas. D'abord, l'autre question que vous me posez...

M. Roy: Est-ce que je pourrais rectifier ici? C'est qu'effectivement, dans ma tête, j'ai enlevé les lignes, parce que la question était liée à ces lignes-là aussi, mais je n'en tiens pas compte.

Mme Villeneuve: D'accord.

M. Roy: Mais, là, je tiens compte d'autres affirmations où vous dites: Oui, si.

Mme Villeneuve: D'abord, je dois vous dire que je parle au nom d'une corporation de protection de l'environnement qui est composée de 100 personnes et je ne devais pas, à ce moment-là, faire d'affirmations au nom de ces personnes-là. Si vous voulez que je réponde en mon nom personnel, je vais vous le dire. Pour moi, je vois un Québec souverain. Toutes les recommandations, je les vois à l'intérieur d'un Québec souverain, d'un Québec qui a toute son autonomie.

M. Roy: Merçi.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Beaudry, suivi de M. Béland.

M. Beaudry: Comme le disait tantôt M. Jacques Proulx, c'est bien sûr que tout le monde est préoccupé par l'environnement, comme vous l'êtes également, et je pense qu'une très grande part des recommandations que vous faites rencontrent, bien sûr, l'assentiment des membres de la Commission.

(14 h 30)

Les manufacturiers sont venus nous parler, à un moment donné, et ils nous ont dit que le Québec avait parfois des lois très contraignantes, de même que le fédéral d'ailleurs, qui pouvaient possiblement rendre leurs produits à eux non compétitifs parce que ces lois-là étaient trop exigeantes, trop contraignantes et particulièrement celle sur l'environnement. Dans votre mémoire à vous, vous mettez sur le même pied, dans une de vos conclusions, l'économie et l'environnement. Et parmi les recommandations que vous faites, vous dites en particulier, à l'article 7 à la page 5, pour ce qui est de la Côte-Nord, je présume que ça, ça peut s'interpréter pour l'ensemble du Québec également, vous dites: "Assurer des audiences publiques pour tous les projets à incidence environnementale sans exception." Alors, on parle de tous les projets, on parle d'un bout de chemin de 500 pieds et on parle de tous les projets, quand vous

dites: "sans exception."

Et dans vos recommandations d'ordre général, qui s'adressent, elles, à toute la province, vous dites, votre première recommandation: "Adopter une déclaration des droits de l'environnement qui garantira aux Québécois le droit de recourir aux tribunaux pour s'assurer le respect et l'application des lois." Alors, quand vous dites: "les Québécois", je présume que vous vous adressez à tous les Québécois.

Avec ces deux recommandations-là, est-ce que vous ne trouvez pas que ça rend un projet tellement contraignant que vous allez peut-être étouffer l'économie complètement. Une personne pourrait se présenter devant les tribunaux et contester le fait qu'une compagnie veut construire une industrie le long d'une rivière ou à quelque endroit que ce soit et par le fait que vous lui accorderiez des pouvoirs de cette nature-là, elle pourrait faire traîner la cause deux ans, trois ans, quatre ans, cinq ans, devant les tribunaux, sans que cette manufacture-là ou cette industrie-là puisse se réaliser. Est-ce que vous ne trouvez pas que ce sont des conclusions peut-être trop dramatiques, trop contraignantes, dans le contexte actuel?

Mme Villeneuve: Non. Je vous parle comme environnementaliste et on n'a plus le choix, aujourd'hui, de décider que l'entreprise polluante aura le dessus sur l'environnement parce que, actuellement, la terre en général est trop polluée et si on n'y voit pas immédiatement, - ça ne vient pas de moi, ça, ce sont des gens, des savants, des scientifiques qui l'ont dit - on est rendus trop loin, on ne peut pas se permettre de continuer à polluer. Et si un citoyen a décidé d'aller devant les tribunaux parce qu'une entreprise qui viendrait s'installer polluerait la rivière, je trouve que ce serait tout à fait logique, parce qu'il y a trop de pollution dans nos rivières et dans nos cours d'eau, aujourd'hui.

M. Beaudry: Madame, est-ce qu'on ne doit pas, plutôt, limiter ce pouvoir-là à des organismes reconnus, le gouvernement du Québec ou une municipalité, mais pas à un individu. On pourrait se retrouver avec des individus qui, juste pour le fait qu'ils contestent un projet et pour toutes sortes de raisons autres que l'environnement, verraient là l'occasion d'utiliser les articles d'une telle charte pour dire: Moi, je me prévaux de ces droits-là et j'amène la cause devant les tribunaux. Et vous bloquez automatiquement un projet qui pourrait, par contre, fournir du travail à énormément de personnes et aider l'économie d'une municipalité, d'une région ou même de la province.

En donnant à un individu autant de pouvoir que ça, est-ce que vous ne pensez pas que c'est aller peut-être trop loin et qu'on devrait limiter ça à des corps publics, à des municipalités, à des régions?

Mme Villeneuve: Je pense qu'on en a parlé dans notre mémoire, que le "lobbying" des grosses entreprises avait beaucoup d'emprise sur nos gouvernements et qu'on devrait avoir d'autres moyens pour être capables, justement, de contrebalancer là-dedans. Et dans ce sens-là, que le citoyen puisse avoir recours à des lois pour protéger son environnement, je ne crois pas que ce soit... Même si ça devait bloquer une entreprise... Quand on regarde dans le temps ce que cette entreprise-là pourrait faire, pourrait polluer, je pense que... je ne vois pas de contradiction, là.

Il y a l'économie, c'est important, c'est vrai, mais pas au détriment de l'environnement. Parce que l'environnement, c'est là qu'on vit, c'est là que nos enfants vont chercher leurs capacités pour être capables de grandir et devenir des adultes et c'est là qu'ils vont chercher la santé. Si notre territoire est pollué, on risque d'avoir une génération qui soit malade.

M. Beaudry: Je comprends ça, là, mais les municipalités...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Beaudry, malheureusement, aujourd'hui les petites questions ont été longues. Cet après-midi, je suis discipliné. Le temps est fini, M. Beaudry. On passe à M. Béland, qui sera suivi de M. Bouchard.

M. Béland: Merci, M. le Président. M. Beaudry a ouvert la voie justement à ma question. C'est que, d'abord, je pense que vos préoccupations environnementales vous honorent et je vous remercie de nous rappeler ces préoccupations-là. Par contre, vous vous souviendrez, je pense, que lorsque cette Commission a été mise sur pied, le premier ministre lui-même nous a rappelé quand même de mettre beaucoup d'accent sur l'aspect économique d'un Québec de demain. Je pense que le gros problème, et peut-être que vous pouvez nous aider là-dedans, c'est de concilier l'économie et l'environnement. Beaucoup de gens sont venus nous dire ici que l'économie se mondialise. D'ailleurs, ils n'avaient pas besoin de nous le dire, ceux qui sont en affaires le réalisent tous les jours; donc, nous sommes en concurrence avec le monde. Nous sommes en concurrence avec des technologies qui sont partout à travers le monde. Quand il y a eu le décloisonnement ailleurs, on a fait le décloisonnement ici. Il faut s'ajuster pour rester concurrentiel, dans un Québec souverain. D'ailleurs, vous citez le rapport de Bruntland où on dit bien... ça recommande aux gouvernements d'aujourd'hui - aux gouvernements au pluriel - de modifier les structures. On joue le jeu sur le plan mondial aujourd'hui. Et je pense que l'environnement, c'est mondial. Alors, comment voyez-vous un Québec souverain? Quel rôle il

jouerait ou quel rôle il devrait jouer pour modifier les structures économiques mondiales? Deuxièmement, est-ce qu'il doit aller au rythme de l'évolution des économies mondiales ou s'il doit aller plus vite que les économies mondiales?

Mme Villeneuve: J'ai assisté, au mois de mars, à une conférence à Vancouver, c'était Globe 90. Je pense que tout le monde a été mis au courant un petit peu de ça, et il y en a peut-être parmi vous qui y ont assisté. En plus de la conférence, il y avait aussi une exposition où on montrait les nouvelles technologies en environnement. C'était vraiment intéressant. Il y a certains environnementalistes qui ont dit: Les hommes d'affaires profitent de l'environnement pour faire de l'argent. Moi, j'ai dit: C'est un bon moyen pour l'environnement, justement, de prendre sa place. S'ils font de l'argent avec, tant mieux. Tant mieux si on corrige des problèmes en ayant de nouvelles technologies et en vendant ces nouvelles technologies.

Dans ce sens-là, je pense qu'un Québec souverain pourrait... dire avoir le leadership mondial, peut-être pas, parce qu'il y en a déjà qui sont déjà pas mal avancés pour les nouvelles technologies en environnement, mais devrait peut-être voir à être sur un pied d'égalité. Je regarde ici, au Québec, on développe énormément notre énergie par rapport aux barrages hydro-électriques, mais il y a d'autres technologies comme l'énergie solaire qui, dans 20 ans, aura pris une grande place dans le monde et qui n'est pas polluante. Du moins, jusqu'à maintenant, on ne lui a pas trouvé de problème de pollution. Si on mettait plus d'études, plus de travail dans un domaine comme celui-là. À ma connaissance, il semble qu'on ait enlevé un peu d'argent par rapport à de telles études sur l'énergie solaire. Si le Québec devient un pays souverain, c'est quelque chose qui va être spécial au monde. Parce que le Canada... en fait, toute la terre connaît le Canada. Mais, là, la province de Québec décidera de se gouverner toute seule. Ce sera le temps de mettre en avant toutes ces nouvelles technologies, les nouvelles études et de devenir, sinon peut-être le leader, mais au moins d'avoir un pied d'égalité avec les autres pays qui sont déjà en avance en environnement. Si on regarde, il y a plusieurs pays européens qui, aujourd'hui, ont fait un gros effort de ce côté-là.

M. Béland: Merci, madame.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Bouchard.

M. Bouchard: ...du mémoire que vous avez présenté et de l'occasion que ça nous donne de faire une trop courte réflexion malheureusement sur les impératifs de l'environnement. Ce qui me frappe le plus, moi, c'est que vous, après beau-

coup d'autres, sachant très bien que notre mandat est de nous intéresser à peu près exclusivement à l'avenir constitutionnel, donc le cadre politique, le cadre juridique de ce que sera l'État du Québec éventuellement, sachant cela, vous arrivez quand même avec un projet de société. Tout le monde, presque, nous parle d'un projet de société. C'est donc qu'il doit y avoir au Québec quelque chose comme un vide, une sorte de besoin qui se fait ressentir partout, de définir un projet de société qui n'est pas défini, qui s'est comme arrêté quelque part aux environs des années quatre-vingt ou à la fin des années soixante-dix.

Le Québec a cessé de réfléchir sur son avenir, pas uniquement en termes constitutionnels, mais en termes de contenu réel: les vrais problèmes, les choses qu'il faut régler pour l'avenir du pays, l'avenir des enfants, l'avenir des femmes, l'intégration de toutes les valeurs collectives en lesquelles nous croyons. L'environnement, ça en est un, puis, malheureusement, on peut se payer de mots, puis on peut se dire qu'on est parmi les premiers ou dans le peloton du milieu, mais le Québec est en arrière des autres dans le domaine de l'environnement. La mentalité environnementale au Québec, les soucis environnementaux, sont bien en deçà de ce qu'on remarque ailleurs. Et je pense que, et vous avez raison de le mentionner, ce n'est pas la peine de faire la souveraineté si on crée un pays avec un territoire saccagé, sans aucun potentiel de développement. On a fini aujourd'hui, dans les milieux qui sont avancés un peu dans la réflexion environnementale, d'opposer l'environnement à l'économie. Ça ne s'oppose pas, ça s'intègre. On ne peut plus, aujourd'hui, prendre une décision économique sans qu'il y ait des aspects environnementaux, et vice versa. Si on détruit les forêts s'il y a rupture des stocks dans les forêts, c'est bien de valeur, mais il n'y en aura plus de forêts. Là, on va diminuer les emplois, puis là on va compromettre l'économie du Québec dans un domaine où on est tellement forts. C'est vrai pour les mines, c'est vrai pour la production agricole. Si on épuise les terres par l'excès de recours aux engrais chimiques, c'est sûr qu'on ne pourra plus, après, compétitionner les autres. Donc, on a besoin, nous, d'être beaucoup plus vigilants et de créer des pressions sur nos gouvernements.

Ce que vous souhaitez, je le vois, ce sont des contraintes constitutionnelles sur les gouvernements du Québec éventuels pour qu'ils s'occupent de l'environnement et qu'ils n'oublient jamais d'intégrer les aspects environnementaux dans les décisions économiques qu'ils vont prendre. Tout à l'heure, M. Beaudry faisait allusion à des plaintes qu'on entend parfois dans le milieu des affaires au Québec puis au Canada sur la rigueur excessive de nos contraintes environnementales. Il faut savoir que nos principaux compétiteurs, les Japonais, les Allemands,

les Hollandais, les Suédois, sont beaucoup plus sévères que nous dans le domaine environnemental et réussissent bien mieux sur les marchés étrangers. Non seulement il y a moyen d'intégrer les deux, mais il le faut.

Là, ça m'amène à votre question, un Québec souverain, bien sûr, et moi je pense qu'une des raisons pour lesquelles il faut rapidement arriver à la souveraineté — ça n'engage personne que moi — c'est justement de cesser de parler de constitution, cesser de parler de ce problème réducteur qu'est celui de la politique, des antagonismes, etc., pour arriver aux vrais problèmes, les problèmes sociaux, les problèmes d'environnement. Il faut clarifier les choses. On ne se comprend plus, maintenant, dans l'environnement, au Québec. Qui a juridiction dans le projet Grande Baie à la baie James? On ne le sait plus. Je défie quiconque qui lit les journaux actuellement de savoir où en est le dossier. C'est incompréhensible, c'est un véritable galimatias. Il faut préciser les choses, la souveraineté va nous permettre de les préciser en investissant le Québec de tous les pouvoirs en matière d'environnement, mais ça va vouloir dire, n'est-ce pas, qu'il va devoir les exercer avec les autres.

Il faut discuter avec d'autres pays, parce que les solutions sont globales pour régler des problèmes globaux. Vous, vous voulez cependant que ça passe par des contraintes constitutionnelles. Vous parlez d'une déclaration des droits environnementaux, voulez-vous dire qu'il faut les enchâsser, ces droits, dans la Constitution ou dans une charte des droits et libertés? Est-ce que c'est là que vous voulez également inclure le recours des citoyens dans le cas où ils voudraient se plaindre d'un accroc aux lois environnementales? Et là, il y a différentes façons de contrer l'inquiétude qu'exprimait M. Beaudry, qui était que les citoyens utilisent des moyens dilatoires pour bloquer des projets légitimes. Si les gouvernements ont des obligations constitutionnelles, ils vont devoir les respecter. Et là, s'ils ne les respectent pas, les citoyens pourront intervenir pour les y contraindre. C'est ce qui se passe dans beaucoup de dossiers actuellement, au Canada en particulier. Moi, ce que j'aimerais savoir de vous, c'est quel est le véhicule constitutionnel que vous voulez emprunter pour enchâsser les droits environnementaux que vous voulez créer?

Mme Villeneuve: J'ai de la difficulté un peu à comprendre quand vous parlez...

M. Bouchard: Est-ce que c'est par une déclaration des droits environnementaux en elle-même, ou si c'est par des dispositions qui seraient intégrées à la constitution du Québec? Ou alors ce serait plutôt introduit dans la Charte des droits? Il y a différentes façons de le faire.

Le Président (M. Michel Bélanger): Sans

limiter votre droit, parce qu'on veut avoir votre réponse, madame, pourriez-vous peut-être la faire assez brève, puisqu'on a déjà épuisé le temps de ce groupe de questions. Merci.

Mme Villeneuve: Je pense que j'aurais un peu de difficulté. Pour moi, quand on parle des droits, de la charte de l'environnement, c'est une charte bien spécifique qui concerne... Je ne la voyais pas dans la Constitution comme telle. Remarquez que d'autres environnementalistes pourront vous dire autre chose, mais moi, personnellement, je voyais une charte qui permettait à des citoyens de pouvoir intervenir auprès des tribunaux.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant au parti qui forme l'Opposition officielle, M. Gendron.

M. Gendron: Merci, M. le Président. Je voudrais très rapidement, encore là, vous dire merci d'être venus témoigner de votre volonté de faire un développement plus durable, en tout cas, dans le Québec de demain. Il me semble que vos recommandations sont fortes, précises et bien articulées. Je pense également que la piste sur laquelle M. Bouchard vient de nous placer, c'est, d'après moi, la piste sur laquelle on devrait poursuivre. Moi, je voudrais tout simplement indiquer qu'en ce qui concerne l'équipe du Parti québécois, nous on n'a pas d'objection, au contraire, on est d'accord avec la création d'une charte de l'environnement au Québec et on n'est pas réfractaires du tout à ce que chacun des citoyens et chacune des citoyennes du Québec se sentent des gardiens de l'environnement. Et c'est pour ça que j'étais un peu surpris des propos de M. Beaudry tantôt. Je pense qu'on ne doit plus opposer ça quand on traite de développement durable. On ne peut pas parler des deux côtés de la bouche.
(14 h 45)

Si on veut faire du développement durable, il faut absolument avoir la préoccupation primordiale d'une qualité de vie, qui fait que la préoccupation de l'environnement demeure primordiale. Et je pense que plus il y aura de citoyens qui seront gardiens de l'environnement, plus on pourra sécuriser notre devenir et celui qu'on veut léguer à nos jeunes.

J'aurais deux questions rapides, parce que le temps file. La première question c'est que même si vous êtes assez précises dans votre mémoire, à l'effet que vous souhaitez une charte de l'environnement, est-ce que vous croyez qu'il est absolument requis, selon vous, que le Québec soit souverain pour qu'une politique en matière d'environnement puisse donner suite aux diverses recommandations que vous avez faites. En termes, peut-être différents, mais est-ce que vous croyez que vos bonnes recommandations pourraient se concrétiser dans le cadre cons-

titutionnel actuel?

Mme Villeneuve: Je n'avais pas envisagé ce côté-là. Je vous avouerais que quand je vous ai présenté ce mémoire-là, je le voyais dans un contexte d'un gouvernement autonome. Est-ce que le Québec peut actuellement se permettre d'avoir des chartes qui ne soient pas, si vous voulez, un peu chapeautées par Ottawa?

M. Gendron: Madame, je ne veux pas intervenir, mais, d'après moi, vous avez effectivement envisagé le cadre dans lequel je pose la question, puisque vous avez dit: En ce qui nous concerne, nous souhaitons que le Québec jouisse de la plus grande autonomie possible et vous ajoutez "et accède à sa souveraineté", et par là suite là vous dites: "Voici le prix que, nous, on prétend que le Québec devrait payer pour sa souveraineté en exerçant les recommandations suivantes dans une charte de l'environnement" et diverses recommandations. Donc, moi il me semble que vous l'avez touchée. La question était plus: Est-ce que vous croyez que les recommandations que vous avez faites, pourraient s'appliquer dans le cadre constitutionnel que nous connaissons?

Mme Villeneuve: Je crois que ça serait un peu difficile.

M. Gendron: C'est ce que j'avais compris. Merci. Deuxième question. Vous parlez de concevoir un système fiscal qui encouragerait les pratiques saines dans le domaine de l'environnement et découragerait les mauvaises habitudes. Moi, je pense qu'on a comme volonté de décourager toute mauvaise habitude qui altérerait ou détruirait graduellement l'environnement, et ne s'inscrirait pas dans cette logique de développement durable doit être à déconseiller. Par contre, concevoir un système fiscal pour encourager les pratiques plus saines, donc ce qu'on appelle un aspect promotionnel, positif, pour se préoccuper davantage de l'environnement, j'aimerais avoir quelques précisions. Comment vous feriez ça?

Mme Villeneuve: Bon ...

M. Gendron: En termes de modalités fiscales.

Mme Villeneuve: Allons-y avec un exemple d'une entreprise qui décide de prendre la meilleure technologie pour régler ses problèmes de pollution. Le système fiscal pourrait lui permettre de réduire certaines parties de ses impôts, parce que, justement, elle a décidé de protéger un territoire, un secteur, une région. Par contre, l'autre entreprise à côté qui ne fait rien devrait payer un impôt supplémentaire, justement parce qu'elle détruit une région, ou un territoire qui appartient à tous les citoyens du Québec.

M. Gendron: M. Brassard, continuez.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Brassard, vous continuez.

M. Brassard: M. le Président, on entend évidemment de plus en plus – vous l'avez utilisée également – mais de plus en plus, au cours des travaux de cette Commission, on entend souvent l'expression "projet de société", et c'est souvent une expression évidemment un peu nébuleuse, qui est presque galvaudée. Et on se demande souvent, ce que ça va contenir le projet de société. Et je pense que, de plus en plus, plus on est en audiences publiques, plus on se rend compte de ce que ça peut impliquer un projet de société.

On a parlé de décentralisation des pouvoirs en faveur des régions. On parle de respect des droits des autochtones, de respect des droits des minorités. Il y a déjà là pas mal de dimensions et d'éléments qui s'ajoutent et qui vont finir, tout ça mis ensemble, par constituer ce qu'on appelle "un projet de société." Et puis il y a évidemment la dimension environnementale, la préoccupation de la protection de l'environnement que vous venez de nous soumettre ici cet après-midi. Ça m'apparaît être un élément majeur, dans un projet de société. Et vous parlez d'une déclaration des droits.

Nous au Parti québécois, mon collègue le signalait, on parle de charte, une charte québécoise de l'environnement qui serait incluse dans une future Constitution d'un Québec souverain. La seule réserve que j'y mets c'est que, non seulement concernant une charte mais concernant aussi l'ensemble d'un projet de société, quand on relie ça à un Québec souverain, je vais vous le dire, c'est que la souveraineté du Québec, l'accession du Québec à la souveraineté, je pense que tout le monde souhaite que ça se fasse dans un temps le plus court possible, assez rapidement, de façon urgente. Et à partir de ce moment-là ça devient extrêmement difficile de l'accompagner d'un projet de société complet. Je ne sais pas si vous me comprenez. Ça devient très difficile de prévoir dans la Constitution d'un Québec souverain, une charte de l'environnement par exemple, une déclaration de l'environnement.

Parce que ça, il faut y penser tous ensemble puisque vous dites également que les choix... qu'on doit avoir au Québec une démocratie de tous les instants. Ça veut dire qu'on doit faire tous ces choix-là ensemble. Ça prend un certain temps. Il faut qu'il y ait de la consultation, de la réflexion, un débat de société et à ce moment-là moi je dis à tous ceux, y compris vous, qui veulent un projet de société et qui veulent que ce projet-là soit le mieux défini possible, que c'est fort possible que ça ne puisse pas se faire en même temps que l'accession du Québec à

la souveraineté. Je voudrais bien qu'on se comprenne. Ça ne veut pas dire que je ne suis pas d'accord moi pour qu'on se donne au Québec un projet de société avec la dimension environnementale, la question des droits mais je suis convaincu qu'on ne saura pas le faire assez rapidement pour que ça accompagne l'accession du Québec à la souveraineté. Et je fais juste ça comme réserve pour que les groupes comme le vôtre qui souhaitent qu'on se donne un projet de société ne soient pas trop déçus – ça rejoint un peu les propos de M. Proulx – ou frustrés parce que l'accession du Québec à la souveraineté n'est pas accompagnée d'un projet de société global et complet et comportant toutes les dimensions qu'on souhaite.

Mme Villeneuve: Peut-être que vous ne m'avez pas posé de question mais je peux peut-être...

M. Brassard: Oui, oui.

Mme Villeneuve: ...commenter un petit peu. C'est que c'est difficile... Vous me dites: Avoir un projet de société oui, c'est faisable mais ça va prendre du temps. Actuellement vous êtes en consultation. Il y a énormément de Québécois qui sont venus vous dire des choses sur un projet de société. Dans les mois, je ne parle pas d'années là, dans les derniers mois il y a eu beaucoup de consultations qui se sont faites à travers le Québec et si on ramassait toutes ces consultations-là on s'apercevrait qu'on a tout ce qu'il faut pour monter notre projet de société. Peut-être qu'on ne peut pas faire avoir un projet de société à présenter pour faire un Québec souverain mais il reste que ça ne devrait pas tarder là, c'est tout proche. Parce qu'on a tout ce qu'il faut pour être capable de présenter un projet de société et je suis certaine que si on s'y mettait pour de bon et qu'on ramassait tout ce qui est fait, on pourrait presque en même temps mettre les deux ensemble. On pourrait dire aux Québécois: On vous offre ce projet de société là en même temps qu'on vous offre de devenir souverainistes.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant aux questions du parti qui forme le gouvernement. Mme Pelchat?

Mme Pelchat: M. le Président, Mme Villeneuve, M. Vigneault, j'aimerais vous remercier d'attirer notre attention sur un projet de société, notamment un projet de société où l'environnement prendrait une très grande place. Et c'est peut-être la chance qu'on a à la Commission de venir en régions, entendre justement des préoccupations particulières d'une région comme la Côte-Nord. Préoccupations particulières qui touchent nécessairement où l'environnement puisqu'on est dans une région où on retrouve

d'immenses richesses naturelles et où l'environnement est une question de tous les jours. Il est certain que vous êtes bien consciente, Mme Villeneuve, que... de venir parler de ce projet de société-là, dans le fond, le faire ici à cette Commission parlementaire, vous faites d'une pierre deux coups puisqu'à cette table de merveilleux commissaires que nous sommes, il y a huit membres qui siègent en même temps à la table ronde québécoise sur l'environnement et l'écologie. Et je pense que certains, dont M. Proulx, M. Béland, M. Desrosiers, enfin je ne vais pas tous les nommer, auront encore, une fois de plus, à coeur l'environnement, puisqu'ils entendront votre message plus d'une fois. Je pense que c'est important de le signaler.

J'aimerais revenir à certains commentaires et certaines interrogations qui vous ont été posées concernant une charte québécoise de l'environnement, qui inclurait particulièrement, et je vous cite: "...qui garantira aux Québécois le droit de recourir aux tribunaux pour s'assurer du respect et de l'application des lois sur la protection de l'environnement"... J'aimerais faire une mise au point ici. Pour répondre à M. Beaudry et pour répondre à M. Bouchard, qui semblent croire que le Québec est attaché au niveau environnemental, j'aimerais signaler à cette assistance que la Loi sur la qualité de l'environnement du Québec, à l'article 19.1, spécifie... Je vais vous lire l'article parce que c'est un droit qui nous est acquis déjà, et je ne pense pas qu'on devrait l'inclure dans une charte, peut-être, oui, pour le constitutionnaliser, mais il est là. Alors, il dit: "Toute personne a droit à la qualité de l'environnement, à sa protection et à la sauvegarde des espèces vivantes qui y habitent, dans la mesure prévue par la présente loi, les règlements, les ordonnances, les approbations et les autorisations délivrées en vertu de l'un ou l'autre des articles de la présente loi."

À l'article 19.2, on spécifie les recours: "Un juge de la Cour supérieure peut accorder une injonction pour empêcher tout acte ou toute opération qui porte atteinte ou est susceptible de porter atteinte à l'exercice d'un droit conféré par l'article 19.1." Alors, je rappelle que c'est: "Toute personne a droit à la qualité de l'environnement", et toute personne a droit à un recours pour faire valoir ce droit-là, qui est inclus dans la Loi sur la qualité de l'environnement. Je pense que c'est important de le spécifier, aussi attachés que nous soyons, M. Bouchard.

Quant à votre recommandation où vous nous dites clairement, dans le début de votre intervention, de faire abstraction de vos commentaires sur le gouvernement fédéral, moi, j'aimerais ça y revenir un petit peu, parce que ça touche spécifiquement le projet Grande Baleine. En tout cas, en ce qui me concerne, le projet Grande

Baleine, encore là pour répondre à certaines allégations qui ont été faites ici, c'est un projet de gestion des ressources naturelles et, depuis 1867, la gestion des ressources naturelles est de juridiction exclusivement provinciale. Alors, ça, que ce soit clair aussi. Mais quand vous dites et vous insinuez que, éventuellement, si le Québec acquerrait une plus grande autonomie, ce serait peut-être dangereux pour son environnement, puisque vous dites que la protection du fédéral serait certainement plus grande ou, en tout cas, viendrait pallier à la protection du gouvernement québécois.

Même si M. Bouchard - pardon, quel lapsus! - M. de Cotret est revenu sur sa décision de ne pas tenir des audiences publiques, est-ce que vous ne croyez pas que malgré tout, puisque c'est de juridiction exclusivement provinciale, ensemble, ici, on soit capables de bien protéger notre environnement avec nos lois, avec la Loi sur la qualité de l'environnement, avec les articles n et g qu'on appliquera bientôt, suite à un décret au Conseil des ministres? Et je dois encore vous dire et il faut le signaler qu'il y a une commission parlementaire qui se tiendra au mois de janvier, à l'Assemblée nationale, spécifiquement sur les audiences qui doivent être tenues concernant les grands projets qui ne sont pas en ce moment soumis aux audiences publiques. Alors, peut-être que vous pourriez même venir témoigner à cette commission parlementaire. J'aimerais vous entendre sur la question de la protection plus grande avec le fédéral, même s'il y a eu un recul de la part du fédéral, un recul qui, quant à moi, est heureux, là. J'aimerais vous entendre là-dessus.

Mme Villeneuve: Je pense qu'il y avait seulement ce petit bout de phrase là qui a été dur à écrire pour moi, parce que vraiment, là, il ne faut pas attendre le fédéral pour protéger notre environnement au Québec. Mais, en tout cas, on avait l'impression que, bon, on pouvait peut-être là avoir... on pouvait peut-être contrer certains projets. Je vous dirais que, quand on a préparé ce mémoire-là, on a parlé beaucoup de consultations, on a parlé beaucoup de consultations, on a dit qu'il faut que ce soient les citoyens qui décident ça. On regarde les nouvelles, nous autres aussi, le soir, même si on est sur la Côte-Nord. On regarde ce qui se passe à Québec et on a vu le jeu qui s'était passé, en tout cas, ce qu'on a eu l'impression de voir, je ne sais pas si c'était réel, que les audiences publiques et bon, les impacts sur l'environnement, les audiences publiques, et tout ça, là, c'était beau, c'était bien, tout ça, mais il fallait absolument que ce projet-là se fasse. Qu'on prenne les moyens qu'on voudra pour le faire, mais il fallait que ça se fasse. Donc, ça ne devenait plus démocratique, il n'était plus question, là, d'avoir une consultation des citoyens, de savoir ce que la population en pensait, on trouvait les moyens de contrer, de

passer à côté de la loi. Vous me direz que personne n'a été contre la loi, mais vous savez comme moi qu'il y a des moyens, à un moment donné, de passer un petit peu à côté.

Quand on parle d'une charte, c'est parce que, justement, il y aura plus de rigueur, ce sera plus difficile pour un gouvernement, que ce soit l'un ou l'autre, ou pour une société d'État, d'aller de l'avant dans un projet quand la population ne sera pas d'accord avec. Il faut vraiment qu'on ait des outils solides, parce que quand...

(15 heures)

Mme Pelchat: Mme Villeneuve, vous savez maintenant que selon les articles 19.1, 19.2 de la Loi sur la qualité de l'environnement, on vous permet, à vous, Mme Villeneuve, comme citoyenne de la Côte-Nord, de prendre un recours contre une entreprise, contre une municipalité, contre toute personne qui altère l'environnement. Je pense que c'est important. Est-ce que, pour vous, ce serait encore plus fort si cet article-là était dans une charte qui était enchâssé dans une constitution? C'est ce que je comprends de votre...

Mme Villeneuve: En tout cas, les moyens seraient meilleurs. Si on parle des droits de la personne, vous savez qu'aujourd'hui une charte des droits de la personne est beaucoup plus forte que la loi comme telle. Dans ce sens-là, c'est semblable.

Mme Pelchat: J'aurais une petite question.

Le Président (M. Michel Bélanger): Il vous reste deux minutes.

Mme Pelchat: Vous nous faites des commentaires, des recommandations qui, quant à moi, je rejoins un peu la question de mon collègue de l'Abitibi que je salue ici en passant.

Est-ce qu'on a besoin de la souveraineté du Québec pour mettre en oeuvre les recommandations que vous faites aux pages 4 et 5? Il y en a certaines qui sont déjà en application et il y en a d'autres qui le seront un peu plus tard. J'aimerais vous entendre là-dessus, première question. Deuxième question. La question environnementale est sur toutes les lèvres. C'est à tous les jours qu'on parle de l'environnement sauf qu'on impute beaucoup de responsabilités à l'État, beaucoup de responsabilités aux entreprises, et je pense que c'est correct. Mais l'individu. Dans vos recommandations, je ne vois pas de recommandations qui touchent l'individu parce que, à la base de notre société, qui est d'abord et avant tout une société de consommation, c'est moi qui décide d'acheter un contenant de plastique qui n'est pas récupérable ou qui n'est pas recyclable, c'est moi qui accepte de faire des gestes quotidiens. Dans le fond, l'entreprise va changer ses habitudes la journée où les consom-

mateurs vont peut-être la boycotter. Quand on achète une boîte de savon qui a à peu près deux pouces par deux pouces d'emballage, la journée que je vais dire ce n'est pas le choix que j'exerce parce qu'il y a trop d'emballage, je vais essayer de choisir une boîte qui en comprend moins. Est-ce que vous ne voyez pas une responsabilité de la part du citoyen aussi?

Mme Villeneuve: Bien sûr qu'il y a une responsabilité pour le citoyen. Ça, on ne le nie pas, mais il reste que, par rapport à la publicité, c'est les gouvernements qui régissent les lois de la publicité. Le gouvernement a énormément de responsabilités dans la consommation de la population, du citoyen ordinaire.

Mme Pelchat: À ma première question, Mme Villeneuve, est-ce que ça prend absolument la souveraineté pour réaliser tout ce que vous souhaitez?

Mme Villeneuve: Je vais vous répondre en mon nom personnel. Je pense qu'on a besoin de changer notre façon de gouverner, notre gouvernement, pour arriver à passer une telle charte.

Mme Pelchat: Moi, je pense que ça prend un changement de mentalité et une volonté politique claire pour mettre en oeuvre ces recommandations-là. Je ne pense pas qu'on doive aller jusqu'à la souveraineté. En tout cas, ce que je peux vous dire, c'est que la pleine autonomie au niveau de la gestion des ressources naturelles, c'est un pouvoir qu'on a au Québec et on va le garder coûte que coûte. Je vous remercie.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci termine cette présentation. Merci, Mme Villeneuve, M. Vigneault, de nous avoir présenté ce fort intéressant mémoire de la Corporation de protection de l'environnement de Sept-Îles. Si vous voulez être assez gentils maintenant pour laisser la place aux représentants du Conseil central de Sept-Îles de la CSN avec lesquels nous allons procéder immédiatement.

Nous continuons pendant une demi-heure avec le Conseil central de Sept-Îles de la CSN avec M. Forbes et Me Lemieux. Dans une présentation d'une demi-heure, il y a cinq minutes de présentation par le groupe, cinq minutes de questions par le groupe parlementaire formant le gouvernement, cinq minutes de questions par le groupe parlementaire formant l'opposition, dix minutes pour les autres membres inscrits, chacun disposant d'un maximum de cinq minutes. M. Forbes, c'est vous qui allez présenter votre groupe de deux et qui allez ensuite faire la présentation du mémoire?

Conseil central de Sept-Îles (CSN)

M. Forbes (Jean-Baptiste): Jean-Baptiste

Forbes, Conseil central de Sept-Îles, travailleur salarié. Robert Lemieux, avocat. On lui a demandé de nous aider sur certains points parce que nous, en tant que travailleurs, on a un petit manque de ce côté-là.

Le Conseil central de Sept-Îles regroupe 2000 travailleurs entre Baie-Trinité et Blanc-Sablon, réunis dans une trentaine de syndicats, dont un qui est tout à fait à notre image. Celui de Blanc-Sablon mesure 400 kilomètres de long, regroupant environ une vingtaine de villages.

On n'est pas venus ici pour essayer de vous conter des pipes. On n'est pas venus ici non plus prétendant qu'on connaît tout, mais on espère qu'avec ce qu'on vous amène on peut quand même apporter notre modeste participation.

Il y a exactement trois jours, dans un congrès syndical à Sept-Îles, la question suivante a été posée: Est-ce que les militants sont d'accord pour l'indépendance pure et dure? Le vote a été pris. Sur 45 personnes, 40 personnes se sont prononcées en faveur, 5 ont refusé de voter. Ça vous donne à peu près le point de vue où on se place actuellement dans la région. Maintenant, si vous avez des questions...

Je passe la parole à M. Lemieux.

Le Président (M. Michel Bélanger): Me Lemieux.

M. Lemieux (Robert): M. le Président, nous aurions trois petits documents que nous aurions aimé distribuer aux membres de la Commission. Il s'agit de deux extraits de la résolution 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU et de la résolution 2621, ainsi qu'un extrait de la déclaration de fondation des Fils de la liberté de Montréal. Est-ce qu'on aurait la permission de distribuer autour de la table une copie de ces documents?

Le Président (M. Michel Bélanger): Je vous accorde cette permission, mais, si vous voulez, nous allons procéder quand même aux questions, même si la distribution se fait pendant ce temps-là, pour ne pas perdre de temps.

M. Lemieux: Si vous le voulez. Est-ce que je peux ajouter quelque chose...

Le Président (M. Michel Bélanger): Bien sûr.

M. Lemieux: ...à ce que M. Forbes a souligné? Il y a trois points qui sont soulevés dans le mémoire abrégé du Conseil central: la question des pêcheries, la question du transport routier et la question des autochtones. Sur la question du transport routier, ça m'a toujours étonné, suite aux investissements faits pour la route transcanadienne de l'Atlantique au Pacifique, que l'on n'ait pas tenu compte qu'à compter de Québec le pays se divise en deux, c'est-à-dire que le Saint-Laurent fait qu'on ne peut pas sortir de la

Transcanadienne, à compter de Rivière-du-Loup, pour traverser de l'autre côté. Je pense bien que si le Saint-Laurent avait été situé ailleurs au Canada, on aurait eu la sagesse de dédoubler la Transcanadienne à partir de Québec pour qu'elle se rende et qu'elle desserve l'ensemble du territoire. Et je pense qu'elle aurait peut-être inclus aussi un pont sur le Saguenay.

Le Québec est une société colonisée à l'os, constitutionnellement, légalement. Qu'est-ce que c'est le Québec, si on fait abstraction du fédéralisme pour un instant? Le Québec est une monarchie constitutionnelle. Ce n'est pas n'importe quel monarque qui préside aux destinées du Québec, ce n'est pas l'empereur du Japon, c'est une monarchie constitutionnelle britannique. Le peuple du Québec n'a jamais promulgué une seule loi de son existence. Jusqu'à la conquête, il s'agissait de la monarchie française et, subseqüemment, de la monarchie britannique. Alors, par quelle mécanique, si le Québec doit un jour cesser d'être une monarchie constitutionnelle, par quelle mécanique peut-il en arriver là? Évidemment que le monarque ne se retirera pas de lui-même, il va falloir qu'il soit invité à partir. Alors, quant à moi, c'est à partir des résolutions 15-14 et 26-21 qu'au niveau du droit international, le Québec en tant que peuple peut promulguer son indépendance et de cette manière, cesser d'être une monarchie constitutionnelle.

Le Président (M. Michel Bélanger): À partir de cela, peut-être pourrions-nous passer aux questions? Nous commençons avec les questions des autres membres inscrits. M. Holden, suivi de M. Hogue et de M. Beaudry.

M. Holden: Mon ancien collègue de Montréal, Me Lemieux, n'a pas tellement changé son discours depuis les 20 ans que je ne l'ai pas vu, parce qu'on parle toujours de la colonisation et de la monarchie, ce sont toutes des histoires dont on parlait il y a 20 ans.

M. Lemieux: C'est pour ça que le discours n'a pas changé.

M. Holden: Mais j'ai lu avec intérêt votre mémoire et ce qui me frappe toujours dans les situations comme... Vous parlez de choses très spécifiques, dont une que je connais assez bien, ayant fait le droit maritime pendant 30 ans. Et la navigation sur le fleuve fait partie d'un tout, à partir de Terre-Neuve jusqu'au lac Michigan. Qu'est-ce que vous reprochez au fédéral, au juste, dans l'organisation et le "management" de la navigation sur le Saint-Laurent? Est-ce que vous voulez l'enlever en partie pour l'avoir au Québec?

M. Lemieux: Je ne m'étais pas, M. Holden, attardé à la navigation sur le Saint-Laurent. Je disais tout simplement que quand en Alberta, on

sort, de la Transcanadienne, on peut se rendre à l'extrémité nord de la province et on peut se rendre à l'extrémité sud de la province par voie terrestre. Mais quand on sort de la Transcanadienne à Rivière-du-Loup, on ne peut pas se rendre à l'extrémité nord du Québec. Je dis simplement que la géographie fait que la fameuse route transcanadienne, ce gigantesque investissement, aurait dû tenir compte de la géographie du Québec...

M. Holden: Mais le gouvernement...

M. Lemieux: ...et à compter de Québec, on ne peut pas, par voie terrestre, circuler d'une rive à l'autre. Alors, la Transcanadienne aurait dû être dédoublée à cet endroit-là pour que nous puissions avoir du développement à Blanc-Sablon. On est au XIXe siècle, on n'a même pas une communication par voie terrestre pour se rendre à l'extrémité du Québec.

M. Holden: Même si je suis d'accord avec vous sur les routes, ça pourrait se faire par le gouvernement du Québec ou par entente avec le fédéral. Mais étant donné que vous êtes indépendantiste, vous voulez prendre le pouvoir sur la navigation du Saint-Laurent, si je comprends bien la situation des indépendantistes. Avez-vous des reproches à faire au fédéral sur le "management" de ça, actuellement?

M. Lemieux: Pour moi, les eaux du Saint-Laurent, ça s'apparente à des eaux internationales. Je ne suis pas pour fermer la navigation sur le Saint-Laurent, ça fait partie d'un tout, je suis parfaitement d'accord. C'est une mer intérieure, alors tout le monde peut naviguer dessus.

M. Holden: Ça serait à négocier avec le Canada.

M. Lemieux: Il n'y aurait pas beaucoup de négociations. Je considère que c'est une mer intérieure que tout le monde peut... sur laquelle tout le monde peut naviguer.

M. Holden: Oui, mais il y a un système de navigation avec le radar et le contrôle sur le trafic, qui doit se faire par quelqu'un.

M. Lemieux: Dans l'éventualité d'un Québec indépendant, ça se ferait par le Québec.

M. Holden: Pour une partie, quoi?

M. Lemieux: Bien évidemment...

M. Holden: Pour la partie Québec...

M. Lemieux: Pour la partie qui est dans le Québec.

M. Holden: Ce n'est pas pratique. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Hogue.

M. Forbes: Si vous voulez, est-ce que je pourrais ajouter quelque chose pour M. Holden, votre nom? Je voudrais vous dire qu'on n'est plus en 1836, on est en 1990. Aujourd'hui, les bateaux, ça n'existe plus, c'est du passé. Il y a quelques traversiers, point. Aujourd'hui, quand on parle de moyens de communication, ce sont des aéroports qui ont de l'allure, des routes avec des ponts qui sautent par-dessus les rivières et ne nous parlent plus des promesses qu'on va bâtir un pont et on creusera une rivière dans 10 ans. Ici, vous n'avez pas besoin de les creuser, elles sont là.

(15 h 15)

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Hogue: Merci, M. le Président. J'ai quelques questions à poser, et je les pose dans un esprit ouvert. À la page 9, lorsque vous parlez du transport, bip, bip, c'est comme des bip, bip, vous savez, c'est ça. Vous dites, à la page 9, et je le pose dans un esprit ouvert, Pierre Hogue, député fédéral d'Outremont, conservateur.

Une voix: Docteur.

M. Hogue: À certains moments, dépendamment des personnes à qui je parle, je m'appelle Docteur. Mais on peut se parler comme Québécois et comme Canadiens et je le voudrais comme ça. À la page 9, vous dites que le Québec souverain pourrait régler plus rapidement les problèmes de transport québécois, mais vous dites aussi que Québec et Ottawa doivent partager les coûts du réseau routier. Et je ne mets pas des énoncés en opposition. Vous dites, à la page 11, que le pouvoir sur les affaires autochtones, etc., est jalousement gardé par le fédéral. Vous dites aussi, à la page suivante, que le Québec va lui reconnaître bien différemment – et c'est possible, un Québec souverain – la présence et la négociation avec les autochtones. Je serais tenté de parler à M. Lemieux et de faire un aparté en disant: Vous avez pleine autonomie et pleine reconnaissance et une citoyenneté pleine, je pense, malgré ce qui a pu arriver, et vous êtes à l'intérieur d'une réalité qui s'appelle le Canada. Est-ce que des solutions ne pourraient pas tout autant et tout aussi bien être trouvées à l'intérieur d'un fédéralisme – et je ne parle pas d'un fédéralisme renouvelé, parce que je ne sais pas ce que ça veut dire – mais à l'intérieur d'un fédéralisme? On va commencer par le fédéralisme et, après ça, les qualificatifs, on en a moins besoin.

M. Forbes: Je peux répondre.

M. Hogue: Oui, allez-y. J'aime mieux que ce soit vous d'ailleurs.

M. Forbes: Étant donné qu'on a payé 25 % des routes au Canada, j' imagine qu'on paie 25 % des taxes fédérales; on a payé 25 % des subventions que le fédéral a données pour les routes du Canada. Or, quand on regarde la grandeur du territoire québécois, comparativement aux autres provinces, on a reçu encore des pinottes. C'est depuis 1867 que ça dure et on est écoeurés. O.K.? Bon.

M. Hogue: Ça va et ça me convient. Ça me convient parce qu'il faut, à un moment donné, qu'on parle et qu'on finisse par se vidanger, et tant mieux si ça se fait comme ça.

M. Forbes: Ne vous en faites pas, ça me fait du bien.

M. Hogue: À moi aussi. Je repose ma question pour les quelques secondes qui restent. Je dis que d'après moi, assis où je suis, en pensant à mon statut ici, la décentralisation et le fédéralisme ne sont pas mutuellement incompatibles, et je vous demanderai juste un commentaire sur ça.

M. Forbes: Il y a eu une erreur au départ. Mon grand-père m'a dit: On s'est fait fourrer en 1867. Le grand-père Fradette, je pense qu'il y en a qui le connaissent ici, quand il se fâchait, il devenait bleu, il devenait rouge et les fesses lui dansaient sur le plancher. Il nous a dit: On s'est fait fourrer. J'ai constaté, à 50 ans, aujourd'hui, que c'est vrai. J'en suis au même point que mon grand-père il y a 100 ans. On s'était fait fourrer. C'est de même qu'on dit ça. Est-ce que vous l'acceptez comme réponse?

M. Hogue: Oui.

M. Forbes: Merci.

M. Hogue: Oui, je l'accepte comme réponse.

M. Lemieux: M. Hogue, le statut actuel du Québec, c'est une continuation de ce qui est venu avant.

M. Hogue: Oui.

M. Lemieux: Je veux dire que le Québec a été un pays conquis à la suite d'une guerre; il a vécu sous des mesures de guerre jusqu'en 1774, jusqu'au Québec Act. Au Québec Act, on nous a concédé le droit civil. En 1791, à cause de l'indépendance américaine, de la lutte du peuple américain pour l'indépendance, qui arrachait l'indépendance à l'Angleterre, on nous a donné,

sur papier, le gouvernement responsable. Et quand on a voulu exercer ce gouvernement responsable, on n'a pas réussi. Il y a eu la rébellion, il y a eu la pendaison des patriotes. Qu'est-ce qu'ils avaient fait, ces gens-là? Ce n'étaient pas des gens sanguinaires. Ça a été une espèce de terrorisme d'État...

Le Président (M. Michel Bélanger): Je ne voudrais pas vous laisser en 1837, Me Lemieux, mais le temps de cette question-là est épuisé. Vous pourriez peut-être continuer, si ça le permet, avec la question suivante. Me Beaudry.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. Ce n'est pas nécessaire de m'appeler "maître", M. le Président...

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): C'est parce que là je suis très civil...

M. Beaudry: Je ne cours pas après les titres...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Beaudry: Ça m'inquiète toujours quand on commence à me parler de même. Je vais vous parler de saumon, si vous voulez. Ce n'est pas que je m'y connais, mais ça m'a intéressé dans votre rapport, que j'ai trouvé d'ailleurs très intéressant. Vous nous dites que les rivières de la Côte-Nord et de la Gaspésie sontensemencées de saumons, et que ça sert, finalement, à enrichir la Russie, la Norvège et le Japon, qui viennent pêcher ces saumons-là sur les côtes du Labrador. Vous nous dites, à la fin de la page 6, dans le dernier paragraphe, que "nous sommes convaincus, là encore, qu'un Québec souverain serait en meilleure posture que quiconque, puisqu'il s'agit de notre ressource, pour négocier, d'égal à égal avec nos voisins, des accords". Je présume que c'est de ces personnes-là que vous voulez parler. De quelle façon, êtes-vous capable de négocier, comment est-ce que vous allez négocier sur des pêcheries qui se feraient sur les côtes du Labrador, qui serait à l'intérieur du Canada de demain, les saumons qui se rendent là par le fleuve? Pourquoi la Russie, la Norvège, le Japon, ce serait plus facile de négocier avec un Québec souverain que ce serait facile de négocier dans le contexte actuel?

M. Forbes: Il y a plusieurs années, le gouvernement canadien a négocié une entente avec les pays riverains du Pacifique pour protéger le saumon de la Colombie-Britannique. L'URSS, le Japon, l'Australie, la Chine, la Corée du Nord, la Corée du Sud, l'URSS, les États-Unis, tout ce beau monde-là a signé un accord pacifique pour la protection du saumon. Ils se

sont virés de bord, ils ont subventionné la recherche sur le saumon de l'Atlantique, ils ont "taggé" des saumons, puis ils ont découvert les aires de vie du saumon de l'Atlantique au sud du Groenland. Au lieu de négocier puis de se faire une entente internationale pour le protéger, le saumon de l'Atlantique, ils ont répandu dans le monde entier la position des aires de vie. Alors les Russes sont allés pêcher, les Norvégiens, les Suédois, les Finlandais, les Danois, les Allemands, les Italiens, les Espagnols, les Portugais, les Français, les Britanniques, les Irlandais, toute l'Europe est allée là. Les navires-usines, en veux-tu, en voilà.

M. Beaudry: Je ne conteste pas ça, là.

M. Forbes: Attendez un peu. On est partis de 1000, 2000, 3000 géniteurs par rivière pour tomber à 100. Là on dit: Les gars, ils en pêchent trop à la ligne ou ils en prennent trop sur le bord des plages. En Gaspésie, ils ont enlevé le droit de pêcher le saumon aux pêcheurs, il n'y a que les moucheurs qui pêchent. Si c'est comme ça dans un Québec souverain, on va dire à ces gens-là: Vous signez l'entente, vous respectez le poisson de nos rivières, ou bien on le laisse se détruire. Dans cinq ans, il n'y en aura plus. C'est nous autres qui avons la rivière puis les frayes. Il va falloir qu'il nous écoute, nous autres.

M. Beaudry: Non, non, mais vous avez...

M. Forbes: Le fédéral n'a pas fait sa job...

M. Beaudry: Je pense que vous n'avez pas répondu à ma question, là...

M. Forbes: Au moins, bonyienne, laissez-nous faire la nôtre.

M. Beaudry: Ma question n'est pas là.

M. Forbes: Elle est où?

M. Beaudry: Ma question est la suivante: Une fois que le saumon est rendu sur les côtes de Labrador, je comprends peut-être que le Canada ne s'est pas occupé de son affaire...

M. Forbes: Vous voulez dire...

M. Beaudry: ...puis n'a pas fait respecter ses lois, si vous voulez, c'est ce que vous prétendez, du moins. Mais comment ils vont faire, comment est-ce que vous allez faire dans un Québec souverain pour empêcher ces saumons-là d'être pêchés sur les côtes du Labrador? Ils vont se rendre pareil.

M. Forbes: Vous allez peut-être me trouver maniaque, mais vous minez le banc avec des

bonnes grosses mines en acier inoxydable qui ne rouilleront pas, jamais, puis il n'y a plus un seul pêcheur d'un pays étranger qui va aller là. C'est fini...

M. Beaudry: Votre solution à vous...

M. Forbes: ...c'est protégé.

M. Beaudry: ...c'est de dire: Si on ne peut pas s'entendre, on va tuer le saumon?

M. Forbes: Non, on ne le tuera pas, parce que ça explose en surface. C'est moderne, aujourd'hui, vous savez.

M. Beaudry: C'est bien, merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Maintenant, au parti qui forme le gouvernement, M. Guy Bélanger.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): J'en arrive à la même... D'abord, bonjour. À regarder vos trois points, les pêcheries, les transports et les autochtones, il semblerait que la souveraineté est une solution magique, la panacée qui règle tous les problèmes instantanément. Mais ce n'est pas là-dessus que j'ai trouvé votre rapport intéressant. C'était l'aspect qui semblait le moins profond et le moins valable pour votre région, si je mets toutes les nuances possibles autour. Il y a un autre aspect de votre rapport qui est beaucoup plus intéressant, c'est celui des besoins de la région. Et là-dessus, vous faites état, entre autres, de votre réseau routier, et je pense que M. Lemieux en a fait amplement état tout à l'heure, qui est déficient, qui fait que des villages ne sont pas reliés. Aussi, vous avez fait une affirmation là-dedans, à la page 2, attendez un peu, je dis page 2, en tout cas vous parlez du refus de M. Côté vis-à-vis de cette route-là. Alors j'ai dit: Je vais aller vérifier, et puis j'ai vérifié effectivement, j'ai même les cartes, tout. On m'a dit: La route 138 de Blanc-Sablon à Vieux-Fort, page 9 du rapport oui, alors desserte actuelle, avant les débuts des travaux en 1980, la liaison routière entre Blanc-Sablon et Vieux-Fort s'effectuait sur une route de pénétration. Or, les problèmes qu'on rencontre avec cette route de pénétration-là, c'est que d'abord elle a des courbes très prononcées, ce qui n'est pas conforme aux devis actuels juste au niveau de la sécurité et, entre autres, l'usage des camions, des pentes de plus de 20°, un très mauvais drainage, des plates-formes étroites qui font en sorte qu'à beaucoup d'endroits on ne peut pas rencontrer. Bref, c'est cette route-là qu'il faut refaire, redessiner, repenser, refaire, et même, à certains endroits, changer le tracé au complet.

Alors s'il y a des délais là-dedans, ce n'est vraiment pas relié au fédéral – je serais, comme vous – probablement que ça serait le "fun" de

dire que c'est leur faute, mais là ce n'est vraiment pas leur faute. Ce n'est pas non plus celle du niveau provincial. C'est tout simplement qu'il y a des délais, des problèmes d'ordre technique très importants qui sont rencontrés là-dedans, et qu'il faut contourner.

On n'a qu'à regarder d'ailleurs, à date, le coût des honoraires professionnels qui ont dû être consentis dans ce projet-là, qui sont assez importants, compte tenu de l'ensemble du projet, puisqu'on parle d'un projet d'à peu près 106,6 kilomètres. Il y a 21 000 000 \$ qui sont passés dans des honoraires professionnels, il y a 71 800 000 \$ qui vont passer dans la construction. Donc, on peut dire qu'il y a un quart, contre trois quarts des coûts qui sont imputables juste aux honoraires professionnels, ce qui est assez important dans un projet de cette envergure-là.

Donc, je tenais à corriger cette perception-là: votre région n'a pas été maganée, là. C'est simplement une question d'ordre technique qui retarde le projet, mais j'ai ici les échanciers. Je vous en ferai grâce, mais si vous voulez les consulter après, je les ai tous ici. Et vous pourrez voir que le projet va quand même se terminer, ou se faire, dans les temps qui étaient dévolus.

Mais pour le développement régional, par exemple, à Matane, hier, on nous a beaucoup parlé de l'initiative ou du dynamisme qu'il y avait dans le coin, de la volonté de prendre en main la région et puis de la bâtir, d'en faire quelque chose. Est-ce que vous avez ressenti ce même dynamisme-là? Vous êtes quand même, au niveau des travailleurs, du vrai monde là, du peuple ordinaire... Comment les gens réagissent-ils dans la région? Est-ce qu'ils veulent la prendre en main, est-ce qu'il y a cette motivation-là?

M. Forbes: Le dynamisme d'une région, ça se fait au niveau de l'hôtel de ville, en partant de l'hôtel de ville, la politique la plus près du peuple. Dans un hôtel de ville, le maire, moi je le considère comme étant un "coach". Ou bien il fait travailler ses joueurs, c'est-à-dire la population, il les met ensemble et il leur fait faire des choses, ou bien donc il ne fait rien et il perd sa job. Alors nous autres on n'a pas un bon "coach". Ça répond-t-y à ta question?

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Bon, moi je ne veux pas me mêler de politique locale, mais quels sont les pouvoirs dont vous auriez besoin au niveau régional, pour pouvoir poser les gestes que vous voulez poser là dans votre développement. Peut-être que Me Lemieux peut répondre.

M. Lemieux: Mais si on revient à la question du transport routier, le projet de la Transcanadienne, on le connaît, c'était de relier le Canada de l'Atlantique au Pacifique. Quand on

est passé dans le Québec, qu'est-ce qu'on a fait? On est passé le plus rapidement possible, c'est-à-dire qu'on est sorti à Rivière-du-Loup, vers le Nouveau-Brunswick. Alors toute la Gaspésie n'est pas desservie par ce grand projet qu'est la Transcanadienne, puis tout le nord du Saint-Laurent n'est pas desservi.

C'est un peu comme le lac Meech, on nous a foutus dehors, on ne nous a pas considérés, on n'a pas fait partie du pays à ce moment-là. Alors c'est pour ça qu'il faut le faire le pays pour en arriver à avoir cette infrastructure vitale pour le développement.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Mais dans la région de Sept-Îles là, de quoi avez-vous besoin pour développer votre région comme vous pensez qu'elle devrait l'être?

M. Lemieux: L'indépendance monsieur.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je me permets de rappeler à l'auditoire que, comme on l'a expliqué ce matin, cette Commission étant une Commission parlementaire élargie, et qu'au Parlement les règles ne permettent pas d'applaudir dans les galeries, je vous prie de bien vouloir retenir vos applaudissements pour un autre forum. Allez-y, je vous en prie.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Mais l'indépendance pour moi peut-être régler un certain nombre de choses. Je respecte votre point de vue, mais de là à dire qu'automatiquement ça règle tout là, il faut quand même être plus sérieux que ça. Alors quels sont les besoins profonds de la région, ici, pour développer ses ressources et puis pour s'épanouir dans le sens que vous nous le dites.

(15 h 30)

M. Lemieux: Bien il me semble qu'au XXe siècle, en Amérique du Nord, une communication terrestre d'un bout à l'autre de la région c'est essentiel, c'est vital. Alors c'est pour ça que le mémoire fait spécifiquement allusion... Comment peut-on développer ces régions-là si on est obligé de dépenser des fortunes pour y aller en avion? Je veux dire, il n'y a absolument rien de possible sans cette communication par voie terrestre essentielle. Et qu'on...

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant aux questions du groupe parlementaire formant l'Opposition officielle. M. Perron?

M. Perron: Alors merci, M. le Président. Vous me permettrez sûrement d'abord de remercier la CSN ainsi que M. Lemieux pour la présentation du mémoire. J'ai entendu quelques affaires sur la question de la route 138. J'aurais le goût de partir en grande. Et ce que j'ai entendu de la 138 ne venait pas de là, ça venait

de ma droite. Je suis bien placé pour savoir que dans le cas de la 138 lorsqu'on parle du dossier de Havre-Saint-Pierre jusqu'à la Pashashibou c'est qu'effectivement tout ce dossier-là avait été réglé en date du 6 novembre 1985 c'est-à-dire avant le 2 décembre incluant le choix des ingénieurs et c'est là qu'on a décidé par la suite, parce qu'on n'était pas d'accord avec le projet, de changer de firme d'ingénieurs et c'est là qu'on a taponné pendant un an et demi avant que les firmes aient le mandat. Et là, aujourd'hui on se ramasse avec un échéancier qui était supposé d'être de 1986 à 1990, là on se ramasse en 1995. C'est avec ça qu'on se ramasse à cause des décisions qui n'ont pas été prises. Quand on ne croit pas à un dossier bien on ne va pas vite pour le régler.

Sur la question des transports, je suis bien d'accord avec vous autres. Dans un pays du Québec, ce serait beaucoup plus facile. Lorsqu'on sait ce que ça donne des ententes Canada-Québec négociées comme c'est négocié actuellement, on ne va pas loin avec ça. Quand ce n'est pas Québec qui dit non à un projet dans une région ou dans un comté québécois, c'est Ottawa qui dit non. Lorsqu'on veut vraiment signer des ententes, bien on s'arrange pour qu'il y en ait toujours un qui dise non. Donc, il n'y a pas d'entente de signée et quand les ententes sont signées, c'est toujours en fonction des besoins des grands centres.

Je voudrais toucher surtout la question des pêcheries. Là aussi j'aurais aimé vous parler de la question du partage des compétences tel que ça existe actuellement parce qu'il n'y en a pratiquement plus. C'est le fédéral qui gère tout. On avait une entente qui avait été signée en 1922 et l'entente a sauté en 1982-1983 lorsque M. de Bané était présent comme responsable des pêcheries. J'aurais le goût aussi de vous parler du complexe de la réglementation des pêches commerciales actuellement dans n'importe quel domaine des pêches. J'aurais le goût aussi de vous parler de la zone de 200 milles où on avait déjà deux bateaux qui opéraient dans la zone de 200 milles en 1985, le Kristina Logos et le Lumaaq qui ont été vendus pour renflouer la caisse du gouvernement actuel. Ça, j'aurais le goût de vous en parler aussi. Et dans le domaine des pêcheries, ce que je voudrais vous poser comme question c'est la suivante: Dans votre mémoire, vous faites clairement ressortir que le sauvetage du secteur des pêches du Québec passe par le rapatriement de tous les pouvoirs en ce domaine.

Moi je sais très bien qu'actuellement les règlements se chevauchent ayant deux gouvernements: un gouvernement qui s'occupe en mer et l'autre gouvernement qui s'occupe à terre. C'est le fouillis monumental et même les pêcheurs, les travailleurs, travailleuses d'usine et même les propriétaires d'usine ne sont même pas capables de tenir gain de cause auprès du gouvernement

fédéral pour la zone de 200 milles ou encore pour des modifications aux usines ou encore dans le domaine des approvisionnements. Donc, pouvez-vous nous expliquer pourquoi, ça c'est ma conception là, mais pourriez-vous m'expliquer pourquoi et nous donner des exemples où les intérêts du Québec et ceux du gouvernement fédéral et des autres provinces sont différents? Je pense que Me Lemieux pourrait donner une bonne idée de ce qui se passe actuellement parce qu'il connaît très bien l'Est du Québec incluant Terre-Neuve, etc.

M. Lemieux: Je pense que vous l'avez bien dit, M. Perron, effectivement c'est un fouillis, un chevauchement des... une compétition de juridictions qui ne finit jamais et que pour avoir une organisation des pêcheries au Québec il faudrait qu'il y ait un seul chef d'orchestre.

M. Perron: M. le Président, vous me permettez aussi de revenir sur la question du saumon.

Le Président (M. Michel Bélanger): Oui, rapidement, si vous voulez bien...

M. Perron: Oui. Sur la question du saumon, on sait qu'il y a des ententes internationales signées mais qui ne sont même pas respectées. Je comprends très bien lorsque M. Forbes parle de la question du saumon. Saumon qui vient pondre dans nos rivières, les géniteurs s'en viennent là et par la suite ça remonte la côte du Labrador. Mais ce qui arrive c'est que les décisions concernant le Québec par rapport au saumon sont prises en fonction du gouvernement de Terre-Neuve et de ses vœux. C'est ça qui arrive actuellement. Lorsque le saumon passe dans le détroit de Belle-Isle, lorsque le saumon s'en va par exemple dans le bout de l'Islande et de la Norvège, du Groenland, etc., qui est-ce qui le pêche, le saumon? Ils ne respectent même pas les quotas internationaux. Je pense que dans un Québec indépendant - et je pense que c'est ça que voulait dire M. Forbes - ça pourrait se négocier beaucoup plus rapidement, en tout cas, avec les deux pieds à terre et non pas les deux pieds en l'air.

Le Président (M. Michel Bélanger): ... C'est le commentaire que nous devons accepter pour conclure la période de questions. Je crois qu'il faut remercier en votre nom le Conseil central de Sept-Îles de la CSN et M. Forgues et M. Lemieux de s'être présentés devant nous aujourd'hui. Si vous voulez être assez aimables maintenant pour laisser la place à votre successeur que j'invite à venir se placer en avant, M. Pierre Ducasse.

M. Forbes: Je voudrais vous faire remarquer une chose: mon nom, ce n'est pas Forgues, mais

c'est Forbes, F-O-R-B-E-S. Le "s", c'est parce qu'on est plusieurs.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je m'excuse, j'aurais dû le lire, il est écrit comme il faut. C'est parce que je ne voulais pas vous demander si votre arrière-grand-père était de l'autre bord, sur les Plaines d'Abraham. Je prononçais ça comme les Forgues de chez nous.

M. Forbes: Il est officiel qu'il est débarqué sur les Plaines d'Abraham, monsieur, mais sous un autre nom.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ah bien, c'est très bien. Je demande maintenant à M. Ducasse de vous remplacer.

À l'ordre, s'il vous plaît!

Si vous voulez prendre place, M. Ducasse.

Nous recevons maintenant pour une période de 30 minutes M. Pierre Ducasse qui a soumis un mémoire présentant les vues d'un jeune social-démocrate, je crois. M. Ducasse, vous avez cinq minutes pour faire la présentation de l'essentiel de votre mémoire, après quoi nous passons aux questions.

M. Pierre L. Ducasse

M. Ducasse (Pierre): Merci, M. le Président. J'ai écrit ce mémoire qui s'intitule "Le Québec de demain, une vision sociale-démocrate à 18 ans" dans le but de donner une voix aux jeunes dans une vision de progrès social.

Je suis présentement étudiant au cégep de Sept-Îles et je suis aussi président associé des Jeunes néo-démocrates du Canada. Laissez-moi cependant préciser, et c'est très important, que je vais parler en mon nom personnel. Je suis certainement un des plus jeunes à avoir présenté un mémoire devant cette Commission. J'en suis bien fier et je vous remercie de m'entendre aujourd'hui. La qualité des idées politiques de quelqu'un ne dépend pas nécessairement de son nombre de cheveux gris. Je ne peux pas vous donner l'analyse poussée d'un politologue, mais je vais vous donner l'opinion franche d'un jeune Québécois ordinaire.

Ceci étant dit, quel que soit le nouvel arrangement avec le Canada, voici quelques-unes des choses que je propose. Il faut abolir la monarchie et le Sénat; le Québec devra désormais être présenté aux organismes internationaux; le Québec devrait se démilitariser et ne faire partie d'aucune alliance militaire; et le rapatriement de pouvoirs comme la culture, la langue, l'immigration et d'autres, bien sûr, est nécessaire à mes yeux. Je suis cependant ouvert à la plupart des options modérées qui nous sont proposées.

Je vais maintenant vous présenter ma vision de l'option sociale-démocrate. Quel que soit le nouvel arrangement, nous voulons une plus

grande participation de la population aux prises de décisions. Il nous faut un système d'éducation accessible à tous, des mouvements étudiants puissants et une plus grande participation des jeunes au niveau local. Il faut encourager les coopératives, renforcer les syndicats et faire en sorte que les travailleurs puissent participer à la prise de décisions à l'intérieur de leur entreprise, tout ceci dans une vision d'un gouvernement décentralisé, un gouvernement, en passant, ouvert et honnête.

Il ne faut pas oublier les pauvres, les handicapés, les âgés et les autochtones, par exemple. Toutes ces gens doivent avoir le droit de s'exprimer. La politique, ce n'est pas seulement pour les avocats et les hommes d'affaires et les politiciens. Il faut aussi tendre le plus possible vers le plein emploi. Bien que je croie qu'il nous faille conserver et instaurer les programmes sociaux qui sont nécessaires, il ne faut pas oublier que les gens ne veulent pas du BS ou de la charité. Ce qu'ils veulent, c'est des emplois pour qu'ils puissent se sentir et être des membres importants et productifs de notre société.

Bien que je croie que la question constitutionnelle est importante, je pense que l'environnement est un problème tout aussi urgent. Toute nouvelle constitution devra contenir une charte des droits de l'environnement qui serait très sévère. Il faudrait aussi instaurer un organisme formé d'environnementalistes qui serait chargé de faire respecter les lois, une sorte de police de l'environnement.

Avant de conclure, j'ai quelques commentaires à faire sur cette Commission. Je crois qu'elle a été conçue avec de bonnes intentions, mais je ne crois pas que la population en général puisse participer activement aux débats de cette Commission historique à cause des démarches exigeantes que l'on doit entreprendre pour présenter un mémoire. Je crois aussi qu'il y a certains groupes que l'on a oublié de représenter ici. Il y a les personnes âgées dont on oublie trop souvent l'existence et qui craignent les réformes politiques à cause des campagnes de peur; il y a les environnementalistes qu'on a omis, car il ne faut pas seulement assurer notre survie culturelle, mais il faut aussi assurer notre survie tout court. Mais, encore plus important, je déplore le fait qu'il n'y ait pas de jeunes commissaires ici pour représenter les mouvements étudiants du Québec.

M. le Président, je termine mon mémoire en disant ceci. Quelle que soit la nouvelle association avec le Canada, le Québec aura beaucoup plus de pouvoirs, évidemment, plus que ce que le lac Meech demandait. Je tiens à préciser qu'être pro-Québec, ce n'est pas nécessairement être anti-Canada. Ce que la majorité des Québécois veulent, c'est avoir le pouvoir de décision dans les domaines d'intérêt québécois et je crois qu'à long terme une certaine souveraineté-association

pour le Québec pourrait en effet favoriser ce qui reste de l'unité canadienne.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant aux questions du parti gouvernemental. M. Claude Dauphin.

M. Dauphin: Merci beaucoup, M. le Président. Tout d'abord, j'aimerais, évidemment, souhaiter à M. Ducasse, pour sa présentation devant notre Commission parlementaire élargie, itinérante... D'ailleurs, vous me faites penser un peu à moi, à 18 ans, être courageux comme ça, venir devant une commission, sans prétention. Je pense que ça mérite des braves, des félicitations. Et puis je tiens à dire que, la dernière fois que je suis venu ici, j'étais accompagné du député de Duplessis, M. Perron, et nous avions siégé, comme Commission, à Schefferville. À ce moment-là, nous venions essayer de réduire les impacts de la fermeture d'une ville, à Schefferville. Ensuite de ça, je pense que ça n'a pas eu trop d'impact politique, parce que Denis a été réélu en 1985 et celui qui fermait la ville a été élu premier ministre quelques mois plus tard. À tout événement, passons.

J'ai trois questions à vous poser, M. Ducasse, mais avant d'aborder ces trois questions-là, je tiens à vous dire, sans dévoiler de secret, que le comité directeur de notre Commission songe très sérieusement à organiser un forum pour les jeunes du Québec. Je crois, de mémoire, qu'il y a au moins 40 groupes de jeunes qui se sont inscrits à nos travaux, à notre Commission, et nous songeons très sérieusement, éventuellement, à organiser un forum. Ce n'est pas à moi d'en dévoiler les détails, mais on y songe très sérieusement.

Comme première question, on a eu l'occasion, la semaine dernière, d'entendre M. Edmonston qui est, je crois, le seul député fédéral élu pour le NPD au Québec, qui nous proposait la chose suivante. J'aimerais avoir votre commentaire là-dessus. Il nous proposait, au niveau de la représentation du Québec au sein des organismes internationaux, que le Québec devienne un pays ou qu'il demeure au sein du Canada, que l'on puisse conserver le domaine des affaires étrangères, afin de participer au Groupe des sept et de profiter de portes ouvertes en Europe et en Asie. Je ne sais pas ce que vous pensez...

M. Ducasse: Je suis d'accord.

M. Dauphin: Êtes-vous d'accord avec M. Edmonston là-dessus?

M. Ducasse: De toute façon, si le Québec devient souverain, c'est absolument normal qu'il soit représenté aux organismes internationaux. Je ne pense pas que ça a besoin de beaucoup plus de précision que ça.

M. Dauphin: Là-dessus, on s'entend. Est-ce que le Québec ferait partie du Groupe des sept, à ce moment-là, s'il devient souverain?

M. Ducasse: Bien, ce serait le Groupe des huit, à ce moment-là.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Dauphin: Avez-vous des statistiques à cet effet, M. Ducasse?

M. Ducasse: Non, pas nécessairement. Par exemple, comme j'ai dit que j'étais ouvert aux options modérées, s'il y a une communauté économique Québec-Canada et qu'il y a un gouvernement central qui gère les intérêts économiques du Québec et du Canada, on pourra envoyer un seul représentant, bien que je préférerais Québec et Canada. Si on a une communauté économique Québec et Canada, je n'ai pas de problème à ce qu'il y ait un seul représentant, mais qui soit représentatif du Québec et du reste du Canada.

M. Dauphin: D'accord. À la dernière phrase de votre mémoire, à la page 2, vous dites...

M. Ducasse: Ce n'est pas compliqué, il y en a juste deux!

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Dauphin: Pardon?

M. Ducasse: Ce n'est pas compliqué, il y en a juste deux. J'ai voulu sauver du papier.

M. Dauphin: Mais il pourrait y en avoir cinq, parce que, l'avoir espacé un peu, vous en auriez eu cinq. Mais ça, ce n'est pas grave.

Vous dites à la fin: "Et je crois qu'à long terme une certaine souveraineté-association pour le Québec pourrait en effet favoriser ce qui reste de l'unité canadienne." Pourriez-vous commenter là-dessus ce que vous voulez dire par là?

M. Ducasse: O.K. Premier commentaire, c'est que je serai toujours plus Canadien qu'Américain. Quand je dis que ça favoriserait l'unité canadienne, ça voudrait dire que le Québec, on est souverains, on s'occupe de nos affaires; vous vous occupez de vos affaires. On a une économie forte ensemble, on s'aime la face, tout va bien. Une autre façon d'encourager que le Québec et le Canada maintiennent des liens amicaux ensemble, ce serait de favoriser des échanges d'étudiants beaucoup plus fréquents entre le Québec et le Canada.

(15 h 45)

M. Dauphin: Alors, vous dites que la meilleure façon de favoriser l'unité canadienne,

c'est de faire la souveraineté-association, si je comprends bien?

M. Ducasse: Oui, mais je ne voudrais pas qu'on se perde dans les termes: superstructure, fédéralisme asymétrique, souveraineté-association, mais à toutes fins pratiques, oui, je suis pour la souveraineté-association.

M. Dauphin: D'accord, une dernière question. Est-ce que nous avons le temps, M. le Président?

Le Président (M. Michel Bélanger): Grâce à l'extrême bienveillance de la présidence.

M. Dauphin: Ah! On vous remercie énormément.

Le Président (M. Michel Bélanger): 15 secondes de plus.

M. Dauphin: 15 secondes? Vous dites également, dans votre mémoire, qu'il faut tuer le traité de libre-échange. Vous ne considérez pas que dans un contexte de mondialisation des échanges, justement, on ne va pas à contre-courant en exigeant, par exemple, des barrières protectionnistes pour le Québec?

M. Ducasse: Notre but premier, mon but premier, ma vision, c'est un Québec où le plein emploi existe. Si avec le libre-échange, on ne peut pas atteindre le plein emploi, il faut couper le libre-échange. Je ne dis pas qu'il faut fermer toutes nos portes. Mais par exemple, dans certains domaines comme les ressources naturelles, je pense que c'est nécessaire que nos ressources naturelles, par exemple, ne desservent pas les intérêts étrangers et j'espère qu'on va pouvoir instaurer des politiques d'achat chez nous pour que l'argent qui est généré dans le Québec fasse un "feedback" dans notre économie et ne soit pas exporté dans l'économie d'un autre pays. C'est pour ça que je suis contre le libre-échange.

M. Dauphin: Merci d'être venu à notre Commission.

Le Président (M. Michel Bélanger): Et maintenant, pour le parti de l'Opposition officielle, M. Jacques Brassard.

M. Brassard: Merci, M. le Président. Alors, vous voyez qu'avec ce que M. Dauphin vient de nous annoncer, votre communiqué de presse va être plus court sur le forum des jeunes, peut-être.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je pense qu'il a dit que vous considérez comme nous.

M. Brassard: On y songeait sérieusement. C'est ça, on y songe beaucoup. Alors, M. Ducasse... D'abord, j'ai envie de vous dire que le Parti québécois est un parti social-démocrate alors, si à un moment donné, vous décidez d'abandonner le NPD, vous serez bienvenu chez nous.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Ducasse: Merci, on verra toujours. J'ai plusieurs plans de carrière en tête.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Brassard: Au moins, on va se rejoindre sur le plan de la social-démocratie. D'abord, je vous remercie d'avoir accepté de venir témoigner devant la Commission. C'est vrai que c'est une démarche exigeante, comme vous l'avez indiqué. Il y a beaucoup de groupes qui nous l'ont signalé, également, et je pense qu'on est bien conscients des difficultés que ça peut rencontrer, surtout pour une seule personne manquant de ressources, que de venir témoigner devant nous. Alors bravo pour vous. Vous réclamez beaucoup de choses. D'abord, par exemple, l'abolition du Sénat et de la monarchie. Pensez-vous vraiment que le Canada anglais va accepter ça de gaieté de coeur?

M. Ducasse: Si le Québec devient souverain et qu'on n'a pas de signe de monarchie et qu'on n'a pas de Sénat, il n'y a rien là. Ce qui me surprendrait, mais si on conserve un lien politique avec le Canada, je ne me prononce pas tellement pour l'abolition de tout signe de la monarchie et l'abolition inconditionnelle du Sénat.

M. Brassard: Mais à ce moment-là, vous êtes bien conscient de la difficulté de faire accepter cela par le Canada anglais, à l'intérieur d'un cadre fédéral. Vous êtes conscient que ça va être dur et extrêmement difficile de faire accepter de telles réformes par le Canada anglais.

M. Ducasse: Absolument. Toute nouvelle demande du Québec va être très dure à négocier avec Ottawa. C'est pour ça que je suis pour une déclaration de souveraineté du Québec.

M. Brassard: Bon bien, ça, ça se précise, parce que ce n'était pas si clair que ça dans votre mémoire.

M. Ducasse: Ah, vous avez juste à poser la question.

M. Brassard: Bien oui, c'est pour ça qu'on pose des questions. Alors, ça devient plus intéressant, parce que là, ça se clarifie. En

d'autres termes, quand vous dites que vous êtes pour une option "toute option modérée", vous rangez dans cette catégorie-là la souveraineté-association, c'est-à-dire le fait que le Québec déclare sa souveraineté et négocie sur cette base-là une association économique qui pourrait être complexe, très articulée, avec le Canada anglais, avec des institutions communautaires. Vous la rangez, cette option-là, dans la catégorie des options modérées.

M. Ducasse: Oui.

M. Brassard: Absolument. Alors, à partir de ce moment-là, ça devient pas mal plus simple et je pense que vous rejoignez pas mal d'intervenants qui ont défilé devant nous, qui nous disent: Que le Québec devienne un pays – au fond, c'est ça que vous dites – Que le Québec devienne un pays et qu'il établisse avec ses partenaires, dont le principal est le Canada anglais, des liens économiques le plus étroits possible et des échanges économiques, je dirais, les plus grands et nombreux possible.

M. Ducasse: Vous avez tout compris.

M. Brassard: Très bien. Vous dites également que dans une constitution d'un Québec souverain, d'un pays du Québec, il serait intéressant – et je vois là votre caractère social-démocrate, mais aussi environnementaliste – qu'on intègre à la constitution du Québec une charte de l'environnement. Là-dessus, encore une fois, vous rejoignez le programme du Parti québécois. Vous êtes extrêmement près du programme du Parti québécois.

M. Ducasse: Ne dites pas ça trop fort.

M. Brassard: Ce n'est pas un péché. Ce n'est pas un scandale non plus. Donc, vous souhaiteriez que dans la constitution d'un Québec souverain, il y ait une partie de cette constitution qui soit constituée d'une charte de l'environnement.

M. Ducasse: Oui. Avant de répondre concrètement à votre question, j'aurais quelques commentaires à faire. Il y a beaucoup de gens qui déclarent que dans un système de marché libre comme le nôtre, le profit passe bien avant la protection de l'environnement. Je dois avouer qu'à court terme, c'est moins dispendieux de jeter les déchets industriels dans les rivières au lieu d'en disposer raisonnablement. Mais, que voulez-vous? La destruction de la couche d'ozone, les pluies acides et autres problèmes du genre sont un des résultats désastreux de la révolution industrielle et du capitalisme. Mais qu'arrive-t-il quand vient le temps de nettoyer notre dégât? C'est maintenant qu'il faut faire fonctionner l'économie et l'environnement ensem-

ble et non l'un contre l'autre. C'est maintenant qu'il y a quelque chose pour tout le monde d'extrêmement important à comprendre. C'est qu'à long terme, à long terme, l'environnement c'est rentable; la protection de la faune, c'est rentable; le recyclage, c'est rentable. L'environnement, c'est rentable. À partir de ce principe fondamental, on doit – et d'autres, bien sûr – inscrire dans la constitution... Et j'espère que ça va se faire le plus tôt possible, avec une nouvelle constitution québécoise, pas dans 10 ans. Il sera peut-être trop tard dans 10 ans, il va peut-être y avoir un bois qui va nous pousser dans le front ou quelque chose du genre. Il faut tout entreprendre maintenant pour réduire, recycler, instaurer des taxes vertes, faire des études d'impact, des audiences publiques et toutes les mesures possibles pour assurer à nos enfants un environnement sain.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Ducasse, ceci...

M. Brassard: ...poser la question, parce que la réponse était bonne.

Le Président (M. Michel Bélanger): La réponse était bonne. Elle ne répondait peut-être pas tout à fait à la question, mais c'était une bonne réponse. Je voudrais simplement rappeler à M. Ducasse – c'est un commentaire en passant – que les endroits dans le monde où les effets de l'environnement ont été constatés comme étant les effets d'un mépris de l'environnement, ont été constatés comme étant les pires. Ce n'est pas dans les pays capitalistes, c'est en Europe de l'Est et en Russie soviétique. Ça n'a rien à voir avec le reste de ce que vous avez dit. Mais le lien avec le capitalisme était un peu fort.

M. Ducasse: Je parle dans un avenir...

Le Président (M. Michel Bélanger): On en a entendu de bien bonnes dans tous les sens ici, mais celle-là, ça me paraît un peu fort. Vous me pardonnerez ce commentaire. Nous passons maintenant aux questions de M. Daoust.

M. Daoust: Merci, M. le Président. M. Ducasse, vous abordez dans votre mémoire, très rapidement, le problème du plein emploi. Verbalement, vous avez dit qu'il fallait tendre le plus possible vers le plein emploi. J'aimerais vous entendre là-dessus, mais je vais préciser ce que nous on entend par plein emploi et comment, selon nous, ça peut se faire dans un pays comme le Québec en devenir et pourquoi ça ne peut pas se faire dans un pays comme le Canada actuel.

Le Canada a connu une période de plein emploi au moment de la dernière guerre. On sait les raisons et, à la fin de la dernière guerre, ça s'est maintenu parce qu'il fallait absolument

produire tous les biens de consommation qui n'avaient pas été produits pendant le deuxième conflit mondial. Dans les années cinquante, le taux de chômage était de 4 % sur l'ensemble canadien. Voici que dans les années soixante-dix, ça commence à se détériorer, 6,7 % sur l'ensemble canadien. Dans les années quatre-vingt, ce chômage devient endémique au pays, chronique. Il est de 9,3 %. Les marchés mondiaux qui se mettent en place maintenant et depuis quelque temps déjà, la mondialisation de l'économie et la concurrence internationale, vont sans aucun doute nous pousser dans des périodes de chômage – à moins qu'on réussisse à les contrer – dans des périodes et des taux de chômage encore plus élevés.

On ne peut se doter d'une politique de plein emploi à moins qu'à l'intérieur de notre société ou d'un pays quelconque il n'y ait une volonté politique qui se manifeste et que les deux grands partenaires socio-économiques – le mouvement syndical et l'ensemble du mouvement patronal regroupé dans de multiples associations, mais le mouvement patronal – les trois partenaires, donc, le gouvernement et les deux grands partenaires, puissent travailler la main dans la main, faire état des grandes convergences, se donner des stratégies de plein emploi. Ce n'est pas utopique, ça se fait dans les pays scandinaves, entre autres, la Suède, l'Autriche et quelques autres pays. Mais faut-il encore que ces pays-là soient dotés de tous les outils, de tous les leviers, qu'ils soient de véritables pays permettant d'infléchir et d'intervenir dans le fonctionnement de l'économie. Le Québec seul le souhaiterait-il, il y aurait une obsession – et il y en a une obsession à l'égard de l'emploi, que nous partageons, quant à nous – mais le souhaiterait-il, le Québec seul, de se doter d'une politique de plein emploi, qu'il n'y parviendrait pas. Il n'a aucun contrôle sur les grandes politiques monétaires du gouvernement canadien, il a un demi-contrôle sur les politiques fiscales, et un quart ou un huitième de contrôle sur les grandes politiques commerciales.

Je vous dis ça parce que, tout récemment, puis je voudrais avoir vos commentaires, puisque vous en parlez du plein emploi, le Conseil économique du Canada – et voici un des témoignages peut-être les plus percutants, quant à moi, en faveur de la souveraineté du Québec, il est très très récent, il date à peine d'il y a quelques semaines, à l'égard de l'emploi, tout au moins, puisque c'est un projet de société que la plupart des gens véhiculent au Québec. Le Conseil économique du Canada disait, et je le cite: "L'un des critères préalables à cet égard, une stratégie de plein emploi – je ne vous citerai pas l'ensemble du texte – est la centralisation du pouvoir politique et économique. Les organisations nationales d'employeurs et de syndicats doivent représenter la plus grande partie des entreprises et des travailleurs. Ils doivent avoir

le pouvoir de négocier et de conclure des ententes qui engagent leurs membres. Toutefois, les institutions politiques et économiques au Canada se caractérisent par la fragmentation plutôt que par la centralisation du pouvoir".

Donc, on souhaite une politique de plein emploi, c'est fondamental pour la société québécoise, quelles que soient les régions. Vous, qui êtes jeune, ou ceux qui sont moins jeunes, souhaitent que le Québec se dote d'une politique de plein emploi, qu'il sorte de cet espèce de précipice dans lequel on s'est plongés collectivement...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Daoust.

M. Daoust: ...et qui fait qu'on a un taux de chômage inacceptable. Je pose ma question.

M. Ducasse: C'est la plus longue question que j'ai jamais entendue.

M. Daoust: Vous qui avez parlé de plein emploi dans votre document, estimez-vous qu'il est possible d'avoir une politique de plein emploi – et qui êtes le président associé du NPD-Canada chez les jeunes – estimez-vous qu'il est possible d'avoir une politique de plein emploi dans un pays qui s'appelle le Canada?

M. Ducasse: Possiblement, mais je crois que la souveraineté du Québec serait préférable pour amener le plein emploi. Quels sont les moyens? Je ne suis pas un économiste, mais je peux vous en citer quand même quelques-uns: Favoriser le développement régional, assurer un excellent recyclage des travailleurs, une formation des chômeurs, peut-être réduire l'âge de la retraite. Aussi toutes les personnes qu'on va faire travailler pour faire fonctionner les nouveaux programmes sociaux, ça va créer des emplois. J'aurais un commentaire à faire: si, dans notre société, il y a par exemple des handicapés ou des personnes âgées qui voudraient travailler et qui ne travaillent pas, ça ne démontre pas une incapacité de ces personnes-là de travailler. Ça démontre une incapacité de la société de les faire travailler. Je suis bien d'accord avec vous, il faut tout faire pour tendre vers le plein emploi, c'est fondamental.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Ouellet, qui sera suivi par M. Larose, qui sera le dernier intervenant.

M. Ouellet: Merci, M. le Président. Je veux saluer M. Ducasse et le féliciter pour, d'abord, sa présence devant les membres de la Commission et aussi pour sa présentation qui témoigne que, quel que soit l'âge, quelles que soient les appartenances, les options ou les idées, les membres de la Commission sont ouverts à des

témoignages comme le vôtre. Et je pense que cette démarche que vous faites aujourd'hui, contribue à ce travail que les commissaires ont entrepris depuis quelques semaines. Par-delà les grandes associations, je pense qu'il est important que le public québécois soit entendu, et le fait que vous veniez seul témoigner aujourd'hui, apporte l'exemple absolument probant que des citoyens et des citoyennes peuvent profiter de cette tribune qui leur est offerte pour venir exprimer leur point de vue. J'ose espérer que, à l'occasion de nos autres visites dans le Québec, des gens qui vous ont peut-être vu à la télévision, vont être encouragés à venir apporter leur témoignage.

M. Ducasse: Merci de vos commentaires, mais je n'achèterai certainement pas une carte du Parti libéral du Canada.

M. Ouellet: Non, je ne ferai pas comme le Parti québécois: essayer de vous convaincre sur place. Je respecte vos opinions et je pense que vous avez des convictions bien arrêtées, et c'est à vous à décider ce que vous voulez faire.

J'ai une question à vous poser. Vous vous référez, dans votre mémoire, à la nécessité de préserver et de garder le système de santé libre et gratuit. Je pense que vous avez apporté une attention particulière aux personnes âgées, et vous le faites très simplement. Vous dites: Nous avons au Canada l'un des meilleurs systèmes de santé au monde; il est gratuit, il est universel, il est offert à tout le monde. Quel que soit l'avenir politique, constitutionnel du Québec, il faut garder ce système. Comment pouvez-vous assurer ou quelles sont les suggestions que vous faites pour garantir cet acquis?

M. Ducasse: Premièrement, je ne crois pas qu'on va perdre ce qu'on a. J'ai seulement inscrit ça dans mon mémoire parce qu'on parle souvent, on parle présentement de réforme de l'assurance-santé, de l'assurance-maladie. Je croyais que c'était juste important de mettre une petite phrase comme ça là-dedans. Mais ça n'avait pas de signification extrêmement nouvelle. C'est simplement pour dire que c'était absolument essentiel de garder un système de santé libre et gratuit.

M. Ouellet: Mais vous savez que, dans le cadre actuel, 50 % de la note provient des budgets fédéraux. Évidemment, vous pouvez dire: Il y a un certain impôt qui est payé par les contribuables québécois, mais je ne pense pas qu'ils payent 50 % du budget global canadien. Donc, je présume qu'il faudra, si vous êtes confiants, que quelle que soit la formule future, les gouvernements québécois voudront préserver cet acquis et garder un service de santé gratuit, universel pour tout le monde. Il faudra forcément combler la différence quelque part.

M. Ducasse: Je ne sais pas si j'ai une réponse chiffrée à votre question, mais je peux seulement vous dire que je suis très confiant que le Québec va se débrouiller. Inquiétez-vous pas.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous passons maintenant à M. Larose.

M. Larose: Peut-être pour préciser la réponse, le 50 % donné par le fédéral est un 50 % payé à 100 % par nos impôts. Il n'y a pas de différence. Dans ce sens-là, c'est un coup de gueule qu'on connaît chez M. Ouellet. Hier, la CSN avait fermé une tannerie; demain, elle aura fermé je ne sais pas quoi. Mais ça laisse entendre toujours que le Québec est...

M. Ouellet: On l'a réouverte, la tannerie, là.

M. Larose: Non, on ne l'a pas réouverte parce que l'ensemble du secteur a été fermé, pour l'ensemble du Canada, comme les cordonniers ont fermé, comme les barbiers-coiffeurs ont fermé. Alors, dans ce sens-là, ce sont des propos qui prêtent à confusion.

Moi, je voudrais... Je trouve vos réponses beaucoup plus claires que le texte, et la question que je voulais vous poser, c'est: vous êtes fédéraliste, mais c'est quoi le qualificatif? Mais là, si je comprends bien, vous êtes plutôt souverainiste.

M. Ducasse: J'ai dit: J'étais fédéraliste avant la mort du lac Meech.

M. Larose: Alors, parce que c'est monsieur, un intervenant qui faisait allusion au fait qu'on avait eu un débat avec M. Edmonston. J'avouerai qu'il y a une contradiction assez difficile pour le courant social-démocrate au Canada, c'est celui de faire deux batailles en même temps, lesquelles entrent en collision. Le courant social-démocrate a besoin d'un État fort. Les sociaux-démocrates canadiens ont besoin d'un État canadien fort. Les sociaux-démocrates québécois ont aussi besoin d'un État fort sauf qu'il est à Québec et dans ce sens-là je n'avais pas trouvé l'intervention de M. Edmonston très éclairante dans le sens qu'il y avait des tête-à-queue assez spectaculaires pour essayer d'établir une position constitutionnelle. Mais quand vous dites dans votre dernier paragraphe: On peut être pro-Québécois ou pro-Québec sans être anti-Canada. Est-ce qu'on ne devrait pas plutôt dire, quand on est social-démocrate, qu'on doit être à la fois pro-Québec et pro-Canada chacun ayant son État.

M. Ducasse: Bien, cette phrase-là que j'ai écrite, être pro-Québec ce n'est pas nécessairement être anti-Canada, ça veut tout simplement dire que je suis pour la souveraineté-association

du Québec, mais que je ne hais pas le Canada et que je ne hais pas les Anglais. C'est tout simplement ça que ça voulait dire.

M. Larose: Mais est-ce qu'on peut les aimer au point de leur dire: Donnez-vous un État qui soit solide et laissez-nous nous donner notre propre État?

M. Ducasse: Ils n'auront pas le choix.

M. Larose: Qu'est-ce qui vous amène, je dirais, à nous suggérer dans la première page qu'il faudrait que... En fait c'est votre projet de société, le dernier paragraphe de votre première page: le renforcement des droits, la question du plein emploi, encourager les coopératives, etc. Au moment de la redéfinition du Québec, c'est quoi qu'on peut faire pour avancer de ce côté-là? Autrement dit, est-ce que ce projet-là est conditionnel à la souveraineté ou bien si la souveraineté est une condition qui peut vous amener à réaliser ça?

M. Ducasse: C'est lié ensemble. Dans mon mémoire je parle aussi d'une redistribution du pouvoir et je pense qu'on peut accéder à une société de style social-démocrate sans nécessairement que le gouvernement soit très centralisateur. Je vais vous donner quelques exemples de quand je parle de décentralisation. Bien sûr, renforcer les coopératives, par exemple donner plus de pouvoirs aux jeunes à l'intérieur de leurs cégeps et de leurs universités en leur donnant la moitié ou plus des sièges au conseil d'administration, réduire l'âge de vote à 16 ans, favoriser fortement les organismes de protection du consommateur, renforcer les syndicats, tout ça ce n'est pas nécessairement centralisateur dans un État. Ça a des objectifs plutôt sociaux-démocrates mais ce n'est pas nécessairement centralisateur. Et tout ce que je dis ici est dans une vision d'un Québec souverain.

M. Larose: Dernière question. Avez-vous l'impression que les jeunes au Québec, à l'heure actuelle, s'intéressent au débat qui se développe concernant la question nationale?

M. Ducasse: J'aimerais ça qu'ils s'y intéressent un peu plus, mais je peux vous dire que d'après les sondages officiels, 80 % et plus des jeunes au cégep et à l'université sont pour la souveraineté-association et je suis sûr que sur la Côte-Nord ce chiffre est encore plus élevé.

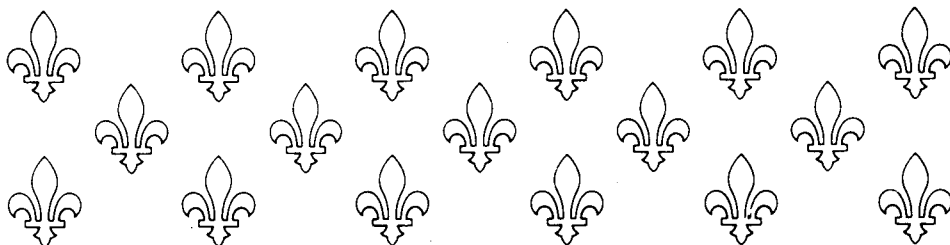
M. Larose: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors il me reste à vous remercier, M. Ducasse, d'avoir, comme on l'a déjà souligné, passé à travers ce processus rigoureux et tenu à venir nous présenter l'opinion d'un jeune social-démocrate. Ceci

termine nos travaux pour aujourd'hui.

Je voudrais, avant que nous terminions, remercier au nom de toute la Commission la ville de Sept-Îles pour son accueil, les autorités scolaires et la direction de l'école Manikoutai qui nous ont offert des facilités remarquables aujourd'hui. Et je vous rappelle à tous que la Commission reprend ses travaux demain, à Jonquière, à l'hôtel Roussillon, à 14 heures. La séance est levée.

(Fin de la séance à 16 h 10)

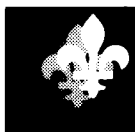


ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats



**COMMISSION SUR L'AVENIR
POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL
DU QUÉBEC**

Présidents: MM. Michel Bélanger et Jean Campeau

Jonquière, le jeudi 29 novembre 1990

No 12

**Publié sous l'autorité du président de l'Assemblée nationale,
M. Jean-Pierre Saintonge**

QUÉBEC

Note de l'éditeur:

Une traduction des débats qui se déroulent à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec est aussi disponible.

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires
70 \$ par année pour les débats de la Chambre
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$
(La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$)

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:
Assemblée nationale du Québec
Distribution des documents parlementaires
1060, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28
Québec, (Québec)
G1R 5E6 tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0823-0102

Table des matières

Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay–Lac-Saint-Jean	873
Ville de Chicoutimi	884
M. Martin Bouchard	891
Société nationale des Québécois du Saguenay–Lac-Saint-Jean	895
Mashteuiatsh (Conseil des montagnais du Lac-Saint-Jean)	901
Forum des jeunes sur l'avenir du Québec du Saguenay–Lac-Saint-Jean	912
Tenue d'un forum sur les jeunes et l'avenir du Québec	918
Fédération des syndicats du secteur aluminium inc.	919
Conseil des commissions scolaires de la région 02 inc.	926
M. André Bédard	930
Conseil régional de l'environnement (CRE-02) et autres	936

Intervenants

M. Jean Campeau, président

M. Jacques Brassard
 M. Gaston Blackburn
 Mme Jeanne L. Blackburn
 M. Claude Béland
 M. Bruno Roy
 M. Serge Deschamps
 M. Éric Jacques
 M. Jean-Pierre Hogue
 M. Marcel Beaudry
 M. Gil Rémillard
 M. Jean-Claude Beaumier
 M. Lucien Bouchard
 M. Guy Bélanger
 Mme Pauline Marois
 M. Claude Dauphin
 M. Gérard Morin
 M. André Ouellet
 M. Robert Libman
 M. Gérald Larose
 M. Michel Bélanger
 M. Guy Chevette
 M. Robert Benoit
 Mme Rosette Côté
 M. Sébastien Allard
 M. Christos Sirros
 M. Francis Dufour
 Mme Cheryl Campbell Steer
 M. Richard B. Holden
 M. Cosmo Maciocia
 Mme Diane Drouin
 M. Russell Williams
 Mme Claire-Hélène Hovington
 Mme Christiane Pelchat

(suite à la page suivante)

Table des matières (suite)

- * M. Jean Wauthier, Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay–Lac-Saint-Jean
- * M. Bernard Pilote, idem
- * M. Jean-Eudes Bergeron, idem

- * M. Ulric Blackburn, ville de Chicoutimi

- * M. Hubert Desbiens, Société nationale des Québécois du Saguenay–Lac-Saint-Jean
- * M. Gilles Bergeron, idem

- * M. Rémy Kurtness, Mashteuiatsh (Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean)
- * M. Harry Kurtness, idem
- * M. Gilbert Dominique, idem

- * M. Dany Deschênes, Forum des jeunes sur l'avenir du Québec du Saguenay–Lac-Saint-Jean
- * M. Michel Légaré, idem
- * M. Éric Sainte-Croix, idem
- * M. Sylvain Gaudreault, idem
- * Mme Isabelle Bouchard, idem

- * M. Réjean Laforest, Fédération des syndicats du secteur aluminium inc.
- * M. Mishell Potvin, idem
- * M. Lévis Desgagnés, idem

- * M. Jacques Tremblay, Conseil des commissions scolaires de la région 02 inc.
- * M. Jean-Marie Beaulieu, idem

- * M. Pierre Gravel, Conseil régional de l'environnement (CRE-02) et autres
- * M. Jean Désy, idem
- * M. Denis Gagné, idem
- * M. Jules Dufour, idem
- * M. Pierre Glibert, idem

- * Témoins interrogés par les membres de la commission

Jonquière, le jeudi 29 novembre 1990

Audition d'organismes et de personnes

(Quatorze heures dix-neuf minutes)

Le Président (M. Jean Campeau): Si les membres veulent prendre place. Je déclare la séance de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec ouverte. Le mandat de la Commission est d'étudier et d'analyser le statut politique et constitutionnel du Québec et de formuler, à cet égard, des recommandations.

Aujourd'hui, la séance sera consacrée à l'audition d'organismes ou de personnes qui ont fait parvenir un mémoire à la Commission. Je vous donne la liste des mémoires que nous entendrons: au départ, le Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay-Lac-Saint-Jean; à 15 heures, la ville de Chicoutimi; à 15 h 30, M. Martin Bouchard; à 16 heures, la Société nationale des Québécois du Saguenay-Lac-Saint-Jean; à 16 h 30, le Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean. Par la suite, à 19 h 30, le Forum des jeunes sur l'avenir du Québec du Saguenay-Lac-Saint-Jean; à 20 heures, la Fédération des syndicats du secteur aluminium inc.; à 20 h 30, le Conseil des commissions scolaires de la région 02 inc.; à 21 heures, M. André Bédard et, à 21 h 30, le Conseil régional de l'environnement et autres.

Avant de débiter avec le Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay-Lac-Saint-Jean, je laisse la parole à M. Jacques Brassard, pour un mot de bienvenue.

M. Brassard: M. le Président, au nom de mes collègues, j'en suis convaincu, et je suis persuadé aussi au nom de toute la population de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, il me fait plaisir de souhaiter la bienvenue à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec dans notre région. Je vous rappelle qu'il y a 10 ans, le reste du Québec a manqué son rendez-vous avec la région. Nous espérons que la présence parmi nous de la Commission est un heureux présage que la prochaine fois, ce ne sera pas un rendez-vous manqué. Bienvenue parmi nous.

Le Président (M. Jean Campeau): Tant mieux que l'occasion se présente, je voudrais vous demander de ne pas applaudir. Cette Commission est une création de l'Assemblée nationale et il est d'usage à l'Assemblée nationale de refuser les applaudissements, heureusement ou malheureusement. Alors, c'est terminé, M. Brassard?

M. Brassard: Oui, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Maintenant, je passerai la parole à M. Blackburn.

M. Blackburn (Roberval): M. le Président, merci. Chers amis de la Commission. C'est avec beaucoup de plaisir et de fierté qu'au nom de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean je me joins à mon collègue, député de l'Assemblée nationale, pour vous souhaiter la plus cordiale des bienvenues dans une région où, particulièrement, je suis convaincu, les débats de la Commission parlementaire qui se déroulent actuellement seront très suivis par l'ensemble de la province de Québec, compte tenu de notre histoire et, bien sûr, de notre réputation outre-frontière de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean. C'est avec beaucoup de plaisir que je vous souhaite la plus cordiale des bienvenues et, bien sûr, les meilleurs des débats.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci M. Blackburn. Alors, nos premiers intervenants, le Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay-Lac-Saint-Jean, une audience d'une durée d'une heure. Je vous fais part des temps de parole pour une audience d'une heure: 10 minutes pour la présentation du mémoire, 10 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 10 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle et 25 minutes pour les membres inscrits auprès de la présidence, avec un maximum de 5 minutes par membre. Je vous rappelle aussi que le temps de questions et réponses, que le temps de réponses est compté dans le temps alloué.

M. Wautier, bienvenue parmi nous. Est-ce que vous pourriez présenter vos collègues?

Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay-Lac-Saint-Jean

M. Wauthier (Jean): Avec plaisir, M. le Président. Tout d'abord, à mon extrême gauche, j'aimerais vous présenter M. Bernard Pilote qui est président du Conseil régional de la culture du Saguenay-Lac-Saint-Jean et qui représente les conseils régionaux sectoriels auprès du comité exécutif du CRCD; immédiatement à ma gauche, M. Serge Lemelin, président régional de la Confédération des syndicats nationaux, CSN, et qui représente les organisations syndicales auprès du même exécutif; à mon extrême droite, M. Serge Chiasson qui est directeur général de l'organisme; M. Nicol Tremblay qui est maire de la ville d'Alma et préfet suppléant de la MRC Lac-Saint-Jean Est qui représente le monde municipal au sein du CRCD, de l'exécutif et, enfin, M. Jean-Eudes Bergeron, premier vice-président et directeur général de la Fédération des caisses populaires Desjardins du Saguenay-Lac-Saint-Jean représentant du secteur des

Institutions financières privées et publiques auprès du comité exécutif et également vice-président du CRCQ.

Le Président (M. Jean Campeau): Vous avez 10 minutes pour la présentation de votre mémoire.

M. Wauthier: M. le coprésident, Mmes et MM. les membres de la Commission parlementaire, tout d'abord, je vais aller dans le même ordre d'idées que MM. Brassard et Blackburn et permettez-moi de vous souhaiter, étant donné que je suis le premier intervenant, de vous souhaiter une bienvenue bien particulière dans ce royaume du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Avant d'introduire notre intervention, nous tenons à vous remercier très respectueusement de l'opportunité que vous nous offrez de venir témoigner de notre expérience de région périphérique dans le grand ensemble canadien et québécois. Nous profitons de cette occasion privilégiée pour vous traduire ce que nous, du Saguenay-Lac-Saint-Jean, voulons être, et surtout ce que nous voulons devenir à l'issue de cet exercice collectif de réflexion. Afin de respecter les exigences de cette Commission, je vais donc m'astreindre à vous livrer une version abrégée du mémoire que nous vous avons fait parvenir dernièrement, en vous invitant, bien sûr, à recourir au document principal pour bien saisir en totalité le message que nous voulons transmettre à cette Commission.

À prime abord, il nous apparaît important de signaler que la pratique du développement régional et des enseignements que nous en retirons nous obligent à constater que l'organisation du pouvoir politique, au Québec tout comme au Canada, et davantage la façon dont il s'est exercé, n'ont jamais été, pour les régions de ressources, un modèle favorisant également un développement intégré.

Ce modèle de développement que nous dénonçons, parce qu'il a toujours privilégié la structuration économique du Québec à partir de ses régions centrales, a contribué à ériger en système la spoliation des richesses et de nos opportunités de développement. Nous sommes donc particulièrement désireux de témoigner de cette expérience démobilisante, et surtout de dénoncer ces gouvernements qui n'ont vu, dans notre région, qu'un immense réservoir de ressources à l'intérieur duquel les grands centres pouvaient puiser jusqu'à la pleine satisfaction de leur insatiable appétit. Si, aujourd'hui, nous assistons à l'appauvrissement systématique des régions et à leur désarticulation socio-économique, nous devons y reconnaître les signes évocateurs que le développement régional a toujours été une préoccupation politique mineure au Canada et au Québec.

Encore aujourd'hui, force nous est de reconnaître que les grandes politiques d'interven-

tion régionale de nos gouvernements sont décidées et dictées à partir de problématiques calquées sur le modèle des régions centrales. Il est dommage de constater, à cet égard, que des efforts financiers importants consentis par nos gouvernements ont eu souvent peu d'impact significatif parce que mal planifiés et mal canalisés.

Une meilleure vision des enjeux régionaux aurait permis d'éviter cette improvisation coûteuse et peu productive au profit d'une action véritablement structurante. Si nous nous livrons à un survol rapide des interventions gouvernementales en régions, il nous est facile d'y relever des échecs cuisants, attribuables à l'absence d'une concertation efficiente entre les niveaux de gouvernement, et surtout à l'inexistence d'un mécanisme approprié pour bien comprendre et maîtriser les dynamiques spécifiques aux régions de ressources. L'absence de cette nécessaire coordination entre les actions gouvernementales, fédérale et provinciale, voire à l'intérieur d'un même gouvernement, a souvent conduit à la duplication des structures, des organismes, des composantes ou tout bonnement, des programmes d'intervention.

C'est cette duplication des structures de fonctionnement jointes à des outils inappropriés parce que définis à l'image des régions centrales qui ont conduit, plus souvent qu'autrement, à l'annihilation des efforts de tous et chacun, en plus de contribuer nécessairement à alimenter les conflits organisationnels. D'ailleurs, force nous est de constater que ces structures gouvernementales, implantées à grands frais en région, ne disposent que très rarement de réelles capacités d'intervention. Plus encore, elles ne servent souvent qu'à véhiculer des orientations de développement décidées au niveau central et ce, à partir de la nécessité politique de satisfaire avant toute chose le modèle centralisateur qui a toujours prévalu au Québec en matière de développement régional.

Par contre, rarement cheminées-elles à contresens, les attentes émanant de la région et de ses réels besoins. Nous sommes près d'en conclure que le qualificatif "régional" que les gouvernements utilisent à profusion dans le discours, mais parcimonieusement dans le geste, ne sert finalement qu'à donner bonne conscience à des dirigeants politiques très peu et trop peu préoccupés par nos dynamiques. Il faut maintenant qu'ils soient conscients de la nécessité d'inscrire le développement régional dans la façon de concevoir l'avenir politique, social, culturel et économique du Québec.

Aujourd'hui, nous réclamons la reconnaissance de la notion même du développement régional sur des bases législatives. Nous réclamons une loi du développement régional, un acte législatif qui affirmera l'existence des régions en tant que partenaires significatifs dans l'évolution du Québec moderne et qui reconnaîtra, par

surcroît, la nécessité d'offrir à ces régions des outils pour assurer la prise en main de leurs responsabilités, qui leur reconnaîtra aussi des pouvoirs réels et bien définis et une marge de manoeuvre financière adéquate.

Cette législation, dis-je, présuppose au départ le plein rapatriement, par le gouvernement du Québec, des juridictions et des pouvoirs d'intervention en matière de développement régional. Il faut éliminer le dédoublement des structures, cette source de conflit politique générée par une prolifération injustifiée des acteurs et des actions ou, à défaut, de définir avec notre associé fédéral un nouveau partage des responsabilités et des pouvoirs d'intervention qui soit complémentaire à nos chevauchements. Il va de soi, cependant, que le gouvernement du Québec devra éviter sa propension toute naturelle à centraliser entre ses mains l'exclusivité de ses pouvoirs d'intervention nouvellement rapatriés et convenir, à cet effet, d'un juste partage des pouvoirs et des compétences avec les régions québécoises.

L'Assemblée nationale du Québec, par l'adoption de cette Loi sur le développement régional, définira par le fait même un cadre de référence spatiale auquel toutes les créatures gouvernementales devront adapter leurs actions, programmes et politiques. La Loi sur le développement régional imposera un recours systématique à la modulation des interventions étatiques qui tiendra compte d'informations factuelles spécifiques à chaque région et des problématiques conjoncturelles et structurelles que nous y retrouvons.

Cette Loi sur le développement régional devra aussi reconnaître et instituer, dans les faits, une structure politique en régions, relevant de la seule compétence des régionaux, qui associera obligatoirement l'ensemble des partenaires socio-économiques de la région et qui deviendra, par la force des choses et par force de loi, l'interlocuteur privilégié du gouvernement québécois dans la définition et la négociation des interventions gouvernementales en régions.

L'État québécois devra aussi, dans une véritable optique de décentralisation, accorder à son interlocuteur régional de véritables pouvoirs décisionnels et financiers qui lui permettront, à partir de ses propres choix concertés de développement, de mettre en place les mécanismes et les moyens jugés les plus aptes à l'atteinte d'objectifs de développement spécifiques.

Nous pourrions nous étendre encore davantage sur la portée et l'ampleur de cette Loi sur le développement régional au Québec. Cependant, nous croyons qu'un tel exercice ne sera réellement utile et nécessaire que lorsque le Québec aura clairement affirmé ses choix nationaux et défini, une fois pour toutes, le type de relations qui seront maintenues, rompues ou redéfinies avec le Canada. Conséquemment, nous insistons pour que cette première étape de la réorganisa-

tion politique du Québec puisse être franchie rapidement, afin que les régions, dans un deuxième tour, puissent faire entendre leur voix et leurs attentes.

Il est temps pour le Québec de reconstruire sa spécificité à l'enseigne d'un partenariat unique avec ses régions. C'est comme cela que s'affichera le caractère distinct de notre société. Nous avons tous et toutes, comme Québécois et Québécoises, l'obligation de réfléchir à ce que sera le Québec de demain. Cette réflexion doit aussi porter sur la place que nous sommes prêts à faire aux régions dans l'articulation politique de ce nouveau Québec.

Vous devez être bien conscients que ce que nous reprochons, nous les régions éloignées, à la structure centralisatrice du Québec en matière de développement régional, se compare à ce que le Québec reproche au fédéralisme canadien. Les régions n'ont pas plus de pouvoirs auprès de Québec que ce qu'Ottawa veut bien reconnaître à cette province. Ne refusez donc pas aux régions ce qui a conduit le Québec à mettre sur pied cette Commission.

Nous terminons cet exposé abrégé, M. le Président, par une demande très concrète à l'endroit du gouvernement du Québec, celle de tenir, une fois qu'il aura clarifié sa position constitutionnelle, une commission parlementaire itinérante sur l'avenir de ses régions, donc du Québec, exerce au cours duquel les régions pourront faire valoir leurs exigences et leurs attentes face à un Québec plus serein, sinon souverain. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, monsieur. Aujourd'hui, nous débutons les interventions par le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle. M. Jacques Brassard.

M. Brassard: Merci, M. le Président. Je remercie également le CRCQ d'avoir accepté de venir témoigner devant nous. Ça fait déjà plusieurs régions qu'on visite, et je pense que vous tenez un discours qui ressemble étrangement à celui qu'on a entendu à Matane, ou à Sept-Îles, ou à Joliette, puis je suis convaincu que ça va être le même qu'on va entendre également à Val-d'Or, à Hull, à Sherbrooke, puis à Trois-Rivières. C'est la voix des régions qu'on entend, et si la Commission s'en était tenue à siéger dans la capitale du Québec, cette voix-là, je ne suis pas certain qu'on l'aurait entendue. Je peux vous dire une chose avant de vous interroger, c'est qu'il est certain que la Commission, lorsqu'elle aura à faire ou à préparer son rapport et à faire ses recommandations, ne pourra pas oublier, écarter ou mettre en velleuse le discours et le message que nous avons entendu dans les régions. Le Québec nouveau qui va naître, vous l'avez dit, nous sommes pleinement d'accord avec ce message, le Québec nouveau qui doit naître doit faire une place, et une large place,

aux régions, leur donner les outils, les moyens, les instruments dont elles ont besoin pour se prendre en main, assumer et assurer leur développement et leur épanouissement. Il y a suffisamment de commissaires venant des régions pour vous donner la garantie que ce message-là ne sera pas oublié quand viendra le temps pour la Commission de faire son rapport et ses recommandations.

Ceci étant dit, vous ne vous prononcez pas, évidemment, sur le statut que devrait avoir le Québec dans l'avenir, mais vous revendiquez un rapatriement massif de pouvoirs vers Québec en matière de développement régional. Je sais que vous êtes bien conscients de ce que ça signifie. Il ne suffit pas de dire qu'on rapatrie la juridiction au Québec, en matière de développement régional, pour que ça se fasse en un clin d'oeil, parce que la liste est longue. Ça veut dire une liste longue. Je l'ai répété, au cours de ces travaux, ça veut dire une liste longue de pouvoirs et de compétences, en matière de développement technologique, de recherche, de tourisme, en matière de transport, de formation professionnelle, en matière de développement des entreprises et de développement des ressources naturelles, etc. Je pourrais allonger la liste. C'est une liste longue de juridictions que vous réclamez, qui, actuellement, sont partagées, ce qui donne lieu dans les régions à un véritable désordre, à un véritable fouillis, inefficace et nuisible même à bien des égards pour les régions.

Comment pensez-vous qu'on va obtenir ces pouvoirs-là?

M. Wauthier: M. Brassard, je pense que, connaissant la sagesse de cette Commission, elle saura sûrement trouver la réponse à votre question. Et nous sommes conscients, en tant qu'organisme de concertation régionale et de développement, que la revendication que nous vous faisons aujourd'hui, la liste, elle est longue. Bien sûr, le CRCD, dans son mémoire, demande le plein rapatriement des pouvoirs en ce qui concerne le développement régional. On pourrait, vous et moi et les membres de la Commission, en faire état aujourd'hui. Nous sommes tous conscients que la liste est longue.

Vous dites également que le CRCD, vous avez mentionné que le CRCD ne fait pas état de son désir, ou de sa position ferme, en ce qui concerne la souveraineté du Québec. Je pense que l'organisme que je représente, qui est composé de plusieurs intervenants au niveau du Saguenay-Lac-Saint-Jean, a pris une décision, c'est-à-dire celle de défendre la place des régions à l'intérieur d'un Québec nouveau. Pour ce qui est de la position régionale, en ce qui concerne l'avenir du Québec, je pense que je ne me trompe pas en disant aujourd'hui, à vous et aux membres de la Commission, que déjà il y a 10 ans, la région a répondu à cette question. Et en tant qu'organisme de concertation, on ne peut

surtout pas, et sûrement pas aller à l'encontre de la volonté régionale. Vous aurez sûrement à le refaire, et je pense que ce sera également le rôle du gouvernement du Québec de poser cette question aux gens, ou à la population du Québec, et je pense qu'il serait naïf – ou encore il faut être aveugle – de ne pas comprendre et ne pas saisir ce que la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean a laissé comme message sur la souveraineté du Québec.

Mais au-delà de tout ça, nous, comme organisme de concertation régionale, bien sûr la région s'est déjà positionnée mais on tient aujourd'hui à vous signifier que cette position régionale s'accompagne d'un désir, et non pas un désir, mais d'une volonté et on demande au gouvernement du Québec de s'asseoir avec les régionaux pour bien définir de quelle façon ça pourra se faire.

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Blackburn?

Mme Blackburn: Merci M. le Président. Monsieur, j'ai lu avec attention votre mémoire qui constitue une contribution intéressante et importante aux travaux de cette Commission. Comme le dit M. Brassard, effectivement, il y a des répétitions d'une région à l'autre. Mais vous savez, on a quelques ex-enseignants et enseignantes autour de la table, on sait qu'il y a un effet pédagogique à la répétition. Alors, je souhaite que cet effet soit ressenti par tous les membres de cette Commission, mais par le Québec également qui entend le discours des régions. Deux questions. La première, en page... Dans plusieurs pages, mais plus particulièrement aux pages 9 et 10, vous suggérez que les pouvoirs que vous voulez décentraliser avec les moyens financiers, pouvoirs décisionnels dites-vous, moyens financiers, qui, à partir de vos propres choix, pourraient favoriser le développement de la région, vous dites: devraient être confiés à une structure et j'entends que ça pourrait être soit la structure qu'on s'est donnée dans la région à l'occasion des conférences socio-économiques ou du CRCD. De quelle structure précisément parlez-vous qui pourrait être porteuse de ces pouvoirs?

M. Wauthier: Avant de répondre à cette question, Mme Blackburn, M. Brassard l'a mentionné également, vous de même, que partout en région on vous donne le même discours. Je suis d'autant plus heureux d'entendre cette réaction que je pense que la Commission devra reconnaître ici aujourd'hui et également dans l'écoute des discours des régions que le problème est existant, étant donné que chaque région a quand même un consensus en ce qui concerne le développement régional, et je pense que ça c'est important et que les membres de la Commission devront en être conscients. Pour ce qui est du

pouvoir régional, du pouvoir en ce qui concerne le développement des régions, écoutez, je pense que nous l'avons mentionné, je pense qu'il serait important pour le Québec de revenir en commission parlementaire avec les régionaux et de déterminer de quelle façon on pourrait définir ce pouvoir régional. Il y a des compétences qui existent déjà en région et il faut savoir bien les utiliser. Ce qui est important, c'est de bien définir. Nous ne voulons pas de dédoublement de structures, nous en avons parlé dans le mémoire; les dédoublements ont un coût et je pense que les régionaux en paie le coût. Je pense que ce qui est important c'est de mettre à contribution les différentes compétences régionales: le monde municipal, le monde, également, des MRC qui possède une compétence régionale au niveau socio-économique, je pense que c'est important. Il y a une compétence nationale également. Ce qu'il est important de définir, c'est la responsabilité de chacun pour éviter le dédoublement de structures et éviter, également, ce qu'on retrouve à l'occasion dans les sommets économiques, cette chicane lorsque la responsabilité de chacun est mal définie ou que le choix qu'on demande à chacun est mal défini. Je pense que ce qui est important, c'est de bien définir les responsabilités et les pouvoirs de chacun. Et nous, on demande que les régionaux, que les régions soient partie prenante du développement du Québec avec un pouvoir régional.

Le Président (M. Jean Campeau): Une autre question madame?

Mme Blackburn: Oui. Vous parlez précisément des dédoublements et des coûts particulièrement élevés de ces dédoublements sur le développement de l'économie régionale. Il y a des sceptiques autour de cette table. Pourriez-vous nous illustrer par quelques données ce que constituent des chevauchements ou des ralentissements au développement de certains projets dû au fait qu'on ait deux niveaux de gouvernement fédéral ou provincial?

M. Wauthier: Écoutez, je n'ai pas de statistiques ou de chiffres bien précis à donner à cette Commission, mais il y a quand même quelques...

Mme Blackburn: Des exemples.

M. Wauthier: ...exemples frappants. On se rappellera tous ici, comme régionaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean, si je ne m'abuse, c'est en mars 1987, où on nous avait promis un montant de 120 000 000 \$ pour développer cette région. Un montant de 120 000 000 \$, et qui était rattaché... On nous mentionnait à ce moment-là que c'était un habit sur mesure, que c'était vraiment de l'argent neuf pour les régionaux. On pouvait, nous, essayer de réfléchir sur le déve-

loppement qu'on voulait avoir, les choix qu'on voulait faire, avec des habits sur mesure. C'était un montant de 120 000 000 \$ que le gouvernement fédéral nous avait annoncé en mars 1987. On se retrouve...

(14 h 45)

Le Président (M. Jean Campeau): Rapidement, M. Wauthier, s'il vous plaît.

M. Wauthier: Oui, d'accord, M. le Président. On se retrouve en 1990 avec une entente-cadre fédérale-provinciale sur le développement des régions, avec toujours 120 000 000 \$, 60 000 000 \$ du Québec 60 000 000 \$ du fédéral, et avec des programmes qui, pour la plupart du temps, non pas pour la majorité, mais pour la plupart du temps, sont des programmes recyclés. Je pense que la région a cru à ce programme de développement de 120 000 000 \$ et, aujourd'hui, on en fait les frais. C'est 120 000 000 \$, non pas même de subventions mais de prêts, qu'on donne à la région et, pour la plupart du temps, ce sont des programmes recyclés qui existaient déjà dans l'appareil gouvernemental soit au fédéral ou au provincial.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Wauthier. M. Claude Béland, qui sera suivi de M. Bruno Roy.

M. Béland: Merci, M. le Président. Si je comprends bien votre mémoire, vous dites finalement: Le développement régional, évidemment, ça passe par un accroissement de pouvoirs pour les régions, et il n'y a pas moyen d'avoir plus de pouvoirs dans les régions si on ne rapatrie pas les pouvoirs au Québec. Tout ce message-là me semble très clair. Vous dites même: Bon, si la question était posée, la même question qu'en 1980, et que la réponse était oui, bien on est prêts à suivre la décision, évidemment, de la majorité.

Il y a des économistes qui sont venus nous dire ici, par contre, que c'est difficile de mesurer les risques d'une souveraineté parce qu'il y a des éléments qu'on ne contrôle pas, par exemple la réaction de nos partenaires actuels, la réaction de nos amis canadiens. Vous, comme intervenants très dynamiques dans le milieu, soucieux du développement de votre région, est-ce que ces turbulences possibles dans les quelques années à venir, ça vous ralentit? Est-ce que vous êtes de ceux qui disent oui à la souveraineté, mais pas à n'importe quel prix? En somme, est-ce que c'est oui à la souveraineté si on a les garanties que ça ne change rien à notre qualité de vie?

M. Wauthier: M. Béland, j'aimerais vous répondre en vous mentionnant que nous, du CRCD, voués à la souveraineté, oui à un nouveau Québec, mais pas à n'importe quelles conditions. Lorsqu'on parle et lorsqu'on vous mentionne que

ce n'est pas à n'importe quelles conditions, ce n'est pas au niveau... C'est évident et nous sommes tous conscients ici, comme régionaux, que toute modification des structures actuelles risque de provoquer des choses, risque d'apporter évidemment des modifications majeures, et on risque, bien souvent, d'être obligés, comment dirais-je donc, non pas d'en payer le coût, au contraire, ça risque d'avoir des effets, c'est évident. Mais lorsqu'on dit: pas à n'importe quel prix, ce n'est pas à ce niveau-là. Pas à n'importe quel prix un Québec nouveau, parce qu'un Québec nouveau devra tenir compte de ses régions, et je pense que le Québec possède une richesse qui est incroyable, c'est celle de ses régions. Et c'est à partir du moment où le Québec, dans l'orientation qu'il voudra bien se donner, à partir du moment où il considérera les régions comme étant un outil important à son développement et à son devenir, qu'on réussira, et nous sommes très positifs à passer à travers toute modification qu'on voudra bien se donner.

M. Béland: Mais j'espère que vous ne voulez pas ça dans la question. Est-ce que la question serait: Est-ce que vous êtes pour la souveraineté en autant qu'on donne des pouvoirs aux régions?

M. Wauthier: Ha, ha, ha! Je pense que la population du Québec saura vous répondre à ce sujet-là, M. Béland.

M. Béland: Bien, je ne le sais pas. Ça dépend de la question.

M. Wauthier: Bon, la question. Je fais confiance aux membres de la Commission. Vous avez entendu, depuis quelques semaines, et vous entendrez encore les gens des régions qui vont vous signifier, comme nous l'avons fait et comme ceux qui m'ont précédé l'ont fait, que le Québec devra tenir compte de ses régions lorsqu'on aura défini le devenir qu'on voudra bien pour ce Québec. Par après, ce qu'on vous dit, c'est qu'il faudra revenir nous voir pour définir de quelle façon on le fera.

M. Béland: D'accord. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Au tour de M. Bruno Roy qui est le suppléant de M. Serge Turgeon.

M. Roy: Merci, M. le Président. Très souvent, dans les différents mémoires et particulièrement en régions, on donne du contenu à des chiffres et aux politiques et très peu à la culture. Je suis étonné. Je lis, par exemple, dans votre mémoire: "Il faut maintenant que nos gouvernements soient conscients de la nécessité d'inscrire le développement régional dans sa façon de concevoir l'avenir politique, social, culturel et économique." J'entends souvent cette

phrase et, parfois, elle me fait frémir parce que j'ai l'impression qu'en utilisant le mot "culturel" on se donne bonne conscience.

La question que je voudrais poser c'est que... Évidemment, il y a une prémisse. C'est que la culture ne peut pas être désaccordée de son environnement et que c'est elle qui nous fait comprendre notre rapport avec la société. Comment allez-vous défendre la place de la culture, d'abord, évidemment, dans votre région, et dans un Québec qui aurait une meilleure représentativité politique?

M. Wauthier: M. le Président, si vous me permettez, comme je vous l'ai présenté tout à l'heure, nous avons à cette table un représentant membre de l'exécutif du milieu culturel, Bernard Pilote, qui est président du Conseil régional de la culture, et qui est au fait, bien sûr, des problèmes et de la problématique culturelle en régions. Alors, je passerai la parole à M. Pilote pour répondre à cette question, si vous me permettez.

Le Président (M. Jean Campeau): Avec plaisir.

M. Pilote (Bernard): Bien, écoutez, notre région a toujours eu une identité bien précise dans le domaine culturel. Le Québec a une identité précise par rapport à l'ensemble du Canada. Je ne sais pas si je vais répondre vraiment à votre question. Je pense qu'il n'y a aucun risque, dans un Québec indépendant, que l'on puisse se définir une culture et un développement culturel bien à nous.

Si vous voulez me répéter un peu votre question pour que je puisse élaborer un peu?

M. Roy: C'était: La place de la culture, bien sûr, en régions, mais aussi dans un éventuel Québec qui aurait sa pleine souveraineté. Quel serait le sens de la culture à ce moment-là? Vous n'en parlez pas dans votre mémoire. Je ne sais pas ce que veut dire le mot "culture" dans votre mémoire. J'essaie tout simplement de saisir ce que vous entendez par ce mot.

M. Wauthier: Je vais peut-être revenir là-dessus, si vous me permettez. Je pense qu'en régions, en ce qui concerne le secteur culturel, on a démontré hors de tout doute l'importance qu'on y accordait. Je pense que si vous regardez à la grandeur du Québec, lorsqu'on parle de développement culturel, la contribution des régions est très importante, même – et je tiens à ouvrir cette parenthèse – même si souvent, au niveau du gouvernement, les politiques culturelles ne favorisent pas nécessairement le monde régional. Je pense que les régions ont su se prendre en main au niveau culturel, et vous avez seulement qu'à regarder ce qui se passe, ce qui émerge du Saguenay-Lac-Saint-Jean dans le

secteur culturel, que ce soit au niveau des productions théâtrales, que ce soit au niveau folklorique, au niveau de la danse, enfin, tous les secteurs. Et je pense qu'ici on a quand même des représentants de tous les niveaux, de tous les secteurs, et vous pouvez regarder sur la scène provinciale, au niveau culturel, je pense que la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean a démontré qu'elle a sa place, qu'elle a fait sa part et qu'elle a fourni, surtout, au Québec un apport culturel important dans le développement de ce secteur.

M. Roy: Je suis très heureux de l'entendre, c'est juste que j'aurais voulu le voir écrit.

M. Wauthier: Je vous le dis maintenant.

M. Roy: Merci.

M. Wauthier: Et je pense que c'est bien enregistré par les membres de la Commission.

M. Roy: Et c'est très clair.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Serge Deschamps, suppléant de M. Jacques Proulx.

M. Deschamps: Merci, M. le Président. Plusieurs questions concernant l'aspect régional des mémoires qui ont été présentés à date dans plusieurs régions nous sont connues, à l'UPA, étant donné que plusieurs de nos composantes nous font souvent état de leurs préoccupations régionales. Donc, je ne veux pas nécessairement mettre plus d'emphasis sur cet aspect-là mais, à travers vos propos, je n'ai pas très bien saisi la place que l'agriculture occupe dans vos débats, dans les débats de votre Conseil. J'aimerais connaître quelle est cette place, non seulement au niveau agricole mais au niveau aussi de l'industrie agro-alimentaire. Est-ce que vous pourriez élaborer sur cet aspect et peut-être exprimer ou présenter quelques projets concrets que peut-être vous anticipez de développer?

M. Wauthier: Écoutez, M. Deschamps, je pense que, dans notre mémoire, évidemment, on a été quand même très général, on n'a pas priorisé un secteur plus que l'autre. Je pourrais vous dire en boutade que la place de l'agriculture dans la région, vous la retrouvez comme couleur dans le drapeau que le Saguenay-Lac-Saint-Jean a bien voulu se donner. Je pense qu'elle a toujours occupé une place très importante, vous avez seulement qu'à... On peut toujours regarder à l'intérieur de l'organisme de concertation que je représente, la table sectorielle sur l'agriculture occupe une place prépondérante et joue un rôle important dans le sommet économique et également dans la concertation régionale qui se fait place, depuis la création du Conseil régional de concertation et de développement. On n'a pas

voulu définir un secteur bien particulier, pas plus la culture, comme le mentionnait M. Roy tout à l'heure, mais elle joue une place importante dans le développement régional et elle joue une place importante également dans le pouvoir que devra avoir ce secteur, bien sûr, dans le développement régional et surtout dans le développement du Québec.

M. Deschamps: Si vous me le permettez, M. le Président, est-ce que la décentralisation ou l'aspect régional vous semble aussi, dans cette industrie-là, une préoccupation équivalente à celle des autres secteurs dont vous parlez indirectement, à savoir les secteurs d'activité plus industriel ou si, pour vous, c'est similaire?

M. Wauthier: C'est similaire et significatif. Je pense que, dans le secteur de l'agriculture plus particulièrement, étant donné que c'est également une industrie importante en région comme celle du Saguenay-Lac-Saint-Jean, et lorsqu'on se compare avec les régions centrales, il sera très important que le gouvernement tienne compte de cette problématique à l'intérieur des régions, parce que c'est avant tout dans les régions qu'on la vit, cette problématique régionale. Alors, on y met une emphase aussi importante que pour les autres secteurs. Je pense que ça, ça nous apparaissait comme implicite à l'intérieur de la réflexion que nous avons faite. Je pense que M. Bergeron avait... étant donné... M. Bergeron, qui est vice-président de CRCD, représente la Fédération des caisses. Il pourrait peut-être intervenir, si vous le permettez, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Je vous en prie.

M. Bergeron (Jean-Eudes): Oui, M. le Président. L'agriculture, dans la région, c'est sûr que c'est une de nos industries de base, c'est sûr que le chiffre d'affaires n'est peut-être pas plus élevé, mais il reste qu'il est très important. On a déjà un passé et le fait que notre région soit éloignée, je pense que ça pose des problèmes particuliers. Le fait, aussi, qu'on a une saison plus courte. Ce sont d'autres problèmes. Mais une chose qu'ils reprennent, c'est que les agriculteurs n'ont pas le goût de mourir et ils ont besoin du support des gouvernements, du Québec en particulier.

Le défi qu'on veut essayer de relever, à court et à moyen terme, c'est d'essayer de faire plus de transformations sur le plan régional, au niveau de l'agro-alimentaire. Comme il est aussi vrai de parler de la forêt, qui est un... C'est une richesse naturelle mais on fait encore très peu de transformations. Au CRCD, je pense que c'est un peu la difficulté qu'on vit actuellement; on n'a pas voulu être le porte-parole de chaque secteur économique qu'on retrouve autour du

CRCD. Ce qu'on voulait surtout faire connaître, c'est qu'il y a de la concertation, dans la région, et qu'ensemble, l'ensemble des secteurs, on est capables de se parler, on est capables de définir des priorités, on est capables de prendre des engagements, on est capables d'être des gens responsables et même de contribuer à aider, à des instances supérieures, à régler les problèmes en région. Et ça, je pense qu'on ne fait jamais assez appel aux régions de ce côté-là. On a l'intelligence autant qu'ailleurs. Je pense que c'est une des rares choses, je pense, que le bon Dieu a bien fait d'avoir réparti l'intelligence un peu partout.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bergeron (Jean-Eudes): Mais on ne s'en sert jamais assez et je pourrais en donner des exemples, de ce côté-là.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, monsieur. Alors, passons maintenant à M. Éric Jacques, suppléant de M. Roger Nicolet, et tout de suite après, à M. Hogue.

M. Jacques: Je vous remercie, M. le Président. C'est en lisant votre mémoire que j'ai eu le privilège de voir quelques jours avant, j'ai pu le scruter un peu plus. Vous connaissant et me connaissant, je voulais tout simplement, peut-être, préciser des petites choses. Vous parlez du développement social, économique et culturel du Québec, mais est-ce que l'appartenance régionale, pour vous autres, ça ne pourrait pas être quelque chose qui pourrait ressembler aux territoires des MRC, est-ce que ça ne pourrait pas être délimité? On parle aussi des pouvoirs, mais d'un autre côté, c'est peut-être un peu flou. L'interlocuteur régional, est-ce que ça ne pourrait pas être aussi des élus, qui, en concertation avec tous les organismes, pourraient devenir peut-être les leaders du développement économique, culturel et de tous les autres aspects du développement social? (15 heures)

M. Wauthier: M. Jacques, sur cette question, si je me réfère à ce que j'ai mentionné plus tôt, lorsqu'on parle de développement régional, je n'ai pas voulu identifier d'acteurs bien précis au départ. J'ai mentionné, et je pense que ce sera le rôle d'une future commission d'identifier ces différents acteurs à l'intérieur de la région. Ce que par contre, je tiens à signifier ici, aujourd'hui, c'est qu'à l'intérieur des régions, comme M. Bergeron nous le mentionnait tout à l'heure, il y a des intelligences, il y a des compétences. Les MRC font partie de ces compétences, le monde municipal fait partie de ces compétences et également le milieu socio-économique d'une région fait partie de ces compétences-là.

Lorsqu'on parle de pouvoir régional, c'est d'essayer de mettre à contribution toutes ces compétences, tous ces acteurs régionaux et

surtout – et je pense que c'est là que réside l'importance de cette intervention – de bien définir quelles seront les responsabilités de chacun.

M. Jacques: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va, M. Jacques? Nous passons maintenant à M. Jean-Pierre Hogue.

M. Hogue: Merci, M. le Président. Bonjour. Il m'est impossible de ne pas réagir personnellement avant de vous poser ma question. Votre région, elle n'est pas belliqueuse, elle est ouverte, elle est chaleureuse, elle est humaine, elle est dynamique, et je retourne à notre collègue, M. Roy. Je ne peux pas oublier que nos quatre enfants ont passé une dizaine d'années à Saint-Jérôme, une dizaine d'étés, Saint-Jérôme, Saint-Gédéon, Saint-Félicien, la petite Décharge et la Pipe, surtout à la Pipe, et ça leur a permis d'être ce qu'ils sont aujourd'hui, le fait d'être venus se ressourcer pendant tellement d'années dans cette région extrêmement belle et chaleureuse.

Je touche à votre mémoire de façon spécifique, je trouve qu'à certains moments, par contre, il y a des expressions qui sont un peu fortes, je ne dirais pas exagérées, mais un peu fortes: à la page 3, vous savez, "catastrophique", "alarmistes", ça me semble un peu fort; à la page 5, le deuxième paragraphe, ça me semble aussi un peu fort; à la page 7, je ne vois pas de relation de cause à effet dans cette page; à la page 6, je trouve que c'est une page magnifique avec de belles suggestions. À la page 8, je me demande s'il faut penser, à un certain moment, que le Saguenay-Lac-Saint-Jean voudrait aussi avoir son royaume à l'intérieur d'un Québec souverain. J'ai déjà eu cette impression-là et peut-être que ça serait bien vu par tout le monde. Vous méritez, je pense bien... Mais il faudrait rediscuter des frontières.

Ceci dit, vous savez qu'il y a un fédéral, il y a un provincial et je ne veux pas faire de partage et je trouve que vous avez bien répondu et mieux répondu. Je dirais que dans d'autres régions, n'en déplaît à notre collègue Brassard, parce que vous faites plus la part des choses, vous ne lancez pas, si je peux dire et je le dis, comme des accusations à un palier de gouvernement, comme si c'était "haro sur le baudet", et je vous en félicite. Je vous félicite en passant – Larose et moi, on en passait la remarque – que vous nous ayez demandé de retourner vers vous avec nos... Je pense qu'il faudra qu'on fasse ça. Ceci dit, comme vous savez que la décentralisation et le fédéralisme ne sont pas mutuellement incompatibles, n'est-il pas possible d'avoir et un sain partenariat Québec-Canada et un sain partenariat Québec-régions, tout en étant bien conscients que de grands pans de décision

doivent se prendre dans les régions. Je pense que tout le monde devient bien conscient de ça.

M. Wauthier: M. Hogue, tout d'abord j'aimerais signifier que nous sommes très heureux d'apprendre que vos enfants sont venus se ressourcer au Saguenay-Lac-Saint-Jean pendant plusieurs années. Nous serions encore plus heureux d'apprendre qu'ils aient décidé de venir contribuer au développement régional en demeurant ici, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, peut-être que ça viendra un jour.

M. Hogue: Ça se peut.

M. Wauthier: Salt-on jamais.

M. Hogue: Ma soeur y a vécu 25 ans, peut-être qu'il y a de mes enfants qui viendront.

M. Wauthier: Peut-être. On ne sait jamais. Lorsque vous parlez du royaume, écoutez, on dit souvent en boutade dans la région et souvent les gens le mentionnent: Écoutez, on en a déjà un royaume; tout ce qui nous manque, c'est de s'élire un roi ou une reine. Mais si on va plus loin en ce qui concerne le pouvoir fédéral, pouvoir provincial, tout à l'heure, je vous donnais un exemple qu'on a vécu et qu'on vit encore difficilement, c'est l'entente - cadre fédérale-provinciale sur le développement des régions. Je pense que ça, c'est un exemple patent de l'incompatibilité et du dédoublement de structures. Je pense que c'est un exemple que les régions en paient les frais et je pense que depuis trois ans, comme je l'ai mentionné tout à l'heure, on nous a annoncé en grande pompe 120 000 000 \$ pour la région, 120 000 000 \$ de développement où on pourrait intervenir et décider du développement qu'on voudrait avoir. Et je vous avoue, en toute honnêteté, que l'exemple aujourd'hui m'oblige à vous dire que j'ai beaucoup de difficultés à vivre avec ce dédoublement de structures ou cette chicane entre deux niveaux de gouvernement, qui fait en sorte que les régions, au bout de la ligne, n'ont absolument rien à dire, doivent subir ces chicanes ou ces contradictions entre deux niveaux de gouvernement, même si on nous avait déjà dit que l'habit sur mesure, on choisirait les mesures, on choisirait l'habit, les couleurs, et les niveaux de gouvernement nous fourniraient l'argent pour acheter ces habits ou encore développer dans ce secteur-là.

M. Hogue: Vous savez que vous avez des représentants dans vos régions qui ont la voix forte, qu'ils s'appellent Blackburn, ou qu'ils s'appellent Harvey, ils sont capables de transporter un message, et vous ne devriez pas craindre d'insister auprès d'eux, comme vous le faites sûrement, pour que l'habit qui doit être sur mesure soit donné à la région.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Hogue. Nous passons maintenant à M. Marcel Beaudry.

Une voix: J'y reviendrai.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Beaudry.

M. Beaudry: Dans votre mémoire, comme ça a déjà été dit d'ailleurs, vous répétez et vous insistez pour que le développement des régions se fasse, et puis que les régions centrales prennent un meilleur soin de chacune d'entre elles. En particulier, vous mentionnez à la page 7 que vous réclamez une loi sur le développement régional. Ma question est la suivante: Est-ce que vous ne croyez pas qu'une loi sur le développement régional pourrait éventuellement être modifiée, abrogée, substantiellement diminuée, au point de vue pouvoirs? Est-ce que ce ne serait pas plutôt votre intention de demander que les pouvoirs des régions soient enchâssés dans une constitution québécoise, ou dans une charte québécoise pour faire en sorte qu'on ne puisse plus toucher au fait de la notion de région et qu'on y inclue les pouvoirs, dans cette charte-là ou dans cette constitution-là?

M. Wauthier: M. Beaudry, lorsque nous demandons une loi spécifique sur le développement régional, incluant à l'intérieur de cette loi-là les différents pouvoirs que devraient obtenir les régionaux en matière de développement régional, nous ne croyons pas qu'on devrait retrouver à l'intérieur d'une constitution québécoise ou autre ces différentes notions. Je pense qu'il est très important que le gouvernement légifère sur ce point et crée une loi sur le développement des régions, pour bien définir les différents partenaires qui seront interpellés par cette loi sur le développement régional, la responsabilité de chacun, le pouvoir de chacun. Et je pense que c'est dans ce cadre-là, dans ce cadre de décentralisation qu'on pourra retrouver à l'intérieur d'une loi sur le développement régional, je pense que c'est dans ce cadre-là que nous proposons cette loi sur le développement régional.

M. Hogue: Je vous ai posé la question parce que, dans certaines autres régions que nous avons visitées, cette suggestion-là avait été faite pour assurer la reconnaissance des régions, d'une part. Ma deuxième question ira au niveau du financement de vos régions. Est-ce que vous verriez, par exemple, que des pouvoirs soient donnés directement à l'organisme régional qui pourrait être reconnu dans une loi ou dans une constitution éventuelle pour permettre un pouvoir de taxation directe auprès des personnes pour financer les projets que vous voudrez bien mettre de l'avant?

M. Wauthier: Avant de parler du pouvoir de taxation, j'aimerais seulement vous mentionner qu'en ce qui concerne l'importance des régions à l'intérieur du Québec, il me semble, pour moi, c'est implicite. Je veux dire, si on parle d'un nouveau Québec, d'un Québec nouveau, je pense que tout le monde doit partir du principe que les régions font partie intégrante du Québec, Québec actuel ou Québec nouveau. Alors je pense qu'il est important — c'est pour ça qu'on vous mentionnait l'importance d'une loi — de retrouver à l'intérieur de cette loi-là un pouvoir régional. Pour ce qui est du pouvoir de taxation, nous n'avons mentionné à aucun moment, à l'intérieur de notre mémoire, nous n'avons demandé à aucun moment un pouvoir de taxation régional. On parlait de pouvoir régional, ce sera à définir dans un futur, à l'intérieur d'une autre rencontre, d'une commission parlementaire. Je pense que ça fait partie, non pas de l'outillage, de la tuyauterie, ça.

Et il n'est pas question, en ce qui nous concerne, de dédoubler ou d'avoir un troisième niveau de taxation, avec deux ou trois déclarations d'impôt, peu importe. Je pense que ce qui est important, c'est de bien redistribuer l'assiette fiscale québécoise, non pas parce que la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean ou les régions en général demandent des faveurs. Je pense qu'il est loin de notre intention de demander des faveurs, on veut tout simplement être partie prenante au développement du Québec et être un partenaire à part entière au même titre que les autres, comme on l'a toujours été, mais qu'on nous donne les outils et moyens de l'être encore plus.

M. Beaudry: Merci, monsieur le président.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous en sommes maintenant au groupe parlementaire formant le gouvernement. M. Rémillard.

M. Rémillard: M. le Président, messieurs, merci d'avoir accepté de venir témoigner devant nous, et surtout de le faire d'une façon aussi éloquente et avec un mémoire d'une si grande qualité. Votre mémoire est un excellent mémoire, bien fait, un mémoire de précisions sur les points que vous avez bien à cœur, c'est-à-dire le développement économique régional. Vous soulignez des points particulièrement importants pour le développement économique du Québec, en précisant bien que ce développement économique ne peut se faire s'il ne passe par les régions. Et je voyais ce matin, dans *Le Quotidien*, que M. Carol Miron écrit aussi que l'avenir politique du Québec doit passer nécessairement par le développement économique, social et culturel des régions, faisant écho à votre mémoire. Et je sais que M. Bertrand Tremblay aussi l'a mentionné très récemment. C'est donc unanime, c'est donc unanime pour vous, ce témoignage éloquent d'exiger la reconnaissance du développement

économique régional fondé, non pas seulement sur une déconcentration, mais sur une décentralisation, parce qu'on confond malheureusement trop souvent les deux choses. Parce qu'on crée un bureau en région, on pense qu'on décentralise, alors que, finalement, c'est la Grande-Allée qui prend la décision.

On a beaucoup de difficultés, malgré tous les efforts que le gouvernement peut faire, on a beaucoup de difficultés à pouvoir développer un système qui nous permettrait de décentraliser réellement le pouvoir décisionnel, tout en gardant la cohérence, bien sûr, au niveau de l'ensemble du Québec. C'est normal. Et dans ce contexte-là, vous nous faites une suggestion qui est vraiment originale, et une très bonne suggestion. Vous suggérez une loi sur le développement économique régional. Et pour ma part, j'irais encore plus loin, je crois que c'est l'idée que vous avanciez aussi tout à l'heure en répondant à M. Beaudry. On devrait inclure dans la constitution du Québec, peu importe le statut constitutionnel que le Québec pourrait se donner, mais on devrait inclure dans la constitution du Québec, le principe du développement économique régional dans ses principaux éléments. Ce serait une base, une base solide sur laquelle on pourrait travailler.

Mais déjà M. Wauthier, nous avons des municipalités, des commissions scolaires, des MRC, des sommets économiques, on sait que très prochainement, je crois que c'est le 15 et le 16 février prochain, vous aurez votre sommet économique régional pour votre région. On me dit que le processus est bien enclenché. Quand vous faites référence aux structures politiques régionales, je sais que vous avez plusieurs questions qui vous ont été posées là-dessus, mais j'aimerais pouvoir avoir quelques précisions là-dessus. Est-ce qu'on doit ajouter une autre structure, est-ce que les sommets seraient par exemple un départ pour composer cette structure? Qu'est-ce que vous avez réellement en tête à ce niveau-là?

M. Wauthier: M. le ministre, vous m'amenez sur le sujet des sommets économiques entre autres, et je pense que bon, bien sûr, la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean est en train de vivre un sommet économique, tout le processus d'un sommet économique qui se déroulera en février prochain. Vous avez amené sur le tapis la déconcentration par rapport à la décentralisation, et je pense que vous avez pu constater, le gouvernement du Québec, certains de vos collègues qui étaient présents au congrès de l'AQORCD en fin de semaine lorsqu'on parlait de rapatrier certains pouvoirs à l'intérieur des sommets économiques, on parlait surtout de décentralisation et non pas de déconcentration. À l'intérieur d'un sommet économique, je pense que les sommets économiques, depuis 1984, ont été une chose extraordinaire pour les régions du

Québec. Je pense qu'on a obligé les régions à se concerter, à se parler, à s'asseoir ensemble et à décider du devenir ou du développement qu'elles voulaient avoir.
(15 h 15)

Alors à ce niveau-là, ça été très bénéfique pour le développement régional, sauf que cette concertation-là, avec une non-présence de la décentralisation, ou de la présence d'un certain pouvoir régional, risque d'avoir un effet contraire à moyen terme. Lorsqu'on demande à des régionaux de se concerter, de s'asseoir ensemble et de décider quel genre de développement on veut avoir, qu'on leur donne un processus et que ces régionaux acceptent de jouer le jeu, d'aller jusqu'au bout de ce processus, et qu'en même temps, parallèlement, dans un autre discours, certains ministères demandent au promoteur de passer obligatoirement par le Sommet économique même si ses projets ne sont pas jugés ou ne sont pas, entre guillemets, structurants parce qu'à l'intérieur d'un sommet, je pense que tout le monde est conscient là-dessus, on nous demande d'arriver avec des projets structurants à l'intérieur d'un développement économique.

Alors, on demande aux gens de se concerter et de s'asseoir ensemble et en même temps on leur dit: Si vous voulez que votre projet soit priorisé par la région, soit priorisé par le gouvernement, allez vous asseoir avec les gens de la région, présentez comme promoteur votre projet et ce projet-là, à l'occasion, n'est pas structurant pour la région et lorsqu'on arrive dans l'exercice, les régionaux mêmes, parce qu'ils ont décidé de jouer le jeu qu'on a mis sur la table, sont obligés d'écarter ces projets-là. On vient en même temps, après avoir dit aux gens: Asseyez-vous et venez vous concerter avec nous, on vient de leur dire: Non à ce que vous avez décidé de présenter comme projet parce que vous ne faites pas partie des axes et développements que la région s'est donnée en concertation bien sûr - et c'est là que je reviens à la déconcentration - alors, la région est obligée de dire non à ces gens parce que leurs projets ne cadrent pas dans ce qu'on définit comme projet structurant dans un développement économique régional.

Et ça, étant donné que le pouvoir n'est pas là, le pouvoir régional, on risque de démotiver ce dynamisme qu'on a créé en 1984 et qui est encore existant, parce que j'ai encore confiance à ce... Cette dynamique régionale encore existe, elle est encore présente mais il ne faut pas rejeter du revers de la main les promoteurs régionaux qui, eux, pour leur coin de pays ou pour leur municipalité, présentent un projet important et se font rejeter leur projet non pas par le gouvernement mais, dans un premier temps, par les régionaux parce qu'il n'est pas jugé structurant à l'intérieur de ce processus. Et je pense que c'est pour cette raison qu'on demande une décentralisation des pouvoirs. Je

pourrais vous citer en exemple, M. Rémillard, un fonds d'intervention régionale et je pourrais laisser la parole à monsieur soit Tremblay ou Bergeron qui en faisaient partie de ce fonds d'intervention régionale où la région disposait d'une maigre somme de 200 000 \$ pour faire des choix dans les projets qu'elle pouvait ou pourrait présenter ou pouvait développer. Ces 200 000 \$ - et je vais aller assez loin là - en l'espace d'un an, ont généré au-delà de 3 000 000 \$ de richesses et de projets à l'intérieur de la région. Parce que les régionaux ont fait des choix et ont décidé de s'orienter dans des projets qu'eux-mêmes avaient décidés. Eux-mêmes ont décidé d'aller dans ces projets-là avec une enveloppe qu'on leur avait donnée, 200 000 \$, et ça a généré 3 000 000 \$. Et c'était peut-être un peu gros en vous disant que je ne suis pas certain que 120 000 000 \$ en programmes recyclés vont donner autant d'effet.

Le Président (M. Jean Campeau): Prochaine intervention, M. Blackburn.

M. Blackburn (Roberval): Merci, M. le Président. J'ai eu l'occasion de prendre connaissance, bien sûr, du mémoire du CRCQ et je suis à même de confirmer que cet organisme de concertation régionale fait déjà depuis plusieurs années un excellent travail. Je tiens à souligner le travail et la représentation de ces gens qui sont à cette table actuellement comme des gens d'excellente qualité et d'excellente réputation, qui sont toujours, bien sûr, très préoccupés par la concertation et le développement de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean. À travers ce mémoire que vous avez présenté, M. le Président, vous avez parlé, bien sûr, de cette situation particulière des régions où il y a beaucoup de difficultés et beaucoup de chemin qui reste à faire au niveau du travail. Mais vous avez fait aussi, à l'intérieur de ce même mémoire à la page 12, une recommandation qui, pour moi, est extrêmement intéressante. À la fin tout à fait de votre mémoire, vous parlez de cette création d'une commission parlementaire itinérante sur l'avenir de ces régions du Québec.

Je tiens à vous dire que, bien sûr, pour moi c'est une idée extrêmement intéressante que je m'engage devant vous à piloter auprès du gouvernement du Québec dès, bien sûr, que les travaux de la Commission parlementaire seront complétés. Et je fais cet engagement étant sûr que le gouvernement du Québec sera à l'écoute de votre suggestion et qu'il prendra bonne note de vos recommandations. Mais je voudrais quand même en même temps, M. le Président, vous demander comment vous la voyez cette commission parlementaire et, bien sûr, non seulement au niveau de la formation, mais quels pourraient être les sujets qui pourraient être abordés, discutés.

Le Président (M. Jean Campeau): Vous n'avez pas grand temps pour répondre, M. Wauthier.

M. Wauthier: Ce sera très rapide, M. le Président. M. Blackburn, écoutez, je pense que nous ne nous sommes pas arrêtés sur les modalités de la composition de cette commission parlementaire. Le sujet, je pense qu'on l'a signifié à l'intérieur de notre mémoire: la place des régions à l'intérieur d'un Québec nouveau et l'importance du développement régional et du pouvoir qu'on voudra bien donner aux régions dans le développement de ce Québec nouveau. Je pense que, globalement, c'est ce qu'on voit à l'intérieur de cette commission parlementaire, sans pour autant être entrés dans les détails de la formation. Je pense qu'après que le Québec aura décidé de l'avenir politique qu'il voudra bien se donner, on pourra s'asseoir ensemble et définir les modalités d'usage pour la création de cette commission et les différents partenaires qu'on devra retrouver alentour de cette table.

M. Blackburn: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, MM. Chiasson, Tremblay, Bergeron, M. Wauthier, M. Lemelin, M. Pilote, merci de votre apport aux travaux de notre Commission sur l'avenir du Québec.

(Suspension de la séance à 15 h 21)

(Reprise à 15 h 24)

Le Président (M. Jean Campeau): À l'ordre, s'il vous plaît!

Nous recevons maintenant la ville de Chicoutimi. L'audience sera d'une durée de 30 minutes. M. le maire Blackburn, si vous voulez bien présenter vos collègues.

Ville de Chicoutimi

M. Blackburn (Ulric): Merci, M. le Président. Oui. Avant de commencer, on va présenter mes collègues. À ma gauche, M. Denis Dahl, adjoint à la direction générale de la ville de Chicoutimi; M. René Girard, qui est conseiller municipal; à ma droite, M. Guy Bergeron. En fait, c'est l'adjoint au maire. On avait également... Bon je l'ai présenté. Alors, ça va. Et moi-même, Ulric Blackburn, le maire de Chicoutimi.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Blackburn, vous avez 5 minutes pour la présentation de votre mémoire.

M. Blackburn (Ulric): Bien sûr, c'est très court, M. le Président, parce que j'aurais aimé le lire au complet. En tous les cas, on va essayer de le synthétiser.

Le Président (M. Jean Campeau): Pour bien vous assurer de donner l'essentiel, peut-être que vous pourriez commencer par les conclusions.

M. Blackburn (Ulric): Ha, ha, ha! On va y aller, M. le Président. Merci.

Mmes et MM. de la Commission parlementaire, la ville de Chicoutimi est fière de se présenter devant votre Commission pour soumettre sa vision sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Comme préalable, disons immédiatement qu'en tant que maire de la ville de Chicoutimi, je ne suis pas mandaté par mes concitoyens ou concitoyennes pour me prononcer sur la disparition ou non du lien fédératif, comme je ne suis pas mandaté non plus pour déterminer si mes concitoyens et concitoyennes désirent, soit le fédéralisme renouvelé, soit l'indépendance du Québec ou encore la souveraineté-association. Ce dont je suis sûr cependant, c'est que peu importe l'issue de cet exercice, les choses ne seront jamais plus comme avant.

J'aimerais vous rappeler qu'en 1980 notre région a été la seule à voter majoritairement oui à la question référendaire, laquelle ne faisait que demander un mandat de négocier une nouvelle association avec le Canada. À partir du moment où la réponse des Québécois et des Québécoises sera arrêtée, l'avenir collectif devra être défini dans le cadre d'un projet de société auquel tous les gouvernements élus démocratiquement devront participer. Ce sont les rapports de force entre le pouvoir central et les régions qui nous préoccupent, dans l'éventualité de négociations au niveau national, négociations qui se dérouleront fondamentalement, peu importe l'issue.

Mmes et MM. les commissaires, comme maire de la plus importante ville de la région, j'en étonnerai plusieurs en vous avouant que l'avènement d'un Québec souverain me laisserait perplexe, surtout si la philosophie centralisatrice qui inspire trop souvent le pouvoir à Québec continuait de percevoir les régions excentriques du Québec comme des réservoirs de ressources au service des grandes agglomérations.

En 1969, nous avons franchi une étape importante vers notre épanouissement avec l'établissement d'une Université du Québec et de ses constituantes, mais nous nous permettons de douter que cet avantage de la formation universitaire et de la recherche en régions serait devenu une réalité si on considère la pensée qui anime les classes intellectuelles d'un grand centre.

En 1969-1970, le gouvernement provincial avait placé notre région, ébranlée économiquement par les premières conséquences de la mutation industrielle, sur le microscope de ses spécialistes. De cette étude économique de 1969-1970, deux objectifs majeurs sont ressortis clairement, soit la formation d'un pôle de

croissance et une autoroute intrarégionale entre Alma et La Baie. Ces deux objectifs sont encore d'une très grande actualité et, malheureusement, ne sont pas encore réalisés en entier.

La volonté politique est absente à Québec ou se manifeste de façon plutôt insinueuse. Nous sommes portés à croire que le gouvernement fédéral est plus sensible à nos aspirations de régions excentriques que celui de Québec, dont les municipalités sont les créatures. C'est la mentalité centralisatrice de l'appareil étatique du Québec qu'il faut modifier dans un éventuel régime souverain ou intégré dans une fédération véritable.

Dans l'hypothèse d'un Québec souverain nanti de tous les pouvoirs, le régime doit définitivement tailler une meilleure place aux régions excentriques, les considérer comme des partenaires, des parties prenantes aussi vitales que les grandes agglomérations. Ottawa, je dois le reconnaître, se montre plus efficace, du moins chez nous, depuis quelques années, quand il agit seul. Il n'a pas attendu, par exemple, que Québec complète l'autoroute Alma-La Baie pour investir des dizaines de millions de dollars dans l'aménagement du port de Grande Anse qui est devenu un instrument majeur de développement, et ce, sans parler des autres initiatives.

J' imagine qu'en rapatriant les sources de taxation, un Québec souverain ou associé, épuré de son réflexe centralisateur, pourrait faire encore davantage en agissant comme un père de famille compréhensif et non plus comme le concurrent d'un pouvoir étranger.
(15 h 30)

Nous souhaitons donc, dans la perspective d'une modification profonde du système politique canadien, l'avènement d'un Québec qui n'aura pas constamment le regard fixé sur le nombril des grands centres. Notre région veut mettre un frein à l'exode de ses jeunes, après avoir obtenu de l'État les outils appropriés à son développement dans le nouveau cadre économique axé sur la technologie. Si le Québec proclame sa souveraineté ou se donne un nouveau statut, nous voulons qu'il redonne aux régions excentriques toute leur vitalité par des interventions généreuses et énergiques.

Puisqu'il est devenu l'arbitre du développement, depuis la nationalisation de l'électricité et de la forêt, un Québec renouvelé devra aussi inclure les régions excentriques dans son programme de prospection des grands investisseurs.

Le Président (M. Jean Campeau): Votre temps est terminé, M. Blackburn.

M. Blackburn (Ulric): Au cours des dernières années, notre région a été complètement écartée de cette opération. Nous insistons afin que le gouvernement favorise, comme le préconisait la mission économique, la réalisation d'un pôle de croissance dans le Haut-Saguenay.

Il ne me reste qu'une minute, M. le Président, si vous me le permettez. À peu près une minute.

Dans un Québec renouvelé, les régions devraient jouir de plus d'indépendance vis-à-vis du pouvoir central. Le dernier forum régional n'en a pas fait la preuve, et les régions devraient disposer d'un nouveau mécanisme libéré des ficelles politiques. Ce rôle pourrait être dévolu aux municipalités régionales de comté.

Nous comprenons l'attrait progressif de la souveraineté chez la population après les frustrations de Meech, mais cette propension vers une plus grande émancipation pourrait gagner de façon irrévocable la population régionale, si certains dirigeants politiques continuent de nous considérer uniquement comme un réservoir de ressources.

Si la principauté de Monaco - je ne voudrais pas manquer mon punch, M. le Président...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Blackburn (Ulric): Si la principauté de Monaco, le duché de Liechtenstein, s'épanouissent dans l'ensemble européen, pourquoi le royaume du Saguenay-Lac-Saint-Jean ne pourrait-il pas en faire autant dans une nouvelle Amérique? Mmes et MM. les commissaires, je vous remercie de l'attention que vous avez apportée à mon message. Je vous félicite surtout d'avoir quitté les grandes agglomérations pour vous mettre à l'écoute de toute la population, même de celle du Saguenay-Lac-Saint-Jean qui doit parfois payer plus cher un bref voyage en avion à Montréal qu'un séjour en Floride et même en Europe.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Blackburn. Nous commençons par M. Éric Jacques, suivi de M. Jean-Claude Beaumier et de M. Lucien Bouchard.

M. Jacques: Merci, M. le Président. M. Blackburn, j'avais eu l'avantage de lire relativement brièvement votre exposé et, encore une fois, vous comprendrez ma propension à parler des MRC. Votre discours est relativement bref. Dans cette nomenclature, on parle, à la page 13, de ce rôle, évidemment, d'un gouvernement régional ou plus régional sans être un gouvernement, d'une force plus régionale pour être dévolue principalement aux municipalités régionales de comté. Est-ce que, pour vous, les territoires naturels qui sont en association, généralement, avec les MRC, pourraient devenir, évidemment, des agglomérations où vraiment, avec un pouvoir peut-être un peu plus régional et peut-être un peu plus fort, et beaucoup décentralisé, ne serait-ce pas une formule naturelle qu'on pourrait appeler une formule d'appartenance, que vous constatez au Saguenay-Lac-Saint-Jean?

M. Blackburn (Ulric): M. Jacques, ça me fait plaisir de répondre à cette question. Ça fait 32 ans que je suis dans le domaine public, 22 ans dans les commissions scolaires et 9 ans à la Ville de Chicoutimi et je dois vous dire que je prône, depuis 9 ans au moins, que ce sont les municipalités du Québec chacune dans leur secteur, dans nos régions, qui doivent avoir le pouvoir de s'occuper de développement économique chez elles. Ce sont les municipalités qui doivent se prendre en main pour déterminer, dans leur secteur, ce dont on a besoin, de quels leviers nous avons besoin, ce dont nous avons besoin comme aide gouvernementale, ce dont nous avons besoin comme personnes ressources pour déterminer chez nous où on va aller avec notre développement économique.

Si je parle des MRC, c'est parce qu'actuellement les MRC sont quand même un lieu de rendez-vous avec les municipalités qui pourraient, évidemment, en arriver à être ce rendez-vous des municipalités où les gens, ensemble, font le développement de leur secteur. Il y aura sûrement, à ce moment-là, parce que c'est une suggestion que je fais rapidement parce que je sais qu'il y a des endroits où les MRC ne sont pas toujours organisées de la même façon et qu'il y a des endroits où peut-être même dans notre région, on pourra réviser les pouvoirs des MRC. C'est une suggestion que je fais, ça ne veut pas dire que ça va être ça. Sauf que ce à quoi je tiens énormément, ce à quoi on tient chez nous, dans notre municipalité, c'est que ce sont les municipalités qui ont le pouvoir, la capacité de voir à leur développement.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Blackburn. Alors, M. Beaumier.

M. Beaumier: Merci. M. le Président. Vous me permettez de saluer mon collègue, M. le maire de Chicoutimi qui est un membre actif du Bureau de direction du conseil d'administration de l'Union des municipalités et on doit dire aux gens de la région que c'est un maire très dynamique et très utile pour l'avancement des municipalités au Québec. M. le maire, moi, j'ai reçu malheureusement, votre mémoire seulement à 2 heures cet après-midi, donc je l'ai lu en diagonale et j'ai essayé de sortir l'essentiel de votre mémoire. Ce que j'en dégage, c'est que c'est un plaidoyer pour l'autonomie municipale, une plus grande autonomie pour le régime local. J'ai retiré deux affirmations dans votre texte qui dit: Le gouvernement provincial nous a donné malheureusement l'impression, à plusieurs occasions, de multiplier les difficultés pour décourager nos aspirations légitimes au développement. Et, à la page 9, vous dites: C'est la mentalité centralisatrice de l'appareil étatique du Québec qu'il faut modifier dans un éventuel régime souverain ou intégré dans une fédération véritable. Moi j'aimerais, pour essayer de faire avancer

notre dossier, qu'il y ait une proposition sur un éventuel changement politique au Québec. Quelle place vous voulez qu'on fasse aux municipalités pour essayer d'avoir une place un peu plus grande et que ce soit campé d'une façon définitive pour éviter qu'on soit toujours à jouer comme on avait un collègue, l'ancien maire de Québec, le style de débile en liberté surveillée?

M. Blackburn (Ulric): M. Beaumier, je vous rends la pareille comme collègue de l'UMQ. Pour moi, c'est évident qu'il faut que les municipalités aient beaucoup plus de pouvoirs. Et c'est la suite de ce que j'ai répondu à M. Jacques, tout à l'heure: ce sont les municipalités qui vont développer le secteur. Mais pour le faire, ça leur prend des responsabilités, ça leur prend une charte. À ce moment-là, j'appuie, fortement le mémoire de l'Union des municipalités qui demande une charte pour les municipalités et dans laquelle les municipalités vont être reconnues comme un gouvernement local avec des pouvoirs et avec les possibilités financières de développer leur secteur.

M. Beaumier: Bien.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va? Alors, M. Bouchard.

M. Bouchard: Merci. M. le maire, je suis très heureux de vous souhaiter la bienvenue et je suis très honoré aussi de rappeler le bon souvenir que j'ai d'avoir passé plus de 20 ans de ma vie adulte dans la belle ville de Chicoutimi, dont vous avez été maire pour la plupart du temps, puisque vous êtes maire pour longtemps, et aussi pour rappeler que j'ai eu l'honneur également de représenter la ville de Chicoutimi comme avocat, dans le temps. Ceci étant dit, je voudrais aller directement au but, par rapport à votre mémoire.

Il me semble qu'il y a deux axes dans votre mémoire. Premièrement, vous venez confirmer une tendance extrêmement forte qui se manifeste partout au Québec dans les régions, à l'effet que les structures actuelles au Québec ne permettent pas aux municipalités et aux régions de se développer comme elles le devraient, qu'elles manquent d'autonomie, etc. Là-dessus, vous faites un plaidoyer qui est très, très fort et je crois que ça va inspirer une réflexion fondamentale, non pas seulement à la Commission mais certainement au gouvernement aussi et dans les instances qui s'occupent de ce genre de choses pour l'avenir, dans la définition d'un projet de société pour le Québec.

Deuxièmement, il y a autre chose, et ça devient un peu ambigu parfois même dans ce deuxième. Cette espèce de mécontentement que vous exprimez, ça me paraît être beaucoup du mécontentement exprimé à l'endroit de

certaines politiques, certaines actions gouvernementales. Par exemple, il y a un certain plaidoyer pour le rôle positif que le gouvernement fédéral a joué dans le développement lorsqu'il agissait seul. Vous le dites en autant de mots. Mais, en même temps, je crois me rendre compte que ce n'est pas une mise en accusation de l'État du Québec comme tel, puisque vous faites référence à une période où le gouvernement à Québec a vraiment joué son rôle en matière de développement régional. Et je pense que là, M. Duplessis serait heureux de vous entendre aujourd'hui, puisque c'est beaucoup durant la période de M. Duplessis, ce que vous mentionnez. Mais pas uniquement, parce qu'il y a également les années soixante, où beaucoup de choses ont été faites, et notamment la création de l'Université du Québec qui a été une grande initiative pour la région. C'était, je crois, sous le régime de M. Bertrand que cela a été fait. On peut ici rendre hommage à M. Roch Boivin, qui est décédé, qui était ministre à l'époque, et à M. Jean-Noël Tremblay, qui était également ministre.

Ceci étant dit, vous terminez en disant qu'il y a deux gouvernements puis il y en a un de trop, là-dedans. Quand il s'agit de développer la région, d'encadrer le travail des municipalités, il y en a deux, puis il y en a un de trop. Lequel est de trop?

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Blackburn (Ulric): Je pense que je réponds à ça dans mon mémoire, quand je dis qu'à un certain moment donné, quand le gouvernement du Québec deviendra souverain – s'il devient souverain, ça va être le peuple du Québec qui va le décider – c'est clair pour moi que les municipalités, on fera affaire avec le gouvernement du Québec. Mais faire affaire avec le gouvernement du Québec, si je parle, puis vous avancez, puis je l'ai dit puis je le maintiens, c'est qu'actuellement, bien sûr que, pour nous, en tout cas, dans notre secteur, le gouvernement fédéral est plus actif, actuellement, dans le développement puis dans la mise de fonds, chez nous, que le Québec l'est. Je veux dire, dans le sens du développement, je ne dis pas que le Québec... Écoutez, je pense qu'il faut dire que le Québec fait beaucoup aussi, ce n'est pas ça que je dis. Les hôpitaux, tout ce qui existe, toutes les nécessités de base qui sont là, le Québec est là. Mais je voudrais aussi ajouter, puis du fait que je parle de ça, je pense que je vais aller un petit peu plus loin. Cependant, il faut toujours se battre, chez nous. J'ai amené les hôpitaux, puis je vais donner un exemple, puis l'université, aussi.

Je vais donner un exemple qui nous fait voir la difficulté qu'on a dans les régions. On a été obligés, nous autres, à l'hôpital de Chicoutimi, puis dans tous les hôpitaux de la région

actuellement, d'avoir une fondation pour acheter de la machinerie, des appareils qui servent aux médecins, puis ce sont les gens de la région qui prennent de l'argent de leur gousset puis le mettent pour pouvoir avoir certaines spécialités, alors que les services dont on a besoin dans la région – nous sommes des régions, il y a beaucoup de monde ici, au-delà de 300 000 personnes – on doit avoir tous les services comme ça se donne dans les autres régions. On est obligés de payer pour. Je vais prendre l'université. C'est la même chose pour la recherche à l'université. Il s'en donne de la recherche à l'université, puis il y a des gouvernements qui mettent de l'argent dedans. Mais la région a mis encore de l'argent de ses goussets pour pouvoir avoir une fondation pour aider la recherche. Je sais que ça se fait ailleurs aussi, mais il reste quand même qu'on fait des efforts extraordinaires, puis on est toujours obligés de se battre pour garder...

Je reviens aux hôpitaux, on est toujours obligés de se battre pour garder des spécialités que nous avons chez nous. On dirait que, à chaque période, à un certain moment donné, on veut faire disparaître de chez nous les spécialités qu'on a à l'hôpital. En ce qui concerne l'université, on sait qu'actuellement il y a même une tendance à ce que la fondation qu'on a chez nous, le réseau des universités du Québec voudrait s'en emparer actuellement pour l'avoir dans le réseau. Ils ne l'auront pas, ça c'est sûr. C'est l'argent qu'on met chez nous, puis on est obligés, à ce moment-là, d'aller chercher de nos citoyens beaucoup d'argent pour pouvoir avoir les mêmes services qui existent ailleurs.

M. Bouchard: Une question de 30 secondes, vous permettez?

M. Blackburn (Ulric): Maintenant, oui, écoutez, là...

Le Président (M. Jean Campeau): Vous n'avez que 15 secondes pour un commentaire, ou une réponse qui va finir par un oui ou un non.

M. Bouchard: Vous jugerez, vous jugerez si c'est un commentaire ou une question, M. le Président. Est-ce que ce n'est pas un peu injuste, est-ce que ça ne risque pas d'être perçu comme un peu injuste pour le gouvernement du Québec quand on sait tout ce que le gouvernement du Québec doit soutenir ici, en matière d'université, de cégeps, de commissions scolaires, d'hôpitaux, et quand il s'agit de dossiers particuliers, comme une autoroute, le gouvernement fédéral peut intervenir d'une façon un peu spectaculaire et puis faire danser le bonbon au bout du nez du gouvernement, puis de la région, puis la diviser? Est-ce que ce n'est pas à ça qu'il faut mettre fin? Parce qu'il y a eu beaucoup de choses qui ont été faites, aussi, pour rendre hommage également à ce que Marc-André

Bédard a fait durant les années où il a été là. Il a fait beaucoup pour la région, le gouvernement du Québec, à ce moment-là.

Le Président (M. Jean Campeau): Je pense que c'est un commentaire, M. Bouchard.

M. Bouchard: Peut-être.

Le Président (M. Jean Campeau): On va passer maintenant à M. Guy Bélanger.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Bonjour, M. le maire. Il me fait plaisir...

M. Blackburn (Ulric): M. Bouchard, à la page 10 de notre mémoire, vous avez la réponse.

Le Président (M. Jean Campeau): Réponse rapide. M. Guy Bélanger.
(15 h 45)

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): M. le maire, permettez-moi de vous féliciter, au nom de ma formation, pour la qualité de votre mémoire. Je pense qu'il y a des éléments extrêmement intéressants dessus, mais il y a des petites corrections ou des petites remarques que j'aimerais y faire quand même. Il y a des endroits où j'accroche mal. Par exemple, en page 10, lorsque vous dites: "Notons, comme autre initiative prise par le fédéral, notamment le réaménagement portuaire, la création d'un parc marin..." Vous savez que le parc marin, c'est un projet conjoint provincial-fédéral, et c'est probablement ce projet-là qui a le mieux marché, qui n'avait pas ces duplications et puis les difficultés qu'on retrouve ailleurs, où l'argent a vraiment bien fonctionné et le maître d'oeuvre du projet était le Québec. Je tenais juste à préciser ça.

Vous nous dites aussi, à une autre page, que vous êtes un petit peu tannés que la région soit un réservoir de ressources. Moi, j'aurais plutôt lu que la région a un rayonnement à travers le Québec qui est extrêmement intéressant. On parle souvent, dans les différents ministères, du "blueberry power", des gens de la région qui ont infesté tous les postes de commande un petit peu partout, et qui sont très appréciés. Alors, il ne faudrait pas nous priver, dans le reste du Québec, de ces compétences-là. Et d'ailleurs, vous êtes à ce point habiles à ce jeu-là, que vous savez que la Commission ici, vous avez la région la mieux représentée sur cette Commission. Il y a six membres de la Commission qui sont natifs de la région. Alors je ne sais pas comment vous avez réussi ce tour de force-là, parce qu'il y a d'autres coins qui auraient aimé nous noyauter. Je pense à l'Outaouais entre autres, mais, alors c'est peut-être une autre preuve du dynamisme de la région et de son rayonnement un peu partout. Alors dans ce sens-là je trouve ça, au contraire, moi,

positif, parce que j'en suis un. Alors je vous incite même à continuer ça jusqu'à un certain point.

Ma question porterait sur un autre aspect. Vous parlez des pouvoirs dans la région, des besoins de la région, mais vous voulez ces pouvoirs dans la municipalité. Dans les autres régions, je pense en Gaspésie où nous avons siégé, sur la Côte-Nord, dans la région de Joliette, la région de Saint-Hyacinthe, eux, parlent du pouvoir dans les MRC davantage que dans les municipalités. Quelle distinction, au niveau de ces pouvoirs-là, feriez-vous entre les deux, entre la MRC qui est la municipalité régionale de comté et puis la municipalité comme telle?

M. Blackburn (Ulric): C'est-à-dire que ma suggestion, vers la fin là, c'est les MRC.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Oui.

M. Blackburn (Ulric): À la page 13, ce sont les MRC. Mais évidemment ce que je répondais à M. Beaumier tout à l'heure, il faut qu'il y ait une charte des municipalités aussi qui leur donne des pouvoirs. Maintenant, je fais la suggestion que ce soient les MRC. Ça ne veut pas nécessairement dire qu'il n'y aura pas de changement. Il va falloir sûrement faire des changements là à l'intérieur des MRC actuelles. Ça je suis d'accord avec ça. On regardera qu'est-ce qu'on aura à faire. Mais les pouvoirs, c'est certain qu'il faut plus de pouvoirs, avec les moyens financiers pour pouvoir s'occuper de notre développement. C'est ce que je dis carrément.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Ces pouvoirs-là, est-ce que vous pouvez nous les énumérer brièvement.

M. Blackburn (Ulric): Bien écoutez, on n'est pas capables actuellement de prendre des décisions assez souvent, sur la question du développement, parce qu'on n'a pas les moyens de le faire. Je pense qu'il y a, il pourrait y avoir à ce moment-là des moyens, où les municipalités pourraient décider, sans avoir à passer peut-être par une loi. Je dois avouer qu'il y a un effort qui a été fait là depuis quelques années, pour un peu corriger les contraintes pour les municipalités. Mais vous savez, on ne pouvait rien faire avant, sans que ça passe par la Commission municipale. Ça commence à s'éliminer ces choses-là.

On commence aussi à nous donner des pouvoirs par exemple pour inciter les industries à venir chez nous, sur la question de la taxation ou des choses comme ça. Mais à l'autre bout, c'est qu'on n'aura pas les moyens de tout faire ça. Alors il va falloir qu'on ait des pouvoirs de taxation autres, en plus de ce que nous avons actuellement. Il va falloir que le gouvernement

arrête de penser qu'on va tout financer dans les municipalités, avec la taxe foncière. Ça ne sera plus possible tantôt. On vient de nous donner un bon coup là, avec l'histoire des commissions scolaires et on sait qu'actuellement, il y a encore des idées assez avancées qui s'en viennent dans le transport en commun, dans les routes et tout ça. C'est très clair qu'on va se battre très fort pour ça. On est prêts à les prendre ces responsabilités-là. On sait par exemple que, dans la question des personnes âgées, on commence à avoir certains problèmes. Ça ce sont des pouvoirs qu'on pourrait avoir pour aider les personnes âgées.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Blackburn, 15 secondes.

M. Blackburn (Ulric): O.K. Mais ces pouvoirs-là on veut les prendre, mais on veut avoir les moyens de les financer.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Il y a aussi au niveau hospitalier le phénomène des fondations. Vous savez que ce phénomène des fondations existe partout dans le Québec, et que, par exemple, dans la région de Laval, 315 000 habitants, 215 lits d'hôpitaux seulement. Le scanner a été payé grâce à une fondation et c'est le cas dans beaucoup d'endroits, et c'est généralisé à travers le Québec. Et ça m'apparaît être une façon de faire qui est extrêmement intéressante.

M. Blackburn (Ulric): Là vous êtes dans les régions périphériques, vous n'êtes pas dans les régions excentriques.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors...

M. Blackburn (Ulric): La ville de Laval est à Montréal, à côté de Montréal. Il y a beaucoup de possibilités, beaucoup plus que dans les régions excentriques...

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons maintenant...

M. Blackburn (Ulric): ...les périphériques et les excentriques ce n'est pas la même chose.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons maintenant à Mme Marois.

Mme Marois: Merci M. le Président. Alors bonjour et bienvenue à notre Commission. Je vais repartir un peu de là où vous a laissé M. Bouchard tout à l'heure. On vous trouve un peu loquace là sur la centralisation à Québec et peu loquace, d'autre part, sur les problèmes de dédoublement qui se présentent dû à l'existence de l'intervention de deux gouvernements sur un même territoire. Or, ce thème-là revient d'une

façon systématique à date dans toutes les rencontres qu'on a eues en région. Alors, moi j'aimerais vous entendre un peu là-dessus. Est-ce que vous en avez vécu des embûches dues à la présence, non seulement dues à la centralisation à Québec, mais dues à la présence de deux gouvernements sur le territoire et se référant, bien sûr, au gouvernement fédéral, au gouvernement d'Ottawa. Parce que si on regarde les gestes qu'a posés Québec, c'est sûr qu'il y a des gestes que vous auriez souhaité qu'il pose, qu'il n'a pas posés. C'est sûr qu'il y en a une critique et des remarques à l'égard de la centralisation des décisions, mais il reste qu'on rappelait les investissements faits dans la région, mais on pourrait rappeler aussi — je me souviens des débats que nous avons eus autour de Laternière et de l'annexion qui a résolu, je pense, une partie des problèmes fiscaux qui se posaient dans la région. Alors, moi, j'aimerais que vous m'en parliez un petit peu de cet autre volet qu'on voit peu apparaître dans votre mémoire.

M. Blackburn (Ulric): Bon. Écoutez, je peux peut-être y aller par un exemple là?

Mme Marois: Ce serait peut-être intéressant.

M. Blackburn (Ulric): Actuellement, c'est très clair quand on va parler, par exemple, de l'autoroute Alma-LaBale. Le gouvernement fédéral met de l'argent, le gouvernement provincial met de l'argent. Actuellement, vous le savez, il y a quasiment une chicane. M. Bouchard en parle assez souvent, M. Benoît Bouchard.

Mme Marois: Hum-hum.

M. Blackburn (Ulric): Il y a de l'argent qui est là. Il n'est pas dépensé. Qu'est-ce que vous faites avec? L'autoroute Alma-La Bale ça ne va pas. Ça c'est un exemple que je vous donne. Bien sûr qu'ici, il est clair pour moi et je pense qu'on le dit — non seulement je pense mais on le dit — dans notre mémoire. C'est bien sûr que, définitivement, les municipalités devraient avoir affaire à un gouvernement. Mais il faut que ce gouvernement-là cependant donne les possibilités aux municipalités d'avoir les moyens de faire les choses qu'elles veulent faire. Et si j'ai parlé des investissements du fédéral, sans dire qu'on va avoir...

Mme Marois: Sans faire le tour du jardin, si on veut, du côté des investissements aussi qui sont faits de la part de Québec.

M. Blackburn (Ulric): ...il est certain qu'à un certain moment donné si on en arrivait avec un niveau de gouvernement qui aurait le pouvoir de taxation qui existe dans les deux paliers de gouvernement, c'est sûr qu'à ce moment-là il

faudrait que ce gouvernement-là aille plus dans les régions avec les montants d'argent qu'il "collecterait" de l'autre palier.

Mme Marois: Là vous nous avez donné un exemple de l'autoroute. Évidemment on peut se poser la question: Si la volonté politique y est... Ou il y a volonté politique ou il n'y a pas volonté politique. Mais les municipalités nous ont beaucoup parlé aussi des problèmes, qu'ils soient reliés, bien sûr, au transport ou au tourisme, qu'ils soient reliés à d'autres thèmes qui font partie d'ententes entre autres habituellement là Canada-Québec ou Québec-Canada selon le point de vue où on se place et où on a des remarques importantes à faire. Et vous n'avez pas vécu, vous, d'expériences de cet ordre-là où il y a eu de ce dédoublement qui vous est apparu coûteux pour le progrès et le développement de votre région?

M. Blackburn (Ulric): Bien je n'ai pas d'exemple en particulier là.

Mme Marois: D'accord.

M. Blackburn (Ulric): Si, à un moment donné, j'ai parlé du développement qui se faisait chez nous par le gouvernement fédéral, c'est bien sûr qu'il y a dans ça des... Ou le gouvernement fédéral a vraiment les autorités, mais si je pense, par exemple, dans un exemple qui me vient à l'idée justement, je pense au Vieux-Port de Chicoutimi. Ça a pris passablement de temps là – je suis content M. Rémillard, je vais le remercier parce que je pense qu'il a signé l'entente qui devait se passer là dernièrement – et ça a pris énormément de temps avant que cette affaire-là aboutisse. On vient qu'on se demande à l'autre bout quand on va avoir ça parce qu'il y a un montant de 6 500 000 \$ qui joue là et si on l'avait eu deux mois avant, c'étaient des intérêts assez extraordinaires... 6 500 000 \$ pour la municipalité pour faire son développement. Maintenant il y a un chevauchement qui est difficile. Ça prend du temps. Quand, à un certain moment donné, on entre dans le domaine du Québec et que le fédéral vient entrer dans le domaine du Québec, ça prend beaucoup de temps...

Mme Marois: Dans ce sens-là je pense, oui.

M. Blackburn (Ulric): ...je pense que ça, il faudrait que ce soit en tout cas regardé et éliminé dans la plupart du temps.

Mme Marois: Et dans ce sens-là, vous l'avez dit tout à l'heure, à savoir qu'entre les deux, s'il y a un gouvernement, ce devrait être celui de Québec qui est le plus près des régions. Moi, je voudrais revenir... Une dernière question...

M. Blackburn (Ulric): C'est très clair pour nous, madame. C'est clair que les municipalités, c'est avec le gouvernement du Québec qu'elles font le plus d'affaires.

Mme Marois: On s'est arrêté un peu sur les MRC, sur les pouvoirs qu'on devrait leur accorder, sur les responsabilités qu'elles voudraient prendre. Dans les différentes discussions qu'on a eues aussi jusqu'à maintenant avec d'autres régions, dans d'autres régions, on a parlé d'une possibilité de lieu de concertation à un niveau plus régional, regroupant, si on veut, l'ensemble des MRC et d'autres partenaires. Est-ce que vous avez, à ce point de vue là, une idée de ce que ça devrait être ou si vous le voyez comme structure ou comme palier, ou si vous préférez que l'on en reste à la base qu'est la MRC?

M. Blackburn (Ulric): Je pense que je dis carrément dans mon mémoire, là, que je vois les MRC, là...

Mme Marois: C'est ça.

M. Blackburn (Ulric): ...moi actuellement, avec des changements dans les fonctions des MRC, bien sûr. Je ne le dis pas comme ça, mais je pense qu'il va falloir réviser la fonction de la MRC. Sauf que ce que je dis dans ça, quand je veux que ce soient les municipalités avec les MRC qui prennent le pouvoir, je veux qu'on élimine actuellement la politique qui existe dans le fonctionnement pour les régions. Et là, je vais être peut-être dur un peu, je pense à l'OPDQ, je pense aux CRCD, qui sont quand même des créatures qui dépendent énormément du gouvernement. Et je pense que ça n'apporte pas actuellement – et ça, je ne veux blesser personne – je pense que ça n'a pas la véritable fonction d'un développement régional comme un groupe de municipalités pourrait le faire.

Mme Marois: D'accord. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): C'est bien. Ça va? Alors, MM. Bergeron, Girard, Dahl et vous, M. Blackburn, merci de nous avoir fait partager votre expérience.

Je vous demande si vous pouvez vous retirer rapidement sur le côté pour permettre au prochain intervenant de s'installer.

(Suspension de la séance à 15 h 57)

(Reprise à 15 h 59)

Le Président (M. Jean Campeau): À l'ordre, s'il vous plaît!

Nous poursuivons nos travaux.

Notre prochain intervenant est M. Martin Bouchard. L'audience est d'une durée de 30

minutes et, M. Bouchard, vous avez 5 minutes pour la présentation de votre mémoire.

M. Martin Bouchard

M. Bouchard (Martin): Tout d'abord, merci de m'avoir donné l'occasion de présenter ce mémoire-là. Je suis peut-être un des seuls à ne pas avoir à réduire le mémoire parce qu'il ne contient que deux pages. J'aurais aimé vous faire la démonstration économique et politique que l'indépendance du Québec est la meilleure voie disponible pour l'avenir de nos institutions, mais je suis sûr que des dizaines d'autres mémoires auront touché à ces deux aspects dans le sens de mon choix politique.

En effet, je suis pour l'indépendance du Québec avec pleine souveraineté. Je fais confiance à nos dirigeants actuels et futurs pour trouver les meilleurs termes quant à une association quelconque avec le reste du Canada. Je veux vous entretenir brièvement des raisons pour lesquelles je tiens à cette nouvelle structure de gouvernement pour mes concitoyens ainsi que pour mes voisins de l'Est et de l'Ouest. Un mur d'incompréhension, de haine et de rancœur s'est érigé entre le Québec et le Canada anglais des autres provinces. Les problèmes du fédéralisme des 30 dernières années, les revendications du Québec et des francophones hors Québec ont contribué à ériger ces frontières psychologiques.

Paradoxalement, certaines frontières tombent lorsque des peuples deviennent plus souverains. Je veux l'indépendance pour abattre les frontières polluées de nos coeurs et de nos esprits. Les pluies acides n'ont pas de frontière et polluent quand même l'atmosphère où que l'on se trouve. Tant que les deux entités s'empêtreront dans la même structure politique, elles s'empêcheront de mieux entretenir leur voisinage, ce qui n'aide pas au développement intérieur par surcroît.

Je dis que ce qui divise le plus les deux entités dans leur union politique, soit la psychologie et la culture, est ce qui les réunira le plus dans leur éventuelle indépendance. Le fait d'être obligés de se côtoyer dans un système d'où l'un des partenaires cherche à se retirer crée des tensions depuis trop longtemps et pour lesquelles nous mettons trop d'énergie. De conférence en commission, de rapport en formule, d'élection en référendum, la déception et la désolation achèvent d'anéantir tous les clins d'oeil culturels que les deux communautés se sont échangés dans le passé.

Je veux l'indépendance parce que je rêve. Je rêve du jour où j'apprendrai mieux la langue anglaise et que je l'utiliserai partout au Québec sans crainte pour la survie de ma langue maternelle dans mon pays neuf. Je rêve du jour où je pourrai entendre parler cette langue dans les rues de Montréal sans craindre pour le français

au Québec. Je rêve du jour où on enlèvera les irritants de la loi 101 sans crainte pour le français au Québec. Je rêve du jour où je pourrai découvrir la communauté anglophone du Québec et du Canada dans le respect mutuel. Je rêve du jour où les francophones hors Québec qui veulent vivre en français viennent s'installer au Québec. Je rêve du jour où je pourrai voyager chez mes voisins du Canada, échanger sur nos différences culturelles sans parler politique et Constitution. Je rêve du jour où l'on pourra mieux et plus accueillir les artistes des productions canadiennes-anglaises. Je rêve du jour où l'on arrêtera d'en vouloir aux Anglais pour notre passé pour plutôt découvrir ensemble leurs apports positifs. Je rêve du jour où je n'aurai plus le sentiment d'être un peu détesté au Canada anglais. Je rêve de l'indépendance du Québec pour que chacun chez soi on puisse mieux se retrouver. Lorsque notre voisinage sera établi et reconnu sur des bases égalitaires, nos rapports seront plus sincères dans le respect de la culture de chacun. Et je voudrais ajouter que, pour passer du rêve à la réalité, je crois qu'une génération sera nécessaire à partir du moment où nous serons souverains. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous débutons nos interventions avec M. Claude Dauphin.

M. Dauphin: Merci, M. le Président. Tout d'abord, j'aimerais vous remercier, M. Bouchard, pour votre participation à nos travaux. Votre présence ici, aujourd'hui, démontre qu'effectivement ça rencontre l'objectif de notre mandat, comme commissaires, qui est de consulter et d'écouter la population, groupes, individus et experts, un peu plus tard dans le cadre de nos travaux.

Je prends bonne note des deux premiers paragraphes de votre mémoire, à l'effet que la démonstration économique et politique de l'indépendance sera faite par d'autres et qu'une forme de souveraineté-association... Vous faites confiance au gouvernement actuel et à d'autres éventuels gouvernements qui pourront éventuellement réaliser une association économique avec le reste du Canada.

Nous avons eu l'occasion, dans le cadre de nos travaux, d'entendre plusieurs groupes, évidemment, dont entre autres l'Association des économistes du Québec qui nous disait que, dans l'éventualité d'une déclaration de souveraineté, il y aurait une phase de transition qui pourrait être difficile sur le plan économique pour les Québécois et Québécoises. D'ailleurs, vous l'avez dit vous-même tantôt que ça prendrait peut-être une génération pour vivre cette réalité.

Deuxièmement, de mémoire, on a entendu un autre groupe en fin de journée, à Matane, cette semaine, qui nous disait que, sur le plan économique, quand bien même ça prendrait 5, 10 ou 15

ans de difficultés que, de toute façon, nous pourrions être indépendants. Et puis je souligne que la personne qui nous avait dit ça était professeur d'université avec une permanence, ce qui n'est pas le cas de tous les Québécois et Québécoises.

Alors, pour utiliser de vos expressions – vous parlez beaucoup de rêve – alors, je me demande si vous avez rêvé à ça, sur ce que je viens de dire, sur les difficultés que nous pourrions avoir pendant un certain nombre d'années pour réaliser l'indépendance du Québec.

M. Bouchard (Martin): Je crois que la question économique est une base sur laquelle on peut changer notre option, parce que je ne crois pas que... En tout cas, dans mon cas et pour mon voisinage, on ne naît pas souverainiste. On est fédéraliste parce qu'on naît au Canada, et on devient souverainiste justement, en voyant certaines injustices économiques qui peuvent se faire à différents paliers. Moi, quand je parle de génération pour réaliser mes rêves, je parle surtout au niveau de la langue, et pour faire un Québec français. Je pense qu'on doit prendre une génération pour établir un seul message à toute la génération du Québec, et ainsi permettre au Canada anglais d'avoir un seul message aussi pour ses concitoyens.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci. Ça va.

M. Dauphin: Dans votre mémoire, vous dites que les pluies acides n'ont pas de frontière, et Dieu sait que, nous, au Québec, on en a entendu parler et on en entendra parler encore longtemps. Sur le plan juridictionnel, plusieurs s'interrogent à savoir de quelle compétence devrait être la protection de l'environnement. Évidemment, dans le système actuel, on parle soit de compétence provinciale ou fédérale. D'autres songent à une compétence autre, qui serait plus grande, au niveau de l'efficacité en matière de protection de l'environnement. Compétence continentale, exemple. Avez-vous eu l'occasion de rêver à ça?

M. Bouchard (Martin): Il est évident que mon mémoire ne porte pas sur l'environnement mais j' imagine que l'environnement ne touche pas qu'un pays et que les gens, une fois qu'ils sont souverains, peuvent établir des contacts avec les autres pays parce que l'environnement, c'est une question mondiale, de planète, et c'est plus facile d'établir des ententes pour régler ces problèmes-là une fois qu'on peut se sentir souverains dans ces questions-là.

M. Dauphin: Merci, M. Bouchard. Une dernière question. Vous dites également dans votre mémoire que vous rêvez du moment où vous allez pouvoir apprendre l'anglais ou ren-

contrer des anglophones et puis... sans se sentir détesté par eux ou pour vous, vous sentir plus à l'aise. En quoi, dans un Québec indépendant, la communauté anglophone du Québec se sentirait mieux au Québec?

M. Bouchard (Martin): Parce qu'il n'y aurait qu'un seul message. Moi, ce que je trouve dommageable pour la société canadienne depuis tant d'années, c'est qu'il y a eu deux messages, au Canada. Il y a eu des messages, ce qu'on peut... moi, ce que j'appelle des nationalistes, à Ottawa, les messages étaient pour le bilinguisme, pour défendre la société canadienne-française. Alors que le message, au Québec, était surtout pour un Québec français. Et c'est sur une ambiguïté, ça crée des ambiguïtés et au départ, ce sont de fausses prémisses, de bâtir une politique là-dessus, sur le bilinguisme, à cause de l'option des deux nations, des deux nations fondatrices. Je crois que c'est une ambiguïté de départ; on doit se réunir sur notre territoire et établir chacun notre message. Dans ce sens-là, la communauté anglophone devra suivre le message qui sortira du Québec français.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Dauphin. Nous passons maintenant à M. Gérard Morin, le suppléant de Mme Louise Harel.

M. Morin: M. Bouchard, je vous salue. C'est agréable de vous entendre parce que, vous savez, s'il y a place pour des mémoires davantage étoffés sur le plan des statistiques, d'autres mémoires qui peut-être même, quant à leur présentation, sont plus austères, c'est agréable de vous entendre. Et je pense que lorsque vous utilisez plusieurs fois le mot "rêve", il ne faut pas le voir dans un sens péjoratif. Je dirais même qu'il apporte un équilibre à ceux qui font des cauchemars.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Morin: Alors, ceci dit, votre mémoire n'est qu'une expression d'émotions, vous faites parler votre cœur. Et on devrait en avoir davantage, de ces expressions et de ces mémoires. Votre mémoire est ciblé davantage sur un énoncé que vous qualifiez vous-même de paradoxal, à l'effet que les frontières ne tomberont uniquement que lorsque les peuples deviendront eux-mêmes souverains.

Mais dans ce sens-là, je voudrais vous poser une question qui touche un de vos rêves. Je rêve d'un jour où on enlèvera les irritants de la Loi 101 sans crainte pour les français au Québec. Ma question est la suivante à partir de deux considérants. Considérant que même le Québec, dans un Québec devenu pays, il faudra, malgré tout, avoir, sur le plan législatif, tout ce qu'il faut pour assurer la sauvegarde et la promotion de la langue française. L'autre con-

siderant est que la loi 101, par rapport à ses irritants, considérant que ce sont davantage ceux et celles qui ont de la difficulté à se soumettre à la loi 101 qui ressentent ces irritants. Alors, ma question est la suivante: Pourriez-vous élaborer davantage sur ces irritants, puisque, finalement, il ne faudrait pas envisager d'éliminer les irritants qui iraient à l'encontre de l'objectif de la loi 101, soit, bien sûr, la sauvegarde de la langue française au Québec? Alors, parlez-moi de ces irritants.

M. Bouchard (Martin): Avant de vous parler de ces irritants, ce que je vois dans ma boule réaliste, à partir de mon rêve, c'est qu'en 20 ans on devrait pouvoir faire un effet de balancier entre les libertés collectives et les libertés individuelles. Si on est capable, on a le courage de s'assumer comme peuple à l'intérieur du territoire québécois et que la majorité y parle français, on devrait aller dans ce sens-là et augmenter la part du français au niveau du travail et des institutions d'enseignement, et même dans les institutions hospitalières. Et dans l'autre effet du balancier, on devrait tendre vers une plus grande liberté individuelle, donc les irritants de la loi 101, si on parle de l'affichage.

M. Morin: Il me reste du temps?

Le Président (M. Jean Campeau): Oui.

M. Morin: Je reviendrai sur ce paradoxe. Advenant la souveraineté du Québec, selon vos propos, les frontières viendraient tomber avec la balance du Canada. J'aimerais que vous m'en disiez davantage. Est-ce qu'il s'agit vraiment d'un rêve, soit d'un désir, ou si vous avez une certaine confiance, une certaine conviction à l'effet qu'une fois le Québec devenu pays, il sera plus facile de s'entendre avec le pays voisin, donc que les frontières soient, dans les faits, disparues? Est-ce qu'il s'agit de vœux pieux que vous émettez, de souhaits, ou bien s'il y a une certaine confiance en l'avenir?

M. Bouchard (Martin): Je pense que quand on rêve aussi fort, on doit s'appuyer sur des convictions aussi fortes. Et lorsqu'on peut reprendre nos frontières territoriales, on peut établir des choses sur nos frontières et, entre voisins, on peut se respecter mieux, établir mieux des liens, qu'ils soient économiques, culturels ou autres. Alors, quand on peut s'assumer comme peuple, ça veut dire qu'on peut assumer les orientations qu'aura le Québec pour la majorité. Et à ce moment-là, quand on sera certain d'avoir réussi cet effet comme peuple, par exemple sur la langue française, on pourra laisser au moins agir les libertés individuelles. C'est dans ce sens-là que je l'apportais.

M. Morin: Un commentaire en terminant...

Le Président (M. Jean Campeau): Cinq secondes.

M. Morin: Seulement pour saluer votre sérénité qui est de plus en plus contagieuse.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Morin. Nous passons maintenant à M. André Ouellet, suivi de MM. Libman et Larose. (16 h 15)

M. Ouellet: Merci, M. le Président. Je voudrais d'abord féliciter M. Bouchard pour son mémoire. Je pense qu'il est très utile que non seulement des groupes, des organismes, des municipalités viennent témoigner devant la Commission, mais je pense que les citoyens non seulement peuvent, mais doivent faire l'exercice que vous faites aujourd'hui. J'ai lu très attentivement votre mémoire, et ce qui m'a frappé un petit peu, c'est la dernière page de votre mémoire, où, à trois reprises, vous revenez avec l'expression "craindre pour la survie de ma langue maternelle", craindre pour le français au Québec", "craindre pour la continuité et le développement de la langue et de la culture françaises. Je trouve ça un peu surprenant que vous ayez ces craintes et ces peurs, parce que la réalité, c'est qu'au cours des ans, le français non seulement a continué, mais il est devenu de plus en plus enraciné, de plus en plus solide dans ce que j'appelle le foyer de la langue et de la culture françaises en Amérique du Nord, qui est le Québec.

Non seulement cette force, cette vivacité a permis à des artistes, à des créateurs, à des poètes et à d'autres de s'exprimer en français, elle dépasse les cadres mêmes du Québec. Il y a, parlant français, des francophones, il y a un million de francophones hors Québec, en plus de tous les francophones du Québec. Et il y a aussi des anglophones canadiens, il y en a un million - un autre million - qui parlent français et qui communiquent en français, qui écrivent en français et qui ont des rapports avec les institutions fédérales ou les institutions québécoises. Alors je me demande pourquoi vous avez si peur. Quelles sont vos craintes, vraiment? Elles sont basées sur quoi, ces craintes?

M. Bouchard (Martin): Quand on parle des francophones hors Québec, je crois qu'on s'est toujours empêchés de s'assumer au Québec à cause de cette question-là. Puis plus on en parle à des gens, comme cet été, je suis allé en Acadie, j'ai rencontré des gens, des francophones de l'Ontario, ils nous ont dit: Faites ce que vous avez à faire, et n'arrêtez pas votre développement pour nous. Eux, une fois que le Québec sera devenu souverain, pourront... Je n'ai rien à imposer au Canada anglais, comment ils doivent orienter leur politique avec leurs minorités. Puis quand on parle de craintes pour le français, je crois que c'est à tous les jours. Même si on

prend des moyens pour assumer la sécurité du français, c'est à tous les jours, peut-être moins dans une région comme ici, mais j'ai vécu quatre ans à Montréal, puis on fait des téléphones à Montréal, puis on doit demander pour avoir quelqu'un pour nous répondre en français. Puis quand j'y retourne, à Montréal, il faut, à tout instant... on n'est plus sûr si la ville est francophone, si c'est la deuxième ville francophone au monde. C'est continué.

M. Ouellet: Évidemment, je pense que vous pouvez avoir cette perception de l'extérieur, je présume. Mais la réalité, c'est que des chiffres nous ont été donnés par M. Rousseau, le secrétaire de la Commission...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Ouellet: ...à l'effet que...

Le Président (M. Jean Campeau): Écoutez, mesdames et messieurs...

M. Ouellet: ...les statistiques linguistiques sont très éloquentes à cet égard. Elles nous ont été fournies ici à la Commission et démontrent qu'il y a une progression fort importante dans tous les niveaux - domaine commercial, domaine culturel, domaine social - de postes occupés de plus en plus, à une proportion de 83 %, par des francophones, dans les postes de commande, même dans une ville comme Montréal. Alors, je pense qu'il y a la nécessité de reconnaître que le français au Québec est fort bien portant, et qu'il y a eu des lois, bien sûr, passées par les différents gouvernements du Québec pour protéger, pour consolider, ces acquis linguistiques, et qui existent, qui sont là, et qui permettent de protéger cette langue et cette culture française.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Ouellet. Nous passons maintenant à M. Libman.

M. Libman: Merci M. le Président. J'ai trouvé très sensé votre mémoire, même évidemment si je ne partage pas vos conclusions et je partage beaucoup de vos rêves, mais pour des raisons un peu différentes évidemment. Vous disiez, M. Bouchard, que l'indépendance fera tomber les frontières de l'incompréhension qui se sont élevées entre le Québec et le reste du Canada. À la lumière des attitudes qui existent présentement, advenant la souveraineté du Québec, qui peut provoquer le démembrement du pays, qui peut provoquer beaucoup d'émotions, il me semble que les murs de l'intolérance ou les murs de l'incompréhension peuvent devenir beaucoup plus hauts dans cette réalité.

Alors premièrement - ma question a deux volets en effet - premièrement si vous pouvez élaborer sur votre thèse que je trouve un peu

faible. Et deuxièmement, comment est-ce que le Québec peut protéger les francophones hors Québec advenant sa séparation du Canada?

M. Bouchard (Martin): Les murs d'incompréhension, ils se sont élevés à cause des politiques fédérales dans tout le Canada. C'est parce qu'on a donné un double message au Canada. Le Canada anglais ne peut pas s'assumer comme majorité parce qu'on lui impose des services en français. Et, la haine peut ressurgir à cause de ces choses-là. Puis, au Québec, on s'est empêché de s'assumer complètement comme société française, à cause de ces politiques-là, à cause de la Constitution. Et une fois que deux pays majoritaires, deux sociétés majoritaires, chacun dans son pays, pourront s'assumer comme tels, avec le courage d'orienter leurs politiques dans le sens de la majorité, chacun pourra se parler mieux après. Sans haine, sans croire que l'autre veut lui prendre un peu, ou lui imposer autre chose.

M. Libman: Mais est-ce que vous ne croyez pas que si le fédéral n'impose pas certaines de ses règles hors Québec... Qu'est-ce qui va se passer avec les francophones hors Québec? Est-ce que leur assimilation sera inévitable?

M. Bouchard (Martin): Moi, je n'ai pas à déterminer, à me préoccuper des francophones hors Québec, parce que je parle pour le Québec comme territoire. Si le Canada anglais veut continuer cette politique de bilinguisme dans son pays, il peut le faire. Mais moi, je me dis que les francophones, ceux surtout à l'ouest du Québec, s'ils veulent continuer à parler français vraiment, à vivre en français, ils pourront venir au Québec, mais qu'ils ne s'imaginent pas de continuer à vivre en français au Canada anglais. Il faut arrêter le double message.

M. Libman: O.K. M. le Président, est-ce que M. Holden peut prendre le reste de l'enveloppe de temps que j'ai avec, 30 secondes, il m'a demandé...

Le Président (M. Jean Campeau): Le temps vous est dédié à vous. Vous avez une autre question. Je ne peux pas accepter toujours ce passage-là. À l'occasion je l'ai permis, même s'il y a grande unité entre vous deux.

M. Libman: Touché M. le Président. Alors, je remercie M. Bouchard.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Libman. Nous passons maintenant à M. Larose. Vous avez deux minutes M. Larose, pas plus.

M. Larose: Deux minutes. Écoutez, ça ne sera pas une question, ça sera un commentaire.

Je suis toujours surpris que des gens qui invoquent qu'au Québec, depuis plusieurs années, on fait des efforts incroyables pour se protéger au niveau de la langue, la loi 22, la loi 63 et la loi 101. Et que ce plaidoyer-là nous soit fait par des gens qui, précisément, en 1982, ont rapatrié la Constitution pour combattre la loi 101.

Le Président (M. Jean Campeau): Mesdames et messieurs, excusez-moi M. Larose, je vous remettrai du temps. Mesdames et messieurs, il est bien clair qu'on ne peut pas applaudir. Alors vous nous aideriez grandement, en n'intervenant pas, d'aucune façon. Je vous remercie. M. Larose, c'est à vous.

M. Larose: Et parce que j'ai seulement deux minutes, je voudrais que les commissaires lisent déjà le mémoire de M. Robert Dole qu'on va entendre demain, qui est la version scientifique de ce que M. Bouchard vient de plaider. Et à mon avis, il y a là l'essentiel de tout le débat de la Commission pour les mols, pour les semaines qui viennent.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci M. Larose. M. Michel Bélanger.

M. Bélanger (Michel): Ça tombe bien, M. le Président, j'avais une question que je pensais toute petite et bien innocente sur un des paragraphes de M. Bouchard. Je dois dire à M. Bouchard que je trouve particulièrement gênante la façon dont vous rêvez et je vous en félicite. Parce qu'il y a des gens qui ont les mêmes convictions que vous et qui, souvent, les expriment de façon tellement convaincante, parce qu'ils sont sans doute convaincus, qu'ils soulèvent peut-être plus de problèmes qu'ils en résolvent, mais passons là-dessus. Moi aussi, je partage votre rêve du jour où on enlèvera les irritants de la loi 101 sans craindre pour le français au Québec. Mais vous avez une phrase qui m'intrigue. Vous dites: Je rêve du jour où je pourrai entendre parler cette langue, le français, dans les rues de Montréal ou est-ce que vous voulez dire: Cette langue, l'anglais, dans les rues de Montréal sans craindre pour le français au Québec?

M. Bouchard (Martin): L'anglais.

M. Bélanger: Bon. Je vous avoue qu'en la lisant je pensais que vous parliez du français et je ne comprenais pas. Alors c'est pour ça que je voulais vous le faire préciser. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): C'est bien M. Bouchard. C'est terminé. Merci de votre simplicité. Merci de votre contribution aux travaux de cette Commission.

(Suspension de la séance à 16 h 26)

(Reprise à 16 h 29)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous reprenons. Si tout le monde est attentif, je me permets de vous refaire une demande pour la nième fois: Ce serait fort apprécié s'il n'y avait pas d'applaudissements, pas de mouvements d'approbation ou de contestation. Je pense que c'est quand même un avantage pour vous, l'auditoire, de pouvoir assister. On nous dit que c'est intéressant, alors tant mieux. Bien, adiez-nous à garder une certaine discipline.

Notre prochain intervenant est la Société nationale des Québécois du Saguenay-Lac-Saint-Jean. M. Hubert Desbiens, bienvenue. Pourriez-vous nous présenter vos collègues?

Société nationale des Québécois du Saguenay-Lac-Saint-Jean

M. Desbiens (Hubert): Bonjour, M. le Président. Oui: à ma droite immédiate, M. Gilles Bergeron, économiste et responsable de la rédaction de notre mémoire; M. Claude Bergeron, toujours à droite, secrétaire de la Société; à ma gauche, Mme Gisèle Verreault, trésorière, et, à mon extrême gauche, M. Magella Archibald, directeur général.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, vous avez cinq minutes pour la présentation de votre mémoire, M. Desbiens.

M. Desbiens: Je vous remercie, M. le Président. Messieurs et Mesdames de la Commission, la Société nationale des Québécois du Saguenay-Lac-Saint-Jean, qui portait alors le nom de Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Chicoutimi, a conclu dès 1969 à l'orientation des Québécoises et Québécois vers la souveraineté du peuple. La Société nationale a alors conclu que, comme tous les peuples de la terre, le nôtre avait le droit strict de se donner un pays. Depuis, et après en avoir fait la promotion avec d'autres depuis ces années, nous sommes aujourd'hui, quelque vingt ans plus tard, devant la conclusion très évidente de la population du Québec que sa souveraineté est maintenant une chose qui doit être conclue le plus rapidement possible. C'est pourquoi, et vous nous comprendrez, la première proposition que notre organisme veut faire à cette Commission, c'est l'accession du Québec à la pleine souveraineté, c'est-à-dire que le rapatriement au Québec de tous les pouvoirs et de toutes les ressources financières se réalise et que la négociation d'accords de coopération économique avec les pays voisins soit conclue par voie de traités entre États souverains.

Dans ce cadre, on sait qu'il est absolument impossible maintenant — et je crois que c'est une reconnaissance universelle après l'accord ou le

désaccord du lac Meech — qu'il n'y a plus de revenez-y, comme on dit chez nous, qu'il n'y a plus moyen de penser pouvoir négocier quelque forme que ce soit de fédéralisme à l'intérieur de la Fédération actuelle, à l'intérieur des règles qui sont imposées par la Constitution canadienne. Il est à plus forte raison, évidemment, aussi impossible d'aller négocier ou discuter la souveraineté comme telle dans les règles actuelles. Et on se dit: Comme dans toute négociation, il est absolument nécessaire que nous ayons un rapport de force qui permette et qui oblige les deux parties à se rencontrer et à discuter. Alors on se dit, dans cette optique-là, que le plus tôt possible après les travaux de cette Commission, nous vous recommandons et nous souhaitons qu'il y ait un référendum au Québec, qui présente une question simple et claire: Êtes-vous en faveur de la souveraineté du Québec, de façon à ce que le gouvernement du Québec puisse décider de cette souveraineté et obliger ainsi à la négociation avec le reste du Canada? Une fois ce principe établi, on s'est demandé quelle serait la sorte de pays que ce Québec devrait donner à ses citoyens et ses citoyennes? On en vient à la conclusion que cette souveraineté doit s'accompagner d'une large décentralisation des pouvoirs. Sur ce sujet, je demanderai à M. Bergeron de poursuivre ma présentation.

M. Bergeron (Gilles): Sur la question des rapports entre la souveraineté du Québec et le développement des régions. Notre mémoire cherche essentiellement à mettre en évidence deux idées. La première, c'est que la souveraineté du Québec permettra de mettre fin à une organisation des pouvoirs qui nuit au développement de plusieurs régions du Québec. La deuxième, c'est que la souveraineté sera favorable au développement des régions dans la mesure où elle s'accompagne d'un plus grand développement des pouvoirs au niveau local et de la création de véritables gouvernements régionaux élus démocratiquement.

Nous souhaitons que le processus d'accèsion du Québec à la souveraineté s'accompagne de la mise en place d'une organisation décentralisée des pouvoirs et nous espérons que la Commission fera une recommandation dans ce sens.

Il nous apparaît que le fédéralisme canadien est un cadre organisationnel qui nuit au développement de plusieurs régions parce qu'il est un frein à une véritable décentralisation des pouvoirs vers les régions et aussi parce que la guerre de légitimité entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial rend de plus en plus difficile la mise en oeuvre de projets conjoints qui sont pourtant essentiels pour le développement des régions.

Le Président (M. Jean Campeau): ...immédiatement, M. Bergeron.

M. Bergeron (Gilles): Nous voulons simplement vous dire qu'un Québec souverain sera pour nous un Québec où il y aura place pour la créativité des régions, où il y aura place pour l'émergence d'un cerveau collectif qui guide nos énergies, il y aura place en quelque sorte pour la création d'un véritable gouvernement régional.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, messieurs. L'intervention débute avec M. Guy Chevette.

M. Chevette: Merci, M. le Président. Vous me permettrez tout d'abord, M. le Président, de remercier les membres de la Société nationale des Québécois qui, comme d'ailleurs, les sociétés nationales à travers le Québec, on leur doit un grand merci pour avoir porté le flambeau de la souveraineté politique depuis plus de 20 ans.

Par la même occasion, je voudrais saluer mon ex-collègue, M. Desbiens, qui aurait droit à une retraite paisible de la vie politique active mais qui... Je veux le féliciter également pour son implication toujours pour la cause à laquelle il a cru pendant de si longues années. Je voudrais le saluer et le remercier.

Ceci dit, je voudrais vous questionner, moi, sur votre gouvernement régional. Puisque vous avez écouté le premier groupe cet après-midi qui parlait de structure, mais sans parler pour autant d'un gouvernement régional, et le premier groupe disait: Il n'est pas question d'un autre palier de gouvernement. D'ailleurs, quand on questionne, les gens disent: On a assez de gouvernement. Il ne faudrait peut-être pas en remettre un autre palier. Et vous arrivez, vous autres, avec une proposition formelle de la création d'un palier de gouvernement régional. Je voudrais vous demander, parce que vous n'avez pas eu la chance de l'élaborer tellement dans votre présentation, comment vous le voyez? Est-ce que c'est avec pouvoir de taxation ou pas? Est-ce que c'est un gouvernement régional à qui seraient octroyées des sommes globales pour la redistribution après concertation dans le milieu? Comment le voyez-vous?

M. Bergeron (Gilles): Nous avons été très attentifs aux mémoires des différents organismes régionaux qui, tous, réclament une plus grande décentralisation des pouvoirs. Mais comme la plupart de ces organismes refusent de se brancher sur la vision du pays, il est naturel qu'ils soient incapables de se brancher très clairement sur le niveau de pouvoir régional. Et notre mémoire nous permet de réclamer un gouvernement régional dans la mesure où le niveau fédéral disparaît. Ce gouvernement régional, bien sûr, pour que la décentralisation ait véritablement un sens, pour que ce soit vraiment un niveau de pouvoir où il y ait des responsabilités

et où il y ait des moyens financiers, je pense qu'il faut qu'il soit élu démocratiquement. On ne peut pas décentraliser les pouvoirs sans créer un véritable niveau de gouvernement. Et ça, ça implique, naturellement, des champs de responsabilités, ça implique des moyens financiers, ça implique aussi des ressources humaines compétentes pour, justement, préparer, gérer, générer des projets.

M. Chevette: Vous affirmez également, à la page 5 de votre mémoire, et je voudrais vous le lire: "La pleine souveraineté du Québec s'impose d'abord pour des motifs sociaux et culturels. Elle est un instrument au service d'un projet collectif de vivre, de communiquer et de s'épanouir en français au Québec." Je voudrais vous demander: Comment allez-vous éviter, par la création d'un gouvernement régional par rapport à un gouvernement central - parce que c'est le gouvernement national qui devient le pouvoir central - les duplications, quand on sait que, au niveau régional, on touche à toutes les dimensions de la vie: environnement, agriculture, tourisme, économique, culturel, etc.?

M. Bergeron (Gilles): M. le Président, on croit que, de la même façon que les municipalités ont entre les mains des pouvoirs qu'elles exercent et qu'elles ont ces responsabilités-là à partir d'une décision, d'une volonté du gouvernement du Québec, actuellement, du gouvernement souverain du Québec dans le futur, un gouvernement régional aurait et serait une créature de nature semblable à celle des municipalités, mais à un palier différent et avec des champs de compétence où ce gouvernement pourrait exercer, auprès des citoyens de l'ensemble d'une région, des actions qui, entre autres au niveau économique, en seraient de concertation et de développement. Et ce seraient, donc, des gouvernements, des créatures, on les voit comme des créatures du gouvernement central, donc, créées plutôt par une loi, en tout cas au premier abord, et qui, comme les municipalités, seraient soumises et sujettes aux modifications possibles, selon les conditions et l'évolution de la société, aux conditions de la loi.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Marcel Beaudry, qui sera suivi de M. Ouellet et de M. Bruno Roy.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. Vous mentionnez, toujours à la page 5 - je reviens à la page 5 - et à la question que M. Chevette vient de vous poser: "La pleine souveraineté du Québec s'impose d'abord pour des motifs sociaux et culturels." Et vous allez plus loin, par la suite, à la dernière ligne: "La pleine souveraineté du Québec s'impose aussi au nom d'une saine

gestion de l'économie." Est-ce que je dois comprendre de ces deux phrases que vous "priorisez" sur les motifs sociaux et culturels à ceux qui sont d'ordre économique, dans un Québec souverain?

M. Desbiens: Dans un premier temps, je dirais que l'économie n'est pas une fin en soi. L'économie, pour nous, c'est une façon de permettre à une population, à des citoyens et des citoyennes, de pouvoir se réaliser individuellement et collectivement. Donc, l'économie, dans notre esprit, est au service d'une collectivité pour se réaliser, pour s'épanouir comme on dit en français, ici, au Québec. Et dans un deuxième temps, sur un point de vue plus technique, Gilles...

M. Bergeron (Gilles): Je pense que c'est clair que si le Québec, la société québécoise, était une société comme les autres, si le Québec était une province comme les autres, le problème pourrait se poser différemment. Nous constatons que la société québécoise est une société distincte, qu'elle veut le demeurer et qu'elle ne peut se développer dans le cadre constitutionnel actuel. Et l'échec du lac Meech nous laisse croire que ce n'est pas possible de modifier ce cadre constitutionnel.

M. Beaudry: Mon point n'en est pas là. Mon point en est simplement au niveau des priorités. Est-ce que vous considérez prioritaire, pour vous, les motifs ou les raisons sociales, d'ordre social et culturel par rapport à ceux qui sont d'ordre économique?

M. Bergeron (Gilles): Mais c'est naturel que l'économique soit au service du projet d'une société. L'économie, c'est une façon de faciliter la réalisation des grands objectifs d'une société.

M. Beaudry: Si je vous pose une autre question. On sait, d'abord, que tous les mouvements comme le vôtre, à travers toute la province et tous ceux qu'on a entendus et ceux qu'on entendra, bien sûr, vont préconiser la souveraineté. Au point de vue pratique, parce que ça a été soulevé dans certaines régions et par le Conseil des économistes également, qu'il pourrait y avoir un prix à payer pour la souveraineté et je pense bien que les gens sont prêts à payer tout ce prix-là, ceux qui veulent la souveraineté. Au point de vue pratique, si on vous plaçait dans une situation, on vous disait: Est-ce que vous préconisez la souveraineté, quelles que soient les conséquences économiques pour le Québec? Par rapport à: Est-ce que vous préconisez la souveraineté par étapes, pour sécuriser les gens dans leurs acquis et au point de vue économique?

M. Bergeron (Gilles): Je pense que sur le

plan économique, le problème n'est pas posé correctement. J'ai été très attentif au mémoire de mes collègues de l'Association des économistes et ils ont dit ceci: La souveraineté est possible sur le plan économique. Il faut la faire de façon à en minimiser les coûts. Et je suis tout à fait d'accord avec cette sagesse-là. Mais cette sagesse-là ne veut pas dire le maintien du statu quo.

M. Beaudry: Non, non, non, je ne vous parle pas du statu quo. Je pense qu'il n'y a personne autour de la table, ici, qui veut le statu quo.

M. Bergeron (Gilles): Et il n'y a personne, je m'excuse, il n'y a personne qui va dire qu'il y a des coûts qui vont être des coûts très élevés, comme vous le supposez dans votre question.

M. Beaudry: Je n'ai pas présupposé qu'ils étaient très élevés. Moi, je ne présuppose rien. J'invite les gens et ils viennent ici. Comme à Matane, par exemple, il y a deux soirs, on nous a dit que ça pourrait entraîner des coûts économiques sur une période de cinq ou dix ans, ou peut-être plus. Ma question est la suivante: Est-ce que, dans le contexte de la souveraineté que vous préconisez, est-ce que vous verriez, vous, d'un bon oeil, pour minimiser les coûts au point de vue économique, pour sécuriser les gens dans leurs acquis, est-ce que vous verriez d'un bon oeil que cette souveraineté-là puisse se faire sur une période plus prolongée plutôt que de déclarer la souveraineté, aujourd'hui, à quelque coût que ce soit, au point de vue économique, et prendre les conséquences qui s'ensuivront par la suite? C'est dans ce sens-là que ma question est posée.

(16 h 45)

M. Bergeron (Gilles): Non, il nous apparaît clair que nous pouvons, dès maintenant, faire un référendum sur la question de la souveraineté, déclarer la souveraineté du Québec et naturellement, par la suite, prendre le temps de négocier des aménagements au rythme et dans les conditions qui conviennent. Mais c'est justement dans le rythme de passage qu'il faudra avoir cette souplesse pour en minimiser les conséquences.

M. Beaudry: De votre part et de la part de ceux qui subiront également la séparation, bien sûr. Parce qu'il y a une autre partie à ça.

M. Bergeron (Gilles): Bien sûr.

M. Beaudry: Alors, ce que vous nous dites, c'est: Quelles que soient les conséquences possibles, vous préconisez la souveraineté aujourd'hui pour possiblement, par la suite, faire des négociations avec vos autres partenaires.

M. Bergeron (Gilles): Nous vous disons que

nous n'envisageons pas des conséquences qui soient finalement difficiles à ce point pour le Québec.

M. Beaudry: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Ouellet.

M. Ouellet: Mesdames, messieurs, à la page 4 de votre mémoire, vous parlez du cadre politique souhaité qui est le cadre de la souveraineté et vous dites: "La définition du cadre politique souhaité doit, de toute évidence, tenir compte des exigences du développement économique de l'interdépendance des marchés. Le maintien d'un espace économique commun avec le Canada n'implique cependant pas nécessairement un espace politique commun." Est-ce que ça veut dire que vous privilégiez la souveraineté à l'association?

M. Bergeron (Gilles): C'est-à-dire que nous privilégions, bien sûr, la souveraineté qui est le premier pas et, par la suite, l'interdépendance économique ne s'accompagnera pas nécessairement du maintien du cadre politique canadien. Elle peut se faire par d'autres mécanismes, le GATT en est un sur le plan international. Le traité de libre-échange avec les États-Unis est un autre mécanisme. Et il y a une série de mécanismes qui permettent d'établir ou de maintenir des liens d'interdépendance économique, sans nécessairement avoir des liens d'interdépendance politique.

M. Ouellet: À un paragraphe subséquent, dans la même page de votre mémoire, vous faites référence à ce qui se passe en Europe. Et comme vous le savez, en Europe, les pays européens, afin de mieux réussir leurs liens économiques et pour, en fait, consolider les liens économiques qu'ils ont tissés entre eux, sont en train, présentement, de favoriser des liens politiques de plus en plus importants. Il y a vraiment une évolution vers un effort en Europe de céder une partie de leur souveraineté en faveur des liens économiques qu'ils sont en train de tisser. Ce que vous suggérez, au fond, c'est l'inverse de ce qui arrive en Europe.

M. Desbiens: D'abord, ces pays-là sont des pays souverains. Avant de penser à s'ouvrir à leurs voisins et au reste du monde, ils ont commencé par s'assumer eux-mêmes et prendre efficacement en main leur devenir, autant aux points de vue économique que culturel, etc. Donc, première condition qu'on dit: Passons aussi par ce procédé, par ce processus qui veut que, avant de pouvoir s'ouvrir aux autres, il faut d'abord se connaître soi-même et s'assumer soi-même. Alors, une fois que nous nous serons assumés et qu'on aura pris possession de tous nos moyens, il n'y a rien qui empêchera le

Québec de faire les alliances et, dans certains cas, les associations et, dans certains cas, ça deviendra... Et je pense que là-dessus, la population du Québec, ce n'est même plus une question qui se pose, elle est ouverte à des alliances qui lui soient mutuellement avantageuses, aussi bien avec le Canada qu'avec les États-Unis ou même les pays de la CEE. Si Gilles, tu as d'autres choses...

M. Ouellet: Mais votre lien politique, pour vous, est plus important que le lien économique.

M. Desbiens: Le lien économique est plus important au départ comme assise, comme base, pour développer nos liens économiques.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va? M. Roy.

M. Roy: Merci, M. le Président. Peut-être un commentaire général. S'il y a un prix à payer pour la souveraineté, il ne faudrait pas laisser entendre et conclure qu'il n'y a pas de prix à payer si on reste dans le Canada. J'aimerais revenir à votre mémoire. Vous affirmez que le Québec est inscrit dans le courant de mondialisation des marchés. Vous ajoutez que la pleine souveraineté du Québec s'impose d'abord pour des motifs sociaux et culturels. Pour moi, il n'y a pas de contradiction. Il n'y a pas d'opposition, ça va. La culture s'inscrit aussi dans une économie de marché. Par contre, je cherche le comment d'une culture souveraine dans un Québec tel que vous le définissez, c'est-à-dire sur la base d'un gouvernement régional. Et je vous pose la question suivante: Comment le développement culturel des régions se situe-t-il face à ce courant actuel de mondialisation des marchés, compte tenu de l'économie de marché qui se trouve à être une prémisse de votre mémoire?

M. Bergeron (Gilles): C'est clair que la création d'un gouvernement régional devrait permettre la mise en place d'un organisme qui devrait, justement, s'occuper davantage de la culture au niveau des régions. C'est clair que, sur le plan même du développement économique des régions, le dynamisme culturel, l'émergence d'une créativité plus grande, ce sont des facteurs fondamentaux dans le développement économique actuel. Je pense que vous avez raison de dire que c'est souvent le parent pauvre du développement de nos sociétés, c'est le parent pauvre du développement de nos régions, et c'est un problème parce que c'est en même temps un frein à notre développement économique, parce que la culture, avec l'émergence de la créativité qu'elle permet, ça peut être un levier de développement économique excessivement important.

M. Roy: Pensez-vous qu'un Québec souverain favoriserait une politique, d'abord, cul-

turelle? Et comment, à l'intérieur d'une région, une intervention de nature plus, au niveau de l'organisation, disons, du ministère des Affaires culturelles tel qu'on le connaît actuellement, et une organisation qui serait régionale, concernant la culture, est-ce qu'il n'y aurait pas là un double emploi, ou s'il faut, encore une fois, préférer une centralisation? Je pose la question, là, vicieuse un peu.

M. Bergeron (Gilles): Non, je pense qu'on parle toujours du double emploi. On oublie que quelque part, au niveau des régions, il y a de la place pour la mise en place d'un dynamisme autonome des régions. Si on veut, justement, qu'il se développe une culture vivace, dynamique, au niveau des régions, il faut mettre en place une structure qui permet, justement, l'émergence de ce dynamisme-là. Déjà, malgré le peu de pouvoirs qu'ils ont, nos conseils, par exemple, régionaux, culturels, sont déjà des organismes excessivement importants pour promouvoir, justement, cette culture au niveau régional. Tout simplement, nous disons: À cette dynamique qui est déjà en place, dans le cadre d'un Québec souverain, donnons davantage de moyens, et organisons naturellement pour qu'il y ait, avec le niveau central, pour qu'il y ait naturellement une harmonisation, une coordination des tâches.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Bergeron. Nous passons maintenant à M. Robert Benoit.

M. Benoit: M. le Président, merci. Nous avons reçu, en arrivant dans la région, un document qui s'intitule "L'avenir", qui illustre très bien ce qu'est la région du Lac-Saint-Jean et du Saguenay, et je pense que le débat qu'on mène ici, qu'on mène depuis trois semaines à travers le Québec, pourrait aussi avoir ce titre, "L'avenir", "The future". Et je félicite les gens d'ici, non pas de regarder à l'arrière et nous ramener des clichés, mais bien de regarder par en avant, et très positif, et j'apprécie ce genre de document. Je veux citer aussi une phrase, et mes questions vont aller dans le sens de l'éditorial *Le Quotidien*, que vous avez ici. L'éditorialiste Carol Néron finit son éditorial aujourd'hui en disant: "Ici et ailleurs en province, on considère que les véritables défis reliés à l'avenir du Québec sont de nature économique". Si vous me le permettez, je vais vous poser des questions de nature économique, comme votre éditorial, je les écoute toujours quand ils parlent, alors je vais encore une fois l'écouter, et je vais vous poser des questions de nature économique. Vous dites dans votre mémoire: "La négociation d'accords de coopération économique avec les pays voisins sera conclue par la voie de traités entre États souverains". Il y a déjà bon nombre d'accords qui sont signés entre le Canada et différents autres pays. Comment voyez-vous ces

accords-là? Est-ce qu'on devra les résigner, ou est-ce qu'on devra les transporter? Vous avez regardé ça, en faisant votre mémoire?

M. Bergeron (Gilles): Je pense qu'il y a là un problème constitutionnel qui dépasse notre champ de compétence. Mais il m'apparaît, sur le plan économique normal, que ces traités-là puissent être reconduits, parce que tout simplement, de ce côté-là, nos liens avec l'étranger doivent être maintenus, et il n'y a pas de considérations économiques qui peuvent nous empêcher de croire qu'ils pourront l'être.

M. Benoit: Alors, si je comprends bien, il n'y a pas de reconduction automatique? On devra renégocier avec chacune des parties prenantes ces accords-là? Est-ce que c'est ce que je dois comprendre?

M. Bergeron (Gilles): Des constitutionnalistes plus chevronnés que moi dans ces questions-là pourront vous éclairer sur la négociation des traités internationaux. Sur le plan économique, il ne m'apparaît pas qu'il y ait des contraintes à ce que la continuation se fasse.

M. Benoit: Vous mentionnez aux pages 6, 10 et 11 de votre mémoire, une décentralisation. C'est un cri du cœur qui nous est venu dans plusieurs régions, à Sept-Îles hier, à Matane avant-hier, sûrement dans l'Abitibi la semaine prochaine. C'est un cri du cœur qui nous revient à travers le Québec, de décentraliser. Et vous dites que si on mettait le fédéral et le provincial dans un État souverain, éventuellement, tous ces bureaucrates-là ensemble, ça ferait bien du monde. Je pense que je suis relativement d'accord, et la population du Québec est d'accord avec vous, probablement. Maintenant, ça pose une question aux gens de l'Outaouais, et on va y être la semaine prochaine: Que faisons-nous de ces bureaucrates qui sont maintenant à Ottawa, qui demeurent au Québec ou qui travaillent pour des choses qu'on voudrait rapatrier au Québec?

M. Bergeron (Gilles): Je pense qu'il y a déjà des gens qui se sont engagés à ce que les postes au niveau de ces fonctionnaires-là soient maintenus comme tels. Je pense aussi qu'à ce moment-là, il faudra voir quand même comment on peut mieux les répartir sur le territoire, et comment aussi on peut, avec les fonctionnaires régionaux, qui sont du fédéral et du provincial, comment on peut harmoniser cet ensemble de la fonction publique. Mais là, vous soulevez un problème très complexe qu'il faudra régler sur une période de temps plus ou moins longue, en tenant compte et en respectant les individus en cause.

M. Benoit: Quand vous mentionnez que nous devrions amener plus près des régions les

pouvoirs décisionnels, est-ce que je dois comprendre que nous devons prendre ces fonctionnaires, qu'ils soient d'Ottawa ou de Québec, de la Grande-Allée, et les amener dans vos régions? Est-ce que ce serait dans une décentralisation, ou si on parle d'une nouvelle structure où on recréerait tout un fonctionariat?

M. Bergeron (Gilles): Lorsque vous parlez tout simplement de ramener les fonctionnaires dans les régions, vous parlez naturellement d'un processus de déconcentration administrative. Il n'est pas impensable qu'une partie, finalement la réorganisation administrative, donne lieu à un processus de déconcentration administrative au niveau des régions. Lorsque nous parlons de décentralisation, nous parlons naturellement de la création d'une véritable expertise au niveau régional.

M. Benoit: Alors, vous réalisez que si c'était le cas, si nous devions ramener vers les régions, c'est un processus j'imagine qui serait très long, et je finirai là-dessus. C'est compliqué de prendre des gens d'une région, et de les déménager avec femme et enfants, maintenant que les deux conjoints travaillent dans les grands centres. C'est un processus qui serait très long, je pense. Vous réalisez ça?

M. Bergeron (Gilles): C'est un processus complexe, et il est d'autant plus important d'établir à l'avance des principes directeurs, qui soient des principes valables sur une longue période.

M. Benoit: Parfait, merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Messieurs. Ça va monsieur? M. Claude Bergeron, M. Gilles Bergeron, M. Desbiens, Mme Arseneault, M. Archibald, merci de votre présence, merci de votre contribution.

(Suspension de la séance à 16 h 57)

(Reprise à 17 h 1)

Le Président (M. Jean Campeau): Mesdames et messieurs si vous voulez bien reprendre vos sièges. Nous recevons maintenant le groupe Mashteuiatsh qu'on connaît aussi sous le nom de communauté montagnaise de Pointe-Bleue du Lac-Saint-Jean. Alors M. Rémy Kurtness, est-ce que vous voulez bien nous présenter vos deux collègues?

M. Kurtness (Rémy): Avec plaisir M. le Président. À ma gauche, le président du Conseil des anciens dans la communauté, M. Harry Kurtness et à ma droite le président du Comité des jeunes, toujours dans la communauté, M.

Gilbert Dominique.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, allez-y pour votre exposé M. Kurtness.

Mashteuiatsh (Conseil des montagnais du Lac-Saint-Jean)

M. Kurtness (Rémy): Merci M. le Président. Mesdames, messieurs membres de la Commission, distingués invités et observateurs. Je désire d'abord remercier la Commission d'écouter l'opinion que je vais émettre et je suis persuadé qu'elle est sensible et réceptive devant ces considérations. J'aimerais, au préalable, spécifier que je parle au nom de la communauté de Mashteuiatsh. Notre mémoire souligne d'abord les similitudes dans les aspirations et les démarches de nos deux peuples avant de tracer l'historique des efforts investis à définir et réaliser le gouvernement indien souhaité. Ainsi, le mémoire souligne la mission de Mashteuiatsh, les principes qui les guident, de même que les aspirations qui les animent. On spécifie que les droits qui en émanent doivent recevoir une protection constitutionnelle. Notre notion de souveraineté est exprimée et démystifiée. Après avoir défini ce cadre, les rôles que ses membres veulent ensuite jouer dans un futur Québec, quel que soit son statut, sont élaborés.

Depuis les nombreuses années que nous vous observons, nous sommes obligés de constater qu'il y a une étonnante et grande similitude dans leur longue démarche entre les autochtones et le Québec. Tels que vous, nous avons aussi immigré sauf que cela est arrivé beaucoup plus de millénaires avant vous. Plus proche de nous, tels que vous, nous avons aussi connu l'époque des grandes solitudes. Nous avons aussi connu notre lac Meech si on se réfère à la Conférence constitutionnelle des premiers ministres sur les autochtones. Les analogies peuvent être nombreuses au plan linguistique, valeurs culturelles distinctes, aspirations spécifiques en tant que peuple à l'autonomie, à la liberté, à une forme de souveraineté. Nous sommes conscients aussi que nous avons beaucoup de différences. Nos positions connues de premiers occupants en sont une. Nos conditions de chômage, d'assistés sociaux, de taux de suicide en sont malheureusement d'autres. En bref, quoique de niveau de développement très différent, nous sommes des peuples en constante quête de leur fierté et en travail continu pour assurer leur dignité. C'est dans cet esprit que vous devez être sensibles et attentifs à la place que nous devons occuper dans un futur Québec, quel que soit son statut.

La mission de Mashteuiatsh est d'abord en double dimension. Premièrement, défendre des droits et intérêts afin d'atteindre et de maintenir une complète autonomie gouvernementale sur réserve et en territoire. Deuxièmement, offrir sur réserve et en territoire des services répondant

aux besoins afin d'améliorer et de maintenir le bien-être et le développement de la population à tous les niveaux.

Cette orientation a comme pierre angulaire notre lien spirituel et sacré à la terre. Elle a comme moteur notre détermination et notre conviction profonde à garder notre identité culturelle propre et à exercer nos compétences spécifiques sur ces territoires. C'est cette mission qui est à la base de toutes les positions que nous avons prises jusqu'à maintenant et qui sera notre encore de nombreuses années. Ce territoire ancestral, nous l'avons régi, géré, contrôlé, développé et défendu depuis des temps immémoriaux. Nous continuons et continuerons à l'occuper et à l'utiliser dans le respect de nos valeurs traditionnelles. Nous n'avons jamais renoncé à notre souveraineté, ni par convention ni autrement.

La déclaration de principes de Mashteuiatsh: Nous avons par la suite codifié ces aspirations dans une déclaration de principes que nous avons présentée en mars 1986 au ministre des Affaires indiennes de l'époque, M. David Crombie, qui s'est montré très réceptif. Je vous en rappelle ici les grands principes. Nous, Montagnais du Lac-Saint-Jean formant la bande de Mashteuiatsh-Pointe-Bleue:

Premièrement, déclarons avoir le droit d'être reconnus, de disposer de nous-mêmes, et de poursuivre notre développement en tant que peuple et nation distincte avec notre identité propre et exerçant nos droits et libertés fondamentales;

Deuxièmement, déclarons, en qualité de Première Nation, avoir le droit de conserver la propriété de nos territoires traditionnels, incluant les eaux et les sous-sols dans des conditions appropriées pour assurer notre indépendance et notre autosuffisance économique et sociale en conformité de nos valeurs traditionnelles et contemporaines;

Troisièmement, déclarons vouloir assumer totalement notre autonomie politique sur une base territoriale déterminée par le biais de nos propres institutions développées en conformité de nos valeurs, nos aspirations et nos besoins;

Quatrièmement, déclarons qu'en tant que première nation, il nous revient de droit de déterminer qui seront nos membres, d'exercer des pouvoirs exclusifs, de légiférer et d'adopter des politiques en ce qui nous concerne;

Cinquièmement, déclarons avoir le droit de pratiquer et de conserver notre langue, nos traditions, nos coutumes, nos valeurs culturelles propres;

Sixièmement, déclarons pouvoir exercer un contrôle exclusif de toutes les activités sur notre territoire, tant au niveau social, culturel qu'économique, et de pouvoir bénéficier et contrôler l'utilisation et la gestion des ressources en provenant;

Septièmement, déclarons que nos droits

ancestraux et traditionnels existent toujours, sont inaliénables, non négociables, et doivent être respectés;

Huitièmement, déclarons que les gouvernements se doivent de nous attribuer une compensation pour l'utilisation de notre territoire et l'exploitation de ses ressources par le passé;

Neuvièmement, déclarons reconnaître la nécessité de maintenir des rapports harmonieux et égalitaires avec la société québécoise et canadienne, fondés sur le respect des droits et la confiance mutuelle;

Dixièmement, déclarons nécessaire l'enchéassement, dans la Constitution, du maintien de notre droit à l'autodétermination et à la souveraineté.

On s'est depuis des décennies débattu pour la reconnaissance de ces principes, et nous sommes encore en processus de négociation avec les deux paliers de gouvernement.

Les réponses des gouvernements: Nous avons vu par le passé les différents gouvernements faire des efforts substantiels, non encore suffisants cependant, afin de répondre à nos revendications. Qu'on se rappelle l'entente sur la Baie James, la déclaration de principe du 20 mai 1985, à l'Assemblée nationale récemment encore, en mars 1986, lors de la conférence constitutionnelle, le ministre Gil Rémillard déclarait ceci dans son allocution: La reconnaissance des droits des peuples autochtones fait maintenant partie de la conscience collective québécoise. Il faut reconnaître d'emblée et sans arrière-pensée ce droit fondamental à l'autonomie gouvernementale. Nous avons perçu dans ces réponses diverses une certaine volonté gouvernementale de satisfaire les aspirations légitimes de mon peuple. Nous savons l'apprécier. Nous devons cependant reconnaître que la route est encore longue avant d'en arriver à un stade mutuellement satisfaisant. Les obstacles sont encore multiples, mais on demeure confiants.

Protection des droits par la Constitution. Nous pensons cependant que la définition et la confirmation des droits des Montagnais du Lac-Saint-Jean à l'autonomie gouvernementale doit recevoir la protection constitutionnelle. Ensuite, les modalités seront à déterminer selon des ententes négociées avec chaque nation. Peu importe la formule pour laquelle le Québec optera demain, nous recherchons cet enchéassement constitutionnel, qu'il soit encore à Québec ou à Ottawa. Nous sommes, d'une part, les premiers peuples fondateurs et, à ce titre, nous devons être partie prenante et distincte à la Constitution et, d'autre part, il nous apparaît tellement facile de changer une loi que nos droits n'y seraient pas réellement protégés.

C'est pourquoi, peu importe la situation, nous recherchons cette protection dans la première loi du pays: notre notion de souveraineté. Nous sommes conscients que le terme "souveraineté" peut effrayer beaucoup de monde.

J'aimerais ici contribuer à démystifier un terme qui a peut-être été trop galvaudé à toutes les périodes. Nous voulons une souveraineté avec des compétences spécifiques permettant notre épanouissement selon nos aspirations. Certaines compétences doivent être partagées et d'autres purement déléguées. Il n'est pas question ici de placer le peuple de Mashteuiatsh au-dessus des autres ni de le mettre en dessous par contre. Il n'est pas question non plus d'avoir un État dans l'État avec des affaires étrangères, une armée propre, des postes, etc. Ce n'est pas là notre conception. Il est plutôt question d'avoir des compétences propres sur un territoire nous appartenant spécifiquement et qui traduiront notre souveraineté. C'est là que nous voulons exercer notre droit à l'autonomie complète.

Nous pensons que la survie, le respect et le développement de notre peuple sont des réalités que nous ne pouvons atteindre que par un seul moyen, soit la reconnaissance du droit inhérent à nous autogouverner et la reconnaissance du droit de propriété et de notre compétence sur nos territoires et ses ressources, avec des programmes et services amérindianisés.

Nous proposons ici un mécanisme officialisé au plus haut niveau où les parties seront tenues de s'asseoir à la table en vue de trier les matières touchant la compétence de ce nouveau palier de gouvernement. Il est évident que des arrangements ou des ententes doivent avoir lieu de façon à harmoniser la coexistence avec les groupes qui nous entourent. Un crime demeurera un crime. C'est ce type de souveraineté que nous recherchons et qui nous apparaît faisable et viable pour le respect et la dignité de notre peuple.

Rôle futur proactif. Dans ce nouveau cadre, une fois réglée cette question constitutionnelle protégeant le type de souveraineté recherchée, nous ne voulons plus jouer le rôle de l'arrière-wagon. Nous voulons constituer une des locomotives actives. Nous voulons faire reconnaître nos droits. Nous voulons nos territoires. Nous voulons nos compétences spécifiques. Nous voulons participer conjointement à l'exploitation des ressources, en tirer aussi des bénéfices et contribuer au développement général du Québec. Nous voulons, nous aussi, faire partie pleinement de la redistribution des richesses nationales. Nous voulons aussi, en tant que peuple, participer à une démocratisation future plus grande du Québec qui devra, entre autres, se traduire par une députation représentative en Chambre par les compétences partagées ou déléguées que nous aurons convenu. Cette députation devra avoir les pouvoirs pouvant aller jusqu'au veto quand le Parlement traite des questions autochtones. Nous voulons participer aussi aux décisions que le Québec peut prendre en matière d'immigration, de politiques extérieures, bref, être partie prenante.

Avec ces considérations préalables, la forme qu'un Québec futur peut prendre politiquement et constitutionnellement ne nous effraie pas. Nous

considérons cependant que le Québec devrait garder certains liens à définir avec le reste du Canada. En ce qui nous concerne, un de ces liens devrait être sûrement la question autochtone. Pas que nous voulions garder le sacro-saint lien ombilical avec Ottawa, mais plus dans l'optique de contribution et d'enrichissement mutuel possible à l'indianité, qui déborderait largement un Québec plus souverain à ce chapitre.

En conclusion, je dirais que ce que nous recherchons ici, c'est un peu l'esprit que vous recherchez au lac Meech. Nous croyons en notre droit fondamental et inaliénable à nous autogouverner. Nous croyons à une notion de souveraineté avec nos territoires propres, nos ressources propres, nos compétences propres. Nous croyons à des compétences partagées ou simplement déléguées, selon les arrangements qui auront été négociés au préalable.

En terminant, et c'est très court, je vais passer la parole au président du Conseil des aînés et, par la suite, au président du Comité des jeunes.
(17 h 15)

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait.

M. Kurtness (Harry): Mesdames, messieurs, j'ai été membre du Conseil de bande de la communauté de Mashteuiatsh durant environ une trentaine d'années. J'ai toujours défendu nos territoires, notre mode de vie et nos valeurs d'Indiens. J'ai toujours combattu pour notre gouvernement indien, et c'est pour cela que, au nom des aînés, je supporte sans hésitation le contenu du mémoire que le chef vient d'exposer. J'espère que, avant de mourir, je verrai sa réalisation, et j'espère enfin de voir la lumière au bout du tunnel, soit pour moi ou pour mes enfants à venir. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous débutons... Excusez-moi, monsieur, allez-y.

M. Dominique (Gilbert): Mesdames et messieurs, nos pères ont combattu et vécu d'espérance. La génération adulte actuelle continue de poursuivre cette longue lutte pour notre souveraineté. Nous, les jeunes, avant d'entrer dans l'arène de la vie adulte, on vous observe. On commence à participer graduellement. Et soyez assurés qu'on est déterminé à garder complètement nos valeurs d'Indiens.

Chez nous, les jeunes de 25 ans et moins représentent environ 70 % de notre population. Nous, on veut arrêter d'espérer et on veut que soit réalisé ce gouvernement indien pour lequel on lutte depuis des générations. Avec les multiples problèmes qu'on envisage, demain, avec notre arrivée massive dans la vie adulte, on ne pourra plus se permettre de s'espérer. On voudrait bien vivre, alors, et se développer dans un pacte de souveraineté qu'on aura conclu avant.

Dans ce nouveau monde contemporain, nous

allons continuer de nous développer, mais sans jamais, jamais et jamais perdre de nos valeurs traditionnelles. Merci.

M. Kurtness (Rémy): Pour terminer, M. le Président, si vous me le permettez, j'aimerais, pour les membres de la Commission, rappeler qu'au-delà des structures et des concepts gouvernementaux, nous défendons un mode de vie et une culture propre qui fait notre Indienne, donc notre distinction des autres peuples que nous avons toujours respectés et que nous respecterons encore. Nous essayons de conserver, et faire conserver, un lien sacré et un respect avec notre mère: la terre. Bien que nous ne soyons pas contre le développement, les coupes forestières, les développements hydroélectriques constituent des plaies au sein de notre mère. On ne commet pas de matricide. On ne blesse pas celle qui nous nourrit. Et dites-vous bien: La nature et le Grand Esprit sont les témoins de vos pensées et de vos actions. On dit que la maturité d'un peuple est celle où celui-ci peut exercer en toute liberté sa souveraineté, peu importe le cadre. Cette maturité est aussi celle où on peut respecter les aspirations des autres peuples à cette même souveraineté.

Vous êtes au-delà de 6 000 000 à tenter de préserver vos valeurs culturelles et linguistiques face à une Amérique du Nord anglophone d'au-delà de 200 000 000. Nous sommes environ 40 000 à poursuivre les mêmes aspirations que vous, mais cela depuis près de 400 ans. Qu'ensemble on réussisse à définir un pacte constitutionnel, d'égal à égal, pour le mieux-être de nos particularités respectives. Enfin, nous croyons possible dans ce cadre une coexistence harmonieuse, mutuellement complémentaire et globalement enrichissante.

Je vous remercie de l'attention que vous porterez au message d'un peuple profondément lié à sa terre et à sa culture. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Si vous le permettez, nous allons maintenant passer aux questions ou interventions. J'ai, évidemment, une longue liste d'interventions. Je prends pour acquis que les membres auront des questions courtes, et je commence par Mme Rosette Côté.

Mme Côté: Merci, M. le Président. Moi, je tiens d'abord à vous féliciter pour le mémoire que vous avez présenté, et surtout pour la définition que vous avez donnée de la souveraineté de votre peuple. Et je me suis amusée à l'appliquer à la souveraineté du Québec, et je lis: Nous pensons que la survie, le respect et le développement de notre peuple est une réalité que nous ne pouvons atteindre que par un seul moyen, soit la reconnaissance du droit inhérent à nous autogouverner. Je pense que c'est ça que le peuple québécois donne comme définition de la souveraineté.

Maintenant, vous n'avez pas beaucoup parlé du droit des autochtones à l'éducation. À quelque part, vous dites: Nous voulons nos propres institutions. À la page 15, par contre, vous dites: Nous voulons des compétences partagées, simplement déléguées selon des arrangements. Quelles sont vos principales revendications en matière d'éducation? Éducation pris dans le sens de, oui, transmission de valeurs, transmission de culture, transmission de mode de vie, mais aussi transmission des connaissances et accès au savoir. On n'en parle pas beaucoup et j'aimerais ça que vous développiez davantage.

M. Kurtness (Rémy): En fait, l'éducation est un secteur de l'aspiration légitime à la souveraineté. Il y en a beaucoup d'autres; on va parler, entre autres, du domaine social. Et ce qui est important pour nous c'est que, peu importe le secteur – celui de l'éducation entre autres – que ce soit nous qui prenions les décisions pour notre peuple. Parce que c'est nous qui connaissons nos besoins, nos valeurs, nos aspirations. Et ce n'est pas, selon nous, à un fonctionnaire en arrière d'un bureau à Ottawa de décider pour une communauté que, possiblement, il n'a jamais visitée. Et c'est ça, notre droit à s'autogouverner.

Mme Côté: Et ça – excusez-moi, M. le Président – ça veut dire... est-ce qu'à ce moment-là, ça peut être une formule de cohabitation où les aspirations sont prises en considération, où votre voix a un poids et qu'ensuite, la décision est prise? Ou bien si c'est vraiment distinct, c'est-à-dire que vous gérez vos propres institutions selon la façon dont vous le décidez, sans nécessairement avoir de lien avec le reste du système d'éducation pour l'ensemble des autres communautés au Québec.

M. Kurtness (Rémy): Puisque vous faites le rapprochement, Mme Côté, avec l'éducation, il est très clair que les objectifs pédagogiques du secondaire, à l'école "allochtone", on va probablement et sûrement même, les atteindre, comme à l'école amérindienne. Cependant, les cours d'histoire vont probablement être différents et nous allons inclure, ce que nous faisons déjà d'ailleurs, des cours de langue, des cours de culture propres à ce qu'on est comme peuple.

Mme Côté: Merci beaucoup.

Le Président (M. Jean Campeau): Maintenant, M. Gérald Larose et par la suite, M. Claude Béland.

M. Larose: Merci, M. le Président. Sans flagornerie, je voudrais dire à nos amis que le dossier qu'ils nous présentent est impressionnant dans la suite de celui que nous avons débattu à Sept-Îles. On a connu récemment des événements troublés ou troublants qui ont fait que, dans

l'opinion publique, la question amérindienne était d'une complexité assez extraordinaire. À lire votre texte et celui des Innus à Sept-Îles, ça demeure une réalité complexe mais accessible pour un peuple qui veut régler ses problèmes et qui veut les régler de façon définitive dans le cadre d'une loi fondamentale qui est la Constitution.

Au milieu des événements, nous n'étions pas très nombreux à dire que, s'il y a une place en Amérique où on peut se coltater avec cette réalité et l'inscrire sur des rails pour régler, c'est au Québec. Je ne pensais pas que vous le diriez vous-même, à la page 5, car vous identifiez fort bien qu'il y a des tas de similitudes.

Oui, je pense que nous sommes colonisés. Oui, nous savons ce que c'est qu'être dominés ou d'avoir été dominés, mais en même temps, d'être sur une piste où on peut se libérer davantage. Comme le moment est fort bien choisi – il y a un momentum de redéfinition de l'ensemble de la situation au Québec – je pense qu'on est convoqués à redéfinir le Québec, d'abord en reconnaissant qu'il y a diverses composantes dans cette société. J'insiste parce que je pense que c'est la clé de notre règlement et que cette reconnaissance passe par la reconnaissance de droits collectifs que vous identifiez fort bien, oscillant avec des droits individuels applicables à tous les citoyens. Et j'insiste pour dire que, s'il y a un échec au Canada, c'est précisément parce qu'on n'a jamais voulu pleinement reconnaître les droits collectifs des uns et des autres, ni des autochtones, ni des francophones, notamment.

À la page 13 et à la page 14, vous nous parlez, ou plutôt vous passez peut-être rapidement sur la question de la justice ou des mécanismes. Est-ce que dans votre vision, où on reconnaît des droits collectifs avec autogouvernement etc., est-ce que la justice va... Prenons l'exemple de la Charte des droits et libertés individuels, est-ce qu'elle est applicable à vos membres, dans le cadre où on pourrait avoir des tribunaux autochtones? Est-ce que les tribunaux autochtones pourraient appliquer une charte des droits et libertés individuels?

Deuxième question, c'est par rapport à la représentation à l'Assemblée nationale. Vous semblez souhaiter que la souveraineté, une partie de cette souveraineté soit partagée, au sens où vous pourriez avoir des délégués à l'Assemblée nationale. Est-ce que c'est au même titre que tous les députés, ou précisément, et c'est là-dessus que je voudrais des précisions, sur des matières très spécifiques, celles qui concernent les nations autochtones?

M. Kurtness (Rémy): J'ai beaucoup apprécié votre premier commentaire et avant de répondre à vos deux questions spécifiques j'aimerais juste compléter votre commentaire, si vous me le permettez. Effectivement, il existe diverses composantes dans la société. Il existe des droits collectifs, il existe des droits individuels. Je

pense que, comme président d'une centrale syndicale, vous n'accepteriez jamais de négocier sur la base de l'extinction des droits. La politique nationale fédérale exige que, pour les Indiens, on négocie sur la base de l'extinction des droits. Je ne connais aucun syndicat qui accepterait ça. On l'exige de nous. C'est le commentaire que je voulais poursuivre.

Quant à la question sur la justice, en reconnaissant des compétences spécifiques, peu importe le secteur – prenons le secteur de la justice puisque là est la question – définitivement qu'il y a des modèles qui devront être québécois, il y a des modèles qui devront être canadiens, et il y a des modèles qui devront être amérindiens.

La justice est la même pour tout le monde, je l'ai dit. Un crime, chez nous va demeurer un crime, sauf qu'il y a une façon de gérer la justice en milieu autochtone qui devrait être, à mon avis, quelque peu différente du monde allochtone parce qu'on n'a pas les mêmes valeurs. Nous, traditionnellement, quand quelqu'un faisait une erreur, on l'empêchait de pratiquer ses activités traditionnelles. C'était deux fois pire que de l'envoyer cinq ou six mois en prison. Deux fois pire. Et il revenait dans la société guéri. Quand il revient de la prison, il n'est pas guéri. Et c'est ce type de justice-là que nous on voudrait voir amérindianisée. Et bien sûr qu'un crime va demeurer un crime.

Quant à votre deuxième question sur la députation, sur la mécanique, je pense que tout est négociable. Nous, ce qu'on vous propose, et ce qu'on propose à la Commission, c'est une représentation autochtone à l'Assemblée nationale, sur des questions autochtones. Parce qu'on pense que, aspirant légitimement aux mêmes droits, à la même liberté, à une forme de souveraineté, on pense qu'effectivement, sur la question des droits autochtones, la députation autochtone devrait se prononcer. Et c'est dans cet esprit-là qu'on vous propose une députation.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci. Alors, nous allons donc à M. Sébastien Allard qui sera suivi de M. Bouchard.

M. Allard: Merci, M. le Président. J'ai également trouvé très intéressant votre mémoire et particulièrement la référence à laquelle M. Larose a aussi fait allusion. Et c'est la première fois, il me semble, que je le lis ou que je l'entends. Vous dites que vous, comme nous, sommes des immigrants au Québec. Nous sommes venus d'ailleurs. Vos ancêtres sont venus d'ailleurs, les nôtres sont venus d'ailleurs, sauf que les vôtres sont arrivés beaucoup plus loin dans le temps que les nôtres. Je trouve cette remarque intéressante. Et, encore une fois, c'est la première fois que je l'entendais ou que je la lisais.

Ce que je voudrais vous poser comme

question, c'est pour mieux comprendre ce que vous souhaitez comme organisation de communauté. Parce que vous dites à un endroit, et je vais à la page 8, que ça fait partie de la déclaration des principes qui a été préparée en 1986 que vous voudriez assumer totalement votre autonomie politique. Je ne sais pas ce que ça suppose, mais j'imagine que ça suppose que vous avez votre gouvernement.

(17 h 30)

Vous dites que vous voulez la propriété de vos territoires traditionnels. Encore là, j'imagine – et vous pourrez me le dire – qu'il s'agit d'un espace géographique quelconque, qui est votre territoire, et vous voulez exploiter les ressources de ce territoire-là, si je comprends bien ce que c'est, comme je viens de le dire. Ça veut dire qu'il y a peut-être des gens qui sont déjà là, sur ce territoire-là. Si on acceptait ce que vous demandez, ça veut dire qu'il faut les enlever, ces gens-là, ou s'ils restent là à exploiter je ne sais trop quoi, parce que je ne connais pas le territoire, vous voulez une compensation économique quelconque ou vous voulez travailler conjointement avec les entreprises qui peuvent s'y trouver pour exploiter les ressources. Une fois que vous avez dit ça, vous dites que vous auriez, si ça se réalisait, des délégués à l'Assemblée nationale.

Bon, alors je mets tout ça ensemble, puis je me dis: Si vous voulez votre autonomie politique complète et que vous voulez ensuite des délégués à l'Assemblée nationale, est-ce que vous parlez d'un système fédéral? L'État de votre communauté, l'État du Québec ensemble ont une espèce de système fédéral. Est-ce que c'est ça? Je ne dis pas que c'est ça que vous dites, là. Je vous ai dit au début que c'est pour essayer de comprendre. Pourriez-vous éclaircir ces questions-là que j'ai soulevées: le territoire, le gouvernement autonome, les délégués à l'Assemblée nationale, l'exploitation des richesses?

M. Kurtz (Rémy): Avec plaisir, M. Allard. La première partie de votre interprétation, elle est juste. Je vais apporter cependant certains correctifs, si vous me le permettez, sur la deuxième partie. Autonomie politique, ça s'exprime par l'autonomie gouvernementale. Et qu'est-ce qu'un gouvernement, selon notre vision? Un gouvernement, ça prend des assises territoriales et des ressources naturelles. Effectivement, on va être obligés de tasser du monde dans les territoires, sauf que ce ne sera pas les Indiens qu'on va tasser, parce que eux, ils sont là. C'est probablement demander une meilleure gestion des ressources naturelles aux coupeurs forestiers, aux développeurs hydroélectriques, aux exploitants récréotouristiques – malgré qu'on ait un très grand respect pour eux – aux développeurs miniers. Nous, ce qu'on veut, c'est une partie du territoire, avec la gestion des ressources naturelles, et vous savez très bien, puisqu'il y a

beaucoup d'économistes ici, que c'est ça qui fait la base d'un gouvernement, et c'est ça une autonomie politique basée sur un gouvernement indien. C'est le commentaire sur la première partie.

Quant à la deuxième partie, sur la question de députation, si, effectivement, le Québec reconnaît un gouvernement indien souverain, ça veut dire qu'on devra négocier certaines juridictions. Je l'ai précisé tout à l'heure, nous, on ne veut pas les forces armées. On ne veut pas le ministère des Postes. Par contre, il y a des juridictions qu'on va certainement avoir comme exclusives, et je me permettrais de vous citer, entre autres, l'environnement. Il y a d'autres juridictions qu'on voudrait voir partagées, et c'est ça, la députation; quand on traitera de questions de juridiction autochtone, la députation autochtone devra se prononcer.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, monsieur. Je regrette beaucoup, M. Allard...

M. Allard: ...dont vous allez parler sont les mêmes que celles que le gouvernement fédéral exerce, parce que le Québec n'a pas son armée, n'a pas son ministère des Affaires étrangères, et n'a pas les Postes. C'est un système fédéral. Excusez.

M. Kurtness (Rémy): ...parce que la ressource naturelle, les ressources naturelles, c'est-à-dire une partie des territoires, il y a des juridictions, effectivement, qui sont fédérales, mais il y a d'autres juridictions qui sont québécoises, aussi. Il devrait y avoir des juridictions amérindiennes. C'est ce qu'on veut dire.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Bouchard, suivi de M. Hogue.

M. Bouchard: Merci. Peut-être qu'on pourrait apporter une légère correction, enfin, une précision à ce que M. Allard rappelait, tout à l'heure, quant à ce caractère commun d'être des immigrants, les Amérindiens et nous, puisque vous autres, quand vous êtes arrivés, il n'y avait personne. Nous autres, il y avait vous autres, quand on est arrivés. Je pense qu'il y a des raisons extraordinairement optimistes de regarder avec beaucoup d'intérêt ce que vous faites, parce que ça se combine avec ce qu'on a vu hier à Sept-Îles, un autre effort de réflexion qui a été proposé hier à Sept-Îles par les Montagnais, et qui recoupe en partie ce que vous faites aujourd'hui, qui est une tentative rationnelle, sereine, de concevoir des arrangements qui pourraient fonctionner. Des arrangements qui permettraient de trouver une démarcation entre le début de vos droits, la fin de vos droits, le début des droits des Blancs à l'intérieur d'un même territoire. Et à ce point de vue, je pense que c'est un effort qu'il faut saluer et qu'il faut

poursuivre.

Bien sûr qu'on ne peut pas le faire ici, parce que ce sont des concepts extrêmement complexes, qui ne trouveront leur caractère définitif qu'au terme de discussions très importantes qu'il faudra avoir au niveau du gouvernement du Québec et de votre nation et des autres nations.

Il y a une phrase qui m'a frappé dans votre texte. M. Allard y a fait allusion tout à l'heure, c'est à la page 12: Il n'est pas question non plus d'avoir un État dans l'État, avec des Affaires étrangères, une armée propre, des postes. Il est plutôt question d'avoir des compétences propres sur un territoire nous appartenant spécifiquement, et qui traduiront notre souveraineté. Il y a... C'est sûr que ce sont des concepts extrêmement difficiles à résoudre et à préciser, parce qu'il y a beaucoup de gens au Québec maintenant qui parlent de la souveraineté du Québec et qui aiment en parler en termes d'un territoire indivisible, sans écarter la possibilité qu'il y ait, à l'intérieur de ce territoire, des allocations de droits spécifiques à des nations autochtones, par exemple, qui pourraient même les exercer par le truchement d'un gouvernement.

Est-ce que, sans donner de réponse définitive bien sûr, mais est-ce que ça pourrait être un terme qui pourrait, grossièrement mais assez fidèlement, représenter ce que vous avez à l'esprit – si on disait que ce vous avez en tête au fond – c'est le concept de souveraineté interne, par rapport à une souveraineté générale qu'exercerait l'État du Québec, l'État québécois?

M. Kurtness (Rémy): Il y a une partie de la réponse qui est dans la question. Mais je vais définitivement apporter certaines autres précisions, parce que ce n'est pas une souveraineté interne dans une souveraineté globale. D'abord, je dois dire que vous avez beaucoup de justesse quand vous dites que, effectivement, fondamentalement, le mémoire qu'on dépose, est sensiblement... rencontre sensiblement les mêmes fondements, les mêmes concepts – à part peut-être le tribunal des peuples que nous, on n'a pas amené – que les Innu ou Montagnais de Uashat Mani-Utenam.

Quand on dit qu'il n'est pas question d'avoir un État dans un État, c'est que je pense qu'on est consistants et rationnels avec le mémoire. Quand on dit qu'effectivement on ne veut pas les forces armées, on ne veut pas le ministère des Postes, et d'autres ministères, je pense sur lesquels on n'a pas une très grande expertise et sur lesquels non plus, on ne veut pas. Cependant, ça devra être négocié d'égal à égal, faisant l'objet d'ententes. Et c'est ce qui précise que ce n'est pas une souveraineté interne dans une souveraineté globale.

Cependant, et je dois nuancer un peu, cependant elle peut être partielle, progressive, mais elle devra avoir comme objectif une souve-

raineté d'égal à égal, de peuple à peuple, de nation à nation, de gouvernement à gouvernement.

M. Bouchard: Et les ententes, je termine, et les ententes, vous voulez les consacrer dans la constitution, les cristalliser dans la constitution du Québec.

M. Kurtness (Rémy): Vous avez parlé, je pense que c'est M. Larose qui a parlé de droits individuels et de droits collectifs. Il est définitif, pour les Montagnais du Lac-Saint-Jean, que tous ces droits-là doivent être protégés par la première loi du pays, c'est-à-dire la constitution.

M. Bouchard: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Jean-Pierre Hogue.

M. Hogue: Merci, M. le Président. Je vous félicite là avec tout ce que je peux posséder d'individu, et je n'ai pas à vous donner de conseils, mais n'acceptez jamais d'être réduits au silence. Et n'acceptez jamais que l'argent tente d'acheter ce qui n'a pas de prix. Et vous venez ici dans des conditions difficiles. Le gouvernement fédéral, à travers le ministère des Affaires indiennes, vous donne de l'argent, auquel vous avez droit, et je ne veux pas soulever ça. Mais je veux supporter encore davantage mon énoncé. Et je vous félicite, pour ce que ça vaut, mais je vous félicite quand même. Et en étant ce que vous êtes, vous allez aider toutes les autres minorités à être davantage ce qu'elles sont.

Ma question, elle, va peut-être au coeur, à la page 11. Et dans votre version préliminaire, que vous avez modifiée, vous le savez... Je ne voudrais pas m'en servir pour vous placer sous le feu mais davantage pour voir le cheminement. Dans la version préliminaire, vous disiez: Ce statut pourrait s'approcher, etc... par analogie avec les pouvoirs d'une onzième province. Vous vous souvenez de ça? Ça a été enlevé et on le retrouve dans le texte final, le paragraphe... à la page 11 ou peu importe là, ce paragraphe-là. Ce que je lis. Je lis que vous nous dites, que quel que soit... et quelque signature que ce soit avec n'importe qui, vous ne signeriez pas un document qui ne soit, qui ne vous permette, à vous, d'être distincts. C'est ce que je lirais. C'est-à-dire qu'avec quelque palier de gouvernement que ce soit, lorsque vous signerez un document, vous le signerez comme entité distincte. Est-ce que j'ai bien lu ce paragraphe-là?

M. Kurtness (Rémy): Effectivement, c'est de gouvernement à gouvernement, d'égal à égal. Je dois vous dire aussi que... À votre première intervention, quand vous dites: N'acceptez pas d'argent. Il n'est pas dans les intentions des Montagnais du Lac-Saint-Jean de vendre les

territoires. Et vous dites que c'est une question de coeur et c'est vrai. Et c'est là que nous avons nos territoires. Ce lien spirituel et sacré avec la terre, il n'est pas monnayable. Et vous avez raison quand vous dites qu'on est venu jouer le beau risque ici, encore, sauf que je pense que si, effectivement, on veut conscientiser et sensibiliser les Québécois à la cause réelle, aux besoins réels des Amérindiens, je pense qu'il vaut la peine de jouer le beau risque, même si on a des papillons dans l'estomac. Mais on a pris le beau risque.

M. Hogue: ...une leçon. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va? Alors M. Serge Deschamps qui sera suivi de M. Robert Libman.

M. Deschamps: Merci M. le Président. La question que j'avais préparée a déjà été posée par M. Bouchard. Je voudrais me référer à la page 10 de votre mémoire et particulièrement à la citation de M. Rémillard qui apparaît dans votre mémoire. Vous mentionnez: "La reconnaissance des droits des peuples autochtones fait maintenant partie de la conscience collective québécoise." J'aimerais connaître votre opinion aujourd'hui. M. Larose a fait allusion tantôt aux événements qui sont survenus au cours de l'été dernier. Est-ce que vous croyez que le peuple québécois a atteint cette, disons, maturité, cette ouverture d'esprit vis-à-vis la question des droits autochtones et par rapport à vos revendications?

M. Kurtness (Rémy): Définitivement. Ça fait plusieurs années qu'on vous observe et je ne le dis pas de ma génération seulement; je le dis depuis que mon père et mon grand-père et tous les autres qui sont passés avant nous l'ont dit. On a une - je n'ai pas le terme là - mais c'est verbal notre transmission culturelle sauf qu'elle ne peut pas se perdre. Parce que, quand on nous dit que la viande est cachée à telle place dans le bois, ça prend une moyenne mémoire pour se souvenir où elle est cachée et pour aller la chercher. Et c'est ça nos transmissions culturelles. Dans cet esprit-là, moi je pense que la démarche que les Québécois font sur une aspiration à la souveraineté, sur la protection de la langue, sur la protection de leurs valeurs culturelles, sur leurs distinctivités par rapport aux autres provinces du Canada, je pense très certainement que les Québécois ont la maturité de reconnaître aux peuples autochtones ce même droit.

Une voix: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Libman. (17 h 45)

M. Libman: Merci, M. le Président. Je suis d'accord avec vous quand vous mentionnez dans

votre mémoire que c'est malheureux qu'aucun autochtone ne siège à notre Commission mais le ministre délégué aux Affaires autochtones a envoyé une demande au comité directeur de la Commission en suggérant la création d'un forum spécifique de deux jours sur les questions autochtones seulement, et j'espère que l'idée va se concrétiser.

Ma question est la suivante, M. Kurtness: Vous dites dans votre mémoire que la souveraineté du Québec ne vous effraie pas. En lumière des liens et des accords, des relations historiques qui existent entre les autochtones et le gouvernement du Canada – et vous le mentionnez dans votre mémoire – est-ce que vous pourriez être un peu plus spécifique, un peu plus explicite pour moi: Comment vous préconisez garder des liens avec le Canada dans un Québec souverain?

M. Kurtness (Rémy): Bien en fait de liens, ce qu'on dit, c'est qu'on n'est pas obligés de garder le sacro-saint lien ombilical, sauf que les tribunaux ont reconnu au gouvernement fédéral la responsabilité fiduciaire envers les autochtones. Et, à notre avis, il devra obligatoirement y avoir négociation sur le transfert de cette responsabilité, où les autochtones vont participer à ces négociations-là.

L'hypothèse que le Québec serait souverain, nous les autochtones, ou enfin les Montagnais du Lac-Saint-Jean, on pense que le Québec devrait s'asseoir, oui, avec le gouvernement fédéral pour négocier comment cette responsabilité-là de fiduciaire va être respectée par rapport aux autochtones, puisque c'est un jugement du plus haut tribunal du pays. Et c'est ça qu'on veut dire, qu'il y a une obligation de négocier avec le fédéral.

M. Libman: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Libman. Nous passons maintenant à M. Sirros.

M. Sirros: M. le Président, j'aimerais moi aussi remercier et féliciter les personnes qui se sont présentées ici aujourd'hui et je reconnais encore une fois la franchise, la clarté qui a toujours caractérisé les contacts qu'on a eus ensemble jusqu'à maintenant, et je trouve justement aussi que votre mémoire, comme beaucoup d'autres, est clair et direct. C'est bon que ce soit ainsi, parce que c'est bon qu'on commence à aborder ce genre de questions que vous mettez sur la table, parce qu'il est absolument clair dans mon esprit que le processus de révision constitutionnelle qu'on commence, avec la tenue de cette Commission, nous amène nécessairement aussi à reparler de la question autochtone dans le contexte de la Constitution ou de toute éventuelle forme de lien qu'il pourrait y avoir ou ne pas avoir entre le Québec et le Canada.

Il est évident que vous serez sur le chemin, à un moment donné. Est-ce que c'est par le biais d'un forum ou non, je pense que le comité directeur pourrait en discuter, mais il est clair encore une fois dans mon esprit qu'il va falloir – et j'ai pris l'engagement au tout début – qu'à l'issue des recommandations de cette Commission, on se rassemble ensemble pour qu'on puisse examiner ce que ça veut dire toutes les orientations qui pourraient être données de part et d'autre pour les autochtones. Je suis certain, de toute façon, que vous allez réclamer ce genre d'opportunité de vous asseoir avec nous pour qu'on puisse définir ensemble un certain nombre de choses.

Beaucoup de mes questions ont également été posées, mais peut-être en ai-je encore une ou deux qui restent. J'aimerais retourner à votre déclaration de principe parce qu'il me semble que, jusqu'à maintenant, tant du côté gouvernemental, que ce soit celui-ci ou l'autre qui nous a précédé, que du côté des autochtones, on a mis de l'avant des déclarations de principe. Je crois qu'il va falloir que nous passions de ces déclarations de principe à l'élaboration de politiques claires et concrètes.

Dites-moi si je comprends bien et si je saisis bien. Alors, déclaration de principe, deuxième déclaration, quand vous dites – et M. Allard, je pense, y a fait allusion – "Nous déclarons, en qualité de première nation, avoir le droit de conserver la propriété de nos territoires traditionnels, incluant les eaux et les sous-sols, dans des conditions appropriées, pour assurer notre indépendance et notre autosuffisance économique et sociale en conformité de nos valeurs traditionnelles et contemporaines."

Est-ce que je comprends bien qu'il y a là cette volonté, d'une part, de réduire par le biais d'une participation à un indice de richesse qui serait liée à la richesse qui serait créée par l'utilisation des terres, réduire les écarts assez dramatiques auxquels vous faites allusion, également au niveau des conditions de vie? Est-ce que c'est une réclamation d'une participation à un indice de richesse d'un territoire donné qui pourrait être un territoire négocié avec des balises différentes, selon le type d'utilisation qu'on voudrait faire?

M. Kurtness (Rémy): Vous avez raison, M. Sirros. C'est effectivement participation à la richesse, et je pense que j'ai eu l'occasion de l'exprimer aussi. C'est que tout gouvernement doit avoir des assises territoriales et doit être en mesure d'exploiter des ressources naturelles, d'exploiter en conformité et dans le respect des valeurs traditionnelles. Quand on parle des valeurs traditionnelles, pour nous, ça veut dire respecter les écosystèmes, respecter l'environnement. Je pense que c'est M. Pilot qui vous disait qu'on avait un c.v. millénaire par rapport à l'environnement. C'est réellement le cas.

Effectivement, si on veut se sortir du marasme social, du marasme économique, culturel et communautaire dans lequel nos communautés sont plongées... nos communautés... notre communauté, puisqu'en période de ralentissement économique, comme c'est le cas au moment où on se parle, on atteint presque 50 % de chômage, c'est définitivement par un développement économique sûr qu'on va être capables, par voie de conséquence, de se développer après sur le plan social, sur le plan culturel et sur le plan communautaire.

Par rapport au début de votre énoncé, j'apprécie que vous nous disiez qu'effectivement, c'est très clair. Je dois vous dire – et je pense que vous allez découvrir... Je pense que vous avez déjà commencé à le découvrir. J'espère que la Commission n'est pas ça au moment où on se parle, parce que ça fait 400 ans qu'on est là, mais les Montagnais, en général, sont très émotifs. Et si c'est aussi clair, c'est parce qu'on parle avec le cœur. Nous n'avons rien à cacher. Ce sont nos aspirations, ce sont nos besoins, et c'est ça qu'on veut. On l'exprime peut-être vulgairement, mais c'est ça que ça veut dire.

M. Sirros: Je pense que je commence effectivement à comprendre, et à saisir, que vous parlez beaucoup avec le cœur. Et je pense qu'il y a beaucoup de gens autour de la table qui sont prêts à parler avec le cœur quand on parlera de toute cette question-là. Le défi, c'est qu'on puisse joindre à ces paroles du cœur aussi les paroles qui resteront par après. J'ai deux ou trois autres questions, et je suis conscient que nous ne réussirons pas aujourd'hui, dans l'espace d'une heure ou une heure et demie, à régler un paquet de choses qui traînent depuis trop longtemps.

Vous avez parlé de gouvernement autochtone ou d'autonomie gouvernementale. Voyez-vous ce gouvernement autochtone sur une base ethnique ou en liaison aussi avec le territoire, donc, un gouvernement qui régirait l'ensemble des personnes qui vivent, ou qui habitent sur un territoire pour des juridictions qui pourraient être déterminées, à un moment donné? Ou est-ce que c'est une combinaison des deux?

M. Kurtness (Rémy): Quand on parle de juridiction partagée ou de juridiction exclusive, à mon avis, il faudra avoir, pour les utilisateurs de ces territoires, où les territoires seront reconnus gouvernement amérindien, ils devront se soumettre aux lois que ce gouvernement aura instituées. Ça ne veut pas dire qu'on va gérer les individus. Ce qu'on veut gérer, nous, ce sont nos membres. Mais les autres membres des autres nations ou des autres peuples devront obligatoirement, comme c'est le cas, nous, par rapport au Québec, suivre les lois. C'est ça que ça veut dire.

Et par rapport à votre premier exposé, moi,

je pense honnêtement que le Québec a une chance unique de reconnaître – pour une fois à travers le monde – les nations autochtones, les premiers occupants d'un territoire. Vous savez, puis je ne veux pas faire de parallèle, mais, en Afrique, le pouvoir Blanc est minoritaire en termes de quantité, mais c'est lui qui a le pouvoir par rapport à une majorité d'Africains. Évidemment, nous, on est minoritaires. Mais je pense qu'en faisant ces parallèles-là, le Québec a une chance unique, via cette Commission Bélanger-Campeau, de reconnaître une fois pour toutes les peuples autochtones du Québec. Et moi, je suis convaincu que ça fera jurisprudence et que ça aura un effet d'entraînement dans toutes les autres provinces du pays.

M. Sirros: Je suis d'accord avec vous que le Québec a des chances uniques. Vous avez dit aussi, au tout début, que le chemin est long – le chemin qui reste à parcourir – mais je suis convaincu – et ce sera en guise de conclusion avant de passer la parole à mon collègue, M. Blackburn – que le chemin sera d'autant raccourci si on réussit à maintenir le dialogue franc, direct, clair et autour de tables comme celle-ci. Merci, M. le Président.

M. Blackburn: Mes chers collègues, il y a un élément que je trouve important, qui ne ressort pas suffisamment à l'intérieur du mémoire, et c'est tout simplement, je pense, qu'il est très important de mentionner combien la communauté montagnaise de Mashteuiatsh a su, au fil des années, être toujours très soucieuse de maintenir des relations très harmonieuses mais aussi des relations très respectueuses avec les communautés avoisinantes. Je pense aussi qu'au niveau de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, on ressent cette même dimension de respect et d'harmonie. Et vous soulignez, à l'intérieur de la page 13 de votre mémoire, qu'il est évident que des arrangements ou des ententes doivent avoir lieu, de façon à harmoniser la coexistence avec les groupes qui nous entourent.

Je voudrais simplement, M. Kurtness, que vous développiez un peu cette dimension qui, pour vous, vous fait effectivement maintenir ces relations respectueuses et harmonieuses avec les communautés avoisinantes et bien sûr, pour que ça puisse servir de modèle à travers le Québec.

M. Kurtness (Rémy): M. Blackburn, vous savez qu'on est les premiers arrivés. Donc, on vous a accueilli, je pense, avec tout le respect qu'on vous doit. Vous avez, pour être ministre de la région, suivi les événements pendant toute la crise de cet été. Et effectivement, les Montagnais du Lac-Saint-Jean ont toujours préconisé une approche basée sur le respect et la confiance mutuels et une approche basée sur une coexistence, une corrélation, une cohabitation harmonieuses et pacifiques.

Nous aussi, on a été déchirés par les événements de cet été. Mais je dois reconnaître un fondement à cette crise-là. On est exaspérés de se battre pour une reconnaissance de territoires sur lesquels on a toujours exercé une juridiction totale et pourtant, on doit encore continuer à se battre. Et on devient, je ne dirais pas, frustrés, je vais dire exaspérés. Et vous avez raison quand vous dites: Les Montagnais du Lac-Saint-Jean ont cette sagesse, ce pacifisme-là, si vous me prêtez l'expression, pour respecter les membres de la région. Mais je dois dire aussi, parce qu'on a participé à des exercices de concertation, on a parlé avant ce mémoire-là, du sommet socio-économique, je dois dire aussi cependant qu'il y a un respect de la population régionale envers la communauté montagnaise. Et ça, on doit en être reconnaissants. Si ce respect n'était pas là, il n'y aurait pas de respect mutuel. Et vous avez raison quand vous dites qu'effectivement notre communauté est respectueuse dans ses liens et dans ses relations.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons maintenant à M. Guy Chevette.

M. Chevette: Merci, M. le Président, je voudrais remercier également M. Kurtness et ses représentants. Je trouve que c'est encourageant de lire un mémoire du genre de celui que vous nous présentez avec des issues, des possibilités, des options possibles. Je pense que ça démontre l'ouverture d'esprit que vous avez. Et je voudrais me déclarer d'accord avec M. Hogue qui disait que la liberté collective, ça n'a pas de prix et que ça ne se marchande pas. Tout ce que je souhaite c'est qu'il dise la même chose aux Québécois.

Ceci dit, je voudrais vous poser une question. Vous reconnaissez la maturité du peuple québécois. Vous dites qu'on a une chance historique, possiblement, d'en arriver à des ententes et à la reconnaissance de choses qui n'ont pas existé à travers le monde, qui pourrait être une première. Ça fait 123 ans que vous vivez dans un régime constitutionnel que vous connaissez bien. J'aimerais vous demander avec lequel des deux régimes vous pensez que vous avez le plus de chance de réaliser vos aspirations?

M. Kurtness (Rémy): M. Chevette, je ne peux parler au nom des Québécois, parce que c'est aux Québécois à se donner le type de souveraineté qu'ils veulent. Sauf que nous, dans le mémoire, on exprime le type de souveraineté que nous, les Innu, de Pickouagami Innu on veut voir réaliser. À votre question, il m'est difficile de répondre, sauf qu'on demeure optimistes, on demeure confiants qu'effectivement les Québécois vont reconnaître aux autochtones ce qu'ils revendiquent eux-mêmes, ce que nous revendiquons. C'est là que je dis qu'il y a tellement de similitudes, tellement d'analogies qu'à mon

avis, encore une fois, on va faire confiance au peuple québécois.

M. Chevette: Je suis convaincu que vous faites confiance au peuple québécois. Vos propos, depuis le début de la présentation de votre mémoire le démontrent, mais on ne peut pas donner ce qu'on n'a pas. Pour pouvoir conclure des ententes spécifiques, avoir, par exemple, des participations partagées ou déléguées, il faut qu'on les ait, pour pouvoir le faire alors que vous savez que dans le régime actuel il y a un paquet d'outils, de leviers, de pouvoirs qui nous échappent. Ma question, je vous la repose. Vos aspirations, les vôtres, ce que vous manifestez dans votre mémoire, ce que vous désirez le plus, dans lequel des deux régimes, dans un Québec souverain ou dans un système fédéral, vous avez le plus de chance de les réaliser?

M. Kurtness (Rémy): M. Chevette, il y a des juridictions que le gouvernement du Québec possède et qu'il doit négocier avec les Amérindiens. C'est le cas, entre autres, des territoires et des ressources naturelles. Il y a d'autres juridictions qui sont au fédéral, mais je dois être redondant. Je ne peux pas répondre au nom des Québécois pour le type de souveraineté qu'ils recherchent. Nous, ce qu'on vous a exprimé dans notre mémoire, c'est le type de souveraineté qu'on recherche. Et on fait confiance aux Québécois et aux Canadiens sur la réceptivité de notre mémoire.

M. Chevette: En d'autres mots, vous nous dites, M. Kurtness: Faites comme nous, tenez bon, ne lâchez pas, puis le jour où on pourra réciproquement... Entre temps, dans le cadre de vos pouvoirs, donnez-nous ce qu'on vous demande, puis ce que vous êtes capables de nous donner, et si vous obtenez tous les autres leviers, on négociera sur les autres.

M. Kurtness (Rémy): Sauf que ce qui est paradoxal dans notre affaire, M. Chevette, c'est qu'on négocie nos territoires, alors que ces territoires-là nous appartenaient.

M. Chevette: Oui, ça je comprends que c'est paradoxal. Vous négociez aussi l'utilisation de la ressource. J'ai signé des ententes avec plusieurs nations au moment où j'étais ministre du Loisir au ministère de M. Blackburn, présentement. Mais je dois vous remercier, et je vais donner la chance à mon collègue de Jonquière de continuer le questionnement.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Dufour.

M. Dufour: Merci, M. le Président. Il est vrai qu'on a cohabité depuis de nombreuses années les uns à côté des autres, et pas, et difficilement ensemble. Parce que, dans le sens

qu'au-dessus de 100 ans, presque 150 ans, nous vivons dans le même milieu, mais on peut dire hors de tout doute qu'on vous connaît peu ou on vous connaît mal. Ça, je pense que je suis obligé de constater ça, parce que voilà environ 46 ans ou 45 ans, j'ai demeuré quelque peu à Roberval, et, dans ce temps-là, quand on allait à la réserve indienne, c'était vraiment... c'était un territoire fédéral où on ne se sentait pas — on se sentait bien accueillis par vous, mais on pensait bien dans le temps qu'on était un peu en pays étranger. Il faut presque constater ça, et c'est peut-être le fait de la double juridiction qui a amené cette méconnaissance. Par contre, comme les Québécois, vous avez réussi, dans les dernières années, tout en conservant votre identité, à vous affirmer de plus en plus. Je pense qu'on peut se réjouir de ça. Ce n'est pas péjoratif. Je pense que c'est valable. J'ai l'occasion, à l'intérieur de mon travail comme critique aux Affaires municipales de travailler à la législation concernant les Inuit, qui sont régis par la Convention de la Baie James, et qui sont dépendants du gouvernement du Québec, où on donne des services, etc., etc. Dans la forme d'autonomie ou de souveraineté que vous préconisez, de quelle façon vous pensez que non seulement il y a des ententes qui vont vous régir par rapport à certains pouvoirs de décisions ou autres, de quelle façon vous prévoyez que ces gouvernements-là, ou cette forme de souveraineté va s'appliquer? Et quelle est la façon dont vous allez financer ça? Que vous allez vous intégrer par rapport à ça?

M. Kurtness (Rémy): Merci, M. Dufour. C'est malheureux qu'on nous connaisse peu, ou qu'on nous connaisse mal. Par contre, vous avez raison quand vous dites que vous vous sentez en pays étranger, parce qu'effectivement on est les premiers occupants, et vous êtes les deuxièmes arrivants.

M. Dufour: C'est vrai.

M. Kurtness (Rémy): De nous connaître peu, ou de nous connaître mal. Nous, on a des responsabilités à rendre à notre communauté. Je pense qu'il est au gouvernement du Québec, surtout avec la crise qu'on a vécue cet été, de prendre certaines initiatives pour faire connaître les qualités — parce qu'on n'a pas rien que des défauts — les qualités des peuples autochtones. Nous, on n'a pas les moyens financiers pour effectivement aller dire à l'ensemble des Québécois — et puis vous connaissez le territoire, il est grand, il y a du monde — on n'est pas capables, on n'a pas les moyens financiers pour aller leur dire: Voici ce qu'on est. On a tellement de besoins chez nous, et vous connaissez le milieu social, le milieu culturel, le milieu économique, on a tellement de besoins chez nous qu'on est obligés de "prioriser" nos budgets en fonction

de ces besoins-là.

À votre question, le financement de notre souveraineté va se faire par la reconnaissance d'un gouvernement indien, ce gouvernement indien basé sur des assises territoriales et sur l'exploitation des ressources naturelles. Et quand on démontre à la face des Québécois et des Canadiens, que: Ah! les Indiens, ils ne paient pas d'impôts, ils ne paient pas de taxes. Qu'est-ce qu'ils ont à se plaindre eux autres? Ce que ces gens-là ne savent pas, c'est qu'on n'a pas de pouvoir d'hypothèque chez-nous; on n'a pas de pouvoir de saisie chez-nous. Donc, très peu de potentiel de développement économique. Et c'est via l'utilisation et l'exploitation des ressources naturelles, toujours dans le respect de l'environnement, qu'on va être capables de financer notre souveraineté et notre gouvernement. Parce que, vous le savez, il sort des milliards de dollars de l'exploitation des ressources naturelles. On nous en donne quelques millions. C'est du trompe-l'oeil, à partir de nos territoires. Et si on les exploite ces territoires-là, et ces ressources naturelles là, on va démontrer qu'effectivement on est capables de se financer. Non seulement de se financer, mais de se sortir du marasme social et économique dans lesquels nous vivons.

M. Dufour: M. le Président, j'ai dit qu'on se connaît peu et mal, mais ça ne veut pas dire que je n'ai pas beaucoup d'estime pour vous autres, parce que je sais...

M. Kurtness (Rémy): Ce n'est pas ça que j'ai voulu dire, M. Dufour. J'ai trop de respect...

M. Dufour: Bon. Je sais que, régionalement, vous avez fait beaucoup d'efforts pour vous affirmer d'abord et vous avez travaillé en collaboration avec la région dans beaucoup de domaines. Je crois que votre communauté "per-forme" dans des dossiers intéressants qui méritent d'être encouragés et que vous devriez continuer, d'ailleurs.

Ma deuxième question, bien sûr, c'est que votre proposition d'un gouvernement souverain ou de la souveraineté, est-ce que ça vous amène à préconiser des institutions autres que celles que vous avez nommées — les postes et l'armée — des institutions qui vous sont propres, c'est-à-dire l'enseignement, les hôpitaux? Est-ce que vous voulez avoir tout ça là, comme réseau? Vous avez le pouvoir de le faire et, en même temps, ce que vous proposez, est-ce que c'est endossé par d'autres communautés autochtones semblables à la vôtre?

M. Kurtness (Rémy): Je vais commencer par la deuxième. J'ai précisé au début que je parlais au nom des Montagnais de Mashteuiatsh. Je ne peux pas, cependant, me prononcer pour les autres communautés. Mais je pense — et je pense que c'est à M. Bouchard que j'ai eu

l'occasion de donner cette réponse — qu'il y a une convergence. Il y a quand même un dénominateur commun au niveau des communautés amérindiennes qui nous permettrait effectivement d'avoir un même schème de pensée. Concernant des juridictions, il est très clair que l'avenir de nos enfants passe par l'éducation et c'est une juridiction qu'on voudrait bien avoir exclusivement. Les hôpitaux, puisque vous en avez fait mention, on n'a pas l'expertise dans nos communautés pour être capables d'en exploiter. On n'a pas les médecins, on n'a pas toutes les spécialités que ça prend. Et c'est ce type d'entente-là qu'on signerait d'égal à égal ou de gouvernement à gouvernement. Évidemment, on n'a pas toute l'expertise technologique dans d'autres domaines sauf que ça peut s'apprendre, la technologie, comme on peut éventuellement développer des médecins. On en a une dans notre communauté qui fait un travail extraordinaire mais ce n'est pas assez pour être capable de bâtir un hôpital. Alors, ce type d'arrangement devra faire l'objet d'ententes négociées mais toujours sur la base de l'autonomie gouvernementale basée sur le financement que je vous proposais tout à l'heure, c'est-à-dire d'égal à égal et de gouvernement à gouvernement.

M. Dufour: Est-ce que vous pensez, M. Kurtness, que la déclaration de principe du gouvernement du Québec en 1985 comparativement à votre propre déclaration, est-ce que vous pensez que ça peut être une bonne base de discussion?

M. Kurtness (Rémy): Pour être bien honnête avec vous, M. Dufour, ce qu'il reste à faire, c'est l'opérationnaliser. Il faut passer au-delà du stade de la volonté gouvernementale à l'opérationnalisation de ces principes-là, à l'élaboration de politiques. C'est à ce stade-là qu'on est rendu.

Le Président (M. Jean Campeau): Eh bien, M. Harry Kurtness, M. Rémy Kurtness, M. Gilbert Dominique, merci d'être venus nous rencontrer, d'être venus rencontrer les membres de la Commission et discuter ouvertement avec eux mais merci aussi, surtout, pour le langage du cœur.

La reprise des travaux à 19 h 30.

(Suspension de la séance à 18 h 10)

(Reprise à 19 h 38)

Le Président (M. Jean Campeau): Bienvenue aux représentants du Forum des jeunes sur l'avenir du Québec du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Je comprends M. Dany... Alors écoutez, on va répéter. La Commission est une création de l'Assemblée nationale du Québec. À l'Assemblée

nationale du Québec on n'applaudit pas. On aime beaucoup les jeunes qui sont devant nous autres. Si vous avez des fans en arrière ou des partisans, pouvez-vous leur dire qu'ils vous applaudissent dans le corridor? Ça va? Alors on reprend. M. Dany Deschênes, si vous voulez présenter vos collègues.

Forum des jeunes sur l'avenir du Québec du Saguenay-Lac-Saint-Jean

M. Deschênes (Dany): Bonjour M. le Président. Je présenterai ici M. Éric Sainte-Croix, ici M. Laval Dionne, ici M. Michel Légaré, ici M. Sylvain Gaudreault et ici Mme Isabelle Bouchard.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait, alors vous avez cinq minutes pour présenter votre mémoire.

M. Deschênes: Merci. Le 23 juin 1990, la non-ratification de l'accord du Lac Meech amenait une remise en question du statut politique et constitutionnel du Québec dans le cadre du fédéralisme canadien. Dans le contexte de l'après Meech et de la mise sur pied de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, un groupe de quatre jeunes étudiants et étudiantes aidés d'un animateur-jeunesse ont pris l'initiative d'organiser une rencontre entre les jeunes du Saguenay-Lac-Saint-Jean. C'est après plus d'un mois de publicité, le 14 octobre dernier, qu'une cinquantaine de jeunes âgés de 16 à 30 ans se réunissaient au Lac Pouce, oubliant toute partisanerie politique pour discuter d'un sujet déterminant pour leur avenir, l'avenir du Québec.

Isabelle et Éric vont vous remettre le mémoire enveloppé dans le symbole du Québec. Ceci représente nos attentes et nos espoirs face à notre pays en devenir. De plus, le chèque de pension de vieillesse déposé à cette Commission a pour but de vous rappeler la responsabilité que nous occuperons demain dans le Québec. Mais au fait, quelle place notre Québec nous réserve-t-il?

Le présent mémoire a pour but d'exprimer devant la Commission les idées qui ont fait l'objet d'un consensus et les résolutions adoptées lors du forum. Ce mémoire est divisé en quatre grands thèmes: La culture, l'économie et l'emploi, l'éducation et l'environnement. Enfin, la conclusion proposera le statut constitutionnel et politique du Québec tel que privilégié par des jeunes du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Ce mémoire sera connu sous le thème "de l'accord du Lac Pouce".

Le forum estime que la démocratie constitue l'essence même de l'évolution de la société québécoise. La volonté de bâtir un Québec fort peut, à juste titre, être perçue comme une tendance lourde de l'évolution de cette société spécifique, l'accession à l'autonomie du Québec. Le forum reconnaît et invoque le droit inaliénable

ble du peuple québécois à disposer de lui-même pour les motifs suivants: le peuple québécois constitue une nation au sens sociologique du terme. Cette nation constitue un peuple au sens de la Charte de l'organisation des Nations Unies.

Ce peuple possède, en droit international, le droit de disposer de lui-même, c'est-à-dire de s'autodéterminer et de choisir son propre régime politique, tant sur le plan extérieur que sur le plan intérieur. Ce peuple se trouve à 100 % sur le territoire du Québec. Le Québec possède déjà tous les éléments constitutifs d'un état viable au sens du droit international. Le Forum se base également sur l'objectif que le Québec doit se prendre en main et assumer lui-même son développement culturel, social, économique et politique. Le Forum souhaite vivement que la Commission Bélanger-Campeau parvienne à établir un puissant consensus, sans partisanerie, comme celui qu'ont réussi à établir des jeunes, même s'ils étaient d'allégeances différentes. Pour cette raison et en vue d'en arriver à la réalisation des objectifs et des défis proposés par les jeunes âgés de 16 à 30 ans, dans ce mémoire, le Forum des jeunes sur l'avenir du Québec demande, par consensus, à la Commission parlementaire, qu'elle privilégie la souveraineté comme statut politique et constitutionnel pour le Québec. Nous entendons par là que le Québec dispose des pouvoirs exclusifs de légiférer, fasse toutes ses lois de fiscalité, perçoive tous les impôts et toutes les taxes et établisse ses relations extérieures avec les autres États, par ententes, traités, conventions ou autrement.

Maintenant, nous sommes rendus au chapitre des résolutions. Il a été discuté et adopté à l'unanimité que, étant donné qu'ils font partie des peuples fondateurs du Québec, nous déplorons grandement que les autochtones ne soient pas représentés au sein de la Commission parlementaire sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Conséquemment, nous demandons à cette Commission de corriger cette situation dans les plus brefs délais.

Résolution no 2. Il a été discuté et approuvé à l'unanimité que, étant donné que nous sommes la première région à donner aux jeunes, grâce à un forum, la possibilité d'exprimer leurs opinions, leurs inquiétudes et leurs défis sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, nous sommes d'avis qu'un forum national devrait se tenir dans un court délai à l'échelle du Québec, et de plus, il devrait se tenir dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Deschênes: Les défis peuvent se concrétiser, les gouvernements peuvent changer, les jeunes peuvent être oubliés, mais l'avenir du Québec, c'est à nous tous d'y voir. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, monsieur. Nous allons commencer par M. Blackburn.

M. Blackburn: Merci, M. le Président. Je dois vous avouer d'abord, dès le départ, que je suis très heureux et en même temps très fier d'être le député d'un comté de la région mais aussi, en même temps, le ministre d'une région où on a une qualité de jeunes qui viennent présenter un mémoire à cette Commission. Et je pense qu'à travers ce mémoire, bien sûr, dont j'ai eu l'occasion de prendre connaissance, j'ai pu constater la qualité des arguments que vous avez développés. Je tiens aussi à souligner cette particularité de votre mémoire qui est extrêmement intéressante: l'utilisation de la forme féminine à travers votre texte. Ce non-conformisme est des plus rafraîchissants et je suis assuré que, pour la cause féminine, le constat qu'elle en fera sera très intéressant au niveau de sa sensibilité par rapport à cette préoccupation qui la touche. Vous énoncez différentes demandes et suggérez des solutions qui sont tout à fait innovatrices.

Dans les différentes régions, il y a eu des représentations extrêmement intéressantes, à travers des mémoires pour lesquels il y avait des préoccupations beaucoup et très poussées sur la souveraineté du Québec. Et ma question va dans le sens... et ma réflexion... Si les régions du Québec étaient beaucoup plus autonomes, est-ce que ce désir de souveraineté très poussé que l'on retrouve dans les régions serait aussi fort? Et j'aurais le goût de demander aux jeunes que vous êtes: Si vous aviez à faire un choix entre deux situations, deux "priorisations", une région avec plus d'autonomie dans un Québec plus souverain, non excusez-moi, une région avec moins d'autonomie dans un Québec plus souverain ou une région ou un Québec moins souverain, mais avec beaucoup plus d'autonomie des régions, lequel de ces deux choix feriez-vous? Laquelle de ces deux priorités serait votre première?

M. Légaré (Michel): M. Blackburn, je vous remercie de votre question. Toutefois, elle induit une erreur dans le sens où l'on n'a pas à choisir entre les deux. On peut avoir les deux à la fois.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Légaré: Je vais vous citer l'exemple, par exemple, de l'Espagne où l'autonomie régionale est reconnue à l'intérieur même de la constitution de l'État espagnol. Ce que l'on vous demande, en fait, c'est d'avoir un gouvernement régional qui serait reconnu au sein de la constitution québécoise, d'un État souverain, évidemment. Cela peut être fait. Il y a plusieurs exemples aussi dans d'autres pays d'Europe ou d'Amérique centrale ou d'Amérique du Sud. Il s'agit simplement de faire un peu de prospection

là-dessus.

M. Blackburn: Dans votre mémoire, vous ne parlez pas de la nécessité ou de votre préoccupation par rapport à la nécessité de ce lien économique, que beaucoup soulèvent, avec le reste du Canada. Quel est le risque que vous évaluez par rapport aux jeunes face à cette situation? Quelle est votre préoccupation? Quel est votre taux de préoccupation par rapport à cette réalité? Est-ce que le Québec doit absolument avoir un lien économique, dans un Québec plus souverain, avec le reste du Canada? Est-ce que pour vous c'est d'une importance capitale?

M. Sainte-Croix (Éric): En ce qui concerne le lien économique avec le reste du Canada, il a été discuté, et proposé également, que l'union monétaire était quand même importante. Pour les jeunes, il était assez important qu'une union monétaire soit possible. Suite à cela, il y a également une union douanière, genre de libre-échange entre le Canada et le Québec, qui a été discutée et qui a fait quasi-unanimité au sein des jeunes qui étaient présents lors du forum. Ce fut à peu près les deux unions importantes que les jeunes ont semblé "prioriser" entre le Québec et le Canada.

M. Blackburn: Donc, vous convenez qu'il serait nécessaire d'avoir un lien économique, dans un Québec souverain, avec le reste du Canada. S'il n'y avait pas cette possibilité de négocier ce lien économique, jusqu'où devrions-nous aller au niveau de cette souveraineté? Jusqu'à quel point serions-nous prêts à faire certaines concessions?

M. Sainte-Croix: Au niveau de la souveraineté, je pense que le lien économique avec le Canada, je pense que ce n'est pas un problème. Je pense que c'est à l'avantage des deux que ce soit le Québec ou le Canada anglais. Je pense que c'est à l'avantage des deux parties de faire une entente quelconque ou, au pis aller, les jeunes, je pense, ont vu l'importance également d'avoir un certain lien avec les Américains. Au niveau de l'Amérique du Nord, je pense que c'est possible d'avoir des liens avec d'autres pays, autres que le Canada, si problèmes il y avait. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons maintenant à Mme Blackburn.

Mme Blackburn: M. le Président, Mme et MM. J'ai apprécié également la forme féminine du texte en me disant que dans le fond les femmes étaient peut-être en train de l'emporter sur les hommes. De toute façon, il y a 52 % de femmes. Souvent, cependant, à la blague, on dit que, de toute façon, c'est pas vraiment toujours important parce que, des fois, ça prend comme

deux hommes pour faire une femme. Mais revenons à des propos plus sérieux.

Vous nous dites en page 14 de votre mémoire: "Le forum souhaite vivement que la Commission Bélanger-Campeau parvienne à établir un puissant consensus, sans partisanerie, comme celui qu'ont réussi à établir les jeunes même s'ils étaient d'allégeances différentes". Je vous dis, moi, que je reçois ça comme une leçon, leçon des jeunes aux aînés. Le forum était composé de jeunes qui venaient autant du Parti conservateur, du Parti libéral, du Parti québécois et il y avait de jeunes travailleurs, de jeunes étudiants, et vous avez su faire consensus. Je m'en réjouis et je constate que de plus en plus l'idée d'amener le Québec à sa pleine souveraineté, de faire un pays du Québec, ça n'appartient plus seulement au Parti québécois. Et je le dis: Je m'en réjouis. C'est devenu le projet de société des hommes d'affaires, c'est devenu le projet de société des jeunes. C'est aussi devenu, de plus en plus – nous l'avons entendu au cours des dernières semaines – le projet de société des femmes.

Les groupes de femmes sont venus nous dire: "N'importe quoi serait mieux que la situation actuelle. Nous sommes prêtes à nous engager dans un projet de souveraineté du Québec." Je le dis et je m'en réjouis. Et j'espère que vous aussi, peut-être, les libéraux, ce sera tantôt aussi votre projet. Qui sait? J'espère que nous pourrions poursuivre sur cette lancée.

J'ai quelques brèves questions. Vous parlez, en page 10 de votre mémoire, d'un gouvernement régional. En page 9, plus précisément. Alors, vous dites: "Les jeunes sont d'avis qu'un gouvernement régional pourrait contribuer à rendre plus efficaces ses politiques de développement régional". Vous avancez l'idée de la décentralisation, comme beaucoup d'autres organismes, avec des pouvoirs et un financement. Quelle forme pourrait prendre ce gouvernement?

M. Légié: O.K. Essentiellement, ce qu'on vous demande, ce n'est pas de remuer mer et monde à ce niveau-là. Il faudrait donc s'inspirer des institutions régionales qui sont déjà en place. On sait qu'en 1979, lorsque le gouvernement a décidé de créer les municipalités régionales de comté, c'était un projet qui était, à l'époque, associé au projet de souveraineté-association. Il y a certains pouvoirs qui ont été mis sur une tablette, qui n'ont jamais abouti jusqu'aux MRC parce que le référendum a eu un résultat négatif. On ne vous demande pas de reprendre exactement la même formule qui était utilisée à l'époque mais il faudrait quand même penser à élargir les pouvoirs de ce côté-là. Je pense que du côté des municipalités, il y a un accueil qui est assez favorable.

Là où le problème se pose, c'est en termes de financement de ces institutions-là. On ne veut pas que ce soit une façon détournée de trans-

féral la dette du fédéral ou du provincial sur le dos d'une institution régionale ou que ce soit une façon détournée de refiler ça aux municipalités, au contraire. Donc, il faudrait prévoir des sources de financement autonomes, des mesures fiscales qui permettraient une certaine autonomie à ces institutions-là. Il serait aussi possible de prévoir une formule de péréquation qui permettrait d'amener des montants supplémentaires pour les régions périphériques, les régions-ressources qui sont défavorisées en termes de population et qui n'ont pas le même potentiel pour aller chercher des revenus supplémentaires. Mais toutefois, il faudrait mettre une certaine modération à ces formules de péréquation parce qu'on sait que c'est une façon dont le fédéral s'est toujours servi pour transférer sa dette au provincial. Donc, il faudrait peut-être mettre plus l'accent sur les revenus autonomes. Il va de soi que ça nécessiterait une négociation avec les intervenants municipaux, par exemple, ou les intervenants du milieu pour définir les champs de compétence qu'il faudrait privilégier à ce moment-là.

Mme Blackburn: D'accord. Sur un tout autre sujet... Vous avancez un certain nombre d'idées sur l'éducation et vous demandez, entre autres, que les programmes scolaires soient plus exigeants et davantage adaptés aux besoins de l'entreprise, mais aussi revalorisés sur le plan de la formation. J'aurais deux questions à l'égard de ce sujet. Parce que, en même temps, vous parlez d'une meilleure intégration des immigrants. Alors, pourriez-vous me développer un petit peu comment on pourrait atteindre ces programmes plus exigeants en matière de scolarisation et, en même temps, éviter un taux de décrochage scolaire trop élevé? Et, en même temps, est-ce que vous croyez que les régions ont un rôle à jouer en matière d'intégration des immigrants et comment pourraient-elles le jouer?

M. Gaudreault (Sylvain): Je vous remercie beaucoup de la question sur l'éducation, Mme Blackburn, parce que nous pensons que l'éducation, c'est un domaine tellement important qu'on n'avait pas le choix d'en parler. Donc, votre question... Évidemment, on va pouvoir approfondir davantage ce sujet important-là. C'est sûr que l'éducation, pour nous autres en région, ça signifie une éducation qui est adaptée davantage aux réalités de la région, aux réalités de chaque région. C'est-à-dire que si je la mets au point de vue de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, une éducation qui est adaptée à la région, ça veut dire une éducation dans laquelle on va retrouver des cours d'histoire régionale, une éducation dans laquelle on va retrouver des stages en milieux régionaux dans des entreprises régionales, ça veut dire une éducation où les grandes entreprises régionales vont s'impliquer, autant pédagogiquement que financièrement. Pour

nous, une éducation régionale, c'est ça, d'abord et avant tout. Maintenant, concernant l'intégration des immigrants par rapport à l'éducation, je vais laisser Isabelle parler un petit peu plus là-dessus.

Mme Bouchard (Isabelle): Nous autres, ce qu'on dit, c'est qu'évidemment les immigrants, en arrivant ici, ça prend des services pour bien les intégrer; donc on a pensé à la création d'un centre d'aide et de service régional aux immigrants. On considère aussi que l'université, c'est une porte ouverte à l'arrivée des immigrants. Donc, dernièrement, on entendait parler de la création d'une chaire multiethnique à l'université, puis on trouve que c'est quand même un bon moyen d'intégration pour les immigrants. Également, on parle aussi de faire une politique d'immigration, pas seulement pour les immigrants hors Québec, mais aussi pour les immigrants, pour les jeunes Québécois qui pourraient venir, un peu, immigrer dans les régions, de favoriser ça également, pour qu'on puisse avoir une politique globale d'immigration au Québec, parce qu'on se rend compte souvent qu'il y a exode des jeunes dans les régions rurales, donc nous autres, en tant que région périphérique, ça serait important de ramener les jeunes en région.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons maintenant à Mme Campbell Steer, qui sera suivie de Mme Rosette Côté.

Mme Campbell Steer: Merci bien. Je dois dire que je suis la troisième femme qui parle, et comme vous allez remarquer à mon accent, ma langue maternelle, c'est l'anglais. Moi, je n'avais pas remarqué que vous aviez fait ça au féminin.

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Campbell Steer: Votre soumission couvre beaucoup de champs d'intérêt. Moi, je vais me limiter à des questions surtout liées à mes compétences et les milieux d'affaires. Vous constatez un taux de chômage très élevé dans la région et vous avez aussi soulevé des suggestions très valables pour augmenter les opportunités de travail, incluant des changements à l'infrastructure, le transport, la formation de la main-d'œuvre et les incitatifs fiscaux. Mais j'ai une question: Pensez-vous - à la page 8 - que des suggestions comme une augmentation des taxes sur les compagnies existantes encouragerait de meilleure façon les opportunités d'emploi? Parce que vous dites: Création d'un fonds d'investissement régional alimenté par une taxation sur l'exploitation des richesses naturelles. Est-ce qu'il ne serait pas mieux de bonifier les investissements des compagnies et des particuliers dans un fonds de relance, ou quoi que ce soit? Quand je dis bonifier, je veux dire que si vous investissez 2 \$ ça va faire 3 \$ de déduction pour fins

d'impôts.

M. Légaré: Ça pourrait être une façon, éventuellement, il y a plusieurs façons qui pourraient être envisagées, aussi. On ne prétend pas avoir l'exhaustivité de toutes les mesures qui pourraient être appliquées.

Mme Campbell Steer: C'était plutôt dans le sens que si nous augmentons le fardeau d'impôts, sur n'importe qui, je pense bien que ça peut nuire à l'effet...

M. Légaré: Je vais vous donner un exemple d'un problème qu'on vit ici dans la région, c'est au niveau, par exemple, de l'exploitation de la ressource hydro électrique, alors qu'au Québec, Hydro-Québec produit environ 85 % de la capacité hydro électrique du Québec. Ici, c'est une multinationale qui contrôle presque 95 % de la production hydro électrique. Elle le fait pour la transformation de l'aluminium. Or, les surplus d'électricité sont vendus à Hydro-Québec, qui nous les revend par après, au niveau de la population. Quelque part en route, c'est sûr qu'il y a quelqu'un qui se garde un profit sur cette production-là, et que c'est la population qui paye. Depuis que la région a perdu son avantage comparé au niveau des coûts d'hydro électricité, c'est un facteur répulsif pour attirer les entreprises dans le milieu. Par ailleurs, dans les autres régions du Québec, Hydro-Québec, c'est-à-dire il y aussi... Cette grande entreprise-là paye aussi une certaine part au gouvernement sur l'exploitation de la ressource hydro électrique. Ce que l'on voudrait, c'est que ce soit rapatrié au niveau de chacune des régions - ça pourrait être aussi sur la ressource forestière ou sur toutes les ressources naturelles - dans un fonds de développement régional qui serait administré par la forme de gouvernement régional qui serait retenue à ce moment-là. Donc, ce seraient des gens élus qui décideraient où investir ces projets-là. Quand on pense par exemple que sur les 63 municipalités qu'il y a dans la région, il y en a 62 % qui sont en train de se vider, surtout les municipalités rurales, ça pourrait être une manière de financer des projets de création d'emplois.

(20 heures)

Mme Campbell Steer: Ou au moins être certain que l'argent reste dans la région. Une autre question: Quand vous pensez à des gouvernements régionaux, je voudrais savoir, pensez-vous que vous ne créez pas de fédération, entre guillemets, à l'intérieur du Québec, avec votre concept de gouvernement régional? Une fédération qui pourrait amener les mêmes problèmes que nous voyons avec le statu quo. Pourquoi pensez-vous que le Québec serait plus à l'écoute qu'Ottawa? Est-ce parce qu'ils sont plus proches ou parce que c'est un peuple plus homogène ou...?

M. Légaré: Il y a, c'est évident que l'homogénéité de la population aiderait à éviter ce genre de débat-là. Par contre, la situation actuelle qu'on vit dans la Fédération, en ayant plusieurs nations au sein d'un même pacte constitutionnel c'est, par exemple, au niveau du développement régional, qu'il y a des empiètements du fédéral sur les champs de compétence du provincial.

Mme Campbell Steer: Mais ce que je voulais dire là... en corrigeant...

M. Légaré: Laissez-moi terminer s'il vous plaît. Au niveau des... Par exemple, la façon dont ça se traduit c'est par le biais d'ententes-cadres sur le financement des régions. Or, là il y a des grandes disparités justement qui surviennent à cause du fait que le fédéral et puis le provincial ne sont pas capables de s'entendre.

Mme Campbell Steer: Mais ce n'est pas ma question. Ma question est: Si nous faisons la même chose ici, à l'intérieur du Québec, pensez-vous que nous n'allons pas créer la même sorte de problème? Si nous avons un gouvernement régional, qui est un gouvernement assez autonome là, lié avec un gouvernement central à Québec, pensez-vous que nous ne pouvons pas créer, peut-être, les mêmes situations?

M. Légaré: Nous pensons qu'il sera beaucoup plus facile d'influencer les politiciens qui seront en place à ce moment-là, ou nos représentants parce qu'ils vont être beaucoup plus proches de la population à ce moment-là pour y répondre.

Mme Campbell Steer: Merci bien.

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Côté.

Mme Côté: Merci M. le Président. D'abord, vous dire merci pour la qualité de votre mémoire. Je trouve qu'il est bien argumenté, je trouve qu'il a différentes variétés de sujets. Je pense qu'un mémoire comme ça, ça rend fiers l'ensemble des profs et puis le système d'éducation au Québec. Je pense que c'est important de le dire.

Ce qui fait qu'il est intéressant aussi, c'est que vous donnez différents moyens pour régler certains problèmes de 1990. Vous parlez de décrochage, je pense que c'est important. 38 % des jeunes ne terminent pas le secondaire sans diplôme, premièrement. Vous parlez de l'immigration, de l'emploi, des rapports école-entreprise. Ça aussi je trouve que c'est important. Et vous parlez aussi de la réalité des jeunes ici dans la région. C'est une chose qu'on oublie parfois quand on regarde au global, la réalité des jeunes au Québec.

Deux éléments, deux questions que j'aime-

rais vous poser. D'abord, j'aimerais ça que vous me disiez si vous avez réfléchi à tous les rapports entre écoles et entreprises et la prise en compte des particularités de la région? Quand vous dites là, à quelque part, les liens entre l'éducation et le monde de l'entreprise, mécanismes d'échanges entre le milieu de l'éducation et les employeurs, en page 7, et que vous parlez aussi de trouver des conditions d'accessibilité aux études post-secondaires, est-ce que vous avez regardé la possibilité que, peut-être, toute la réalité du post-secondaire soit plutôt une compétence qui est plus au palier central, et que le primaire et le secondaire sont plus du palier régional? Avez-vous regardé ça, ou si vous avez lu certaines choses là-dessus?

M. Sainte-Croix: Bien moi là, je ne peux pas parler en mon nom personnel, évidemment. Mais en ce qui concerne le Forum des jeunes sur l'avenir du Québec, cette alternative-là n'a pas été approchée. Ce qui a été approché, en gros, c'est la façon d'aider surtout le milieu scolaire à s'adapter au milieu du travail. Le gros problème que les jeunes ont remarqué, c'est la disparité évidente entre le milieu du travail et l'école. Et puis, ce qui a été vu également, c'est le manque de stages. Les gens, O.K., ont remarqué qu'il y avait un manque de stages assez évident. C'est à peu près ce qui est ressorti de la rencontre des jeunes au lac Pouce cette journée-là.

Mme Côté: Puis l'accessibilité aux études secondaires? Qu'est-ce que vous voulez dire quand vous dites faciliter les conditions d'accessibilité aux études post-secondaires? Je parle, je sais les frais de scolarité là, vous pouvez en reparler. C'est bien ça. Parlez-en.

M. Sainte-Croix: Il y a évidemment les frais de scolarité, mais il y a également l'accessibilité au niveau des endroits d'enseignement. Par exemple, les différents baccalauréats qui se donnent dans les universités, disons plus régionales, comme ici à l'UQAC, ou peut-être l'université à Rimouski, donner des programmes qui permettent aux étudiants de ne pas avoir à sortir en trop grand nombre des régions. Parce que le gros problème en ce moment dans les régions, c'est l'exode des jeunes et puis le meilleur moyen de les faire partir c'est d'aller les faire étudier à l'extérieur. Souvent, ce qu'ils font, c'est qu'ils ne reviennent pas en région. Alors, un des bons moyens est de leur permettre d'étudier en région, dans la discipline qu'ils désirent. Je pense que ça a été un très gros point qui a été étudié.

Mme Côté: Dernière question. Je ne peux pas! Non? Une petite. C'est parce que, ce midi au cégep, on nous a dit qu'il y avait beaucoup de jeunes autochtones au cégep et qu'il fallait

trouver certains moyens pour faire en sorte que les autochtones se sentent intégrés, aient une vie très interactive avec vous autres. Est-ce qu'il y a des moyens que vous pensez qu'on devrait prendre au niveau des cégeps pour faciliter cette espèce de lien... Vous n'avez pas regardé dans le forum.

M. Sainte-Croix: Non, mais je ne pense pas que...

Mme Côté: En tout cas la question est posée, vous la regarderez plus tard.

M. Sainte-Croix: Voilà. C'était une journée de 24 heures.

Mme Côté: Ah ouï!

Le Président (M. Jean Campeau): M. Holden?

M. Holden: Dans votre mémoire vous dites que le régime fédéral, le régime politique et constitutionnel constitue une menace sérieuse pour la spécificité culturelle et francophone du peuple québécois. Depuis 25 ans, il y a eu un épanouissement incroyable de la langue française, de la culture québécoise et francophone au Québec même parmi les anglophones et les allophones. Et je vous demande sérieusement: Avez-vous pensé, quand vous avez dit qu'il y a cette menace sérieuse, au progrès évident des 25 années auparavant, de l'épanouissement de votre culture?

Mme Bouchard: C'est sûr qu'il y a eu des progrès mais on a considéré que c'était trop peu et trop tard. On parle de subtiles tentatives d'assimilation et de dilution et je peux vous en nommer quelques-unes. Il y a eu le rapport Durham, l'Acte d'Union, des tentatives d'États unitaires lors des discussions au sujet de la Confédération. Plus récemment il y a eu le rapatriement unilatéral de la Constitution en excluant le Québec. Il y a eu la perte d'identité des francophones dans les régions hors Québec. À part ça il y a eu la langue de la Fonction publique qui a été longtemps en anglais. La Constitution canadienne, le texte juridique a-t-il enfin été traduit? Ce sont toutes des questions qu'on se pose et on dit que c'est sûr qu'il y a eu des pas mais c'est beaucoup trop tard, je crois.

M. Holden: Oui.

M. Gaudreault: Moi, votre question me fait rigoler un petit peu.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Holden: Ça fait rigoler le Parti québécois aussi.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Gaudreault: Oui, mais ça fait rigoler certains jeunes aussi, voyez-vous. Parce qu'à vous entendre parler, si on appliquait ça comme vous le dites, je pense qu'on se limiterait, on n'aurait pas à viser plus loin. On a eu des acquis, c'est assez on reste là.

Mais nous autres on va au-delà de ça. On veut aller plus loin que ça. C'est vrai, je pense que les jeunes, nous autres, nous tous qui sommes ici à la table là, je pense qu'on est l'exemple concret que: Oui on a eu des progrès en français parce qu'on est la preuve, on a mis le texte au féminin. On n'arrête pas d'écouter de la musique française. On fait des textes en français. On écrit dans les journaux. On fait plein de choses en français. On écoute la télévision française. La télévision, on est né avec elle, on a toujours voulu la développer davantage en français. Tous les moyens de communication, tout ça, c'est toujours en français.

Mais on veut aller encore plus loin. Ce n'est pas assez. Et nous autres on croit qu'un Québec souverain va pouvoir le réaliser davantage. Il ne faut jamais arrêter. On est entourés d'une mer de plus de 300 000 000 d'anglophones. Mais si je suis votre logique, on est allés assez loin, on n'ira pas plus loin. Au contraire, il faut continuer à aller plus loin, même si on est souverain? Non, non, il faut encore continuer à aller plus loin, continuer à faire des lois pour protéger le français parce qu'on est entourés. Mais ça n'empêche pas cependant d'entretenir des relations avec les anglophones...

Le Président (M. Jean Campeau): M. Gaudreault...

M. Gaudreault: ...des échanges culturels, toutes sortes de choses...

Le Président (M. Jean Campeau): ...le temps est écoulé, M. Gaudreault...

M. Gaudreault: Je m'excuse.

Le Président (M. Jean Campeau): À même le temps de la présidence M. Roy, deux minutes.

M. Roy: À Montréal on dit que la ville a une fierté, ici on pourrait dire que l'intelligence a une jeunesse.

Moi, je veux vous entendre parler de culture. Rapidement, un intervenant ce matin a dit, plutôt cet après-midi a dit: Rêve du jour où on pourra mieux et plus accueillir les artistes et les productions canadiennes-anglaises. Dans votre mémoire vous dites, vous proposez d'augmenter même les quotas de diffusion de la musique

francophone dans les stations de radio. Vous n'avez pas parlé de cinéma ni de télévision. Je veux vous entendre parler concernant cette espèce d'impérialisme culturel sur les ondes. Comment vous vous situez dans cette dynamique? Tantôt on parlait de défense de la culture là, comment vous vous situez là-dedans d'autant qu'au début des années quatre-vingt on vous accusait, les jeunes – et je pense que c'est moins vrai aujourd'hui – le Conseil de la langue, je crois, avait sorti un rapport qui disait: 80 % des jeunes consomment la culture en anglais. Comment vous situez-vous par rapport à une affirmation comme celle-là qui, je présume, a peut-être baissé – je ne le sais pas, parce qu'il n'y a pas eu d'autres statistiques?

Mme Bouchard: Plus ça va, plus on veut lire en français. On veut parler en français, mais aussi on veut danser en français. On veut écouter de la musique en français, et c'est pour ça qu'on suggérerait l'augmentation des quotas de diffusion de musique française, parce qu'on se rendait compte que c'est vrai qu'il y a des quotas, que le CRTC impose des quotas, sauf qu'on se rend compte que ça joue la nuit; ça ne joue pas pendant les heures de pointe. C'est pour ça qu'on suggérerait ça, mais c'est évident que si ça pouvait être dans le cinéma, si ça pouvait être dans les discothèques, bon, bien, ce serait un beau rêve qui, d'après moi, est réalisable quand même.

Tenue d'un forum sur les jeunes et l'avenir du Québec

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va? Parfait. Alors, c'est maintenant terminé, mais disons qu'on aurait peut-être une annonce à faire, et il est peut-être à propos de le faire vu qu'il y a des jeunes ici, ce soir, sur l'avenir du Québec. Après consultation avec mon collègue Michel Bélanger et un peu avec l'approbation du secrétaire – parce qu'on se fie pas mal à lui –, à sa dernière réunion, le comité directeur a pris la décision de tenir un forum sur les jeunes et l'avenir du Québec. Ce forum aura lieu en janvier, à Québec, au salon rouge, et dans quelques jours, le secrétaire de la Commission fera part du programme du forum. Alors, je tiens à vous remercier... Mes collègues me font remarquer qu'au lieu de faire... on devrait faire évacuer les députés de l'endroit.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, Mlle Bouchard, MM. Gaudreault, Deschênes, Légaré, Dionne et Sainte-Croix, merci de votre rapport. Bonsoir.

(Suspension de la séance à 20 h 12)

(Reprise à 20 h 15)

Le Président (M. Jean Campeau): À l'ordre, s'il vous plaît!

Mesdames et messieurs, nous reprenons. Nous accueillons maintenant la Fédération des syndicats du secteur aluminium. M. Laforest, si vous voulez bien nous présenter vos collègues, s'il vous plaît.

Fédération des syndicats du secteur aluminium inc.

M. Laforest (Réjean): Oui. À ma gauche, le confrère Arthur Bonneau; à ma droite, le confrère Lévis Desgagnés; et à mon extrême droite, le confrère Mishell Potvin.

Le Président (M. Jean Campeau): Vous avez une audience de 30 minutes et vous avez 5 minutes pour la présentation de votre rapport.

M. Laforest: Merci, M. le Président, MM. et Mmes les commissaires. La Fédération des syndicats du secteur aluminium est heureuse de pouvoir se faire entendre à cette Commission qui, nous sommes assurés, essaie de cueillir un éventail qui permet aux différents intervenants, dont notre organisme, de vous présenter leurs réflexions et leur opinion portant sur l'avenir constitutionnel du Québec.

Nous ne cacherons pas à cette Commission que notre organisme syndical et nos syndicats affiliés font partie des milliers de Québécois et Québécoises qui réclamaient des assises sur l'avenir du Québec. Nous n'avons pas la prétention que le contenu de ce rapport touche à tous les points entourant l'avenir du Québec. Toutefois, c'est dans un esprit constructif et pour le mieux-être des Québécois et Québécoises, des membres que nous représentons que cedit rapport, qui se veut objectif, a été préparé, en considérant les courts échéanciers à respecter versus la préparation du renouvellement de toutes nos conventions collectives qui viennent à échéance le 4 mars prochain.

L'essentiel, pour l'organisation que nous représentons, c'est de participer aux travaux de cette Commission, d'exprimer clairement et de présenter fidèlement la position des officiers syndicaux des différents syndicats affiliés et de ceux de la Fédération.

Les travailleurs de l'aluminium, situés en majorité au cœur d'une région nationaliste, soit la région 02, ne font pas exception à la majorité des gens du royaume. On l'aura deviné, ils sont nationalistes. Comment ce nationalisme devrait-il se traduire sur le plan provincial? Nous croyons simplement que le peuple québécois est plus que jamais rendu à la maturité qui lui permettra d'assumer son autonomie totale dans le respect de ses voisins, soit en négociant d'égal à égal.

Nous croyons que l'instabilité politique fait

en sorte que les investisseurs n'ont pas le Québec sur leur liste de priorités. Nous pouvons penser aussi au déménagement de sièges sociaux de différentes entreprises vers les provinces anglaises, en exemple, la compagnie Sun Life. Nous sommes assurés que la lourdeur du système gouvernemental canadien est peu favorable à la stabilité politique, sociale et économique. Il y a deux niveaux de gouvernement qui se nuisent, sans compter l'émergence d'un nouveau pouvoir qui, pour nous, n'a pas son utilité et doit disparaître, soit le Sénat.

Un Québec souverain devra avoir un gouvernement élu à l'Assemblée nationale comme seul et unique représentant, possédant seul le pouvoir décisionnel que le peuple qu'il représente. Au niveau économique, depuis quelque temps, nous pouvons constater que les opinions sont partagées, dépendant des partis politiques sur les transferts économiques entre le provincial et le fédéral. Nous sommes heureux, aussi, de constater que le milieu des affaires a atteint cette maturité nécessaire qui enlève la peur de se prendre en main et, ainsi, pouvoir aspirer à une autonomie économique. Le Mouvement Desjardins est un bel exemple.

Nous demandons aux membres de cette Commission de ne pas tenir compte seulement de l'aspect économique dans leurs recommandations, mais bien d'écouter afin de s'arrêter sur la volonté du peuple. Un Québec souverain ferait en sorte que les décideurs, au niveau des ressources naturelles et de l'industrie, ne seraient pas influencés par du lobbying des grandes entreprises auprès du fédéral. L'échange de bons procédés, l'exemple du libre-échange, la campagne des publicitaires Alcan avec, en tête, M. Culver qui était président à l'époque, en faveur du libre-échange.

Orientation future du Québec sur l'exploitation de nos ressources naturelles. Si elles ne profitent pas aux régions directement, elles devraient tout au moins servir au Québec et non exporter les profits générés au Québec dans les autres pays. Au niveau canadien, les décideurs ne sont pas prêts à favoriser le partage de ces décisions avec les instances syndicales au niveau de l'autonomie des régions.

Dans un gouvernement souverain, le haut-parleur pour se faire entendre aurait besoin de moins de volume pour être compris et considéré. Les régions seraient plus près de leur pays et auraient beaucoup plus de facilité à se faire entendre. De cette façon, on pourrait être considérés comme partenaires dans le développement économique et social.

Reconnaître le syndicalisme, au niveau relations de travail, comme un élément et un instrument indispensable à la vitalité, au développement économique, politique et social, en favorisant son expansion via une liberté accrue dans une société démocratique.

Au niveau de la Charte des droits et

libertés de la personne, on ne devrait introduire aucune discrimination pour conviction syndicale. Nous espérons qu'un Québec souverain favoriserait plus le partenariat avec les syndicats et, de cette façon, nous pourrions mieux protéger les droits acquis. Il n'y aurait aussi qu'un code de travail à appliquer.

Au niveau de l'immigration, face à la dénatalité, nous croyons que l'immigration est une des solutions qu'il faut envisager. Dans un Québec souverain, nous pourrions établir les propres règles du jeu. En exemple, nous pourrions favoriser les francophones hors Québec pour immigrer ici. Nous ferions d'une pierre deux coups, soit satisfaire le reste du Canada anglais qui serait témoin de la diminution du nombre de francophones hors Québec et la facilité pour le Québec d'intégrer ces immigrants dans la langue de la majorité.

Au niveau de la crise autochtone, dans un Québec souverain, probablement que la crise autochtone aurait été moins grave. Le Québec fut la cible choisie car c'est la province qui est la plus ouverte face à leurs revendications au niveau des nations. Mais, au même titre que les autres habitants d'un Québec souverain, les règles du jeu devront être les mêmes pour tout le monde: ils devront être entendus au même titre que nous, ils devront faire partie des nouveaux partenaires d'un Québec souverain.

Nous avons travaillé fort au niveau de la langue de chez nous pour que cette langue française soit la langue de travail. La multinationale Alcan s'est adaptée à cette demande, donc, pour nous, si Alcan a réussi cette adaptation, nous sommes assurés que toutes les entreprises du Québec y arriveront. Dans un Québec souverain, les programmes de francisation des entreprises devront être renforcés et avoir un suivi réel.

En conclusion, nous ne prétendons pas avoir touché tous les sujets relatifs à la redéfinition d'un pays. Nous représentons la classe ouvrière, et nous croyons avoir traité des sujets essentiels la concernant. Une grande question à se poser est celle-ci: Devrait-il y avoir un référendum, une élection référendaire ou simplement une déclaration de souveraineté? Nous, on espère une déclaration de souveraineté, mais, en voyant la composition de la table, nous pouvons penser qu'un référendum serait la solution la plus réaliste. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous commençons les interventions avec M. Francis Dufour.

M. Dufour (Francis): Merci, M. le Président. D'abord, permettez-moi de saluer des collègues ou des ex-collègues de travail, des gens avec qui j'ai travaillé. Je veux leur rendre l'hommage qu'ils sont vraiment à l'image que ce que le syndicat de l'Alcan a toujours été, un syndicat dynamique, des gens qui n'ont pas peur de s'affir-

mer et qui ont des choses à dire et à démontrer. De ce côté-là, je veux vous remercier de l'apport que vous faites à notre Commission.

Ma première question serait: De quelle façon un Québec souverain pourrait-il permettre plus d'investissements industriels dans nos régions?

M. Laforest: O.K. Juste une petite précision, M. Dufour. Notre syndicat, ce n'est pas le syndicat de l'Alcan mais bien des employés de l'Alcan. C'est important à préciser.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Dufour: Pour moi, c'était le...

M. Laforest: Oui, j'ai très bien compris, mais pour le bénéfice des gens qui ne nous connaissent pas.

M. Dufour: O.K. C'est correct. Peut-être que la précision est bonne. Allez.

M. Laforest: Lorsqu'on regarde ça, nous, on se dit qu'au niveau des investissements dans les régions... dans notre mémoire on relate le fait que toutes les économies ou les bénéfices engendrés par l'exploitation de nos richesses naturelles, dans nos régions, ici, sont exportés en dehors du Québec donc en dehors, encore bien plus, des régions.

À titre d'exemple, 60 % des profits qui sont générés ici, au Québec, sont exportés à l'extérieur. Donc, on dit qu'avec un Québec souverain, on aurait besoin de parler moins fort pour avoir des retombées dans notre région.

M. Dufour: Vous dites aussi, dans le résumé de votre mémoire, que l'autonomie des régions via la décentralisation devra être un objectif majeur à atteindre dans le cadre d'un gouvernement souverain. De quelle façon pourrait-on atteindre cette décentralisation?

M. Laforest: Je pense que tous les gens, présentement, au niveau des régions, ont le même discours à l'effet que dans un Québec souverain, on aurait certainement plus de facilité à rapatrier l'autonomie de nos régions qui servent au niveau des ressources naturelles. Québec étant souverain, à ce moment-là, les régions seraient certainement écoutées et entendues plus facilement qu'à Ottawa parce qu'on a déjà de la difficulté, présentement, à se faire entendre en tant que Québécois à Ottawa. Donc, imaginez les régions! Ça fait que nous sommes certains que les régions seraient drôlement mieux défendues et mieux entendues dans un Québec souverain.

M. Dufour: Je sais que le temps nous est imparti et il était très, très rare, et ça fait très

restrictif. Je comprends que vous avez des problèmes de juridiction dans le fonctionnement de votre travail ou de votre application de convention collective, etc. J'aurais peut-être la question à savoir... Par exemple, que si le Québec devait démontrer sa souveraineté, vous avez parlé de consultation. Est-ce que pour cette consultation-là, vous avez un échéancier, dans votre tête?

M. Laforest: Je vais juste répondre rapidement, mais je vais passer la parole à mes collègues. Nous, on espère que ça va se faire très rapidement, cette annonce de souveraineté-là, de façon à ce que le temps soit très rapide, aussi, pour nos interventions futures dans ce domaine-là. Si mes collègues...

M. Potvin (Mishell): Dans le sens qu'on veut l'apporter, aussi, c'est que tout de suite après le rapport de la Commission... On sait que les gens sont peut-être très motivés à faire des actions. Si les gens, en tout cas, veulent redéfinir la situation du Québec, on pense même que ça devrait peut-être se faire au printemps ou au début de l'été, un référendum sur la souveraineté du Québec. Parce que plus on va attendre, plus il va y avoir de l'infiltration extérieure qui peut venir un peu déranger la réflexion des Québécois. Et c'est dans ce sens-là qu'on dit qu'il faut peut-être... Comme le dit l'expression, aussi, battre le fer quand il est chaud, je pense qu'il faut le faire assez rapidement. C'est dans ce sens-là qu'on dit qu'on veut que ce soit fait rapidement, au printemps ou même à l'été, s'il le faut, ça devrait être fait.

Parce qu'il faut dire, aussi, on ne voudrait pas non plus que l'option soit reprise, peut-être, par un parti comme tel. On pense que si jamais la souveraineté du Québec est faite, c'est peut-être un gouvernement national, c'est-à-dire l'union des partis, qui devrait le faire. Je pense que ce serait peut-être beaucoup plus intéressant que ce soit un parti comme tel qui le fasse. Parce qu'on sait que c'est un projet de tout un peuple, donc on pense que tous les représentants du peuple devraient participer. Et même les communautés qui ne sont pas québécoises françaises, même, on dit les anglophones, les autochtones et tout ce qui regroupe le peuple québécois.

M. Dufour: Est-ce que vous croyez qu'actuellement le peuple québécois est suffisamment renseigné, après que les travaux de la Commission auront eu lieu, seront terminés, pour que ce soit une, deux ou trois questions, c'est le plus simple possible, dans votre esprit?

M. Potvin: Dans notre esprit, je pense qu'il y a d'abord une question simple, parce que plusieurs n'ont pas encore compris la question du dernier référendum...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Potvin: Donc, on s'imagine que la question devrait être assez simple pour que tout le monde la comprenne. Sauf que c'est peut-être pas tout le monde, non plus, qui a suivi les travaux de cette Commission-là. Donc, c'est évident que ceux qui vont l'avoir suivie auront eu beaucoup d'information. Sauf que ceux qui ne l'auront pas suivie devront peut-être réfléchir un petit peu ou avoir certaines influences, aussi, de personnes qui auront été très impliquées dans la vie politique du Québec, ces dernières années et surtout ces derniers temps.

Le Président (M. Jean Campeau): Je regrette, M. Dufour, je me suis trompé, le temps est malheureusement écoulé. Alors, dans la prochaine période de 10 minutes de questions, il y a 6 intervenants qui insistent pour poser des questions. Alors, j'ai l'intention d'essayer de les passer tous les six, mais peut-être que vous autres, vous pourriez les aider en répondant rapidement à leurs questions.

M. Laforest: On peut peut-être les aider en prolongeant de 10 minutes.

Le Président (M. Jean Campeau): C'est qu'il y en a d'autres qui veulent passer après ça. Alors, je commence avec M. Marcel Beaudry.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. J'ai trouvé votre mémoire très intéressant et il prend position de façon très précise au niveau de la souveraineté. Vous avez, comme bien d'autres, constaté qu'il y a eu différents mémoires qui ont été présentés, certains préconisant la souveraineté et d'autres préconisant un fédéralisme renouvelé, d'autres ne choisissant pas d'option comme telle. Et vous savez qu'autour de la table, tous les commissaires se sont prononcés contre le statu quo. Mais je me suis posé une question, quand je lis votre paragraphe à la page 7 du mémoire. Nous ne remettons pas en cause la crédibilité des membres de la Commission, mais nous devons admettre que certaines personnes sont clairement identifiées à une option.

Donc, nous comptons sur les autres membres de la Commission pour faire contrepois afin de pouvoir apprécier objectivement les positions prises et défendues dans les différents mémoires en agissant de façon franche et loyale. Est-ce que je dois interpréter ça... Étant donné qu'il y a seulement le Parti québécois qui s'est présenté ici et qui a dit: Quelle que soit la recommandation qui sera faite par la Commission, nous, nous ne changerons pas d'option, notre option demeure souverainiste, est-ce que je dois comprendre que vous demandez à tous les autres membres de la Commission de demander aux représentants du Parti québécois de faire preuve d'objectivité dans leur étude des mémoires qui

sont présentés ici devant vous? Ou si je ne vous saisis pas comme il faut?
(20 h 30)

M. Desgagnés (Lévis): Je pourrais répondre à la question. Je pense que c'était quand même M. Dufour, juste avant que la Commission ne commence à siéger, qui avait commis un peu un impair. Ce n'est peut-être pas pour viser les membres du... ni se fier plus sur le Parti québécois que d'autres, c'était vraiment le président du Conseil du patronat qui, malheureusement, avait-on considéré, avait commis un impair assez sérieux qui pouvait influencer, avant même que la Commission ne commence ses audiences.

M. Beaudry: Est-ce que je dois comprendre de votre réponse que, parce que M. Dufour s'est déclaré en faveur d'un fédéralisme renouvelé, lui manquait d'objectivité et que tous ceux qui se sont déclarés en faveur d'un souverainisme non conditionnel ne manquent pas d'objectivité?

M. Desgagnés: C'est exact.

M. Beaudry: C'est exact, merci. La réponse est venue de là-bas, c'est ce que je voulais savoir.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Claude Béland.

M. Béland: Merci, M. le Président. Je voudrais, moi aussi, ajouter ma voix à celle de M. Dufour quand il dit que vous êtes un syndicat dynamique parce que ça me rappelle que, il y a quelques années, le syndicat a été à l'origine de la création de la Caisse d'économie des employés de l'Alcan. D'ailleurs, je pense que vous, M. Laforest, vous en êtes le président depuis déjà six ou sept ans. Alors, je vous salue d'une façon particulière. J'ai beaucoup aimé votre mémoire. Vous traitez de beaucoup de choses. Vous traitez même de l'immigration. Et ce qui m'a frappé là-dedans c'est la préoccupation que vous avez à l'égard des francophones hors Québec. On a eu ici les francophones hors Québec qui sont venus nous dire des choses. Vous, dans votre générosité, vous les invitez même pour les protéger. Vous leur dites: Venez-vous-en donc au Québec, vous allez être mieux ici. Mais, par contre, ceux qui sont venus nous parler ont dit: Ne nous considérez pas comme des Québécois en exil. On n'est pas des Québécois. Les Acadiens, ils se trouvent Acadiens. Ils ont une histoire, ils ont leur propre culture. Et les gens de l'Ontario nous disent la même chose. Les gens du Manitoba aussi. Alors, dans ce sens là, quand vous me dites: Les francophones hors Québec perdront probablement un allié de taille avec la souveraineté, est-ce que vous imaginez la souveraineté comme si on érigeait des barricades et qu'on ne s'occupe plus des francophones hors Québec? J'aimerais ça que vous m'expliquiez la

crainte que vous avez à l'égard des francophones hors Québec, dans une souveraineté québécoise.

M. Potvin: Finalement on ne l'a pas évoquée ici comme une crainte pour les francophones hors Québec. Sauf qu'on se dit: Dans le système actuel, il est évident que les francophones hors Québec se rallient souvent à la cause des Québécois parce que, par extension, ils sont peut-être un petit peu protégés eux aussi dans leur milieu. Mais finalement, ce qu'on dit c'est que, avec la souveraineté, on pense qu'ils n'auront peut-être plus cet allié, sauf qu'on peut quand même penser qu'en ayant un Québec francophone fort, ça pourra peut-être les motiver aussi eux à prendre peut-être plus position et à avoir un réflexe de défense encore plus fort de leurs droits francophones à l'extérieur du Québec. C'est évident aussi qu'avec un Québec francophone fort, on pense qu'on pourra peut-être les aider d'une autre façon.

M. Béland: Donc, ils ne perdront pas un allié de taille.

M. Potvin: Non, dans le sens d'un peuple, non, ils ne perdront pas un allié fort, finalement ils seront peut-être encore plus forts que présentement.

M. Béland: C'est cette partie que je ne comprends pas bien, merci.

M. Laforest: Je voudrais juste renchérir là-dessus, M. Béland, je vous salue en passant. Vous savez comme moi que le Mouvement Desjardins s'est renforcé en se prononçant ouvertement et aussi en allant se chercher des alliés de taille hors Québec au niveau des fédérations.

M. Béland: Oui, c'est vrai.

M. Laforest: Donc, avec un Québec souverain, certainement que ces gens-là se sentiraient drôlement mieux acceptés ici, en venant au Québec.

M. Béland: D'accord, merci.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Allard.

M. Allard: Bon, alors je fais allusion à ce qui a été mentionné il y a un moment et ce qui apparaît au début de votre mémoire au sujet de ce que le Conseil du patronat a fait et que vous pensez qu'il n'aurait pas dû faire. Moi, je m'imagine qu'il y a beaucoup de Québécois qui optent pour la souveraineté parce qu'ils croient qu'avec la souveraineté leur condition économique va s'améliorer. Je ne pense pas que ça soit simplement pour dire: On est souverain. Ils s'imaginent, ils souhaitent, ils espèrent que leur niveau de vie va s'améliorer. En tout cas, je

pense que c'est comme ça. Il y a des économistes qui sont venus dire ici, à cette Commission, il n'y a pas longtemps, qu'il est possible, sinon probable que, si le Québec devenait souverain, il y aurait une période de temps d'adaptation au cours de laquelle le niveau de vie, les conditions économiques, pourraient diminuer au Québec, et ça pourrait aussi arriver, je pense, au Canada, si le Québec se déclarait souverain. Il y a des gens qui nous ont dit, il y a quelques jours, qu'on pourrait être dans une situation moins favorable qu'actuellement pendant 5 ans, peut-être 10 ans, peut-être plus, et qu'il fallait quand même accepter ça.

Est-ce que vous croyez qu'il est plus raisonnable de ne pas parler des possibilités, des incidences économiques de la souveraineté, que de cacher aux Québécois ce que peuvent être ces incidences-là pour les inciter à opter pour la souveraineté?

Ensuite, ma deuxième question, vous pourrez y répondre rapidement, je ne veux pas que vous me nommiez les gens autour de la table ici qui ne sont pas identifiés clairement à une option, parce que ce serait embarrassant puis ça pourrait être long, faites juste me donner le nombre de ceux qui ne sont pas identifiés à une option.

M. Desgagnés: D'abord je voudrais répondre, peut-être, au niveau de la première question. C'est sûr que nous, en tant qu'organisation syndicale, je pense bien que c'est à partir de constats, je veux dire que, quand on parle un peu de ressources naturelles dans notre mémoire, quand on parle un peu d'économie, on parle de stabilité, on parle d'investissements, donc c'est à partir d'expériences vécues au cours de ces longues années. Donc, quand on travaille sur le plancher des vaches, on entend brouter le cheval, dans le langage du métier. Donc, c'est à partir de ce constat-là que nous on ne s'est pas arrêtés pour dire... Il y a des guerres, des fois, de chiffres... Fort souvent, on dit qu'il y a deux économistes qui discutent ensemble: il y a trois opinions. On regarde un peu toutes les conclusions à savoir: Est-ce que le Québec se retrouvera plus pauvre? Je pense que moi, en tout cas, si je parle au niveau de l'organisation que nous représentons, nous on croit quand même qu'un Québec souverain, avec le rapatriement de tout ses pouvoirs...

On sait qu'aujourd'hui, quand même, vous avez beaucoup de joueurs sur le terrain, de sorte que que vous fassiez n'importe quel plan de match, je pense bien que vous allez avoir de la misère à le faire respecter. Vous avez beaucoup de joueurs, des gens qui s'improvisent... Donc, il y a beaucoup de décisions, aujourd'hui, avec toute cette grosseur, cette lourdeur administrative, admettons, qui sont impliquées, de sorte que les décisions qui sont prises sur le plan socio-économique ne sont pas toujours accrochées au rationnel.

Donc, on peut dire que souvent ces décisions-là revêtent une dimension politique importante, même s'il y a des gens que ça irrite un peu de dire: Il y a des régions périphériques comme celle dans laquelle vous êtes présentement, qui sont aux prises, donc, avec des problèmes socio-économiques importants, pour toutes les raisons que vous connaissez. Donc, on pense, en tout cas, nous, qu'un Québec souverain pourrait certainement, avec tout le rapatriement de ses pouvoirs, se porter beaucoup mieux qu'il se porte présentement, avec toute une duplication au niveau des juridictions. On se pile sur les pieds, on le sait, quand on travaille avec différentes commissions depuis de nombreuses années, donc on se lance la balle. Pour nous, en tout cas, on arrive à cette conclusion-là.

Au niveau de l'identification au niveau des individus, je pense bien que moi, en tout cas, cette partie-là du mémoire, quand il y avait une personne qui était identifiée comme telle, je ne pense pas... En tout cas, pour nous tous, la table ici revêt une crédibilité qui est très forte. Je pense bien que la remarque qui a été faite, ce n'était pas pour viser toute une crédibilité ou miner toute la crédibilité...

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait, M. Desgagnés...

M. Desgagnés: ...de cette table-là.

Le Président (M. Jean Campeau): On passe maintenant à M. Bouchard.

M. Bouchard: Merci, M. le Président. Je voudrais m'associer moi aussi à mes collègues pour souhaiter la bienvenue à la FSSA. Vous avez, dans le mémoire, à la page 27, abordé la question du processus d'accession à la souveraineté. Comment ça devrait se faire?

Vous parlez d'un référendum. Imaginant la situation où un référendum a été approuvé par la population pour déclarer la souveraineté, vous proposez que la souveraineté soit faite par un gouvernement d'union nationale. Pour le bénéfice de tout le monde, est-ce que vous pourriez expliquer ce que vous voulez dire précisément? Je ne pense pas que vous vouliez rappeler l'Union Nationale au pouvoir? Alors vous souhaitez qu'il y ait une sorte de concertation, une sorte d'union des partis?

M. Potvin: Oui...

M. Bouchard: Vous voyez un gouvernement formé de Mme Blackburn, de M. Libman, de M. Rémillard, tout ça?

M. Potvin: Oui, en fait, c'est un peu ce qu'on voulait dire, avoir un gouvernement d'unité nationale plutôt que d'"Union Nationale", comme vous l'avez souligné. On ne veut justement pas

mettre d'étiquette au niveau des partis, on voudrait justement que ce soit d'abord un groupe qui serait vraiment représentatif de tous les Québécois, autant ceux qui étaient contre la souveraineté que ceux qui étaient pour la souveraineté. Je pense qu'on le répète un peu là, c'est que si on veut faire un projet au niveau de tous les Québécois – on pense que tous les gens, en tout cas, qui représentent même des minorités doivent être inclus dans la décision, au niveau du suivi de la souveraineté.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, à même la présidence, il reste encore deux minutes pour M. Jean-Pierre Hogue. Deux minutes.

M. Hogue: Merci, M. le Président.

Une voix: Et non pas six, huit.

M. Hogue: Deux minutes, oui, comme dans la chanson. Vous, je demandais à mon ami Larose, tout à l'heure – je vais faire ça vite... Vous étiez un gros syndicat, et puis j'étais pas loin dans la région à ce moment-là... vous étiez un gros syndicat. Vous avez décidé de vous séparer et vous ne vous en portez pas nécessairement plus mal. Mais vous étiez gros et important. Mais peut-être... et vous vous êtes payé toutes sortes de services taillés à votre mesure, ce qui pourrait être une image de l'autonomie, de l'indépendance et tout le reste. Par contre, peut-être que si vous étiez resté à la CSN, vous auriez influencé la politique et l'idéologie à travers votre force et votre présence, mais ce serait à vous autres de le décider ultérieurement.

Mais dans votre mémoire, cet aspect nous apparaît négligeable, là, lorsque vous parlez d'économie, et puis ma question n'est pas méchante. Je veux juste des éclaircissements. Vous avez 27 pages dans votre mémoire; les 27 premières pages traitent du mémoire. Il y a 28 pages de statistiques économiques, et puis il y a 12 pages de réussites économiques. Ça m'apparaît débalancé face à l'énoncé que vous faites, où vous ne voulez pas faire que les aspects économiques soient importants. Vous les traitez comme négligeables.

Ma deuxième question. Il m'a semblé sentir un type de dirigisme économique. Vous l'avez d'ailleurs... je l'ai ressenti à nouveau lorsque vous avez parlé des entreprises dans votre présentation orale. Deux questions.

M. Larose: C'était deux minutes, pas deux questions.

M. Laforest: O.K. Pour la première, effectivement que nous – je ne veux pas faire allusion à la CSN du tout là-dedans – mais dans un Québec souverain, peut-être qu'on aurait notre place et non selon le nombre de personnes

qu'on représente, mais selon l'entité que l'on représente. Nous sommes la fédération qui représente le plus au niveau du monde de l'aluminium dans tout le Canada présentement. Et je pense qu'on doit être aussi reconnus. Si on regarde dans un Québec souverain, on est drôlement bien placés pour être entendus à ce moment-là. Au niveau de l'aspect économique, vous faites mention... vous avez aussi dans notre mémoire les 28 pages qui traitent de toute notre position au niveau d'un Québec souverain. Les autres pages du mémoire ne sont que des documents de support. De là à dire que, pour nous, il ne faut pas que la Commission s'arrête strictement sur l'aspect économique. Mais vous avez tous les chiffres à votre disponibilité dans notre mémoire pour vérifier nos avancés.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. M. Maciocia.

M. Maciocia: M. le Président, merci M. Laforest et je vous remercie de la part du gouvernement de votre mémoire. J'aimerais aller tout de suite au sujet que je vais traiter avec vous, parce que vous savez: on n'a pas beaucoup de temps. En régions, depuis un certain temps, la Commission entend de nombreux témoignages sur l'autonomie régionale, et parfois, on nous demande même une régle régionale ou des gouvernements régionaux. Et j'aimerais situer un peu, situer justement votre prise de position dans ce contexte. Dans les ressources naturelles, à la page 13, vous dites, et je vous cite: "Toutefois nous émettons la réserve qu'un "Québec souverain" devra récupérer et prendre à sa charge la gestion de nos ressources naturelles et exercer un contrôle complet." À la page 16 de votre mémoire, vous dites: "Sous réserve de certaines modalités, un gouvernement souverain devra laisser aux régions beaucoup plus d'autonomie et de contrôle sur leur développement industriel, commercial, culturel, touristique et autres".

Vous comprendrez, M. Laforest, que je m'interroge sur le fonctionnement d'un Québec souverain, à votre manière. Vous proposez un contrôle complet au Québec et en même temps une autonomie et un contrôle dans les régions. Et je me demande comment cela peut fonctionner à un certain moment. Et en même temps, vous vous rappelez sûrement, vous avez eu l'occasion de voir, la semaine dernière et cette semaine, mardi, que le Conseil central de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine nous disait à la page 4 de son mémoire: "Nous pensons que l'indépendance du Québec devrait permettre aux Gaspésiens et aux Madelinots de développer leur région avec le plein contrôle de leurs ressources naturelles." Alors, je vous demande: Qui donc doit avoir le contrôle complet sur les ressources naturelles et comment doit-on faire fonctionner la relation entre Québec et les régions?

M. Desgagnés: O.K. Moi, je vais répondre à votre première question, là. Quand vous vous référez à la page 13 du document lorsqu'on dit: "Toutefois nous émettons la réserve qu'un Québec souverain devra récupérer et prendre à sa charge la gestion de nos ressources naturelles et exercer un contrôle complet." Donc, c'est évident, je veux dire, quand on regarde toute l'utilisation des eaux, que ce soit le lac Saint-Jean ou... Le bail qui est signé pour l'utilisation des eaux s'est fait avec le gouvernement, donc, le dernier bail qui a été contracté avec Alcan remonte à 1984. Mais qu'est-ce qu'on s'aperçoit sur le terrain? C'est que c'est vraiment dans le système actuel. C'est que c'est le contrôle quand même qui échappe... Ou qu'il y a tellement d'acteurs, admettons, qui ont à décider, qui interviennent, qui font de l'interférence dans tout ça, que le contrôle quand même n'est pas exercé. Donc, nous on pense qu'avec un rapatriement de... Quand on regarde tous les genres d'énergie qui se font présentement et quand on parle ici... C'est également vrai à Kittimat, dans la Colombie-Britannique, où Alcan vend quand même tous ses excédents d'énergie. Donc, nous, on pense quand même que si on avait un meilleur contrôle de nos pouvoirs décisionnels avec un rapatriement complet... C'est qu'au niveau des ressources naturelles... Une fois que tous nos contrats, même s'ils sont signés... On pourrait les faire respecter beaucoup plus que lorsque tout le monde un peu, admettons, vient interférer dans tout ça.
(20 h 45)

M. Maciocia: Non, je comprends très bien, mais ma question était précise. Qui doit avoir le contrôle complet? À la page 13, vous dites: C'est Québec.

M. Desgagnés: C'est évident.

M. Maciocia: À la page 16, vous dites: Ce sont les régions. Qui doit avoir le contrôle?

M. Desgagnés: Ah! Absolument, que le contrôle de nos ressources c'est évident que c'est au niveau central, au niveau du Québec, au niveau de la province donc mais... Ça va avoir des retombées quand même beaucoup plus et on pourra aller chercher des retombées quand même, là, à la hauteur de tous les avantages consentis. Donc, nous, ce ne seraient pas les régions qui contrôleraient tout le bail, ne modifieraient pas le bail qui est présentement signé avec le gouvernement du Québec. Donc, ce serait vraiment au niveau central mais au niveau québécois. Donc, pour nous en tout cas, un contrôle, un rapatriement de tels pouvoirs décisionnels pourrait certainement faire en sorte aussi qu'on aurait un meilleur contrôle au niveau des décisions, que ce soit sur tous les excédents ou quoi faire, admettons, avec tout ça au lieu de les vendre ou de les exporter ailleurs. On sait

qu'exporter l'énergie, vous exportez également les jobs.

M. Maciocia: Parfait. M. le Président, étant donné qu'on n'a pas beaucoup de temps, oui, j'aurais une autre question à poser très importante pour moi. Vous faites allusion, à la page 25, d'une certaine concession... Que le gouvernement du Québec devrait faire certaines concessions si on veut avoir un minimum d'harmonie entre les deux peuples; et là, je comprends que ce sont les francophones et les anglophones. Est-ce que vous pourriez nous donner des exemples de ces concessions que vous êtes prêt à faire à la communauté anglophone?

M. Potvin: En fin de compte, au niveau des exemples, disons qu'on ne peut peut-être pas vous donner des exemples comme tels, mais on regarde au niveau du vécu, par exemple, de toute la province de Québec. On sait que si on veut vivre en harmonie, il va falloir, à un moment donné, s'asseoir tous ensemble et s'il y a des concessions à faire je pense qu'il faudra peut-être en faire. Sauf qu'il faudra quand même affirmer la primauté du Québec français et suite à ça...

M. Maciocia: Ça je le comprends, vous le dites. Mais...

M. Potvin: C'est dans ce sens-là.

M. Maciocia: ...étant donné que vous parlez de concessions, vous devez penser à quelque chose. Lesquelles concessions êtes-vous prêt à faire à la communauté anglophone?

M. Potvin: Bien, écoutez, au niveau des concessions, je ne peux peut-être pas vous donner d'exemple précis comme tel, sauf que je pense que c'est en discutant tous ensemble et en essayant de trouver un projet de société qu'on va voir si on doit faire des concessions. Et s'il y a lieu, bien, on en fera. Je pense qu'on se dit très ouverts, de ce côté-là. C'est dans le sens que notre mémoire est orienté.

Le Président (M. Jean Campeau): Eh bien messieurs, c'est déjà terminé. La demi-heure, ça passe assez vite. Alors, mes félicitations pour votre aplomb et la profondeur de vos arguments. Et merci d'avoir contribué à l'avancement des travaux de notre Commission sur l'avenir du Québec.

(Suspension de la séance à 20 h 50)

(Reprise à 20 h 52)

Le Président (M. Jean Campeau): Mesdames, Messieurs, nous poursuivons maintenant avec le

Conseil des commissions scolaires de la région 02. M. Jacques Tremblay, pourriez-vous nous présenter vos collègues? Juste un instant...

**Conseil des commissions scolaires
de la région 02 inc.**

M. Tremblay (Jacques): M. Campeau, M. Bélanger, collègues commissaires de la Commission, je voudrais vous présenter mes collègues: à ma gauche M. Jean Claude Lindsay, M. Claude Ouellette, M. Jean-Marie Beaulieu, à ma droite M. Jean-Jacques Hudon et M. Charles Lavoie. 13 des 14 commissions scolaires de la région s'intéressent directement à la place qu'on réservera à l'éducation dans un Québec nouveau et veulent que soit précisé de façon claire le rôle qui sera réservé à ce gouvernement scolaire local au sein de sa région d'appartenance. Qui mieux que des élus scolaires locaux, voués exclusivement à l'éducation des jeunes et des adultes de leur milieu, peut garantir une éducation et un enseignement de qualité et ainsi répondre adéquatement aux besoins propres de chaque milieu et de chaque région? Les affaires de l'éducation sont trop importantes pour être noyées à travers des préoccupations de divers ordres. Récemment, on a responsabilisé davantage les commissions scolaires pour la gestion des équipements. C'est un début, mais il faut aller plus loin en transférant d'autres responsabilités et en éliminant le plafonnement de la taxe pour en laisser le contrôle entre les mains des contribuables lors des élections scolaires. L'éducation est reliée à de nombreux domaines sur lesquels le Québec et le gouvernement fédéral ont une juridiction conjointe à la suite d'accords bilatéraux qui alourdissent considérablement l'administration des dossiers concernés.

Puisque la société québécoise s'est profondément transformée, le Québec doit s'assurer maintenant d'un meilleur contrôle de son développement et d'une possibilité plus grande d'utiliser au maximum ses différentes richesses. Nous croyons que la voie la plus réaliste qui se présente et qui correspond le plus aux exigences d'un Québec moderne est celle de passer du rang de province à celui d'État souverain. Un Québec souverain pourra être davantage et plus directement ouvert sur le monde, le tout dans la continuité d'une interdépendance économique avec le reste du Canada tout en faisant de l'éducation l'une de ses principales préoccupations.

Il y arrivera non seulement en confirmant l'existence des gouvernements scolaires locaux que sont les commissions scolaires, mais aussi en leur donnant les pouvoirs et les moyens rattachés à cette reconnaissance. Dans un Québec davantage maître chez lui, nous réclamons des commissions scolaires davantage maîtresses chez elles.

Partant de là, la commission scolaire maîtresse chez elle, par ses responsabilités

touchant l'enseignement primaire, secondaire et des adultes attirera dans chacun des milieux le virage nécessaire pour que les écoles et les centres d'éducation des adultes soient des lieux par excellence de formation et de développement de la pensée et du savoir.

Un Québec nouveau devra redéfinir la place et le rôle des régions et aboutir à un nouveau partage des responsabilités entre elles et le Québec. Le partenariat doit être visible et mener à un développement intégré, durable et efficace des régions dans les secteurs de la culture, des communications, de la formation de la main-d'oeuvre, des affaires sociales et des richesses naturelles.

De nos recommandations, citons notamment les suivantes: Que la place et le rôle des commissions scolaires et des régions fassent l'objet d'une attention particulière dans le cadre des discussions sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Que le gouvernement du Québec organise un référendum afin que la population puisse se prononcer sur l'avenir constitutionnel du Québec qui aura fait de sa première priorité l'éducation. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous débutons les interventions avec M. Jean-Claude Beaumier.

M. Beaumier: Merci, M. le Président. Je serai bref, seulement, vous me permettrez un petit préambule. J'ai lu votre mémoire et j'ai accroché à une recommandation, la recommandation n° 4. Je vous la lis: "Que le pouvoir de taxation des commissions scolaires soit significatif, de sorte qu'elles puissent constituer les véritables gouvernements locaux responsables, qu'elles puissent répondre aux autres, entre autres, aux besoins des services éducatifs de sa clientèle."

Pour avoir connu, moi, l'opération 55, après le rapport Parent, pour avoir connu tous les modes de taxation qui ont suivi en tant que cadre scolaire - j'ai été 32 ans là-dedans - c'est qu'à chaque fois qu'on a fait une réforme, c'était pour corriger une iniquité. L'opération 55, c'était pour donner une chance égale à tout le monde et on a institué les nouveaux modes de financement. Entre le rapport 55 et l'opération 55, la création des régionales, il y a eu tout un cheminement pour arriver, en 1980, que le gouvernement avait décidé, au lieu de donner des subventions d'équilibre budgétaire à chaque année pour combler les déficits, de changer le mode et de vous subventionner par programme, c'est-à-dire les enseignants, les surfaces de plancher et ainsi de suite.

Je veux savoir, dans votre recommandation n° 4, étant donné que vous préconisez un Québec souverain, comment un pouvoir de taxation significatif s'enchâsse dans une constitution? Puis, comme vous avez déjà un certain pouvoir

de taxation, est-ce que l'article 93 de 1867, vous voulez le changer ou si vous voulez tout simplement l'améliorer?

M. Tremblay: Dois-je vous rappeler, monsieur...

M. Beaumier: Beaumier.

M. Tremblay: M. Beaumier. Excusez. C'est vrai que depuis 1980, on a changé la méthode de taxation. Mais laissez-moi vous dire que depuis 1980, avec cette nouvelle méthode de centralisation des subventions au niveau du Québec, l'éducation a subi des compressions de l'ordre de tout près de 800 000 000 \$, ce que nous trouvons malheureux.

Ce que nous préconisons au niveau d'un nouveau pouvoir de taxation, c'est une partie au niveau de cette fiscalité qui serait la responsabilité du milieu. Quelle serait cette partie? Tout dépendamment du nouveau partage fiscal, ça pourrait aller jusqu'à l'ordre de 50 % à 60 %. Je vous rappellerai que dans certaines parties du Canada, notamment en Ontario, l'apport financier du milieu représente 53 % et, dans d'autres pays industrialisés, l'apport du milieu représente environ 50 %, ce qui fait que ce que nous préconisons, c'est une partie financée par l'État central et l'autre partie par le milieu, accompagné d'une méthode de péréquation pour une meilleure équité à l'ensemble des régions.

M. Beaumier: Mais comment vous enchâssiez ça dans une constitution, étant donné que vous demandez un pouvoir accru ou un pouvoir significatif? Il reste quand même que la capacité de payer du contribuable, vous mentionnez l'Ontario et M. Béland, dans son mémoire, nous signifiait que le revenu disponible par habitant, en Ontario, était d'à peu près 16 000 \$ et que le revenu disponible par habitant, au Québec, était de 13 000 \$. Donc, la capacité de payer des individus va avoir une limite, à un moment donné. J'ai peur qu'on ait une association qu'on appelle l'APE, l'association des payeurs qui n'en veulent plus.

M. Tremblay: Mais dans la mesure où il n'y a pas un alourdissement du fardeau fiscal des contribuables. Il y a une redistribution de l'assiette fiscale. C'est différent pour le contribuable du milieu, c'est-à-dire que ça prend une modification majeure au niveau du système de taxation pour que la partie qui paierait en région, évidemment, ne soit pas surchargée au niveau provincial. Ce qui fait que c'est une répartition nouvelle du mode de financement des commissions scolaires que nous voulons, sans alourdir pour autant le fardeau des contribuables.

M. Beaumier: Ça va, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait. Alors, Mme Diane Drouin.

Mme Drouin: Merci, M. le Président. D'abord, si vous me le permettez, j'aimerais saluer d'une façon particulière mes collègues des commissions scolaires de la belle région du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Je suis très heureuse d'être parmi vous aujourd'hui.

Dans votre mémoire, on retrouve une volonté ferme de décentralisation des pouvoirs et responsabilités envers les gouvernements scolaires locaux. On a parlé d'argent tout à l'heure, mais vous parlez même qu'il pourrait y avoir des responsabilités, sans nécessairement avoir une implication monétaire qui pourrait être significative. Vous parlez de ça en pages 6 et 7. Est-ce que vous pourriez élaborer un petit peu sur ce sujet-là puis quels genres de responsabilités, nous donner des exemples?

M. Tremblay: Oui, il y a plusieurs points où les commissions scolaires pourraient être plus autonomes. J'en prends un: l'adaptation des programmes nationaux. C'est évident que, pour nous, le gouvernement du Québec a une responsabilité au niveau des programmes, mais nous voudrions, au niveau des commissions scolaires, avoir la possibilité d'adapter ces programmes soit pour les enrichir ou soit pour les mettre plus en mesure de voir la réalité régionale. Je vous donne un exemple au niveau de l'enseignement de l'histoire. Actuellement, dans le programme, il n'y a à peu près rien qui donne de l'information sur l'histoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean, Chibougamau-Chapais. Nous aimerions être en mesure d'apporter des modifications pour que, tout en gardant la même finalité au niveau du Québec, dans chacune de nos régions, on puisse adapter nos programmes à la réalité de nos régions.

Également, dans la formation professionnelle. On sait qu'au niveau de la formation professionnelle, tous les barèmes sont fixés sur, je dirais, les grands centres. Ce que nous voudrions, c'est la possibilité d'avoir une certaine souplesse au niveau des programmes de formation professionnelle afin d'éviter que, dans les régions éloignées comme chez nous, on voie disparaître une à une les options d'enseignement professionnel. Ce qui fait que, nous, on aimerait avoir plus de souplesse au niveau de l'enseignement professionnel pour éviter la disparition.

Également, il y a les ressources matérielles. Je vous donne juste un exemple au niveau de la décentralisation des ressources matérielles. Actuellement, au niveau de la défense de griefs, il y a un bureau des griefs qui est exclusif à Québec et à Montréal, dans les grands centres. Ce qui fait que quand vous avez un grief à débattre au niveau d'une région, il faut obligatoirement et nécessairement que vous passiez par

Québec parce que, apparemment, la compétence est juste là. Nous, on dit: Non monsieur, la compétence, il y en a ailleurs aussi; il y en a dans les régions. C'est un exemple de décentralisation qui ne coûte rien mais qui favorise les régions. Il y en a bien d'autres. Je pourrais en dire encore bien d'autres, madame.

Mme Drouin: Merci, M. Tremblay. Si vous me le permettez, M. le Président, j'aimerais aussi, en page 5 de votre mémoire, vous avez le chapitre II que vous intitulez "La commission scolaire: un gouvernement local essentiel". J'aimerais que vous nous disiez pourquoi c'est important pour l'avenir du Québec qu'on maintienne des gouvernements scolaires locaux avec des élus. Pourquoi est-ce qu'il faudrait les responsabiliser aussi davantage?

M. Tremblay: Vous savez que dans un esprit de mondialisation avec le libre-échange, je pense que la formation de notre jeunesse devient essentielle, devient un élément important au niveau de notre compétitivité, ce qui fait que, à notre avis, qui de mieux que des personnes qui sont vouées exclusivement à l'éducation, exclusivement à l'intérêt des jeunes de leur milieu, exclusivement aux besoins aussi spécifiques de chacune de nos régions, je dirais... en tout cas. Qui mieux que ces gens-là, qui ont comme priorité majeure l'éducation pour défendre les intérêts de l'éducation, les intérêts des jeunes chez nous? On pense que c'est trop important pour être noyé dans des espèces de gouvernements régionaux ou un gouvernement central.

Mme Drouin: Merci, ça va, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va? M. Libman.

M. Libman: Merci, M. le Président. J'ai des questions. La première question: À la page 5, dois-je comprendre que vous favorisez des garanties constitutionnelles pour les commissions scolaires linguistiques?

M. Beaulieu (Jean-Marie): Ce que l'on préconise, c'est que, dans la constitution, l'existence des commissions scolaires soit garantie sur le plan constitutionnel, ce qui actuellement, je veux dire, fait un peu d'écho. On a une certaine garantie constitutionnelle via une certaine partie de la loi sur la confessionnalité, notamment. Ce que l'on voudrait, dans un Québec d'avenir, c'est une garantie enchâssée dans la constitution que les commissions scolaires, telles qu'elles existent actuellement, vont continuer d'exister.

M. Libman: Mais les commissions scolaires linguistiques?

M. Beaulieu: Oui. Exact.

M. Libman: Ma deuxième question. À la page 9, vous dites clairement que vous choisissez la souveraineté du Québec mais le tout, dans la continuité d'une interdépendance économique avec le reste du Canada. Vous réalisez qu'advenant la séparation du Québec cette interdépendance économique doit être négociée avec un ou d'autres partenaires, dont on ne peut même pas dire, à l'heure actuelle, qui ils seraient. À la lumière de l'attitude dans le reste du Canada aujourd'hui, ces autres provinces ne seraient guère enclines à rechercher une association économique avec le Québec au lendemain d'une éventuelle séparation, qui provoquera probablement le démembrement du pays.

Alors, ma question est très simple: Si cette interdépendance économique avec le reste du Canada n'est pas possible, seriez-vous toujours favorable à la souveraineté du Québec?

M. Beaulieu: Vous faites une supposition, je veux dire, importante. J'ai l'impression que sur le plan économique, l'ensemble des nations, quelles qu'elles soient, que ce soit les États-Unis, que ce soit l'Ontario, le Manitoba, la Saskatchewan, ont un intérêt certain à faire du commerce entre elles. Et il serait drôlement dommage, pour des nations qui ont coexisté un certain nombre d'années, de se priver de cette possibilité de relation, d'interrelation.

Le Québec est un État, est un pays, une contrée qui produit beaucoup, qui fait énormément d'échanges avec ses partenaires et je n'ai pas l'impression que, du jour au lendemain, parce qu'un peuple décide de s'assumer, que ces différents partenaires-là vont effectivement se tourner le dos et momentanément dire: Il n'y a pas de rentabilité là. Ce que je veux dire, c'est que le commerce et la coexistence pacifique entre les peuples, ça repose pour beaucoup sur une rentabilité à court, à moyen et à long terme.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, monsieur.

M. Beaulieu: ...et il pourrait arriver des choses.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons maintenant à monsieur... Le temps est écoulé, M. Libman, je regrette... complètement. M. Russell Williams.

M. Williams: Merci, M. le Président. Je voudrais dire merci, au nom de ma formation politique, au Conseil des commissions scolaires de la région 02 pour votre excellent mémoire. Mais aussi, je voulais dire merci à toutes les personnes qui sont impliquées dans l'éducation. Parce que comme vous l'avez mentionné c'est un des secteurs les plus importants quand nous

parlons de l'avenir du Québec. Pour suivre un peu les questions de constitution et d'éducation, vous avez, je pense, si j'ai bien compris, dit "oui" à la question: Est-ce que vous voulez avoir les commissions linguistiques et avoir les protections constitutionnelles? Vous n'avez pas mentionné quelle constitution, mais... Ou peut-être que vous avez mentionné quelle constitution. Est-ce que j'ai bien compris?

M. Beaulieu: Oui, oui. On maintient effectivement les commissions scolaires linguistiques encastrées dans la Constitution pour garantir l'existence de ces commissions-là.

M. Williams: O.K., merci. Mais aujourd'hui, nous avons parlé beaucoup de pouvoir régional. En plus, les autres groupes avant vous avaient discuté de ça. Et vous avez proposé, à la page 6, vous avez demandé une responsabilisation véritable de gouvernements scolaires locaux. Nous avons parlé de protection constitutionnelle, en même temps, mais aussi à la page 10, vous avez proposé de redéfinir la place et le rôle des régions pour créer une consultation en matière de culture, de communications, de formation de la main-d'œuvre, d'affaires sociales, de richesses naturelles et d'éducation. Ma question est la suivante. Nous avons beaucoup parlé du problème des duplications aussi. Peut-être avec cette force dont j'ai entendu parler souvent aujourd'hui, peut-être d'utiliser le mot supramunicipal, pas supranational, mais... Considérant que de nombreux groupes ont demandé une création de structures régionales ayant les véritables pouvoirs aussi, seriez-vous d'accord avec la création de ces structures? Et si oui, accepteriez-vous qu'elles prennent les fonctions jusqu'à présent assumées par les commissions scolaires?

M. Tremblay: Dans notre esprit, monsieur, c'est bien clair qu'au niveau des responsabilités régionales, pour nous, il existe actuellement deux paliers de gouvernement local qui sont les municipalités et les commissions scolaires. Ce que nous souhaitons, ce que nous proposons, c'est effectivement de garder ces deux structures, c'est-à-dire de gouvernements locaux que sont les municipalités et les commissions scolaires, mais, par contre, tout en décentralisant les pouvoirs et en les responsabilisant davantage dans plusieurs domaines. Pour nous, nous ne voyons pas la nécessité de gouvernement supra-régional pour déterminer les choses des régions. Mais ce que nous voulons, ce que nous souhaitons, c'est garder les gouvernements locaux actuellement que sont les municipalités et les commissions scolaires.

M. Williams: Encore, si j'ai bien compris, vous ne voulez pas avoir un gouvernement régional ici?

M. Tremblay: Ce n'est pas notre opinion.

M. Williams: O.K. Merci beaucoup.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait. Nous passons maintenant à M. Jacques Brassard.

M. Brassard: Merci, M. le Président. Je ne sais pas si c'est le fruit d'une stratégie de ce qu'on appelle maintenant, depuis quelques jours, la coalition fédéraliste au sein de la Commission, mais on voit réapparaître comme ça, depuis quelques jours, des vieux thèmes éculés qu'on connaissait fort bien en 1980, autour d'un Québec souverain qui s'appauvrirait, où on paierait un coût très élevé, pendant longtemps, cinq ans, dix ans. En même temps, il faut constater que ça les dispense et ça nous dispense de nous rappeler que le Canada est techniquement en faillite, avec le Fonds monétaire international au derrière, pour ne pas employer un autre terme, avec une politique de taux d'intérêt qui fait en sorte qu'actuellement, sur 18 secteurs économiques, il y en a 13 qui ne sont plus concurrentiels. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est le Conseil du patronat dans son dernier mémoire au gouvernement. M. Allard s'en souvient, sans doute? Bon.

M. Allard: C'est vrai.

M. Brassard: J'aimerais ça aussi qu'on nous explique pourquoi le taux de chômage du Québec est le double de celui de l'Ontario. Ça serait intéressant. J'aimerais ça aussi qu'on nous explique qu'en 1996, le Québec ne recevra plus un seul sou en matière d'enseignement postsecondaire et pour les services de santé et les services sociaux.

Ça, c'est dans le discours du budget de M. Gérard D. Levesque, le dernier. J'aimerais que, en même temps qu'on nous dit que le niveau de vie va baisser dans un Québec souverain, qu'on nous donne en même temps les garanties qu'il ne baissera pas dans le Canada fédéral. Ce n'est pas sûr qu'on va réussir. Et qu'en matière d'interdépendance économique entre le Québec et le Canada, on pourrait poser les questions différemment, de la façon suivante. Est-ce que l'Ontario sera toujours intéressé à nous vendre ses fruits et légumes? Est-ce que l'Ontario sera toujours intéressé à nous vendre ses voitures? Est-ce que l'Ouest sera toujours intéressé à nous vendre son blé? Est-ce que l'Ouest sera toujours intéressé à nous vendre son boeuf? Et on pourrait multiplier les questions. Ça peut se retourner, ça, la question des intérêts économiques mutuels. Parce qu'on a l'air de dire ou de prétendre – encore M. Libman, tout à l'heure – qu'il y a juste le Québec qui aurait intérêt à conclure et à s'entendre sur une association économique étroite avec le Canada.

(21 h 15)

Il me semble que le Canada aussi aurait

drôlement intérêt à s'associer, puis à maintenir les liens économiques. Alors, écoutez. Moi, ça commence à me fatiguer, puis à m'embarrasser. Nous autres, en 1980, on n'a pas eu peur, dans la région, alors on n'aura pas plus peur aujourd'hui. On a beau continuer comme ça, mais on n'aura pas plus peur. Ça n'aura pas plus de prise sur nous. Ceci étant dit, je ne suis peut-être pas objectif en étant souverainiste, mais j'ai le net sentiment, cependant, d'épouser fort bien les aspirations de ma communauté régionale.

Le Président (M. Jean Campeau): Mesdames et messieurs, je vous rappelle nos conventions...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Brassard: C'est vrai, M. le Président, ils ont tendance à l'oublier en cours de journée.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Brassard: M. Tremblay, juste un exemple, en matière de chevauchement coûteux des deux gouvernements en matière d'éducation. Par exemple, pourriez-vous nous parler un peu de la formation professionnelle?

M. Tremblay: Effectivement, au niveau de la formation professionnelle, comme vous savez, il y a beaucoup de programmes communs. C'est-à-dire avec des ententes entre le provincial et puis le fédéral. Le problème que nous vivons avec ce genre de programmes en formation professionnelle, c'est la lourdeur administrative, la lourdeur bureaucratique. On a calculé - quand je dis "on", c'est: le réseau scolaire a calculé - il y a quelques années que les programmes bilatéraux en formation professionnelle, 60 % des coûts étaient investis en gestion et 40 % en formation directe. Je ne pense pas qu'on ait le moyen, financièrement, d'investir autant dans la gestion et très peu dans la formation.

M. Brassard: Ce n'est pas ce qu'on peut appeler de la bonne administration. Donc, en matière de formation professionnelle, ce serait drôlement plus intéressant un seul gouvernement, un Québec souverain. Pour vous autres, les gouvernements locaux, en matière scolaire, ça simplifierait les choses, ça vous permettrait de consacrer plus de ressources à la formation professionnelle de nos jeunes? J'ai bien compris?

M. Tremblay: C'est évident.

Le Président (M. Jean Campeau): Le temps est écoulé, M. Brassard. Alors, aux membres du Conseil des commissions scolaires de la région 02, merci d'avoir contribué à l'avancement de nos travaux.

(Suspension de la séance à 21 h 18)

(Reprise à 21 h 20)

Le Président (M. Jean Campeau): Bienvenue M. André Bédard, vous avez cinq minutes pour la présentation de votre mémoire.

M. André Bédard

M. Bédard (André): MM. les coprésidents, Mmes les commissaires et MM. les commissaires, notre mémoire traite essentiellement de l'aspect humain qui entoure la question constitutionnelle et politique. J'essayerai en cinq brèves minutes de résumer l'essentiel de ce mémoire. Celui-ci est construit selon deux axes principaux: l'accession du Québec à la souveraineté, et la réforme du système politique. Il aborde des sujets complémentaires: les relations avec le Canada, les trois peuples et les ethnies, l'entreprise privée.

D'abord la souveraineté. Nous avons relaté ici ce que tout le monde connaît: nos origines canadiennes-françaises, l'évidence de l'assimilation des francophones hors Québec, à quelques exceptions près, notre développement ici au Québec, de telle sorte que nous pouvons affirmer avoir dépassé la période de l'enfance et être parvenus aujourd'hui à la phase de maturité collective, avec une identité qui n'est plus celle du début mais, maintenant, tout simplement québécoise.

La grande maison canadienne, "From Coast to Coast" est inconfortable et n'est plus le plus bel exemple de "l'union fait la force", tout au contraire. Le Canada vit une dynamique où il n'y a plus de sens pour l'ier ses parties. Les nationalismes francophone et autochtone se réveillent, comme partout dans le monde. Une quatrième force, les ethnies, prend naissance. Le Canada est maintenant un quadrilatère, et non plus un triangle où dominait au sommet le pouvoir économique anglo-saxon. L'autorité verticale ne fonctionne plus.

Nous appuyons la souveraineté du Québec pour les raisons suivantes. Nous constituons un peuple qui a atteint sa maturité collective. Nous avons un territoire correspondant. La nature y est généreuse à tous points de vue. Nos ancêtres, dans la lutte pour la survie, ont démontré que nous pouvons compter sur une grande force vitale de base. Nous avons prouvé dans toutes les sphères de l'activité humaine que nous avons la matière grise suffisante. Sur le plan économique, nous avons les reins suffisamment solides.

Enfin, nous avons insisté sur l'importance, autant pour un peuple que pour tout individu, de poser un geste à la fois concret et symbolique qui consacrerait l'affirmation de soi, en disant oui collectivement au moment opportun.

Deuxième point, la réforme du système politique. On entend dire qu'on juge un arbre à ses fruits. Et les personnes âgées, à la question: comment ça va, répondent parfois que ça va comme c'est mené. Je n'attaque pas les hommes

politiques. Je dis que le système actuel doit être, non pas amélioré, mais transformé. Notre système parlementaire a joué le rôle qu'il devait jouer dans une période donnée de l'évolution humaine. C'est-à-dire cette période qui se situe entre les régimes d'autorité et la véritable démocratie. J'ai expliqué dans notre mémoire comment la démocratie actuelle est si peu démocratique et surtout comment la gestion d'un État par les élus, à travers les exigences des trois maîtres — le premier étant le parti politique, le deuxième étant l'alliance du pouvoir politique et économique et le troisième quelques votants actifs — comment en bout de ligne, celui qui devrait être le seul maître à bord et le seul bénéficiaire, le peuple, comment ce dernier, finalement, est le grand perdant. Endettement des États, violence, pauvreté, drogue, maladies et désordres de tous genres, pollution à un niveau dangereux pour la nature et l'être humain qui en est directement dépendant pour sa survie.

Nous sommes sur une pente descendante et dangereuse. Le système politique actuel ne peut résoudre les défis présents car le jeu est faussé au départ. En effet, il a comme fondement la partisanerie et il a des redevances à payer aux trois maîtres. La partisanerie érige des murs entre les groupes. Elle divise et fait souffrir. On doit la chasser partout et la déclarer hors la loi, autant que la violence.

Intégrer, unir, voilà l'autre chemin. Nous proposons donc de transformer le système actuel en véritable démocratie basée sur un mode de gestion participative de la part des élus, sans couleur partisane, encadrée d'un groupe parlementaire ayant comme mandat d'être l'œil critique et la conscience des élus au pouvoir, à travers un Parlement composé d'autant d'hommes que de femmes, lequel Parlement sera alimenté et éclairé par une véritable Chambre des sages, élus et sans pouvoirs, si ce n'est de s'exprimer. Le succès de cette transformation sera facilité par un accès sans failles à l'information, d'abord aux élus, et ensuite aux journalistes et aux citoyens, excluant bien sûr les choses de la vie privée, mais surtout au départ, en bannissant sans détour la partisanerie, ce mode de fonctionnement pervers qui est sur le plan individuel un vestige de l'enfance et sur le plan collectif un vestige de la tribalité des premiers âges de l'humanité.

Les Québécois, partout, dans tous les milieux, depuis plusieurs années, ont vécu et expérimenté le mode de gestion participatif. Fonctionner en cercle, à l'horizontale, autour d'un centre, c'est-à-dire un projet collectif, avec un certain détachement sur le plan personnel, ce qui constitue le ciment, la cohésion, et puiser dans le groupe les forces des uns et des autres, les intégrer, ce qui provoque un effet multiplicateur des forces individuelles; c'est le plan horizontal. Puis mettre en application le consensus, c'est le plan vertical. Plus la conscience

collective se développe par l'éducation, l'information, l'implication dans le milieu, moins la gestion verticale est nécessaire et plus l'horizontalité devient le mode naturel de fonctionnement.

Troisième point, relations avec le Canada. Je n'ai mentionné qu'une phrase dans mon mémoire sur le sujet: garder la main tendue, c'est-à-dire ouverte, bien sûr. Car, essentiellement, il n'y a rien d'autre à faire. Tenter de déterminer aujourd'hui ce que nous voulons partager est un exercice futile, d'abord parce que dévoiler nos cartes tout de suite est dangereux et ensuite, parce que le trait d'union sera inversement proportionnel à l'intensité émotionnelle du Canada anglais lorsque nous couperons le cordon.

Souvenez-vous que nous sommes chiens et chats depuis des siècles. C'est l'héritage des guerres entre la France et l'Angleterre. De nos jours, il est très difficile de gérer rationnellement et calmement lorsque le feu émotionnel s'allume. Surtout au plan collectif, il est prévisible qu'il s'allumera encore. Personnellement, considérant que les relations des Québécois sont bonnes avec l'est, l'Europe, ainsi qu'avec le sud, les États-Unis, j'essayerai d'en tirer quelques bonnes cartes au cas où. Faisons la souveraineté avec la force au sens de fermeté de la main gauche et gardons honnêtement la main droite ouverte, réceptive et même généreuse en offrant de partager certains services qui pourraient être à l'avantage et de l'un et de l'autre, comme de bons voisins quoi. Et n'oublions jamais que la gauche et la droite sont des mains complémentaires mais que la droite est naturellement la main dominante.

Enfin, les trois peuples et les ethnies. Nous avons ici élaboré sur la nécessité de construire le Québec de demain dans le respect de ces fondements, sans les renier. D'abord, les peuples autochtones en tant que premières nations et les fondateurs de l'État moderne, anglophones et francophones, tous se trouvant enrichis par l'apport des ethnies.

Le Président (M. Jean Campeau): Est-ce que vous pouvez abréger M. Bédard?

M. Bédard: Trente secondes. Nos invités dans notre maison qui, s'ils savent s'intégrer à toute la collectivité consciemment et volontairement, deviendront par le fait même des citoyens à part entière.

Enfin, l'entreprise privée. Nous avons terminé en élaborant sur la nécessité de créer une nouvelle alliance entre ce nouvel État démocratique et l'entreprise privée en clarifiant les rôles de chacun et en assainissant leurs relations sans l'intermédiaire des partis politiques.

Le Président (M. Jean Campeau): Première intervention, Mme Hovington.

Mme Hovington: Merci, M. le Président. Permettez-moi au nom de ma formation politique de vous remercier pour votre mémoire. Et vous me permettez au départ, M. Bédard, d'aborder la comparaison qui est souvent reprise d'ailleurs du Québec maintenant rendu à un stade de maturité, à un stade adulte. Vous nous dites que la période de la Révolution tranquille, qui a commencé en 1960 jusqu'au 23 juin 1990, fut la période d'un changement d'état, c'est-à-dire que le Québec serait passé de l'enfance à la maturité. On trouve ça à la page 2 de votre mémoire.

Moi, je vous avoue que ça me fatigue un petit peu lorsqu'on compare le Québec à un enfant qui est devenu adolescent et qui est devenu adulte. C'est parce que c'est un concept, c'est l'inéluctable concept de mâle qui se profile à l'horizon et ça je trouve ça triste. Ça conduit toujours là vers cette période. Moi, j'aime mieux penser, M. Bédard, que nous sommes simplement rendus à nous demander si nous sommes trop serrés dans le cadre actuel du Canada ou trop à l'étroit pour pousser l'explosion et l'émancipation que le Québec a connues et ce, malgré le lien fédéral. Si on est trop à l'étroit à l'intérieur du lien fédéral actuel pour pousser encore plus loin le développement du Québec, vous nous dites qu'il faut consacrer l'avènement à notre maturité collective par un geste concret, c'est-à-dire par une déclaration de souveraineté.

Moi, je pense que la maturité, M. Bédard, elle ne s'exprime pas par un choix ou un autre mais elle s'exprime par la capacité de faire ce choix et par l'exercice de cette capacité à faire le choix. Et si nous avons une maturité collective, et je pense que nous l'avons, elle doit servir à nous permettre de faire un choix clair, réfléchi et serein. Et la maturité ne s'exprime pas par le choix de la souveraineté, elle s'exprime plutôt par l'exercice que nous faisons actuellement, de notre capacité de décider d'un réaménagement constitutionnel.

Peu important les résultats de cette réflexion, si cette réflexion découle d'une étude objective et d'une analyse actuelle de la situation, nous aurons prouvé notre maturité. Mais dans un autre ordre d'idées, je me suis intéressée à la volonté que vous exprimez à la page 10 de votre mémoire, à l'effet qu'il faille éviter que ne se creuse davantage le fossé ethnique entre Montréal et les régions. J'aimerais vous entendre sur les moyens qu'il faut mettre de l'avant pour y arriver, pour empêcher que ce fossé se creuse entre Montréal et les régions. Est-ce que vous avez pensé à des moyens?

(21 h 30)

M. Bédard: Je vous remercie. Il y a plusieurs questions à répondre. D'abord, concernant le destin des peuples, je vous donnerai l'exemple, tous les peuples ont eu des phases de maturation et un moment donné après ça ont baissé. Par exemple, le peuple de l'Égypte qui a connu une phase d'âge d'or il y a 3000 à 5000 ans et puis

maintenant il a perdu son âge d'or. Tous les peuples sont passés par des civilisations comme ça, les peuples qui ont eu de grandes civilisations. Ensuite, le deuxième aspect...

Mme Hovington: C'est que je vous demandais les moyens que vous auriez...

M. Bédard: Concernant la maturité, je m'excuse, vous avez dit que la maturité se fondait sur un oui lors d'une décision. Ça ne se fonde pas là-dessus, ça se fonde sur une capacité de réaliser des choses dans tous les domaines. Cette capacité-là s'est exprimée depuis 10, 15 ou 20 ans dans tous les domaines, sportif, culturel, jusqu'aux affaires dernièrement. Cette maturité-là s'est exprimée de cette façon-là. Maintenant nous pouvons dire oui. Maintenant, concernant le fossé, vous parlez d'un fossé entre les ethnies et les...

Mme Hovington: C'est vous qui mentionnez à la page 10 de votre mémoire qu'il y a un creuset qui se fosse, il y a un fossé qui se creuse, pardon, entre Montréal et les régions, pour les ethnies. Est-ce que vous avez pensé à des moyens d'empêcher que ce fossé continue à se creuser entre Montréal et les régions à propos des ethnies? Vous dites qu'il y a trois collectivités au Québec.

M. Bédard: Je ne sais pas si j'ai mentionné qu'il y avait vraiment un fossé entre les régions et les ethnies...

Mme Hovington: Qui pouvait se creuser entre Montréal et les régions.

M. Bédard: Eh bien je...

Mme Hovington: Comment on fait pour amener...

M. Bédard: Il faudrait peut-être que je relise la phrase, mais je ne me souviens pas de l'avoir exprimée de cette façon-là, mais effectivement il y a un danger à voir les ethnies se concentrer dans un lieu précis.

Mme Hovington: C'est ça. Alors, comment faites-vous pour les envoyer en régions?

M. Bédard: Les ethnies pour moi, c'est une richesse. Ce sont des gens qui sont différents et on doit venir en contact avec eux. Ils ont beaucoup de choses à nous apprendre et moi ça me fait plaisir de les accueillir partout ici au Québec. Mais de les rassembler dans un endroit précis, c'est d'enrichir les Montréalais, mais d'éviter d'enrichir aussi les autres citoyens du Québec. Alors, je souhaiterais que les ethnies viennent enrichir tous les citoyens du Québec. Nous avons, grâce aux ethnies, la capacité de

développer les comportements, ce que j'appelle les comportements hors frontière. Et ça, j'aimerais que les ethnies participent à toute cette évolution du Québec.

Mme Hovington: Mais avez-vous pensé à des moyens spécifiques? Il faut les amener en régions ces ethnies-là, mais il faut surtout les retenir en régions. Vous savez les problèmes que l'on a quand on veut amener des immigrants dans nos régions. Ils demeurent peut-être quelques années, mais ils retournent à Montréal.

M. Bédard: Alors, oui...

Le Président (M. Jean Campeau): Excellent commentaire, Mme Hovington. Nous passons maintenant à Mme Marois.

Mme Marois: Je poursuivrai de toute façon éventuellement dans la même veine. Merci, M. le Président. Bienvenue à nos travaux, M. Bédard. Comme votre mémoire est peu orthodoxe et ouvre des avenues qui ont été inexplorées jusqu'à maintenant, vous allez me permettre quelques commentaires d'abord.

Dans un premier résumé que vous nous aviez fait parvenir, vous mentionniez le fait qu'il fallait abandonner le fonctionnement partisan dans nos institutions démocratiques, en suggérant, évidemment, une autre formule qui est la démocratie de participation, si je vous comprends bien. Bon, moi je pense que ce que vous proposez est peut-être imaginable dans une société homogène, mais on n'est pas dans une société homogène et la richesse de la démocratie, finalement, c'est d'avoir trouvé des moyens d'expression pour les gens qui s'opposent, qui ne sont pas d'accord, ce n'est pas l'utilisation de la violence ou des armes. Et dans ce sens-là, tant qu'on n'arrive pas à cette espèce de société homogène ou à peu près... Tout le monde partage un peu le même point de vue, c'est un peu difficile d'adopter un système, à mon avis à moi, bien sûr, comme celui que vous nous proposez et que, dans ce sens-là, l'existence des partis permet de canaliser des points de vue qui sont différents et d'avoir un débat civilisé entre nous.

Par contre, dans votre projet, il y a quelque chose qui m'intéresse particulièrement, parce que vous dites: "Cette démocratie de participation, elle devrait permettre qu'on choisisse dans un comté entre un homme ou une femme et celui ou celle qui ne serait pas choisi serait dans l'Opposition". Ça, ça rejoint mon point de vue où, enfin, il y aurait une reconnaissance un petit peu plus significative de l'apport des femmes dans notre société, ce qui fait qu'on ne se priverait pas de 52 % de nos cerveaux, comme c'est le cas maintenant, parce que je pense qu'on y est mais pas en nombre suffisamment grand.

Vous nous faites aussi un beau plaidoyer pour l'existence des peuples et la richesse de la différence. Entre autres, à la page 11, vous parlez de l'Italie, vous parlez d'Haïti, qui forme des gens qui sont différents les uns des autres et qui sont un apport au monde. Dans le fond, moi, je tire de ça comme conclusion que c'est important aussi que le peuple québécois continue de progresser et de vivre sur ce territoire parce que le monde perdrait une grande richesse si nous devions disparaître dans les années où les siècles qui viennent. Dans ce sens-là, je pense que c'est intéressant, cette réflexion que vous nous faites.

Dans votre mémoire aussi, et Mme Hovington en parlait, Claire-Hélène en parlait tout à l'heure, vous dites qu'il faut être ouvert à la participation des groupes ethniques. Elle ouvrirait la porte sur les moyens à privilégier ou à choisir pour faire en sorte qu'on puisse les accueillir, ces groupes qui choisissent, par exemple, le Québec, qu'on puisse les accueillir ailleurs qu'à Montréal. Et quels sont les moyens...

Le Président (M. Jean Campeau): Si vous voulez une réponse.

Mme Marois: Oui. Mais parce que je pense qu'il y avait des choses intéressantes à partager avec monsieur quant à ses points de vue qui, comme je le dis, sortent de l'ordinaire.

Une voix: Une minute et demie.

Mme Marois: Quels sont les moyens que vous privilégiez pour permettre cela?

M. Bédard: Les moyens sont l'accueil que des comités communautaires des régions, des villes, qui vont être formés et qui vont s'occuper de l'accueil des nouveaux arrivants. Chez nous à Roberval, il y a des comités d'accueil des nouveaux arrivants, indépendamment d'ethnies. Ce genre de prise en charge de la communauté pour accueillir les ethnies devra être formé et pris en main par les gens des communautés en dehors de Montréal.

Mme Marois: D'accord.

M. Bédard: Maintenant, quand vous avez fait au début un commentaire sur mon projet de société homogène, c'est tout à fait le contraire. La force d'un groupe de participation naît justement des forces différentes, comme, par exemple, ici autour de cette table, la force naît de la différence des gens qui sont rendus cohérents par une direction. Je ne parle pas du tout d'homogénéité. Au contraire, des directions fortes ont besoin de gens très différents, des dynamiques différentes et ils ont besoin d'être intégrés, rendus cohérents par une direction forte tout simplement.

Mme Marois: D'accord. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Bien, madame. Nous passons maintenant à M. Libman.

M. Libman: Merci, M. le Président. Un point sur lequel je suis d'accord avec vous, M. Bédard, c'est quand vous dites que les analyses économiques ne devraient pas être importantes. Vous disiez à la première page, je crois: "La vie ne se mesure pas avec des analyses comptables."

Moi, je crois que les avantages économiques de la Fédération canadienne sont incontestables, même si nous devons rectifier certains éléments. Au lieu de justifier la souveraineté économiquement, je crois que les dirigeants de la souveraineté devront être plus transparents en formulant le débat sur les vraies analyses, sur les vraies questions, comme vous le suggérez dans votre mémoire.

Pour moi, la vraie question est: Est-ce que la majorité des Québécois veulent quitter le Canada? Est-ce que la majorité des Québécois veulent avoir un pays indépendant et subir certaines conséquences économiques pour avoir ce pays?

Ma question est la suivante. Une fois que ce pays existe, une fois qu'il y a ce pays - vous avez parlé des peuples fondateurs - si le Québec réussit un jour à avoir ce pays, quels droits devraient être reconnus aux autochtones et quels droits spécifiques devront être reconnus à la minorité anglophone?

M. Bédard: D'abord, concernant la relation économique avec le Canada anglais, si nous nous séparons, je n'accepte pas vos propos de subir quelque chose. Je pense que, quand on s'achète un arbre ou un pommier, on l'achète au complet, avec un tronc fort et des bonnes racines et on les a.

Deuxièmement, votre question était...

M. Libman: Les garanties explicites ou quels droits...

M. Bédard: Oui. Pour les autochtones et les anglophones. En fait, les garanties, c'est que nous devons nous définir comme étant une société québécoise qui comprend trois peuples: anglophone, francophone, autochtone. Une fois que ça est défini, vis-à-vis des autochtones, il faut les rencontrer et parler avec eux. Qu'est-ce qu'ils veulent? De quelle façon ils veulent s'intégrer? D'une façon égale, respectueuse avec la collectivité. Face aux anglophones, on doit les reconnaître comme une minorité historique et leur accorder... Comme je l'ai dit tout à l'heure, il y a trois peuples dans la société québécoise, mais ils doivent accepter d'être une minorité historique. Et je pense que l'histoire a démontré que nous pouvions être très justes envers la

communauté anglophone du Québec. Et je pense qu'on va continuer à l'être.

M. Libman: Alors, si ce pays existe et il existe, finalement, la sécurité culturelle ultime, est-ce qu'on aura besoin de certaines restrictions, de certains irritants qui sont contenus présentement dans la loi 101?

M. Bédard: Pardon?

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Libman: Si on arrive au point que cette sécurité culturelle ultime pour le Québec est développée et que la communauté anglophone est bien intégrée, comme vous le dites, est-ce qu'on aura besoin de certains de ces irritants qui existent présentement dans la loi 101, par exemple, l'affichage?

M. Bédard: Je pense que, lors d'une discussion adulte entre minorité historique et majorité et collectivité francophone, s'il y a du respect de part et d'autre, vous êtes capable d'exprimer que nous sommes une collectivité en danger et, par ce respect-là, nous accorder des moyens de vivre collectivement en français.

M. Libman: Mais je parle si ce danger n'existe plus. Si ce danger que vous mentionnez n'existe plus.

M. Bédard: Il y aura toujours un équilibre si les deux peuples, les deux communautés se parlent. Il y a toujours un équilibre. Il y a toujours une adéquation entre collectivité majoritaire francophone et minorité historique anglophone.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Libman. Le temps est malheureusement écoulé. M. Gérald Larose.

M. Larose: Merci, M. le Président. J'éprouve toujours un certain plaisir à lire les mémoires qui nous sont présentés par des individus. Il y a beaucoup plus de liberté. J'allais même dire que c'est un peu libertaire. On pulse à toutes sortes de concepts. Je vous dirai que j'ai ressenti une certaine déception en vous voyant. Je pensais que ça allait être un vieux "schnook" qui se serait présenté pour étaler un peu sa culture, mais c'est plutôt quelqu'un qui est en recherche et qui utilise plusieurs concepts et plusieurs images.

Contrairement à Mme Hovington, je trouve que l'image de la croissance, parce que toutes les images sont boiteuses, mais l'image de la croissance correspond davantage, je pense, à l'itinéraire québécois que la vieille image d'un autre docteur, qui est celui qui est à ma droite qui, lui, nous parle constamment d'un divorce suite à

un mariage, lequel nous n'avons jamais consommé, comme nous le disions l'autre jour.

Des voix: Ha, ha, ha!

Des voix: Bravo!

Le Président (M. Jean Campeau): Mesdames et messieurs! Mesdames et messieurs!

Une voix: Il cherche la popularité. Elle est facile.

Le Président (M. Jean Campeau): Jusqu'à la fin, est-ce qu'on pourrait omettre les applaudissements?

M. Larose: Je voudrais revenir à la page 6, parce que je pense que c'est une question qui habite la Commission. Plusieurs nous en ont parlé davantage, les gens soucieux de l'éducation populaire ou d'une démarche large au Québec. Vous dites: "Le peuple n'a pas la connaissance de la science économique, médicale ou autre, mais il a la connaissance du bon sens." Je voudrais que vous nous donniez votre perception du phénomène suivant. La question nationale a été très active au cours de toute la Révolution tranquille jusqu'au référendum. Le référendum a représenté une cassure dans la société québécoise. Ensuite, on a connu, je dirais, huit ans de morosité, jusqu'en 1988, c'est-à-dire un an après la négociation de Meech. Comment se fait-il que, en l'espace de quelques mois, le peuple québécois, à la perception qu'on peut en avoir, se sent prêt à prendre des décisions importantes comme celle-là? Autrement dit, est-ce que la fenêtre du possible... Lorsque s'ouvre la fenêtre du possible, que la chose est accessible, est-ce qu'au plan de la connaissance historique du peuple, la connaissance historique qui habite les communautés, est-ce que c'est une connaissance qui s'accumule et qui devient, suffisante en l'espace de quelques mois, pour prendre ce genre de décision-là? Ou si on devrait se livrer à un exercice encore plus ample, comme certains nous ont proposé avant qu'ils ne prennent cette décision? (21 h 45)

M. Bédard: Le peuple était prêt, il y a 10 ans. Je pense qu'il vivait encore un certain attachement au reste du Canada. On a vécu ensemble 450 ans et puis finalement, il a fallu ce refus, pour motiver ce qui est une décision déjà prise. Les jeux sont faits présentement. Je pense que ce qu'il nous reste à faire, surtout ici dans le débat qui nous intéresse, c'est de travailler à construire une maison correcte, ici au Québec, dans les prochaines années et de ne pas répéter les erreurs qui ont été commises par le passé à travers l'expérience du Canada.

Vous savez, 12 régions peuvent devenir finalement 12 provinces et on peut recommencer. Et les minorités et les ethnies, il va y en avoir

encore au Québec bientôt. On peut très facilement, si on ne sait pas tirer parti de nos erreurs et bien accueillir, bien fonctionner tous ensemble, on peut très facilement retomber dans les mêmes problèmes.

M. Larose: Vous dites, à la première page, M. Libman y faisait allusion, que l'économie, il n'y a pas que ça dans la vie; il faut s'en servir pour mesurer le tirant d'eau ou le portant d'eau. Vous dites qu'il n'y a pas là science exacte. Certains disent que ce sera un petit peu plus riche, d'autres, un petit peu plus pauvre, et en médecine, semblable conclusion vous amène à dire que ce n'est pas une immense découverte. Mais est-ce que vous pensez, et votre entourage, est-ce que vous êtes de ceux qui pensent que la souveraineté du Québec, c'est pour être plus prospère?

Le Président (M. Jean Campeau): Une réponse brève, M. Bédard.

M. Bédard: Je ne pense pas, non. Je pense que les uns s'attendent à ce que ce soit plus... ne s'attendent pas à ce que ce soit plus prospère, je pense que l'économie va continuer. Et ça va continuer d'une façon semblable, sauf, peut-être, pour une période de 5 ou 10 ans. Ou je pense qu'il va falloir expérimenter, durant cette période difficile-là, la gestion participative non partisane pour ne pas trop baisser dans notre économie.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, c'est terminé, M. Larose, malheureusement. M. Ouellet, sur le temps de la présidence, si vous prenez deux bonnes minutes, ça irait bien.

M. Ouellet: M. le Président, merci. Je voudrais féliciter le docteur Bédard pour cette présentation personnelle très intéressante, originale, avec un certain nombre de suggestions qui sont complètement hors politique et qui, je crois, sont très appréciées. Il y a une suggestion que vous avez faite qui me paraît importante. Vous parlez d'avoir une espèce de Chambre des sages, ou seraient élus un homme et une femme dans chacune des régions administratives du Québec. Je trouve que c'est une suggestion très à propos qui peut aider et compléter. Il y a beaucoup de personnes qui ont témoigné devant nous et qui ont parlé de l'importance des régions. Quel que soit le rapatriement de pouvoirs, il ne faut pas que ça reste... il ne faut pas changer les bureaucrates fédéraux par d'autres bureaucrates de Québec, de la ville de Québec.

Et par conséquent, il faut donner une plus grande importance aux régions et je pense que ça, c'est une solution utile qui peut régler ceci. Je pense que vous êtes médecin. Je vais vous poser une question en tant que médecin. Ce que vous suggérez, en fait, c'est de faire une trans-

plantation. Moi, je crois que le Québec, c'est le cœur du Canada. Et là, vous suggérez clairement de sortir ce cœur et de le mettre dans un autre corps, dans une autre entité. Comme médecin, est-ce que vous avez analysé ça?

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Ouellet: Est-ce que vous allez faire ça à froid ou endormir votre patient?

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Ouellet: Quelles sont les chances de succès, de survie et pour le patient et pour le cœur transplanté et pour les nouvelles fonctions que vous voulez donner à ce cœur?

M. Bédard: Alors, vous fonctionnez bien par l'image, comme moi. Alors, je vous répondrai qu'on ne transplante pas un organe, ici, on considère une collectivité qui est complète en elle-même. C'est la même chose que quand un enfant arrive à terme à neuf mois, il est complet. Il est prêt à vivre et on coupe.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va, merci. Nous passons maintenant...

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Jean Campeau): M. Bédard, merci de votre mémoire, merci de votre présentation fort brillante. On retient nos applaudissements. On passe maintenant immédiatement au Conseil régional de l'environnement.

(Suspension de la séance à 21 h 50)

(Reprise à 21 h 52)

Le Président (M. Jean Campeau): ...Conseil régional de l'environnement. Je comprends que M. Jean Désy est celui qui lira le mémoire.

M. Désy: Ce n'est pas tout à fait ça, on sera plusieurs à le lire.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors peut-être que vous pourriez présenter les autres membres de votre groupe.

Conseil régional de l'environnement (CRE-02) et autres

M. Gravel (Pierre): Je vais être le porte-parole du groupe, Pierre Gravel, pour présenter les autres. Donc, tout de suite à ma gauche, je vous présente M. Pierre Gilbert, qui habite la ville de La Baie et à ma droite, M. Jean Désy qui est président du Conseil régional de l'environnement. Ensuite M. Denis Gagné, qui est coprésident du Comité d'environnement de

Chicoutimi et M. Jules Dufour, qui est président de STOP, la Société terrestre pour l'obtention de la paix. Et personnellement, je suis aussi directeur du Comité d'environnement de Chicoutimi.

Nous avons sept points à traiter dans notre mémoire et nous serons trois personnes à les présenter. Donc, je commence. On vous souhaite la bienvenue dans la région. Bonsoir.

Ce qui se passe actuellement, en tout cas dans mon esprit à moi, c'est tout à fait historique parce qu'il y a beaucoup d'autorités mondiales qui disent à l'heure actuelle – pour ne citer que la Commission Brundtland – qu'on est dans une décennie charnière avant le troisième millénaire, où il y aura des virages à prendre qui sont de toute première nécessité. Nous sommes au début de cette décennie et nous avons la société québécoise qui est là, assise – et vous en êtes la preuve – qui est en train de réfléchir sur ce qu'elle va faire, comment elle va positionner son avenir, quel est son projet de société. Alors nous, on se dit que la question qui se pose à l'heure actuelle, ça dépasse beaucoup une confrontation entre deux cultures ou entre deux langues ou deux structures. C'est beaucoup plus loin que ça. Je pense qu'à l'heure actuelle, c'est des valeurs qui sont en cause et des valeurs qu'on connaît comme le profit à court terme, la compétition, la consommation comme moteur de l'économie. Ça a donné des crises qui sont généralisées à la grandeur des pays industrialisés. On a une crise morale, une crise politique, économique et environnementale qui, celle-là, est de plus en plus évidente. Je pense que tout le monde est au courant du trou dans la couche d'ozone, de l'effet de serre, de la contamination de ci et de là – on a même peut-être le... Le premier citoyen du Québec n'est peut-être pas là ce soir – certains effets peuvent venir de là et on est peut-être au golfe Persique pour le même genre de valeurs.

Donc, ce qu'on présente ici ce soir, c'est un document de travail. Ce n'est ni plus ni moins qu'un projet de société et qui prend racine... Il y en a qui ont parlé du Québec profond. Nous croyons que les nouvelles valeurs qui sont là pour rendre le troisième millénaire viable, c'est la coopération, la solidarité et surtout un mode de fonctionnement qui s'intègre aux écosystèmes. C'est là que la notion de région devient très importante parce qu'une région peut devenir responsable de son écosystème. C'est ce que la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean essaie de faire. Et je dirais qu'elle a peut-être deux pas de faits à l'heure actuelle. Parce que, vous savez, notre région a déjà réalisé le bilan de son environnement. Ça a donné un livre qui s'appelle "Pour que demain soit". Et on a fait aussi un colloque sur le développement durable où l'ensemble des forces vives de notre société ont dit, oui, on veut mettre du développement durable dans la région. Il reste qu'on n'a peut-être pas tous les mêmes définitions mais on y travaille

très fort et ce qui fait consensus, c'est qu'il va falloir que les régions, que notre région en tout cas, aït de l'autonomie plus rapidement pour pouvoir l'expérimenter. Et au niveau du Québec, c'est la même chose. Ce n'est pas un problème unique au Québec, peut-être que le Québec est en avance là-dessus, alors profitons-en. M. Jean Désy va faire la suite.

M. Désy (Jean): Alors, comme proposition, probablement utopique, mais enfin, c'en est une, c'est un nouveau projet global de société. L'esprit de notre projet de société se manifeste par des valeurs et des principes que nous vous présentons sous forme d'objectifs. En voici les principaux. D'abord, "prioriser" l'autonomie, la responsabilisation et la prise en charge du quotidien par les personnes et les collectivités locales et régionales, au lieu de la dépendance et de l'omniprésence de l'État; adopter un mode de vie simple, autonome et bien intégré à l'environnement; "prioriser" la prédominance des droits écologiques, sociaux et économiques de l'ensemble de la population avant les intérêts financiers d'une minorité; bonifier la notion de démocratie pour y inclure nos relations avec les autres régimes; que soit adoptée une charte des libertés, des droits et des responsabilités individuelles et collectives entre les humains, mais incluant également nos relations avec les animaux, les plantes et les minéraux qui sont comme nous, des parties constituantes et essentielles de la Vie, avec un grand "V", sur cette planète. Par rapport à l'aspect social du projet, nous tenons beaucoup à favoriser la compréhension de l'unité de la Vie, et de notre intégration à notre écosystème régional, qui est une partie constituante de l'écosystème planétaire. "Prioriser" la prise en charge individuelle de la santé par de bonnes habitudes de vie; négocier une cohabitation favorable à la culture, au mode de vie et à l'autodétermination des autochtones.

Le Président (M. Jean Campeau): Vous pouvez arriver rapidement aux conclusions, monsieur...

M. Désy: Ça va être très difficile. On va peut-être, si vous permettez, élaguer quelques périodes de questions, parce que nous tenons à notre texte. Je vais moi-même...

Le Président (M. Jean Campeau): Peut-être...

M. Désy: ...écouter, mais je vais passer la parole à mes collègues.

Le Président (M. Jean Campeau): Peut-être que vous pourriez le faire valoir en répondant aux questions.

M. Désy: D'accord. Alors, je termine sur cet aspect social de la société. Je passe la parole à

mon collègue sur l'aspect économique.

M. Gagné (Denis): Rapidement, c'est qu'on regarde un peu tous les aspects, donc au niveau de l'aspect économique, ce qu'on dit surtout c'est de prendre la responsabilité de notre système régional pour solutionner nos problèmes de pauvreté et de misère humaine, mais aussi pour faire face aux mégaproblèmes environnementaux que sont la dégradation de la couche d'ozone, la perturbation du climat causé par l'effet de serre, les précipitations acides, la déforestation, ainsi de suite. Ce qu'on dit également, c'est de mettre en place un échange équitable pour les communautés des pays en développement, de refuser l'accroissement de la consommation comme moteur de l'économie et de la qualité de vie, de bonifier l'économie de marché par l'addition dans les prix de vente de tous les coûts sociaux et environnementaux liés à la production, à la consommation et à la gestion des déchets, et enfin de faire des choix de production écologiquement rentables. Enfin, sur le plan politique, je vais passer immédiatement la parole à Jules, qui va nous parler, peut-être des aspects plus sécuritaires.

M. Dufour (Jules): M. le Président, tout simplement pour parler de l'ensemble de la sécurité que nous recherchons tous, sécurité globale du Québec, qui n'a pas été abordée jusqu'à maintenant, nous proposons de favoriser une sécurité fondée sur un mode de fonctionnement viable pour les organismes de la région, les organismes et la région, de participer à un conseil écologique d'autorité mondiale plutôt qu'à un dialogue sur la coercition et doté de brigades d'intervention non violentes, ce qui est une proposition, d'ailleurs, universelle; mettre en place une défense civile non violente au sein de chaque collectivité; doter le Québec d'une agence d'information internationale; créer un institut québécois pour la paix; et donner aux forces militaires, que nous avons déjà sur le territoire, un mandat d'intervention environnementale. Je pense que pour appuyer, peut-être que la Commission pourrait tenir compte de cette campagne qui est entreprise au Québec pour l'abolition de l'armée, et j'ai ici deux exemplaires du manifeste qui pourront être remis aux coprésidents avec grand plaisir.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci. Vous inter... bien vous pouvez peut-être répondre aux questions de toute façon, parce que le temps est déjà beaucoup dépassé. Alors la première intervention, M. Gérard Morin.

M. Morin: Merci. Je vais référer un petit peu aux mémoires qui ont été déposés devant nous, surtout depuis que la Commission s'est déplacée dans les régions. On a, je pense, entendu la voix des régions qui veut, et exige,

avantage de moyens pour se développer, autant sur le plan économique, culturel, social etc. Enfin, à part peut-être, à la différence près, que certains préconisent que cette décentralisation peut se faire dans le cadre fédératif actuel et que d'autres n'y croient qu'à l'intérieur de la souveraineté. Vous, le Conseil régional de l'environnement et les autres regroupements, ajoutez l'impératif de la, enfin qui est la dimension écologique. Et je dois dire que j'épouse entièrement et sans aucune hésitation, sans aucune réserve, l'esprit qui inspire votre mémoire. Mais ceci dit, vous touchez à une foule de secteurs tels l'éducation, la santé, la culture, le travail, l'habitation, le transport, l'économie, la gestion des déchets, la forêt, l'agriculture. Et puis, je ne nie pas que la dimension ou les valeurs écologiques n'y trouvent pas leur place, mais il y a beaucoup de risques, lorsqu'on prend le tout globalement, d'y trouver une certaine incohérence.

Une première question. Si le temps me le permet j'en aurai une deuxième. À la page 9, au niveau du travail, vous parlez de contrôler le travail au noir, ce qui veut dire en même temps de le tolérer, alors qu'à la page 11, vous exigez qu'on institue le droit au travail pour tous. On sait que devant l'Assemblée nationale il y a un rapport Sexton-Picard, concernant le travail de la construction en particulier, qui recommande fortement l'élimination du travail au noir. Alors, comment pouvez-vous vivre avec ces deux éléments? D'une part, demander qu'on institue le travail, le droit au travail pour tous et en même temps tolérer le travail au noir, alors que finalement la richesse ne s'invente pas, elle ne peut que se partager.

M. Gravel: O.K. Ça va justement dans le sens, c'est que le mot contrôle n'a pas été, vous ne l'avez pas saisi dans le sens qu'on voulait lui donner. Peut-être que ce n'était pas le terme approprié. C'est justement pour que, par exemple, les gens qui ont déjà un emploi à plein temps et qui font du travail au noir en plus, à ce moment-là ils se trouvent à prendre la place d'autres. C'était dans ce sens-là. Puis ce qu'on dit, c'est, on va même plus loin, de dire de partager le travail parce qu'on peut vivre d'une façon beaucoup plus simple avec moins de ressources financières que beaucoup de gens ont à l'heure actuelle, qui font de la surconsommation avec, qui pourraient permettre à d'autres de vivre plus dignement. Et puis dans un projet de société écologique aussi, c'est que le travail autonome prend de la place. C'est-à-dire que, à partir de chez soi, on devient plus autonome à sa maison même, dans son cadre de vie personnel. À ce moment-là, on a moins besoin de travailler à l'extérieur pour échanger ce qu'on gagne contre d'autres biens.

M. Morin: M. le Président, ceci dit il aurait

peut-être fallu marquer "éliminer" plutôt que "contrôler" ou "tolérer". Ma deuxième question. Vous émettez...

Le Président (M. Jean Campeau): 30 secondes, M. Morin.

M. Morin: Mon Dieu. Vous émettez souvent que votre projet global de société soit partagé par l'ensemble des régions et que de cette façon il puisse être faisable dans l'ensemble du Québec et cela dans le cadre fédératif. Et vous mentionnez: Nous voulons plus d'autonomie pour le Québec essentiellement pour donner plus d'autonomie aux régions. Mais comment pouvez-vous supporter ce langage et quelques pages plus loin dire: Nous demandons de nous retirer de NORAD, nous retirer de l'OTAN, de faire de l'Arctique une zone de paix et de coopération, de faire du Québec une zone libre d'armes nucléaires et cela dans le cadre fédératif, parce que c'est quand même fondamentalement la philosophie de votre mémoire. Comment pouvez-vous, là, défendre cette réquisition?

M. Gravel: Je ne comprends pas l'opposition qu'il y a. C'est qu'une société non violente, coopérative, je veux dire...

M. Morin: Mais dans le cadre fédératif là?

M. Gravel: ...elle se protège d'elle-même... Oui?

M. Morin: Dans le cadre fédératif là?

M. Gravel: Ah! c'est la première version, c'est que ce n'est pas le cadre fédératif, on ne propose pas le cadre fédératif.

M. Morin: Non, non, mais vous l'acceptez et vous pensez pouvoir exiger le retrait du Québec de NORAD et de l'OTAN dans le cadre fédératif. C'est ce que sous-tend votre rapport?

M. Gravel: Non, non, c'est dans le cadre souverainiste ça.

M. Morin: Ah oui?

M. Gravel: Bien oui.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Morin: Bien c'est parce que je n'ai pas vu nulle part le mot "souverain" dans votre rapport. Tout au plus des termes tel que "l'autonomie".

M. Gravel: Ça c'est...

Le Président (M. Jean Campeau): Alors...

M. Gravel: ...la preuve et c'est...

Le Président (M. Jean Campeau): Ça évite la question.

M. Gravel: Excusez. M. Morin? Oui?

Le Président (M. Jean Campeau): Ça évite la question. Alors si vous voulez on... Ça évite la question. La question n'existe plus là? Parfait. Alors on passe maintenant à M. Éric Jacques.

M. Jacques: J'ai lu avec beaucoup de satisfaction le mémoire, M. le Président si vous me le permettez, et bien sûr que dans votre projet de société, je voyais un nouveau projet global de société mais les champs envisagés sont tellement grands, tellement énormes, vous touchez à tous les aspects possibles et imaginables. Je pense que ce n'est pas exclusivement de la société québécoise dont vous voulez parler. J'ai l'impression que c'est de l'ensemble de la société terrestre. Parce que, si on commence ici quelque part, c'est sûr qu'on peut commencer en quelque part à faire ou à préparer ce projet de société global mais il faudrait quand même que d'autres aussi pensent la même chose. Et quand on parle de notre société locale, est-ce que, par rapport aux Américains par exemple, nos voisins du sud, qui sont 200 quelques millions, est-ce que vous pensez qu'à brève échéance on pourrait inculquer, en tout cas, l'ensemble de ces principes-là facilement, des principes qui sont, évidemment, comme vous le dites, à brève échéance... rapidement, on doit les régler. Est-ce que vous pensez que c'est faisable de le faire dans une période de 10 ans, par exemple?

M. Gilbert (Pierre): Bon, la seule réponse qu'on peut donner à ça, c'est celle que répondent les scientifiques quand ils émettent les conditions du développement de la société future en relation avec les dangers qui nous sont présentés. C'est que si c'est nécessaire, ce sera possible. C'est la seule réponse possible dans ces situations-là, et puis cette nécessité-là, probablement, va se faire de plus en plus vive si on se fie à la véracité des rapports scientifiques qui nous sont faits sur la question.

M. Jacques: Excusez-moi. Je voudrais peut-être ajouter un petit peu à la question. On ne voit pas de cadre... On parle de nouveau projet de société, mais on ne voit pas beaucoup le cadre de la gestion de cette nouvelle société-là.

M. Gravel: O.K. Le cadre comme tel, ce sont les valeurs qu'on partage, parce que le mouvement écologiste, le mouvement pacifiste, le mouvement féministe, ce ne sont pas des mouvements qui sont québécois ou canadiens, ce sont des mouvements qui sont mondiaux. C'est au niveau des valeurs qu'on se raccroche. C'est la

planète qui est en danger à l'heure actuelle. Donc, à ce niveau-là, c'est là qu'est le global. Donc, c'est le penser global, c'est l'agir local. Le laboratoire de développement durable, c'est ça, c'est l'agir régional, et l'agir local, ça va aller jusque dans mes gestes à moi, dans ma gestion des déchets, par exemple, ou quel aliment je vais acheter, quel aliment je vais cultiver. Et ça, je veux dire, ce sont des groupes environnementaux – et tu vas en retrouver partout, tu sais. Dans ce sens-là, c'est global.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va, M. Jacques.

M. Jacques: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Bouchard.

M. Bouchard: Merci. Si je comprends bien, les recommandations que vous faites premièrement se situent dans une perspective souverainiste. Deuxièmement, cette souveraineté, cependant, vous la concevez sous l'angle de la démarche globale proposée par le rapport Brundtland. Si j'ai bien compris, ce sont les principes du rapport Brundtland qui inspirent fondamentalement le genre de Québec souverain que vous souhaitez. Que le Québec souverain, à partir de définitions de projets régionaux, axés sur les principes du rapport Brundtland en particulier, dans ses démarches, dans ses discussions avec Ottawa, par la suite avec le reste du Canada et avec d'autres pays, puisse être un propagateur de cette doctrine Brundtland pour intégrer les principes de l'écologie, du renouvellement des valeurs individuelles et collectives au développement économique, en particulier. Alors, est-ce que vous pensez, par exemple, que la question référendaire, puisque vous parlez du référendum, devrait faire une référence au projet de société ou au genre de principes que vous souhaitez voir inspirer ce projet de société?

M. Gravel: Oui. Je pense que dans notre version finale, on a une recommandation qui est très claire là-dessus. Justement, c'est que nous recommandons que la question référendaire spécifie en termes très clairs que l'autonomie du Québec est recherchée pour que ses régions puissent mettre en place un mode de fonctionnement plus autonome, plus équitable et mieux intégré dans leurs écosystèmes. C'est sûr qu'en dessous de tout ça, tu pars de toi personnellement, tes valeurs à toi, comment tu vis dans ta maison et, après ça, quels services que ta municipalité te donne, comment ton conseil municipal fonctionne. Toutes ces valeurs-là, il faut qu'elles se retrouvent là, à la base, parce que ce projet de société part d'en bas. C'est le contraire de la centralisation. La centralisation nous a amenés jusque là. Maintenant, on est dans

un cul-de-sac. Si on ne change pas, si on ne repart pas de la base, si on ne rend pas les gens autonomes, on ne leur permet pas d'être autonomes et de se donner un projet de vie, quelque chose qui est stimulant, quelque chose qui est créatif, on n'y réussira pas.

M. Gagné: Si je peux ajouter? Bon. Ceci étant dit, bon, vous, vous considérez, par exemple, que le drame du lac Meech, un peu, c'est que deux provinces, finalement, anglaises aient un peu abandonné le Québec et qu'on se retrouve un peu dans cette situation-là.

Ce qu'on dit, c'est vrai, c'est le drame du lac Meech. Mais ce que l'on dit par dessus tout, c'est que le véritable drame du lac Meech c'est qu'il est en voie d'acidification comme des centaines de milliers d'autres lacs au Québec. Et que si, finalement, peu importe si on fait l'indépendance, peu importe si on demeure dans un fédéralisme tel quel, renouvelé, peu importe, si on ne fait rien chez nous, si on ne fait rien au Québec, si on ne fait rien, par exemple, au Canada anglais, pourquoi pas, pour solutionner ce problème-là qui, à notre avis, est le plus important, bien, je pense qu'on passera à côté de la véritable question.

C'est ça, en gros, qu'on voulait donner comme message, malgré la complexité un peu. C'est de dire que oui... Si on veut être indépendants, oui, mais à la condition que l'on fasse un projet finalement qui tienne compte des valeurs écologiques et non pas qui refasse exactement le même schéma de développement que l'on a présentement.

Le Président (M. Jean Campeau): 15 secondes, M. Bouchard.

M. Bouchard: Ça va. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Parfait.

Alors, on passe maintenant à M. Hogue et, si on a le temps, nous irons à M. Marcel Beaudry.

M. Hogue: Je laisse à M. Beaudry, M. le Président. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Hogue.

M. Beaudry: Je remercie le docteur, M. le Président.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Beaudry: Je vous remercie, M. le Président. Quand M. Bouchard vous dit que vous faites ça dans le contexte d'un Québec souverainiste, comment expliquez-vous vos conclusions? Vous nous dites en page 16, par exemple: "Ne

brûlons pas les étapes! Ce n'est que devant le refus de partager cet esprit que nous devons prendre nos distances du Canada." Vous nous dites: "Ne brûlons pas les étapes!" Et, à votre dernière recommandation, vous nous dites: "Nous recommandons à la Commission de n'envisager l'indépendance radicale du Québec que si - et je suis la deuxième conclusion - la structure canadienne est un empêchement pour les réaliser." Est-ce que j'ai la bonne version ou bien si on n'a pas donné la bonne version?

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Gravel: Vous n'avez pas la bonne version. Ce qui fait consensus, c'est cette version-là.

M. Beaudry: Alors, j'ai lu le mauvais document.

M. Gravel: Je pense que dans le projet de société comme tel, qui est là-dedans, vous allez retrouver pas mal les mêmes choses, sauf que les recommandations ont pris une tournure différente à la suite des dernières réunions que notre comité a eues. Mais, essentiellement, l'esprit qu'il y avait dans ce que vous venez de lire, ce n'est pas qu'on veuille quitter ou qu'on veuille se séparer du Canada par frustration, c'est qu'on veut se donner les moyens de se prendre en main. Puis ça, ça nous prend de l'autonomie pour le faire, autant individuellement que régionalement. Puis que le Québec le fasse, ça va dans le même sens aussi parce que le Québec va pouvoir se serrer plus les coudes. La société québécoise va pouvoir mieux se redéfinir parce que ça ne finira pas après votre rapport. Il va falloir jaser de tout ça encore...

M. Beaudry: Non.

M. Gravel: ...puis c'est une réflexion essentielle à faire, à l'heure actuelle.

M. Beaudry: Je comprends très bien mais si on a reçu un document préliminaire avec, en fait, beaucoup de choses qui ont été élaborées au niveau de l'environnement, sur lesquelles je pense que la plupart des commissaires s'entendent, bien sûr, et que vous arrivez avec des recommandations... Dans votre rapport préliminaire, il semble que vous nous disiez: Ne brûlez pas les étapes, parlez au Canada, analysez les régions, voyons ce qui peut se faire puis ne faisons pas de recommandations trop rapides non plus. Puis là, dans votre dernier document, vous en arrivez à la souveraineté, puis vous dites: Faisons la souveraineté puis, après ça, parlons d'environnement. C'est assez drastique comme changement de position, vous l'admettez.

M. Gravel: Je peux vous répondre là-dessus

que si on fait la souveraineté du Québec uniquement parce qu'on est frustré d'un Canada anglais, je pense que ce n'est pas ça qui se passe à l'heure actuelle. Justement, c'était pour mettre ça en évidence. Ce qu'on veut, c'est de l'autonomie.

M. Beaudry: Vous avez réussi. Ha! Ha! Ha!

Le Président (M. Jean Campeau): Dernière intervention de la journée, Mme Pelchat.

Mme Pelchat: J'aimerais vous remercier, messieurs. M. Ouellet, vous me le permettez? Merci. J'aimerais vous remercier, messieurs. J'aurais aimé dire messieurs, mesdames, malheureusement... Mais j'aimerais vous remercier quand même de la qualité de votre mémoire et vous dire qu'il y a beaucoup de choses dans votre mémoire. Notamment, le projet de société dont vous nous faites part, je pense que ça appelle à une réflexion beaucoup plus approfondie qu'une demi-heure d'échanges et je pense que je vais me garder ça comme lecture de chevet un peu plus tard.

Je pense que ce n'est pas surprenant de voir que c'est au Saguenay-Lac-Saint-Jean qu'on a un mémoire à ce point approfondi et qui a comme base le rapport Bruntland. Comme vous l'avez souligné tout à l'heure, il y a déjà eu, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, un bilan qui a été fait et qui s'appelait, qui s'appelle toujours... j'oublie le nom...

M. Gravel: "Pour que demain soit".

Mme Pelchat: ...vous l'avez dit tout à l'heure, "Pour que demain soit". Et je dis que c'est important de le souligner parce que, grâce à ce bilan-là, la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, la table sectorielle de concertation a remporté le Grand prix du mérite environnemental au Québec, sur 12 régions. Je pense que c'est important de le souligner et je dois même vous dire que c'est la deuxième année consécutive que le ministère de l'Environnement remet le Grand prix du mérite environnemental à votre région. Alors, je pense que vous êtes bien partis, vous êtes un exemple à suivre et c'est intéressant de voir ça.

On se rejoint sur plusieurs points, dans votre mémoire, notamment quand vous parlez d'une charte sur la qualité du milieu de vie, la responsabilisation des individus. Je dois vous dire qu'on travaille là-dessus et le ministre Paradis a reçu, il n'y a pas tellement longtemps, un avis du Conseil de la conservation et de l'environnement sur comment on pourrait peut-être l'inclure à la Charte québécoise de l'environnement. Alors, je pense qu'on se rejoint là-dessus. On se rejoint aussi, bien sûr, sur la nécessité de bien harmoniser le développement économique et la protection de l'environnement et je pense qu'on

peut compter, en partie, mais d'une bonne façon, sur la table ronde québécoise sur l'environnement et l'économie, qui compte 26 membres, et comme je le disais hier, dont 8 membres siègent à cette table-là.

Il y a un de vos constats qui m'a intéressée un peu plus, à la page 5, quand vous soulignez que le marché du travail ne fait presque pas de place aux jeunes. Je dois vous dire que je compte beaucoup sur le Forum des jeunes qui a été annoncé par notre Président Campeau, ce soir, pour peut-être parler un peu de cette question-là en présence de tous les chefs syndicaux et des représentants du patronat. Je pense qu'on aura l'occasion d'échanger là-dessus. Ce serait peut-être intéressant.

La première question, j'aimerais savoir d'abord comment vous concevez le concept de souveraineté, ce que vous entendez par "souveraineté", premièrement. Et deuxièmement, comment on pourrait, indépendamment de la souveraineté ou du cadre fédératif, parce que la base de votre problématique, c'est de dire qu'on est...on fonctionne avec des valeurs erronées, dans le fond, et qu'on devrait changer complètement la façon dont on fonctionne, c'est-à-dire d'éviter de reproduire le modèle de société de consommation qu'on a connu depuis la société post-industrielle. J'aimerais ça vous entendre, d'abord, sur la souveraineté, et comment relier l'aspect souveraineté avec ces valeurs fondamentales et ces changements de valeurs, aussi, fondamentales.

M. Gravel: O.K. Personnellement, si j'avais à choisir l'appellation qui se présenterait en deux mots, ce ne serait pas souveraineté-association, ce serait autonomie intégrée. Et intégrée autant socialement qu'environnementalement. Pour moi, c'est le principe d'autonomie qui représente vraiment ce qui est élaboré dans ce document et d'intégration, parce que c'est un juste équilibre. Finalement, la vie, c'est un juste équilibre entre l'autonomie d'un organisme qui se tient debout, autant une personne, une région, qu'une province ou qu'un pays et qui, en même temps, est intégré socialement, autant dans son pays qu'avec ses voisins et qu'avec la planète. L'autonomie justement et l'intégration, d'après moi, ce sont les deux principes de base des écosystèmes, comment fonctionnent les écosystèmes.

Mme Pelchat: Je suis contente de vous entendre dire ça parce que, dans le fond, le problème environnemental c'est un problème planétaire. Je pense qu'il faut être conscient qu'indépendamment d'un statut politique bien ponctuel au Québec, il va toujours falloir qu'on soit bien conscients de notre environnement et de notre géopolitique, c'est-à-dire de nos voisins et contribuer avec eux à l'amélioration de la qualité de l'environnement. Quant au régime...

Le Président (M. Jean Campeau): 30 secondes.

Mme Pelchat: Juste une petite question sur le temps de la présidence qui normalement serait généreuse. À la page 13, vous dites qu'il faut rechercher une alternative, entre, d'une part l'économie capitaliste axée sur la manipulation de l'offre et de la demande et, d'autre part, la planification centralisatrice de l'État accompagnée d'une réglementation... Quel régime économique vous nous suggérez! M. Dufour?

M. Dufour (Jules): Je pense qu'il faut partir de ce qu'on a actuellement. Il y a des constats qui ont été faits sur l'économie à planification très centralisée. On en voit des résultats. C'est sûr qu'il y a de la propagande aussi là-dessus. On voit ce que notre système à nous a donné aussi l'économie de marché. Parce que l'économie de marché a de sérieux problèmes aussi, on l'a vu. L'environnement nous en donne la preuve. Donc, finalement, tout est à réinventer. On part de ce qu'on a, c'est bien sûr, mais ce qu'on veut, finalement, c'est se donner toutes les chances possibles d'expérimenter d'autres modes de vie, d'autres modes de fonctionnement. Et quant à cela, un projet comme ça, je pense qu'il n'y a pas une province du Canada qui serait rébarbative à ça. Ils diraient plutôt: Oui, allez-y et si ça marche, on se le partage. De toute façon, ça se passe ailleurs aussi...

Le Président (M. Jean Campeau): Merci monsieur. Est-ce que c'est assez madame?

Mme Pelchat: Oui, vous êtes bien gentil.

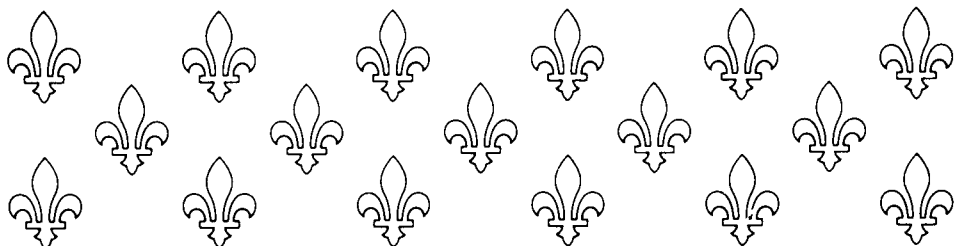
Le Président (M. Jean Campeau): Alors, merci. Vous aviez un commentaire rapide, 5 secondes.

M. Dufour (Jules): Je pense que le Québec a la chance de voir à créer une société pacifiste, une société qui ne partagerait pas avec les Américains le commerce et la fabrication des armes, puisque, actuellement, le Canada exporte pour 8 000 000 000 \$ d'armes chaque année. Alors, ce que je souhaite c'est qu'on regarde les États qui sont devenus pacifistes comme le Costa Rica.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait, monsieur. Alors, MM. Dufour, Gagné, Désy, Gravel et Gilbert, félicitations pour votre préoccupation de l'environnement. Et merci de vous être présentés devant nous ce soir.

Des annonces spéciales. Reprise des travaux de la Commission à 9 h 30 demain matin pour se terminer à 12 h 30. Réunion du comité directeur à 8 heures.

(Fin de la séance à 22 h 22)

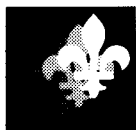


ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats



**COMMISSION SUR L'AVENIR
POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL
DU QUÉBEC**

Présidents: MM. Michel Bélanger et Jean Campeau

Jonquière, le vendredi 30 novembre 1990

No 13

**Publié sous l'autorité du président de l'Assemblée nationale,
M. Jean-Pierre Saintonge**

QUÉBEC

Note de l'éditeur:

Une traduction des débats qui se déroulent à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec est aussi disponible.

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires
70 \$ par année pour les débats de la Chambre
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$
(La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$)

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:
Assemblée nationale du Québec
Distribution des documents parlementaires
1060, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28
Québec, (Québec)
G1R 5E6 tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0823-0102

Table des matières

M. Hubert Laforge	943
Mme Julia Simard	948
M. Robert Dole	954
Chambre de commerce de Chicoutimi	960
Centres de femmes du Saguenay–Lac-Saint-Jean–Chibougamau	967

Intervenants

M. Jean Campeau, président

M. Richard B. Holden
M. Jean-Pierre Hogue
M. Gérald Larose
M. Fernand Daoust
M. Gil Rémillard
Mme Jeanne L. Blackburn
M. Cosmo Maciocia
M. Guy Chevette
M. André Ouellet
Mme Cheryl Campbell Steer
M. Jacques Brassard
Mme Rosette Côté
M. Bruno Roy
M. Sébastien Allard
M. Claude Dauphin
M. Marcel Beaudry
M. Gilles Marcotte
M. Lucien Bouchard
M. Gaston Blackburn
Mme Pauline Marois
Mme Louise Bégin
M. Francis Dufour

- * Mme René Gagnon, Chambre de commerce de Chicoutimi
- * M. Clément Martel, idem
- * M. Richard Bergeron, idem
- * M. Jean Dauphinais, idem

- * Mme Édith Pelletier, Centres de femmes du Saguenay–Lac-Saint-Jean–Chibougamau
- * Mme Monique Imbeau, idem

- * Témoins interrogés par les membres de la Commission

Jonquière, le vendredi 30 novembre 1990

Audition d'organismes et de personnes

(Neuf heures trente-six minutes)

Le Président (M. Jean Campeau): Je déclare la séance de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec ouverte. Je rappelle le mandat de la Commission, qui est d'étudier et d'analyser le statut politique et constitutionnel du Québec et de formuler, à cet égard, des recommandations. Ce matin, la séance est consacrée à l'audition d'organismes et d'individus ou de personnes qui ont fait parvenir un mémoire à la Commission.

Avant de passer à notre première audience, je voudrais rappeler aux membres qu'il y aura une séance de travail à la fin des auditions de ce matin, à la fin des audiences de ce matin, une courte séance de travail de quelque 15 minutes.

Notre premier intervenant, ce matin, est M. Hubert Laforge, et l'audience est d'une durée de 30 minutes. M. Laforge, vous avez 5 minutes pour la présentation de votre mémoire.

M. Hubert Laforge

M. Laforge (Hubert): MM. les Présidents, Mmes et MM. les commissaires, je me limiterai pendant ces quelques minutes à vous dire ma vive inquiétude devant la désertion du territoire québécois, ce qui constitue une menace à notre existence et à notre nature même comme peuple. J'ajouterai qu'il n'y a cependant point là de fatalité économique, et me permettrai de suggérer une action correctrice simple et puissante. Tout d'abord, un rappel. La collectivité d'ici a vécu trois drames existentiels en autant de siècles. Au XVIII^e siècle, abandon par la France. Défaite est un euphémisme, conquête, c'est le mot des autres. Nous avons été abandonnés. Au XIX^e siècle, expatriation d'un grand nombre des nôtres vers l'Ouest, et surtout vers la Nouvelle-Angleterre, pour des raisons économiques, majeures sans doute; mouvement cependant irréversible.

On n'est pas revenus. L'ampleur du désastre bouleverse. Nous serions ici 10 000 000, 12 000 000. Au XX^e siècle, actuellement, nous vivons un dépeuplement du territoire, et en particulier de sa partie nordique. En effet, on observe avec impuissance sinon indifférence l'exode des régions vers les grands centres, du nord vers le sud. Aujourd'hui, la moitié de la population est dans la zone montréalaise. Demain, ce sera les trois quarts. Que signifiera le Québec lorsque les Inuits seront à l'île des Soeurs, les Cris et les Abitibiens à Outremont, les Jeannois, Montagnais, Saguenéens à ville de Laval? L'abandon de son territoire est la pire menace à l'existence d'un peuple. Or, le mouvement, bien

engagé vers le sud, n'est ni voulu par ceux qui quittent leur région natale, ni excusable comme au XIX^e siècle, par des circonstances économiques. Il est plutôt provoqué. C'est une raison de s'indigner, mais aussi d'espérer.

Suggestion: retour au nord d'un avantage comparatif parmi d'autres. Le credo économique actuel du Québec, c'est globalisation, libre-échange, économie de marché, loi des avantages comparatifs. Cependant, et curieusement, notre logique s'arrête, ce qui devrait être suspect, lorsque l'on traite du bien économique qu'est l'électricité... Il y a deux économistes dont j'aimerais bien avoir l'attention!

Prétextant un souci d'accès pour tous à l'énergie et ce, à prix raisonnable, personne ne refusera d'aider sur ce plan les Madelinots. La partie sud du Québec se saisit de l'avantage comparatif du nord en imposant une tarification uniforme qui ne tient pas compte des distances du transport. Or, c'est un fait que les infrastructures de transport et les dépenses d'entretien représentent bien au delà du tiers des coûts réels. Il faut rendre au nord ses avantages comparatifs. Les effets seront considérables. Ainsi, Sept-Îles et la Côte-Nord n'auront plus à quémander les faveurs politiques des investissements privés et publics. Les industries énergivores éviteront d'elles-mêmes de s'établir sur les terres agricoles du couloir Québec-Montréal. Les investisseurs découvriront instantanément que dans une économie mondiale, la proximité du marché, même montréalais, pèse assez peu sur les décisions et que les épargnes réalisées sur l'énergie compensent bien des distances. Depuis plus de 60 ans, une multinationale d'ici trouve que le Saguenay-Lac-Saint-Jean est le lieu le plus proche des matières premières minérales et des marchés. Par surcroît, les problèmes liés à une trop grande ville seront évités, les atteintes au paysage, à l'île d'Orléans, à Grondines, réduits et parfois éliminés. Le pays habité et diversifié aura un sens. Inutile d'ajouter que le Saguenay-Lac-Saint-Jean, situé au centre géographique du Québec énergétique, se trouvera devant l'enviable perspective d'avoir à gérer afflux de capitaux et de population. Je recommande donc que le Québec affirme une ferme volonté d'occupation de son territoire, se donne les politiques qui assurent une saine répartition des investissements entre les centres et les régions, corrige les politiques actuelles, celles en particulier qui ignorent les coûts du transport de l'électricité et rendent aux régions du Nord leurs avantages comparatifs. Et finalement, laisse ou rende aux régions, dont le Saguenay-Lac-Saint-Jean, une partie substantielle de leurs leviers de développement. Merci M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci M. Laforge. Le premier intervenant de la journée, M. Richard Holden.

M. Holden: Merci M. le Président. M. Laforge, c'était très intéressant votre mémoire. Je l'ai lu la semaine dernière et, en même temps, on me demandait de faire un article dans le journal local pour expliquer un peu le genre de mémoires qu'on recevait à la Commission. Alors je me suis servi, sans votre consentement, de votre mémoire pour indiquer le genre de situation qui est présentée devant nous et nous, les gens du Sud, comme vous nous appelez là, n'avons pas vraiment pensé à des situations pareilles. On comprend un peu la situation des jeunes qui s'en vont parce que nos jeunes, nous, nos jeunes anglophones, malheureusement, quittent aussi le Québec. Mais je comprends votre problème vis-à-vis la situation des gens qui... l'exode comme vous l'appelez. Seulement vous parlez d'arrêter l'exode. Moi, mon impression c'est que le mouvement vers les villes même si vous parlez de la décentralisation en France, Paris, quand même, c'est le moteur et l'agglomération de la France qui est tellement énorme et puissante, c'est presque fatal, et Montréal le moteur de la province. Avez-vous des idées concrètes, là? Je comprends votre suggestion sur l'électricité, c'est une bonne suggestion, mais pour amener le monde même à choisir de venir dans le nord, et surtout les immigrants, comment envisagez-vous le retour ou la récupération de ces gens-là? J'aimerais bien que vous nous en parliez un peu.

M. Laforge: Vous faites allusion à la situation du Mexique, dont j'ai parlé dans mon mémoire...

M. Holden: Oui.

M. Laforge: ...et à la situation française, mais prenons la situation française au tournant du XIXe ou XXe siècle; c'était un désastre dans les régions. On passait d'un village abandonné à l'autre encore après la Seconde Guerre mondiale. Or, des politiques de régionalisation très claires et très puissantes surtout sous de Gaulle, ont amené, 30 ans après, le spectacle très rafraîchissant d'un Toulouse, d'un Montpellier, d'un Rennes, d'un Lille, dont on pouvait penser qu'elles étaient dues pour périr et même disparaître. Montpellier n'était tourné, n'avait d'avenir que son passé, son passé romain, sa vieille université, surtout traditionnelle, et un pays privé d'eau, donc dont l'avenir n'était pas très rose. Alors, c'est une technopole d'une population à peine supérieure à 100 000 habitants.

Les choses peuvent beaucoup changer. Paris n'a toujours qu'environ 10 000 000 d'habitants. Ce n'est pas 25 000 000 d'habitants, comme

Mexico est en train de devenir. Je ne dis pas que la dimension de Paris n'est pas déjà trop grande. Une grande ville est nécessaire et si nous n'en avons pas au Québec, il faudrait mettre probablement dans notre programme d'en créer une. Mais quand elle contient déjà la moitié de la population, je me dis: C'est le temps de réfléchir à la taille maximale que celle-ci doit avoir.

Mais d'autre part, une grande ville c'est un "melting pot", si vous permettez le mot, et nous avons des différenciations sur le territoire qui vont des Inuit de Salluit aux Naskapis de Schefferville, aux Jeannois, aux Saguenéens, aux Abitibiens, et ça c'est une richesse qu'il faut conserver, même par des actions, je dirais, qui iraient à l'encontre des mouvements économiques naturels ou de la facilité. Or, ce que nous constatons dans les politiques actuelles, ce sont des efforts pour vidanger le Nord. C'est un peu plus... il y a de quoi espérer parce que stoppons ces politiques désastreuses et les choses se corrigeront en partie d'elles-mêmes. Mais cependant, habiter un pays c'est une priorité pour en affirmer l'existence.

M. Holden: Mais concrètement, vous dites d'arrêter l'exode. Vous ne voulez pas avoir des mesures coercitives pour empêcher le monde de...

M. Laforge: Justement pas. Justement pas et l'attrait ou l'indicateur économique, je dirais l'argent, les investissements, c'est ce que souvent les populations suivent. J'ai fait allusion à des exemples du passé et l'avenir pourrait très bien ressembler au passé à ce point de vue-là. Laissons les choses économiques suivre le credo actuel du Québec sur notre plus puissant levier et les choses, on ne les reconnaîtra pas dans les régions du Nord du Québec dans très peu d'années.

M. Holden: Merci, monsieur.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Jean-Pierre Hogue.

M. Hogue: Merci, M. le Président. M. le recteur, je suppose que... Je suis par ici là. Ça va. Je vais me mettre...

Une voix: Non, non, non, non, non.

M. Hogue: Non?

Une voix: Non, non.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Hogue: Il me semblait que c'était moi qui étais aveugle souvent.

M. le recteur, j'ai un court commentaire à faire et une question très courte. Je comprends

que c'est votre mémoire à vous.

M. Laforge: Oui.

M. Hogue: Et c'est votre position à vous, comme M. Laforge.

M. Laforge: Tout à fait.

M. Hogue: Vous avez indiqué: recteur à l'Université du Québec, seulement pour nous intéresser davantage à votre statut.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Larose: Comme le docteur. C'est ça.

M. Hogue: On se parle entre universitaires, tiens. Je ne comprends pas comment vous pouvez parler d'exode et de déplacement par le fait de l'attraction nord-sud et que vous puissiez, du même souffle ou à peu près, donner votre point de vue en disant que ça se fait indépendamment de la relation qui pourrait être retenue avec le Canada. Votre commentaire à l'introduction de la page 1.

En passant, dans le comté d'Outremont, que j'ai l'honneur de représenter, il se parle un peu plus que 50 langues et dialectes différents et nous serions très heureux de recevoir... Il y a sûrement, à Outremont, des gens du Saguenay-Lac-Saint-Jean qui aident au dynamisme du comté, de tout Montréal, de tout le Québec et du Canada. Les Inuit seraient très bien reçus à Outremont tout autant que les francophones qui viennent de l'Alberta. Ça, c'est ma première question.

Ma deuxième question qui va dans le même sens: Ce que vous proposez ou vous pourriez théoriquement proposer peut-il se réaliser sur le territoire québécois comme sur le territoire canadien?

M. Laforge: Ce sont des préoccupations d'existence de peuples qui ont caractère universel.

M. Hogue: C'est ça.

M. Laforge: Et je vous dirai que pour ce qui est du Saguenay-Lac-Saint-Jean, si on pense qu'il y a une certaine stabilité démographique, elle cache des drames très considérables étant donné que le tiers des jeunes de 15 à 30 ans quittent la région. Même si la population reste à peu près stationnaire à 300 000, c'est un drame collectif des gens d'ici de voir partir et ne plus revenir le tiers de ces jeunes en formation ou de ces jeunes les plus productifs.

M. Hogue: Mais, M. le recteur, cette question s'applique... Cette problématique se retrouve dans tous les milieux, quels qu'ils

soient, tout autant au Saguenay-Lac-Saint-Jean...

M. Laforge: Les Français l'ont réalisé il y a 30 ans et les Mexicains n'y peuvent rien en ce moment. J'espère que les gens d'ici le réaliseront avant qu'il ne soit trop tard, parce que les retours sur ce plan-là, en général, ne se font pas. Les personnes d'ici qui ont quitté pour la Nouvelle-Angleterre, malheureusement, n'ont pas manifesté de retour vers les sources.

M. Hogue: Je vous questionne sur la problématique. Cette problématique que vous exposez se retrouve dans tout milieu quel qu'il soit sur la planète, à savoir que l'attraction vers les grands centres – et la nécessité de politiques qui permettent aux zones, les trous du beigne, comme on en parlait à la commission Parizeau – puisse être ralentie.

M. Laforge: Le grossissement des grandes villes, c'est un phénomène qu'on observe partout à la grandeur de la planète.

M. Hogue: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Fernand Daoust.

M. Daoust: M. le recteur, votre mémoire ainsi que de nombreuses interventions depuis le début des travaux de cette Commission provoquent une prise de conscience à l'égard des problèmes régionaux. Il se crée, il se façonne, au Québec, une sensibilité et il est essentiel que nous soyons empreints de cette nécessité d'avoir une conscience régionale, et je dois vous en féliciter.

Le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec ont, depuis de multiples années, tenté d'intervenir pour accentuer le renforcement des économies régionales. Ils ont peu réussi et je voudrais vous entendre un peu là-dessus, dans vos commentaires. Ça a été fort peu concluant, ces interventions de deux paliers de gouvernement. Elles ont souvent été, ces interventions, empreintes d'électorisme pour des raisons qu'il n'est pas besoin de démontrer longuement et que vous avez vécues. Vous parlez de gestion à distance et j'aimerais vous entendre aussi un peu là-dessus. Mais ma question est la suivante: Estimez-vous que dans un pays comme le nôtre, deux paliers de gouvernement qui se chamaillent, des interventions et des clientèles électorales que, pour les fins d'un véritable développement régional, d'une prise de conscience régionale, il est sain de poursuivre ce type de structure politique et de la maintenir et de la renforcer, ou bien s'il ne serait pas plus souhaitable, idéalement, que vous traitiez et que nous traitions tous ensemble, au Québec, avec un seul et unique gouvernement qui, lui, reconnaîtrait que le Québec, bien qu'il se soit donné

une entité politique, reconnaît, le Québec, des patries aussi et même des royaumes, dans certains cas? Un Québec qui permettrait d'éviter ce drame, que vous soulevez avec force, du dépeuplement, de l'exode, avec tout ce que ça peut impliquer de conséquences, qui sont multiples – vous en faites état dans votre mémoire – ces jeunes qui fuient et ces gens qui restent et qui viennent de moins en moins intéressés à travailler pour le développement de leur région respective.

M. Laforge: Je vous dirai mes convictions quant à ce que je pense des gouvernements quels qu'ils soient, et de façon très synthétique. Un gouvernement, pour moi, c'est un instrument. Plus il est loin, plus il doit être un minimum et pour des choses qui concernent les grands ensembles. Plus il est près et mieux c'est. Nous constatons, au niveau des régions et en particulier du Saguenay-Lac-Saint-Jean, l'absence de contrôle sur notre dollar de taxation. 50 % de notre dollar de taxation va à Ottawa et l'autre 50 % à Québec, dans le contexte actuel.

Et nous nous évertuons, comme d'autres l'ont dit, de réobtenir, je dirais, notre part, par à-coups, par bons coups, parfois par grenailles et parfois avec beaucoup de difficultés. Rétablir un sain équilibre entre s'occuper de la chose collective localement d'abord et puis à un palier supérieur ensuite, mais minimum, c'est mon credo, si vous voulez, face au gouvernement, qui n'est après tout qu'un instrument.

Je pourrais ouvrir le volet, également, de l'exercice de nos responsabilités planétaires où nous oeuvrons extrêmement peu. On prend la moitié probablement de votre revenu pour s'occuper de vos responsabilités en environnement immédiat national, mais au-delà, c'est des fractions ridicules du PNB qui sont consacrées à l'exercice de mes responsabilités planétaires et il y a là un vide. Il y a un vide local, je dirais, et il y a un vide planétaire.

Le Président (M. Jean Campeau): Je regrette de vous interrompre, M. Laforge, nous passons maintenant à M. Rémillard.

M. Rémillard: Merci, M. le Président. M. Laforge, tout d'abord il me fait un très grand plaisir de vous accueillir à cette Commission. Je veux rendre hommage, bien sûr, au recteur de l'Université du Québec. Je veux rendre hommage à l'institution que vous présidez si bien. Une institution qui fait honneur à la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean; une belle réalisation, je dirais, de cette décentralisation pour laquelle vous plaidez si bien, vous et ceux que nous avons entendus hier. Je veux rendre hommage aussi, vous me permettez, au philosophe, au sociologue, à l'humaniste que vous êtes. Vous nous présentez un mémoire très intéressant, succinct, bien fait, avec une perspective bien

claire: développement régional, pouvoir régional.

Vous vous référez à l'exemple français, c'est un exemple qui est intéressant. Hier, le Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay-Lac-Saint-Jean nous a proposé dans son mémoire, qui était très très bien, une structure politique pour faire ce développement régional, ce pouvoir des régions. Nous avons même proposé de l'inclure, ce pouvoir régional, en principe dans la constitution du Québec qu'on devrait avoir, peu importe le statut constitutionnel qu'on se donne. M. Blackburn, hier, le maire de Chicoutimi, nous a dit: Il existe déjà des MRC et ces MRC, on pourrait voir si elles ne pourraient pas exercer ce pouvoir sans qu'on soit obligés d'ajouter une nouvelle structure politique. Je sais que vous avez réfléchi à cette question, M. Laforge. Est-ce que vous croyez qu'on devrait créer une nouvelle structure politique, tenant compte du fait que nous avons des commissions scolaires, des municipalités, des MRC, des sommets économiques? Ou est-ce qu'on ne pourrait pas restructurer ou composer avec ce que nous avons, avec les modifications qui s'imposent?

(10 heures)

M. Laforge: M. le ministre, c'est une question très vaste que celle que vous posez. J'ai affirmé le principe d'un manque de gouvernement régional, local. La forme que ce gouvernement pourrait prendre demanderait plus qu'une réflexion de quelques secondes, mais mon sentiment, en ce moment, c'est qu'on utilise trop souvent la multiplicité des points d'arrivée ou des interlocuteurs au Saguenay-Lac-Saint-Jean pour mettre en évidence les différences de point de vue, sinon d'intérêt local, pour retarder l'action, pour retarder les engagements. Et de multiplier par 62 les municipalités, les points d'intervention qui s'occupent de l'intérêt de l'ensemble du Saguenay-Lac-Saint-Jean me paraîtrait dangereux. Je serais favorable à l'accroissement des pouvoirs des municipalités, des commissions scolaires, plus d'autonomie certainement, mais je sens très vivement, du moins jusqu'à maintenant, un vide profond au niveau du lieu de concertation, d'action et de leviers d'action pour l'ensemble d'une région comme celle du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

M. Rémillard: J'en prends bonne note. Vous nous dites dans votre mémoire, en conclusion, M. Laforge, que nous devons corriger les politiques actuelles, celles en particulier qui ignorent les coûts économiques du transport de l'électricité et rendre aux régions du nord leur avantage comparatif. Vous nous suggérez, si je comprends bien votre mémoire, que lorsqu'une population est près de la source énergétique, ça lui coûterait moins cher pour son énergie que pour ceux qui sont plus éloignés de cette source. Ça parle de service public, évidemment, l'électricité, l'énergie, c'est un grand service public. Et on sait

qu'en matière de services publics, le gouvernement doit s'assurer de la qualité du service, de l'universalité du service, de l'accessibilité à ce service. Est-ce que ce n'est pas un peu dangereux, comme principe, si on suivait votre principe, par exemple, celui qui est près de la caserne de pompiers, ou celui qui est plus près de l'hôpital, pour l'ambulance, enfin on peut faire beaucoup d'autres comparaisons, ça pourrait lui coûter moins cher si on devait faire payer ces services que celui qui est plus éloigné. Est-ce qu'il n'y a pas là un danger dans le principe que vous énoncez?

M. Laforge: Il y a un danger, certainement. Il y a un danger quant à la philosophie de ceux qui préparent des lois ou des règlements de ce type. Nous suivons les lois du marché déjà pour le transport des personnes. Le Chicoutimi, ou Bagotville, plutôt, Montréal coûte pas loin de \$ 500. Pour les communications, pour les biens et services, nous subissons, dans le nord, les inconvénients de la distance. Je signale seulement qu'il y a un bien économique d'un très grand poids quant aux inflexibilités de notre orientation, et je dis qu'il y aurait sans doute là un facteur important qui renverserait le mouvement, je dirais irréversible, dans lequel on est engagés. Et les coûts du transport, c'est évident, c'est 1 000 000 \$ et plus pour les lignes de transport. Parlons ensuite des coûts de résistance, de perte en résistance et effets corona, parlons des personnels très nombreux, par milliers, qui entretiennent les lignes. Actuellement, ou plutôt bientôt, nous aurons 12 lignes de plus de 1000 kilomètres qui s'en vont vers le sud et parfois même jusqu'aux États-Unis, les traversées du fleuve sont excessivement chères. Si, plutôt que de se rendre jusqu'au sud avec 12 lignes, on se rendait au tiers du parcours, à la demie du parcours, je ne serais pas étonné, M. le ministre, qu'il y ait des producteurs d'aluminium intéressés à s'installer à la baie de James, avec ouverture de la navigation deux ou trois mois par année seulement, s'ils devaient payer quelque chose qui ressemble au coût véritable de la production d'électricité, là où ils l'utilisent.

Le Président (M. Jean Campeau): Un court commentaire de 10 secondes, M. Rémillard, pour terminer.

M. Rémillard: Simplement pour vous dire que je prends bonne note de ce que vous nous dites. Le principe que vous énoncez, avec votre exemple de transport, est intéressant, mais certainement que le principal problème que vous avez au niveau du transport. Et lorsque ça coûte plus cher de faire Chicoutimi-Montréal que de faire Montréal-Miami, il y a un problème quelque part.

Le Président (M. Jean Campeau): Mme

Blackburn.

Mme Blackburn: M. le Président, M. le recteur, je voudrais d'abord vous féliciter et vous remercier d'être venu participer et contribuer à la réflexion des membres de cette Commission de façon originale. Dans votre mémoire, vous assumez que le plus grand danger qui menace le Québec, c'est l'exode des populations. Vous l'expliquez par le fait que les régions

nordiques souffrent de l'usurpation et de la spoliation de leurs ressources naturelles au bénéfice du sud.

Vous exprimez également des inquiétudes par rapport aux interventions, dites-vous, souvent contradictoires d'Ottawa et de Québec en matière d'enseignement supérieur, de recherche et de développement. Et je ne peux pas passer à côté de l'occasion qui m'est offerte pour relever que le chantage économique auquel s'adonnent certaines personnes mérite quelques informations. Par exemple, en recherche et développement au Québec, tous les ans, nous perdons aux alentours de 280 000 000 \$ à 300 000 000 \$ qui sont versés en Ontario plutôt qu'au Québec, en matière de recherche et développement. On reçoit 19 %. Dans les programmes de paiements de transfert, pour l'enseignement supérieur, les 10 dernières années, c'est plus de 2 000 000 000 \$. Alors quand on me parle du fédéralisme rentable, qu'on repasse. Je pensais que ça valait la peine de rappeler ces données-là. Aussi je passerai sous silence celles sur le logement social, où on a 17 % de l'enveloppe, et l'Ontario en a 43 %.

Pour ce qui est de votre mémoire, j'ai deux questions assez brèves. La première, vous proposez que l'on confie aux régions, dont le Saguenay-Lac-Saint-Jean, une partie substantielle de leurs leviers de développement, ce avec quoi je suis d'accord. Et vous suggérez que le Québec se dote ou se donne une politique globale d'occupation du territoire. Est-ce qu'on peut donner aux régions une partie substantielle des leviers de développement économique et se doter d'une politique d'occupation du territoire dans le fédéralisme actuel, ou même renouvelé? Ou faut-il davantage penser à prendre tous les pouvoirs?

M. Laforge: Mme Blackburn, vous faites allusion à des éléments où le Québec exerce une juridiction relativement étendue, éducation, développement régional, mais vous avez ouvert le volet de la recherche scientifique et de certaines contributions fédérales à ce qu'on appelle l'enseignement postsecondaire. De ce côté-là, il y a un différentiel énorme entre l'appui que reçoit l'Ontario, par exemple, et l'appui que reçoit le Québec. Et si une langue, quant à son développement, quant à sa protection, ne peut être confiée à un gouvernement comme celui d'Ottawa, c'est difficile à imaginer. Je ne pense pas non plus qu'on puisse confier la formation de la

matière grise, les succès technologiques et autres du Québec à une entité dont les préoccupations ne sont pas totalement liées à l'épanouissement et à la survie des gens d'ici. Nous ne pouvons pas, ici au Québec, nous consoler du succès des Ontariens, pour dire qu'on existe bien, ou nous consoler du succès des habitants de la Colombie-Britannique. Nous devons nous assumer et nous réaliser totalement. Et, à ce point de vue là, ce que je dis pour le Québec, je le dis aussi pour le Saguenay-Lac-Saint-Jean: Nous ne pouvons pas nous satisfaire, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, d'une demi-vocation; de la vocation de produire du papier, d'extraire du bois, de produire de l'énergie et du métal pour l'ensemble de la collectivité, et nous en contenter. Nous voulons participer et être actifs et nous épanouir à tous les échelons de ce qu'une population relativement importante et concentrée peut souhaiter.

Alors, la revendication du Québec face à l'ensemble canadien, je pense, trouve un parallèle fort intéressant à la revendication du Saguenay-Lac-Saint-Jean, et autres régions certainement, face au gouvernement du Québec.

Mme Blackburn: Bien ...

Le Président (M. Jean Campeau): Une courte intervention, Mme Blackburn.

Mme Blackburn: Oui. Vous faites... vous invoquez qu'on pourrait utiliser les avantages énergétiques, en invoquant le fait qu'on fait jouer contre nous et contre les régions les coûts reliés au transport, lorsqu'il s'agit de faire, par exemple, de la production, de la transformation et que, lorsque ce transport-là nous avantagerait, par exemple en énergie, on le fait jouer en faveur des régions du sud. Est-ce que vous avez d'autres exemples de secteurs névralgiques qui devraient être exploités à travers la lunette de l'occupation du territoire, et surtout à partir des autres exemples? Est-ce que, je pense aux pêches, transports, aux forêts....

M. Laforge: On a beaucoup parlé, ces dernières années, du respect des vocations naturelles des régions, mais entre le discours et les gestes, parfois, il y a un léger écart. Chaque fois que je poste mon compte de téléphone à Québec-Téléphone pour le petit morceau de terre que je possède à Grondines et que je vois Rimouski, ça me fait plaisir de voir qu'à Rimouski quelqu'un va traiter ma facture de téléphone. Chaque fois que, de Chicoutimi, j'adresse ma facture de consommation d'électricité et que c'est écrit Montréal et boulevard René-Lévesque, je ne comprends pas cette vocation que Montréal s'est donnée de s'occuper de la chose énergétique de a jusqu'à z. D'autant plus que traiter la facturation électrique sur le boulevard René-Lévesque c'est probablement le lieu, au mètre carré, le plus cher au Québec....

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Laforge: ...et qu'il y a des régions naturelles qui produisent cette énergie et qui seraient fort intéressées à avoir, dans les politiques générales, des respects concrets de ces vocations naturelles.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci. Le temps est malheureusement écoulé, Mme Blackburn. Alors M. Laforge, merci d'être venu, merci d'avoir réfléchi avec nous ce matin. Alors, je suppose bien qu'il est inutile de rappeler qu'on n'applaudit pas. La prochaine fois, je suppose que... Non, si on pouvait retenir les applaudissements jusqu'à la fin des audiences, là on permettrait à tout le monde d'applaudir.

(Suspension de la séance à 10 h 12)

(Reprise à 10 h 14)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous accueillons maintenant Mme Julia Simard. Mme Simard, bienvenue. Vous avez cinq minutes pour la présentation de votre mémoire.

Mme Julia Simard

Mme Simard (Julia): D'accord. Alors, je vais dire un premier bonjour à MM. les Présidents et à MM. et Mmes les commissaires. J'aimerais d'abord vous avertir que mon mémoire n'est pas une étude politique, économique ou culturelle de ce que pourrait ou devrait être le Québec dans l'avenir. Je n'ai pas ces compétences pour ce genre de travail et je n'ai surtout pas l'illusion de croire connaître assez ces dossiers. Mes compétences à moi se situent beaucoup plus au niveau de l'enseignement au primaire ou alors dans la condition de vie des femmes soutiens de famille. Mon discours sera donc beaucoup plus émotif que rationnel, mais je crois bien qu'il s'inscrira facilement dans ceux qui sont véhiculés depuis un an où tout est soit bien, soit mal, soit blanc ou noir, et où les mots compromis, entente et respect de l'autre n'ont plus leur place.

Je pense qu'il est merveilleux d'être comme vous des gens, MM. les commissaires et Mmes les commissaires, des gens pour qui la parole est facile, des gens qui attirent des foules et dont les messages sont aussitôt retransmis par les médias. Ce qui, à mon avis, est beaucoup plus difficile, c'est d'être capable de montrer toutes les facettes d'un problème ou d'une solution. Je crois personnellement qu'il n'y a pas plus de bons ou de mauvais souverainistes que de bons ou de mauvais fédéralistes. On remarque surtout une certaine frustration chez certains, et on entend les mots rejet, humiliation et haine. Quand je revois les négociations du lac Meech, je pense à une course effrénée durant les derniers mois et surtout à une pression constante

sur l'importance de l'acceptation des cinq conditions du Québec, ou alors tout s'écroulait. C'était: crois ou meurs.

Pour avoir déjà négocié localement dans une convention collective, je sais qu'il est important d'avoir des négociateurs capables de faire comprendre le pourquoi de telle demande, d'avancer ou de reculer si nécessaire. Il est surtout important pour ces personnes de ne pas miser toute une convention collective sur un point. La faute de l'échec de Meech a incombé au député manitobain Harper, à Clyde Wells, à Jean Chrétien, aux Canadiens anglais qui nous détestent, et j'ai même craint un moment que l'échec ne soit ma faute tellement tout le monde se rejetait le blâme. Et pourquoi ne serait-ce pas la faute des conditions qui ont été mal expliquées, mal définies, ou alors des négociateurs qui se réveillent six mois avant l'échéance?

Je crois au fédéralisme canadien car, à mon avis, la séparation n'est pas l'unique solution d'obtenir un Québec fort. La démarche, qui veut d'abord se séparer et ensuite négocier des ententes, m'apparaît comme drastique. Nos liens sont établis. Il n'est pas nécessaire de tout couper et ensuite de recoller pour réussir. Il y a des malaises présentement dans la Fédération canadienne. Personne ne peut les nier. Le remède n'est pas nécessairement l'amputation ou, encore, de fermer les yeux en ignorant le mal. Le remède n'est-il pas plutôt dans une concertation de tous les membres de cette Fédération où, honnêtement, chacun parlera de ses solutions sans pour autant détruire le corps tout entier? Le Québec veut plus de pouvoirs en matière d'immigration afin de mieux protéger sa particularité française. Les provinces de l'Ouest, ou encore, les Maritimes, ont sûrement, elles aussi, leurs demandes.

À partir du moment où les partenaires d'une association ont tous des demandes et des besoins, c'est signe qu'il faut s'asseoir ensemble et parler, négocier et continuer des démarches nous menant vers un fédéralisme sain et en constante évolution.

Depuis le début des audiences de la Commission, j'entends parler du beau risque que représente la souveraineté. Ces propos sont soutenus par des chefs d'entreprise, par certains leaders des différents gouvernements, par des présidents de groupe bancaire ou syndicaux. Tous parlent haut et fort et flattent notre orgueil de peuple, de Québécois. Je crains que ce beau risque ne dérange pas beaucoup ceux qui le clament. Mais moi, en tant que citoyenne ordinaire, vivant sous le seuil de la pauvreté, moi, ce beau risque, je ne peux le payer, ne serait-ce que d'un litre de lait car il nous manquera, à ma fille et à moi. Soyez honnêtes, messieurs, et dites-nous vraiment ce qu'il nous en coûtera.

Je crains que le jour où nos politiciens travailleront vraiment pour la population, autrement qu'en leur donnant un chèque, je crains

que ce jour soit encore loin. Plusieurs se servent de la tribune publique pour des fins personnelles alors que des problèmes graves ne trouvent aucun écho dans l'oreille de nos dirigeants politiques. Ne parlons que de la violence conjugale, de la pauvreté des femmes soutien de famille, du départ de plus en plus nombreux de nos jeunes vers les grands centres, du chômage et le reste. Arrêtez, s'il vous plaît, de nous abreuver de flatteries et d'émotions et faites le travail pour lequel vous avez été choisis.

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Simard, vu le temps restreint, je me vois forcé de vous demander de...

Mme Simard: J'en ai pour... J'ai fini.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Allez.

Mme Simard: J'aimerais juste conclure.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait.

Mme Simard: Pour conclure, je dirai que j'ai mis beaucoup d'espoir dans cette Commission, mais je m'aperçois que plusieurs commissaires ne cherchent pas à écouter les avenues possibles, mais plutôt une tribune où dire leur petit message.

Les arguments qui vous ont été remis et qui font que je suis assise ici sont, à mon avis, un minimum de réflexion. Il s'agit de remarques que nous, les gens ordinaires, comprenons et connaissons. Pour nous, la comparaison se fait toujours avec les événements qui échelonnent notre vie. L'union fait la force et aucune partie n'est gagnante d'un divorce.

Il vous sera difficile de comprendre ce raisonnement qui n'en est pas un de peur, mais de gros bon sens, comme on le dit si bien dans notre région. Merci de m'avoir écoutée.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, Mme Simard. Nous débutons les interventions avec M. Maciocia.

M. Maciocia: Merci, M. le Président. Merci, Mme Simard de votre mémoire. Je devrais dire que votre mémoire était seulement de deux pages, mais votre introduction d'aujourd'hui est beaucoup plus élaborée que celle qu'on a devant nous.

Mme Simard: Oui, c'est normal parce que je n'avais pas pu faire parvenir le tout avant.

M. Maciocia: Je vous comprends très bien, Mme Simard. Vous présentez, dans le mémoire, neuf considérants...

Mme Simard: Oui.

M. Maciocia: ...à l'appui de la continuité et du maintien du fédéralisme canadien dans une formule renouvelée. Vous comprendrez, comme je le disais tantôt, que vous nous laissez un peu sur notre appétit parce que, justement, vous élaborez totalement les considérants que vous proposez. Justement, dans ce sens-là, pourriez-vous élaborer un peu plus deux considérants que je considère très importants, soit: Le fédéralisme assure une force politique et économique aux petits pays et, deuxièmement, le fédéralisme est un gage de respect pour les minorités et les régions. Pourriez-vous élaborer un peu plus, Mme Simard?

Mme Simard: En tout cas, je vais vous répondre avec les compétences que j'ai...

M. Maciocia: O.K.

Mme Simard: ...qui n'en sont pas d'historienne ou de gens payés pour penser.

M. Maciocia: Parfait, madame.

Mme Simard: Dans ma tête à moi, quand je pense à un fédéralisme qui assure une force politique et économique aux petits pays, je pense à la Suisse en particulier, qui est un amalgame d'à peu près 20 cantons, où il y a une population d'environ 6 000 000 de personnes, 20 cantons qui, historiquement ou, en tout cas, avec les années, se sont associés et ont formé une fédération. Si je pense à ce pays qui s'appelle la Suisse, c'est un pays où l'on retrouve un des meilleurs niveaux de vie au monde. C'est un pays où les minorités et les langues sont respectées parce que en Suisse, il y a trois langues officielles. Je pense que c'est un bon exemple d'un petit pays qui, avec une fédération, s'est assuré une force économique et politique assez importante. C'est sûr que quand on parle de fédération, on pourrait aussi aller avec les grands pays comme l'Allemagne ou les États-Unis, nos voisins, ou l'Australie. En tout cas, il y en a. Il y a plusieurs fédérations. C'est dans ce sens que je le prenais.

Si je le prends dans l'autre sens, c'est-à-dire que les petits pays qui ne sont pas arrivés, en tout cas... Prenons l'Amérique Centrale où il y a plusieurs petits pays, dans ma tête - c'est peut-être très émotif - je pense que si ces gens formaient une fédération et s'associaient, ils seraient beaucoup plus stables, politiquement parlant, et ils seraient sûrement beaucoup plus forts, économiquement parlant. C'est dans ce sens que j'ai mis ce considérant.

Le deuxième, quand on parle que c'est un gage de respect pour les minorités et les régions, le fédéralisme... On a juste à regarder, en fait, ce qui se passe dans le Canada anglais, présentement, face au fait français. Je veux dire qu'ils viennent chercher nos professeurs de français,

ici, pour faire des classes d'immersion. Le français est protégé dans toutes les provinces comme il ne l'a jamais été. Je ne vous dis pas qu'avant c'était... C'est sûr que si je vais m'acheter un sandwich dans un restaurant à Winnipeg, peut-être que je ne me ferais pas répondre en français, mais, en tout cas, on voit de la bonne volonté et de l'amélioration.

Si on prend comme exemple la France, qui est un pays souverain, où il y a la langue bretonne, les Basques, où il y a eu déjà la langue du Languedoc, le provençal, ça n'a pas nécessairement protégé les langues ou les minorités des pays souverains. Le breton est maintenant langue de folklore, les Basques se débattent comme ils peuvent et les autres n'existent pratiquement plus.

M. Maciocia: Parfait, Mme Simard. J'aurais une autre question avant que mon temps expire...

Mme Simard: Je vais essayer.

M. Maciocia: ...parce que ma dernière question aussi est très importante. Dans le dernier considérant que vous nous proposez, vous dites: Le fédéralisme canadien est un idéal à atteindre, supposant des changements, des négociations et des compromis. En ce sens, pourriez-vous nous dire quels sont, aujourd'hui, les intérêts communs que nous devrions partager avec le Canada, selon vous, et quels sont les pouvoirs que nous devrions partager avec le reste du Canada et qui devraient être exercés par le pouvoir central?

Mme Simard: Ça m'est très difficile de répondre à cette question parce que, premièrement, je n'ai pas les compétences pour dire: Tel pouvoir devrait appartenir à telle place ou telle autre. Moi, je pense et je calcule que s'il y a tant de choses qui se disent, présentement, sur la place publique par nos dirigeants, ils doivent savoir ce qu'ils veulent et probablement que s'ils sont capables de s'asseoir à une table, ils vont être capables de négocier leurs besoins ou leurs droits ou les pouvoirs qu'ils veulent acquérir.

M. Maciocia: Il s'agit de poser la question différemment. Quels sont, d'après vous, les pouvoirs que le Québec devrait aller chercher en exclusivité pour son épanouissement?

Mme Simard: Bien, si on parle en matière d'immigration, on sait que pour le Québec, présentement, c'est très important. Ça demeure pour lui un domaine où il veut gérer la chose parce que le Québec est quand même... je crois qu'il a sa particularité française qui fait que si cette province-là gérait elle-même son immigration, en tout cas peut-être qu'elle serait, comment je pourrais dire, attendez un peu... Probablement qu'elle serait capable de mettre les

ballises nécessaires pour l'épanouissement de la langue française.

Maintenant, les droits ou les réels pouvoirs, je ne suis pas allée jusque là dans ma réflexion. Je suis allée vraiment avec ce que moi je ressens, avec ce que moi je vois depuis un an. Je crois que les gens qu'on a élus seront capables de s'asseoir et de voir, en fait, pour le bien du pays, quels seront les droits et les pouvoirs à partager, à renégocier et à redistribuer. C'est comme ça que je le vois, je ne peux pas aller plus loin dans mon...

M. Maciocia: Merci, madame.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, nous allons maintenant à M. Guy Chevette.

M. Chevette: Merci, M. le Président. Bienvenue, madame. Je respecte votre opinion et pour essayer de la comprendre, je vais vous poser quatre questions en vous laissant le temps d'y répondre.

Mme Simard: Je vais essayer d'y répondre.

M. Chevette: Ma première. Vous dites que le rétrécissement des frontières réduit d'autant l'espace économique. Est-ce que vous considérez que c'est impossible de négocier des espaces économiques plus vastes? Ce n'est pas un courant mondial, l'élargissement des marchés. Est-ce que vous ne prenez pas pour acquis qu'un... Par exemple, dans votre texte, le considérant, est-ce que vous ne prenez pas pour acquis que le Canada anglais se priverait d'un marché de 6 500 000 Québécois comme consommateurs et acheteurs? La deuxième question. Vous dites que le fédéralisme est un gage de respect pour les minorités. Est-ce que ce n'est pas le contraire qui se produit? Est-ce que les minorités du Canada anglais n'envient pas le traitement que le Québec donne à sa minorité, ici? Est-ce que ce n'est pas fort un petit peu?

La troisième. Vous dites que le fédéralisme est un idéal à atteindre. Moi, je croyais que c'était une structure, ça. Est-ce que l'idéal à atteindre, ce ne serait pas plutôt le plein épanouissement du peuple québécois et que la structure n'est qu'un moyen et non une fin?

Et la quatrième. Comment pouvez-vous prendre pour acquis que le Canada anglais ne voudrait pas négocier d'association économique et que vous prenez pour acquis qu'il serait prêt à négocier des changements constitutionnels dans le cadre d'un fédéralisme renouvelé, quand ça fait 30 ans qu'on n'a obtenu aucune décision en faveur du Québec?

Mme Simard: Bon, mon Dieu! Votre première, c'était que le fédéralisme attire une force politiquement. Non! Vous disiez que ça réduit d'autant l'espace économique dans sa superficie.

C'était votre première question. Mon idée à moi, j'ai l'impression que présentement, le Canada a une force économique et une force politique et j'ai l'impression que le fait de se séparer du Canada et, ensuite, de se rasseoir pour renégocier des liens économiques, c'est faire un travail inutile. Les liens sont déjà existants; les liens sont là. Les liens économiques sont faits. Je ne vois pas pourquoi je me séparerais pour, après ça, retourner m'asseoir. C'est ce que moi je pense face à ça. Il est certain que le Québec se priverait d'une force économique en se séparant du Canada et en recommençant, ce qui va nous coûter d'ailleurs très cher, à recréer des liens économiques avec soit les autres provinces du Canada ou d'autres pays.

Ensuite, vous parliez du respect pour les minorités et les régions. Moi, je vous dis, là, que les réponses ne sont peut-être pas très, très profondes. Je vous dis ce que moi je pense, O.K.? Le Québec est lui-même maître en matière de protection du français, O.K.? Je crois que le fédéralisme qui investit et qui donne des subventions dans les provinces de l'Ouest pour, justement, des classes d'immersion visant la promotion du français, dans ma tête à moi c'est important. Je ne suis pas certaine que le Québec séparé mettrait autant d'argent pour la promotion du français. Les problèmes qu'on vit, et... En tout cas, ici, on parle français, ici dans la région, on a très peu peur de se faire... On n'a pas de crainte de perdre de notre français ici. À Montréal, le problème est sûrement très différent de celui de la région. Mais si on envoyait un peu plus d'immigrants dans nos régions, avec des conditions où tout serait plus facile, peut-être que ces immigrants auraient beaucoup moins de problèmes à s'intégrer à la culture française. Vous parlez aussi de... La troisième question faisait référence à...

(10 h 30)

M. Chevette: Le fédéralisme est un idéal.

Mme Simard: Oui.

M. Chevette: Moi, je vous disais: Est-ce que ce n'est pas plutôt l'épanouissement du peuple québécois qui doit être notre idéal et que la structure est un moyen et non une fin?

Mme Simard: Dans ma tête à moi, le fédéralisme, étant donné qu'il y a beaucoup de provinces ou beaucoup de gens qui sont à l'intérieur de cette Fédération, les négociations ne sont jamais terminées. C'est un objectif à atteindre. Ce n'est pas quelque chose de définitif. La journée où les Pères de la Confédération se sont assis, ont signé et ont dit: C'est pris dans un bloc de ciment. Dans ma tête à moi, au fur et à mesure de l'évolution de l'économie, les gens devraient être capables, dans une fédération, de s'asseoir et de renégocier. C'est dans ce sens que je vois que c'est un idéal à atteindre.

Le peuple québécois, sa valorisation... Je me sens très valorisée en tant que Québécoise. S'il faut pour ça... Je ne vois pas pourquoi il faudrait se battre et se séparer du Canada pour prouver que nous, les Québécois, nous sommes des gens valables. Économiquement parlant, on l'a prouvé. Au niveau des grosses compagnies, partout, ce sont les Québécois qui ont les postes de direction. Je ne vois pas jusqu'où j'irais pour le prouver... ou me promener dans la rue pour dire: Je suis Québécoise et je suis fière. Oui, je le suis et c'est plaisant, mais de là à me séparer d'avec le reste du Canada juste pour que je sois un peu plus valorisée, je ne suis pas certaine que ce soit une solution.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Chevette, 10 secondes.

M. Chevette: C'était la dernière question. Comment pouvez-vous croire que le Canada anglais va négocier le renouvellement du fédéralisme alors que vous admettez que ce n'est pas sûr que le Canada anglais va négocier une entente économique?

Le Président (M. Jean Campeau): Est-ce que vous pouvez répondre rapidement, madame?

Mme Simard: Je crois que le Canada anglais est très gagnant à garder le Québec dans la Fédération, alors je ne vois pas pourquoi ces gens-là ne seraient pas capables de venir s'asseoir à une table.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, madame. Dans le prochain bloc de questions, il y a plusieurs personnes qui désirent intervenir. Si chacun pose ses questions rapidement, comme l'ont fait M. Maciocia et M. Chevette, ça nous permettra de passer un plus grand nombre d'intervenants. Première intervention, M. André Ouellet.

M. Ouellet: M. le Président, je vous remercie. Je voudrais d'abord féliciter Mme Simard pour sa présentation ce matin. Je sais que dans une région où il y a un sentiment nationaliste très fort et très important, c'est très sain qu'un autre point de vue soit exprimé. Et j'apprécie beaucoup que les gens de la région aient cette tolérance et cette magnanimité d'entendre tous les points de vue. Mme Simard, vous parlez avec votre cœur, vous parlez très simplement. Et vous faites valoir des arguments qui, à mon avis, sont très importants dans le contexte actuel. Je pense que quand vous dites que les francophones, qui sont minoritaires sur ce continent, sont quand même des gens qui sont très respectés et que, à l'intérieur du fédéralisme, ils peuvent être davantage respectés que dans un État unitaire...

Vous parlez de ce qui arrivé aux minorités dans un pays comme la France, avec la quasi

disparition de la langue d'oc et de la langue bretonne. Vous nous donniez un exemple qui démontre clairement que le système fédéral fait une large place à la possibilité pour les minoritaires francophones de jouer pleinement le rôle qu'ils veulent bien jouer à l'intérieur du Canada. Est-ce que vous pourriez me dire dans quelle mesure vous pensez que le français peut être menacé ici? Parce qu'il y a des gens qui sont venus nous dire qu'ils avaient peur pour la culture et la langue française. Est-ce que vous, vous avez cette peur-là? Quelle est votre opinion au sujet de la langue et de la culture française au Québec et en Amérique du Nord?

Mme Simard: En tout cas, je crois que l'histoire prouve que les Français ou que la langue française en Amérique du Nord se protège bien et continue, en fait, de grossir le nombre des gens qui parlent français. Je crois que les problèmes de la langue française, c'est surtout du fait que la plupart de nos immigrants ou la plupart des gens s'installent à Montréal, et puis c'est très difficile à gérer, étant donné qu'ils sont quand même très nombreux, puis souvent très regroupés ensemble. Mais moi, je ne crains pas pour la langue française, si le gouvernement à qui appartient cette juridiction-là – puis c'est le gouvernement québécois – est capable – et il l'a fait jusqu'à maintenant – de mettre en place des lois qui nous protègent ou des conditions minimales qui font que le français sera toujours protégé.

En tout cas, dans la région ici, le problème n'est pas existant de la crainte de la perte du français. Je pense que si on est capables de bien la parler, de bien la protéger, qu'un Anglais reste à côté de moi ou que je reste avec un Anglais, ma langue demeurera le français, et c'est à moi de mettre ma force de façon à ce que l'échange ne soit pas lui qui m'intègre nécessairement ou moi qui l'intègre, mais que je garde ma force française, puis lui sa force de langue ou de parler différente.

La culture française, elle est très bonne, elle est très forte. On voit les chanteurs québécois, les écrivains qui sont reconnus; il n'y a jamais eu un essor aussi grand, puis... En tout cas, moi, je n'en vois pas de craintes, réellement, je ne vois pas de... C'est certain qu'il y a une crainte si elle n'est pas bien protégée par les gens qui la parlent, qui la vivent et par les gens qui sont là et qui sont nommés pour la protéger. Puis moi, je pense que c'est le gouvernement du Québec à qui ça appartient, ça, puis jusqu'à maintenant, il l'a fait, son travail.

M. Ouellet: Merci.

Mme Simard: Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas place à amélioration.

Le Président (M. Jean Campeau): Mme

Campbell Steer, qui sera suivie de M. Larose.

Mme Campbell Steer: Mme Simard, je dois vous dire que M. Maciocia et M. Chevrete ont tous les deux posé les questions que je voulais vous poser. Je vous félicite pour avoir un courage personnel de présenter vos convictions. Moi aussi, la première fois que j'ai témoigné devant toutes les lumières, je trouvais ça bouleversant.

Mme Simard: C'était très difficile, parce que je sais que je n'ai pas nécessairement l'argumentation scientifique, économique et politique pour venir faire un discours, pour éblouir les gens. Je suis venue parler avec ce que moi, je pense, puis il y a beaucoup de gens, ici dans la région, qui pensent comme ça, aussi. Ils n'ont peut-être pas présentement le courage de le dire ou la force, mais ça existe. Je ne suis pas la seule.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Larose.

M. Larose: Merci, M. le Président. Les scientifiques ou ceux qui ont des beaux discours, ça représente une infime minorité dans la société. Ce sont des gens comme vous qui auront à prendre la décision lorsque le peuple sera sollicité. Dans ce sens-là, ça m'intéresse beaucoup, l'aspect économique que vous soulevez dans votre présentation. Vous semblez dire que la souveraineté va s'avérer une aventure économique qui va coûter très cher, et vous n'êtes pas disposée à payer même le prix de l'équivalent d'une pinte de lait...

Mme Simard: Non.

M. Larose: ...pour cette aventure-là. Je voudrais que vous me disiez qu'est-ce que vous pensez des modifications récentes du régime fédéral. Et peut-être, pour mieux comprendre, je m'identifierais plus à un Acadien ou bien à quelqu'un du pays de Clyde Wells, parce que, au plan économique, ce n'est pas un problème québécois qu'on a. Au plan économique, c'est un problème de fédéralisme canadien. On entretient, au Canada, des taux d'intérêt qui sont en moyenne entre 5 % et 6 % plus chers, l'écart, que le taux américain. Ça met une pression exorbitante sur le crédit, ça met une pression exorbitante sur la valeur du dollar, ça sape systématiquement notre capacité de concurrence. Le Québec, et disons les régions périphériques, c'est pas des industries, c'est davantage de la PME, qui a davantage besoin de crédit. Alors, et quand on regarde depuis 10 ans, les transformations de la fiscalité, les transformations budgétaires, on se rend compte qu'il y a moins de répartition de la richesse dans ce pays-là. Pourquoi? Essentiellement, parce qu'il faut financer une surchauffe dans le sud de l'Ontario.

Donc, on paie présentement un prix extraordinaire pour le régime fédéral canadien. Et depuis le début du siècle, le Québec plus particulièrement paie, au bas mot, 20 % plus de chômage que l'ensemble canadien. Donc, il y a un prix à l'existence du régime fédéral.

La question que je vous poserais, c'est: Est-ce que vous pensez pas que ça serait bon qu'on modifie un peu les liens économiques, parce que vous ne voulez pas les briser? Mais si on veut corriger les politiques monétaires, les politiques fiscales, on serait peut-être mieux d'en briser quelques-uns pour les restaurer autrement, et qui fonctionneraient en fonction d'objectifs québécois, lesquels pourraient peut-être signifier davantage de choses pour l'emploi? Parce que le prix, on en paie déjà un. Je ne sais pas si ça vous inquiète sous cet aspect-là.

Mme Simard: En fait, ce que je peux vous répondre, c'est je crois que, si on pense par exemple aux taux d'intérêt qui sont très élevés, si on pense à ce qui se passe, c'est-à-dire une récession qu'on devrait, ou qu'on vit présentement, je crois que c'est pas nécessairement à cause du fédéralisme, mais beaucoup plus la faute des gens qui le gèrent présentement ce fédéralisme-là. Quand vous parlez des liens économiques qu'on pourrait tisser ou établir de façon à se redonner des droits qui feront que, j'entrevois, ou en tout cas les gens qui s'assoieront éventuellement dans des prochaines négociations pour un fédéralisme renouvelé, l'économie sera sûrement en fait à redonner les droits à ceux à qui ça revient.

Mais je crois personnellement qu'une séparation... quand même ça serait 5 ans ou 10 ans, il y aura des coûts qui nous seront plus chers que des liens existant présentement, où on peut s'asseoir, et négocier, et vérifier, et le renouveler notre fédéralisme. C'est dans ma tête à moi, ce n'est pas la Fédération qui est la cause des taux d'intérêt élevés, ou de la récession, c'est beaucoup plus les gestionnaires qu'on a mis en place.

Le Président (M. Jean Campeau): Quinze secondes M. Larose.

M. Larose: Oui, est-ce que les gestionnaires sont mauvais seulement depuis 10 ans? Comment explique-t-on qu'ils sont mauvais seulement depuis 10 ans? Comment explique-t-on qu'il y a systématiquement plus de chômage au Québec et dans les zones périphériques, que pour l'ensemble canadien? Est-ce que c'est un problème de gestionnaires des quelques dernières années?

Mme Simard: En tout cas, présentement, c'est de leur faute là. Les autres fois, c'était sûrement quelque part un problème, il y a eu celle de 1980 qui s'est faite, c'était au niveau

mondial. Je crois que les pays industrialisés l'ont tous vécue, que ce soit dans une fédération ou dans un pays souverain, tous les gens l'ont vécue. Alors je crois que présentement, il y a un problème, puis les gens le disent, qu'il y aurait possibilité de baisser les taux d'intérêt. Mais pour ce faire, il faudrait que les gens qui sont en place présentement, réagissent autrement que ce qu'ils font.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, Mme Simard. Merci d'avoir pris le temps de venir témoigner devant nous, et ne vous sous-estimez pas, vous savez très bien faire valoir vos idées.

Mme Simard: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons maintenant du prochain intervenant, M. Robert Dole.
(10 h 45)

Un groupe s'est désisté, soit la Table de concertation des groupes de femmes du Saguenay. Donc, nous terminerons nos travaux à midi plutôt que 12 h 30.

M. Dole, alors bienvenue parmi nous. Vous avez cinq minutes pour présenter votre mémoire, M. Dole.

M. Robert Dole

M. Dole: M. le Président, mesdames et messieurs. Deux langues ne peuvent cohabiter sans que l'une d'elles ne se voit accorder un statut supérieur. Normalement, la langue privilégiée est celle du groupe social le plus puissant, celui qui tient le pouvoir économique, politique et culturel du pays. Elle représente pour les membres de la minorité l'avenue vers un futur plus riche et plus intéressant. La nécessité de se faire comprendre dans la langue du groupe dominant a comme résultat que le seul usage de la langue minoritaire se rétrécisse de plus en plus jusqu'à ce que cette langue soit réservée à des communautés rurales isolées ou bien jusqu'à ce qu'elle disparaisse. "L'inévitabilité" de la dichotomie de la langue supérieure et de la langue inférieure est une hypothèse du sociolinguiste Charles Ferguson.

Un autre sociolinguiste, D. J. Parkin, démontre que les membres du groupe socialement inférieur ont tendance à se servir de la langue de statut supérieur afin d'avancer dans l'échelle sociale. L'histoire européenne révèle la disparition de maintes langues de statut inférieur. Par exemple, avant la Première Guerre mondiale, 50 000 000 d'Européens parlaient une langue minoritaire tandis que maintenant, malgré l'immense croissance de la population, il n'y a que 20 000 000 d'Européens qui parlent une telle langue. Au XVIII^e siècle, 6 000 000 d'Irlandais parlaient irlandais; aujourd'hui il n'y en a que 20 000 qui le parlent comme langue maternelle.

En 1880, 100 000 Autrichiens parlaient slovène; aujourd'hui on ne dénombre que le quart de ce chiffre. Cent ans auparavant, l'Allemagne avait 52 000 habitants qui parlaient le frison; en 1925 ils n'étaient plus que 7000 et aujourd'hui beaucoup moins encore. En 1840, les deux tiers de la population du pays de Galles parlaient le gallois comme langue première; actuellement ils sont moins de 1 %.

Les rapports entre l'histoire de la disparition des langues de statut inférieur et l'avenir constitutionnel du Québec devraient être assez transparents. Les Québécois de langue française, surtout ceux de Montréal, sont continuellement exposés à la langue anglaise. Elle représente pour trop d'entre eux la langue du groupe dominant, la clé de l'avancement dans l'échelle sociale, un visa pour un avenir plus intéressant et j'en passe. Cette image du statut supérieur de l'anglais persiste dans l'esprit de plusieurs Québécois, malgré tous les progrès réalisés depuis 14 ans. Permettez-moi de vous donner deux exemples.

L'une des caractéristiques de la dualité entre la langue de statut inférieur et celle de statut supérieur c'est que, et je cite Denise Deshaies de l'Université Laval: "Dans les relations intergroupes, c'est la langue du groupe dominant qui est choisie." En effet, il m'arrive fréquemment pendant mes visites à Montréal que les Québécois de langue française insistent pour me parler en anglais, malgré tous mes efforts pour continuer l'échange en français. Pour eux, la langue anglaise continue de représenter le véhicule de communication supérieur par rapport au français.

Le deuxième exemple fait référence à une conversation dont j'ai été témoin dans un restaurant du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Un groupe d'hommes d'affaires était assis à table. Ils étaient tous bilingues. Ils commençaient la discussion en français mais au moment où il fallait parler d'affaires, ils changeaient pour l'anglais comme si cela était normal ou nécessaire. Le français devient donc une langue reléguée à un statut inférieur, une langue qui n'est bonne que pour parler de choses sans importance. Il est évident que le français ne peut survivre à Montréal et, conséquemment, au Québec en général, à moins qu'un programme d'aménagement linguistique ne soit appliqué avec rigueur. En effet, Montréal est la seule grande ville au monde qui maintienne une vraie "diglossie" par laquelle deux langues sont dans un état de contact et de confrontation continuels.

Selon le sociolinguiste L. V. Aracil, la seule manière d'assurer une législation linguistique adéquate pour protéger une langue minoritaire est soit la souveraineté politique, soit un gouvernement doté d'une grande autonomie. Les événements politiques de la dernière année ont démontré qu'une grande partie, sinon la majorité, des Canadiens anglais est indifférente au problè-

me de la survie de la langue française sur le sol québécois. Personne n'a besoin de l'avis de linguistes pour se rendre compte que la disparition du français en Amérique du Nord est synonyme de génocide du peuple québécois. Cette langue est tout ce qui protège d'une assimilation totale sur le grand continent de langue anglaise.

Selon la règle de la situation constitutionnelle actuelle, toute législation linguistique québécoise est sujette à l'appel à la Cour suprême du Canada. Dans la législation britannique et américaine, les droits de la personne ont souvent priorité sur les droits collectifs. En effet, la Constitution des pays de langue anglaise n'a jamais inclus la notion du droit d'un peuple minoritaire à se protéger contre les pouvoirs d'un groupe majoritaire. Le sort réservé à la loi 101 devant la Cour suprême du Canada en est un parfait exemple.

Afin que le français ait le statut de langue supérieure au Québec, il faut que le Québec puisse légiférer dans le domaine de l'aménagement linguistique sans se soumettre aux avis du gouvernement fédéral. Pour cela, l'indépendance est indispensable. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Dole. Nous passons maintenant à M. Brassard.

M. Brassard: Merci, M. le Président. Je voudrais d'abord vous féliciter, M. Dole, pour votre contribution, et je suis sûr que M. Hogue sera content d'apprendre que vous êtes docteur en linguistique de l'Université Laval. Voilà un mémoire, à mon avis, d'une très grande rigueur scientifique et d'une logique implacable. Vous dites que deux langues, donc, ne peuvent cohabiter sans que l'une d'elles ne se voie accorder un statut supérieur, et celle de statut inférieur finit pas se dégrader et disparaître et devenir folklorique. Vous citez de nombreux exemples, et à la page 6, vous dites: "Pour que nos descendants puissent avoir une idée de la langue qui avait été parlée par les Québécois d'antan" – si ce processus se continue – "il faudra qu'ils fassent un voyage dans les villages les plus isolés du Lac-Saint-Jean". Alors, ce sera un peu la mort d'un peuple comme attrait touristique. On viendrait d'un peu partout à Notre-Dame-du-Rosaire ou à Saint-Ludger-de-Milot pour voir les derniers vestiges d'une nation, une espèce de zoo humain, si ça continue comme ça, à moins qu'il n'y ait aménagement linguistique par un gouvernement, évidemment, parfaitement souverain et autonome.

Est-ce que, en vertu de votre démonstration, ça signifie finalement que le sort des communautés françaises hors Québec est définitivement réglé et que l'écrivain Yves Beauchemin avait raison de dire, à propos des communautés françaises hors Québec, qu'on est en face, pour employer l'image qu'il a utilisée, d'un cadavre encore chaud? Est-ce que, selon vous, à ce

moment-là, ça veut dire que, selon le processus que vous décrivez, il est inéluctable, quoi qu'on fasse, que les communautés françaises hors Québec finissent par disparaître, leur taux d'assimilation étant d'ailleurs extrêmement élevé? Mais est-ce que... comment se fait-il – à moins que vous ne me disiez que c'est le cas aussi – que le sort de la communauté anglaise au Québec ne sera pas le même? Qu'est-ce qui fait qu'il y a une différence, là, entre les deux?

M. Dole: Je suis personnellement, je dois l'admettre, un peu pessimiste quant à la possibilité du sort des minorités françaises hors Québec. Je suis certain que je ne suis pas la seule personne ici qui soit pessimiste à cet égard. Je le regrette, mais je suis un peu pessimiste. Il y a des exceptions, il y a des miracles de survie de langues minoritaires. On peut penser, par exemple, aux Amish en Pennsylvanie, qui parlent allemand depuis deux siècles, entourés par des Anglais. C'est une communauté isolée dans le sens qu'ils ont leur propre religion, et la langue allemande fait partie de leur culte de religion.

Quant à la survie du français au Québec, je pense que moi, je prévois la même histoire ou la même situation que pour les francophones en Nouvelle-Angleterre. On le sait très bien – M. Laforge l'a dit ce matin – l'exode des Québécois de souche française, c'était surtout vers la Nouvelle-Angleterre. Alors, la Nouvelle-Angleterre maintenant, c'est très difficile de trouver quelqu'un de descendance québécoise qui soit capable de parler français. Ils s'appellent "Desjardins", n'est-ce pas? Ils s'appellent "Langlois". Ils n'ont aucune idée du fait qu'ils sont de souche française. Moi, je pense malheureusement que c'est presque "inhabitable".

Hier, quelqu'un a suggéré que les francophones hors Québec reviennent au Québec. Alors, si moi, j'étais un francophone hors Québec et que je voulais que mes enfants parlent français, que mes petits-enfants parlent français, je retournerais au Québec.

M. Brassard: Mais qu'est-ce qui fait, M. Dole, que la minorité anglaise au Québec n'est pas menacée? Qu'est-ce qui fait que le processus ne joue pas?

M. Dole: La minorité anglaise au Québec est surtout à Montréal. Alors là, à Montréal, je ne suis pas convaincu que Montréal soit une ville française. Je ne crois pas que les Anglais de Montréal soient isolés du monde anglophone. Il n'y a que 30 kilomètres qui les séparent des États-Unis et de l'Ontario. Ils ne sont pas loin des pays anglophones. Ce n'est pas le cas pour les Amish en Pennsylvanie.

M. Brassard: J'aurais une dernière question, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Une question rapidement.

M. Brassard: Le bilinguisme institutionnel, tel que plusieurs le préconisent au Canada – il y a beaucoup de défenseurs du bilinguisme institutionnel au Canada, surtout au niveau fédéral – est-ce que, selon vous, le bilinguisme institutionnel vient renforcer et aggraver et accélérer le processus d'infériorisation d'une langue?

M. Dole: Dans le sens que le français au Québec, par exemple, dans les bureaux de poste en Colombie-Britannique, le français là-bas a une valeur symbolique. Simplement, qu'est-ce que ça représente si on essaie de parler français dans un bureau de poste fédéral en Colombie-Britannique? C'est un geste folklorique, n'est-ce pas? Je ne suis pas expert de la situation des programmes fédéraux de bilinguisme, mais souvent, je pense que la valeur est plutôt symbolique. Et je sais très bien, une fois dans une ambassade canadienne à l'étranger, il n'y a personne qui parle français, par exemple.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Dole. Nous passons maintenant à M. Hogue.

M. Hogue: Merci, M. le Président. Je remercie mon collègue Brassard de me noter qu'il y a deux docteurs qui se parleront. Ce serait souhaitable qu'il y en ait plus que deux autour de la table à certains moments.

Dr. Dole... That is your name, eh, Dole?

M. Dole: En français, monsieur.

M. Hogue: Dr. Dole...

Le Président (M. Jean Campeau): M. Hogue, M. Hogue...

M. Hogue: I might not be too soft on you and you will not mind, I hope.

M. Dole: (S'exprime en espagnol).

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Hogue: Je vais vous parler... And you are not going to make fun of my mother tongue.
(11 heures)

Dr. Dole, vous utilisez votre langue, vous utilisez votre statut, vous utilisez votre connaissance, vous utilisez votre compétence pour faire de la démagogie, et je n'aime pas ça. Vous manquez de rigueur scientifique et votre recteur ne doit pas aimer ça. Vous nous dites que nous sommes un peuple dominé et ça vous est facile de le dire parce que vous êtes, vous, dans la classe des dominants. Vous possédez la langue du

dominant. Je n'accepte pas que vous soyez aussi insidieux dans votre préambule et dans votre présentation. Pourquoi ne parlez-vous pas de l'hébreu? Pourquoi ne parlez-vous pas du yiddish? Finalement, combien de Chinois parlent le chinois et combien de Japonais parlent le japonais? Si c'est le nombre, est-ce que les Japonais ne devraient pas passer du japonais au chinois? Vous associez et je n'aime pas que vous associez – à la page 4 – la langue française, ma langue, notre langue, à un dialecte. C'est répété trop souvent à la page 4.

Finalement, avant de vous poser la question, je trouve que votre bibliographie... sur 13 citations, il y en a 5 qui datent des années 1989 et plus; les autres sont d'avant 1980. Il n'y a pas beaucoup de papiers que vous pourriez corriger au doctorat avec une bibliographie comme celle-là et donner une bonne note de passage. En ce qui concerne Montréal, à Montréal, moi, j'y vis depuis 60 ans. Pendant que, vous, vous étiez un jeune homme à Washington, moi, j'étais un adolescent à Montréal et, à Montréal, on avait plus de difficultés à parler français lorsque vous vous étiez à Washington à parler anglais que, maintenant, en 1990, on a de la facilité à parler français. À Montréal, on parle français partout.

Avant de passer à autre chose, il y a 928 nouveaux mots français dans le dictionnaire. Ça sort de l'Agence France-Presse de Paris et il y a le mot "drugstore", le mot "dufflecoat", le mot "dribble", le mot "dribbler" et le mot "drive" qui entrent dans le lexique et le dictionnaire français. Le français gagne des points – pas encore la partie, ça va de soi – dit le président sortant du Conseil de la langue française, Pierre Martel. Je n'accepte pas le jugement d'un dominant qui vient, lui, poser sa patte sur ce qu'il considère être un dominé. "I am a top-dog."

Ceci dit, je vous pose une question. Vous indiquez que, selon votre théorie, un gouvernement doté d'une grande autonomie serait à même de protéger la langue. Vous dites ça. Vous l'avez dit aussi verbalement. C'est donc dire qu'une grande autonomie dans ce domaine, à l'intérieur du fédéralisme, permettrait d'atteindre les buts que vous recherchez, n'est-ce pas?

Le Président (M. Jean Campeau): Vous n'avez malheureusement qu'une minute pour répondre, M. Dole.

M. Dole: Si le Canada était prêt à donner au Québec le droit de légiférer dans le domaine linguistique à 100 %, ce serait peut-être une situation envisageable, mais je dois vous dire que, sincèrement, je suis indépendantiste et j'espère que nous aurons notre solution.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, Mme Rosette Côté. Je le répète, pour les applaudissements.

Mme Côté: Oui, M. le Président. Avant de faire mon intervention, moi, je dois vous dire que je n'aime pas beaucoup ce que je viens de vivre. Nous sommes des commissaires qui avons la maturité d'écouter des points de vue différents et on est là pour être capables, après, de proposer une solution au peuple. J'aimerais ça qu'on soit capables, comme commissaires, d'écouter ce que les gens disent, de ne pas être d'accord, mais de les respecter dans ce qu'ils disent, et je n'aime pas ça et comme commissaire et comme femme.

Le Président (M. Jean Campeau): Écoutez, je veux juste parler pour les applaudissements et régler l'autre après. Partout où nous sommes allés, les applaudissements ont été prohibés. Je pense que j'ai été patient tout au long, je vous l'ai répété maintes fois. On a le droit aussi à nos idées. Comme Mme Côté le dit, le témoin a droit à ses idées, les commissaires ont le droit aussi de dire ce qu'ils veulent. Les applaudissements sont prohibés. Ne nous forcez pas, à la dernière minute, à faire évacuer la salle. Mme Côté.

Mme Côté: Oui. Est-ce que j'ai bien compris le message que vous nous livrez quand vous dites que, finalement, l'indépendance, vous la voyez comme un moyen urgent à prendre pour renverser la tendance de la suprématie d'une langue sur une autre? Vous citez le cas de l'Irlande. Même, vous dites être pessimiste en disant qu'il faudrait faire assez vite parce que la langue est menacée. Moi, je vais vous dire qu'il y a un élément que j'ai compris, en lisant votre mémoire, peut-être aussi est-ce parce que je n'ai pas assez regardé ça à l'occasion de la clause "nonobstant", mais vous dites quelque part que finalement, la tradition ou la culture anglaise fait en sorte qu'on inclut toujours la suprématie des droits individuels sur les droits collectifs. Et j'essaie de comprendre pourquoi, lorsqu'il y a eu la clause "nonobstant", il y a eu tant de difficultés à comprendre cette réalité-là et je me dis, dans le fond, dans la vie, on réfère toujours à ce qu'on a appris, aux normes qu'on apprend, et ces normes-là traduisent la façon dont on se comporte ensuite.

Et j'ai trouvé ça intéressant de regarder ça et à mon avis, ça me permet de comprendre la réaction des Anglais, ce que je ne comprenais pas avant d'avoir lu votre texte. J'aimerais vous poser une question. Dans un Québec souverain où on reconnaîtrait les droits de la majorité mais où on reconnaîtrait aussi les droits de la minorité, mais où on considérerait le collectif comme étant prépondérant sur l'individuel, comment on pourrait articuler les droits individuels, les droits collectifs, eu égard à la langue, sans que les Anglais sentent qu'ils sont discriminés, et dans le sens que les francophones aient l'impression d'être à la fois propriétaires de leurs terres,

mais aussi ouverts à la différence et ouverts à d'autres réalités? J'inclus aussi les allophones. Comment on pourrait articuler ça correctement?

M. Dole: Ça, c'est une question très difficile. Je n'ai pas de solution magique, moi, je respecte beaucoup la Charte de la langue française et la loi 101 — c'est la même chose — je pense que si elles sont appliquées à la lettre, c'est une bonne solution, on peut commencer avec ça. Et je crois que les Anglais, les allophones du Québec savent, j'accepte, nous acceptons. Je suis un anglophone du Québec, nous acceptons que nous vivions dans un pays français, nous le savons, nous l'acceptons. Moi, personnellement, je suis très confortable avec l'idée que j'habite un pays francophone. J'aime le visage français du Québec, j'aime pouvoir m'exprimer en français n'importe où au Québec et j'ai un grand problème chaque fois que je vais à Montréal et que j'essaie de parler français à Montréal. Chaque fois que je suis à Montréal et que j'ouvre ma bouche en français avec mon accent d'anglophone, il y a beaucoup de monde qui me regarde comme si j'étais complètement "dingue" (mais pourquoi parle-t-il français?). Je n'aime pas ça. Et c'est pour ça que je suis indépendantiste. Je trouve que la situation linguistique, à Montréal, n'est pas saine à ce moment-ci.

Mme Côté: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Bruno Roy.

M. Roy: Merci, M. le Président. Un sentiment général qui se dégage des mémoires que j'ai lus, c'est que je m'aperçois que le nationalisme, tout compte fait, ce n'est pas un choix, c'est une étape. On est tous souverains de coeur, j'ai bien l'impression, mais c'est bien évident, également, que la question de l'étape, nous y sommes rendus. Et je pense que la majorité, le mouvement de fond, au Québec, nous y conduit. Voilà pour la première remarque. La deuxième: Dans votre mémoire, on trouve cette phrase pleine d'enseignements: "La langue qui survit le plus longtemps est celle qui en général a le plus d'écrits." C'est pour un écrivain qu'un tel propos est évident, il l'est moins pour certains décideurs politiques. Je retiens quand même que le français, ayant un statut de langue supérieure, ainsi que vous le dites dans votre mémoire, assurera, dans un Québec souverain, un statut de culture supérieure. Il y a donc un lien entre l'affirmation d'une langue et l'affirmation d'une culture.

Votre mémoire fait la preuve historique que ce qui fait disparaître une langue — et là, c'est un écho aux propos de Jean-Pierre Hogue, finalement — avant même que je les entende, d'ailleurs, ce qui donne une certaine objectivité, peut-être. Vous faites la preuve historique que

ce qui fait disparaître une langue, ce n'est pas son évolution, il est naturel qu'une langue emprunte des mots à d'autres langues, et ce n'est pas son évolution qui fait disparaître la langue, mais des facteurs extérieurs, tels la politique, l'économie.

J'en arrive à la question. Vous suggérez, et c'est la lecture que je fais et que je vais vérifier, vous suggérez que ces facteurs, économie, politique, etc., s'inscrivent dans un cadre de souveraineté politique et que cette inscription serait favorable au maintien d'un Québec français. Pourriez-vous élaborer, mais dans le contexte d'un rapport langue et culture? L'affirmation d'une langue, c'est également l'affirmation d'une culture. Et les facteurs extérieurs peuvent tantôt nuire ou tantôt aider, selon qu'on est souverain ou pas. Est-ce que je vous ai bien lu?

M. Dole: Oui, vous m'avez bien lu.

Le Président (M. Jean Campeau): Je me vois obligé, M. Dole, de vous dire d'aller rapidement.

M. Dole: Je dirais simplement que dans un Québec souverain, français, libre, la langue française aurait, surtout à Montréal, plus de chance de devenir la langue supérieure dans la mentalité des Montréalais. Dans leurs confrontations, dans les échanges linguistiques, il existe, dans chaque pays bilingue, dans la population en général, l'idée qu'une langue est plus importante que l'autre, normalement dans un sens économique ou social. Et je pense que si le Québec se déclarait indépendant et francophone, le français aurait beaucoup plus de chances de devenir cette langue de statut supérieur dans la mentalité des Montréalais, surtout. Dans ce sens-là, la culture française aurait beaucoup plus de chances de s'épanouir à Montréal et au Québec.

Le Président (M. Jean Campeau): Passons maintenant à M. Sébastien Allard, sur le temps de la présidence.

M. Allard: Merci, M. le Président. Si je parais brusque, M. Dole, c'est simplement pour être bref, vous m'en excuserez. Je vous reporte à l'avant-dernier paragraphe de la page 5 où vous dites: "Les Québécois de langue française, surtout ceux de Montréal, sont continuellement exposés à la langue anglaise." Je présume que vous considérez que ce n'est pas nécessairement bon. Alors qu'est-ce qu'il faut faire pour qu'ils ne soient pas exposés à la langue anglaise? Deuxièmement, quand on va un peu plus loin, vous dites que la langue anglaise représente, pour trop d'entre eux, un visa pour un avenir plus intéressant. Est-ce que c'est vrai que la connaissance de la langue anglaise, c'est un visa pour un avenir plus intéressant? Est-ce que c'est mauvais que ça puisse être un visa pour un avenir plus intéressant? Vous reconnaissez un peu plus loin

qu'il y a eu beaucoup de progrès de faits depuis 14 ans. Mais quand on arrive à la toute fin de votre mémoire et que vous dites: "Afin que le français ait le statut de langue supérieure au Québec, il faut que le Québec puisse légiférer dans le domaine de l'aménagement linguistique." Le Québec a déjà beaucoup légiféré dans le domaine de la langue. Vous considérez peut-être – en tout cas, c'est la conclusion que je tire – que ce qui a été fait n'est pas suffisant, qu'il faut faire autre chose. J'aimerais savoir ce que vous avez dans l'idée quant à ces autres choses qui devraient être faites par la législation et qui n'existent pas présentement.

M. Dole: D'abord, j'aimerais bien voir qu'on applique la loi 101 à la lettre, ce qui n'est pas le cas en ce qui concerne l'enseignement aux enfants immigrants. Il y a beaucoup d'illégaux dans les écoles anglaises du Québec. À part ça, dans un Québec indépendant... Les immigrants qui arrivent ici maintenant ont très souvent tendance à penser leur séjour au Québec comme étant un tremplin pour aller ailleurs après, dans le Canada anglais, c'est tout. S'ils doivent apprendre le français, c'est pour vivre au Québec pendant le séjour pour se préparer à aller ailleurs. Dans un Québec indépendant, ce ne serait plus le cas. Les immigrants qui viendraient ici auraient un visa pour le Québec mais pas pour le Canada anglais. Et je pense que ce serait une bonne chose que les gens qui arrivent ici sachent qu'ils habitent un pays francophone et que c'est ici le pays où ils vont rester. Ça, c'est une chose, par exemple. Moi, je n'ai rien contre l'exposition à la langue anglaise, c'est ma raison d'être. J'expose mes étudiants à la langue anglaise, c'est ma profession. Je pense que c'est une très belle langue. Moi, ce qui me gêne, c'est lorsque les francophones pensent que l'anglais est supérieur, d'un point de vue économique ou social, au français. C'est ça qui me gêne. Et c'est ça que je vois souvent, à Montréal surtout.

M. Allard: Excusez-moi. Vous m'avez dit, quand vous parlez des enfants inscrits dans des écoles anglaises, quand vous parlez de l'application de la langue française, qu'on n'applique pas les lois existantes. Ça n'est pas qu'il faut une autre législation; vous voulez dire qu'il faut appliquer...

M. Dole: Surtout.

M. Allard: ...plus strictement la législation existante. Ce que vous dites dans votre dernier paragraphe, ce n'est pas tout à fait juste. Vous ne voulez pas de nouvelles législations.

M. Dole: Non, non, j'ai dit dans le...

M. Allard: Excusez. Juste pour finir en ce qui regarde... Je ne veux pas vous interrompre,

mais je veux... Vous répondrez à mes trois questions. En ce qui regarde les immigrants qui viennent s'établir à Montréal et qui se servent de ça comme d'un tremplin pour aller ailleurs, même dans un Québec souverain, on ne pourrait pas empêcher les immigrants, éventuellement, de partir du Québec pour s'en aller dans le reste du Canada ou aux États-Unis.

(11 h 15)

M. Dole: Mais d'abord, il faut qu'ils aient un visa pour y aller. Ce n'est pas nécessaire, s'ils obtiennent un visa pour le Québec, ils vont avoir un visa pour le Canada anglais. Ce n'est pas certain du tout.

M. Allard: Il y en a qui vont aux États-Unis parmi ces gens-là.

M. Dole: Mais...

Le Président (M. Jean Campeau): Question rapide, commentaire rapide, M. Allard? Merci. Nous passons maintenant à M. Claude Dauphin.

M. Dauphin: Merci, M. le Président. Alors je vais tenter de me rappeler des souvenirs de l'Opposition officielle quand je posais des questions aux différents ministres, à l'époque où je siégeais avec mon bon ami Jean-Claude Rivest, dans l'Opposition. En guise de préambule, 30 secondes. Premièrement, je vous remercie, M. Dole, au nom de l'équipe ministérielle, pour votre participation à nos travaux. Je tiens également à dire que, évidemment, votre mémoire est différent, l'approche est différente d'autres mémoires que nous avons eu l'occasion de lire.

Également, je tiens à vous dire que nous avons eu cette semaine – pas nous, mais nos collègues de l'Assemblée nationale – le rapport annuel du Conseil de la langue française qui disait justement que les acquis sont quand même assez fragiles en termes de promotion et de protection du français au Québec, et qu'il fallait surtout s'attarder au français dans les milieux de travail. On disait même, à un certain moment donné, que l'informatisation est un facteur de réintroduction de l'anglais dans les entreprises.

Ceci étant dit, j'ai deux questions pour vous. Ma première, en faisant référence à la page 7 de votre mémoire – M. Roy s'y est un peu référé tantôt – lorsque vous dites qu'en 1990 il serait normal de dire que la langue qui survit c'est celle où on introduit des vidéos, des films d'horreur et de la musique "heavy metal". Ma question est la suivante, c'est que dans l'hypothèse d'un Québec souverain, étant donné que les vidéos, les films d'horreur, les vidéoclips et le "heavy metal" n'ont pas de frontières, de quelle façon, à part la censure, pourrions-nous atténuer l'influence de l'importation de vidéos et de "heavy metal"?

Il me reste 30 secondes, M. le Président. Je pose une deuxième question, pour vous permettre

d'avoir 3 minutes pour y répondre après. À la fin de la page 7, vous dites que les législations britannique et américaine, évidemment, accordent la priorité aux droits individuels plutôt qu'aux droits collectifs, et vous dites qu'en effet la constitution des pays de langue anglaise n'a jamais inclus la mention du droit d'un peuple minoritaire à se protéger contre les pouvoirs d'un groupe majoritaire. Toujours dans la même hypothèse d'un Québec souverain avec une constitution québécoise francophone, verriez-vous d'un bon oeil l'inclusion de droits garantissant à la minorité anglophone certaines protections par rapport à une majorité francophone, dans un Québec souverain?

M. Dole: Les minorités autochtones dans la constitution québécoise... C'est certain que la minorité anglophone au Québec est une réalité, et elle a droit à certaines garanties de survie, etc. Aussi, les Québécois anglophones ont droit à une bonne éducation en français pour pouvoir survivre dans un pays francophone, et je peux vous dire maintenant que c'est un droit fondamental qui n'est pas assuré pour les anglophones du Québec. Dans les écoles anglaises du Québec, les enfants ne sont pas assurés d'avoir une bonne formation en français, et je vous dis que là, c'est un grave problème. Face à une chose que je ferais tout de suite, ce serait pour une amélioration de la qualité de l'enseignement du français langue seconde dans les écoles du Québec, dans les écoles anglaises du Québec. Ça, c'est un problème. Contre la question du "heavy metal" et des vidéos, tout ça, il n'y a pas de réponse à cela, malheureusement. Je ne suis pas en faveur de la censure, de quelque forme que ce soit.

M. Dauphin: Vous savez que la langue anglaise, évidemment, c'est sûr qu'elle a une attraction, mais c'est international aussi...

M. Dole: C'est ça...

M. Dauphin: Elle a quand même une importance qu'on ne peut pas...

M. Dole: On ne peut pas traduire le "heavy metal"...

M. Dauphin: ...mettre de côté.

M. Dole: ...en "métal lourd", ça ne se fait pas...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Dauphin: Je n'ai pas compris.

Le Président (M. Jean Campeau): C'est fini?

M. Dauphin: Oui, ça va.

Le Président (M. Jean Campeau): C'est tout? Alors merci, M. Dole, d'avoir contribué à l'avancement des travaux de cette Commission sur l'avenir du Québec.

Si les gens de la Chambre de commerce de Chicoutimi sont là, nous allons débiter immédiatement.

(Suspension de la séance à 11 h 20)

(Reprise à 11 h 22)

Le Président (M. Jean Campeau): Mesdames et messieurs, nous poursuivons nos travaux. Mme Renée Gagnon, de la Chambre de commerce de Chicoutimi. Est-ce que vous pourriez Mme Gagnon, nous présenter vos collègues?

Chambre de commerce de Chicoutimi

Mme Gagnon (Renée): Ça va me faire très plaisir, M. le Président. Alors, si je commence à ma toute droite, M. Ghislain Larouche, qui était au comité d'intervention et d'orientation, et qui a collaboré à rédiger le mémoire. Un des administrateurs de la Chambre de commerce de Chicoutimi, Me Jean Dauphinais; un administrateur, un ex-président et aussi un administrateur qui siège actuellement à la Chambre de commerce du Québec, Me Richard Bergeron; j'ai à la gauche, Me Martin Lajoie, qui est administrateur et vice-président de la Chambre de commerce de Chicoutimi; et à l'exécutif depuis plusieurs années, M. Clément Martel. Alors ...

Le Président (M. Jean Campeau): Vous avez, madame, cinq minutes pour la présentation de votre rapport.

Mme Gagnon: On va être bref, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci.

Mme Gagnon: Alors MM. Bélanger et Campeau, Mmes et MM. les commissaires, il me fait plaisir au nom de la Chambre de commerce de Chicoutimi, de vous présenter aujourd'hui un mémoire représentatif de la réflexion de nos membres, sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

Permettez-moi de remercier cette Commission, de l'opportunité qui nous est donnée de participer à cet exercice si important pour l'ensemble du Québec, et d'y apporter notre contribution. Dans un premier temps, je dois vous mentionner que nous sommes partie prenante de la position de la Chambre de commerce du Québec, et que nous partageons globalement ses conclusions sur le développement économique. Cependant, dans un deuxième temps, nous avons voulu mesurer, en consultation, l'opinion de nos membres afin d'évaluer s'il y avait lieu de

prendre une position relativement au statut politique du Québec, ce que la Chambre de commerce du Québec n'avait pas cru devoir faire.

C'est donc en raison de l'intérêt de nos membres et de la clarté de leurs réponses, que nous nous présentons devant vous aujourd'hui. La Chambre de commerce de Chicoutimi, administrée par un conseil d'administration représentatif de 15 gens d'affaires, conserve un leadership et un membership entre 600 et 750 membres depuis les dernières années. Ce qui lui vaut un rang important parmi les chambres de commerce du Québec. Nos membres oeuvrent dans les secteurs industriel, commercial ou de service. C'est à 655 personnes qu'on a adressé notre sondage. Alors la question était très claire: "Croyez-vous que la souveraineté du Québec est la voie constitutionnelle à privilégier pour l'avenir? Oui ou non. Si oui, commentaires; si non, également."

Très rapidement, 80 membres ont répondu. En raison des délais très courts, et pour valider la tendance des réponses, 50 téléphones ont été faits de façon aléatoire, parmi la liste des membres. Tant dans la première réponse qu'à la validation au téléphone, le message reçu est sans ambiguïté et très clair, puisqu'à 80 % la souveraineté politique constitue la voie à privilégier, d'avenir pour le Québec.

La section des commentaires nous a permis de développer des étapes à franchir pour y arriver que nous vous proposons dans ce mémoire. Ce que nous souhaitons, c'est que la Commission en arrive à un consensus. Il nous faudra beaucoup de détermination et de conviction pour continuer de bâtir un Québec dynamique et compétitif et nous avons besoin d'unir nos forces. Nous sommes une région ouverte sur les marchés. Nous exportons une très grande partie de nos produits et de nos expertises. Nos relations d'affaires doivent continuer dans l'harmonie. Nos partenaires ont autant d'intérêt que nous à continuer de faire des affaires et les négociations devront se faire pour le mieux-être des parties en cause.

En conclusion, depuis près d'un mois maintenant, la Commission parlementaire élargie sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec siège et obtient des avis divers en rapport avec son mandat. Les commentaires que nous entendons de la part des commissaires ne nous ont pas encore occasionné beaucoup de surprises. Chacun et chacune restent sur ses positions nettement identifiées à un parti politique. Chacun et chacune essaient essentiellement de convaincre les autres qu'il ou qu'elle a raison. À notre avis, c'est d'abord sur le consensus que repose l'avenir du Québec et non sur la perpétuation des conflits du passé. La même confiance, la même conviction dans l'avenir du Québec doit nous animer. Le même désir aussi de fournir à l'ensemble des citoyens une information objective de manière à ce qu'ils puissent prendre position en toute connaissance de cause sur

l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Avant même de se prononcer, ils doivent connaître les divers scénarios possibles en termes de partenariat économique, monétaire ou touchant les mesures sociales. Peu de gens peuvent répondre à toutes les questions. Cependant, il existe des spécialistes dans à peu près tous les domaines et c'est sans doute à eux qu'il convient de laisser la parole et de conférer la crédibilité qu'ils méritent.

De façon majoritaire, les membres de la Chambre de commerce de Chicoutimi considèrent que la souveraineté est la voie d'avenir la plus prometteuse pour le Québec. Le Québec souverain, le Québec de demain, il sera ce que nous en ferons tous ensemble dans une démarche déterminée, positive et responsable. Mais nous pouvons déjà subodorer qu'il sera fier d'avoir pris ses destinées en main. Il se ressourcera à sa culture et à sa langue et son sentiment nationaliste en sera grandi, appuyé qu'il sera par chacun de ses succès économiques. Le pas à franchir donne le frisson mais si nous acceptons de sauter après avoir bien mesuré les risques, nous avons peu de chance de le regretter. Enfin, le Québec de demain pourra traiter d'égal à égal avec les autres peuples souverains de l'Amérique du Nord en toute conscience de ses droits et de ses responsabilités, avec toute la tolérance d'une nation qui se respecte et qui respecte les autres.

Voilà, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, Mme Gagnon. Première intervention, M. Marcel Beaudry.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. J'ai lu avec beaucoup d'intérêt votre mémoire et je pense qu'il contient beaucoup de choses intéressantes. Vous me permettez d'abord une remarque au sujet du sondage que vous avez fait. Et je suis bien conscient que vous ne prétendez pas qu'il s'agit là d'un sondage scientifique d'aucune sorte, mais j'ai de la difficulté avec votre conclusion quand vous me dites: De façon majoritaire, les membres de la Chambre de Chicoutimi considèrent que la souveraineté est la voie de l'avenir. Si je fais le calcul mathématique des gens qui ont répondu, 12 % sur 650 personnes, ça fait 80 personnes et 80 % de ça, ça fait 66 personnes et en conséquence, on ne parle pas d'une majorité bien sûr des membres. C'est une interprétation que vous avez faite du sondage qui fait en sorte que vous tirez cette conclusion-là et non pas une majorité, comme on l'entend dans le sens ordinaire du terme.

Mais ceci étant dit, j'ai trouvé qu'il y a une notion que vous apportez dans votre mémoire qui est tout à fait nouvelle par rapport aux autres notions qui ont été avancées au cours des différentes interventions que nous avons eues depuis le début de nos travaux. Et cette notion-

là, on la retrouve en page 4 où vous nous dites: L'échec d'un nouveau référendum ne ferait qu'affaiblir le Québec aux yeux du reste du Canada et réduirait encore une fois la force de négociation que nous avons présentement. C'est la première fois qu'on met en garde les membres de la Commission sur un échec possible du référendum. Et on sait très bien que le pouls de la population du Québec peut changer de façon assez dramatique et assez rapidement aussi. On se rappelle qu'avant le 23 juin par exemple, l'ensemble des Québécois favorisait l'accord du lac Meech et aujourd'hui, si on regarde les sondages scientifiques qui sont pris, l'ensemble des Québécois favorise l'option de la souveraineté. Mais dans un an, peut-être que le pouls aura changé encore une fois.

(11 h 30)

Est-ce que vous nous dites: Faites attention en allant au référendum parce qu'un échec pourrait nous être très pénible si jamais le Québec, encore une fois, votait contre la souveraineté? Je pense que c'est le message que vous voulez nous dire ici, et si ce n'est pas ça, je voudrais vous entendre là-dessus. Et il y a une chose que j'aimerais également souligner, et là j'ai un petit peu plus de difficulté parce que vous nous dites: Dans un premier temps, nous optons pour la souveraineté - je pense que ça, c'est votre droit le plus strict, et on doit le reconnaître - mais vous dites à la page 3: "Cette déclaration d'autonomie précède toute démarche de négociation avec le reste du Canada ou avec d'autres pays". Alors, si je comprends bien votre intervention, vous nous dites: Déclarons la souveraineté après un référendum et ne nous occupons pas de négocier quelque compétence que ce soit avec le Canada ou les autres avant d'avoir déclaré cette souveraineté-là. Et vous ajoutez à la page 7 - je pense que je vais essayer de trouver la bonne page, là, pour ne pas vous mêler et ne pas me mêler moi non plus - en page 6, pardon, vous dites: "La plupart des experts insistent sur la prudence qui devra présider à notre action en même temps que sur le fait que les Québécois sont les seuls à être en mesure de bâtir l'avenir du pays". Est-ce qu'il n'y a pas une contradiction entre le fait de dire: Passons immédiatement à l'autonomie, à notre souveraineté sans consulter personne, et quand vous nous dites: Il faut procéder avec prudence, il me semble qu'il y a une contradiction là-dedans et c'est là-dessus que j'aimerais vous entendre.

Mme Gagnon: Alors, trois questions M. Beaudry, et je vais essayer d'être brève. Pour ce qui est du sondage, je pense que, en faisant le même calcul que vous, on part d'une population de, en fait, 80 répondants par écrit, 50 au téléphone plus un conseil d'administration qui a entériné une décision; et ils sont quand même 15 administrateurs. Et je dois vous dire qu'en

consultation on a également un comité de présidents qui demeurent toujours sur nos rangs et ce mémoire a été vu et endossé par l'ensemble de l'organisation de la structure de la Chambre. Alors, quand on parle d'un échantillonnage de plus de 150 répondants pour une population totale de 650, je pense que c'est très représentatif. On dit qu'au-delà de 100, l'échantillon est valable. Alors, c'est à partir de ça qu'on a déduit l'appui fort de nos membres, premièrement.

Deuxièmement, quand on parle de l'échec, c'est qu'on pense qu'on est déjà à un troisième exercice et que le peuple y a déjà goûté assez solidement. Je veux dire que déjà, on a un cheminement de fait, on a vécu 10 années de progression où on reconnaît de plus en plus des leaders au Québec. On en a beaucoup en régions; vous en représentez une bonne partie de ces leaders-là. Et de plus en plus, on est convaincus qu'on doit aller de l'avant et qu'on doit arrêter de faire des gestes qui sont négatifs ou qui laissent des marques. Et je pense que, à la suite du lac Meech, on s'est retrouvés encore dans une drôle de situation où, à un moment donné, un peuple va finir par en avoir assez. Alors, quand on fait des pas, il faut les mesurer pour aller de l'avant et pas à reculons. Dans ce sens-là, c'était assez clair dans les recommandations de nos membres qu'il ne fallait pas manquer notre coup. Si c'est ça qu'on veut faire, faisons-le, mais faisons-le correctement.

Et pour ce qui est de votre énoncé au sujet de faire l'indépendance et négocier, on peut comprendre, on s'est quand même basés... On n'a pas fait un exercice aussi exhaustif que celui qui s'est fait à la Chambre de commerce du Québec puisqu'on pouvait déjà partir de ce travail-là. Mais on a quand même, autour d'une table, pu voir, lire et résumer certains comptes rendus d'économistes et d'autres personnes qui ont quand même affirmé de façon claire que, ayant fait un premier référendum, on autorisait par le fait même, ou on reconnaissait par le fait même aux Québécois le droit à leur prise de décision sur leur avenir politique. Et dans ce sens-là, on dit: Il va falloir agir à un moment donné, arrêter de toujours discuter: On le fait-y, on le fait-y pas? Qu'est-ce qu'on fait? Et par la suite, il y aura des choses qui vont se négocier mais entre partenaires égaux. Et puisqu'on ne peut pas négocier entre deux chaises, ou assis à moitié sur une chaise, à ce moment-là, on se dit... Bien en fait, c'est ce qu'on a retenu des commentaires de nos membres.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, Mme Gagnon. Nous passons maintenant à M. Gilles Marcotte, qui est le suppléant de M. Poissant.

M. Marcotte: Madame, félicitations pour votre mémoire. Je trouve principalement sur le

fait que vous preniez position dans ce débat, ce que la Chambre de commerce du Québec n'a pas osé faire. Ma question va un peu dans la continuité de celle de M. Beaudry. En fait, vous dites que les citoyens et citoyennes du Québec doivent connaître les divers scénarios possibles en termes de partenariat économique. S'il n'y a pas eu un référendum sur la souveraineté, comment pourrions-nous connaître les modalités s'il n'y a pas eu de discussions avec les autres partenaires?

Mme Gagnon: Je pense que la Chambre de commerce du Québec était très claire dans ses énoncés, autant sur l'unité monétaire que sur les différents scénarios qui pourraient arriver. Ça nous laisse croire que... Mais, pour les gens d'affaires, de toute façon, une décision doit se prendre. C'est sûr que si on devait attendre d'avoir tous les éléments en main avant de prendre la décision, on n'avancerait jamais. C'est sûr qu'à chaque fois qu'on a une décision à prendre il y a quand même toujours une partie de risques et d'impondérables. Sur ce fait-là, on peut composer longtemps.

Il reste que je pense que la Chambre de commerce du Québec offre des voies, offre différentes solutions. Il y a lieu, pour les personnes en place et les personnes déléguées par le peuple, de voir les différents scénarios, de voir ce qui va arriver le lendemain matin advenant une séparation du Québec. Les frontières demeurent les mêmes, la monnaie demeure la même, le taux d'intérêt demeure le même? Qu'est-ce qu'il arrive le lendemain matin? Ces partenaires en affaires ont autant d'intérêt que nous à continuer de faire des affaires avec nous. Tout n'est pas remis en question du jour au lendemain; on pense qu'on doit y aller par étape et que l'étape du référendum est le premier pas.

M. Marcotte: Dans plusieurs mémoires, il a été fait mention de gouvernements régionaux avec certains pouvoirs.

Mme Gagnon: Oui.

M. Marcotte: Est-ce que ça veut dire que votre mémoire ne s'est pas arrêté à cette chose-là ou si vous êtes satisfaite de la situation actuelle des municipalités, MRC, commissions scolaires?

Mme Gagnon: À l'item d'occupation du territoire, on en parle. Cependant, effectivement, on était conscients aussi, de la part des autres mémoires de la région. J'entendais M. Blackburn, hier, raconter comment on n'avait rien de gratuit ici et c'est un fait que... Je veux dire qu'on peut endosser la plupart des interventions des intervenants qui se sont faits valoir hier à la Commission. Cependant, notre idée était simplement que nous, dans notre démarche, on s'est dit: Est-ce qu'on s'en tient à la prise de position

de la Chambre de commerce du Québec ou est-ce qu'il y a lieu de dire autre chose? La simple chose qu'on voulait dire, c'est que, effectivement, on endossait et on est partie prenante de ce que la Chambre de commerce du Québec a fait, mais en même temps, dans la région, la Chambre de commerce de Chicoutimi a des membres qui croient qu'on devrait procéder.

M. Marcotte: C'est tout, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Bouchard, qui sera suivi de Mme Campbell Steer.

M. Bouchard: Merci, M. le Président. Je voudrais, moi aussi, souhaiter la bienvenue aux gens de la Chambre de commerce de Chicoutimi.

Dans le prolongement de la question qui vient d'être posée, il me semble que le débat économique qui s'instaure présentement autour des décisions que le Québec aura à prendre, introduit des raffinements que le débat de 1980 n'avait pas soulignés. Par exemple, maintenant, il y a une sorte de consensus, si je peux dire, à l'effet que oui, à long terme, les perspectives économiques d'un Québec souverain sont favorables, donc un Québec souverain c'est viable, mais à long terme. Et là où la nuance s'est introduite maintenant, elle l'a été notamment par les économistes qui sont venus témoigner ici, c'est qu'à court terme, il y aura une période de transition qui risque d'être difficile.

Je voudrais vous interroger là-dessus. Vous abordez rapidement la question à la page 5. Vous l'avez évoquée tout à l'heure en réponse à la question de M. Marcotte. Il y a des économistes qui disent: Attention, il ne faut peut-être pas s'attendre à ce que le Canada anglais soit rationnel et que, même si son intérêt lui commandait de s'asseoir et de régler les modalités de la souveraineté du Québec dans le cadre du maintien d'une union économique ou d'une union monétaire, même s'il y avait de puissants intérêts qui devraient l'induire à le faire, il se pourrait que le Canada anglais devienne très émotif et ne le fasse pas, auquel cas la transition risquerait d'être difficile et de provoquer des incertitudes qui, elles-mêmes, provoqueraient une instabilité économique.

Dans votre mémoire, à la page 5, vous passez là-dessus. Vous avez examiné la question. On peut le voir. Mais le commentaire est un peu bref. Vous dites, par exemple, que "le monde des affaires ne s'arrêtera pas et ce monde ne se limite pas et ne sera jamais limité aux frontières politiques. Le Saguenay-Lac-Saint-Jean, notamment, fait des affaires à travers le monde et il continuera d'en faire", etc.

En marge de ce commentaire que certains économistes ont tenu ici, qu'est-ce que vous avez à dire?

Mme Gagnon: En fait, vous avez tout à fait

raison. Quand on parle de climat d'affaires, et c'est ce que la chambre de commerce a tenté de faire ressortir principalement, c'est qu'un climat d'affaires, on le voit même en période de récession. Est-ce qu'on est en récession, est-ce qu'on ne l'est pas? Un va dire: Bon, finalement, on a un ralentissement. Le ralentissement est aggravé par l'incertitude. Sur ces termes, sur ces mots, on peut jouer longtemps. C'est sûr que si on est en négociation avec des partenaires et qu'on devient dans un climat agressif, quand la négociation écope parce que le ton change, le climat peut être très différent, à ce moment-là. On ne peut pas toujours prévoir, comme on ne peut jamais prévoir un climat économique. Qui le disait tantôt? C'est M. Beaudry qui disait, justement: Du jour au lendemain, la situation peut être tout à fait changée. C'est sûr qu'il y a tellement d'interventions qui peuvent changer un climat économique. Cependant, nous, on endosse aussi, comme la Chambre de commerce du Québec, le fait que le climat d'affaires doit demeurer et qu'on doit être un peuple fier, qui travaille ensemble, qui continue d'avancer parce qu'on ne change rien aux faits. C'est M. Benoît Bouchard qui disait, dans une conférence à la Chambre de commerce du Québec: Le progrès qu'ont fait les Québécois depuis les 10 dernières années est irréversible. On ne les fera pas faire marche arrière.

M. Bouchard: 30 secondes.

Le Président (M. Jean Campeau): Non, c'est fini, M. Bouchard je regrette. Mme Campbell Steer.

Mme Campbell Steer: Est-ce qu'il nous reste du temps?

Le Président (M. Jean Campeau): Pardon?

Mme Campbell Steer: Est-ce qu'il nous reste du temps?

Le Président (M. Jean Campeau): Deux minutes.

Mme Campbell Steer: O.K. C'est suffisant. Premièrement, je veux vous saluer d'une chambre de commerce à une autre, mais vous devrez sûrement me donner votre recette de succès parce que, moi, je suis seulement vice-présidente.

Vous dites, à la page 4, que la déclaration de la souveraineté du Québec ne va pas sans un certain sentiment d'insécurité. Pour pallier à cette insécurité, vous souhaitez, en plus d'un référendum, que le peuple québécois soit tout simplement plus informé des conséquences, favorables ou possiblement défavorables, que le choix de statut constitutionnel peut impliquer. Pourriez-vous nous donner de plus amples détails? Quelle sorte de campagne d'information ou

comment pensez-vous que ça peut être fait pour sécuriser le peuple et, deuxièmement, pour fournir les plus amples renseignements que vous pensez nécessaires?

Mme Gagnon: Je pense que je vais demander à M. Martel de répondre à cette question.

M. Martel (Clément): Oui, très rapidement. Je pense qu'à la page 5 de notre mémoire, on parle de l'union monétaire et économique. On a dit que ce qui devrait arriver, normalement, comme scénario, une fois que le Québec aura déclaré sa souveraineté politique, c'est un scénario, bien sûr, qui a des bonnes chances de se réaliser, à notre point de vue et qui, jusqu'à un certain point, est rassurant.

Alors, on pense, finalement, que si les gens croient que c'est ce scénario qui va se produire au lendemain du référendum, il faut que les gens soient informés de ça et parfaitement informés sur plusieurs questions. On parle des questions économiques, on parle des questions monétaires, on parle aussi des questions qui touchent les programmes sociaux, par exemple, qui insécurisent beaucoup de monde lorsqu'on parle d'une séparation ou lorsqu'on parle de la souveraineté du Québec. Alors, les gens, à notre avis, ont des peurs qui ne sont pas toujours réelles par rapport à ça. Il faut désamorcer ces peurs-là parce que ce n'est pas par la peur qu'on doit décider de notre avenir.

Mme Campbell Steer: Pensez-vous qu'on doit donner les pour et les contre d'une certaine série de possibilités de choix constitutionnels?

M. Martel: Toute information est la bienvenue.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va, Mme Steer?

Mme Campbell Steer: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons maintenant à M. Gil Rémillard. (11 h 45)

M. Rémillard: Merci, M. le Président. Mme Gagnon, messieurs, bienvenue à la Commission et merci d'accepter de venir témoigner devant nous. Vous présentez un mémoire de fierté, de détermination, un très bon mémoire, dans la foulée de ce mémoire que nous a présenté, pour débiter nos travaux, la Chambre de commerce du Québec. D'ailleurs, ce matin, M. Georges Angers, un journaliste au *Soleil*, a une chronique très intéressante sur ce mémoire de la Chambre de commerce du Québec. C'est vraiment intéressant de lire ce qu'il écrit. Vous allez un petit peu plus loin, c'est votre option, mais, d'une façon toute particulière, vous avez un mémoire aussi de prudence et de sagesse.

Mme Gagnon, vous avez respecté les règles de la Commission et vous n'avez pas lu votre mémoire. Vous en avez présenté un résumé, brillamment d'ailleurs, très bien. Moi, si vous me le permettez, je ne suis pas tenu par les mêmes règles et je vais lire une partie de votre mémoire parce que je voudrais que mes collègues le comprennent très bien et comprennent votre message. Le passage que je veux lire, c'est à la page 4, dernier paragraphe. Mes collègues pourraient peut-être le lire avec moi, tout le monde ensemble: "Tenir un référendum ne suffit pas, - que vous écrivez - il faut se donner les moyens de bien informer les gens, de leur démontrer ce de quoi nous sommes d'avance convaincus. L'échec d'un nouveau référendum ne ferait qu'affaiblir le Québec aux yeux du reste du Canada et réduirait encore la force de négociation que nous avons présentement. La confiance en l'avenir du Québec doit prendre ses racines chez les décideurs politiques pour se communiquer à l'ensemble des citoyens ou du moins à une majorité significative. C'est précisément ce consensus de confiance, dont l'intérêt dépasse les sentiments partisans, que nous souhaitons voir se dégager de la Commission parlementaire élargie sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec."

J'espère que tous mes collègues prennent bonne note de ce passage que vous nous donnez dans votre mémoire. Et selon vous, Mme Gagnon, qu'est-ce que ce serait, ce consensus de confiance?

Mme Gagnon: Je vais demander à M. Bergeron, qui brûle de vous répondre.

M. Bergeron (Richard): Vous savez, M. Rémillard, que les sociétés se comportent souvent comme des individus, parce que les sociétés sont le rassemblement des individus. Dans mon domaine, si un procureur perd toutes ses causes, il perd rapidement confiance en lui-même. La confiance d'un individu, c'est comme la confiance d'un peuple, c'est l'accumulation de ses victoires. Et des victoires, il faut en avoir. Quand on dit dans notre mémoire qu'un autre référendum serait néfaste, on dit qu'un peuple comme celui des Québécois, avec tout ce que ça comprend, ne peut plus se permettre de subir d'autres échecs parce que comme peuple, il va perdre sa confiance dans sa propre capacité de prendre sa destinée et de s'auto-évaluer. Nous avons vécu l'expérience de 1980. Elle fut fort différente de celle du printemps dernier. Et dans celle du printemps dernier, il y a eu un drôle de mélange d'échec et de victoire. Échec parce que le lac Meech, comme on le sait tous, n'a pas passé. Mais victoire parce que - tantôt, on parlait de publicité - à l'intérieur de ce processus de désinformation d'un côté et d'information de l'autre, le peuple du Québec s'est rendu compte, par le témoignage de gens d'affaires qui se sont

soudainement décidés à témoigner, par le témoignage de gens de l'extérieur, qu'ils n'étaient pas si mauvais que ça.

Donc, on a vu quel était le genre de processus d'information qui peut faire en sorte que les gens comprennent que, finalement, ils ne sont pas si mauvais, ils ne sont pas si mal, ils sont capables. Et dans le présent exercice, nous, on veut éviter de recommencer un exercice de plétinement constitutionnel qui, lui, va créer de l'insécurité au niveau de l'investissement et risquer de ne pas aboutir à grand-chose sinon que tout le monde pensera qu'il a gagné. Dans le rapport de la Chambre de commerce du Québec, il y a eu ce que j'appellerais un excès de pudeur, qui peut lui être propre. On a établi une panoplie de scénarios et on a dit: Quoi que l'on choisisse, on doit retenir ceci – mais si on lit entre les lignes, parce que moi, j'ai travaillé entre les lignes, ce qui se disait autour de la table, les 30 représentants de 60 000 membres, ça aussi, c'est peut-être moins scientifique comme sondage, mais c'est là pareil – les conditions imposées par la Chambre de commerce du Québec, ou bien sont difficilement négociables, ou bien aboutissent à une forme de souveraineté.

On exclut le statu quo et l'indépendance pure et dure. Mais entre les deux, si on se dirige vers une autre forme de fédéralisme, on doit rapatrier tous les pouvoirs sur la main-d'œuvre, tous les pouvoirs sur l'économie régionale, tous les pouvoirs sur la culture, tous les pouvoirs sur la recherche et le développement, l'éducation, la santé, le bien-être social. Finalement, on laisse les timbres et l'armée. Et on dit même plus: On doit récupérer le pouvoir résiduaire, ce pouvoir de notre Constitution actuelle qui dit que le fédéral a tous les pouvoirs de légiférer et de dépenser qui, selon la Chambre de commerce du Québec, fait si mal et est si désastreux, économiquement.

Alors nous, finalement, quand on dit qu'il faut être clairs – on se positionne dans ce mémoire-là – on dit: Oui, c'est vrai mais nous, dans les options de la chambre, on dit finalement, entre les lignes – nous, on est sur les lignes – que ni plus ni moins, on doit dire, pour que ce soit négociable: Écoutez, ce qu'on veut, ce sont tous les pouvoirs économiques de dépenser et après ça, on va négocier avec vous une entente. Mais peut-on espérer, logiquement, sérieusement, qu'il soit faisable d'imposer de telles conditions de négociation à l'ensemble du Canada et qu'ils nous disent: Très bien, on va s'asseoir et on va vous les donner? Ils n'ont même pas voulu nous donner le minimum du lac Meech. Pensons-nous qu'ils vont nous donner ce qui est demandé dans le rapport de la Chambre de commerce du Québec? Alors...

Le Président (M. Jean Campeau): Excusez, M...

M. Bergeron: J'avais fini.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Jean Campeau): C'est bon. M. Blackburn, une courte intervention.

M. Blackburn: M. le Président, Mme la présidente. Tout à l'heure vous avez déclaré que, effectivement, à travers le sondage, la Chambre de commerce de Chicoutimi se déclarait souverainiste. C'est-à-dire que vous ne croyez pas qu'il serait possible de négocier de nouveaux partages de pouvoirs. Et ce matin, à une question qui était posée à Mme Simard, la précédente intervenante à la Commission, M. Chevette disait: Comment pouvez-vous dire que le Canada ne négociera pas, ou ne désirera pas négocier, une entente économique, et en même temps nous dire qu'il va négocier un nouveau partage de pouvoirs?

Ça m'amène à dire que si on suit ce raisonnement, est-ce qu'on est de ceux qui pensent que le Canada ne voudra jamais négocier un nouveau partage de pouvoirs? Est-ce qu'on peut vraiment penser que le Canada, lui, va vouloir s'associer avec nous dans ce partage économique? Et c'est ce qui est inquiétant dans le fond, jusqu'à un certain point, pour tous ceux qui s'intéressent à cette période de transition d'après le référendum. Ma question c'est dans le sens de dire aussi, bien sûr, qu'à travers un éditorial que nous avons ce matin, dans *La Presse*, où il est dit que les Canadiens, à travers le sondage qui a été fait par CROP Environics... C'est que ces sondages démontrent que 72 % des Anglais du reste du Canada se prononcent contre la souveraineté. Ma question est au niveau de la chambre de commerce: Quelle est votre préoccupation par rapport à ces dimensions de questionnement, qui sont quand même préoccupantes pour des gens qui sont dans le commerce, généralement?

Mme Gagnon: M. Blackburn, en fait votre question a plusieurs volets. Ça ramène un peu à la discussion qu'on a depuis le début, à savoir, nous, on prétend, par un énoncé qui nous a servi que, effectivement, le Québec est en droit de choisir. Et à partir de cet énoncé-là, on dit: Qu'il fasse son choix et après il pourra négocier d'égal à égal. Et M. Bergeron vient de faire un compte rendu assez exhaustif puisque M. le Président a dû presque le prévenir de terminer, sur le fait que, effectivement, on avait déjà fait des tentatives qui avaient échoué et qu'on ne pouvait plus se permettre... Est-ce que, actuellement, on est en force de négociation? Est-ce que, actuellement, nos représentants politiques se sentent en force d'aller négocier avec le fédéral? Est-ce que, actuellement, on est capables d'avancer? Si on a la preuve faite qu'on est capables d'avancer et que, effectivement, on continue

d'aller de l'avant et que nos représentants se sentent bien à l'aise, à ce moment-là, je devrais quasiment vous retourner la question, M. Blackburn. Vous sentez-vous très à l'aise, actuellement, pour aller négocier pour nous des choses dans le contexte actuel?

Le Président (M. Jean Campeau): Merci. M. Blackburn, un oui ou un non?

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Blackburn: Une excellente question, Mme la présidente.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Nous passons maintenant à Mme Blackburn.

Mme Blackburn: Oui, M. le Président, très brièvement. Mme la présidente, messieurs. Je voudrais d'abord vous remercier de vous présenter devant cette Commission et je profite de l'occasion pour souligner l'engagement remarquable de la Chambre de commerce de Chicoutimi dans tous les dossiers de développement économique et social, non seulement de la ville mais de toute la région, et là je constate, également du Québec.

Vous avez bien saisi le mandat de cette Commission qui est en fait de formuler des recommandations sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, puisque, à la toute première partie de votre document, vous prenez fermement position pour ce que devrait être l'avenir du Québec. Vous dites que la voie est prometteuse dans le sens de la souveraineté. Vous vous fondez sur un sondage que vous avez réalisé, et j'allais dire pour le regretter. Malheureusement, ceux qui questionnent la valeur des sondages — je pense à celui de la caisse populaire Desjardins, au vôtre — ne nous ont jamais présenté de sondages qui nous permettraient de dire que le Québec est favorable au maintien du lien fédéral. Alors, j'ai hâte de le voir ce sondage-là. Voilà, je ne voudrais pas être très longue puisque ma collègue, Mme Marois, voulait vous poser un certain nombre de questions.

Je pense pouvoir dire cependant que l'expérience que vous avez vécue, tant comme professionnels, comme hommes et femmes d'affaires — dans le milieu de Chicoutimi, vous avez de nombreux membres — vous amène à penser que l'avenir du Québec réside dans la souveraineté et je vous trouve cohérents. J'aurais souhaité la même cohérence du Conseil du patronat, lequel je me permets de lire, comme a fait tout à l'heure M. le ministre Rémillard. C'est un document du Conseil du patronat, automne 1990, qui nous a été présenté, il y a quelques mois, aux députés de l'Assemblée nationale, qui fait état d'un sondage qu'ils ont réalisé, eux, auprès de leurs membres et qui conclut que, et je cite, à la page 3 de ce document: "Par

ailleurs — parlant de ce sondage — au sujet des facteurs que les entreprises considèrent les plus critiques quant à l'influence négative qu'elles exercent sur l'activité économique actuelle au Québec, les chefs d'entreprise ont identifié, dans l'ordre, les taux d'intérêts — le Québec n'est pas responsable — le taux de change, la productivité, la concurrence étrangère, les politiques générales du gouvernement fédéral. Et la conclusion du Conseil du patronat, c'est de dire, et ils nous y ont invités: faisons un pèlerinage à Ottawa. Je préfère votre conclusion. Sur ce, j'apprécie et j'admire également votre prudence lorsque vous dites: On pourra renforcer la détermination des Québécois de faire la souveraineté à condition qu'on les informe bien et qu'on procède assez rapidement à la tenue d'un référendum. C'est un avis que je partage, et je vous en remercie.

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Marois.

Mme Marois: Merci, M. le Président. Je félicite votre chambre, madame, de vous avoir choisie, et à vous entendre et à vous voir travailler avec vos collaborateurs, je suis persuadée qu'ils ne le regretteront pas. Cela étant dit, vous proposez une avenue fort intéressante, dans votre document. J'aimerais peut-être vous entendre un petit peu sur ça, à savoir... parce que vous soulevez le risque d'insécurité et vous dites: Bon, évidemment, il faut prendre une décision relativement rapidement, avoir une bonne information. Et vous dites: Un peu sur le modèle des conventions collectives, dans le fond, les conditions qu'on avait avant continueraient jusqu'à ce qu'on en négocie d'autres, une fois qu'on aura déclaré notre souveraineté. Je pense que c'est un élément pour sécuriser, mais j'aimerais que vous m'en parliez un petit peu, de ça, si vous avez fait une réflexion un petit peu plus en profondeur sur ça. Ma deuxième question, c'est sur les types d'association. Est-ce que vous avez réfléchi à la monnaie, le problème de la monnaie, à l'union monétaire, à l'union douanière? À quel type d'association économique pensez-vous lorsque vous dites: Il sera nécessaire que l'on conserve des liens économiques avec l'autre partenaire que deviendrait le Canada?

Mme Gagnon: Si vous voulez, Mme Marois, on va permettre à Me Dauphinais de vous répondre à ce sujet.

Mme Marois: Certainement.

M. Dauphinais (Jean): Mme Marois, sur la première question, la question de la continuité, on se veut rassurants, on espère que, si la tenue d'un référendum se fait et que le peuple du Québec décide de la souveraineté du Québec, les ponts ne seront pas automatiquement coupés

le lendemain matin. Là où nous parlons de la question d'être convaincants pour les membres de la Commission, nous espérons que c'est le mandat que les commissaires pensent avoir. Dans le cheminement que nous pensons, c'est que la Commission décide, après avoir entendu tous les mémoires, qu'il y a lieu de tenir un référendum. Mais avant la tenue d'un référendum, pour rassurer la population et pour que la population sache à quoi s'en tenir, nous espérons que, avec tous les mémoires et avec tous les experts qui ont défilé devant la Commission, les commissaires soient en mesure de suggérer et de recommander aux autorités politiques qui auront à tenir le référendum d'établir des scénarios, de déterminer quels sont les domaines où quels sont les éléments que nous pourrions négocier avec le Canada, de quelle façon ces éléments-là devront être négociés, qu'est-ce que le Québec devra, selon ses besoins, aller chercher. Et en cas d'échec ou en cas de non-négociation de la part des Canadiens, d'essayer d'établir des scénarios qui nous permettront des modes alternatifs en cas de non-négociation. Je ferai remarquer à M. Blackburn — ses 72 % me reviennent en mémoire — nous croyons que le Canada, après la référendum, après la prise de décision claire des Québécois que le peuple du Québec veut la souveraineté, que les 72 % du Canada anglais seront peut-être différents. C'est bien sûr qu'avant la séparation ou avant la décision du Québec d'accéder à sa souveraineté, la partie du Canada anglais ne nous dira pas que oui; ils vont négocier avec nous. C'est ce que nous pensons. Mais nous croyons que le mode...

Le Président (M. Jean Campeau): Il faut aller rapidement...

M. Dauphinais: Oui, M. le Président. Le mode de scénario que les autorités politiques ont mis en place, nous croyons que durant cette période où les négociations ou les choix se feront, la continuité des affaires, la continuité des relations économiques avec le Canada anglais se fera d'une façon normale.

Mme Marois: Je vous dirai que de l'autre côté du fleuve, à Rivière-du-Loup, le Centre des dirigeants d'entreprise, en consultant ses membres, arrive aussi à la même conclusion à laquelle vos membres arrivent. Merci beaucoup de votre contribution.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Larouche, M. Dauphinais, M. Bergeron, M. Martel, M. Lajoie, Mme Gagnon, merci à toute votre chambre de commerce, à tout votre groupe, pour sa limpidité, sa clarté, puis aussi pour toutes les nuances que vous apportez dans l'élaboration du processus. Merci.

(Suspension de la séance à 12 heures)

(Reprise à 12 h 3)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous reprenons nos travaux, mesdames, messieurs. Nous recevons maintenant les Centres de femmes du Saguenay-Lac-Saint-Jean-Chibougamau, représentés par Mme Edith Pelletier et Mme Monique Imbeau. Mme Pelletier, vous avez cinq minutes pour nous faire la présentation de votre rapport.

Centres de femmes du Saguenay-Lac-Saint-Jean-Chibougamau

Mme Pelletier (Édith): M. le Président, Mmes les commissaires, MM. les commissaires, pour commencer j'aimerais souligner tout le respect et l'ouverture avec lesquels la Commission a entendu, depuis le début des audiences, les autochtones, eux qui ont accepté de partager avec nous leur terre. Nous espérons en avoir autant parce qu'on pense que, sans les femmes, à tous les points de vue, un avenir serait difficile à envisager. En plus d'être en pleine mutation, nous pensons que la remise en question du rôle des femmes a stimulé beaucoup l'émergence de besoins de droit et de problèmes qui ne sont pas nouveaux, mais qui sont plus évidents. On assiste, depuis une vingtaine d'années, à un rejet du statut d'infériorité des femmes et de dépendance de la moitié de l'humanité. Évidemment, les Pères de la Confédération n'avaient pas prévu ces changements-là et, depuis ce temps-là, le cadre constitutionnel canadien s'est avéré être un carcan à la redéfinition du statut des femmes et à l'accroissement de leur autonomie.

Je pense qu'on se doit maintenant, où on est rendus, de renégocier les rôles féminins et masculins et le nouveau partage du pouvoir politique entre les hommes et les femmes. Les Centres de femmes du Saguenay-Lac-Saint-Jean, d'ailleurs il y en a 80 au Québec, sont des centres de jour. Le grand objectif de notre travail est d'aider les femmes à développer leur autonomie affective, économique et sociale. Nous ne sommes pas des créatures étatiques, ni institutionnelles; nous sommes issues de la volonté des femmes de se donner des lieux d'échange, d'entraide et d'action. Pourquoi? Bien c'est toujours à cause de la décision des femmes de remettre en question leurs rôles traditionnels de mère et d'épouse. Excusez-moi. Ce qu'on peut se dire c'est que sans argent, sans droit de parole habituées à servir, on ne peut s'affirmer, on ne peut revendiquer d'autres rôles, occuper une autre place.

C'est ici que l'existence des centres de femmes prend toute son importance et qu'ensemble on va enfin pouvoir occuper la place à laquelle on a droit et aussi, entre autres, participer au débat sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Pour les centres de femmes de la région, il ne fait aucun doute

qu'un Québec souverain est la solution pour sauvegarder la langue et la culture. Cependant, depuis une dizaine d'années, les dossiers qui concernent les femmes ont souvent joué le rôle de la balle lancée d'un palier de gouvernement à l'autre. Certains dossiers ont été une patate chaude parce que ça touchait des valeurs morales trop traditionnelles. D'autres ont fait l'objet de promesses électorales généralement mises aux oubliettes parce qu'il n'y a pas d'argent, de juridiction fédérale ou de juridiction provinciale inversement proportionnelles à celui qui promet. Donc, pour éviter ce piège et s'assurer d'avoir plus qu'une grande oreille, on va maintenant donner notre accord à des réalisations.

Donc on se dit: Oui à un Québec souverain, s'il est dirigé par une équipe de femmes et d'hommes qui auront comme philosophie politique l'égalité et le respect des droits des femmes; s'il favorise un système où la représentation des femmes dans les instances politiques, judiciaires et autres est équivalente à celle des hommes; s'il reconnaît et met en oeuvre l'égalité des femmes et des hommes dans l'accessibilité au travail et au salaire égal; s'il décriminalise l'avortement; s'il met en place des mesures "aidantes" et non culpabilisantes pour les femmes qui sont déjà beaucoup trop touchées par la pauvreté; s'il agit sur les causes de la violence comme la transmission de valeurs sexistes, la pornographie, la violence dans les médias, pour que les femmes ne soient plus tuées parce qu'elles sont des femmes et que les agresseurs soient aidés avant qu'ils ne deviennent tueurs – souvenons-nous de la Polytechnique et des crimes conjugaux des derniers mois – s'il reconnaît l'importance du mouvement des femmes et des mouvements communautaires au Québec et le financement qui va avec.

Ne vous gênez pas, vous pouvez nous consulter, on sait de quoi on parle. On a choisi, en fait, de limiter notre intervention à la Commission seulement aux dossiers qui touchent les femmes. On sait que d'autres groupes sont intervenus et vont continuer à intervenir. On est solidaires avec leurs positions concernant les dossiers qui touchent la condition féminine. Nous, les femmes, on veut et on peut investir nos compétences et nos énergies dans un Québec où les règles du jeu peuvent être redéfinies. Nous pensons qu'avoir l'opportunité de redéfinir un Québec est, selon nous, une chance inestimable de promouvoir de nouvelles valeurs d'égalité entre les hommes et les femmes. Évidemment, beaucoup pensent que les revendications du mouvement des femmes n'ont plus leur place et que ce sont des problèmes qui sont choses du passé. Mais j'aimerais vous citer Mme Marie Lavigne, présidente du Conseil du statut de la femme, qui disait qu'il existe un fossé encore très profond entre ce que les femmes vivent et ce que la société pense qu'elles sont. En deux mots, il faut passer des grands principes, ce que

j'appelle l'égalité symbolique, à l'égalité réelle. Nous ne sommes pas constitutionnalistes, nous n'avons pas de solutions techniques. Cependant, nous pensons que les femmes sont prêtes à s'asseoir avec la Commission ou le Québec pour pouvoir rediscuter un Québec parce qu'on est collées à la réalité de tous les jours de la vie des femmes. Nous croyons à l'énorme potentiel de cette majorité minorisée que sont les femmes. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci madame. Nous commençons nos interventions avec Mme Louise Bégin.

Mme Bégin: Merci M. le Président. Merci Mme Pelletier et Mme Imbeau de vous être déplacées pour venir nous présenter votre mémoire. J'ai lu votre mémoire et j'ai été à même de constater que vos préoccupations rejoignent en grande partie celles des autres groupes féminins qui vous ont précédées. Cependant, vous me permettez de soulever des petits points qui sont mentionnés dans votre mémoire. J'ai un petit peu sursauté et j'aimerais tout de même apporter certaines corrections. En effet, à la page 1 de votre mémoire, vous dites que le cadre constitutionnel canadien s'est avéré être un carcan à la redéfinition du statut des femmes et à l'accroissement de leur autonomie. Là-dessus, je ne partage pas tellement votre opinion et je vais vous dire pourquoi. Premièrement, vous vous souviendrez tout de même que c'est le Canada qui, le premier, avant le Québec, a accordé le droit de vote aux femmes et ça, 22 ans avant le Québec. C'était en 1918. Deuxièmement, le statut des femmes, c'est beaucoup aux Québécois; c'est toujours les lois du Québec qui vous régissent là-dessus. Qu'on pense, entre autres, à la loi du patrimoine familial, à la loi de la résidence, à la loi aussi qui, en 1960, était tout de même une loi provinciale qui a mis fin au statut juridique où une épouse était considérée comme... une femme était considérée comme une incapable, légalement, au même titre que les ivrognes d'habitude, tout ça. Donc c'est réellement un cadre provincial. J'admets que tout n'a pas été fait au niveau des femmes, mais il ne faudrait peut-être pas mettre le problème sur le cadre constitutionnel comme tel. C'est beaucoup plus une compétence provinciale. Mais j'admets avec vous que tout n'a pas été fait et qu'il reste beaucoup de choses à faire, mais qu'il y a tout de même des choses, des projets de loi qui sont ressortis, qui sont très, très avantageux pour la femme.

Une autre chose aussi qui m'a fait un petit peu sursauter, c'est à la page 3 où vous dites que, dans un Québec souverain, on va sauvegarder la langue. Là-dessus, je ne partage par tout à fait votre opinion et je vais vous le dire. C'est que la langue, c'est une compétence provinciale. La meilleure preuve qu'on a, ce sont les projets

de loi, la loi 22, la loi 101, la loi 178, qui sont tout de même des lois provinciales. Vous me direz peut-être que la loi 101 a été jugée inconstitutionnelle par le plus haut tribunal, la Cour suprême du Canada, j'en suis. Mais là-dessus, je pourrais peut-être vous dire que si la loi 101 a été jugée inconstitutionnelle, c'est non pas à cause de la Charte canadienne des droits qui avait été mise de côté par la loi 101, mais bien à cause de la Charte québécoise des droits et libertés de la personne. Donc, ce serait... Je conviens avec vous que l'immigration peut être un problème au niveau de la langue, mais comme telle, pour protéger notre langue, la province de Québec a tous les pouvoirs pour ce faire. Le problème serait beaucoup plus au niveau de l'immigration, selon moi. C'est une petite remarque que je voulais faire en passant.

Cependant, j'ai aimé votre mémoire. J'ai été un petit peu... Quand vous dites que dans un Québec souverain il faudrait favoriser le système de la représentation des femmes dans les instances politiques et judiciaires, et ça équivalant à celle des hommes, moi je me suis posé la question — je suis entièrement d'accord avec vous, la preuve c'est que je suis ici — je voulais savoir quel mode de scrutin vous privilégiez pour pouvoir permettre l'accession des femmes au pouvoir?

Mme Pelletier: Bon, pour répondre à votre dernière question, on n'a pas de mécanisme, pas de mode. Ce que l'on pense c'est que le jour où il y a aura des rapports égaux au niveau du pouvoir, au niveau social et au niveau économique, c'est à ce moment-là qu'on pourra évidemment réduire les inégalités et pouvoir, en tout cas, voir un peu autrement toute la politique et le système judiciaire pour éviter des polémiques comme on en a vues depuis quelque temps. Moi, je pense qu'il est grand temps que ça change et comme je dis, on n'a pas de mécanisme, on n'a pas eu le temps, aussi, de réfléchir à ça, on n'est pas... On travaille avec la base, on travaille avec les femmes qui ont besoin ou qui veulent aller plus loin, mais on est quand même convaincues qu'on peut peut-être... Peut-être qu'on peut dire après ce mémoire-là: Bien écoutez, vous rêvez, les filles, ça ne sera pas tout de suite si un Québec devient souverain. Je suis bien consciente de ça. Je pense qu'il y a encore beaucoup de route à faire mais tant qu'on va rêver c'est parce qu'il y a des choses qui vont commencer à se réaliser.

(12 h 15)

Le Président (M. Jean Campeau): Quinze secondes, Mme Bégin.

Mme Bégin: Peut-être prendre un peu de votre temps, M. le Président. Je n'ai jamais beaucoup exagéré à ce niveau-là. Est-ce qu'on ne pourrait pas... C'est sûr qu'il va y avoir un travail à faire — j'en suis avec vous — peut-être

même au niveau des partis politiques, parce que c'est au niveau des partis politiques que les femmes doivent, premièrement, s'impliquer pour accéder au pouvoir.

Mais il y a une personne qui est venue ici hier, M. André Bédard, qui nous a soumis qu'on devrait avoir dans chaque comté un représentant d'une femme et un représentant d'un homme; celui qui serait élu serait du côté gouvernemental et celui qui ne serait pas élu, que ce soit l'homme ou la femme, serait du côté de l'Opposition. J'aimerais vous entendre là-dessus.

Mme Pelletier: Oh! Je n'avais pas pensé à ça. Je ne sais pas, je n'ai pas de réponse à vous donner. Je ne le sais pas. On n'a pas réfléchi à ça. C'est comme je disais, on est restées au niveau des grands principes, ce qu'on pense qui peut aider à changer la société. Plus il y aura de femmes en politique, plus il y aura de femmes dans les instances judiciaires, c'est là qu'on va voir des changements sociaux. Nous autres, on en a besoin parce que...

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait. Mme Marois.

Mme Marois: Oui. Merci, M. le Président. Ça me fait plaisir de vous souhaiter la bienvenue et il faut que je vous le dise, et à travers vous, à d'autres groupes de femmes, le plaisir et la fierté que j'ai de voir les femmes prendre position dans le débat actuel. On sait que ça fait longtemps que ça se discute dans les groupes de femmes, mais là, la parole des femmes est entendue, est utilisée et entendue. Je vous remercie de le faire. Il y a d'autres groupes de femmes qui l'ont fait à travers le Québec et avec autant de sensibilité en ce qui concerne les problèmes que vivent les femmes.

Vous nous proposez un projet de société que j'endosse largement, que j'ai même défendu et que je continue à défendre sur d'autres tribunes. Bon. Vous dites oui à la souveraineté si ce projet de société nous est proposé. Moi, j'aimerais ça inverser la question. Est-ce que le projet de société que vous proposez en matière d'égalité, d'équité, d'accès à l'égalité, etc., est réalisable dans le contexte actuel d'enchevêtrement des pouvoirs, de débat entre les deux niveaux de gouvernement?

Mme Pelletier: Moi, je pense que c'est difficile avec l'enchevêtrement des pouvoirs, en effet. C'est ça que je disais tout à l'heure. Les dossiers sont souvent rejetés d'un palier de gouvernement à l'autre. C'est toujours compliqué, c'est toujours difficile. Il y a des budgets là, il faut aller en chercher là... En fin de compte, si on parle des garderies, on n'a pas créé de nouvelles places en principe, on a juste comme un peu soutenu les garderies qui sont déjà là. Nous autres, on pense que c'est une chance de

pouvoir redéfinir le Québec. Et on pense qu'essayer de prendre la place à laquelle on a droit, bien, c'est un moment qui n'arrive pas souvent dans la vie d'un pays, d'une province, de pouvoir prendre le temps de redéfinir comment on veut fonctionner. Et, pourquoi on ne serait pas là?

Mme Marois: D'accord. Merci. Je vais céder la parole à mon collègue qui a aussi des questions à vous poser.

M. Dufour: Oui. Je voudrais juste aussi en profiter pour vous féliciter et vous dire que j'ai été témoin et acteur de toute la promotion de la place de la femme dans notre société. Je tiens à vous encourager à continuer.

Ma question, en fait, je tiens à ce qu'on regarde la façon dont votre mémoire est rédigée. Est-ce que vous en faites une condition sine qua non à l'intérieur d'une constitution? Est-ce que vous exigez que tout ça soit mis en place avant que vous puissiez dire oui? Et est-ce que vous pensez que le régime qu'on propose ou la souveraineté à laquelle vous semblez adhérer serait la meilleure façon de réussir ce que vous croyez sincèrement et avec beaucoup de vigueur?

Mme Pelletier: Ce qui arrive, c'est qu'on se dit "si". Notre "si" a beaucoup d'importance. C'est bien sûr que la souveraineté du Québec peut se faire avec ou sans "si", surtout notre "si" à nous, mais, par contre, représentant quand même 52 % de la population, ce n'est pas à laisser de côté.

M. Dufour: Oui, ça va.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va? Alors, nous passons maintenant à Mme Rosette Côté.

Mme Côté: Alors, merci beaucoup d'être venues. Je suis très solidaire de vos revendications. Moi, je pense que, dans le fond, vous avez profité du débat pour venir dire à la Commission et aussi aux gens qui nous écoutent, que les femmes, depuis un bon bout de temps, posent des revendications et veulent redéfinir autrement la politique, la société. Vous prenez le temps de venir le redire et vous n'êtes pas le seul groupe, finalement, qui profite de la Commission pour dire: Le Québec souverain ou le Québec dans un statut constitutionnel refait devrait permettre des moyens pour que l'égalité homme-femme soit refaite.

Cependant, vous savez que le mouvement des femmes est patient et vous savez qu'il y a certains phénomènes qui ne s'expliquent pas par le statut constitutionnel, dont la violence. Je pense que la violence, qu'on soit dans un régime fédéral ou dans un régime souverain, on a du chemin à faire pour éliminer cette réalité. Cependant, vous savez que le problème de la

réalité des femmes a un lien avec les deux niveaux de gouvernement. C'est beaucoup plus le chevauchement, comme le disait Mme Marois, et certains chevauchements qui, finalement, désavantagent les femmes. Je sais que d'autres groupes – et vous le savez aussi – ont parlé, notamment, de toutes les politiques de réinsertion des femmes sur le marché du travail qui sont souvent, actuellement, prises à même les budgets de la formation professionnelle ou de nouveaux programmes d'adaptabilité de la main-d'œuvre et aussi je pense que le Code criminel a un lien avec l'avortement. Avez-vous regardé un peu quels pourraient être les avantages si votre oui était satisfait et si on rapatriait certains pouvoirs, notamment au niveau de l'éducation et de la formation professionnelle? En quoi les femmes pourraient être gagnantes d'un statut souverain au Québec? Avez-vous regardé un peu ou si vous êtes restées vraiment au niveau des principes?

Mme Imbeau (Monique): On est pas mal plus restées au niveau des principes. C'est sûr que si on rapatrie, chez nous, la formation professionnelle et tout, oui, on va avoir beaucoup plus d'avantages, on va pouvoir en donner plus aux femmes. Ça, c'est bien sûr. Mais on est restées plus au niveau des grands principes.

Mme Côté: Très bien.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Fernand Daoust.

M. Daoust: En lisant votre mémoire et en vous écoutant, je me suis demandé si vous ne posiez pas le problème fondamental suivant: Vous souhaitez, comme l'ensemble des citoyens et des citoyennes d'un pays, être en mesure d'évaluer sans ambiguïté les cibles auxquelles il faut s'en prendre sur le plan électoral. Ce qui n'est pas le cas, évidemment, d'un pays comme le nôtre; il y a deux cibles. Je ne répéterai pas tous les problèmes de chevauchement qui ont été mentionnés, des dédoublements. On en parle abondamment depuis quelques semaines. Mais l'électorat que vous êtes et qui souhaiterait des percées dans tel ou tel domaine, quand il vote au fédéral... bon, c'est une cible, en fait, c'est un pouvoir politique auquel on donne, à la suite des promesses qui nous sont faites, des mandats. Quand ça ne fait pas, on revient au niveau du Québec, au provincial, et on élit un gouvernement.

En lisant votre document, j'étais un peu inquiet. Vous disiez donc oui à un Québec souverain, si. Et là, il y a une dizaine de points. Et je me disais: Dans le fond, elles ne souhaitent qu'un gouvernement, qu'il n'y ait pas d'ambiguïté, que vous sachiez en votant ce que vous voulez. Les formations politiques véhiculent des grands projets, vous les sanctionnez par le

suffrage universel. Si ça ne fait pas, ils sont relégués dans l'Opposition et si ça nous satisfait, hommes et femmes, on les laisse au pouvoir. Est-ce que c'est ça, dans le fond, l'orientation fondamentale, que vous... Écoutez, c'est vous-même qui le dites, je ne le vous fais pas dire: le rôle de la balle lancée d'un palier de gouvernement à l'autre, la mise aux oubliettes des promesses électorales, parce que de juridiction fédérale ou de juridiction provinciale.

C'est dit dans des mots très simples mais c'est une critique fondamentale. Ma question: Ne souhaitez-vous pas qu'il y ait un seul gouvernement afin que vous sachiez, qu'on sache tous à qui s'en prendre? Et si on n'est pas satisfaits, qu'on impose des sanctions électorales qui vont de soi dans de telles circonstances, à l'égard de tel ou tel parti ou formation politique.

Mme Pelletier: Écoutez, dans le fond, c'est un peu l'histoire des revendications des femmes qu'on est venues vous expliquer aujourd'hui. Ces revendications-là ne sont pas faciles à aller chercher, c'est d'une lutte à l'autre. Dans le fond, à quelque part, je pense qu'un autre gouvernement pourrait faire avancer un peu les dossiers, mais ce qu'on se dit, c'est que, étant donné qu'on a la chance de le redéfinir, pourquoi ne pas le redéfinir en mettant des balises, en mettant en place des principes plus égalitaires, plus forts, qui vont permettre de s'en aller vers l'égalité. C'est ça qu'on veut dire. Dans le fond, oui, le Québec... mais... on peut le faire. Je trouve que c'est une opportunité inestimable. Je n'en reviens pas!

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, madame. Deux derniers intervenants, M. Bouchard et M. Holden. Espérons que ça sera court.

M. Bouchard: Merci. Dans le fond, madame, il y a deux choses en présence. Il y a, comme vous dites, cette longue revendication pour la cause des femmes, leur place dans la société, l'égalité au travail et ainsi de suite et en même temps il y a ce projet souverainiste qui est sur la table, qui est au menu de la vie politique du Québec. Quelle sorte de lien faites-vous entre les deux? Est-ce que vous voyez, dans l'accession du Québec à la souveraineté, dans la création d'un État québécois doté de tous les leviers, pour trouver des orientations nouvelles à nos problèmes sociaux, comme celui, par exemple, de la place des femmes, est-ce que vous y voyez un lien favorable? Est-ce que vous voyez-là une circonstance favorable pour l'éclosion de ce que vous souhaitez comme épanouissement de la cause des femmes?

Mme Pelletier: Je vais radoter encore, comme le mouvement des femmes radote depuis 50 ans admettons, et avant. Nous pensons que c'est un moment propice à ça. Propice parce qu'il

y a eu des choses de changées. De plus en plus, la société se rend compte que les problèmes de violence, les inégalités au niveau du travail, au niveau du salaire – on peut tout mettre ça – ne devraient plus exister. Il y a déjà un travail d'amorçé, je pense. Je ne veux pas être pessimiste quand même, mais je pense que ça donnerait une grosse chance au mouvement des femmes de le redéfinir et d'inclure des valeurs à l'intérieur d'une constitution.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va, M. Holden.

M. Holden: Merci, M. Bouchard, d'avoir été bref. Mesdames, dans la discussion de l'égalité, il y a des programmes d'accès à l'égalité et je sais que c'est plutôt pour les minorités et que vous êtes une majorité. Mais avez-vous pensé à la question des plans, des actions positives comme un certain nombre de places, disons, comme juge ou sur les commissions, ou au gouvernement, pour que la femme ait au moins un minimum de place et que ce soit établi par réglementation?

Mme Pelletier: On n'a pas de technicalités, on n'a pas de moyens. Nous autres, ce qu'on voulait vous dire, c'est qu'on espère qu'un jour, ça va être 50-50. C'est ça qu'on voulait vous dire.

M. Holden: Est-ce que je pourrais vous suggérer que si tous vos "si" étaient accordés par un gouvernement fédéral, ce serait le système auquel vous accorderiez votre appui?

Mme Pelletier: Il n'y aurait plus de poteaux, si nos "si" étaient tous là...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Holden: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): À moi, M. Holden, de vous remercier pour avoir été si court. Ceci termine notre séjour au Saguenay-Lac-Saint-Jean, et avant de passer la parole à M. Blackburn, au nom de la Commission, je voudrais d'abord vous remercier, mesdames, d'être venues témoigner devant nous ce matin, Mme Pelletier, Mme Imbeau. Je voudrais remercier aussi tous les gens du Saguenay-Lac-Saint-Jean de nous avoir si bien accueillis. J'ajouterais aussi parfois avec un peu trop de chaleur, mais en tout cas. À vous, M. Blackburn.

M. Blackburn: M. le Président, ça me fait énormément plaisir de remercier, et je suis convaincu que les membres du Parti québécois de la région se joindront à moi pour remercier les membres de la Commission de s'être déplacés et d'être venus dans notre belle région écouter la

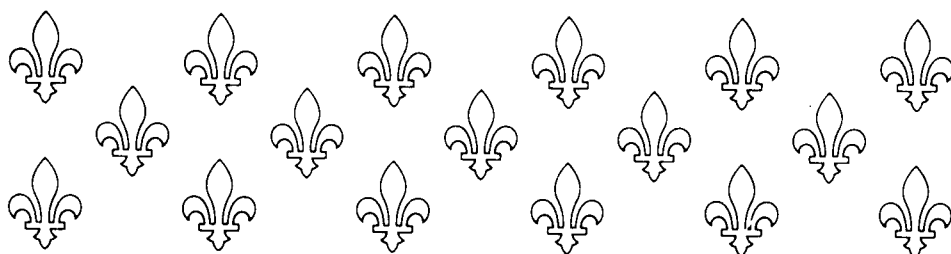
région du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Je veux aussi profiter de cette occasion pour féliciter les gens présentant des mémoires, tous ces intervenants qui ont su présenter une qualité de mémoires, et bien sûr, une qualité au niveau du ton, au niveau de la sérénité. Je suis très fier d'être ministre d'une région qui a pareille qualité.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Blackburn. M. Dufour.

M. Dufour: Merci, M. le Président. Je veux aussi joindre ma voix à la précédente pour dire aussi à la plupart, à tous les gens, que la région a toujours été une région de coeur. Mais avec tout ce qu'on a entendu, il faudrait ajouter aussi de raison. J'espère que les travaux que vous avez menés ici vont être amenés à bon terme et qu'on aura notre projet à la fin. .

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Dufour. Maintenant, cette séance va se transformer en séance de travail, et seuls les membres de la Commission et les suppléants devront être présents. Merci, mesdames. La Commission demeure ici.

(Fin de la séance à 12 h 31)



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats



**COMMISSION SUR L'AVENIR
POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL
DU QUÉBEC**

Présidents: MM. Michel Bélanger et Jean Campeau

Val-d'Or, le mardi 4 décembre 1990

No 14

**Publié sous l'autorité du président de l'Assemblée nationale,
M. Jean-Pierre Saintonge**

QUÉBEC

Note de l'éditeur:

Une traduction des débats qui se déroulent à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec est aussi disponible.

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires
70 \$ par année pour les débats de la Chambre
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$
(La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$)

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:
Assemblée nationale du Québec
Distribution des documents parlementaires
1060, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28
Québec, (Québec)
G1R 5E6 tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0823-0102

Table des matières

Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue	973
Fédération des clubs de l'âge d'or (Abitibi-Témiscamingue-Ungava)	978
Ville de Val-d'Or	984
Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	989
Collectif rural d'intervention de l'Abitibi-Témiscamingue	995
Maison de jeunes La Soupape	1000
Présentation conjointe	1005
Municipalité régionale de comté de Vallée-de-l'Or	1005
Municipalité régionale de comté de Témiscamingue	1006
Municipalité régionale de comté de Rouyn-Noranda	1007
Dépôt du mémoire de la MRC d'Abitibi-Ouest	1019
Association étudiante de l'Université du Québec en Abitibi	1019
M. Jean Simoneau	1025
Corporation de la fête nationale du Québec de l'Abitibi-Témiscamingue	1032
M. André Richard	1037
Regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue	1042
Société nationale des Québécois de l'Abitibi-Témiscamingue	1048

Intervenants

M. Michel Bélanger, président

M. Raymond Savoie
 M. François Gendron
 M. Jean-Pierre Hogue
 M. Jean-Claude Beaumier
 M. Marcel Beaudry
 M. Russell Williams
 Mme Jeanne L. Blackburn
 M. Gil Rémillard
 M. Jacques Brassard
 Mme Cheryl Campbell Steer
 M. Mark Assad
 Mme Pauline Marois
 Mme Monique Simard
 Mme Louise Bégin
 Mme Diane Drouin
 Mme Rosette Côté
 M. Roger Nicolet
 M. Robert Benoit
 Mme Claire-Hélène Hovington
 M. Bruno Roy
 M. Rémy Trudel
 Mme Christiane Pelchat
 M. Cosmo Maciocia
 M. Gilles Duceppe
 M. Guy Bélanger
 M. Norman MacMillan
 M. Christos Sirros

(suite à la page suivante)

Table des matières (suite)

- * M. Gérald Lemoyne, Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue
- * M. Zéphirin Bouchard, Fédération des clubs de l'âge d'or (Abitibi-Témiscamingue-Ungava)
- * M. André Pelletier, ville de Val-d'Or
- * Mme Myriam Bouchard, Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue
- * Mme Denise Stewart, idem
- * Mme Raymonde Paquin, idem
- * Mme Élane Grondin, Collectif rural d'intervention de l'Abitibi-Témiscamingue
- * Mme Denise Marin, idem
- * Mme Yolande Desharnais, idem
- * M. Gaston Gadoury, idem
- * Mme Suzanne Boisclair, idem
- * Mme Lucie Dufresne, maison de jeunes La Soupape
- * M. Normand Mandeville, MRC de Vallée-de-l'Or
- * M. Ronald Lafrenière, MRC de Témiscamingue
- * M. Paul-Arthur Dickey, MRC de Rouyn-Noranda
- * M. Marc Gendron, idem
- * M. Dave Quirion, Association étudiante de l'Université du Québec en Abitibi
- * M. Michel Vincent, Corporation de la fête nationale du Québec de l'Abitibi-Témiscamingue
- * M. Jacques Mercier, Regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue
- * M. Marcel Guy, idem
- * M. Laurier Gilbert, idem
- * M. Gaston Lavoie, idem
- * M. Luc Brunet-Beaudry, Société nationale des Québécois de l'Abitibi-Témiscamingue
- * M. Marcel Chagnon, idem
- * Témoins interrogés par les membres de la Commission

Val-d'Or, le mardi 4 décembre 1990

Audition d'organismes et de personnes

(Neuf heures trente-quatre minutes)

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous recommençons aujourd'hui nos travaux à Val-d'Or. Je déclare ouverte cette séance de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Je vous rappelle que le mandat de la Commission est d'étudier et d'analyser le statut politique et constitutionnel du Québec et de formuler, à cet égard, des recommandations.

Aujourd'hui, nous recevons un bon nombre de groupes de cette région, qui ont présenté des mémoires. Nous commençons par le Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue, ensuite la Fédération des clubs de l'âge d'or de l'Abitibi-Témiscamingue-Ungava, la ville de Val-d'Or, le Regroupement des femmes d'Abitibi-Témiscamingue, le Collectif rural d'intervention de l'Abitibi-Témiscamingue, la maison de jeunes la Soupape, la MRC de Vallée-de-l'Or, la MRC d'Abitibi-Ouest, la MRC de Témiscamingue et la MRC de Rouyn-Noranda qui apparaissent ensemble, l'Association étudiante de l'Université du Québec en Abitibi, M. Jean Simoneau, la Corporation de la fête nationale du Québec de l'Abitibi-Témiscamingue, M. André Richard, le Regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue, la Société nationale des Québécois de l'Abitibi-Témiscamingue.

Les présentations aujourd'hui sont toutes des présentations d'une demi-heure. Pendant une présentation d'une demi-heure, il est prévu que le groupe qui se présente a cinq minutes pour présenter son mémoire, le groupe parlementaire formant le Gouvernement a cinq minutes pour poser des questions, le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle a cinq minutes pour poser des questions, et il y a 10 minutes pour les membres qui se sont inscrits au préalable, chaque membre disposant de pas plus de cinq minutes.

Nous sommes maintenant prêts à procéder avec le Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue. M. Lemoyne, vous êtes le porte-parole, je crois. Si vous voulez bien présenter les gens qui vous accompagnent et, ensuite, faire la présentation de cinq minutes qui va tout nous expliquer.

**Conseil régional de développement
de l'Abitibi-Témiscamingue**

M. Lemoyne (Gérald): Merci, monsieur. Or, M. Louis-Marie Martin, qui est de l'exécutif du CRDAT, Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue; M. Marcel Jolin, qui en est le directeur général; et Mme Lili Germain, qui est une permanente au CRDAT.

MM. les Présidents, Mmes et MM. les commissaires, Mmes et MM. du personnel de la Commission, permettez-nous d'abord de vous souhaiter la bienvenue dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue.

Le Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue dépose devant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec le présent mémoire, démontrant ainsi son vif intérêt concernant notre destinée collective. Le CRDAT remercie les membres de la Commission de lui permettre de présenter ses commentaires sur un sujet aussi délicat que celui-ci. Nous avons voulu profiter du présent tremplin pour faire connaître aux commissaires notre opinion sur le Québec de demain, dans une perspective de développement régional, peu importe l'option qui sera choisie en bout de ligne concernant l'avenir politique et constitutionnel de la province.

Avant d'aller plus loin, permettez-nous de vous présenter notre organisme. Le Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue est une corporation privée, d'intérêt public à but non lucratif. Elle fut fondée en 1964 et demeure, depuis ce temps, l'outil privilégié de la région pour défendre et promouvoir les intérêts de l'Abitibi-Témiscamingue, ainsi que son développement. Depuis 1987, le CRDAT a également la responsabilité d'assurer l'organisation et le suivi du sommet socio-économique de l'Abitibi-Témiscamingue.

La mission du CRDAT consiste à s'associer aux intervenants régionaux et gouvernementaux dans tout effort suscitant le développement économique, social et culturel du territoire desservi par le CRDAT, tout en jouant les rôles de catalyseur et de porte-parole des forces vives de la région. Comptant au-delà de 700 membres, en 1990-1991, et parmi ces 700 membres se retrouvent des individus, commissions scolaires, MRC, municipalités, chambres de commerce, syndicats, grandes entreprises, PME, et le reste. Or, le CRDAT regroupe donc l'ensemble des intervenants socio-économiques intéressés au développement de l'Abitibi-Témiscamingue. Il favorise l'animation et la concertation du milieu dont il est le reflet en intervenant dans des dossiers ayant une incidence régionale. Ses secteurs d'activité sont donc nombreux et à l'image de son "membership": forêts, mines, agriculture, environnement, promotion régionale, communications, développement nordique, transports, et le reste.

Alors, le Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue a élaboré son mémoire à partir de la notion de développement régional en se basant sur le principe que l'avenir du

Québec passe définitivement par celui des régions qui le compose. Pour le CRDAT, les régions du Québec doivent être parties prenantes de leur futur développement et s'assurer que soit repensée et reformulée la place qu'elles occuperont demain sur l'échiquier québécois. Ces recommandations font donc référence aux principes suivants: un accroissement du pouvoir décisionnel en région, l'harmonisation des interventions gouvernementales, le respect des priorités régionales, qualité de vie, développement durable. On réclame aussi que le développement régional soit sous la responsabilité exclusive du Québec, et, sur la question un peu plus de fond, on exclut le statu quo et on demande à ce que la tenue d'un référendum à l'échelle du Québec sur l'avenir politique et constitutionnel de la province se tienne, et ce, rapidement après la fin des travaux de la Commission.

Évidemment le développement régional passe inévitablement, pour nous, par le développement local. Les recommandations que formuleront les membres de la Commission seront d'une importance capitale pour l'avenir constitutionnel et politique du Québec. Le CRDAT a cru bon de soumettre ses idées concernant la place que les régions doivent y occuper, au regard de l'aspect du développement régional. Accorder une attention particulière à la place des régions et au rôle qu'elles peuvent jouer dans le cadre du développement régional s'avère à notre avis nécessaire.

On doit donc assister à un réaménagement en ce sens des pouvoirs et des structures, pour leur donner la place qui leur revient. C'est MM. les commissaires, mesdames, messieurs, un court résumé du mémoire qu'on a soumis à la Commission.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Lemoyne. Avant que nous passions à la période des questions, quelques minutes sinon quelques secondes pour les gens de la région qui aimeraient bien nous souhaiter à tous la bienvenue. M. Savoie d'abord, M. Gendron ensuite, pour quelques minutes, sans compter sur votre temps de questions. Brièvement, M. Savoie.

M. Savoie: Merci, je vais être très rapide. Tout d'abord pour vous souhaiter la plus cordiale des bienvenues dans notre belle région. Vous avez vu qu'on a su vous accueillir avec une belle bordée de neige. On avait demandé 20 centimètres pour l'occasion, mais le Conseil du trésor nous en a accordé seulement 12, en 1990, et évidemment les 8 autres en 1991. Mais soyez les bienvenus. J'espère qu'on sera tous ensemble à l'écoute des mémoires qui seront déposés et j'espère qu'on saura poser les questions les plus pertinentes.

Je suis très content de voir le CRD débiter cette journée, que je considère très importante. Je félicite également ceux et celles qui ont présenté des mémoires, qui ont pris le temps de

préparer ces textes et qui, je suis certain, vont avoir beaucoup d'intérêt au niveau de notre région et vont susciter beaucoup de questions par la suite. Félicitations aux gens du CRD en particulier pour la qualité de leur mémoire. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Gendron, c'est vous ou M. Trudel ou les deux?

M. Gendron: Oui. Très rapidement je voudrais souhaiter la plus cordiale des bienvenues aux membres cette Commission, les commissaires. Ça ne m'étonne pas qu'on commence par énoncer que le Trésor a même réussi, en cette période d'austérité, à couper dans l'épaisseur de la neige. Mais, au-delà de ça, je suis très heureux de souhaiter la bienvenue aux commissaires mais surtout de dire aux citoyens et citoyennes de l'Abitibi-Témiscamingue "bravo" pour avoir été perspicaces dans la présentation d'un plus grand nombre de mémoires que plusieurs autres régions, même si nous n'aurons pas l'occasion de tous les entendre.

Alors, je félicite les Abitibiens qui ont pris la responsabilité de s'assurer que le message qu'ils voulaient livrer ici aux commissaires soit bien entendu et j'espère que la plupart des commissaires prendront en compte que les citoyens de la région de l'Abitibi-Témiscamingue ont toujours exprimé cette fierté pour un Québec qui leur ressemble davantage. Dans ce sens-là, je pense que le fait de venir témoigner va pouvoir contribuer à ce que nous ayons l'occasion de mieux nous faire connaître, parce que c'est toujours important de se faire connaître davantage dans nos réalités qui nous sont propres. Alors, bonne journée à tous et bienvenue également à ceux qui vont assister à ces audiences. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, messieurs. Nous commençons maintenant la période de questions. Premier groupe, le parti formant l'Opposition officielle. M. Gendron.

M. Gendron: Merci aux gens du CRD que j'ai l'avantage de bien connaître. Je pense qu'une instance comme la vôtre, qui regroupe au-delà de 700 membres, se devait de profiter de l'occasion de la présence des commissaires pour regarder l'avenir constitutionnel du Québec, se devait de présenter une réflexion sur ce qui attire le plus votre attention.

J'ai été heureux de constater dans votre mémoire que vous comprenez, bien sûr, qu'un meilleur avenir du Québec passe définitivement par l'avenir des régions qui le composent. Vous avez repris certaines réalités qui vous sont chères, à savoir qu'il est majeur qu'il y ait un accroissement réel du pouvoir décisionnel aux diverses régions du Québec. Vous êtes également conscients que les effets de dédoublement des

deux régimes, avec lesquels on a eu à vivre depuis un certain temps, ont créé des distorsions, des inconvénients majeurs et qu'il y a lieu de procéder à une meilleure harmonisation des diverses interventions régionales.

Vous dites également, avec raison, qu'il n'est pas tout de définir nos priorités, il faut avoir des mécanismes qui en assurent un peu plus le respect. Le respect des décisions régionales, ça m'apparaît fondamental. Et le CRD, qui a toujours joué un rôle de concertation majeure dans les diverses politiques, ici en Abitibi-Témiscamingue, est bien placé, je pense, pour nous livrer une réflexion des inconvénients et également du non-respect de certaines décisions qui ont été prises en régions.

Parler de qualité de vie et de développement durable, c'est également des éléments sur lesquels on se doit d'insister parce qu'il est certain que l'Abitibi, comme d'autres régions, souhaite que nous ayons du développement qui perdure un peu plus dans le temps et qui tienne compte de ses réalités environnementales. Quand on parle de développement durable, il me semble que c'est parce que nous aussi on est rendus aux mêmes valeurs que le reste du Québec.

Dans un premier temps, je voudrais vous poser la question suivante: Vous avez, comme d'autres, et de ça j'en suis particulièrement fier, proposé que certains pouvoirs soient exercés par notre région ou les régions du Québec. Après avoir affirmé haut et fort qu'il y a lieu d'avoir une meilleure capacité d'exercer certains pouvoirs, je me serais attendu à ce que vous soyez un petit peu plus explicite au niveau de la précision des genres de responsabilités très clairement définies qui devraient appartenir aux régions. Alors, ma question, ce serait: D'après vous, quels devraient être les pouvoirs qui devraient être exercés par les régions du Québec?

M. Lemoyne: Dans un premier temps, ce qu'on souhaiterait, c'est qu'il y ait, comme d'autres régions du Québec vous l'ont déjà dit, une loi-cadre qui, d'abord, établisse... Qu'il y ait une politique de développement régional établie au Québec, et que tout ça soit enchâssé dans une loi-cadre. Pourquoi une loi-cadre? C'est simplement qu'il y a un certain nombre de politiques qui ont déjà été mises de l'avant par des gouvernements, mais ces politiques-là, malheureusement, n'ont d'abord pas été faites en concertation avec le milieu. Souvent, ce sont des politiques ou une politique qui a été faite à partir d'en haut, et on nous dit, en région: Le développement régional, c'est de cette façon-là qu'il devrait se faire. Alors, dans un premier temps, ce qu'on dit, c'est que cette politique-là devrait se faire par les régions et vers le haut, et non l'inverse. Alors, ça, évidemment, ça me paraît un pouvoir important, quand on reconnaît que la base de l'idée d'un développement régional doit

venir des régions. Ça me paraît d'abord très important.

L'autre chose, c'est qu'au niveau, par exemple, des programmes ou de la programmation des différents ministères régionaux, on pense que la région devrait participer à l'élaboration de la programmation régionale des différents ministères, et aussi que, quand une région décide quel devrait être son développement au niveau de la région, les gouvernements, par des mécanismes à établir, respectent ces engagements-là ou ces priorités-là qui ont été établies par les gens du milieu.

De façon concrète, ça peut vouloir dire quoi? Ça peut vouloir dire... Il y a différentes possibilités qui sont envisagées. On n'a pas vraiment pris une décision finale là-dessus. Gouvernement régional, députation un peu différente, mais, finalement, ce qu'on veut, c'est que le principe, d'abord, soit reconnu, c'est-à-dire que les régions participent à leur développement, et que ce ne soit pas seulement des mots mais qu'on puisse y participer, qu'on ait des pouvoirs décisionnels au niveau des programmes, qu'il y ait des fonds, aussi, qui soient mis à la disposition d'organismes qui existent ou à être créés dans la région qui, eux, connaissent très bien de quelle façon devrait se développer une région et qui seraient beaucoup plus en mesure de favoriser le développement régional.

M. Gendron: M. Lemoyne, vous avez parlé également de dédoublement de certaines politiques, vous avez même porté le jugement assez sévère, mais qui, en ce qui me concerne, est conforme à notre réalité, à savoir que le fédéralisme canadien est une faillite sur la mise en oeuvre des politiques de développement régional. Est-ce que vous auriez un...

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous avez épuisé votre temps, M. Gendron. Il va vous rester plusieurs occasions au cours de la journée de possiblement faire sortir les mêmes idées. Est-ce qu'on peut vous interrompre?

M. Gendron: C'est vous, M. le Président, qui menez.

Le Président (M. Michel Bélanger): Quand on commence aussi doucement que ça c'est dur à battre. Ha, ha, ha!

M. Gendron: Mais est-ce que je pourrais finir ma phrase?

Le Président (M. Michel Bélanger): Oui, oui.

M. Gendron: Alors, en finissant ma phrase, puisqu'il y a eu jugement assez sévère sur la faillite des politiques du régime fédéral, je voudrais savoir, pour l'Abitibi-Témiscamingue, concrètement, ça serait quoi la politique ou les

quelques politiques qui ont eu le plus de conséquences négatives sur la région?

M. Lemoyne: Est-ce que j'ai le temps?

Le Président (M. Michel Bélanger): Oui, allez-y, mais le plus rapidement possible parce qu'on vous demande possiblement une longue réponse mais allez-y.

M. Lemoyne: Une illustration très courte que les gens de la région vont très bien comprendre, le transport ferroviaire.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, si les gens de la région ont compris, les commissaires sûrement ont compris aussi. Et on passe maintenant à un autre groupe de questions. Ce sont les autres membres de la Commission maintenant, en commençant par M. Hogue.

M. Hogue: Merci, M. le Président. J'ai eu le plaisir de prendre un café avec certains d'entre vous, hier soir, et je suis heureux de vous retrouver. J'ai lu votre mémoire. Il est bien fait, il est ouvert, il montre davantage des démarches de réussite. Il présente une réalité et un besoin que tout législateur doit accepter. Vous avez répondu à M. Gendron, à une première question, la deuxième, elle, a été plus courte et j'en étais heureux. Je n'y reviendrai pas. J'aimerais que vous nous disiez comment vous réussissez à opérer? Et votre modèle d'opération pourrait par le fait même servir sûrement d'exemple.

Le CRDAT ou le centre d'aide là, c'est un organisme qui est animé par les gens du milieu. Les décisions sont aussi prises par les gens du milieu. Ottawa n'interviendrait d'aucune façon sinon pour supporter financièrement. Et vos rapports ne semblent pas être contestés ou même orientés. Alors, il y a des sommes d'argent, des aides financières qui vous sont données et c'est ce que je trouve être fort important et intéressant. Avec l'aide financière nécessaire, vous réussissez à animer la collectivité et à faire en sorte que des prises de décision viennent des gens du milieu.

Est-ce que vous voudriez davantage élaborer sur cette dynamique que vous, comme organisation, vous avez mis en place et avez réussi de façon fort intéressante?

M. Lemoyne: Évidemment, pour fonctionner, il nous faut des sous. Ce n'est pas toujours le meilleur outil, mais c'est un outil des plus importants. Or, on reçoit du gouvernement du Québec une subvention comme tous les CRD du Québec. Et la balance de nos revenus nous provient du milieu. On pourrait dire que ce n'est peut-être pas tout à fait cinquante-cinquante gouvernement-milieu, mais tout près. On parle du gouvernement provincial. Comme organisme, on ne reçoit rien du gouvernement fédéral pour le

fonctionnement.

À l'intérieur du fonctionnement de notre organisme, il y a un conseil d'administration qui regroupe 42 personnes de tous les milieux de la région, un conseil d'administration de 42 personnes et un exécutif d'une dizaine de personnes. La façon dont on fonctionne, c'est évidemment par concertation, c'est qu'on est, comme on le dit dans le mémoire, un catalyseur. On se regroupe autour de dossiers. On essaie à certains moments, de revendiquer des choses pour la région. Et dans d'autres moments, on bâtit des choses comme telles, vraiment des dossiers particuliers. Le mode de fonctionnement, c'est très simple: c'est la concertation. Je pense qu'en Abitibi-Témiscamingue on réussit assez bien.

On doit s'unir, c'est très important. Dans une région dite éloignée, les gens ont besoin de se réunir pour avoir une petite écoute. Évidemment, on souhaiterait avoir une plus grande écoute de nos gouvernements centraux, mais on a souvent l'impression que, ne représentant que 2,6 % de la population, on ne tient compte qu'à peu près de ce critère dans l'évaluation de l'écoute qu'on nous accorde, alors que, par exemple, on est une région-ressource et, au niveau de la forêt, par exemple, on représente au-delà de 40 % de ce qui se produit au Québec, au niveau des mines, 25 %, au niveau de l'agriculture, un chiffre important aussi.

Mais ce dont on tient compte, quand on nous écoute, c'est malheureusement seulement des 2,6 % de population. Et on peut expliquer ça, pas nécessairement le comprendre, mais l'expliquer peut-être, en disant que la politique étant ce qu'elle est, nous ne sommes que 2,6 % des électeurs.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Beaumier.

M. Beaumier: Merci, M. le Président. Je voudrais attirer votre attention à la page 6 de votre mémoire, où vous dites qu'on devrait garder vivants le milieu rural ou les municipalités rurales. J'aimerais que vous élaboriez là-dessus. J'ai aimé votre présentation face à cette position de garder vivant le milieu rural, parce que, dans les mémoires qu'on voit dans votre région, on a quand même des choses ou des gens qui préconisent de plus grandes entités municipales. J'aimerais que vous m'expliquiez ça, et comment on pourrait mettre ça dans un texte légal ou une future constitution.

M. Lemoyne: Le développement rural nous apparaît essentiel. Je pense que le Québec, ce n'est pas seulement des régions centrales, c'est aussi des régions dites éloignées, régions périphériques. Mais les régions, c'est aussi autre chose que les grands centres. C'est aussi les milieux ruraux à travers une région. Je pense que le principe est le même; qu'on parte d'où on

veut, le principe est le même. Au niveau canadien, je pense qu'on doit tenir compte de l'ensemble des provinces. Au niveau des provinces, on doit tenir compte de l'ensemble des régions et au niveau des régions, de l'ensemble des populations qui l'habitent.

Pourquoi le développement rural nous semble important? Je pense qu'on ne peut pas développer un territoire si on ne l'occupe pas. C'est un principe de base, ça me paraît essentiel. Il y a des gens qui demeurent dans des localités rurales, qui ont ce qu'ils considèrent comme étant une qualité de vie, une bonne qualité de vie, et qui veulent demeurer là. Il s'agit d'établir des politiques, finalement, qui favorisent le maintien de ces milieux ruraux-là. La façon de faire ça, c'est par, justement, des politiques.

Il y a aussi un certain nombre de choses qui peuvent être faites. Nous, en région, pour vous citer un exemple, il y a actuellement les lots intramunicipaux; 9000 lots qui appartiennent au gouvernement et que le gouvernement a décidé de mettre en vente. Au niveau régional, on s'est concertés. On dit que ces lots-là devraient être mis au service du milieu rural, dans le sens qu'ils devraient d'abord être vendus ou cédés aux milieux ruraux, ce qui leur permettrait de faire du développement dans leur secteur. Comme disait un autre, et d'autres l'on dit avant moi: "Small is beautiful". Il ne faut pas nécessairement que les choses soient gigantesques pour qu'elles soient viables et agréables à vivre. C'est dans ce sens-là qu'on pense que le développement rural est très important. Il y a des gens qui choisissent de vivre dans ces localités-là, à cause de la qualité de vie qu'ils y trouvent. Il faut par contre leur donner des politiques qui vont leur permettre de continuer à le faire. Actuellement, les politiques de nos gouvernements sont plutôt des politiques centralisatrices, c'est-à-dire que l'impression qu'on a, du moins, c'est que nos gouvernements disent: On va développer le centre, et ça aura des retombées sur les autres. Ce que, nous, on dit, c'est l'inverse. Développons à partir de la base; développons à partir de la base et ça ne fera pas un centre fort. Ça va faire un Québec, un pays fort.

M. Beaumier: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Savoie.

M. Savoie: Oui, merci. Certainement, où la Commission a véritablement cité des éléments de surprise, à date, c'a été surtout au niveau du secteur du développement régional. On a constaté que, par exemple, dans plusieurs régions, il se tient un discours dans les régions qui est beaucoup plus réveillé, beaucoup plus agressif qu'ailleurs; où on cherche, finalement, à aller

chercher un peu plus d'autorité sur son territoire, au niveau du développement régional. Évidemment, j'ai été heureux également de constater que, chez nous, le discours est également tenu d'une façon, d'ailleurs, fort éloquente. Alors, ce que je constate, c'est que, finalement, vous dites: Bon, bien c'est sûr que les villes ont une importance mais, finalement, ça ne doit pas être notre centre d'orientation, certainement pas pour les villes, ni non plus par les MRC, mais plutôt par les organismes de concertation lorsqu'on parle de développement régional, et puis finalement c'est un peu ce qui ressort aux endroits où la Commission a eu, à date, l'occasion de siéger, en régions.

À la page 3, vous dites: Trop d'intervenants. Vous en avez parlé un peu, on en est revenu. Personnellement, je trouve que c'est l'élément-clé du mémoire. Lorsque vous arrivez et que vous dites qu'il y a trop d'éléments, qu'il y a trop d'intervenants au niveau, par exemple, de notre planification... Je voudrais en savoir un peu plus là. Comment voyez-vous exactement la notion de la réduction du nombre d'intervenants, les nouvelles structures qui doivent être mises en place? Est-ce qu'on pourrait en savoir un peu plus long sur cet élément-là?
(10 heures)

M. Lemoyne: Bien, je pense qu'il faut évidemment essayer de diminuer le nombre d'intervenants. Plus il y a d'intervenants, moins il y a d'efficacité. Ça me semble être une vérité de La Palice. Et de quelle façon on doit faire ça? C'est très simple. On pense qu'il faut... D'abord, le principe de base, nous, ce qu'on dit, c'est qu'il faut rapprocher le pouvoir décisionnel de la base, rapprocher ça des gens. Non pas que ça nous soit imposé d'en haut, mais bien que ça nous vienne du bas. Alors, la façon d'arriver, par exemple, à un pouvoir régional, on pense qu'il doit y avoir, à l'intérieur d'une structure qui s'occuperait ou qui serait responsable du développement régional dans la région, on doit retrouver là l'ensemble des intervenants. Il ne faut pas, selon nous, que ce soit la chasse gardée d'une partie ou d'un certain nombre d'intervenants, mais bien que ce soit l'ensemble des intervenants.

Or, le modèle du CRDAT, je ne dis pas que ce doit être le CRDAT, mais je dis qu'un modèle comme celui-là est sûrement là un organisme qui pourrait servir de base pour le développement régional, parce qu'à l'intérieur d'un organisme comme le nôtre, on retrouve l'ensemble des intervenants de la région, autant les syndicats, que les entreprises, que les municipalités, les commissions scolaires. Alors, finalement, tout le monde se retrouve à l'intérieur d'un organisme comme le nôtre, et assez curieusement, même si, par exemple, au conseil d'administration il y a 42 personnes chez nous, on n'a aucune espèce de difficulté de fonctionnement. Parce que, ce sur quoi on travaille, c'est sur des choses très

concrètes, c'est sur du développement régional, et on travaille sur du développement régional à partir des besoins qu'on connaît.

À partir du moment où on sait ce qu'on veut, c'est assez facile de s'entendre. Mais, pour ça, il faut que tout le monde soit là. Et il ne faut pas que ça soit comme on a actuellement, des programmes qui nous soient envoyés d'en haut. On a un exemple qui est un exemple qu'on emploie régulièrement, il y a un programme de subvention, par exemple, pour les centres de ski au Québec. Ce programme-là nous dit que n'est pas subventionnable une montagne qui a moins de tant de pieds. En Abitibi-Témiscamingue, il n'y en a pas, des montagnes de cette hauteur-là, ce qui ne veut pas dire qu'on ne veut pas faire de ski.

Alors, je pense que les gens de la région ici, comme les autres régions du Québec, ont droit à ces choses-là. Vous avez juste à voir l'achalandage dans les pentes de ski, vous allez voir que c'est très important dans notre région. Mais, parce qu'il y a eu des normes, des choses qui ont été faites à partir d'en haut, sans consultation avec le bas, on se retrouve avec des programmes qui sont inapplicables pour des régions souvent comme la nôtre. On fait souvent référence à la population dans des programmes, ou des choses de même, or on est très souvent exclus à cause de ça. Si on revenait avec un organisme du modèle du CRD pour faire penser le développement régional dans une région, je pense que les résultats seraient de beaucoup supérieurs, et ce serait bénéfique pour l'ensemble du pays.

Le Président (M. Michel Bélanger): Une dernière petite question brève?

M. Savoie: Bien, une dernière petite question, oui. J'ai été également surpris d'apprendre que, finalement, vous ne prenez pas position, hein, quant au débat de fond? Je pense que vous dites: Faites ce que vous voulez, mais arrivez-nous avec des structures qui vont permettre notre développement et ça, si je comprends bien, ça comprend également le financement?

M. Lemoyne: Première rectification. On ne dit pas: Faites ce que vous voulez. Au contraire, on dit: Faites ce que nous voulons.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Lemoyne: Il y a très grande nuance, évidemment. La seule chose, c'est qu'on ne se prononce pas sur le fond de la question pour la simple et bonne raison qu'on n'a pas fait la consultation auprès de nos membres. On aurait pu, comme exécutif ou comme conseil d'administration, on aurait pu probablement dire ce que nous, on pensait. Mais ça, ça aurait été ce que le conseil d'administration ou l'exécutif du CRD

en pensait. On pense qu'on devrait être représentatifs de l'ensemble de la région et, à ce niveau-là, en n'ayant pas consulté l'ensemble de nos membres, on ne pense pas qu'on puisse ou qu'on doive se prononcer sur le fond de la question.

M. Savoie: Donc, pas de consultation, pas de position publique...

M. Lemoyne: C'est ça...

M. Savoie: ...encore.

M. Lemoyne: Et d'ailleurs, une de nos recommandations est qu'un référendum soit tenu, et ça, ça nous paraît important.

M. Savoie: Ça serait intéressant.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, il me reste à vous remercier, M. Lemoyne, M. Drouin, M. Jolin, Mme Germain, de cette fort intéressante présentation. C'est vous qui avez ouvert la journée, vous n'avez pas eu encore la pleine chaleur du débat. Je voudrais vous demander, parce qu'on a beaucoup de groupes, aujourd'hui, de mécanique, de sortir vers ma droite de la table le plus rapidement possible. Tout le monde va vouloir vous féliciter, mais s'ils font ça à côté, les suivants vont pouvoir entrer de l'autre côté vers ma gauche et prendre leur place et ça ira plus vite. Alors, je vous remercie et je vous prie de libérer la place par là. Merci beaucoup.

Je demande maintenant aux membres représentant la Fédération des clubs de l'âge d'or de l'Abitibi-Témiscamingue-Ungava de bien vouloir prendre place à la table.

Les effets de la mauvaise température se font sentir et tous les membres qui devaient représenter le groupe qui est devant nous à ce moment-ci ne sont pas arrivés, mais il y en a un qui est là, M. Zéphirin Bouchard, trésorier de la Fédération des clubs de l'âge d'or. Le mémoire a déjà été reçu par les membres de la Commission et dans l'intérêt de maintenir l'ordre de nos débats, nous allons procéder avec M. Bouchard, pour l'instant seul représentant. Et si les autres réussissent à arriver pendant la présentation, ils prendront place à la table. M. Bouchard, vous avez cinq minutes pour nous faire une présentation verbale du mémoire qui a déjà été reçu par les membres de la Commission. La parole est la vous.

**Fédération des clubs de l'âge d'or
(Abitibi-Témiscamingue-Ungava)**

M. Bouchard (Zéphirin): Je vous remercie, M. Bélanger. C'est de valeur que personnellement, comme on dit en québécois, je suis pris les culottes à terre...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bouchard: ...mais ce qui est arrivé, ce n'était pas moi qui...

Le Président (M. Michel Bélanger): Relevez-les, M. Bouchard, relevez-les.

M. Bouchard: ...ce n'est pas moi qui étais supposé présenter le mémoire. Alors, je vous prie de m'excuser s'il y a des choses qui pourraient peut-être clocher. Mais on va essayer de passer à travers. Alors, le mémoire des aînés, qui a été présenté à la Commission se lit comme suit: L'objet de la consultation du mémoire de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec présenté par la Fédération des clubs de l'âge d'or de l'Abitibi-Témiscamingue et de l'Ungava. Alors, la Fédération des clubs de l'âge d'or, ATU, si vous voulez, Abitibi-Témiscamingue et Ungava, représente 12 000 membres regroupés dans 72 clubs de l'âge d'or dans le territoire de l'Abitibi-Témiscamingue et qui se recrutent chez les aînés de 50 ans et plus.

La Fédération des clubs de l'âge d'or a été fondée en 1970 sous le nom de "Conseil régional du Nord-Ouest". À la demande des membres, nous avons changé notre dénomination sociale en 1978, et ensuite en 1988, pour le nom actuel qui est "la Fédération". Mais les objectifs de notre association n'ont jamais changé, c'est-à-dire que nous voulons regrouper toutes les personnes âgées de notre territoire pour répondre adéquatement à leurs besoins et pour être leur voix.

Alors l'exposé général c'est: Les aînés du Québec constituent une réserve économique au Québec. En 1980, lors du référendum, on a dit que le Québec n'était pas prêt à devenir souverain. A-t-on fait beaucoup depuis ce temps pour s'y préparer? Il aurait peut-être fallu entreprendre des actions concrètes pour revaloriser et améliorer l'agriculture dans toute la province. On sait très bien que l'agriculture est la base de tout. C'est la richesse d'un pays, et on l'a laissé complètement tomber, à notre avis. Il faudrait une grande action collective pour ce faire.

Tout d'abord il faudrait des écoles d'agriculture, des coopératives, et aussi des encouragements pour les jeunes à devenir des agriculteurs. Parmi les aînés, il y a plusieurs anciens agriculteurs qui se feraient un plaisir de conseiller les jeunes dans cette démarche pour devenir agriculteurs et même pour les aider à démarrer une pareille entreprise. Les quotas de toutes les catégories ont participé au découragement des jeunes à s'engager dans cette voie. Avec des coopératives, les jeunes auraient la possibilité de commencer lentement et de grossir selon leur capacité financière.

On pourrait aussi aider les jeunes agriculteurs qui désirent s'engager dans cette voie en les aidant à la construction d'une maison. Il y a tellement d'entrepôts de bois qui vont se perdre

et qui aideraient ceux qui veulent vivre de leur travail. Un proverbe dit: "Donne un poisson à celui qui a faim et tu vas le faire mourir. Apprends-lui plutôt à pêcher pour le faire vivre" et c'est la même chose dans bien des domaines. Les aînés peuvent aider à résoudre bien des problèmes par leur expérience et leur compétence dans divers domaines. Ainsi, les aînés se sentiraient des citoyens à part entière et capables de participer à l'expansion de notre province. Et en aidant leurs concitoyens, ils demeureraient en meilleure forme physique et mentale. La souveraineté peut se faire sans heurt, sans renier tout ce qui a été bâti par nos ancêtres. Les aînés enrichissent leur milieu, tant social qu'économique, s'ils sont respectés et maintenus dans un environnement motivant et dans leur milieu. Il faut savoir les écouter et analyser avec eux leurs besoins, nos besoins et nos actions collectives.

Partout, dans le monde dit évolué, on fait appel aux gens expérimentés. Dans le domaine de la recherche, de la musique, des arts, pour ne nommer que ceux-là, on bénéficie des aînés et on souligne leur compétence. Un exemple, vous avez le prix Nobel. Conséquemment, quand il s'agit de l'avenir des aînés, des jeunes, des moins jeunes, enfin, de toute une province, il est évident que leur expérience est conditionnelle au succès des programmes établis ou à établir.

Nos recommandations. Premièrement, impliquer les aînés dans des politiques gouvernementales, dans tout ce qui les touche directement. Un exemple de ça, vous avez le maintien à domicile. Au lieu de les caser peut-être, comme disait notre ancien politicien qui s'appelait Réal Caouette. Il appelait ça des poulaillers. Alors, on les maintient chez eux. Deuxièmement, reconnaître et se servir de l'expérience des aînés dans nos décisions, demander leur opinion dans l'application de certains projets. Troisièmement, établir des tables de concertation où on fait appel à l'expérience des aînés spécialisés dans des secteurs précis. Comme exemple, l'éducation, la santé, l'économie, l'agriculture, la culture, etc. Quatrièmement, que les CLSC soient mandatés pour mettre tout en oeuvre afin de faciliter le maintien à domicile. Cinquièmement, que les gouvernements provincial et fédéral mettent en place des politiques de subventions pour pallier au budget trop restreint de certains de nos aînés. Sixièmement, subventionner les organismes de bénévolat tels que notre Fédération des clubs de l'âge d'or pour qu'ils maintiennent ou organisent des programmes d'information et de formation. Septièmement, impliquer les aînés dans les C.A. administratifs des CLSC, des hôpitaux, des programmes de soutien économique. Choisir ceux qui ont l'expérience pertinente de l'objectif de l'organisme. Huitièmement, prévoir une formation académique. Entre parenthèses, bâtir un programme adapté de personnes capables de venir en aide aux aînés à domicile. Ceci créerait des emplois qui seraient gérés conjointement

avec les ministères de la Santé et de l'Emploi. Neuvièmement, convaincre les aînés qui le peuvent de défrayer une partie des salaires de ces nouveaux employés pour se donner eux-mêmes du confort...

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, merci, M. Bouchard de...

M. Bouchard: ...de la fierté de demeurer chez eux le plus longtemps possible.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je m'excuse, M. Bouchard. Vous aviez rajouté un neuvièmement. Il y en avait juste huit sur ma liste. C'est pour ça que je vous ai coupé la parole. Je ne l'aurais pas fait sans ça parce que, quand même, vous avez assumé seul une présentation d'un groupe de cinq. Donc, je vous remercie et je vous ai laissé un petit peu plus de temps pour aller jusqu'au bout, sauf que je vous ai coupé la dernière phrase. Voulez-vous la répéter, peut-être, la dernière recommandation. On ne l'a pas tous comprise.
(10 h 15)

M. Bouchard: Alors, ce serait de convaincre les aînés qui le peuvent de défrayer une partie des salaires de ces nouveaux employés pour se donner eux-mêmes du confort, de la fierté et de demeurer chez eux le plus longtemps possible.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous passons maintenant aux questions. D'abord, les membres. M. Beaudry.

M. Beaudry: M. Bouchard, il est intéressant de voir que les aînés d'Abitibi-Témiscamingue ont jugé utile de se présenter devant la Commission. C'est un des rares groupes qui s'est déplacé pour nous faire part de ses problèmes en particulier et de son intérêt pour la vie économique et politique au sein de la province de Québec.

Vous avez, dans vos recommandations, deux recommandations qui m'intéressent particulièrement. La première: "Impliquer les aînés dans les politiques gouvernementales... J'aimerais savoir, en premier lieu, à quel niveau de gouvernement vous verriez les aînés s'impliquer. Est-ce au niveau provincial, fédéral, régional, local? Et quel genre de participation ces aînés-là pourraient-ils apporter à une telle politique?

Dans un deuxième temps, vous nous parlez, dans votre recommandation 5, que vous verriez ou que vous souhaitez que les gouvernements subventionnent par des politiques les aînés pour pallier au budget trop restreint. Est-ce que, dans ces subventions-là, vous y voyez uniquement une augmentation, en principe, des pensions qui existent déjà, ou si vous voyez une participation plus active de la part des aînés dans les subventions qui pourraient vous être octroyées?

M. Bouchard: M. Beaudry, ce ne serait pas nécessairement, peut-être, augmenter les pensions. On vous a dit à une autre place: Si vous voulez faire mourir quelqu'un, donnez-lui un poisson; si vous voulez l'aider, montrez-lui à pêcher. Il faudrait peut-être s'en tenir à ces idées générales là. C'est peut-être...

M. Beaudry: Alors, quel genre de subvention voyez-vous qui devrait vous être accordée?

M. Bouchard: C'est peut-être les subventions... Comme notre Fédération, nous autres, on opère, si vous voulez, avec une carte de membre. Les membres qui sont dans les clubs de l'âge d'or paient une carte, un abonnement, si vous voulez. De cet abonnement-là, il y en a une partie qui va à la Fédération. Maintenant, la Fédération retire 4 \$ de chaque membre. Alors, sur 12 000, vous pouvez le calculer à peu près, ça peut nous faire à peu près 45 000 \$ à 48 000 \$. Il y a une autre subvention qui vient du MLCP qui paie notre directrice générale pour le bureau. On a ces deux choses-là; seulement, ce n'est pas assez pour financer notre affaire. On aurait besoin peut-être, quoi, de 40 000 \$ à 50 000 \$ de plus. Il faut essayer d'aller chercher ça par des activités, impliquer les gens de la région à faire des activités, peut-être, pour compenser le manque à gagner. De cette façon-là, si on n'était pas obligé, peut-être, de faire ça, peut-être que l'énergie qu'on met là-dessus on pourrait la mettre sur d'autre chose. Ce qui arrive, c'est d'aller chercher les fonds nécessaires pour être capable de venir à bout d'opérer, d'exister. Alors, on ne peut pas appeler ça opérer, c'est rien que dire: On change quatre trente sous pour une piastre, en réalité. C'est ça notre affaire.

M. Beaudry: Maintenant, vous nous parlez également de l'implication des aînés dans les politiques gouvernementales.

M. Bouchard: Oui.

M. Beaudry: À quel niveau voyez-vous que les aînés devraient être impliqués? Est-ce que c'est à tous les niveaux? Et quelle serait leur participation active dans ce sens-là?

M. Bouchard: Je vais peut-être répéter un peu ce que M. Lemoyne a dit tantôt: Ce sont les gens de la base qui savent ce qu'ils veulent. Alors, les impliquer peut-être dans toutes les formes de... S'il y avait, mettons, un gouvernement régional ou un gouvernement provincial - il s'appellerait comme vous le voudrez, le gouvernement du pays dans le temps, si la souveraineté se fait - ce serait peut-être aux deux niveaux. Si c'est au niveau local, c'est la première chose, parce que c'est là que tout le monde est au courant de ce qui se passe chez lui. Ensuite,

peut-être au niveau provincial, ou vous l'appellerez au niveau du pays, peut-être que ça changera de nom, les termes vont changer mais, en tout cas. C'est ça, à peu près, nos intentions.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à M. Jean-Pierre Hogue.

M. Hogue: Merci, M. le Président. J'ai deux notes et, comme nous le disait notre collègue M. Beaudry, il va de soi qu'il faut vous féliciter pour et la présentation du rapport et surtout le fait que vous vous impliquiez de façon directe dans un processus fondamental.

À la page 2, votre mémoire dit: "Et la souveraineté peut se faire sans heurt, sans renier tout ce qui a été bâti par nos ancêtres." Comment voyez-vous que la souveraineté puisse se faire sans heurt, et qu'est-ce que vous entendez par "et surtout sans renier tout ce qui a été bâti par nos ancêtres?"

Ma deuxième question portera sur votre recommandation 5 que j'aimerais, si vous le voulez bien, que vous explicitiez davantage.

M. Bouchard: Alors, sans heurt, je ne sais pas. On est habitué peut-être à des changements de gouvernement, au niveau des élections. Si un gouvernement, peut-être, n'est pas satisfaisant pour les citoyens, il y en a un autre qui se présente et dit qu'il va faire mieux. Mais on sait que ça se ressemble pas mal, seulement que c'est un peu en partant de ça qu'on peut dire que ça peut se faire sans heurt. Je pense qu'on est habitués, les Québécois, à être tolérants. Et on est capables, peut-être, de faire la différence entre quelque chose qui est bon et quelque chose qui est moins bon. Et on est dans un pays démocratique. Je pense qu'on a appris à se servir de la démocratie. C'est comme ça qu'on voit ça. C'est que ça ne veut pas dire qu'il n'y aura pas certaines personnes de lésées, mais, en général, c'est qu'on peut le faire. Aller chercher peut-être les pouvoirs qui nous manquent, qu'on a besoin.

La souveraineté c'est à peu près le seul moyen. À l'heure actuelle on est souverain à moitié. Il y a des choses qu'on voudrait décider, on n'est pas capables parce qu'on est bloqués peut-être à un autre niveau. Si on avait ces moyens-là, je crois qu'on est assez expérimentés ou adultes, appelez ça comme vous voudrez, pour être capables de gérer nos affaires le mieux possible. Il y a assez d'expérience au Québec, dans tous les domaines, pour être capables de s'administrer. La preuve est faite. On a des industries, on a des commerces, on a toutes sortes de choses. Ceux qui pensent que la souveraineté, ça va tout jeter à terre, et on le voit... À un moment donné, quand ça avait commencé, l'idée, les gens pensaient ça tiré par les cheveux. Mais tout le monde a eu la chance de se prononcer là-dessus depuis 15-20 ans et on

s'est apprivoisé, si vous voulez, à l'idée qu'on était capables de s'administrer.

M. Hogue: Mais vous reconnaissez que, par exemple M. Saint-Julien vous représente assez bien à date dans le comté.

M. Bouchard: Il n'y a pas de question que nos gens nous représentent mal. Ce n'est pas ça l'idée. C'est qu'il nous manque des moyens. C'est d'aller les chercher. C'est rien que ça.

M. Hogue: Et ce serait le sens de la question, de votre recommandation no 5.

M. Bouchard: Bien, c'est un peu ça. Peut-être que c'est un peu condensé notre affaire. Je pense que, si vous avez remarqué, notre mémoire, c'est condensé pas mal. On voulait essayer de passer dans la demi-heure. C'est peut-être un peu trop condensé, mais en tout cas.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant aux questions du parti gouvernemental. M. Russell Williams.

M. Williams: Je voudrais vous remercier grandement pour le mémoire que vous avez déposé devant la Commission aujourd'hui. Avec tout le respect que le Québec doit à ceux qui ont contribué à son développement fantastique, je me dois de vous exprimer toute mon admiration pour le travail que vous avez effectué. Et aussi, chez moi, les groupes d'âge d'or jouent un rôle très important dans la qualité de vie de ma communauté.

Si vous me permettez, au départ, je voudrais retourner sur une de vos recommandations. Plus précisément sur la troisième concernant le mandat à donner aussi aux CLSC pour faciliter le travail de maintien à domicile. Comme vous savez sans doute, les CLSC ont ce mandat déjà, et on estime que plus d'un quart du budget des CLSC est utilisé à cette fin.

D'autre part, dans le cadre de la réforme qui s'en vient vendredi prochain, le rôle central des CLSC, quant au maintien à domicile, sera accentué. De plus en plus, avec un budget moyen de plus de 3 000 000 \$ les CLSC jouent un rôle social et économique important dans la communauté. Le secteur des affaires sociales est partagé entre le gouvernement fédéral et le gouvernement québécois. Nous avons une loi fédérale qui est le parapluie du système canadien. Il y a cinq critères, il y a une péréquation de plus de 1 200 000 000 \$, mais nous gérons le système des affaires sociales ici. Est-ce que vous pensez que les aînés vont être mieux protégés dans un Québec souverain ou dans un système attaché à des liens fédéraux, quand nous parlons de la santé des aînés?

M. Bouchard: Mieux, je ne peux pas vous

dire ce que l'avenir nous réserve, parce que je vis dans le présent. Seulement, si on va chercher les pouvoirs et si on devient souverains, c'est clair que tous ces programmes vont être administrés par nous autres. Alors, à ce moment-là, je fais confiance à nos gens du Québec, à ceux qui seront en place pour gérer ces programmes, qu'ils soient aussi compétents, peut-être, qu'un gouvernement fédéral, pour la partie qu'il gère, qu'il subventionne. Je pense que les gens du Québec — je me répète, peut-être — sont aussi lucides que n'importe qui et aussi conscients que n'importe qui.

Personnellement, et ceux que je représente, je pense qu'on n'a pas de crainte, on ne se pose pas de questions comme: Ça va-tu faire ci, ça va-tu faire ça? On a fait la preuve. C'est clair qu'il va y avoir, peut-être, certains accrochages. On ne peut passer à côté de ça, c'est normal. Il va peut-être y en avoir. Il va y avoir des erreurs, comme il y en a toujours eu. Seulement ce n'est pas ça l'affaire. Quand on commence quelque chose... Si on part en voyage, à un moment donné, avec notre automobile, c'est clair qu'on peut avoir des pépins en cours de route; seulement ce n'est pas ça qui nous empêche de partir.

Je pense que les aînés, vivent d'autre chose peut-être que des on a dit et des peurs et des choses de même. Ça veut dire qu'ils ont mis la main à la pâte. Ils ont travaillé. Je pense que les jeunes qui suivent l'exemple sont capables d'en faire autant. C'est ça qu'on pense. C'est l'idée générale. J'ai confiance que, si on rapatrie des pouvoirs qu'on veut, on va être capables de les administrer. Je ne me pose pas de questions, mais pour vous dire comment, à ce moment-là, je ne peux anticiper, je ne suis pas là, je ne suis pas un de ceux-là. Seulement je suis assez confiant.

M. Williams: Mais vous avez aussi mentionné l'importance de la sécurité financière pour les aînés. Le titre de votre mémoire c'est "Force économique...". Nous avons entendu le mémoire des économistes québécois qui ont mentionné que nous allons peut-être avoir une faiblesse économique si on accepte une position souveraine. Est-ce que ça vous inquiète cette possibilité d'une faiblesse économique et de perdre peut-être un peu cette sécurité économique que vous avez demandée?

M. Bouchard: Je ne pense pas que les aînés s'inquiètent de perdre leur pension. Il y en a peut-être certains qui sont moins informés, ça peut peut-être leur faire peur, parce qu'une chose qu'on ne connaît pas, on en a peur normalement, on se pose des questions. Mais les personnes qui sont informées et qui ont peut-être frayé dans toutes les sortes d'administrations, ne se posent pas cette question. Ils savent que ça va fonctionner. Il peut y avoir des choses qu'on va

perdre à certaines places et d'autres qu'on va gagner, alors ça va s'équilibrer. Mais dire que ça va rester exactement comme c'est aujourd'hui, ça serait rêver en couleur. Alors il va y avoir certains changements, c'est normal. Seulement des changements, on ne travaille pas pour empirer notre affaire, on travaille pour s'améliorer.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant au parti de l'Opposition officielle, Mme Blackburn.

Mme Blackburn: Merci, M. le Président. M. Bouchard, je voudrais vous remercier d'avoir accepté de venir comparaître devant cette commission et je vous dis que vos propos sont rafraîchissants, parce que vous, comme aînés, comme bâtisseurs, vous dites: On se fait confiance. Et à voir le courant actuel, on a l'impression que les Québécois et les Québécoises que vous avez élevés sont en train de se faire confiance également.

Vous nous proposez un certain nombre d'éléments de réflexion de ce qui pourrait constituer une politique des aînés et qui sont particulièrement pertinents par rapport à la définition de vos besoins et aux outils à vous procurer. J'aurais quelques questions. La toute première, la plupart des organismes qui se sont présentés devant cette Commission demandent un référendum dans les meilleurs délais. Est-ce que, à votre avis, on devrait tenir ce référendum dans les meilleurs délais? Et quelle question devrait être soumise à la population? (10 h 30)

M. Bouchard: Pour ce qui est d'en avoir discuté, nous autres, à la Fédération, ça n'a pas été fait. Mais, si on peut lire entre les lignes, c'est qu'un référendum, ce que ça peut donner, c'est donner satisfaction à tout le monde. C'est que les gens vont dire: À condition que tout le monde y participe. Alors si tout le monde du Québec y participe, à ce référendum-là, et puis que c'est la voix du peuple du Québec qui va ressortir de tout ça, alors c'est une bonne chose qu'il y en ait un. Seulement, si on la majorité de tout le monde dans les sondages ou dans ce que vous voudrez, on voit que réellement c'est la majorité, comme ça l'air d'être à l'heure actuelle, je ne vois pas... Le référendum, ce serait tout simplement confirmer la certitude que c'est ça, que les gens veulent ça. Ce serait une confirmation du désir du peuple. Mais si on l'a déjà, cette confirmation-là, je ne vois pas pourquoi on dépenserait encore des millions. C'est un peu notre façon de penser. C'est la question d'être pratique dans l'affaire.

Mme Blackburn: Alors vous dites: Un référendum, oui, mais pas nécessairement, si on pense que les conclusions qui sont en train de se dégager, sont suffisantes...

M. Bouchard: Bien, si les conclusions générales disent: C'est ça que les gens veulent, pourquoi on dirait, au lieu de dire oui, dire oui, oui, oui...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bouchard: Qu'est-ce que vous voulez, c'est comme ça qu'on le prend.

Mme Blackburn: Ha, ha, ha! Alors dans l'hypothèse où il y aurait un référendum, vous parlez tout à l'heure de la peur des gens qui, ne connaissant pas certaines données par rapport à leur avenir, par rapport à ce que pourrait être leurs revenus ou leur pension de vieillesse... Est-ce que vous pensez, comme certains autres organismes qui se sont présentés devant nous, qu'il devrait y avoir une bonne campagne d'information, à la fois pour nuancer, peut-être, les propos tenus par l'Association des économistes, ou mieux les clarifier pour apporter une meilleure connaissance à la population, de manière à lui permettre de prendre une décision plus éclairée?

M. Bouchard: Je dis que, moi, si les personnes préposées, peut-être pas à l'élaboration des programmes qu'on pense être capables d'établir dans une souveraineté future, que ces programmes-là soient expliqués aux gens pour éclairer, peut-être, ceux qui auraient des doutes. Je dis que ce serait peut-être nécessaire. Ça n'a pas à être "peut-être", ce serait nécessaire. Alors, il faudrait peut-être élaborer plus là-dessus puis sortir, peut-être, les idées générales...

Mme Blackburn: D'accord...

M. Bouchard: ...des programmes et puis les expliquer aux gens.

Mme Blackburn: Et votre association...

M. Bouchard: Et puis dire peut-être les inconvénients et puis les avantages. Puis dans l'ensemble, on va chercher quoi là-dedans? Il nous reste quoi?

Mme Blackburn: D'accord.

M. Bouchard: Si on fait tel mouvement, on fait tel travail, on fait telle chose, il y a toujours un résultat. Le résultat est-il bon ou s'il n'est pas bon? Est-il avantageux? Si c'est plus que 50 % avantageux, c'est ça. C'est dans ce sens-là qu'on devrait aller. Puis on continuera à améliorer. C'est ça qu'on fait dans la vie, alors c'est ce point de vue-là qu'il ne faut perdre de vue. C'est qu'on ne travaille pas dans le sens où on laisse tomber puis on perd tout, on travaille à s'améliorer puis à faire mieux dans l'avenir. Nous autres, c'est un peu ça. L'expérience nous dit ça;

c'est qu'il ne faut pas paniquer, il faut dire: On a les deux pieds sur terre, puis tant qu'on aura peut-être le moyen de se servir de notre tête, puis de nos pieds, puis de nos bras, alors on sera capables de faire quelque chose. C'est comme ça qu'on l'envisage.

Mme Blackburn: Et votre association, dans l'hypothèse où il y aurait un référendum, serait prête aussi à contribuer à faire véhiculer l'information nécessaire?

M. Bouchard: Absolument, parce qu'on le fait déjà quand...

Mme Blackburn: Oui.

M. Bouchard: ...on a des structures qui nous permettent ça.

Mme Blackburn: Avez-vous réfléchi... Une minute?

Le Président (M. Michel Bélanger): Dernière question.

Mme Blackburn: Dernière question? Avez-vous réfléchi un peu à ce que serait la place... Vous parlez, dans votre dernier paragraphe que je trouve fort intéressant d'ailleurs, que vous n'avez pas eu le temps de lire et que je me permets, moi, de relire, avec votre autorisation, M. le Président. Vous dites à la page 5: "Il faudrait apprendre à écouter nos aînés; il faudrait apprendre à écouter les autochtones quand ils nous parlent de faire attention à l'environnement; il faudrait écouter les jeunes quand ils souhaitent ardemment avoir un emploi stable à la fin de leurs études; il faudrait écouter les immigrants qui, eux aussi, ont un grand bagage de connaissances et d'expériences pertinentes." Ma question toucherait davantage les autochtones et les anglophones. Avez-vous réfléchi à ce que pourraient être les droits qui leur seraient reconnus dans une constitution d'un Québec souverain?

M. Bouchard: Les droits fondamentaux pour l'existence, je pense qu'on ne peut pas passer à côté de ça. En étant un peuple, je pense qu'on ne peut pas se permettre de dire: On a une certaine catégorie de gens privilégiés, puis on laisse les autres de côté. Ce n'est pas vrai, ça. Moi je ne suis pas d'accord pour ça, puis l'ensemble de la Fédération est de mon idée. Il faut que tout le monde soit sur un pied d'égalité. Il faut être capables d'arriver à, peut-être quoi, établir des structures qui vont permettre ça. La liberté dans l'exécution de tout ce qui nous permet de vivre en gens, peut-être, au XXe siècle, on vit au XXe siècle, il ne faut pas reculer. Je pense que, je vous l'ai dit au commencement, on est assez tolérants, les Québécois,

pour être capables de... Peut-être qu'on peut critiquer et puis "memérer", comme on dit en québécois, sur certaines choses, mais, dans le fond, c'est ça qu'il faut regarder. C'est ce qui... c'est le fond de notre pensée, et puis le fond de notre manière de nous conduire. Alors je pense que c'est ça, que c'est là-dessus.

Maintenant, pour ce qui est des autochtones, ils sont là, eux autres, bien avant nous autres. J'ai vécu, j'ai travaillé avec eux autres pendant 10 années. Et puis c'est le peuple, si vous voulez; pour travailler avec, j'ai été content. Je recommencerais demain matin. Alors, ça ne veut pas dire que s'ils ont des revendications, en arrière, ce n'est pas du bon monde. Ils sont meilleurs que nous autres. Je vous le dis franchement, je vous le dis devant tout le monde là, parce que leur façon de se comporter, si vous voulez, comment je dirais bien ça là, leur motto, si tu veux, de vie, alors c'est basé sur des qualités de base qui respectent un paquet de choses que nous autres peut-être on a oubliées. Ils essaient de nous le rappeler de temps en temps. Je pense qu'à certains égards, on aurait avantage à les écouter. Puis il faut... on ne peut pas se passer de leur contribution.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors là-dessus, M. Bouchard, ceci termine le temps qui était à notre disposition. Il faut vous remercier d'avoir brillamment relevé le défi de représenter à vous seul toute la Fédération. Vous présentez...

M. Bouchard: Oui, mais je n'étais pas préparé.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ça prouve peut-être quelque chose, mais on ne sait pas quoi au juste. Vous allez remercier de notre part les membres de votre groupe. Vous allez nous excuser auprès d'eux d'avoir procédé en leur absence, et espérer que la température ne leur a pas causé d'embarras en chemin, malgré qu'ils n'aient pas pu se présenter à temps. Et si vous voulez bien maintenant, avec nos remerciements, libérer la table pour que nous puissions passer au groupe suivant qui est la ville de Val-d'Or.

M. Bouchard: Merci de m'avoir écouté.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous allons maintenant entendre la ville de Val-d'Or. C'est une des prérogatives de cette Commission de pouvoir souhaiter à bien des maires la bienvenue chez eux. Alors, M. le maire, nous vous souhaitons la bienvenue chez vous et nous vous écoutons. Veuillez d'abord, si vous voulez bien, nous présenter les membres de votre groupe et ensuite faire la présentation en cinq minutes de l'essentiel de votre mémoire.

Ville de Val-d'Or

M. Pelletier (André): Avec plaisir, M. le Président. À ma gauche, mon collègue échevin municipal, M. Pierre Corbell; à ma droite, immédiatement à ma droite, M. Oriel Riopel, et M. Richard Couture, aussi membres du conseil municipal.

M. le Président, Mmes et MM. les commissaires, merci de vous être déplacés en région. Merci aussi de nous avoir rejoints dans notre belle grande vallée de l'or, de l'or jaune, de l'or vert et, ce matin, de l'or blanc. Et à titre de maire et de conseiller municipal, c'est avec... Conscients du privilège qui nous fait présents ici ce matin, qu'on vous souhaite, à titre d'élu municipal de Val-d'Or, la plus cordiale des bienvenues. Il nous fait donc plaisir de vous exprimer l'opinion du conseil de ville de Val-d'Or sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

Pour conquérir sa dignité et son égalité et atteindre son plein épanouissement dans son économie, sa langue et sa culture, le peuple québécois doit être souverain. Les dernières négociations constitutionnelles l'ont éloquentement démontré: le Québec ne peut espérer obtenir les outils nécessaires à son développement et à son épanouissement sans, au préalable, établir un rapport d'égalité avec le reste du Canada.

Il importe d'abord que les Québécois développent entre eux un consensus le plus large possible sur le moyen le plus efficace de se réaliser pleinement. Nous croyons que ce nécessaire rapport de force s'établira suite à un référendum où la majorité des Québécois et Québécoises se seront prononcés en faveur de cette option. À compter du moment où nous aurons établi notre position et déterminé notre orientation, nous pourrions négocier des ententes de toute nature avec le reste du Canada et le reste du monde, d'égal à égal. Il ne faut pas sous-estimer la capacité socio-économique du Québec d'assurer la pleine réalisation de sa souveraineté. Notre réussite dans différents domaines témoigne de cette certitude: la santé, l'éducation, la Régie de l'assurance automobile. Les succès et la durabilité des entreprises et des institutions de chez nous - pensons à la Caisse de dépôt et placement, au Mouvement Desjardins, à la Banque nationale, à Hydro-Québec, à Noranda, à Domtar, à Bombardier, à Lavallin, à SNC - toutes ces réussites démontrent que nous avons les connaissances et les outils pour pouvoir mener nous-mêmes, et à bien, notre destinée. Le processus de la souveraineté du Québec ayant été enclenché, il faudra ensuite négocier avec le reste du Canada le partage des actifs et des dettes.

Le Québec ayant acquis sa pleine autonomie juridique et législative, il convient maintenant d'examiner quel devrait être son statut constitutionnel interne. Sous cet aspect, nous nous

limiterons au partage des compétences entre les différents paliers de gouvernement. Le nouveau projet de société devra tenir compte du développement et de l'importance des régions. Pour valoriser les régions et assurer leur développement économique et social, la constitution québécoise devra reconnaître l'existence du gouvernement national et des gouvernements locaux et attribuer à chacun d'eux des compétences et des pouvoirs exclusifs.

Il va de soi que le gouvernement central, sous l'égide de l'Assemblée nationale, sera le premier palier de gouvernement tandis que les gouvernements locaux, aussi gérés par des élus, constitueront l'autre palier de gouvernement. Les droits, les pouvoirs, les compétences de chaque palier de gouvernement devront être enchâssés dans la Constitution. Le gouvernement central devrait se voir attribuer des compétences à incidences générale et nationale, telles que l'éducation, la santé, la justice, les programmes sociaux et les communications, les transports et la voirie interrégionale, et les ressources naturelles.

D'autre part, les gouvernements locaux, plus près de la préoccupation des citoyens conserveront leurs responsabilités actuelles, en plus d'en acquérir d'autres et d'en développer de nouvelles, dans les domaines économique, culturel, environnemental et social. Le Québec comptera plusieurs gouvernements municipaux. Les territoires de chaque municipalité pourraient correspondre aux territoires des municipalités régionales de comté. Pour garantir la viabilité et l'indépendance de chaque palier de gouvernement, chacun d'eux devra être assuré de jouir de revenus suffisants pour répondre adéquatement à ses responsabilités et à l'exercice de ses compétences. De plus, chacun d'eux devra posséder les pouvoirs législatifs nécessaires à la mise en place de structures pertinentes pour assurer ses responsabilités. La décentralisation des pouvoirs au niveau de la taxation devra être soutenue par des structures de concertation entre les divers paliers de gouvernement.

Pour ce faire, il est nécessaire d'inscrire dans la nouvelle constitution du Québec un partage des pouvoirs législatifs et fiscaux de chaque palier de gouvernement. Certains pouvoirs et compétences pourront être exclusifs, d'autres partagés. Il en sera de même de l'assiette fiscale. L'avantage de fixer ces règles à l'intérieur de la Constitution c'est l'assurance pour les gouvernants de pouvoir se fier à une structure stable. Nous croyons qu'un Québec souverain peut miser sur l'enthousiasme et la compétence de ses citoyens et de ses citoyennes pour assurer et accélérer son développement social et économique.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. le maire, est-ce que je pourrais vous suggérer d'aller un petit peu plus vite vers les conclu-

sions. Nous avons déjà épuisé notre temps.

M. Pelletier: Trente secondes, mon cher président. Nous croyons que les gouvernements locaux pourront mieux canaliser l'énergie de la population d'un nouveau Québec qui voudra davantage se prendre en main à partir de sa base. (10 h 45)

M. le Président, Mmes, MM. les commissaires, la démarche de la ville de Val-d'Or qui nous a conduits devant vous aujourd'hui prend une dimension importante dans notre réflexion sur l'avenir du Québec. Par sa composition, le conseil de ville ressemble un peu à votre Commission. Nous sommes neuf élus représentant différentes allégeances politiques. Lors des dernières élections du Québec nous avons même, pour certains d'entre nous, combattu dans ces camps opposés. Nous sommes toujours aujourd'hui au conseil de ville de Val-d'Or, comme alentour de la table ici. Nous sommes encore, pour certains, des libéraux, des péquistes. La nécessité pour le Québec de se donner une position forte et claire avant de retourner négocier avec le reste du Canada a été plus forte que nos sentiments personnels, et nous avons adopté ce mémoire à l'unanimité.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci M. le maire. Nous passons maintenant aux questions. D'abord le parti formant le gouvernement, M. Rémillard.

M. Rémillard: Merci, M. le Président. M. Pelletier, M. le maire, M. Riopel, M. Couture et M. Corbeil, merci de vous être déplacés et de venir témoigner devant nous. Vous représentez la ville de Val-d'Or, donc le chef-lieu de cette région très dynamique où nous sommes présentement, et je vous entendais tout à l'heure en terminant votre exposé, M. Pelletier, dire "mon président", et ça me faisait penser à M. Parizeau qui a dit en Chambre, au lendemain de l'entente du lac Meech, "mon premier ministre", ce qui a permis de créer cette Commission, par un travail d'étroite collaboration avec l'Opposition et le gouvernement, cette Commission élargie qui est à l'écoute de la population.

Je vous ai écouté avec beaucoup d'intérêt. J'ai lu votre mémoire avec beaucoup d'intérêt, et je le trouve original, parce que votre mémoire est un vibrant plaidoyer pour le fédéralisme. C'est la première fois que nous avons une ville qui se prononce si franchement en fonction d'un fédéralisme et, même en allant jusqu'à un partage de compétences législatives bien élaborées, vous avez bien compris le sens du fédéralisme, c'est-à-dire une possibilité de décentralisation, en précisant ce que nous avons en particulier et en partageant ce que nous avons en commun. D'ailleurs, notre président avait déjà dit que la souveraineté-association, c'était du fédéralisme et je suis d'accord avec lui. Ça peut être

du fédéralisme.

Et vous, donc, vous nous faites un vibrant plaidoyer pour le fédéralisme, mais, bien sûr, à l'intérieur du Québec, plaidant aussi pour la souveraineté québécoise. C'est donc dire que vous ajoutez un nouveau palier de gouvernement, gouvernement à l'intérieur des régions. On sait qu'il existe déjà des MRC, des municipalités et les sommets économiques. Et les sommets économiques ici ont été un très grand succès. Celui de 1987, mon collègue, M. Savoie, y a travaillé très fort et on sait qu'on est dans une salle ici qui, justement, est le résultat de ce sommet économique de 1987 qui est une très grande réussite.

Ma question, M. Pelletier, M. le maire, est-ce que, dans ce fédéralisme que vous préconisez à l'intérieur d'un Québec souverain, vous ne voyez pas de problème à créer cette nouvelle structure gouvernementale que vous voulez mettre en place en plus de celles qui existent déjà?

M. Pelletier: Premièrement, c'est une question d'interprétation. Nous avons parlé du comment arriver à une nouvelle structure. Le comment pour arriver à une nouvelle structure, c'est par la souveraineté.

Maintenant, la nouvelle structure, le nom et la forme qu'elle prendra, sera celle qui donne pleins pouvoirs au peuple du Québec. Est-ce qu'un gouvernement national et un gouvernement central au Québec, et le Québec dirigé par ses gouvernements locaux, c'est une fédération? Nous, on n'a pas étudié la sémantique des mots. On s'est dit que le Québec, par sa base, à partir de sa base qui peut être canalisée, tout l'enthousiasme de la base qui peut être canalisé par le monde municipal, par les gouvernements locaux... Les gouvernements locaux, c'est large. Lorsqu'on parle de gouvernements locaux dans notre mémoire, on ne veut pas se limiter à une municipalité comme telle. Ça peut être des regroupements de gouvernements locaux qui forment un gouvernement local.

On pense qu'à l'intérieur d'une structure semblable, le Québec pourra davantage... et canaliser l'enthousiasme des gens comme en 1960. En 1960, on est arrivés non pas à travers des structures, mais par l'enthousiasme des gens. On a trouvé une manière de canaliser l'enthousiasme des gens et on a appelé ça la "Révolution tranquille". Nous, on pense que la souveraineté serait, à partir de la force de la base, canalisée par les municipalités et le gouvernement national. Ce serait une manière de revivre à tous les niveaux, économique, social, culturel, une deuxième Révolution tranquille au Québec.

M. Rémillard: En ce qui regarde les sommets économiques, quel jugement portez-vous? Quelle appréciation apportez-vous aux sommets économiques?

M. Pelletier: L'idée des sommets économiques, l'idée de concertation, l'idée de base des sommets économiques était louable. Les résultats ont été une faille, mais il n'en demeure pas moins que l'idée était bonne et est toujours bonne. Il faudra trouver les moyens de mieux canaliser les énergies. Je pense que c'est déjà accepté par un peu tout le monde qu'il faudra revoir les mécanismes. Mais on a eu, pendant trois ou quatre années, beaucoup de discussions avec très, très, très peu de résultats. Cette belle salle dont on est tout à fait fier, elle a peut-être été canalisée autour d'une discussion des sommets économiques, mais elle a été payée par l'entreprise privée et la ville de Val-d'Or, et un peu le gouvernement du Québec.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant aux questions du parti qui forme l'Opposition officielle. M. Brassard.

M. Brassard: Merci, M. le Président. M. le maire, messieurs, bienvenue et félicitations pour être venus témoigner devant la Commission. M. le Président, on sait que l'un des objectifs de cette Commission est d'en arriver à clarifier les enjeux et à dissiper aussi la confusion qui peut exister à travers un certain nombre de concepts ou de notions qui circulent présentement au Québec. Je n'ai pas l'impression que les dernières remarques du ministre vont aider à atteindre cet objectif-là, parce que ou c'est parce qu'il voit du fédéralisme partout, y compris dans sa soupe, ou alors il sème la confusion délibérément, parce que, écoutez, ce n'est pas vrai que toute forme de décentralisation ou de régionalisation équivaut à du fédéralisme. En France, on a régionalisé, on a créé des instances régionales et, que je sache, la France est toujours un État unitaire, ce n'est pas une fédération, alors, il ne faut pas confondre les choses.

Les municipalités locales, j'ai bien compris, dans votre esprit, demeurent quand même des créatures de l'État central. Donc, il y a quand même encore un lien de subordination et, à partir de ce moment-là, on ne peut pas parler de fédéralisme.

Ceci étant dit, vous parlez peu des formes d'association avec la Canada. Je suppose que vous souhaitez qu'on maintienne des liens très étroits, en particulier sur le plan économique, avec le Canada. Qu'un Québec souverain maintienne des liens étroits, sur le plan économique, avec le Canada.

M. Pelletier: Concernant la langue et la culture, là, il n'y a pas de... Là, c'est québécois 100 milles à l'heure. Concernant l'économie et la monnaie, là, tout est ouvert pour la négociation, mais cette négociation-là, on dit dans notre mémoire: Elle sera faisable pour autant que les Québécois d'abord s'entendent entre eux d'une manière forte et claire. Et on voudrait ici,

modestement, on ne veut pas se prétendre pour d'autres, faire refléter notre réflexion sur l'ensemble de la Commission. On s'est détaché des travaux réguliers de la ville puis on a réfléchi, libéraux et péquistes de toutes sortes d'allégeances – il y avait peut-être d'autres sortes d'allégeances – sur l'avenir du Québec. Et puis on est arrivé à la conclusion, après plusieurs heures et quelques soirées de réflexion, qu'on devait passer par là, qu'on devait se donner une position claire et forte pour aller reparrer avec nos voisins. Et ça, cette dimension-là s'est élevée au-dessus de nos partisaneries politiques. Et lorsque, tantôt, on disait que la Commission... On est un petit peu un conseil un peu semblable à la Commission: Vous êtes aussi des humains comme nous. Et ce qu'on souhaite, c'est qu'à la fin, lorsque vous allez écrire votre rapport final, que celui-ci puisse s'élever au niveau de ce que chacun peut penser des fois, individuellement, et s'élever au niveau de l'unanimité, afin de donner, pas une directive, mais de donner une orientation claire au reste du Canada et du monde. On l'a fait, nous, et on est pareils comme vous, on est différents. On n'a pas changé notre différence. Ce matin il y a toutes sortes de couleurs devant vous ici, à la table du conseil de ville de Val-d'Or. On n'a pas changé nos orientations personnelles, mais on a mis le Québec d'abord.

M. Brassard: Quant aux gouvernements locaux, j'aimerais que vous m'expliquiez un peu votre conception. Parce qu'il y a plusieurs organisations qui sont venues, depuis qu'on visite les régions, nous dire que, bien sûr il y a les municipalités locales, mais il faudrait aussi une instance régionale. Là ça demeure souvent imprécis, quoiqu'il y en ait qui souhaitent véritablement des gouvernements régionaux, mais d'autres disent une instance régionale au-dessus des municipalités locales, avec un certain nombre de pouvoirs, de possibilités et de moyens. Vous n'en parlez pas. Vous parlez uniquement des municipalités locales, du gouvernement national et des municipalités locales. Vous ne voyez pas d'instance intermédiaire qui recouvrirait un plus large territoire?

Le Président (M. Michel Bélanger): On est limité, M. Pelletier. Il faudrait essayer d'y aller brièvement pour reprendre tout le temps.

M. Pelletier: Très rapidement. Les gouvernements locaux, c'est strictement pour rester au niveau des élus. Ce sont les élus qui doivent répondre devant les gens. Plus on va multiplier les paliers d'élus, plus on court des chances aussi de s'éloigner de la base. Et les gouvernements locaux ça peut être élargi. Ça ne veut pas dire qu'ici, en Abitibi, il pourrait y avoir plusieurs gouvernements locaux. On a fait référence aux MRC, mais ça pourrait être, dans certains

cas, même plus large que les MRC. Ça n'empêche pas ces gouvernements locaux-là de déléguer des pouvoirs à toutes sortes d'organismes de concertation dans une région. Mais la canalisation de la base devrait se faire par les gouvernements locaux. Ça ne veut pas dire d'éliminer des petites municipalités. Plusieurs petites municipalités auraient avantage à regrouper leurs administrations pour ne pas disparaître. Plusieurs municipalités de 100 familles auraient tout avantage à être regroupées, ne serait-ce qu'au niveau de se donner des services administratifs pour pouvoir se développer. C'est dans ce sens-là qu'on parle des gouvernements locaux qui pourraient être semblables ou pourraient être au niveau des MRC. Les MRC ce sont des gouvernements locaux là, ce n'est pas deux choses différentes.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, je regrette de vous interrompre, M. le maire, mais ceci épuise, depuis déjà quelque temps, le temps pour cette période. Nous passons maintenant aux questions des membres. D'abord Mme Campbell Steer, suivie de M. Assad.

Mme Campbell Steer: Oui, maire Pelletier, merci d'avoir pris le temps de proposer votre vision d'un gouvernement québécois plus rapproché des citoyens. Cependant, moi, j'aimerais avoir deux petits éclaircissements. Tous les deux étant dans la même optique de décentralisation des pouvoirs, ça veut dire que, moi, je descends un peu plus au niveau de la plomberie. À la page 4, vous dites que: "Le gouvernement central devrait se voir attribuer des compétences à incidence générale." Moi, je vois avec difficulté le champ environnemental au niveau local. Les pluies acides viennent de toutes les MRC sinon des pays aux alentours, et je crains qu'on puisse voir se créer certaines concurrences entre MRC avec des normes environnementales différentes. Comment voyez-vous l'environnement au niveau local?

M. Pelletier: Tous les dossiers d'environnement, les grandes directives ou les grandes politiques émanent du gouvernement national. Mais il faut absolument qu'au niveau local il y ait quelqu'un, quelque part, qui ait une responsabilité de première ligne.

Mme Campbell Steer: L'administration devrait être faite au niveau local?

M. Pelletier: Il y a certains permis, peut-être pas le transport. Entre autres, on a eu beaucoup de problèmes ici avec les déchets toxiques, le transport interrégional. Il devrait y avoir une instance nationale qui s'occupe de ça. Mais les décisions dans une ville, si on met tel genre d'usine, devraient appartenir aux gens de la place.

Mme Campbell Steer: Par contre, une coordination centrale devrait se faire au niveau national.

(11 heures)

M. Pelletier: Il faudrait que ce soit bien déterminé. Le national a certaines politiques et le monde municipal, les élus de la base, les élus locaux, au niveau d'une région, ont une responsabilité au niveau de l'environnement. Parce que, à ce moment-là, si ça ne marche pas de même, ça va faire ce qui se passe aujourd'hui: tout le monde pellette la neige dans la cour de l'autre.

Mme Campbell Steer: Est-ce que ça veut dire que les municipalités peuvent être encore plus sévères? Est-ce que c'est plutôt dans ce sens-là? Si on a une norme nationale...

M. Pelletier: Plus de pouvoirs, ne veut pas dire être plus sévère, madame.

Mme Campbell Steer: C'est plutôt que...

M. Pelletier: Plus de pouvoirs, ça veut dire plus d'ordre, mais ça ne veut pas dire plus sévère.

Mme Campbell Steer: O.K. L'autre chose sur laquelle je voulais avoir de plus amples détails, ce sont les politiques fiscales que vous prévoyez. Envisagez-vous un système de péréquation entre les MRC les plus riches et les plus pauvres, et un système fiscal qui est commun à tout le Québec?

M. Pelletier: Il y aura sûrement deux moyens de diviser la richesse. Premièrement, c'est impensable de diviser des pouvoirs sans diviser des moyens fiscaux fixes, en d'autres mots, partager des pouvoirs fiscaux. Les partager... le national a tel pouvoir au niveau de la fiscalité et les gouvernements locaux en ont d'autres. Et ces pouvoirs-là, on dit même qu'ils devraient être enchâssés dans une constitution pour éviter qu'à toutes les deux élections on nous enlève les pouvoirs après qu'on a eu toutes les responsabilités, comme c'est le cas, des fois.

Mme Campbell Steer: Mais peut-être qu'on peut aller jusqu'à l'absurde. Si j'ai deux usines d'une même compagnie, ou peut-être deux compagnies qui sont dans deux MRC différentes, est-ce que ça veut dire que je peux avoir deux rapports d'impôt à faire, deux systèmes différents?

M. Pelletier: Non. Je vais vous donner un exemple. Dans le moment, au niveau de la fiscalité, le gouvernement central, le gouvernement du Québec a sa fiscalité et nous, les municipalités, on a notre fiscalité. Ça n'oblige pas les usines, dans deux villes différentes, à faire des rapports d'impôt par rapport à la

fiscalité municipale. Vous ne faites pas de rapport d'impôt parce qu'il y a une fiscalité municipale. Il y en a 1600 municipalités au Québec, vous ne faites pas des rapports d'impôt 1600 fois.

Mme Campbell Steer: Ça veut dire que c'est plutôt dans le domaine des taxes foncières.

M. Pelletier: La taxe foncière, ça n'empêche personne de dormir.

Mme Campbell Steer: Non, non, c'est plutôt dans ce portrait-là que nous allons avoir des taxes foncières par municipalité, qui sont sur un taux d'évaluation.

M. Pelletier: Et les municipalités qui voudront se lancer et devenir des municipalités industrielles, avec tout ce que ça comporte, auront le choix de le faire par leur taxation. Ce qu'on dit, c'est qu'il faudra d'autres pouvoirs fiscaux que le simple pouvoir actuel foncier.

Mme Campbell Steer: Pourriez-vous me donner des exemples?

M. Pelletier: Entre autres, au niveau des richesses naturelles, il pourrait sûrement y avoir un partage au niveau des droits perçus par le gouvernement national.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à M. Assad.

M. Assad: Merci, M. le Président. MM. le maire et conseillers, quand j'étais pensionnaire à l'école, j'étais avec plusieurs de Val-d'Or, de la région. Ils se sont fait remarquer par leur individualisme et je me rends compte qu'après 35 ans, ça n'a pas changé. Je vous ai écouté nous expliquer la balise de l'or, le nord et ça me porte à croire que la géographie a forgé notre histoire autant que nos institutions démocratiques. Et quand vous avez parlé des années soixante, de la Révolution tranquille, comment le Québec a connu un essor extraordinaire sur tous les plans – tout le monde a été témoin, les gens d'un certain âge, de cet essor économique, social et culturel – ça me porte à penser que ce que l'ancien premier ministre du Canada avait dit, Mackenzie King, c'était vrai, dans les années soixante.

Il a dit que le Québec, un jour, va sortir de son sommeil et qu'il va être un géant au sein de la Confédération canadienne. On pourrait dire que l'heure est arrivée depuis longtemps. En regardant votre mémoire, je vois que vous avez surtout mis l'accent sur la façon dont le Québec va se déclarer souverain.

Premièrement, j'aimerais ça avoir votre définition du terme "souverain". Je sais que votre allégeance politique ou votre philosophie politique, peu importe... je suis certain que vous avez

fait, au moins dans la région, une consultation auprès de vos gens. Vous avez plusieurs employés du gouvernement fédéral dans la région ici. Je suis certain qu'eux, ils avaient leur opinion personnelle ou leur philosophie personnelle. Premièrement, je voudrais savoir effectivement, une définition que vous pourriez me donner des manques ou des pouvoirs qui vous manquent, et qu'est-ce que ça signifie pour vous un Québec souverain? Une définition.

M. Pelletier: On n'est pas des constitutionnalistes, on n'est pas... personne... On n'a pas de capacité de droit international, mais on a été tout simples, nous. On a pris le dictionnaire puis on a regardé ce qui était écrit dedans. Souverain, ça dit: Se gouverner soi-même. C'est ça que ça dit, puis c'était suffisant pour nous autres.

M. Assad: Et vous vous êtes servi de cette définition-là pour votre consultation auprès de votre population?

M. Pelletier: Est-ce que, moi, je peux vous poser une question? Vous êtes du gouvernement...

M. Assad: Fédéral.

M. Pelletier: ...fédéral?

M. Assad: De l'Opposition.

M. Pelletier: De l'Opposition? Je pense qu'un gouvernement élu, comme le gouvernement municipal, est légitimé de prendre position. S'il fallait que des élus, des dirigeants, dans une question aussi importante que l'avenir du Québec, n'aient pas le courage de dire à leurs commettants ce qu'ils pensent, s'il fallait que les élus cachent ce qu'ils pensent, ce serait malhonnête vis-à-vis de la population. Je pense que l'honnêteté, c'est de dire ce qu'on pense et c'est ce qu'on fait.

M. Assad: Mais je suis certain que vous voulez savoir ce qu'ils pensent aussi.

M. Pelletier: Et nous, ce qu'on a dit dans notre court mémoire, et modeste, on a dit, et c'est là qu'on dit: Nous, c'est notre position, mais cette position-là, on demande qu'elle soit validée par un référendum.

M. Assad: M. le maire, vous avez parlé de différents paliers de gouvernement, vous avez dit qu'il y avait un superflu de paliers de gouvernement. À l'époque de 1976 à 1985, avec le gouvernement du Parti québécois, il y avait la création des MRC, qui était effectivement un autre palier de gouvernement. Il y avait les gouvernements fédéral, provincial; il y avait les municipalités, puis on est arrivés avec les MRC. Est-ce que ce palier de gouvernement devrait être enlevé,

d'après vous? Parce que vous avez fait mention qu'il y avait trop de paliers.

M. Pelletier: Les MRC, ce sont des gouvernements locaux. Si vous comprenez bien la structure des MRC, les MRC, ce sont des gouvernements locaux, c'est une table de concertation et administrative. Ce sont les élus, ce sont seulement des élus qui sont là, ce sont des élus locaux. Donc, dans notre esprit, dans le mémoire, lorsqu'on parle de gouvernements locaux, les gouvernements locaux, ce sont les MRC. Ce sont aussi les MRC.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci épuise le temps pour et cette période de questions et la présentation de la ville de Val-d'Or. Nous sommes toujours très heureux d'être chez vous, M. le maire. Nous vous remercions de cette présentation: M. Corbeil, M. Couture, M. Riopel, et vous, M. le maire Pelletier. Si vous voulez bien vous retirer de ce côté-ci pour que le groupe qui vous remplace, le Regroupement des femmes d'Abitibi-Témiscamingue, puisse venir prendre la table immédiatement.

(Suspension de la séance à 11 h 8)

(Reprise à 11 h 10)

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à l'audition du Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue. Mme Bouchard est le porte-parole du groupe, et elle va nous présenter les autres membres de la délégation. Mme Bouchard.

Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue

Mme Bouchard (Myriam): Mmes les commissaires, MM. les commissaires, nous avons ici, présentes à la table, des femmes qui sont issues du Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue et, bien sûr, de différentes parties de la région. Raymonde Paquin, Rouyn-Noranda; Denise Stewart, Rouyn-Noranda; Jovette Saucier, Val-d'Or; Laurette Melançon, Saint-Lambert; et Myriam Bouchard, d'Amos.

Le Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue a été mis sur pied dans la région ici, en 1983. Il se définit comme étant un outil régional d'intervention et d'action des femmes en régions, de manière à concerter leurs actions et leurs pressions. Son but principal, bien sûr, est de promouvoir l'action féministe en régions. Nous avons joint, à l'intérieur du mémoire, une série des groupes participant à ce regroupement et, comme vous pouvez le constater, la majorité des groupes sont représentés, de même que la majorité des villes de la région sont représentées. Le mémoire à la Commission sur l'avenir

politique du Québec fut adopté en assemblée générale, le 27 octobre 1990, à Rouyn-Noranda.

Je voudrais, dans un premier temps, rappeler le contexte historique et la situation des propos du Regroupement. Dans le cadre du contexte de leur époque, fin XIX^e siècle, les Pères de la Confédération définissaient l'échiquier politique au Canada et au Québec: de quels enjeux il s'agit, comment ils se jouent, quels en sont les buts, quelles en sont les règles et les procédures. Cependant, la configuration économique et sociale a beaucoup changé par rapport à 1867 et, si certains carreaux du damier ont évolué, il est à remarquer que les règles du jeu se sont également transformées.

Face à ces réalités, le Québec recherche depuis plusieurs années à accroître ses cases, leur dimension, et peut-être même à redéfinir le jeu lui-même et tout ce qui s'ensuit. Face à ces réalités, le Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue situe donc son intervention à l'intérieur de cette tendance, c'est-à-dire la recherche d'un pays nouveau. La tendance donc de recherche d'une responsabilisation accrue des Québécoises et des Québécois quant à leur avenir, peu importe la structure politique choisie par la population.

Cette intervention du Regroupement met l'accent sur le domaine économique. Toutefois, il ne s'agit pas de l'unique préoccupation du Regroupement. Ce sont les contraintes de temps, imposées par la Commission, qui ont amené le Regroupement à se concentrer particulièrement sur ce champ d'intervention.

Enfin, le Regroupement ne peut s'empêcher de faire part de sa consternation et de sa profonde déception devant le fait que la composition de la Commission soit très peu représentative des 52 % de la population qui sont composés de femmes et, en particulier, qu'aucune représentante de groupement de femmes, ne pensons qu'à la Fédération des femmes du Québec, ne soit présente ici, à la Commission.

D'ici à l'an 2000, la tendance de l'espace économique québécois fera en sorte que 50 % des contribuables seront des femmes, et ceci, bien sûr, n'est pas sans conséquences aux plans économique, politique et social. Aujourd'hui encore, les analystes voient l'espace économique comme étant le fruit des initiatives de l'*homo economicus* qui, de par ses échanges, permet une division poussée du travail et, de fil en aiguille, la mise sur pied du marché, puis l'accroissement de la richesse collective.

Dans ce cadre, quel est le rôle du gouvernement? Pour eux, la responsabilité du gouvernement se résume à la création des conditions favorables à l'épanouissement des initiatives privées. Il est évident que, pour réaliser ce programme, le gouvernement prélève des impôts, puis dépense le trésor public. Il doit aussi développer des relations avec les autres gouvernements, en vue de permettre la multiplication des

échanges et l'extension du marché. Toutefois, il doit se garder d'intervenir autrement sur le marché, car celui-ci s'autorégularise par la loi de la concurrence. Dans ce cadre-là, quelle est l'analyse du regroupement?

Dans un contexte où la société québécoise se prononçait pour que le gouvernement québécois élargisse ses champs d'intervention, et s'autorise une quelconque marge de manoeuvre au plan international, le Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue veut mettre l'accent de l'avant sur l'interprétation qu'il fait des valeurs à véhiculer dans ce nouveau projet de société. Le constat des réalités économiques de féminisation de la pauvreté indique que, pour le Regroupement, les conditions favorables à l'épanouissement des initiatives des femmes, au même titre que celles des hommes, ne sont pas créées actuellement par les interventions du gouvernement. Par exemple, le fouillis fiscal se taille toujours d'après le modèle de dépendance économique des femmes, vu les responsabilités familiales concrètes qu'elles doivent assumer, le plus souvent, exclusivement. Autre exemple, parce qu'appliqué systématiquement dans toutes les interventions du gouvernement, le présupposé que les femmes sont le moyen de reproduction de la société, moyen, il va sans dire, que l'on peut contrôler. Ainsi, en appliquant deux présuppositions qui ne font qu'une, aux yeux des analystes, le gouvernement québécois insère un paramètre qui crée des conditions défavorables à l'épanouissement des initiatives des femmes et nuit à leur concurrence.

(11 h 15)

Le Président (M. Michel Bélanger): Pour éviter que nous dépassions trop le temps, madame, je vous invite, peut-être, à accélérer vers les conclusions.

Mme Bouchard: Or, dans ce cadre-là, le Regroupement a axé surtout son intervention sur le fait suivant. Par-dessus toute structure politique, qu'elle soit fédéraliste ou souverainiste, il nous importe, à ce stade-ci, de définir d'abord un contenu et après, réfléchissons sur le contenant. Or, quant au contenu, voici les recommandations du Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue. S'inscrivant dans la tendance d'une responsabilisation accrue et équitablement partagée entre les Québécoises et les Québécois face à leur avenir, peu importe la structure politique choisie par la population québécoise, le Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue recommande:

Premièrement, que le gouvernement du Québec se serve de toute marge de manoeuvre pour favoriser, sur un pied d'égalité, les initiatives économiques des femmes et des hommes au moyen d'une politique cohérente de congés parentaux, de services de garde à l'enfance répondant aux besoins, de services complets de planning des naissances, d'un plan stratégique d'équi-

té en emploi évalué annuellement de par ses résultats et, finalement, d'un plan global concerté visant à contrer efficacement la violence faite aux femmes et le sexisme. Que le gouvernement du Québec perçoive que, pour atteindre cet objectif d'équité, il doit tenir compte systématiquement du paramètre suivant dans toutes ses interventions. Premièrement, les femmes et les hommes sont des citoyennes et des citoyens à part entière. Deuxièmement, la perpétuation de la population passe par les capacités procréatives des femmes. Troisièmement, ce caractère distinct n'a pas pour effet de leur retirer leur citoyenneté à part entière. Et finalement, les responsabilités familiales concrètes qui suivent la naissance incombent également aux femmes et aux hommes.

Au cours de la période transitoire entre le stade actuel et l'équilibre des sexes au Québec, l'application du paramètre ne doit pas être utilisée de façon à causer préjudice aux femmes, ces dernières étant déjà trop pénalisées. C'est pourquoi nous recommandons que le gouvernement du Québec prévienne des mécanismes pour mesurer annuellement les résultats concrets obtenus par rapport à l'objectif d'équité, et qu'il réajuste ses interventions au besoins.

Nous proposons également que soit assurée la représentation juste et équitable de la population. Ça veut dire, en tenant compte des 52 % de composition de cette population au Québec, qui sont des femmes; que soit assurée la représentation juste et équitable de la population féminine et la présence de représentantes choisies par les groupes de femmes au sein de tout organisme du gouvernement québécois qui aurait pour mandat d'assurer un suivi des travaux de la Commission. Que soit prévue une révision de l'ensemble des institutions politiques, quant à leur forme, à leur nature, à leurs pouvoirs et à leur fonctionnement, dans le but de rapprocher les pouvoirs de la population par des mécanismes démocratiques, c'est-à-dire où les femmes et les hommes, ainsi que les régions, auront une représentation juste et équitable.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, madame. Nous avons déjà pris un peu plus de temps que les cinq minutes prévues, mais ceci a permis d'entendre toutes vos conclusions. Nous passons maintenant aux questions. D'abord le parti formant l'Opposition officielle, Mme Marois.

Mme Marois: Merci, M. le Président. Bonjour et bienvenue. Comme je l'ai déjà mentionné à d'autres groupes de femmes qui sont venus, je suis très fière de voir les femmes venir participer aux travaux qui concernent l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Cela étant dit, juste une petite remarque sur votre recommandation afin que soit assurée la représentation juste et équitable de la population féminine: je vous ferai remarquer que notre délégation com-

porte trois femmes députées et trois hommes députés, et que cela est possible grâce au fait qu'on a 30 % de femmes élues dans la députation à l'Opposition. Je reposerais d'ailleurs des questions sur les moyens à prendre pour arriver à un tel objectif.

Bon vous ne vous prononcez pas sur le statut politique et constitutionnel du Québec. Par contre, tout au long de votre document, on sent le besoin de revoir les pouvoirs, d'avoir de nouveaux pouvoirs. Si vous ne vous prononcez pas sur le statut politique et constitutionnel du Québec, comment souhaitez-vous qu'on le fasse, ou que la population, le peuple québécois le fasse?

Mme Bouchard: Bien, quant au processus, nous voulons d'abord qu'il soit le plus démocratique possible. Et je pense que cette Commission est un premier pas. La façon dont nous voyons les choses à ce stade-ci, c'est que, évidemment, un regroupement ne peut se prononcer pour la souveraineté, le fédéralisme ou pour les entredoux, parce que je crois qu'il faut, au Québec, à ce stade-ci, se rendre compte qu'à l'intérieur de tout regroupement, comme à l'intérieur des municipalités précédemment - ça a été mentionné tout à l'heure - nous avons des allégeances politiques diverses.

Ce que nous voulons cependant, c'est qu'à chaque stade de ce processus démocratique, nous ayons l'assurance que les femmes seront représentées sur la base de leurs intérêts propres. Et moi je pense que ce n'est pas contradictoire de mettre ensemble, ou de placer ensemble, un certain nombre de femmes ayant des intérêts communs par-dessus leurs allégeances politiques. Si je vous donne un exemple - on l'a mentionné dans le mémoire tout à l'heure - toutes les femmes du Québec ont intérêt à avoir un réseau bien articulé de garderies publiques et gratuites accessibles à tout le monde. Ça dépasse les allégeances politiques, ça dépasse les structures.

À ce stade-ci, ce que nous réclamons, bien sûr, sans avoir une option très, très définie, c'est deux choses: Nous voulons, dans un premier temps, être assurées de la représentativité des femmes à tous les échelons du processus démocratique et, deuxièmement, nous voulons que ce processus démocratique commence à l'endroit, pas à l'envers. C'est-à-dire que, dans une société qui veut se déterminer comme au Québec, nous devons d'abord nous poser la question: Quels sont nos intérêts, quel est le projet de société que nous voulons? Et, ensuite, nous décidons des structures, pas l'inverse.

Mme Marois: Bon. Je vais vous poser une question...

Le Président (M. Michel Bélanger): Il vous resterait du temps pour une seule question, madame.

Mme Marois: Je suis consciente de ça. Dans une perspective où vous voulez justement une meilleure reconnaissance de l'égalité entre les hommes et les femmes, que vous voulez voir reconnus les outils nécessaires à cette opérationnalisation-là concrète, est-ce que vous n'avez pas l'impression que le chevauchement actuel des pouvoirs entre deux niveaux de gouvernement vient poser des entraves à l'atteinte de cet objectif-là? On va poser la question donc dans un autre sens.

Mme Bouchard: Oui, il est évident, si on prend deux exemples bien concrets, que dans le domaine des garderies il est question de péréquation, il est question de subventions venant du fédéral. Quand le gouvernement fédéral nous annonce les coupures de subventions aux provinces, c'est clair et net que nous voyons, comme tout le monde, la réalité, c'est-à-dire donc une pénalisation des droits des femmes. Ça, je pense que tout le monde va en convenir.

Un deuxième exemple de ça, c'est dans toute la question de l'avortement où les pouvoirs du fédéral jouent de façon très claire. À ce moment-là, lorsqu'on recriminalise ce secteur-là, c'est évident que l'ensemble des femmes du Québec subit les conséquences de ça. Sauf que nous commençons, comme je l'ai dit tout à l'heure, par définir ce que nous voulons. D'accord? Et, à partir de là, nous allons embarquer dans le processus et les femmes se détermineront par rapport à: Est-ce que, par rapport au projet de société, nous voulons l'indépendance, nous voulons la souveraineté? Ou, alors, nous voulons être rattachées au fédéralisme? C'est une question, à notre sens, qui semble en second plan et non pas en premier plan.

Mme Marois: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, les questions des membres maintenant. Mme Simard qui est la suppléante de M. Larose.

Mme Simard: Bonjour. J'ai trouvé votre mémoire très concis, très clair. Évidemment, je suis tout à fait d'accord avec toutes les recommandations, mais plus que ça, surtout avec vos prémisses et votre analyse.

J'aimerais ça, un peu dans le sens où Mme Marois vous a posé la question en ce qui concerne les dédoublements ou les problèmes de juridiction, vous avez oublié tout le problème des congés de maternité qui sont sous le régime de l'assurance-chômage et on pourrait parler d'autres choses.

Selon vous, puisque moi aussi je suis d'accord qu'il est important, et particulièrement pour les femmes, de définir ce projet de société - c'est un peu dans le sens qu'on travaille d'ailleurs à la CSN - est-ce que vous ne pensez pas que, si on rapatrie tous les pouvoirs d'un

État souverain, ça va poser des conditions plus favorables à la réalisation des recommandations que vous faites? Que vous ne pensez pas qu'il n'y a peut-être pas d'automatisme évidemment avec l'acquisition par le Québec de sa souveraineté, mais vous ne pensez pas que de rapatrier ces pouvoirs et d'avoir cette souveraineté, qu'on ne sera pas dans un climat plus favorable pour la construction du projet de société dont vous parlez?

Mme Stewart (Denise): Peut-être qu'on serait dans des conditions plus favorables économiquement. Peut-être. Sauf qu'il faut regarder la place qu'on veut prendre dans la société. Ce n'est pas qu'une place économique. Les femmes ont des choses à dire et ont une place à prendre. On veut savoir où on s'en va avec nos valeurs dans cette société-là avec un nouveau Québec. C'est là-dessus qu'on travaille. Quelles valeurs on va chercher? Où est la position de la mère de famille? Où sont les femmes violentées? Une nouvelle structure, est-ce que ça va donner plus? Est-ce que ça va donner une place aux femmes violentées pour parler? Est-ce que ça va leur donner de la sécurité? Il faut regarder aussi tout cet aspect-là.

On parlait de sommets économiques tantôt, on a eu un sommet socio-économique dans la région, il faut regarder nos valeurs sociales aussi. Où est-ce qu'on s'en va au Québec? Et c'est de ça qu'on veut parler. On pourra parler de tout l'aspect économique, puis c'est sûr que, la Commission, c'est sa priorité, mais il y a aussi toutes les questions sociales vers lesquelles il faut se diriger. Les questions sociales.

Mme Simard: Mais pas seulement au plan économique, je parle au plan culturel, je parle au plan social également, je parle au plan politique, puisque vous avez des recommandations très précises quant à la présence politique des femmes, pas seulement en termes quantitatifs, mais aussi que leur présence va entraîner un questionnement profond au niveau des valeurs. Est-ce que vous ne pensez pas que l'ensemble de ces transformations profondes que vous souhaitez est plus réalisable dans un Québec souverain que dans le contexte du fédéralisme qu'on connaît maintenant depuis...

Mme Paquin (Raymonde): Probablement que c'est vrai, mais on est en mesure de se demander: Les femmes, quelle place est-ce qu'elles vont occuper? Jusqu'à maintenant, on n'a pas eu d'exemple très précis, à savoir qu'on visait absolument l'égalité contre toute épreuve. On est en devoir, je pense, en droit de se demander: Est-ce que vraiment on "priorise" des éléments qu'on vous a soulevés tantôt? Est-ce qu'on va toujours les garder en mémoire? Est-ce qu'on croit vraiment que les femmes ont accès aux

mêmes droits que l'ensemble de la société? Alors, de ça, on n'en est pas convaincues, c'est pour ça qu'on voudrait beaucoup plus mettre le focus sur ça que sur la structure, parce que, quelle que soit la structure qu'on aura, si on ne respecte pas ce qu'on vient d'énumérer, ça ne donne absolument rien. On travaille avec des femmes qui sont en difficulté énorme de recherche d'emploi ou autres, violence, etc. La structure leur importe peu. C'est quelle place elles vont avoir dans cette structure-là. Et c'est ce dont on vient vous parler aujourd'hui.

Mme Bouchard: Je pourrais peut-être ajouter à ça quelque chose qui est très, très, très simple dans ma tête. Je ne suis pas allée très, très loin dans le raisonnement, mais il me semble que le raisonnement s'arrête aussi là. On rapatrie les pouvoirs quant à l'assurance-chômage, on rapatrie les pouvoirs quant à toute la question de la santé, y compris, donc, l'avortement comme tel, on rapatrie les pouvoirs en matière de garderie. Ce que nous ne voulons pas faire, c'est ceci: Ne pas donner un chèque en blanc à une option en ayant pour espoir que les pouvoirs de taxation et l'argent rapatriés vont automatiquement aller là où nous voulons. On veut faire l'inverse. C'est pour ça qu'on ne peut pas s'engager, ce matin, dans une option très précise, parce que qu'est-ce qui nous garantit, nous, que, si on demande la souveraineté, les pouvoirs et l'argent et les pouvoirs de taxation seront rapatriés du même coup? On ne peut pas, à ce stade-là, comme femmes, comme citoyennes, comme votantes et comme participantes à la production, donner un tel chèque en blanc. C'est tout. Alors, c'est évident que les coupures à l'assurance-chômage qui ont été récentes ont été excessivement coûteuses pour les femmes de la région ici et pour les hommes de la région aussi, parce que ce n'est pas une question féminisée. C'est la même chose pour les garderies. C'est la même chose pour la recriminalisation de l'avortement. Alors, je dis tout simplement et très humblement aussi, ce que nous disons, c'est: Peut-être que rapatrier des pouvoirs, ça pourrait être gagnant pour le Québec, mais, à ce stade-ci, nous ne voulons pas donner de chèque en blanc ni à l'un ni à l'autre. Nous voulons d'abord définir ce projet de société et, dans ce cadre-là, nous irons voir quels pouvoirs nous allons rapatrier, quels pouvoirs de taxation, quels pouvoirs d'imposition.

(11 h 30)

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est maintenant à Mme Campbell Steer.

Mme Campbell Steer: Je vais passer pour que madame puisse compléter.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ah! Parfait. Continuez.

Mme Campbell Steer: Continuez, madame, s'il vous plaît. J'ai juste une courte question que je vais poser après.

Mme Bouchard: Alors, en résumé, nous ne pouvons opter pour l'une ou l'autre des options, tout simplement parce que nous pensons que le projet de société au niveau du Québec n'est pas suffisamment clair, et de façon concertée, accepté. Je donne un dernier exemple. Je trouve ça beau les 30 % de représentativité à l'Assemblée nationale. Si on s'en va à la Chambre des communes, bon, bien sûr, de votre côté... Ce qu'on voudrait c'est 52 %.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Campbell Steer.

Mme Campbell Steer: Une petite question. Pourriez-vous nous donner des exemples pour les sortes de plans fiscaux que vous envisageriez pour vraiment... Moi, je serais plutôt intéressée dans ce domaine-là pour voir ce que nous devons faire pour peut-être donner un peu plus d'outils dans les mains des femmes.

Mme Bouchard: Pardonnez-moi, je vais vous demander de préciser un petit peu votre question, s'il vous plaît.

Mme Campbell Steer: Est-ce qu'il y a, sur le plan fiscal ou dans la façon dont nous imposons nos gens, est-ce qu'il y a une façon de promouvoir la situation des femmes? Ou pour mettre les femmes plus égales? Est-ce qu'on doit faire quelque chose avec les déductions pour frais de garderie? Est-ce qu'il y a autre chose qu'on doit faire? On a déjà entendu parler d'un système de régime des rentes pour les femmes, quelque chose comme ça. Est-ce qu'il y a d'autres politiques que vous envisagez dans le domaine fiscal?

Mme Bouchard: D'abord, au niveau de la fiscalité, quant aux garderies, on parle de crédit d'impôt pour enfants. Au niveau des rentes pour femmes à la maison, c'est évident que les choses évoluent mais ne sont pas encore parfaitement harmonisées à l'ensemble du Québec.

Mme Campbell Steer: Pensez-vous qu'il y a une façon d'avoir une rente pour une femme qui est prise à la maison? Est-ce qu'il y a une façon de payer une prestation de vieillesse à cette femme-là comme le Régime de rentes du Québec? Ou est-ce que ça devrait être plutôt une pension de vieillesse pour elle?

Mme Stewart: Au niveau des régimes, moi, je serais portée à vouloir atteindre les femmes qui sont démunies. Les femmes qui sont démunies sont aidées par des groupes d'entraide. Et je serais portée à financer les services directs aux

femmes démunies d'abord. Ensuite, on travaillera sur une question globale, une perspective globale. Quand on parlera de régime démographique, quand on parlera... on fera une question globale. Mais d'abord, si on favorisait du financement, je le favoriserais auprès des femmes démunies qui sont agressées.

Mme Campbell Steer: Au lieu d'avoir un plan universel.

Mme Stewart: Je serais pour un plan universel mais plus tard. D'abord, pensez aux femmes démunies.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, maintenant c'est au tour des questions du parti gouvernemental. Mme Bégin.

Mme Bégin: Merci, M. le Président. À mon tour j'aimerais vous remercier pour vous être déplacées et nous avoir présenté votre mémoire. Je peux vous dire qu'à ce stade-ci votre mémoire coïncide en grande partie avec ceux qui nous ont été présentés par les autres regroupements de femmes de la région.

Moi, ce que je retiens avant tout de votre mémoire, de votre projet de société, c'est que vous voulez qu'on favorise l'égalité économique des hommes et des femmes. Et pour ce faire, vous nous donnez des moyens. Entre autres, qu'on établisse des politiques cohérentes en ce qui regarde les congés parentaux, les services de garde à l'enfance, le planning familial. À ce stade-ci, j'aimerais peut-être vous dire qu'il y a des choses qui se sont faites. Présentement à l'Assemblée nationale, vous le savez très bien, il y a la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives qui est en révision et dans laquelle on prévoit des congés parentaux justement ayant comme objectif les nouvelles responsabilités familiales. Nous avons aussi en matière de services de garde - Mme la ministre avait adopté en 1989 - un énoncé de politique qui vise à assurer un développement concerté, une qualité accrue et un financement amélioré. On prévoit sur ce temps développer environ 60 830 nouvelles places. Je suis comme vous. Moi, je pense que c'est bon. Il y a des choses de faites, ce n'est pas tout fait. Mais je ne pense pas que ce sera l'indépendance qui nous permettra de tout régler. Sauf que, présentement, je pense qu'on est dans un processus qui est sain parce qu'on est en train de réaménager en profondeur la situation actuelle du Québec. Je pense qu'à ce niveau-là c'est bien, et que c'est à ce stade-ci qu'il faut surtout s'arrêter.

Vous nous avez donné des paramètres, dans les politiques, que le gouvernement devrait suivre à l'avenir, quatre paramètres qu'on devrait suivre. La question que je me pose: On a des pouvoirs, on en a étalé quelques-uns, mais quels sont les véritables pouvoirs dont nous, en tant

que femmes, nous avons besoin, pour mener à bien tout ce que vous nous avez mentionné dans votre mémoire? Est-ce qu'il y en a présentement qu'on n'a pas et qu'on devrait aller chercher? Et vous, en tant que femmes en région, est-ce qu'il y a des pouvoirs supplémentaires dont, en tant que femmes en région, vous avez besoin, comparativement à une femme urbaine? C'est ma question.

Mme Bouchard: Oui. Je vais y aller, si vous le permettez, d'un exemple extrêmement concret. Ça nous permet toujours de visualiser de plus près ce que nous débattons présentement. Dans le domaine de l'emploi, ici dans la région, on a d'abord une situation économique difficile, qui est alourdie par le fait que l'ensemble de nos municipalités ou l'ensemble de notre région repose essentiellement sur l'extraction et la transformation relativement simple, au premier stade, de la matière première: donc mines et forêts.

Nous avons des programmes d'accès à l'égalité qui ont été adoptés par l'Assemblée nationale. Actuellement, le contenu de ces programmes d'accès à l'égalité mentionne qu'ils sont valables pour une entreprise de plus de 50 employés. Si vous parcourez l'ensemble des PME de la région, il y en a relativement très peu. L'ensemble des PME de la région recense moins de 50 employés. Ce qui fait que le blocage est systématique au niveau de l'adoption des programmes d'accès à l'égalité, dans cette région. On voudrait bien qu'ils s'implantent. Les entrepreneurs voudraient bien qu'ils s'implantent. Mais le fait ne se réalise pas, compte tenu de la réalité très précaire, d'une part, et très réduite du nombre d'employés dans ces entreprises.

Donc, si vous voulez, on va le prendre à un premier degré, c'est-à-dire les pouvoirs se jouent d'abord et avant tout au niveau d'une région comme la nôtre avec le contexte économique particulier que nous vivons présentement. Et à ce niveau, nous pensons que la définition claire et nette des revendications ajustées à des lois précises qui tiennent compte de ce facteur régional, pourrait donner plus de pouvoirs aux femmes, c'est-à-dire pourrait d'abord leur permettre de participer au processus de production et ensuite, donc, de s'exprimer au niveau politique.

Mme Bégin: Si je comprends bien, vous appuyez les intervenants qui vous ont précédée en disant: Il faut réellement décentraliser. C'est nous en tant que femmes, et nous en tant que résidents d'une région qui sommes le plus aptes à déterminer ce dont nous avons besoin en tant que région particulière.

Mme Bouchard: Je pense que le mémoire était clair à ce niveau-là, oui.

Mme Bégin: Je vous remercie beaucoup.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je vous remercie, Madame. Ceci met fin à la période de présentation de ce fort intéressant mémoire. Merci à Mme Melançon, Mme Saucier, Mme Stewart, Mme Paquin et vous, Mme Bouchard d'avoir bien voulu nous soumettre un mémoire, d'être venues le présenter et le défendre. Si vous voulez maintenant avoir l'amabilité de laisser la place au groupe qui vous succède et qui est le Collectif rural d'intervention de l'Abitibi-Témiscamingue. Je demande aux représentants de ce groupe de s'avancer à la table.

(Suspension de la séance à 11 h 39)

(Reprise à 11 h 41)

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous entendrons la présentation du Collectif rural d'intervention de l'Abitibi-Témiscamingue. Si vous voulez bien, d'abord, présenter le groupe, et ensuite, madame, vous présenter vous-même, et prendre cinq minutes pour la rapide introduction du mémoire et du sujet.

Collectif rural d'intervention de l'Abitibi-Témiscamingue

Mme Grondin (Élaine): Mmes et MM. les commissaires, il me fait plaisir de vous présenter les représentants et représentantes du Collectif rural d'intervention de l'Abitibi-Témiscamingue.

Mme Marin (Denise): Denise Marin, Champ-neuf.

Mme Desharnais (Yolande): Yolande Desharnais, Guyenne.

M. Gadoury (Gaston): Gaston Gadoury, Palmarolle.

Mme Boisclair (Suzanne): Suzanne Boisclair, Amos.

Mme Grondin: Élaine Grondin, Amos.

Nous sommes très fiers, comme Collectif, de l'intérêt que la Commission porte à la voix rurale de notre région en ayant choisi d'entendre la présentation de notre mémoire. Nous sommes aussi confiants de la validité de la Commission dans son rôle de transmetteur entre nous et les autres Québécois et Québécoises, quels que soient leur rôle politique ou social, leur situation financière ou leurs racines, et ce afin de nous permettre de concevoir tous ensemble, et par nous, un projet commun.

Dans un Québec souverain, peuplé de Québécoises et de Québécois, existe-t-il un moyen pour que, aux quatre coins de ce grand

territoire, chacun et chacune vive en harmonie et heureux, respecte la nature et participe au développement global de ce pays du Québec pour lequel nous sommes mobilisés pour orienter l'avenir? À cette interrogation que soulève la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, nous répondons que poser la question, c'est déjà y croire et c'est dans cet esprit que nous apportons notre élément de réponse. Le mémoire du Collectif rural d'intervention porte sur les choix à faire pour arriver à concrétiser chez nous, et partout au Québec, le principe de souveraineté: Que le territoire appartienne aux gens qui l'habitent et qui en vivent, et qu'ils en aient le contrôle démocratique.

D'abord, prendre conscience. La première étape est la prise de conscience. Elle est nécessaire pour tout Québécois et toute Québécoise qui voudra bien participer à la reconstruction du Québec. Cette première étape est loin d'être terminée, quand on considère que le premier ministre du Québec, à la fin de son discours à l'ouverture des travaux de la Commission, déclarait à peu près ceci: Au cours des 30 dernières années, le Québec a connu une croissance extraordinaire. Robert Bourassa ne semble pas conscient que, depuis 30 ans, certaines parties du Québec sont engagées contre leur volonté dans un processus de désintégration sociale et économique extraordinaire.

La désintégration commence quand on a abusé des ressources naturelles d'un territoire et que les familles démenagent, que les jeunes partent pour trouver du travail ailleurs, que les écoles ferment, que la population vieillit, comme ça se passe ici, en Abitibi-Témiscamingue. Tout cela, grâce à de belles politiques économiques, seulement économiques, et éphémères. Nous invitons M. Bourassa et ceux qui calculent comme lui à consulter le rapport "Deux Québec dans un". Ceux qui sont en situation de contrôle des grands intérêts financiers doivent prendre conscience que l'exploitation abusive de nos richesses mène à l'éclatement ou à la famine. Les citoyens et citoyennes doivent prendre aussi conscience de la nécessité d'être plus responsables des prises de décision concernant leur propre avenir. Prendre conscience de nos potentiels physique, intellectuel et collectif, tout en prenant leçon de notre histoire passée et récente devrait nous amener à nous ajuster.

S'ajuster. L'actuelle tournée de la Commission devrait lui permettre d'accumuler assez de matériel pour tracer les grandes lignes de notre constitution en ayant comme cadre les principes de souveraineté, de décentralisation, de transparence et du juste retour des sommes. Au colloque de Rochebaucourt, il est ressorti que pour éliminer la pauvreté, les problèmes sociaux, les difficultés économiques, le chômage, l'exploitation abusive des richesses naturelles, l'exploitation inhumaine de la masse du peuple et la destruc-

tion de la nature.

(11 h 45)

Il faut donner une chance à la signification réelle et profonde du mot "démocratie". Chercher et veiller à ce que le sens de ce mot s'applique à notre vie québécoise quotidienne, et non seulement la veille d'une quelconque élection. S'ajuster sera donc, tenant compte de cette démocratie, faire le choix de tout le territoire du Québec. Choisir de développer et d'appeler à contribution tous les coins du Québec, sans exception. Choisir de reconnaître l'histoire, les richesses naturelles, les qualités humaines et les droits de toutes les parties du territoire. S'ajuster sera de faire le choix de responsabiliser l'ensemble du peuple québécois, via ses communautés, au développement de ce pays.

Ces choix, inscrits dans la constitution, reconnaîtront ainsi le Québec rural, le Québec régional et le Québec urbain comme unités du développement du Québec. Alors, on pourra penser à reconstruire. Reconstruire un Québec à la grandeur des aspirations de ses habitants, défini par ses habitants, dans sa diversité et sa disparité.

Reconstruire donc d'abord en décentralisant le travail, les obligations, les pouvoirs et décisions, les budgets, les idées, l'éducation, la recherche, à l'image des particularités régionales du Québec. Une décentralisation réelle, inscrite dans la constitution, rendant ainsi la totalité du territoire du Québec attrayante à tous, et partout. Reconstruire une économie diversifiée, une économie de petits projets tissés sur l'ensemble du territoire, une économie d'abord locale, ensuite régionale et, enfin, nationale, mais intimement liées, sachant que l'addition des petites unités amène de grands résultats. Ainsi, une économie d'emplois, où l'individu et le milieu local contribuent à la richesse du pays et en profitent aussi.

Le Président (M. Michel Bélanger): Puis-je vous demander peut-être d'aller un peu plus vite, pour atteindre les conclusions rapidement? On a déjà dépassé un peu le temps.

Mme Grondin: Une économie plus jamais uniquement économique, mais plutôt socialisante, disons écologique, tenant compte des besoins communautaires de la santé sociale de la nature. Ça, ça ressemble à l'idée qu'on se fait chez nous de la construction du Québec par les gens qui l'habitent.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, merci. Nous commençons par les questions des membres de la Commission. D'abord, Mme Drouin, suivie de Mme Côté et, si possible, de M. Nicolet, pourvu que vos questions soient relativement brèves.

Mme Drouin: Merci, M. le Président. Vous

nous avez parlé, comme plusieurs groupes d'ailleurs avant vous et en d'autres régions, vous souhaitez une décentralisation réelle aux régions. Vous dites même, en page 2, que cette division territoriale devrait respecter les liens d'appartenance et l'enracinement des citoyens et citoyennes dans leur milieu immédiat, et que cette division devrait être la même pour tous les services.

Est-ce que vous pourriez spécifier, dans votre esprit, cette division, ça couvrirait quel territoire? Est-ce que vous parlez d'une MRC? Est-ce que vous parlez d'un territoire qui regrouperait plus grand, région administrative, ça serait quoi?

M. Gadoury: Je pense qu'on parle d'une structure déjà existante finalement, c'est la MRC qui est la plus près finalement de l'individu. Je ne pense pas qu'on ait l'idée de refaire ici des structures, puisque la MRC est déjà une structure démocratiquement élue, et via les maires qui sont dans chacune des municipalités, je pense que là on peut vraiment parler de rurale, et d'intimement liée à l'individu.

Mme Drouin: D'accord. Dans un autre ordre, une petite question, une deuxième. Aussi on dit... Bon, c'est sûr que vous affirmez la souveraineté. Vous dites, en page 3: "La souveraineté du Québec et une plus grande autonomie des régions pourraient régler une bonne partie des problèmes dont le gouvernement doit prendre conscience." Moi, j'aimerais savoir: Est-ce que le Québec pourrait aussi régler une partie de ces problèmes-là, socio-économiques que vous décrivez, dans l'hypothèse même où l'option de la souveraineté ne serait pas retenue? Quelles compétences fédérales faudrait-il rapatrier, par exemple?

Mme Desharnais: Disons que l'on favorise sûrement d'enlever des paliers de décision et des paliers de consultation, pour rejoindre le monde rural tout à fait chez lui. Dans quelle mesure le gouvernement fédéral pourrait-il être, disons, habilité à nous rejoindre dans ce sens-là? Ça nous paraît déjà passablement difficile. Moi, je n'embarquerai pas dans toute cette mécanique-là ce matin. On n'a plus retenu l'objet de redonner au monde rural sa valeur de développement total.

Mme Drouin: Vous souhaitez vraiment avoir des décisions qui soient prises le plus près possible des gens de la base. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Côté.

Mme Côté: Oui, M. le Président. Alors, je pense que votre grande préoccupation de la ruralité vous amène à choisir la souveraineté comme moyen privilégié de régler des problèmes que vivent les milieux ruraux et, par conséquent,

que vivent les milieux régionaux. Si je comprends bien votre message, finalement, ce que vous dites, c'est qu'il faut absolument un développement d'une politique en milieu rural qui, elle, va garantir le développement en milieu régional, et que s'il y a une interrelation entre les deux, je pense que ça, c'est un message qui n'est pas nouveau mais qui est moins souvent donné. Cependant, et vous donnez certains moyens pour régler vos problèmes, là, en pages 4 et 5, et j'aimerais que vous donniez certaines explications. Quand vous dites: "remettre le contrôle de la perception des impôts au gouvernement le plus près du peuple, soit les municipalités...", je souhaiterais que vous expliquiez un peu comment ça pourrait fonctionner, ça, parce que vous dites: Redistribuer l'argent des impôts par une péréquation vers le haut au lieu de celle vers le bas. Et vous avez parlé aussi, à la page 4, de la décentralisation des budgets, alors vous avez dû un peu... Qu'est-ce que ça veut dire tous ces deux éléments-là, de décentralisation de la fiscalité?

Mme Desharnais: Bon. Disons qu'on s'est servies pour ça d'exemples très concrets. On connaît chez nous, dans mon village même, des entreprises qui ont été mises sur pied récemment - disons que ça fait 10 ans exactement - une coopérative de production de plants de reboisement en serre. On a fait l'exercice, il y a un an, de compiler les sommes d'argent versées sous forme d'impôt et de retenues de toutes sortes aux différents paliers de gouvernement, et on se rend compte que, finalement, c'a été très profitable surtout aux gouvernements, aux deux paliers de gouvernement, cet exercice-là. C'a été profitable chez nous parce que c'a créé de l'emploi, il y a des gens qui ont travaillé et qui ont retiré un salaire et c'a amené des gens chez nous, c'a permis un développement local. Mais, il reste que les gouvernements, pour avoir investi environ, au niveau des deux paliers du gouvernement, environ 1 000 000 \$ dans l'entreprise, au bout de neuf ans, ils avaient retiré tout près de 5 000 000 \$ de retour. Donc, je ne sais pas à qui c'a servi, mais en tout cas, nous autres, on se dit: Ça, si on l'avait, si au niveau régional on gérait... C'est un exemple, c'est un seul petit exemple. Donc, si on faisait cet exercice-là pour un ensemble de choses, on pense bien qu'il y aurait moyen de retourner aux localités beaucoup de moyens économiques et sociaux de faire du développement.

Mme Côté: Merci bien.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Nicolet.

M. Nicolet: Merci, M. le Président. J'ai lu avec beaucoup d'intérêt votre mémoire dans lequel je retrouve un certain nombre d'éléments avec lesquels je suis en sympathie. Vous me

pardonnerez de revenir, à la page 3, sur une question en particulier qui mériterait peut-être d'être élaborée. Vous mentionnez: "Le gouvernement du Québec doit veiller à la cohésion, à l'unité de l'ensemble des communautés rurales et urbaines qui occupent le territoire du Québec." J'ai, disons, une certaine sympathie avec ce questionnement, et j'aimerais vous entendre élaborer là-dessus.

Mme Desharnais: Disons que c'est sûr qu'on prône le développement rural dans, disons, la prise en charge du milieu rural par le monde rural, mais on ne peut développer qu'un aspect aussi de la région, disons, d'une région donnée. Le milieu urbain, un milieu urbain sera fort en autant que les paroisses rurales des alentours seront fortes elles-mêmes. À partir du moment où on n'essaie d'investir que dans le milieu urbain, et en délaissant le milieu rural, tôt ou tard, le milieu urbain va périlcliter au même rythme, en tout cas, au même rythme possiblement que le milieu rural.

M. Nicolet: Je vous remercie.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous passons aux questions du groupe parlementaire, le groupe parlementaire formant le gouvernement. M. Benoit.

M. Benoit: Merci, M. le Président. D'abord, merci d'être ici aujourd'hui et votre équipe qui a été mise en place en octobre a fait un bon job, présenter un mémoire en si peu de temps, ici, je vous en félicite. Aux pages 3 et 5, vous vous prononcez bien clairement pour la souveraineté du Québec.

D'autre part, nous savons tous que votre région a une spécificité importante, celle que l'économie est liée directement aux exportations de ses produits tels que le bois d'oeuvre, les papiers et les métaux. Et nous savons tous que votre économie est liée directement aux prix. Alors on sait que quand le prix de l'or était élevé, la région allait très bien. Quand le prix de l'or a baissé la région en a souffert, avec le papier, avec le bois d'oeuvre, etc. Qu'est-ce que cette souveraineté du Québec que vous nous proposez, qu'est-ce qui ferait qu'il y aurait un avantage dans ce grand problème que vous vivez quotidiennement dans le prix international de ces produits?

M. Gadoury: Il faudrait être spécialiste pour répondre à votre question des prix internationaux, ce qu'on n'est vraiment pas. Je serais tenté de répondre en disant, finalement, qu'on aimerait que l'on fasse le choix de la communauté pour faire l'économie et non le choix de l'économie pour faire la communauté. Si on remettait aux diverses communautés, toujours rurales - parce que c'est quand même important,

c'est 75 % du territoire du Québec, c'est 20 % des habitants du Québec – le choix de construire leur économie avec ce qu'elles ont, on aurait des résultats. On en a des exemples régionaux, on en a des exemples locaux assez impressionnants. Il va de soi qu'on ne peut pas, là-dessus je suis d'accord avec vous, négliger les marchés mondiaux. Sauf que je serais tenté de faire une parenthèse et de dire, au niveau du Québec – et là je vais vraiment au niveau des marchés mondiaux – et je m'embarque dans quelque chose d'important, on a le GATT actuellement, en même temps que nous autres; ils ont commencé hier. Si je me souviens bien, au niveau du Québec, la position des agriculteurs – et là ça touche vraiment le milieu rural – était: Ne touchons pas trop à ça, c'est-à-dire que la position du Québec c'était – vous connaissez mieux que moi les politiques du GATT qui sont l'ouverture des frontières et tout et tout. Nous autres on veut protéger, parce qu'on se contrôle au Québec, etc. On avait une position québécoise, même le ministre de l'Agriculture a défendu la position québécoise au niveau fédéral, et le fédéral s'est appuyé sur la position américaine. Vous comprenez que plus on s'éloigne du problème du milieu, qui est notre communauté régionale, locale, nous autres ici, plus on perd le contrôle du prix finalement. Et on aimerait beaucoup mieux aller vers une économie rurale, régionale et nationale qu'aller jouer sur le marché mondial. Je veux dire, en termes de contrôle, là. On ne pourra pas en faire abstraction, mais l'exemple du GATT est assez impressionnant, parce que, même au Québec, on a pris position et finalement le fédéral a décidé, lui, que c'était la position américaine qu'on défendait.

M. Benoit: D'accord.

M. Gadoury: C'est aberrant.

M. Benoit: Une deuxième question. On a dans la salle ici, et je tiens à le souligner, une classe d'étudiants en science politique avec leur enseignant, M. Denoncourt, et ces gens-là donnent beaucoup d'importance à la transparence des gens en politique, des systèmes politiques; c'est ce qu'ils étudient d'ailleurs.

À la page 5, vous nous parlez du principe de la transparence. Les gens ne savent pas ce que coûtent les opérations gouvernementales. On vit ça à tous les jours dans nos bureaux de comté, quand on dit aux gens qu'une journée à l'hôpital aux États-Unis la moyenne est de 1000 \$ par jour, et les gens croient que c'est 135 \$ ou dans ce coin-là. Comment feriez-vous fonctionner ça, la transparence des frais de l'opération du gouvernement? Pourriez-vous m'expliquer ça un peu? Vous en parlez mais ce n'est pas très en profondeur. J'aimerais ça comprendre un peu mieux.

Mme Desharnais: C'est un principe, disons, qu'il n'est pas facile d'expliquer en quelques lignes. La transparence, c'est un fait qu'on ne connaît pas le coût des services qu'on utilise. Quand on va à l'hôpital, on ne sait pas ce qu'on a coûté à l'État. Quand on va chez le médecin, on ne sait pas non plus le coût de chaque visite au médecin et quand on va... on sort nos cartes et on ne sait rien. Comment on ferait ça?

C'est possiblement que pour responsabiliser les gens, il y aurait le simple principe qui est expliqué en quelques mots: Si j'avait à dire, à signer une sorte de facture à chaque fois que j'utilise un service public, ça me rendrait consciente des coûts que j'impose à l'État. Par compte il serait aussi important qu'au bout de l'année je sache ce que l'État a versé pour moi et pour une unité familiale, disons. Enfin, on n'a pas approfondi d'une façon très claire, mais il reste qu'on ne sait pas vraiment. On dit toujours aussi... On retourne beaucoup plus d'argent dans les régions que ce qu'elles nous envoient. Mais c'est juste ça. Ça aussi, ce n'est pas très transparent.
(12 heures)

M. Benoit: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant au parti formant l'Opposition officielle. M. Gendron.

M. Gendron: Oui. Rapidement, avant de vous remercier. Je voudrais juste faire un commentaire sur ce que l'intervenant précédent vient de mentionner. Il dit qu'en Abitibi ça va bien quand le prix de l'or va bien et ça crée plus d'activité économique. Ce n'est pas tout à fait exact. Ce serait trop simple. Parce que, quand le prix de l'or va bien, les compagnies minières font le plus de profits, mais ça ne génère pas plus d'économie. Ce qui allait bien et qui générait l'économie, c'est l'action accréditive, entre autres dans le domaine des mines, qu'on a fait disparaître. Ça, ça paraissait parce qu'on était à 6 % de chômage et là, on est à 30 %. Alors ça, c'est bien plus le drame qu'on vit actuellement.

Mais, pour ce qui est des intervenants qui sont devant nous, je tiens à vous remercier extraordinairement d'être venus lancer ce cri d'alarme parce que le Conseil régional d'intervention rurale, on peut l'appeler le CRI également. Le cri du cœur qui vient nous dire ici, d'une façon très claire, qu'il y a une nouvelle réalité au Québec et, en particulier, dans les régions, qui est apparue... C'est la réalité de la ruralité. Je pense que c'est intéressant que l'ensemble des commissaires de cette Commission puisse prendre acte, fait et cause, que le monde rural est un peu, pas mal déçu, atterré du constat de désœuvrement et de dépeuplement auquel le milieu rural assiste. C'est un effrement sans précédent par l'absence de politiques qui prennent en compte le développement du

milieu rural.

Toute réflexion que vous faites est intéressante parce qu'on est portés à oublier que ce n'est pas par une véritable politique de développement régional qu'on va vous atteindre. On va vous atteindre par une véritable politique de développement en milieu rural. Et, du développement en milieu rural peut générer du développement régional, mais pas l'inverse parce que les paramètres ne sont d'aucune façon les mêmes.

J'ai pris connaissance de votre mémoire. Je connais le groupe qui s'est créé suite à cette urgence rurale à laquelle on assiste, qui est la nouvelle réalité. Je voudrais que les commissaires soient attentifs à cette considération-là. Au moment où on se parle, il y a au-dessus de 750 municipalités au Québec qui ont moins de 800 de population. Donc, la moitié des municipalités au Québec sont à caractère très rural. Moins de 800 de population, il faut savoir ce que c'est. Ici, cette réalité-là, on la vit énormément par au-delà d'une certaine de petites communautés de base qui, au cours des 15 dernières années ou des 10 dernières années, ont connu un dépeuplement progressif, une espèce de désœuvrement significatif. Il y a des coûts sociaux. Le Conseil régional d'intervention rurale est venu nous dire, il me semble, qu'il faut crier plus fort qu'avant parce que cette nouvelle réalité est plus dramatique qu'elle ne l'a jamais été et, en conséquence, il faut prendre fait et acte. Il faut changer des choses.

Vous avez indiqué dans votre mémoire que vous croyez que l'accession à la souveraineté du Québec serait un facteur qui permettrait de régler un certain nombre de problèmes socio-économiques des régions québécoises et, en particulier, les communautés rurales. Vous avez également porté le jugement que le fédéralisme actuel contribue à accentuer les problèmes socio-économiques des régions québécoises.

Question. Est-ce que vous pourriez nous indiquer, de façon un peu plus précise, quelques exemples précis où le fédéralisme, actuellement, nous coûte cher et contribue à affaiblir davantage les secteurs ruraux?

Mme Desharnais: Moi, à ça, je me servais d'un exemple de programmes de développement d'emplois qui viennent du fédéral qui ne sont pas toujours faciles à adapter au milieu rural. Il y a des programmes de développement d'emplois qui nous disent: Il y a de la formation dans ça, il y a... En tout cas, ce n'est pas adapté à une municipalité qui a moins de 800 habitants et qui a moins de 500 habitants. C'est comme défavorable. On a contribué par nos impôts à faire le fonds pour ces programmes-là, à créer un fonds financier pour ces programmes-là et on a de la difficulté à aller chercher en retour de l'argent dans ça. C'est un des aspects.

D'autres aspects. Disons que c'est beaucoup plus général et je m'embarrasse un peu de

répondre par des généralités. Il y a des exemples comme ça qu'on pourrait multiplier, multiplier, multiplier dans ce sens-là, mais j'aimerais mieux m'en tenir juste à ça.

M. Gendron: Pour éviter le sursaut de certains commissaires, vous avez tous compris que mes 30 % n'étaient pas une statistique fédérale de Statistique Canada en termes de chômage parce que le chiffre officiel, c'est 14 % ou 15 %. Mais, à partir du moment où il y a un certain nombre qui ne sont plus dans les chiffres, je voulais juste indiquer que la réalité est beaucoup plus autour de 30 % que les chiffres de Statistique Canada, mais c'est quand même cette réalité-là. De toute façon, je pense que les gens qui sont dans la salle pourraient vous en parler. Ce n'est pas ce qui paraît, c'est ce qu'on vit ici.

Deuxième question importante, ce serait le fait que vous indiquez que le gouvernement québécois respecte le lien d'appartenance et l'enracinement des citoyens et citoyennes à leur milieu immédiat. Moi, il me semble que c'est un objectif légitime, mais j'aimerais ça, puisque vous avez une bonne expertise du milieu rural, que vous développiez un peu plus: Comment un gouvernement pourrait-il concrétiser ce lien d'appartenance et consacrer cet enracinement des citoyens et des citoyennes à chacun de leur milieu rural?

Mme Desharnais: Disons qu'une bonne façon de s'enraciner chez nous, c'est d'avoir des services chez nous. Quand un enfant quitte sa paroisse, à cinq ans, pour aller à l'école, à partir de 5 ans jusqu'à 25 ans, à l'extérieur de son village, je ne sais pas où il prend ses racines. À peu près nulle part, je pense. Il est un an en maternelle, il est six ans au primaire, il est cinq ans au secondaire. Enfin, les racines s'éparpillent un peu. C'est la même chose pour différents autres services. Il y a aussi les services de santé. Quand on est à 30 ou 50 milles du centre de services de santé, c'est toujours le rural qui doit se déplacer pour avoir accès à ces services-là. Je dis services de santé, on pourrait en mettre d'autres aussi. Donc, en plus d'avoir contribué, par ses impôts, à installer un beau CLSC ou un bel hôpital dans le chef-lieu du coin, il met la main dans son portefeuille pour aller se donner des services, ce que les autres ne font pas. Ça contribue, ça aussi, au déracinement parce qu'à un moment donné le portefeuille ne répond plus à la demande. Donc, tu as des grosses tendances à suivre le service, non pas que le service vienne à toi mais de suivre le service. C'est des exemples comme ça qu'on pourrait donner.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, madame. Ceci épuise le temps pour cette période de questions. Avant de vous remercier, je

voudrais ajouter un petit commentaire sur le GATT dont vous avez parlé tout à l'heure. Vous avez très bien exprimé qu'il avait une position québécoise et qu'il y a une position des agriculteurs québécois qui, généralement, est bien défendue ici par Jacques Proulx, mais, actuellement, il est à Bruxelles, justement comme conseiller sur les réunions du GATT.

Vous avez mentionné la position québécoise, mais vous avez dit ensuite: La position canadienne, c'est tout simplement imiter les Américains, ou quelque chose à peu près comme ça. Ce n'est pas tout à fait correct. La position que le Canada a prise, que les Américains prennent, d'une certaine façon, et que prennent aussi une trentaine de pays moyens, c'est qu'il faut éliminer les subsides à l'exportation des produits agricoles. Les subsides à l'exportation des produits agricoles, ça touche très peu les producteurs québécois. Il y a des petits problèmes à la marge, donc, la position que le gouvernement canadien appuie, c'est une position qui vise, comme elle est appuyée par l'Australie, la Malaisie, la Hongrie, l'Argentine et bien d'autres, à éliminer les subsides à l'exportation où le principal intervenant est la Communauté économique européenne. Enfin, c'est un autre débat. Ça m'a passé à l'esprit quand vous avez mentionné ça. Je me suis permis de prendre 30 secondes sur mes 5 minutes pour vous le rappeler simplement comme un fait, et non pas pour corriger quoi que ce soit de ce que vous avez dit, par ailleurs, sur la position québécoise.

Alors, mesdames, messieurs, Mme Boisclair, Mme Desharnais, Mme Marin, Mme Grondin, M. Gadoury, je vous remercie d'avoir préparé cet intéressant mémoire pour notre groupe et d'être venus le présenter et le défendre. Je vous prierais maintenant de laisser la place au groupe qui vous succède, qui est la maison des jeunes La Soupape. Mme Dufresne.

Nous allons entendre maintenant le mémoire de la maison de jeunes La Soupape, qui est présenté par Mme Lucie Dufresne. Je vous rappelle Mme Dufresne que vous avez une période de cinq minutes pour la présentation du mémoire que les membres ont déjà reçu et lu, avant que nous passions à la période des questions. Je rappelle aux membres de la Commission que le groupe suivant, même s'il n'est composé que d'une personne, est prêt à procéder et je donne la parole à Mme Dufresne.

Maison de jeunes La Soupape

Mme Dufresne (Lucie): Bonjour messieurs, bonjour mesdames. Je vous remercie pour cette audition à cette Commission. Comme on m'a présentée, Lucie Dufresne, je représente la maison de jeunes La Soupape de Rouyn-Noranda qui a déposé devant la Commission un document de mémoire et de recommandations sur l'avenir

constitutionnel du Québec.

J'aimerais pour commencer, spécifier qu'étant donné que nous sommes un organisme sans but lucratif, nous avons comme philosophie de base d'accepter tous les jeunes sans aucune discrimination, qu'elle soit religieuse, sexiste, raciale ou politique. Les propos du mémoire présenté par la maison des jeunes La Soupape se veulent être le résultat d'opinions et de réflexions faites par les jeunes qui rendent évident le malaise que vivent ces jeunes face aux politiques constitutionnelles, environnementales, familiales, sociales et de l'éducation aussi. Ils ne prétendent pas changer le monde, ils vivent de l'insécurité de toute sorte. Ils ont essayé d'apporter des solutions aux maux qu'ils subissent et surtout vous en faire prendre conscience pour qu'enfin soit redressée leur réalité.

Ce qui est important pour nous c'est de poser la question au peuple et ce, le plus rapidement possible. La question que tout le monde, et même la question pour laquelle la Commission est ici aujourd'hui, à savoir: Êtes-vous en faveur de la souveraineté du Québec? Nous voulons, nous, un pays qui nous respecte, qui considère ses citoyens et citoyennes par des politiques adaptées à notre société, qui donne au gouvernement tous les pouvoirs d'autonomie, de gestion et de législation, qui développerait une politique pour ses régions éloignées. Que ses priorités soient pour une amélioration de nos conditions de vie. Que les jeunes aient un statut: et que ce soit favorisée leur qualité de vie. Que les maisons de jeunes soient reconnues pour leur mission comme un organisme préventif. Réévaluer les besoins financiers réels des maisons de jeunes et avoir un délégué parlementaire.

Maintenant, si vous voulez, je peux élaborer les grandes lignes du document qui vous a été présenté. Les jeunes ont voulu émettre des recommandations dans la possibilité d'une souveraineté pour le Québec. C'est sage de la part de la Commission de les entendre. C'est certain qu'ils veulent un pays qui s'affirme comme société distincte, mais surtout être de la partie dans les décisions et avoir une amélioration de leur qualité de vie. Ils sont oubliés dans les réformes scolaires, le travail à temps partiel ou à temps complet, dans leur droit à l'autonomie. On demande aux jeunes de produire, d'être stables, d'être la relève, d'être responsables et autonomes sans leur fournir aucun moyen. On ne leur reconnaît aucun statut et même ils ont encore plus de difficultés lorsqu'ils désirent vivre en appartement seul, co-locataire ou conjointement.

Les maisons de jeunes de la région avaient déjà établi, lors d'une concertation régionale, certaines grandes lignes de nos revendications et de notre statut de reconnaissance face à n'importe quel gouvernement. Il nous semble qu'un pays qui se respecte se doit de reconnaître ses jeunes comme une richesse et de leur donner des

supports et les appuis nécessaires d'accroître leur potentiel, par le biais des maisons de jeunes et de différents organismes communautaires qui sont dans leur réalité, en plus des institutions déjà établies, pour que cette jeunesse ait accès à des outils additionnels. Le pouvoir c'est une capacité d'agir et surtout d'injecter les sommes d'argent où les besoins s'en font sentir. Dans les services des milieux de pauvreté extrême.

On parle de dépenser des milliards pour faire venir des immigrants dans les prochaines années. Pourquoi ne pas dépenser aussi à favoriser l'augmentation du taux de natalité, améliorer les conditions de vie des familles démunies et à faible revenu, les familles monoparentales et pour permettre aux jeunes qui ne vivent plus chez leurs parents, qui fréquentent le cégep et les universités de devenir indépendants, statut qui donne droit à un maximum de prêts et bourses. Les organismes communautaires pourraient aussi bénéficier de ces sommes d'argent. Commençons par nous aider nous-mêmes, ensuite nous pourrions penser davantage aux autres.

Les jeunes ont parlé d'une neutralité reconnue mondialement. Cette vision du pays serait une sécurité pour la jeunesse, un équilibre et une stabilité pour notre monnaie, une nouvelle richesse à exploiter, plus d'investissements dans nos banques et notre économie, du français partout. Les jeunes veulent vivre en français, dans la rue, au travail, vidéos, livres, revues. Mais aussi, ils veulent avoir des traductions de meilleure qualité et plus rapides.

Le Président (M. Michel Bélanger): Est-ce que je pourrais vous demander, madame, peut-être d'aller plus rapidement vers la conclusion? (12 h 15)

Mme Dufresne: La conclusion c'est très simple. Un pays qui se respecte a comme priorité de penser et de faire le bien-être de ses citoyens et citoyennes. Les politiques sont à réviser, surtout celles qui régissent la famille, la jeunesse, l'éducation, le troisième âge, la santé le travail et l'environnement. Tout ce qui touche le vrai monde qui attend encore ce pays.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons d'abord aux questions du parti formant le gouvernement, Mme Hovington.

Mme Hovington: Merci, M. le Président. Mme Dufresne, permettez-moi d'abord, au nom de ma formation politique, de vous remercier d'être venue nous présenter un mémoire ici ce matin, au nom des jeunes. Vous représentez la maison de jeunes La Soupape, ici en Abitibi. Pour peu que vous soyez vraiment représentative de l'opinion des gens, vous prenez vraiment position au nom des jeunes pour la pleine souveraineté du Québec. Je pense que c'est ça.

Mme Dufresne: Le plein pouvoir donné au

gouvernement qui nous ...

Mme Hovington: La pleine souveraineté du Québec, donc. Mais moi, je pense que votre mémoire, je l'ai surtout senti comme un plaidoyer pour la cause des jeunes. Je pense que c'est surtout ça.

Mme Dufresne: Oui, c'était surtout ça qu'il se voulait.

Mme Hovington: Parce que vous demandez, par exemple, une politique jeunesse plus active, l'accessibilité à la formation, la bonification des études, pas de PDE, c'est-à-dire de Programme de développement d'emploi seulement pour trois mois, un budget spécial pour jeunes entrepreneurs, des logements et des chambres à prix modique, des moyens de transport, la reconnaissance des maisons de jeunes, dont La Soupape, et qu'on augmente leur budget.

Vous savez que le budget total des maisons de jeunes représente tout près de 8 000 000 \$, à la grandeur du Québec. On subventionne actuellement 165 maisons de jeunes comme la vôtre. Le montant des subventions... D'abord on donne 20 000 \$ au départ, une augmentation de 5000 \$ par année, jusqu'à un maximum de 50 000 \$. Je pense qu'à La Soupape, vous avez actuellement une subvention de 50 000 \$ par année.

Mme Dufresne: Ah! s'ils viennent me l'annoncer, parce que l'année passée c'était 45 000 \$.

Mme Hovington: Peut-être, selon l'information que j'ai. Peut-être que je viens de vous annoncer une augmentation.

Mme Dufresne: Merci.

Mme Hovington: Tant mieux pour vous, j'en serais bien heureuse. Mais c'est légitime que vous vouliez avoir plus et vous demandez dans votre mémoire 175 000 \$ par année.

Mme Dufresne: C'est une étude qui a été faite à partir de la délégation régionale. On a parlé aussi, je ne sais pas si vous en avez pris connaissance dans le document qui vous est... Pour un bassin d'habitants de 35 000. C'est certain que, dans une maison de jeunes d'un milieu rural, ils n'ont pas besoin d'autant d'argent.

Mme Hovington: Ma question, si vous permettez, parce qu'on n'a pas beaucoup de temps, c'est légitime de demander 175 000 \$, et ça je vous...

Mme Dufresne: Oui, c'est vraiment le minimum.

Mme Hovington: Mais est-ce que vous croyez que dans un Québec souverain, avec toutes les demandes et les recommandations que vous faites, est-ce que le Québec souverain dont vous préconisez la venue aurait les moyens financiers plus qu'un Québec actuellement dans une fédération, de satisfaire vos demandes?

Mme Dufresne: Je pense que s'il n'avait pas les moyens, ça serait peut-être le temps de sensibiliser toute la population et tous les paliers politique. Je ne parle pas seulement d'un pays ou du provincial, je parle du palier municipal, je parle des organismes qui sont déjà implantés, des commissions scolaires. Je pense que si tout le monde se donnait la main, on serait capables, oui, d'avoir ce montant-là.

Mme Hovington: Parce que, vous savez, il faut toujours aller selon la capacité de payer des Québécois et des Québécoises, dans leur respect aussi.

Mme Dufresne: C'est ça.

Mme Hovington: Mais une autre question que j'aimerais vous poser. Vous parlez de l'immigration dans votre mémoire. Est-ce que je comprends bien votre position quand vous dites, peut-être, que vous préféreriez qu'il n'y ait pas d'immigration? Ça veut dire, est-ce qu'un Québec souverain serait fermé à toute immigration?

Mme Dufresne: Non, non, non. C'est juste que j'ai pris les milliards qu'on est supposés de donner d'ici cinq ans; je ne suis pas tout à fait certaine. Je me dis que si on est prêts à dépenser autant de milliards pour faire venir des gens, quand, ici, on a des gens qui sont sous le seuil de la pauvreté puis qui n'ont pas de moyens... Je ne dis pas de ne plus les faire venir, mais je dis que, peut-être, si on a autant d'argent à dépenser pour les autres, bien, on devrait déjà en avoir à dépenser pour nous autres.

Mme Hovington: Parce que les jeunes du cégep de Matane qu'on a rencontrés, les jeunes du cégep de Chicoutimi, aussi, demandaient, entre autres, beaucoup plus de pouvoirs au niveau de l'immigration. Est-ce que...

Mme Dufresne: J'imagine que...

Mme Hovington: Est-ce que vous allez dans le même sens?

Mme Dufresne: Quand on parle de tous les pouvoirs de gestion, d'autonomie et de législation, le pouvoir de l'immigration fait partie de ça, de tous les pouvoirs.

Mme Hovington: Et, est-ce que je me trompe aussi, dans votre mémoire, quand vous

prônez la souveraineté, vous rejetez... D'abord vous dites que le fédéralisme renouvelé est dépassé, de même que la souveraineté-association. Ça veut dire que vous rejetez tout lien économique avec le reste du Canada?

Mme Dufresne: Non. Ce que, moi, j'ai interprété dans le document, c'est la réflexion et l'opinion des jeunes, qui disent que le lac Meech, ça a été une histoire qui est tombée dans l'eau, comme tout le monde le sait, et puis qu'à partir de ce moment-là, on leur parle d'une souveraineté-association déjà depuis 10 ans, qu'à partir de ce moment-là, il serait peut-être plus, en tout cas, normal, de solliciter la société, parce qu'elle s'interroge davantage maintenant, puis d'évaluer toutes les possibilités qu'on peut avoir. De là à dire: C'est la souveraineté, c'est l'indépendance, ou on recommence les négociations avec le fédéral, je pense qu'il va falloir aller plus loin que ça.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant aux questions du parti formant l'Opposition officielle. Mme Marois.

Mme Marois: Merci, M. le Président. Bienvenue, madame. J'aimerais savoir... Vous vous prononcez, donc, pour la souveraineté. J'aimerais savoir ce que vous proposez comme moyen pour y arriver. Est-ce que vous proposez un peu ce qui se dégage actuellement, un référendum, ou une autre avenue que celle-là?

Mme Dufresne: Je pense que dans mon exposé d'introduction, j'ai vraiment dit ce qui était important pour nous: C'est de poser la question au peuple, et ça, le plus rapidement possible. Puis la question serait bien simple: Êtes-vous pour ou contre une souveraineté? C'est quoi que vous voulez?

Mme Marois: D'accord. Il y a un certain nombre d'autres questions, mais on va clarifier une chose: Je pense qu'au départ, vous plaidez, dans le projet de société que vous défendez, vous plaidez pour une meilleure reconnaissance, dans le fond, de l'action communautaire. Vous plaidez quand vous dites: On veut avoir des budgets récurrents. Vous dites: On veut avoir une situation qui est un peu plus stable que celle qu'on a, et qui donc élimine un peu la précarité. C'est quoi les salaires moyens qui sont payés, soit dit en passant, dans les maisons de jeunes, pour des gens qui sont là à plein temps, comme travailleurs communautaires?

Mme Dufresne: Premièrement, nous sommes payés à la semaine. Selon les exigences d'une maison de jeunes et les heures d'ouverture. C'est évident que si je faisais, avec le salaire que j'ai, 20 heures par semaine, ce serait un salaire adéquat. Mais on prend mon salaire et on le

4 décembre 1990

multiplie par 50, 60, 65 heures, ça revient à 3,25\$, 4,25\$.

Mme Marois: J'ai l'impression, par contre, des fois, que les conditions précaires dans lesquelles vous vivez ressemblent aux conditions précaires dans lesquelles on fait vivre un certain nombre de jeunes, que l'on inscrit dans les programmes d'emploi, etc. Vous vivez avec ces programmes-là. Il y a les programmes du Québec puis il y a les programmes d'Ottawa. Est-ce que vous avez l'impression que ce sont des programmes qui se concurrencent, qui se complètent, qui se dédoublent? Puisque vous êtes dans le champ et que, concrètement vos jeunes y participent, les jeunes y participent.

Mme Dufresne: Quand je parle, justement dans mon document, pas des PDE de trois mois. Premièrement, ces jeunes-là ne sont pas, en tout cas...

Mme Marois: Des PDE, programmes de développement de l'emploi.

Mme Dufresne: On parle de PDE, on parle de programmes EXTRA, on peut parler de n'importe quel programme, que nous, pour nous les organismes, c'est notre seule ressource pour avoir du personnel. Sauf que, pour nous, c'est satisfaisant, c'est évident, parce que ça ne sort pas de notre subvention principale. Mais quand tu regardes les candidats qui sont sur ces programmes-là, ce n'est pas quelque chose qui va les valoriser, puis qui va les porter à long terme à une expérience de travail qui pourrait être bénéfique.

Mme Marois: Est-ce que vous avez l'impression que si on regroupait ces programmes, là, qu'on les retrouvait sous une seule juridiction, on aurait une possibilité d'économiser un certain nombre d'énergies et de faire en sorte qu'on ait une planification un petit peu plus articulée dans l'intervention pour faire en sorte qu'on aide à insérer réellement à moyen et à long terme, des jeunes sur le marché de l'emploi, par exemple?

Mme Dufresne: Oui, puis il faudrait aussi élaborer ces programmes-là et donner, comme le groupe qui est passé précédemment disait que ces programmes fédéraux-là étaient très bien à Ottawa-Hull, sauf que quand tu arrives dans une petite municipalité, c'est bien difficile de les mettre sur pied et puis que ça ait quand même une certaine coalition avec ce que tu attends de ce programme-là.

Mme Marois: D'accord. Dernière question, mais elle est assez importante parce que vous dites: Nous voulons avoir un délégué parlementaire. Comment on procède pour avoir un délégué

parlementaire là, dans le système dans lequel on vit actuellement, qui est un système bipartite, où il peut évidemment y avoir d'autres partis, mais qui n'a pas d'élément de proportionnalité?

Mme Dufresne: Je pense que la question a été formulée, ou la proposition a été formulée dans le sens qu'on appelle à Québec, ou on appelle à Ottawa, on parle de maisons de jeunes, de problèmes, n'importe quoi, on reçoit au bout de la ligne: Hein, c'est quoi ça, une maison de jeunes? Qu'est-ce que vous faites? Y a-t-il qui dînent jeunes qui couchent là? Y en a-t-il qui dînent là? Je pense qu'un délégué parlementaire, ce serait notre personne ressource, la personne clé qui saurait, elle, c'est quoi une maison de jeunes, sa mission, sa philosophie, c'est quoi les services qu'elle offre. Ça fait que, comme ça, on ne passerait pas d'un ministère à l'autre, d'une secrétaire à l'autre, pour enfin aboutir au bon bureau.

Mme Marois: Oui. Dans le fond, vous voulez avoir un répondant. Vous pouvez peut-être compter sur les 14, je pense, jeunes députés de moins de 30 ans à l'Assemblée nationale, ou peut-être un peu moins. Peut-être communiquer avec eux pour faire vos représentations.

Mme Dufresne: Ça fait toujours bien 14 téléphones à prendre sur ma subvention.

Mme Marois: Je suis bien d'accord. Elle est bonne.

Le Président (M. Michel Bélanger): Maintenant, les questions des autres membres. Ce sera M. Roy, suivi de Mme Simard.

M. Roy: Merci, M. le Président. Dans votre mémoire, vous écrivez que le Québec doit s'afficher comme un pays francophone, et vous poursuivez votre réflexion en disant que le gouvernement québécois doit cependant favoriser l'apprentissage et la maîtrise de la langue anglaise, outil essentiel à une plus grande accessibilité à l'emploi.

Je ne conteste pas cette affirmation-là. Je ne conteste pas cette affirmation-là. Je veux simplement vous la voir préciser. J'aime comprendre. Peut-être que je vois ça comme contradiction, mais peut-être que c'en n'est une. Je voudrais comprendre. Est-ce qu'il pourrait penser, par exemple, que le français se suffit pas à lui-même et qu'il y a, concevoir l'accès à l'emploi, nécessité de recourir à la deuxième langue? Quel est le sens de cette phrase dans le texte?

Mme Dufresne: Quand je parle de français partout, c'est évident que pour la majorité du Québec, c'est français et que ça se devrait d'être francisé dans tout, dans les écoles, dans le travail et tout. Mais on sait très bien qu'il y a

notre contexte géographique et démographique, se limiter au français, ce serait nous mettre des barrières. Je pensais surtout à ceux qui veulent voyager, à ceux qui veulent exporter leur potentiel, à ceux qui veulent produire aussi. Peu importe qu'ils restent ici ou qu'ils partent, je pense que c'est important que tous les jeunes aient une maîtrise de l'anglais. Quand on dit qu'un jeune commence à prendre des cours d'anglais au primaire, de la troisième année au primaire, et qui finit son secondaire V et a à peine des textes pour être capable de tenir une conversation de 10 à 15 minutes toute coupée, je pense qu'à ce niveau-là, il y a des réformes à faire au niveau scolaire.

M. Roy: Je pense que vous parlez davantage du point de vue de l'individu et des avantages que ça représente pour un individu d'avoir une deuxième langue, de posséder une deuxième langue. Mais dans le contexte très précis de l'affirmation que vous faites, accès et maîtrise de l'anglais en prévision de nos futurs emplois, donc, vous reliez, vous faites un lien très précis entre l'anglais et l'accès à l'emploi. Mais la question que je vous pose, c'est que le français ne suffirait pas à l'accès à l'emploi au Québec?

Mme Dufresne: Présentement, non, parce que c'est encore beaucoup anglicisé et même si on se veut francophone... Mais c'est surtout depuis que la loi 101 est tombée, on revit encore les...

M. Roy: O.K. Et dans un éventuel Québec souverain, quel serait le statut du français par rapport à cette possibilité d'accès à l'emploi?

Mme Dufresne: Étant majoritaires et implantés, que ce ne serait rien d'augmenter nos connaissances générales avec l'anglais.

M. Roy: Non, ça, je le conçois très bien. C'est au niveau de l'individu. Moi, c'est dans le rapport à l'accès à l'emploi. Je trouve important de comprendre l'affirmation que vous faites.

Mme Dufresne: C'est certain que si on est en pays francophone, mettons, qu'il faut que ma compagnie appelle à Ottawa, je veux bien croire qu'on est français et que tout le monde parle français ici. Sauf qu'à Ottawa, ils parlent encore anglais. Donc, à quelque part, il va falloir qu'on ajuste au point de vue démographique et qu'on le dise qu'on peut prôner le français au Québec, mais...

M. Roy: Je reviens à ma question par rapport à l'accès à l'emploi.

Mme Dufresne: C'est ça. Je viens de le dire. C'est certain que si je travaille au Québec et que je téléphone seulement au Québec, ce serait

bien beau de parler seulement en français, mais à quelque part il va falloir que je téléphone ailleurs et que je voie ailleurs.

M. Roy: Ça va.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Simard.

Mme Simard: Bonjour, M. le Président. Une remarque: je souscris évidemment à votre souci, lorsque vous parlez de soutenir les jeunes, notamment les jeunes familles, dans leurs responsabilités parentales, mais vous semblez le mettre un peu en opposition avec la question de l'immigration. Mme Hovington a soulevé cette question.

Je voudrais juste faire un commentaire. C'est que l'immigration, ce n'est pas juste que ça coûte de l'argent, ça nous enrichit aussi. Je pense que c'est important, et dans une région comme l'Abitibi, d'ailleurs, il y a eu aussi de l'immigration d'autres régions du Québec et d'autres pays. Donc, il faut faire attention, je pense, un peu, de concevoir l'immigration comme une dépense de notre part au détriment de la population locale. C'est aussi une forme d'enrichissement.

Mais ma question ne concerne pas ce point-là. J'aimerais ça vous entendre parler un petit peu plus de l'une de vos recommandations qui dit qu'on devrait bonifier et reconnaître des études comme étant le premier travail. Vous parlez même de rémunération à partir du secondaire III. Moi j'en connais plusieurs qui seraient très heureux de recevoir une rémunération, mais comment concevez-vous cela? Par qui les étudiants seraient rémunérés, et pour combien de temps? Parce que ça, c'est quand même assez innovateur comme suggestion. (12 h 30)

Mme Dufresne: C'est vraiment une grosse question, dans le sens que je ne suis pas ferrée en fiscalité, sauf qu'on sait très bien que les parents ont des allocations familiales qui sont à eux. Moi, dans ma maison de jeunes, il y a beaucoup de jeunes qui bénéficient de leurs allocations familiales, dont les parents leur en donnent une partie. Donc, quand les jeunes ont proposé cette alternative-là et se voyaient valorisés de cette façon-là à continuer des études... C'est certain que ce ne seraient pas des montants exorbitants. Quand on regarde seulement les allocations familiales, ce n'est pas ça qui... C'est certain qu'à l'échelle du pays, ça coûte très cher, mais quand tu reçois ton chèque dans ta boîte à malle, ce n'est pas bien gros. Ce qui fait que j'imagine que les jeunes, quand ils m'ont parlé d'allocations familiales, en tout cas sous forme d'allocations familiales.

Maintenant est-ce que ça devrait être enlevé d'une partie ou d'une autre? Je pense qu'on va élire des personnes au gouvernement,

capables d'élaborer des politiques à ce sujet-là. C'est une idée. J'ai trouvé ça bon que les jeunes la sortent, dans ce sens qu'il y a beaucoup de jeunes aujourd'hui qui vont à l'école qui prennent ça comme un travail et pour qui ce n'est pas évident que quand ils reviennent à la maison ils voient que leur travail est répercutant sur leur avenir.

Mme Simard: C'est ça. Bon. Une autre de vos recommandations: vous parlez de la neutralité du pays. C'est, je pense, le premier énoncé de votre exposé. J'aimerais savoir de vous... Bon, évidemment, vous fréquentez des jeunes. C'est votre travail. Vous êtes vous-même jeune. Est-ce que c'est source d'inquiétude et d'angoisse chez les jeunes que cette perspective, par exemple, de conflit mondial? Pourquoi, d'ailleurs, est-ce que ça fait l'objet du premier élément de votre présentation dans votre projet de société? J'aimerais vous entendre sur cela.

Mme Dufresne: Je pense que tout le monde est au courant qu'il y a une crise dans le golfe Persique et c'est un petit peu à partir de ça que les jeunes ont émis cette inquiétude-là. C'est évident que, quand on entend parler M. Clark — ils envoient des bateaux, et envoie donc! — on se demande quand M. Bourassa va faire le pas. Je pense que les jeunes dans ce genre de situation là, quand ils se disent qu'ils veulent la neutralité d'un pays, le Canada ou le Québec, ils se devraient d'être neutres dans le sens qu'ils voient, en tout cas, la Suisse comme pays modèle à ce niveau-là. On ne parlera pas des autres ressources, mais à ce niveau-là. Et ils croient qu'un Québec ou un Canada neutre sera plus bénéfique, plus sécurisant. C'est peut-être, à long terme, source d'une nouvelle économie ou de nouveaux investissements.

Le Président (M. Bélanger): Alors, Mme Dufresne, je vous remercie de nous avoir présenté ce mémoire au nom de la Maison de jeunes La Soupape. Ceci met fin à notre séance de ce matin. Je rappelle aux membres de la Commission, une petite question de gestion interne, qu'ils doivent libérer les chambres pour 13 heures et qu'il y a une salle pour déposer les bagages en attendant notre départ, ce soir, dans une pièce qui est située derrière le foyer dans le hall et qu'on peut demander la clé au secrétariat; ou qu'on peut aussi mettre ses bagages au vestiaire qui est situé près de la réception. La séance est maintenant levée. Merci, madame.

(Suspension de la séance à 12 h 33)

(Reprise à 14 h 3)

Le Président (M. Michel Bélanger): À l'ordre, s'il vous plaît!

Présentation conjointe

Le premier groupe à se présenter devant nous cet après-midi, pour une présentation d'une heure et demie, c'est le groupe des municipalités régionales de comté de Vallée-de-l'Or... Il faut que je les aie toutes pour ne pas en oublier. Vallée-de-l'Or, celle d'Abitibi-Ouest, la Municipalité régionale de comté de Témiscamingue et la Municipalité régionale de comté de Rouyn-Noranda. Malheureusement, les représentants de la Municipalité régionale de comté d'Abitibi-Ouest nous ont fait part que la température inclémante du jour ne leur a pas permis d'être présents, mais ils ont demandé à M. Mandeville, préfet de la MRC de Vallée-de-l'Or, de déposer formellement le mémoire en leur nom, ce qui fera qu'ils seront quand même présents parmi nous.

Dans une présentation d'une heure et trente minutes, les temps de présentation, les temps de discussion sont ainsi divisés: 10 minutes pour la présentation du mémoire. Comme vous êtes trois, on va dire à peu près quatre minutes chacun. Connaissant la façon dont les temps dépassent, ça finira peut-être par cinq ou six, mais, en tout cas, on tâchera de surveiller ça. Ensuite, 10 minutes pour la présidence; elle prendra ce qui reste. 15 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 15 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition et le reste du temps, soit presque 40 minutes, pour les membres inscrits auprès de la présidence, chacun d'entre eux disposant jusqu'à 10 minutes.

Je vous cède donc la parole, M. Mandeville, pour que vous présentiez les gens qui vous accompagnent et que vous procédiez ensuite, de la façon dont vous le voudrez bien, à la présentation de l'ensemble des mémoires.

Municipalité régionale de comté de Vallée-de-l'Or

M. Mandeville (Normand): Alors, vous avez ici, à ma gauche, M. Pierre Monfette, directeur général de la MRC de Rouyn-Noranda; vous avez M. Paul-Arthur Dickey, préfet de la MRC Rouyn-Noranda; M. Claude Chamberland, directeur général à la MRC de Vallée-de-l'Or; M. Ronald Lafrenière, préfet de la MRC de Témiscamingue, et M. Denis Clermont, directeur général à cette même MRC.

Si vous le permettez, M. le Président, Mmes et MM. les commissaires, je vais commencer avec le mémoire de la MRC de Vallée-de-l'Or. Pour vous situer, la MRC de Vallée-de-l'Or comprend 10 municipalités et, au point de vue territorial, c'est une des plus grandes MRC de la province. Nous avons donc 10 maires et une population de quelque 45 000 habitants.

Lors d'une récente réunion de la MRC, nous avons discuté de la nature du mémoire à présenter. Après discussion, le conseil de la MRC a

indiqué clairement que nous pouvions aller jusqu'à proposer la souveraineté. Et on est partis des faits suivants que, depuis 1867, nous avons rencontré quelques problèmes et des problèmes certains; que, depuis 1931, nous sommes encore consacrés colonisés avec une monarchie constitutionnelle; qu'on a manqué dernièrement notre fameux lac Meech et qu'on a le sentiment que, dans le Canada actuel, nous ne sommes pas, disons, des partenaires véritables. Pour toutes ces raisons-là, et je pourrais élargir davantage, nous nous en allons vers une souveraineté. Laquelle souveraineté? Il faudrait, sans faire d'étymologie... Il y a plusieurs souverainetés. Il y a une souveraineté émotive. Si vous voulez, cette souveraineté-là, on va la garder pour s'écrire des lettres d'amour. Il y a la souveraineté juridique ou constitutionnelle, qui est une souveraineté pure, et vous avez également la souveraineté politique, qui est une souveraineté, disons, d'un commun accord, d'avoir tous les instruments qui nous permettraient de pouvoir se développer comme pays. Alors nous, c'est ce que l'on veut, c'est une souveraineté allant de la souveraineté politique à la souveraineté juridique.

Maintenant, on nous demande, à ce moment-là, de mettre en garde, si on s'en va vers la souveraineté, que ce ne soit pas une nouvelle centralisation que l'on déplacerait, qu'on prendrait à un endroit et qu'on amènerait à un autre. Et ce serait un danger, parce que, les municipalités ne jouant pas leur rôle et n'étant pas des partenaires efficaces, on pourrait arriver à cet échec-là.

Maintenant, il y a des épouvantails qui ont commencé à apparaître quand on a parlé de souveraineté-association. On sait qu'il y en a qui se sont élevés à travers le pays pour dire: Nous autres, on n'approuvera jamais ça des chefs de gouvernement. On a encore le transfert des sièges sociaux. Vous avez des industriels et des financiers qui disent: On va s'en aller ailleurs si on a une souveraineté. On parle des emplois et on commence à faire peur aux personnes âgées avec la perte de pension.

Pour nous, le pays auquel nous pensons, le pays que nous voulons, c'est un pays basé sur nos forces vives, c'est-à-dire nos citoyens et citoyennes. Et comme MRC, nous voyons ces citoyens et citoyennes-là regroupés au niveau des municipalités. On sait qu'à un moment donné, en 1901, il y avait 954 municipalités dans le Bas-Canada, et en 1847 on supprima même les municipalités régionales de comté. Alors, ça veut dire que ce n'est pas d'hier cette idée-là.

Le premier palier c'est le citoyen et la citoyenne. Après ça, nous voulons avoir des municipalités locales fortes. On sait qu'actuellement il y a trois gouvernements horizontaux. Vous avez le gouvernement local, les gouvernements provincial et fédéral. Seul le gouvernement local n'est pas reconnu comme une entité propre

par la loi, alors que les deux autres formes de gouvernement sont reconnus. Et pour...

Le Président (M. Michel Bélanger): ...vous, achève, M. Mandeville. Allez vite.

M. Mandeville: ...prendre une demi-minute. C'est que, basé sur les citoyens et citoyennes, les municipalités locales et des gouvernements régionaux d'appartenance, c'est-à-dire les gouvernements actuels qui sont desservis par les MRC. Ce que nous voulons, ensuite, un référendum le plus tôt possible afin que les élus, et tous les élus, afin que la population, et toute la population, les agriculteurs, les autochtones, les jeunes et tous ces gens-là puissent se prononcer, alors, sur notre devenir collectif, notre société de demain. Si, en 1867, nous avions les Pères de la Confédération, peut-être qu'en 1991, nous aurons les Mères de la Constitution québécoise.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): Il faudra qu'on fasse attention à notre conduite pour le reste de la journée.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci dit, je pense qu'il faut maintenant accepter comme présenté, également, le mémoire de la MRC d'Abitibi-Ouest qui vous a demandé de le faire en leur nom. Et nous passons ensuite auquel de vos collègues, M. Mandeville?

M. Mandeville: Selon la liste.

Le Président (M. Michel Bélanger): Allez.

Municipalité régionale de comté de Témiscamingue

M. Lafrenière (Ronald): Mesdames, Messieurs, la MRC de Témiscamingue se situe à l'extrême ouest de la province de Québec, à près de 700 kilomètres de la ville de Montréal. La population totale de la MRC est évaluée à 16 901 personnes réparties sur un territoire de 19 222 kilomètres carrés. L'économie de la MRC de Témiscamingue est axée essentiellement sur l'exploitation des ressources forestières et agricoles et, en second lieu, sur les ressources minières, sur les activités récréo-touristiques, ainsi que les services à la population.

La région, véritable responsable du développement régional. La municipalité régionale de comté de Témiscamingue considère que l'avenir du Québec repose avant tout sur la prise en charge de son développement par le milieu. La décentralisation permettrait un développement adapté aux régions et qui répondrait aux aspirations de la population locale. La MRC correspond

à des régions d'appartenance. C'est sur une telle base territoriale, sur ce lieu naturel de développement, près du citoyen, qu'il faut s'appuyer et qu'il faut appuyer le développement et le futur du Québec. En conséquence, nous demandons que le gouvernement du Québec maintienne et renforce le sentiment d'appartenance qui favorise la mobilisation et la concertation des populations locales.

Il serait également souhaitable que les gouvernements d'Ottawa et de Québec entreprennent une harmonisation, ou un partage plus efficace de leurs compétences et de leurs pouvoirs communs, en matière de développement régional.

L'avenir des relations entre le gouvernement, les régions: apprendre des erreurs qui passent. Pour éviter d'être impuissant face aux décisions du gouvernement supérieur, les régions périphériques doivent désormais être associées à la définition des politiques de décentralisation et de développement régional. Cette association permettrait peut-être de mettre fin au quémandage perpétuel auquel doivent s'astreindre les régions. Perçues historiquement telles que des pourvoyeurs de ressources naturelles, les régions du Québec ont désormais besoin des outils et d'une marge de manoeuvre pour assurer leur développement socio-économique. La problématique de l'industrie forestière témiscamienne est un bon exemple où la collaboration du gouvernement fait cruellement défaut. Depuis décembre 1977, les élus municipaux de la région demandent que la ressource forestière serve avant tout à créer des emplois dans la région.

Le gouvernement du Québec considère la question des ressources naturelles comme l'une de ses responsabilités exclusives. Cette situation crée de graves conséquences pour le Témiscamingue. Mais, en raison du nouveau régime actuel, les approvisionnements forestiers aux usines situées à l'extérieur de la région se poursuivent toujours dans la même proportion, soit 40 % du bois en dehors de la région. De plus, ces approvisionnements sont à toutes fins pratiques garantis pour une durée de 25 ans. Résultat: il n'y a même pas la moitié des projets et des besoins des usines locales qui est comblée et l'entrée en vigueur du schéma d'aménagement de la MRC de Témiscamingue est retardée depuis bientôt quatre ans. Dans ce contexte, il est essentiel que toute la question des communications et du "partnership" soit revue et corrigée. Il est impératif que les élus municipaux aient leur mot à dire dans l'aménagement et la transformation des ressources.

Le respect des régions d'appartenance. Il est essentiel d'axer les efforts de développement sur la base des territoires des MRC afin de respecter l'intégrité, les particularités et les aspirations de chacune. Pour y parvenir, il y a lieu d'harmoniser les différents découpages administratifs des ministères et organismes

oeuvrant en région avec les limites des MRC. Cette situation que l'on connaît au Témiscamingue, particulièrement avec le ministère de l'Énergie et des Ressources...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Lafrenière, on achève votre temps. Je vous suggère d'activer un peu, peut-être d'aller plus vite vers la conclusion, sans rien enlever de ce que vous tenez à dire.

M. Lafrenière: Cette situation que l'on connaît au Témiscamingue, particulièrement avec le ministère de l'Énergie et des Ressources, non seulement génère des coûts supplémentaires pour le milieu, mais nuit fortement à la convergence des intérêts locaux et à l'émergence d'un "entrepreneurship" inhérent à la région d'appartenance.

En conclusion, les besoins et les demandes auxquels fait face le monde municipal ont évolué. Les questions d'emploi, d'environnement et de qualité de vie sont de plus en plus présentes. Ces besoins et ces demandes continueront d'évoluer et d'interpeller le monde municipal. C'est pourquoi il est important que le pouvoir local soit revalorisé. La MRC de Témiscamingue ne se prononce pas sur la place que devrait occuper le Québec au plan constitutionnel. Nous considérons qu'il est préférable de laisser à chacun le soin de se prononcer sur cette question. Quelle que soit la structure retenue à cet égard, l'important serait que, désormais, le partage des pouvoirs et des ressources soit établi de façon claire, nette et précise à tous les niveaux, et que les ententes à cette fin soient viables, pour le bénéfice des citoyens et citoyennes que nous représentons. Merci.

Municipalité régionale de comté de Rouyn-Noranda

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors merci M. Lafrenière. Je pense qu'on passe maintenant à M. Dickey, pour la MRC de Rouyn-Noranda.

M. Dickey (Paul-Arthur): C'est bien ça.

Le Président (M. Michel Bélanger): Allez-y M. Dickey.

M. Dickey: M. le Président, Mmes et MM. les commissaires, les élus municipaux, membres de la MRC Rouyn-Noranda, vous remercient de l'opportunité que vous leur offrez de participer au débat sur l'avenir constitutionnel du Québec. Je tiens à vous préciser que la position que je vous livre aujourd'hui a été unanimement adoptée par les représentants des 16 municipalités de notre MRC qui regroupent plus de 40 000 habitants.

Notre option: un nouveau projet de société. Encastrée dans une constitution niant notre

spécificité et supportant une coûteuse et inefficace duplication de services, la MRC Rouyn-Noranda opte pour la souveraineté du Québec, donc la récupération de tous les pouvoirs. Nous devons nous doter d'un cadre constitutionnel renouvelé, éliminant la double juridiction, la compétition entre paliers décisionnels, et la non-intégration des différentes politiques et programmes.

Comment peut-on y parvenir? Toute consultation sur une modification aussi fondamentale que l'accès à la souveraineté, se doit de se référer aux citoyens qui demeurent le palier ultime du choix d'orientation. L'outil de consultation que nous privilégions, et qui correspond le plus adéquatement au respect de l'opinion de chacun, c'est le référendum. Un écueil à éviter. Le modèle renouvelé que nous anticipons ne présuppose pas la création d'un nouveau palier intermédiaire, qui pourrait éventuellement prendre la forme d'un gouvernement régional. Un des principes fondamentaux devant guider toute modification, réside dans l'imputabilité du décideur. L'élu municipal répond adéquatement à ce prérequis. Nous avons déjà exprimé nos vues en ce sens, lors de la consultation sur la réforme de la santé et des services sociaux, qui devra s'intégrer dans le champ des responsabilités dévolues aux élus municipaux. Étant le palier électif le plus près du citoyen, nous entendons jouer un rôle actif dans cette démarche.

Des impacts prévisibles. Tout changement entraîne inévitablement certains bouleversements. Nous pouvons anticiper des impacts au niveau des structures organisationnelles des différents programmes, des infrastructures et de certains services. En réaction, nous devons nous attaquer à une recherche d'une plus grande efficacité de nos organisations et améliorer nos capacités de mieux maîtriser nos capacités de gérer et de contrôler nos coûts.

Le discours régionaliste. À ce sujet, nous croyons à la concertation régionale au sens de "région administrative", soit l'Abitibi-Témiscamingue. Cependant, nous rejetons la formule de gouvernement régional, au sens de "région administrative", au profit du gouvernement local qu'est la municipalité avec des pouvoirs clairs, inscrits dans la constitution du Québec, pouvoirs que le gouvernement local peut déléguer en partie à sa municipalité régionale de comté.

En terminant, j'aimerais dire que l'option qui sera choisie et qu'on doit rapidement choisir devra, à notre sens, être également mise en application sans délai, pour éviter les incertitudes que constitue l'état actuel des choses. Donc, je vous remercie beaucoup de nous avoir écoutés.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, messieurs. Nous avons maintenant un peu plus d'une heure et dix minutes pour des questions. Les premiers à intervenir seront les représen-

tants du parti formant l'Opposition officielle, M. Gendron, d'abord.

M. Gendron: Bonjour messieurs.

Le Président (M. Michel Bélanger): Quand j'ai parlé d'une heure et dix minutes, c'était pour tout le monde, M. Gendron.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Gendron: J'ai bien compris.

Le Président (M. Michel Bélanger): Oui? Bon.

M. Gendron: Puis, je ne suis pas inquiet que vous allez m'arrêter. Sans présumer des recommandations finales de la Commission Bélanger-Campeau, je souhaite que ces dernières recommandations puissent effectivement nous permettre un jour, nous, comme commissaires, de nous rappeler de vous et de vous saluer dans le futur, comme étant les maires de la future Constitution d'un Québec souverain. Au-delà de ça, merci beaucoup que le monde municipal, via les structures des municipalités régionales de comté – puisqu'il y en a trois qui sont avec nous – ait décidé de venir présenter devant les commissaires le point de vue de cette nouvelle structure qui, quand même, a eu l'occasion de fonctionner depuis quelques années et d'être très collée à la réalité du monde rural, mais également à la réalité de l'Abitibi-Témiscamingue dans toutes ses composantes.

Moi, je vais plutôt rester au niveau du mémoire de la MRC de Vallée-de-l'Or et mon collègue fera Rouyn-Noranda-Témiscamingue. Essentiellement, votre mémoire a, d'une façon on ne peut plus claire, indiqué que la voie du statu quo ne correspondait d'aucune façon aux aspirations des Québécois et je pense que ça c'est un constat qu'il y a lieu de rappeler. Mais il est toujours important, je pense, que des gens qui vivent avec leur monde aient l'occasion de nous le signifier d'une façon on ne peut plus claire. Vous affirmez également, très haut et très fort, que le Québec de demain doit être souverain pour protéger sa culture et promouvoir son plein développement économique et social, et vous indiquez qu'il se doit de passer par un nouveau projet de société basé sur la structure municipale que vous connaissez bien, bien sûr.

La première question que j'aimerais poser c'est la suivante: Après avoir affirmé clairement et avoir opté clairement pour une souveraineté politique complète, vous abordez quand même la question de la décentralisation des pouvoirs vers les régions. Il serait peut-être important d'indiquer d'une façon un peu plus précise aux commissaires de cette Commission quels pouvoirs précisément vous souhaiteriez que les MRC du Québec, dans un Québec souverain politiquement,

complètement, puissent déléguer au niveau du palier de la MRC. Je reviendrai tantôt avec une autre question.

M. Mandeville: Voici. Le Québec recevrait à ce moment-là des compétences d'Ottawa, et je pense que le Québec serait prêt à partager d'autres compétences avec les municipalités. Actuellement, nous en faisons à quelques endroits des expériences, que ce soit au niveau régional, c'est-à-dire au niveau des MRC; quand je parle de régional je parle de MRC. Je pense par exemple à la question de la voirie. Ça peut être ça. Ça peut être au niveau culturel. Il peut y avoir une déconcentration vers les régions. Vous savez, les régions... il y a 94 ou 95 MRC actuellement. C'est 94 ou 95 régions différentes. Il n'y en a pas deux pareilles. Ça peut être au niveau culturel, ça peut être au niveau social, je le vois également au niveau des soins de la santé. Il pourrait y avoir à ce moment-là un conseil d'administration au niveau de la santé. Maintenant, il faut toujours éviter de déconcentrer à un endroit pour concentrer à un autre. On pourrait agir dans un cadre, que ce soit au niveau du loisir, de la chasse et de la pêche, que ce soit au niveau de la justice. Et ici nous avons affaire... quelqu'un qui a un problème avec la justice, c'est-à-dire avec la chasse et la pêche, on a cinq tribunaux qui peuvent entendre... Vous en avez à Joliette, vous en avez un peu partout. Ce sont des tribunaux et les gens sont obligés d'aller dans ces endroits-là. Alors...

M. Gendron: M. Mandeville, vous ne m'en voudrez pas. Regardez, moi ce que je voudrais c'est plus... Il y a toujours deux notions, rapidement. On peut parler de décentralisation avec pouvoirs fiscaux afférents, mais perçus directement dans le milieu — juste une minute — ou, l'autre volet, déconcentration de services avec fonctionnement d'enveloppes.

Entre les deux hypothèses que je viens de soulever, est-ce que vous privilégiez une déconcentration de services avec les enveloppes afférentes pour vous acquitter de la nouvelle mission que vous recevriez ou une véritable décentralisation avec pouvoirs fiscaux correspondant à l'entité de la MRC? C'est quoi entre les deux que vous préconisez?

M. Mandeville: Écoutez, moi, je vais parler personnellement. Correct? Je privilégierais la deuxième solution: nous autres aussi, d'être maîtres dans notre région. Avec l'histoire des enveloppes, avec le temps, ces enveloppes-là, ça rétrécit toujours. Correct? Puis, on vient à un moment où on n'a plus d'enveloppes. Alors, on voudrait, nous autres aussi, être maîtres chez nous dans notre région.

M. Gendron: Je pensais que vous aviez également dit que vous souhaitez que... C'est-à-

dire que quand vous parlez de régions, vous, vous avez dit: Je parle au niveau du territoire de la MRC.

M. Mandeville: C'est bien ça.

M. Gendron: Bon. Restons là pour quelques secondes. Au niveau de ce territoire de la MRC, à moins que je ne me trompe, vous n'avez pas parlé véritablement, vous, de gouvernements régionaux dans la perspective où un gouvernement, un État du Québec souverain s'orienterait vers la création de gouvernements régionaux. Est-ce que vous avez une opinion là-dessus? Est-ce que vous croyez que c'est raisonnable d'envisager ça ou, selon votre analyse, votre évaluation, ce n'est pas raisonnable d'envisager véritablement la création de 94 gouvernements régionaux? Parce que n'oubliez pas que vous venez de me dire que votre région, vous, c'est la MRC. Comme il y a 94 MRC, ça voudrait dire 94 gouvernements régionaux. Est-ce que vous seriez d'accord là-dessus ou non?

(14 h 30)

M. Mandeville: Disons que c'est envisageable, mais je ne trouve pas ça recommandable. Donnez des pouvoirs aux municipalités enchâssés dans une constitution et, ensuite, de son pouvoir régional, donnez-le à la MRC renouvelée peut-être et, à ce moment-là, je suis satisfait de ça.

M. Gendron: Mon collègue va continuer.

M. Trudel: Alors, à mon tour, je voudrais saluer les représentants du monde municipal qui se sont déplacés aujourd'hui pour nous faire entendre leur point de vue sur précisément l'avenir constitutionnel et politique du Québec. Je veux d'abord vous féliciter pour la présentation que vous nous avez faite. C'est très clair. Vous nous décrivez très précisément les attentes du niveau municipal, et tout ceci, à l'intérieur d'un cadre politique bien clair. Je pense que oui, à l'instar de mon collègue, les membres de la Commission auront à retenir cette intervention de la nécessité de la clarification et de se poser collectivement la question le plus rapidement possible.

Quelques questions pour quand même préciser les orientations que vous nous avez données, en commençant peut-être par la Municipalité régionale de comté de Rouyn-Noranda. Vous en appelez aux commissaires et à la Commission pour prendre une décision rapidement après les travaux parce que vous croyez que nous vivons dans une période où nous avons créé de l'incertitude, compte tenu d'une espèce d'absence de positionnement du Québec actuellement. Est-ce que vous pourriez nous dire concrètement à quoi ça correspond, dans votre vie municipale de MRC, ce climat d'incertitude? Pouvez-vous nous décrire ça un petit peu?

M. Dickey: En fait, ça se traduit de plusieurs façons. Par exemple, depuis l'échec du lac Meech – en tout cas, depuis ces discussions-là en particulier – on assiste à un déstagement de responsabilités qui, auparavant, étaient dévolues au gouvernement provincial sur les gouvernements locaux, et ce, sans nécessairement avoir de consultations ou de discussions préalables. Donc, ça, ça nous apparaît comme étant une des conséquences de l'incertitude. Nous, ce qu'on dit, au fond, c'est qu'on se rend compte qu'on a tout intérêt à, dans un premier temps, décider de notre avenir constitutionnel et à reprendre, par ce moyen-là, l'ensemble des pouvoirs qui sont dévolus à un pays qui est le Québec; de décider également d'une Constitution dans laquelle on enchâsserait les gouvernements locaux avec leurs pouvoirs, de même qu'une façon de réviser ces pouvoirs-là, de telle sorte qu'on n'assiste plus à des périodes où quelqu'un, de façon unilatérale, décide de passer certaines responsabilités qu'il assumait à d'autres sans avoir eu, j'appellerais ça, une discussion préalable et un consentement préalable sur ces effets-là. Ça a des conséquences importantes, et ça, ce n'est qu'un type d'exemple. Ça a également des conséquences sur l'économie, sur d'autres questions comme celles-là, mais on pense que l'incertitude, ce n'est jamais bon, que ce soit au niveau politique, que ce soit au niveau économique ou autre. On n'a pas intérêt à rester dans l'incertitude.

M. Trudel: Quant aux formules politiques, maintenant, sur le plan constitutionnel, que nous devrions envisager pour l'avenir, vous partez de trois points de vue. Vous dites à la Commission: Ou le fédéralisme canadien renouvelé, ou l'indépendance pure et dure, ou la souveraineté avec l'association si possible. Et vous faites bien votre devoir, vous, vous choisissez, puis vous dites avec vos maires: Nous, très clairement, c'est la souveraineté du Québec, et je l'entends à l'intérieur de votre description, la souveraineté avec l'association, si possible. Quels domaines devraient faire l'objet d'association, si possible, avec le Canada?

M. Dickey: En fait, je peux donner des exemples. On peut prendre la monnaie, par exemple. S'il est de l'intérêt du Québec et du Canada de faire une association monétaire, je pense que ça peut être un exemple, mais tous ces pouvoirs-là... Ça pourrait être la défense, il pourrait y avoir des accords de libre-échange, mais tous ces pouvoirs-là devraient être, s'il y a des ententes qui se font, discutés d'égal à égal, et que chacune des parties aux discussions soit libre d'accepter ou de refuser les conditions dans lesquelles ça peut se faire. Et c'est ça, il me semble, qu'il est important de retenir. Donc moi, je dis: Le Québec souverain pourra l'être avec ou sans accord, mais je pense qu'il faut d'abord décider que nous sommes souverains, et ensuite

voir quels sont nos intérêts de confier certaines responsabilités, comme peuple souverain, comme pays, avec d'autres entités comme le Canada.

M. Trudel: Une toute petite précision, M. le préfet de la MRC de Rouyn-Noranda. Vous ne voulez pas dire la souveraineté pour négocier...

M. Dickey: Absolument pas.

M. Trudel: ...mais la souveraineté, et nous allons décider, dans un deuxième temps, ce que nous voudrions bien mettre en commun, suivant nos propres désirs. Il s'agit bien de cela?

M. Dickey: Il s'agit bien de cela. Et pour nous il n'y a pas d'équivoque là-dedans. Dans un premier temps, on récupère tous les pouvoirs que nous avons et dans un deuxième temps, on voit quels sont nos intérêts de conclure des accords ou de confier certaines responsabilités à un autre partenaire. Ça se fait dans d'autres pays et ça pourrait se faire dans le pays du Québec. Mais pas partir avec l'idée qu'il faille absolument conclure à n'importe quelles conditions. On conclura des ententes s'il est dans notre intérêt d'en conclure.

M. Trudel: Merci beaucoup M. le préfet. J'aimerais maintenant interroger quelque peu les représentants de la MRC de Témiscamingue.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mais il vous reste à peine 30 secondes, M. Trudel. Une petite question rapide peut-être.

M. Trudel: Une petite question rapide. Vous êtes frontaliers avec l'Ontario. Dans l'éventualité de la souveraineté, prévoyez-vous des problèmes, des situations tendues? Vous avez une longue histoire là-dessus.

M. Lafrenière: La souveraineté, je ne pense pas que ça crée de problèmes avec les frontières. Je ne pense pas que ça nous crée de problèmes de ce côté-là. Nous autres, je vais te dire ce qu'on a dit dans notre mémoire, on aime mieux ne pas s'embarquer dedans. Je pense que les gens décideront à un moment donné ce qu'ils veulent. Nous, c'était notre perception. À part ça il faut faire attention, ici à la table des maires, on est 21 et on n'est pas tous peut-être...

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant aux questions des autres membres de la Commission. Il y aura M. Nicolet, M. Beaudry, M. Beaumier et M. Assad. M. Nicolet est le premier.

M. Nicolet: Merci, M. le Président. Vous me donnez l'occasion de saluer mes collègues élus municipaux et c'est toujours avec plaisir que je reviens en Abitibi-Témiscamingue pour les

rencontrer. Malheureusement l'occasion n'est pas assez fréquente.

J'aimerais peut-être profiter de l'occasion où vous êtes regroupés pour aborder avec chacun de vous différents aspects de ce partage de responsabilités à intervenir dans un projet de société futur. En commençant peut-être, et je vais vous poser les questions globalement, quitte à vous laisser reprendre les réponses dans l'ordre qui vous conviendra.

M. Lafrenière touche au partage des responsabilités entre le gouvernement du Québec et les MRC. En particulier, il aborde à la page 8, je pense, du mémoire de sa MRC, la question des richesses naturelles et dans votre cas, bien sûr, la forêt prend une dimension particulièrement importante. Donc, est-ce que vous pourriez élaborer sur cette question de partage des responsabilités entre le gouvernement du Québec et le palier des MRC.

Dans le cas de M. Mandeville, là je me permets de référer peut-être au mémoire de M. Pelletier ce matin, qui mettait l'accent sur un regroupement structurel au niveau de la MRC, un regroupement qui ferait des MRC pratiquement des supermunicipalités. Vous, par contre, vous avez dans votre mémoire, et j'aimerais le rappeler, mis l'emphasis sur l'importance de maintenir un palier local, cette espèce de noyau de démocratie au premier cercle d'appartenance de la population. Si vous pouviez élaborer sur cette relation de la municipalité locale par rapport à la municipalité régionale de comté.

Finalement, dans le cas de la MRC de Rouyn-Noranda, M. Dickey, vous avez, très clairement, dit non au gouvernement en régions administratives. Par contre, je sais que, vous-même, vous oeuvrez dans le domaine des services de santé et vous savez qu'on s'en va quand même, de façon sectorielle – et la santé en est peut-être le meilleur exemple – vers un régime de régie au niveau de la région administrative. Il y a une logique à tout ça. Je pense que ce n'est pas à moi de faire une théorie ici. Mais est-ce que vous pourriez élaborer sur votre vision du partage entre la région, région administrative-régie, par rapport à la MRC, palier niveau politique?

M. Dickey: Je peux bien aborder, si vous le permettez, cette dimension de gouvernement régional. Quant à moi, les pouvoirs devraient être dévolus au gouvernement local et ensuite, pour des raisons pratiques, on arrive à exercer non seulement une certaine forme, mais on exerce carrément un pouvoir régional au sens administratif; pour moi, ça le serait par délégation. Ça, je n'ai pas d'objection par délégation. Mais que le pouvoir soit carrément dévolu à une région, à un gouvernement régional, de type régional au sens Abitibi-Témiscamingue, je pense que cela ne correspond pas à la volonté que nous avons exprimée dans ce mémoire-ci.

M. Nicolet: Merci, monsieur.

M. Mandeville: Moi, je peux y aller. Vous faites référence au mémoire présenté par la ville de Val-d'Or. Voici, il n'y a aucun lien quant à la structure du mémoire et aucun lien quant à notre structure de pensée. La question que vous posez à ce moment-là, pour moi, elle est délicate. Et encore là, il faudrait que je fasse, moi aussi, mon petit référendum pour pouvoir vous répondre. Je peux vous répondre la perception que j'en ai. Il est important d'avoir une structure municipale locale forte et ensuite, ces structures locales fortes peuvent se réunir dans une structure, disons, super-municipale, qu'on appellerait la MRC. Je pense que les petites municipalités ont des choses à apprendre aux grandes municipalités et les grandes municipalités ont peut-être des services à rendre aux petites municipalités.

Autrement dit, nous avons besoin des uns et des autres. Et pour moi, la MRC est au service de la municipalité et non pas la municipalité au service de la MRC. Municipalité locale forte avec des pouvoirs enchâssés dans une charte et ensuite avoir un gouvernement local. Disons qu'il y en aurait 94. Il pourrait y avoir un autre découpage, écoutez. On ne s'embêtera pas dans les limites. Et tout ça formerait nos gouvernements régionaux. Je ne sais pas si ça répond?

M. Nicolet: Oui, oui.

M. Mandeville: Vous n'êtes peut-être pas d'accord?

M. Nicolet: Si j'ai un peu de temps après, je reviendrai, mais je voulais prendre une chance.

M. Lafrenière: Ha, ha, ha! Moi, je voudrais revenir d'abord au début de 1977. Ça revient peut-être beaucoup en arrière. On n'avait peut-être pas les cheveux si gris à ce moment-là. On parlait toujours dossier forêt au Témiscamingue. À ce moment-là, au Témiscamingue... Il faut s'entendre aussi que, nous autres, on parle toujours MRC. On reconnaît qu'il y a un ministère à Québec, que c'est lui qui s'occupe du bois. On reconnaît ça. On a commencé à revendiquer nos forêts. Dans ce temps-là, à peu près 35 % du bois allait en dehors. On avait dit: Avec le nouveau régime forestier, les CAAF qui sont arrivés en 1987, on avait dit peut-être qu'on va revendiquer. En tout cas, on avait fait faire une étude qu'on a payée. Et puis, je pense qu'on est loin d'avoir gagné de quoi. Actuellement, ça dépasse 40 %. Je pense qu'on ne tient pas compte de nos revendications. Et puis, on pense que ça fait perdre, pour le Témiscamingue, à peu près de 200 à 300 emplois. Et c'est des revenus d'à peu près une dizaine de millions par année. Il faut penser qu'astheure au Témiscamingue, il y a des paroisses actuellement qui ont 85 % de leur

population sans emploi. Et puis si on ne crée pas des emplois dans la forêt, je ne sais pas, il n'y a presque pas autre chose, qu'on peut intervenir dans d'autres choses. Je ne sais pas de quelle façon on pourrait aller dans ce domaine-là, mais je sais qu'on perd beaucoup d'emplois, et on ne s'est pas entendus au ministère de ce côté-là.

(14 h 45)

Le Président (M. Michel Bélanger): Il vous reste à peu près deux minutes, M. Nicolet.

M. Nicolet: M. Lafrenière, écoutez, dans le cas du Témiscamingue, est-ce qu'il n'y a pas un problème de géographie par rapport à l'Ontario où automatiquement, indépendamment de politiques façonnées à Québec, on se retrouve avec une réalité qui découle directement de la proximité de l'Ontario et de l'exportation de matières premières vers l'industrie ontarienne?

M. Lafrenière: C'est certain qu'il y a des compensations, peut-être, il y a... Du côté de l'Ontario, c'est certain qu'il y a du bois, il faut s'entendre aussi. Au Québec, on a des régimes qui nous coûtent peut-être cher un peu, l'Ontario est peut-être meilleur marché, peut-être que c'est ça qui arrive, les approvisionnements... C'est certain qu'on va s'approvisionner en Ontario. Mais au Québec, on vit avec les procédures qu'on a actuellement.

M. Nicolet: Je vous remercie. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): On passe à M. Beaudry, qui sera suivi de M. Beaumier.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. Ma première question va s'adresser à la municipalité régionale de Témiscamingue, et c'est un peu dans le même sens que M. Nicolet. Dans votre mémoire, à la page 7, vous nous dites: "il est essentiel que toute la question des communications et du "partnership" soit revue et corrigée". Et vous dites: "il est impératif que les élus municipaux aient leur mot à dire dans l'aménagement et la transformation des ressources." Vous venez d'en parler jusqu'à un certain point et vous nous dites que les représentations que vous avez faites à Québec jusqu'à présent se sont avérées vaines ou à peu près. Quand vous parlez qu'il est impératif que les municipalités aient leur mot à dire, est-ce que vous parlez au niveau d'une municipalité locale d'abord, ou si vous parlez au niveau de la MRC? Et quand vous parlez du mot à dire, vous en avez eu des mots à dire, ça n'a rien donné. Jusqu'à concurrence de quoi voudriez-vous le pouvoir décisionnel au niveau de la MRC ou de la municipalité? C'est ma première question.

M. Lafrenière: C'est certain que du côté du ministère, il y a un ministère pour distribuer le

bois. C'est certain que nous autres, on n'a pas les possibilités de le faire. Mais nous autres, ce qu'on dit, c'est qu'on devrait être au moins consultés. De quelle façon ça va se faire, puis à quelle place ça va se faire, puis comment ça va se faire. Je pense que dans nos ressources...

M. Beaudry: Je vous arrête là immédiatement. Quand vous dites "consultés", semble-t-il qu'il y en a eu des consultations, puis les décisions qui ont été prises à Québec ne vous ont pas donné satisfaction. Quand vous dites "consultés", si vous êtes consultés et que votre opinion va à l'encontre de celle du ministère, laquelle des deux voudriez-vous, laquelle des deux devrait prévaloir, si vous voulez?

M. Lafrenière: Si vous me donnez le choix, c'est peut-être la nôtre, ha, ha, ha!

M. Beaudry: Est-ce que c'est ça que vous revendiquez dans votre mémoire? C'est ça que je demande.

M. Lafrenière: Je pense que si le dialogue était plus fort que ça, je pense qu'il y a toujours moyen de s'entendre. Je pense que quand la commission vient siéger, elle nous a informés, les CAAF, c'était quoi... Ils ne nous ont pas dit comment ça va se donner. Ils ne nous disaient sûrement pas combien ils vont en donner, puis à qui ils vont les donner. Ce n'était pas de nos affaires à nous autres. Ça, je suis d'accord, mais il me semble qu'on aurait pu au moins... Il se coupe du bois actuellement puis on ne peut pas savoir à quelle place ça se coupe, puis comment ça se fait, puis...

M. Beaudry: Alors, vous voudriez au moins... La grande politique, vous la laissez à Québec, mais au niveau régional, vous voudriez avoir un pouvoir plus ou moins décisionnel pour savoir de quelle façon les sommes vont être dépensées, puis à quel endroit elles seront dépensées.

M. Lafrenière: On pourrait être au moins consultés, être informés de quelle façon ça peut se faire. C'est certain que le décisionnel, c'est toujours Québec, parce que nous autres, dans le ministère des forêts, on n'a pas les possibilités de le faire. Mais si on était consultés, on pourrait peut-être donner, autrement dit, notre mot à dire là-dedans.

M. Beaudry: C'est bien. Ma deuxième question, M. le Président, s'adresse à la municipalité régionale de Vallée-de-l'Or, et c'est un petit peu à la suite des questions qui ont été posées tantôt par M. Gendron. Vous préconisez un partage, et vous suggérez que les municipalités devraient partager 50-50 avec les gouvernements les pouvoirs de décision, de taxation et les pouvoirs fiscaux. Tantôt la question vous a été

posée, à savoir quels pouvoirs vous aimeriez voir au niveau local, ou au niveau régional. Est-ce que je dois comprendre que dans votre esprit, ces pouvoirs-là seraient tous les mêmes à travers toute la province, dans chacune des municipalités régionales, ou s'il pourrait y avoir disparité selon les besoins du milieu, par exemple?

M. Mandeville: Disons que le 50-50, là, c'est peut-être une fleur de rhétorique.

M. Beaudry: Non, non, je comprends.

M. Mandeville: Mais, ce que l'on voudrait avoir à ce moment-là, ce serait peut-être une politique provinciale. Je ne vois pas pourquoi nous aurions un traitement de faveur. Maintenant, ça pourrait être modulé à l'intérieur des MRC. Vous savez, vous allez prendre notre MRC, et puis vous allez prendre la ville de Laval, la ville de Laval c'est une MRC. C'est une région économique, et c'est une ville. Alors, quand ils font leurs réunions là, là ils se revirent et puis ils disent: Maintenant nous allons parler en MRC; c'est tout le même monde. Puis après ça ils reviennent, et puis on va parler de la région administrative de Laval. Hein, c'est bien ça. Mais c'est sûr que, la MRC de Laval, et puis la MRC de la Vallée-de-l'Or ne seront jamais identiques. Je pense qu'il peut y avoir un cadre, mais des modulations à ce moment-là, à l'intérieur de ces MRC-là.

M. Beaudry: Et votre pouvoir de taxation, est-ce que ça serait un pouvoir de taxation? Vous avez dit tantôt que vous préféreriez que ce soit un pouvoir de taxation qui parte de la base, vous décidez vous-mêmes quelles sont les choses que vous voulez taxer, c'est une taxation qui est universelle ou quoi?

M. Mandeville: Bien, c'est-à-dire qu'on va loin là. Dans notre...

M. Beaudry: Voulez-vous dire que vous êtes allés trop loin dans votre rapport et que vous retirez cette partie-là?

M. Mandeville: Ah, non, non, non! On ne la retire pas, mais c'est-à-dire qu'on veut être maîtres chez nous, puis on pourrait, à ce moment-là, disons établir des espèces de *modus vivendi*, ou des façons de procéder, à ce moment-là.

M. Beaudry: Mais vous ne vous êtes pas arrêtés sur une façon quelconque de réaliser ce pouvoir de taxation, au niveau des régions?

M. Mandeville: Je pense que même la Commission dont vous faites partie ne s'est peut-être pas arrêtée encore.

M. Beaudry: Non, non, non. Je le sais, mais c'est parce que c'est la suggestion que vous faites. C'est pour ça que je pose la question, pour que ce soit clair.

M. Mandeville: Oui, oui.

M. Beaudry: Parce que je vous dis, c'a été déjà dit devant la Commission par d'autres régions et par d'autres intervenants, qui, eux, voudraient voir le pouvoir de taxation à la base, et c'est eux qui délégueraient des pouvoirs au gouvernement central. Alors ce sont des avancées qui ont déjà été faites. Alors, moi, je vous pose la question pour savoir si c'est un petit peu dans le même sens que, vous, vous verriez votre pouvoir de taxation au niveau des régions?

M. Mandeville: Je pense qu'à ce moment-ci, il faut attendre les événements. Nous, on veut vous donner une orientation de ce que l'on croit être meilleur pour le Québec. Et ensuite, c'est la participation de toutes les personnes, et c'est un projet de société. Et, à ce moment-là, il faut que les gens se prononcent sur la question. Ce n'est pas à nous de déterminer, je pense, d'imposer, à dire: On veut avoir telle chose, on veut avoir telle chose. C'est sûr que, s'il y a un gouvernement central qui est à Québec, c'est notre gouvernement central, c'est sûr qu'on n'ira pas imposer des choses au gouvernement central. Je veux dire, on ne donnera pas d'ordre, on n'a pas d'ordre à donner au gouvernement central.

M. Beaudry: Non, non, je comprends ça là. Vous dites également, que vous voudriez voir la notion de municipalité enchâssée dans une constitution?

M. Mandeville: C'est bien ça.

M. Beaudry: Et dans cette constitution-là, on y retrouverait les pouvoirs de la municipalité, ils seraient enchâssés également.

M. Mandeville: C'est bien ça.

M. Beaudry: Alors si c'est ça, dans votre projet de société et dans votre constitution, avec les pouvoirs qui sont là, on y retrouverait également la notion de pouvoir de taxation dont vous parlez ici.

M. Mandeville: Possiblement.

M. Beaudry: Mais ça ne serait pas nécessairement dans les proportions de 50-50. Vous voudriez y voir seulement la notion incorporée, pour permettre aux municipalités d'avoir un pouvoir de taxation directe.

M. Mandeville: C'est ça. Et un partage.

M. Beaudry: Qui est autre que le pouvoir de taxation sur les biens fonciers.

M. Mandeville: Vous avez très bien compris, et je n'ai pas à retirer ce qu'on a écrit.

M. Beaudry: Non, non, je ne veux pas que vous le retiriez, je veux juste le comprendre.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Beaumier, suivi de M. Assad.

M. Beaumier: Merci, M. le Président. Moi, je voudrais dire que, depuis le début des audiences là, les MRC et puis les municipalités sont venues plaider en faveur d'une plus grande décentralisation, un désir plus grand de pouvoirs. Puis en arrivant en Abitibi, on voit des termes nouveaux, comme par exemple un gouvernement, des gouvernements municipaux à la hauteur des MRC, ou à la dimension des MRC. C'est nouveau dans le décor. Par l'ensemble des mémoires, des gens des MRC de la région sont venus aussi témoigner, ou témoignent pour une régionalisation, une plus grande prise de pouvoirs. On sait que le monde municipal, depuis quelques années, veut un peu plus d'autonomie. Seulement, il y a des inquiétudes, aussi, dans le monde municipal. Moi, je voudrais demander à l'ensemble de la table: croyez-vous que les structures politiques et administratives actuelles des municipalités et des MRC peuvent supporter une décentralisation, ou bien si on devra les remodeler? Et une deuxième question, c'est toujours - vous y avez répondu ou vous l'avez détournée un petit peu avec M. Beaudry - comment on peut voir un financement rationnel de cette chose-là, quand on sait que le contribuable - foncier, j'entends - commence à être de plus en plus pressurisé, que les gouvernements ont de moins en moins d'argent, que les programmes se font de moins en moins généreux, comment voyez-vous ce financement-là, de ces gouvernements ou de ces entités régionales ou municipales, entre guillemets, dans votre réflexion? Merci.

M. Dickey: En tout cas, moi, je peux donner, si vous le permettez, une orientation quant à la question que vous posez. Est-ce que les structures actuelles de municipalités et de MRC peuvent accepter ou supporter plus de pouvoirs ou plus de responsabilités? Moi, je dis que oui. Je pense que ces structures-là, un des défauts qu'elles ont, c'est qu'elles dépendent de la volonté du gouvernement du Québec. Donc, si elles étaient enchâssées dans la constitution avec la forme qu'elles ont actuellement, elles pourraient bien sûr supporter davantage de responsabilités, en autant, bien sûr, qu'elles ont les moyens de financement requis et, pour nous, une responsabilité doit également venir avec la possibilité d'aller chercher des revenus directs,

donc en taxation, et non pas sous forme d'enveloppes qui proviennent du central, O.K.? Donc, ça, c'est important de le préciser.

M. Beaumier: M. le Président, permettez-moi d'éclaircir un petit peu ma pensée. C'est que j'ai parlé de structures administratives et politiques. Est-ce qu'on a les structures administratives? Parce qu'on sait que, que ce soit les municipalités ou les municipalités régionales de comté, il y a toujours un appareil administratif qui coûte, qui est de plus en plus lourd à soutenir, les salaires, et tout ce qu'on connaît, comme dans l'appareil administratif. Est-ce que, actuellement, on les possède ou, bien non, s'il faudra les créer, ces structures administratives-là?

M. Dickey: Bon, moi, je pense que les structures administratives de base y sont, elles sont à la mesure des responsabilités que nous avons. Il est bien sûr que pour accepter d'autres responsabilités, il faudra vraisemblablement augmenter cette structure administrative-là.

M. Mandeville: M. Beaumier, peut-être, pour vous répondre, sachant que vous connaissez très bien les MRC, je peux vous dire que nous avons des structures, d'abord, c'est nécessaire aux MRC, pour bien fonctionner. C'est sûr qu'il va falloir regarder si on donne plus de pouvoirs, regarder davantage nos MRC, il va falloir peut-être, dans certains cas, varier sur le découpage des MRC, parce que, actuellement, il y a certaines aberrations sur ça. Je pense qu'on a des structures de base. Quant au deuxième phénomène, là, dont vous parlez, le deuxième point, le financement, bien, vous savez qu'on va avoir un palier de financement c'est-à-dire, le fédéral, à ce moment-là, du moins il va y avoir des choses qui vont peut-être disparaître, il y a une certaine forme d'impôt et toutes ces choses-là. Surtout, il ne faudrait pas faire comme l'on fait actuellement, être des gouvernements, être des administrateurs "pelleteux".

(15 heures)

Là, le fédéral pellette ses déficits à la province, la province pellette ça aux municipalités, puis nous autres, on est pris avec le banc de neige, puis qu'est-ce qu'on fait avec ça? Bien, on dit: On pellette ça aux citoyens. Je pense que c'est un modèle de société qu'on veut se donner et tout le monde, à ce moment-là, doit faire partie de ce choix de société. C'est correct? C'est sûr qu'on va s'imposer des sacrifices. Il n'y a pas... En fin de compte, c'est une évolution, je dirais même que ce serait quasiment une révolution, dans notre système, mais c'est ça qu'il faut faire. On va se serrer la ceinture. Ceux qui pensent que ça va être une panacée que de se doter de notre souveraineté, je pense que ceux-là font fausse route. C'est sûr qu'on va avoir à souffrir, mais notre fierté ne vaut-elle pas quelques moments de serrage de ceinture? En

tout cas, je me dis, dans tout ça, il y a moyen... Il y a une harmonisation à faire.

M. Beaumier: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à M. Assad.

M. Assad: Monsieur, j'ai eu l'occasion, dans le passé, de travailler avec les MRC de la région de l'Outaouais et j'ai toujours été frappé par le fait que le domaine du développement régional, c'est un domaine que vous connaissez à fond parce que vous vivez dans le milieu. J'ai écouté toutes les questions et le reste et vous avez fait à la fin, monsieur, un plaidoyer qui est intéressant. C'est vrai qu'il y a toujours moyen d'harmoniser et de trouver les moyens et que si on s'impose des sacrifices, c'est parce qu'on les a choisis. Mais c'est vrai qu'il y a toujours une marge de manoeuvre pour harmoniser nos problèmes, pour organiser notre mise en commun. Parce que, quand j'ai eu l'occasion d'être dans l'Ouest canadien, dans le débat constitutionnel sur l'accord du lac Meech, j'ai entendu les mêmes problèmes, mais sauf en anglais. Les problèmes, et le "chiquage" de guenilles, si je peux employer l'expression, là-bas, contre le gouvernement central et l'Ontario et le Québec. Ils trouvaient bien qu'on était très égoïstes à ce bout-ci. Ça démontre que, de toute façon, on a chacun nos problèmes, et tout le monde travaille pour sa paroisse.

Vous avez mentionné, tout à l'heure, messieurs, la question qu'avec une association nouvelle, le projet de société avec une association, disons que ça pourrait toucher l'union monétaire, une défense en commun si vous voulez, et le commerce extérieur, évidemment. Il faut dire qu'il y a beaucoup plus de choses qui nous unissent plus que d'autres choses, dans le fond. Et je suis convaincu que, peu importe le projet de société qu'on choisira, on va être obligés d'harmoniser nos relations avec nos voisins. Et historiquement, nous autres, on est des exploiters de richesses naturelles, et je suis convaincu que l'outil, pour ça, c'est le développement régional. Et notre marge de manoeuvre, par exemple, est internationale. Et c'est là que je vois l'importance du fait qu'on peut régler nos problèmes, à l'intérieur de la Confédération canadienne, parce que le statu quo comme tel n'existe pas, ni dans notre vie privée, ni collectivement.

Je voudrais vous demander d'abord, dans les circonstances et les problèmes qu'on connaît: Est-ce qu'il n'y a pas un moyen, et je prends pour acquis qu'il y a de la bonne foi, parce que si on veut parler d'union monétaire par la suite, et des autres arrangements — le Bon Dieu sait que ça va nous prendre énormément de bonne foi des deux côtés — mais est-ce qu'il n'y a pas une leur d'espoir qu'on peut trouver des moyens

avec un nouveau pacte confédératif? Ou, au lieu que ce soit des politiciens au niveau fédéral et provincial, qui ont eu le plancher pendant des années de temps, on va finalement écouter des gens à votre palier, et les laisser décider effectivement où sont les problèmes au lieu de dire tout de suite: On veut régler le problème, on va tout casser?

M. Dickey: Je veux bien donner un bout de réponse et mes collègues en donneront.

M. Assad: Oui, remarquez bien, là...

M. Dickey: En tout cas, pour moi, ça fait quoi, une trentaine d'années que je suis le débat constitutionnel.

M. Assad: Oui, c'est long.

M. Dickey: Pour moi, et pour mes collègues, la preuve a été largement démontrée qu'il était impossible d'arriver à renouveler cette Constitution-là, de façon satisfaisante pour le Québec, dans le modèle confédératif, comme vous l'appellez. Pour moi, il n'y a qu'une solution, c'est qu'on reprenne nos pouvoirs et qu'ensuite, d'égal à égal, s'il y a lieu de le faire, on convienne d'un certain nombre d'associations avec l'autre gouvernement. Mais, pour moi, le modèle de la Fédération canadienne est invivable pour le Québec et, là-dessus, je ne voudrais pas laisser aucune équivoque quant à notre volonté qui s'exprime.

M. Mandeville: M. le commissaire, vous êtes assez persuasif dans votre question. Écoutez, depuis 1867 que nous, les Québécois, nous luttons pour avoir quelque chose, vous vous êtes proménés, comme vous le disiez, à travers le pays pour l'accord du lac Meech. Ce n'est pas nous qui ne voulons pas faire partie du Canada. Ce sont les autres qui ne veulent pas de nous. Ce sont les autres qui ne veulent pas de nous. Nous avons posé, et je pense, à un moment donné, que notre gouvernement a posé un strict minimum au lac Meech, cinq petites choses et on a vu les discussions, les remous, la vague qui a tout emporté, de sorte qu'une personne, une personne a fait foirer toute la patente. Une personne et on va continuer à jouer ce jeu-là? Écoutez, on est peut-être masochistes, mais pas à ce point-là! Ça fait depuis...

Le Président (M. Michel Bélanger): Je me permets de rappeler à l'assistance que nous sommes une commission parlementaire dite élargie et qu'au parlement, dans les galeries, il n'est pas permis d'applaudir. Je ne veux pas vous couper le souffle, M. Mandeville...

M. Mandeville: Mais ça fait du bien quand même.

Le Président (M. Michel Bélanger): ...il n'est pas permis d'applaudir dans les galeries.

M. Mandeville: Non, mais c'est ça. Écoutez, je voudrais terminer sur ça. On voudrait bien, on a voulu... Depuis 1867, on s'est fait passer toutes sortes de choses, appelez ça des couteaux, appelez ça... Mettez ce que vous voudrez. On est encore pris avec le statut de Westminster et on se promène, on promène le bonhomme à la verge noire dans le parlement et tout ça. On a des institutions archaïques. C'est archaïque, c'est démodé. Alors, on va avoir quelque chose à nous autres. On veut en bâtir un pays, on veut se bâtir une société. C'est ça qu'on veut. On ne demande pas l'impossible. S'il y en a d'autres qui veulent nous suivre, ils viendront, mais moi, je suis tanné de suivre les autres et je pense que les citoyens et les citoyennes du Québec sont tannés d'être à la remorque d'autres personnes.

On commence déjà à nous faire chanter. Vous voulez avoir une souveraineté-association, je serai le premier à m'élever contre l'association et mon gouvernement va voter contre. Écoutez, ça s'est dit dernièrement. On ne veut pas de nous. Alors, si on ne veut pas de nous, c'est à nous autres de se faire quelque chose. Et c'est ça, c'est notre société, c'est notre pays, c'est notre État.

Puis, s'il y en a d'autres après ça qui nous trouvent assez intelligents, parce qu'on va l'être intelligents, alors, les autres nous suivront. Je ne sais pas si ça répond, M. Assad?

M. Assad: Si je prends votre point de vue, et je ne le partage pas du tout parce que j'ai vu beaucoup d'autres témoignages qui n'étaient pas aussi radicaux, si je peux employer le terme, si vous trouvez que ça a été si difficile que ça, je me demande comment on a fait pour arriver à ce stade-ci où on est une société qui a si bien avancé. Et, si on croit que la situation était aussi pénible que ça, je me demande comment on va trouver le moyen de faire une union monétaire ou le reste.

M. Mandeville: Vous ne partagez pas mon avis et, moi, je ne partage pas le vôtre. C'est bien clair. Si nous en sommes arrivés jusqu'ici depuis 1867, voyez comment est-ce que nous sommes arrivés à 1990. Nous sommes arrivés ici, nous avons, mon cher monsieur, tous les genoux râpés. Depuis 1867 que l'on marche à quatre pattes et je pense que ce temps-là est révolu. Je ne suis pas pour les mesures radicales. Je suis pour l'entente puis, quand c'est possible. La peur, c'est la limite que l'on se fixe et c'est la limite qu'on se donne. Je pense que ce moment-là, avec toutes les compétences que nous avons actuellement, on est capable de marcher debout puis de panser les blessures que nous avons endurées depuis 1867.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant aux questions du parti formant le gouvernement. M. Savoie.

M. Savoie: Merci. Certainement riche en couleurs, certainement riche en pensées également, M. Mandeville est toujours égal à lui-même. Je vous félicite, M. Mandeville, ça a été très intéressant. Ça a été encourageant, même, d'entendre vos propos puisqu'on attendait avec beaucoup de hâte, finalement, le mémoire de la MRC de Vallée-de-l'Or, et l'ensemble des mémoires des MRC de l'Abitibi-Témiscamingue. Il est certainement une des fonctions de cette Commission, en faisant la tournée des régions du Québec, d'entendre les MRC, puisque je pense qu'elles regroupent mieux que quiconque les opinions des structures municipales. Dans ce sens, finalement, votre présence à cette Commission, aujourd'hui, en tout cas pour moi, suscite beaucoup d'intérêt, et je vous félicite pour la franchise, la détermination et aussi la vision que vous voulez nous faire partager.

Toutefois, il y a des problèmes. Je pense que ça a été souligné et de la part de mon collègue François, de même que d'autres que, finalement, lorsque vous parlez de vos MRC qui doivent se développer davantage, qui doivent... Finalement, on est allé jusqu'à dire, effectivement, que même les enveloppes du gouvernement du Québec pourraient être versées au niveau de la MRC, et que, là, la MRC va s'occuper, par exemple, du développement culturel sur son territoire. On parle même du développement économique au niveau de la gestion des forêts. J'ai un problème avec ça, et vous le voyez très bien le problème. Je pense que vous vous y référez, mais vous ne l'avez pas présenté à ma satisfaction. C'est au niveau, finalement, des organismes de concertation régionale, par exemple, le CRD. Vous vous placez où vis-à-vis le CRD? Comment est-ce que vous voyez ça, effectivement, la relation qui peut exister entre, par exemple sur le territoire de l'Abitibi, cinq MRC et le CRD? Cet échange-là qui, je pense, a débuté tout à l'heure mérite davantage vos remarques.

M. Mandeville: Vous êtes poison! Comme on voit actuellement qu'il y a des structures qui sont en duplication, prenez les forêts. Au niveau local, on s'en occupe, au niveau régional, on s'en occupe, au niveau provincial, on s'en occupe, au niveau fédéral, tout ça. Il y a peut-être des paliers, il y a peut-être des choses à faire tomber. Moi, je n'ai rien contre le CRDAT, c'est un Conseil régional de développement, mais je trouve que le meilleur développement est peut-être chez nous, dans notre municipalité, peut-être chez nous, au niveau de notre MRC. Alors, être le plus près possible des personnes à qui nous avons des comptes à rendre, et je pense que les élus municipaux étant près de ces gens-

là, c'est plus difficile pour eux de tromper la population, parce que, si on trompe la population, ça ne prend pas de temps qu'on se le fait dire. Mais quand on a des comités, qu'on s'éloigne du local, c'est plus facile de conter des petites menteries, puis c'est plus facile... Mais quand on est rendu au fédéral, ah, bien là, c'est effrayant!

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Savoie: Plus on est près de la MRC plus on dit la vérité. C'est ça?

M. Mandeville: Plus on est près de la municipalité! Mais vous faites partie d'une municipalité, vous aussi, vous devez en savoir quelque chose.

M. Savoie: En fait c'est une ville, oui. Ça va très bien, d'ailleurs. Oui, M. Dickey.

M. Dickey: Moi, j'aimerais juste faire une différence entre un gouvernement local, qui est la MRC, et une structure consultative et de concertation, qui est le CRD. Je pense que ce n'est pas du tout la même chose. Puis on ne parle pas des mêmes fruits, puis on ne parle pas des mêmes responsabilités. Je pense que ce qu'on dit, c'est que le gouvernement local, qui est la municipalité, devrait être reconnu dans une prochaine constitution québécoise. Ce qu'on dit également, c'est que les pouvoirs qui lui sont dévolus devraient être également reconnus. Les structures de concertation - d'ailleurs j'en ai fait état dans la présentation - nous en sommes, je pense qu'on a besoin sur un plan régional, de se concerter sur un certain nombre de questions qui nous préoccupent tous. Et qu'une structure comme le CRDAT soit là, elle a toute sa valeur, sauf que ce n'est pas un gouvernement local, ni un gouvernement régional. Et ce n'est pas la même chose. C'est juste ça qu'il faut distinguer.

M. Mandeville: Autrement dit, le CRDAT peut recommander et la MRC peut décider, peut gérer.

M. Savoie: Est-ce que vous avez échangé avec le CRDAT au sujet de votre mémoire? Est-ce qu'il y a eu des échanges pour chercher à harmoniser les deux positions différentes, M. Mandeville?

M. Mandeville: Non, on avait peur qu'ils volent nos idées.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Lafrenière: Ce que j'aimerais rajouter aussi, c'est que dans le nord, ici, on a une table des préfets. On est cinq préfets qui siégeons à la table et je pense qu'avec le CRDAT, on a une

très bonne collaboration. On discute ensemble et on se réunit. Quand on a des problèmes, on se réunit et on discute ensemble. Je pense qu'il y a une bonne collaboration entre les organismes.

M. Savoie: Oui, c'est ça qui me surprend, finalement, parce que c'est certainement une des caractéristiques de l'Abitibi-Témiscamingue. C'est le fait qu'il y a justement une bonne concertation régionale, tant au niveau de du CRDAT qu'au niveau des MRC. Et, finalement, lorsque vous déposez vos mémoires, on sent un gros frottement. C'est ce que j'essaie de clarifier en quelque sorte.

M. Dickey: Si vous le permettez, je pense que le délai qui était réparti pour la présentation des mémoires ne favorisait pas une concertation à ce niveau-là. Je pense que ce n'est pas par absence de volonté, mais c'est peut-être par absence de temps ou de moyens pour le faire. Parce qu'on ne savait pas ce que le CRDAT faisait et je pense qu'on a préparé chacun nos propres mémoires. Et le principal, pour nous en tout cas, de la MRC de Rouyn-Noranda, c'était que le positionnement qu'on faisait dans notre mémoire reflète bien la volonté des élus municipaux de notre MRC. Ça, je pense que nous l'avons fait correctement, sauf que les délais que nous avions ne nous permettaient pas de se concerter avec les autres. Je pense que la Commission peut faire la différence et faire les recoupages requis pour harmoniser, au fond, l'ensemble des volontés qui s'expriment à travers les différents mémoires.

M. Mandeville: M. Savoie, il y a peut-être un point qu'on n'a pas mentionné. Le débat que vous mentionnez ou la question que vous nous posez, elle est toujours subordonnée à la taxation. C'est sûr que le CRDAT, blague à part, c'est un instrument de développement assez précieux pour une région. Mais il manquera toujours à un moment donné, ce pouvoir de taxation-là. Et ce pouvoir de taxation-là, il est détenu par, disons, les municipalités, parce que c'est le gouvernement qui est le plus proche des citoyens. C'est le gouvernement qui est élu par la population et c'est lui qui est aux prises, à un moment donné, avec le pouvoir de taxation. Alors, le CRDAT, je dis que c'est un pouvoir de recommandation précieux. C'est un organisme précieux, mais il reste à la MRC de décider, de gérer.

M. Savoie: Vous allez m'excuser, je ne veux pas faire d'histoire ou d'incident, c'est parce que je dois assister à une conférence de presse de l'orchestre symphonique régional, non pas des MRC. L'orchestre symphonique régional qui fait une conférence de presse à côté, m'a demandé d'être présent et on m'attend. Alors, je vais laisser mon collègue...

M. Mandeville: Ça ne change rien. C'est de l'harmonie aux deux endroits.

M. Savoie: C'est ça. Ha, ha, ha! Ça chante ensemble.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, pour l'harmonie, M. Rémillard.

M. Rémillard: C'est gentil, M. le Président. Je crois comprendre donc que les quatre MRC prônent la souveraineté-association. Est-ce que j'ai bien compris? Est-ce que les quatre...?

M. Lafrenière: Dans le secteur Témiscamingue, on s'est abstenus. On a dit: Il y aura d'autres intervenants qui vont le faire à notre place.

M. Dickey: Dans le cas de la MRC Rouyn-Noranda, on dit: La souveraineté, si possible avec association, mais pas à n'importe quel prix.

M. Mandeville: La municipalité de Vallée-de-l'Or, c'est la souveraineté et ça a été une décision unanime, quelles que soient les tendances politiques des membres. Alors, les 10 maires ont été unanimes pour aller jusqu'à la souveraineté-association.

M. Rémillard: Alors, écoutez. On est ici, nous, pour écouter et on prend bonne note de ce que vous nous donnez comme prise de position. Tout à l'heure, M. Mandeville, je vous entendais dire que les municipalités ne sont pas au service des MRC, mais que les MRC sont au service des villes. C'est une phrase importante que vous avez dite, parce que c'est un peu ce qui s'est passé au niveau de la Fédération canadienne, où ce sont les provinces qui ont créé le Canada et finalement pas le Canada qui a créé les provinces. Mais avec l'évolution des choses, parfois les structures et les superstructures ont tendance à vouloir prendre beaucoup de place.

Et vous avez raison de plaider, parce que, s'il y a une constatation qu'on peut tirer de cette Commission jusqu'à présent par nos visites en régions, c'est certainement l'unanimité chez nos intervenants régionaux pour plaider en faveur d'un véritable pouvoir régional. Un pouvoir qui serait décisionnel, en fonction d'une réalité sociale, culturelle, politique, économique, qui est sur le terrain, que vous êtes à même d'apprécier parce que vous êtes le niveau d'intervenant politique près des pouvoirs politiques. Et là-dessus, je vous suis parfaitement et je suis parfaitement d'accord avec vous quand vous dites: Il ne faut pas créer de nouvelles structures politiques. Les MRC sont déjà là et il ne manquerait pas grand-chose pour en faire vraiment ce genre de pouvoir politique régional dont on a besoin, en leur garantissant, par

contre, des sources de revenus qui ne feraient pas en sorte que le pelletage... Et j'ai pris bonne note de votre image de pelletage et de banc de neige qui m'apparaît aussi assez éloquente. Mais dans ce cadre-là, les sommets économiques, par exemple, comment les situez-vous et quelle appréciation apportez-vous aux sommets économiques?

M. Mandeville: Il y a eu certainement certains avantages, au moins celui de se connaître et de pouvoir se parler. Mais, nous, nous avons tenu le nôtre et ça a pris du temps avant que ça aboutisse à quelque chose. C'est vrai que nous tombions, à ce moment-là, dans une période de récession. Mais je pense que les sommets socio-économiques ont leur importance, mais il faudrait aussi qu'ils soient peut-être repensés. Je n'irai pas trop loin dans ça. S'il y en a d'autres qui veulent...

M. Dickey: En fait, la formule des sommets socio-économiques n'a certainement pas donné les résultats que la population escomptait. Et je ne pense pas que ce soit une formule, en tout cas dans sa forme actuelle, qui est à encourager. Il faudrait sûrement y apporter des changements assez importants pour permettre que les choix économiques correspondent davantage à l'expression et à l'exercice de choix qui soient vraiment bénéfiques pour les régions. Donc, je pense qu'il faut quand même, dans la formule des sommets socio-économiques, y aller avec beaucoup de prudence, quand on veut évaluer et poursuivre dans cette direction-là.

M. Rémillard: Donc, selon vous, ce ne serait pas nécessairement une formule à conserver?

M. Dickey: Structurellement, non. Ça peut être un moyen à utiliser s'il apporte les résultats escomptés. Mais ce n'est sûrement pas une formule à consacrer. Et ça n'a pas grand-chose à voir, à mon point de vue, dans notre avenir constitutionnel.

M. Rémillard: Les sommets économiques, si nécessaire, mais pas nécessairement les sommets économiques.

M. Dickey: Voilà.

M. Lafrenière: Il faudrait peut-être que ça soit repensé, parce que, vous savez une MRC comme chez nous, au Témiscamingue, on a à peu près 16 000 de population. C'est qu'on déplace énormément de monde pour préparer ça et puis pour aboutir au bout de la ligne, les projets sont diminués peut-être au tiers, au quart. Ça déçoit beaucoup de monde. Je ne sais pas si la formule pourrait être repensée ou apporter d'autre chose. Je ne le sais pas. Ça peut-être son bien aussi, mais il faudrait que la formule soit repensée.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, c'est la fin de la période des questions. Vous avez peut-être quelque chose à dire pour conclusion, M. Mandeville.

Dépôt du mémoire de la MRC d'Abitibi-Ouest

M. Mandeville: Oui, M. le Président. Pour ne pas les décevoir, les gens de la MRC d'Abitibi-Ouest m'ont demandé de défendre leur mémoire, c'est une chose qui est assez difficile, quand on ne l'a pas écrit puis qu'on sait ça une heure avant. Mais je vous suppliais d'en prendre bonne note, de l'intégrer, disons, à toute votre réflexion et de faire comme s'ils avaient été ici. Autrement, je trahirais leur confiance. Alors, je vous le dépose et je vous prierais d'y prendre une attention particulière.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous allons, bien sûr, donner suite à ce souhait. Je vous rappelle quand même que s'ils avaient été là, vous auriez tous eu un petit peu moins de temps pour parler. Il faudra leur dire qu'on a regretté leur absence, puis en même temps que c'est vous qui en avez tous profité. Je vous remercie à la fois d'avoir accepté de venir en groupe, parce que ça facilite beaucoup nos procédures, même si ça vous restreignait peut-être un peu, mais pas trop, je le pense, enfin je l'espère. Je vous remercie, M. Clermont, M. Lafrenière, M. Chamberland, M. Mandeville, M. Dickey, M. Monfette, au nom des municipalités régionales de comté de Vallée-de-l'Or, de Témiscamingue et de Rouyn-Noranda, de cette excellente présentation et de l'effort que vous avez consenti pour apporter vos lumières, votre appui et votre soutien aux travaux de la Commission. Je vous prie maintenant de prendre le temps qu'il faut pour libérer la place pour le groupe qui va vous succéder, qui est l'Association étudiante de l'Université du Québec en Abitibi.

(Suspension de la séance à 15 h 27)

(Reprise à 15 h 29)

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous avons maintenant devant nous les représentants de l'Association étudiante de l'Université du Québec en Abitibi. M. Quirion, vous présentez le groupe?

M. Quirion (Dave): Oui.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors allez-y, je vous en prie.

Association étudiante de l'Université du Québec en Abitibi

M. Quirion: M. le Président, MM. et Mmes

les commissaires, pour nous c'est un grand honneur de pouvoir participer à cette grande Commission sur l'avenir constitutionnel du Québec. À ma droite, Marc Gendron, président de l'association étudiante et étudiant en psycho-éducation, à ma gauche, Katy Mercier, étudiante en sciences comptables, et moi-même, Dave Quirion, en sciences administratives.

Maintenant, Marc Gendron, le président, va vous faire la lecture du mémoire.

M. Gendron (Marc): Bonjour, le mémoire s'intitule "L'éducation, pierre d'assise de l'avenir du Québec, éducation, souveraineté et développement socio-économique." Première partie, Québec demain, Québec souverain. "L'avenir culturel et socio-économique du Québec, c'est-à-dire sa volonté non pas seulement de survivre, mais surtout de grandir et de réaliser les aspirations qui sont aujourd'hui les siennes, repose en grande partie sur le système d'éducation qu'il se donnera." Citation du Rapport Parent.

Sous l'éclairage de la conjoncture socio-politique actuelle, il est grand temps de définir et de préciser la forme que prendra le Québec dans les mois et les années à venir. L'échec de l'accord du lac Meech a mis un point final aux tentatives de réconciliation amorcées par le peuple québécois désireux d'occuper la place qui lui revenait de droit au sein de la Constitution canadienne.

Notre but n'est pas de jeter un blâme au reste du Canada. L'échec de la négociation de la dernière chance prouve et confirme la non-viabilité d'un pays où deux sociétés se distinguent et souvent s'affrontent par leur langue, leur histoire et plus encore, par l'incompatibilité de leurs perceptions du Canada, du Québec et de son apport au sein d'une nation artificielle. Pourquoi persister à tenter de maintenir une association où les besoins et les aspirations des uns aliènent les aspirations légitimes des autres?

Ce mémoire tentera donc de démontrer le rôle primordial que devra tenir la communauté universitaire québécoise et son caractère indispensable dans le développement socio-économique de l'Abitibi-Témiscamingue. N'oublions pas que ces considérations s'articulent autour de l'atteinte du plus important objectif d'un peuple: recouvrir le bien le plus précieux qui soit: la liberté. Nous, de l'AEUQAT, croyons pouvoir atteindre ce but de la façon suivante. Créons un Québec libre et fier de son caractère unique et de son identité propre. Dotons-nous d'une vision économique basée sur la diversification et sur la volonté de maximiser l'utilisation de toutes les ressources du Québec, afin de s'assurer de la compétitivité économique de notre pays sur le plan mondial. Ces vœux pieux ne se concrétiseront qu'à la condition suivante. Investissons dans le placement le plus rentable, pour assurer un avenir prometteur à ceux qui hériteront de notre pays, le Québec. Investissons dans les plus

grands agents de changements sociaux, changements consolidant les caractéristiques d'une société axée sur le mieux-être de tous, sans préjugés. Oui, investissons dans nos étudiants.

Recommandation 1. Étant donné que le Québec est tout à fait capable de se gouverner par lui-même et ainsi de répondre adéquatement aux aspirations de sa population;

Étant donné que, en matière d'éducation, la souveraineté du Québec permettra de récupérer les sommes investies par le fédéral qui, par l'intermédiaire de son pouvoir de dépenser, s'ingère dans un champ d'action qui n'est pas le sien, sans tenir compte des orientations du Québec en matière de formation postsecondaire;

Étant donné que, sur le plan économique, le Québec dispose de toutes les ressources caractérisant les plus grandes puissances économiques du globe,

L'AEUQAT recommande donc que:

Après l'étude des recommandations de la présente Commission qui, selon nous, confirmera la volonté de la très grande majorité des Québécois d'être maîtres chez eux, que le gouvernement du Québec demande à la population de se prononcer sur l'option constitutionnelle prônant la souveraineté du Québec.

Deuxième partie. Économie et souveraineté. "En scrutant l'histoire des peuples et les révolutions ayant fait de ces pays ce qu'ils sont aujourd'hui, on retrouve presque toujours les mêmes déclencheurs aux bouleversements d'ordre socio-politique; la misère, la faim et la pauvreté. Au Québec, nous vivons l'une des rares révolutions provoquées par la volonté d'une nation qui veut progresser et se réaliser par l'affirmation de ce qu'elle est, et de ce qu'elle sera, en assumant seule son devenir, le Québec, nation fière et libre. Malgré tout, soyons prudents, l'économie et ce qu'elle peut provoquer, c'est notre épée de Damoclès!". Citation de Marc Gendron, étudiant à l'UQAT.

En retenant l'option souverainiste comme le choix constitutionnel qui sera le nôtre dans un proche avenir, le gouvernement devra investir massivement dans le secteur de l'éducation, en gardant en tête la nécessité et l'importance de former nos professionnels, nos spécialistes, travailleurs qui sont des éléments indispensables du puzzle interactionnel qu'est l'économie. Le rôle de l'État ne se limite pas à l'augmentation du budget réservé à l'éducation, il doit inciter de manière tangible la plus grande participation du secteur privé dans le financement du développement des ressources humaines québécoises.

Recommandation 2. Étant donné que le développement économique d'une société dépend autant de la qualité de ses ressources humaines que des investissements de capitaux; étant donné qu'un manque de main-d'œuvre qualifiée constitue un facteur de ralentissement économique, et par extension, de chômage; étant donné que la formation et la présence de spécialistes consti-

tuent des apports économiques considérables à la société; l'AEUQAT recommande donc que le gouvernement du Québec reconnaisse le caractère indispensable d'un effort collectif dirigé vers une plus grande accessibilité aux études postsecondaires et tout particulièrement à la formation universitaire du deuxième et du troisième cycle.

Troisième partie. L'éducation...

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci épuise presque votre temps. Vous pourriez peut-être abréger dans cette dernière partie?

M. Gendron (Marc): D'accord. Je vais aller directement aux recommandations.

Troisième recommandation. Étant donné que l'UQAT ne répond pas complètement aux besoins de main-d'œuvre spécifique de la région et ce, dans plusieurs champs d'activité; étant donné que seul le développement d'un réseau universitaire permettant une autosuffisance des régions, selon leurs besoins de ressources humaines compétentes, pourrait rapprocher les universités de la clientèle qu'elles sont censées rejoindre, l'AEUQAT recommande donc que le gouvernement révise les différents programmes universitaires offerts à l'UQAT de façon à répondre plus adéquatement à la réalité régionale et aux besoins particuliers de la région en matière d'emplois.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous passons maintenant aux questions des membres, Mme Côté, qui sera suivie de Mme Simard et de M. Beaumier. Mme Côté.

Mme Côté: Oui, alors, M. le Président, j'ai trouvé ça intéressant que finalement vous fassiez seulement trois recommandations, dont la première chapeaute un peu votre prise de position qui est la souveraineté, et de l'argumenter autour des pouvoirs de développement que ça donnerait pour l'éducation, pour les études postsecondaires. Cependant, vous parlez dans la première recommandation – donc, j'aurai deux questions – dans la première recommandation, vous parlez de demander à la population de se prononcer sur l'option constitutionnelle de la souveraineté. J'aimerais ça que vous nous disiez d'abord, en première question, comment vous pensez qu'on devrait faire cette consultation-là, et comment vous pensez que la communauté étudiante devrait être plus intéressée par cette question-là et puis rejointe? Première question. Deuxième question: Dans la partie des recommandations 2 et 3, vous dites qu'il faudrait qu'il y ait une plus grande accessibilité aux études postsecondaires. Et vous parlez aussi de répondre à l'inadéquation actuelle entre les besoins de formation... ceux de l'emploi et les besoins économiques et votre région. Quels seraient les moyens qu'on pourrait se donner à l'université pour faire en sorte que ces besoins

de formation-là et les besoins de recherche et développement soient satisfaits?

M. Quirion: Pour ce qui est de la première partie de la question, je crois que, actuellement, les étudiants sont très sensibilisés à la question nationale du Québec. Actuellement, un peu partout à travers le Québec et même chez nous à l'université, les gens se prononcent sur une question claire qui est: Êtes-vous en faveur de la souveraineté du Québec? Et la question qu'on poserait aux gens à travers le Québec serait celle-là: Oui ou non, êtes-vous pour la souveraineté du Québec? Pour la première partie de la question.

M. Gendron (Marc): Et c'est par voie référendaire.

Mme Côté: Par voie référendaire.

M. Gendron (Marc): Au niveau de la deuxième partie de la question, on parlait de l'adéquation entre les programmes offerts et les besoins en matière d'emploi. À l'UQAT il y a des... Si on regarde la région en général, on sait que notre économie est basée surtout sur l'exploitation des ressources premières et en première partie par les mines. À Rouyn-Noranda, à l'UQAT, il n'y a aucun programme qui est offert en génie minier, que ce soit en génie minier ou en géologie. Il y a un centre de recherche, mais on ne forme personne. Donc, à ce niveau-là, ce serait quelque chose à regarder. Au niveau, aussi, des professionnels dans les soins de santé, au niveau de la médecine, il y a certainement moyen de — je sais que ça peut paraître un peu utopique de demander d'avoir une faculté de médecine en Abitibi-Témiscamingue — mais il y a certainement moyen, au niveau de la formation des médecins, de les intégrer à la région de façon plus, je dois dire, précoce, dans leur formation, pour les inciter à demeurer ici.

Mme Côté: Donc, l'accessibilité aux études postsecondaires, parce que je sais que vous avez fait beaucoup de représentations par rapport à ce que vous venez de dire, finalement passe aussi par un développement régional qui tienne compte de la réalité.

M. Gendron (Marc): Oui.

Mme Côté: Donc, ça s'assoit aussi sur cette... Sur tout ce qui a été dit aujourd'hui, là...

M. Gendron (Marc): Absolument.

Mme Côté: ...lié à la décentralisation, à la déconcentration et à la régionalisation. Oui?

M. Gendron (Marc): Oui, absolument.

Mme Côté: O.K. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, on passe à Mme Simard.

Mme Simard: M. le Président, c'est un peu dans le même sens parce que, évidemment, je suis très heureuse de voir votre préoccupation en ce qui concerne la formation et l'accessibilité à une formation de deuxième et de troisième cycles qui réponde, et je pense que vous avez donné un bon exemple en ce qui concerne l'industrie minière dans la région. Cependant, on l'a entendu ici, le taux de chômage est très élevé dans la région et on sait qu'il y a certains secteurs qui sont peu ou pas développés, ou qui sont en déclin. Donc, je voudrais savoir si, dans votre Association, vous avez réfléchi, finalement, à cette question de développement économique régional, et notamment, est-ce que vous avez été saisis, par exemple, de politiques de développement de plein emploi? Est-ce que ce sont des préoccupations qui sont véhiculées par votre Association et qui font partie, finalement, des réflexions que les étudiants peuvent faire?

M. Gendron (Marc): Absolument. Je suis sûr que dans un mémoire aussi bref, on n'a peut-être pas élaboré là-dessus, mais au niveau de la diversification de l'économie, c'est quelque chose qui est criant en régions. On ne peut pas se fier simplement au secteur primaire pour développer une région. On est en train de développer une région qui est stagnante et qui va le demeurer si on ne diversifie pas notre économie. Il y a plusieurs entreprises qui essaient de le faire, mais je pense que c'est très difficile présentement. Au niveau de l'industrie forestière, tout particulièrement, si ça ne fonctionne pas vraiment au niveau de l'exploitation forestière, il semble assez difficile de passer à travers les différentes étapes de préparation pour passer jusqu'au produit fini.

Mme Simard: Une petite question supplémentaire, M. le Président. Est-ce que vous avez des chiffres sur le nombre de jeunes qui doivent quitter la région pour aller se former ailleurs et qui ne reviennent pas ou, même, le jeune qui arrive à se former ici mais ne trouve pas d'emploi? Est-ce que votre Association a fait le recensement de ces chiffres-là?

M. Quirion: Non. On n'a pas de chiffres comme tels puisque notre économie est une économie cyclique: une période, ça va très bien, tout le monde travaille, tout le monde étudie, on peut se placer facilement; l'année d'après, c'est complètement différent. Donc, les statistiques ne sont jamais à jour dans ce domaine-là. Mais il y a beaucoup de jeunes, surtout au Témiscamingue, qui sont obligés de quitter leur milieu pour aller étudier à l'extérieur et qui ne reviennent jamais

puisque les perspectives d'emploi sont très, très difficiles.

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous avez encore du temps, madame.

Mme Simard: Ah! Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): C'est parce qu'il vous donne de brèves réponses à de brèves questions. Ça fait beaucoup plus de temps.

Mme Simard: Bien voilà. C'est parfait. Alors, est-ce que vous avez des propositions concrètes pour soutenir des étudiants qui entreprennent des études de 2e ou de 3e cycle? Vous dites qu'il faut le favoriser. Est-ce que vous avez soumis ou réfléchi à des propositions concrètes pour réaliser cet objectif?

M. Gendron (Marc): Les soutenir dans quel sens?

Mme Simard: En termes de prêts et bourses, d'autres formes de soutien.

M. Gendron (Marc): Il faudrait que les programmes soient offerts avant qu'on puisse les soutenir. Il y a deux ou trois programmes de 2e cycle qui sont offerts, pas plus.

M. Quirion: Mais, une chose est sûre, c'est que pour qu'on puisse efficacement développer notre université, il va falloir commencer à investir dans la recherche. Puis c'est un peu pour ça qu'on réclame la souveraineté. Parce qu'il y a des gens à Ottawa qui, lorsqu'ils font des programmes d'investissement, de recherche pour les universités... Nous autres, on est une université périphérique de régions éloignées, sauf que notre réalité n'est pas la même que la périphérie de Saskatoon. Donc, les programmes ne sont jamais adaptés. Donc, il y a de grosses pertes d'argent qui se font. Il y a beaucoup de recherche en excellence qui pourrait se faire chez nous, mais qui ne se fait pas par rapport au fait que les programmes sont très mal adaptés.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, on passe à M. Beaumier.

M. Beaumier: Merci, M. le Président. Moi, j'ai essayé de résumer vos deux dernières recommandations. Je vais essayer de les résumer très... La deuxième, c'est une plus grande accessibilité au postsecondaire. La troisième, c'est la révision des programmes universitaires.

Ma question va être très courte: Croyez-vous que le Québec doit être absolument indispensable pour réaliser ces deux recommandations-là? Si oui, bien, pourquoi?

M. Quirion: Je vais vous répondre que oui, c'est un prérequis, étant donné que le Québec est différent du reste du Canada. En fait, c'est le Québec qui différencie le Canada des États-Unis. Donc, on a une réalité qui nous est propre, une culture qui nous est propre. Puis, pour pouvoir développer nos talents comme on veut, bien, il faut accéder à une chose qu'on appelle la souveraineté du Québec et qui va nous donner des instruments nécessaires, rapatrier des pouvoirs et des budgets pour le développer. Actuellement, on a de gros problèmes de financement de l'éducation et une partie du problème vient du fait que le gouvernement fédéral coupe des budgets qui nous sont dus parce que, dans le fond, c'est de l'argent qu'on paie. Ce n'est pas la charité qu'on veut avoir, c'est l'équité de ce qu'on paie.

Donc, la souveraineté du Québec ferait en sorte qu'on pourrait rapatrier les budgets et développer mieux nos programmes qui existent.

M. Beaumier: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): On passe maintenant aux représentants du parti gouvernemental. Mme Pelchat.

Mme Pelchat: Merci, M. le Président. J'aimerais saluer particulièrement une des premières associations étudiantes qui vient témoigner devant nous. Je pense que c'est tout à votre honneur. J'espère que lors du forum, on aura l'occasion d'en avoir plusieurs qui viendront se faire entendre, et peut-être même que vous aurez l'occasion de revenir au forum puisque le forum est ouvert à tous.

(15 h 45)

J'avais une question qui a été posée par M. Beaumier. Je vais revenir un peu sur le concept de souveraineté. Tout à l'heure, vous avez entendu M. Mandeville nous dire qu'on pourrait facilement parler de souveraineté émotive, souveraineté juridique, constitutionnelle, souveraineté politique, souveraineté-association, souveraineté sans trait d'union. Depuis qu'on a commencé la Commission parlementaire, on a eu des gens qui sont venus, de temps à autre, nous expliquer leur vision de la souveraineté. On a eu notamment un ancien député du Parti québécois, Jean-Pierre Charbonneau, qui est venu nous dire que le modèle de René Lévesque de 1980, qui était la souveraineté-association telle qu'exprimée dans le livre blanc, ressemblait beaucoup à ce que le premier ministre actuel suggère, c'est-à-dire une espèce de superstructure, confédération et tout ça. On a eu d'autres personnes qui sont venues nous dire: La souveraineté, ça veut dire le pouvoir de taxation, rapatrier, en fait, tous les pouvoirs, indépendamment d'une future association.

Comme vous êtes la première association étudiante qui est venue nous voir, j'aimerais ça

que vous me la définissiez. Pour vous, qu'est-ce que ça veut dire souveraineté, pour les étudiants, et non pas nécessairement pour le commun des mortels, étudiant à l'Université du Québec en Abitibi?

M. Quirion: Ce n'est pas vraiment compliqué, il faut qu'on s'entende bien sur les mots: souveraineté égale indépendance du Québec. À partir de ce moment-là, on va pouvoir bâtir une constitution qui va nous être propre, développer nos programmes comme on l'entend, mais le tout en harmonie avec tout ce qui existe dans le monde, les programmes de libre-échange, le GATT puis tout ce qui va avec ça, mais souveraineté...

Mme Pelchat: Alors, M. Quirion, vous m'amenez à ma deuxième question, notamment avec la citation de Marc Gendron - j'imagine que c'est de vous dont la citation émane - quand vous dites que l'économie c'est l'épée de Damoclès, vous parlez, M. Quirion, de mondialisation des marchés, globalisation des marchés, tout ça. Je pense que c'est une contrainte avec laquelle on doit vivre à tous les jours dans ce bas monde. Est-ce que vous seriez en faveur d'une quelconque association économique avec le reste du Canada?

M. Quirion: D'autant plus qu'avec le reste du Canada, mais avec le reste du monde, parce que le Canada fait partie de plusieurs accords, que ce soit le Commonwealth, soit le GATT puis tout ça. On est en faveur de demeurer au sein de ces organisations-là.

Mme Pelchat: Non, mais moi, je veux juste dire au niveau de l'intégration continentale, à commencer par...

M. Quirion: Ah, oui! Aucun problème. Les étudiants du Québec ne veulent pas se refermer sur eux-mêmes. Tout ce qu'on veut, c'est développer un Québec fort pour demain en s'ouvrant.

Mme Pelchat: O.K. Mais, à ce moment-là, est-ce qu'une souveraineté, avec peut-être une association économique, que ce soit une association permanente, ad hoc au niveau de l'union monétaire, de l'union douanière, etc., est-ce que vous verriez d'un bon oeil une structure politique ou une association politique ou permanente ou temporaire pour gérer cette association économique?

M. Quirion: En autant que le système proposé ne ressemble pas au système qui existe actuellement de fédération canadienne, parce que qu'on a vécu depuis des siècles cette réalité-là, puis on est pas intéressés à la revivre. Il faut de quoi de nouveau, de quoi de différent. Je pense que c'est un peu le but de la Commission de

pondre un nouveau projet de société.

Mme Pelchat: Oui, Marc, allez-y.

M. Gendron (Marc): Je pense qu'on ne doit pas s'aligner encore vers deux échelons de pouvoir. Si on rapatrie des pouvoirs, c'est pour les avoir à nous, ce n'est pas pour créer une nouvelle structure qui va nous remettre dans le même moule qu'on a présentement. Je pense que la Commission est ici pour ça, d'ailleurs.

Mme Pelchat: Au niveau de la décentralisation des pouvoirs, comme les MRC nous l'ont demandé cet après-midi mais comme elles nous l'ont demandé aussi ailleurs en régions, au niveau de la décentralisation de certains pouvoirs, il y en a même qui parlent de décentralisation des pouvoirs de l'éducation primaire et secondaire directement aux MRC. Qu'est-ce que vous en pensez?

M. Quirion: C'est une question qu'on ne s'est pas posée, donc, on ne peut pas vous répondre là-dessus. C'est quand même des choses qui sont nouvelles, c'est des nouvelles idées. Comme toute nouvelle idée, on va attendre de voir la réaction des gens puis, éventuellement, l'Association étudiante, soit nous ou la fédération qui est la FEEQ, on se prononcera là-dessus.

Mme Pelchat: Je vous remercie.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous passons maintenant aux questions des représentants de l'Opposition officielle. M. Trudel.

M. Trudel: Merci beaucoup, parce que le temps est très court, je veux féliciter les étudiants de l'Université du Québec de leur initiative. Mme la députée de Vachon le rappelait il y a quelques instants: Premier groupe d'étudiants à venir s'exprimer très clairement devant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Et suite aux personnes âgées, ce matin, suite au monde municipal, suite aux femmes, vraiment, la Commission pourra se faire une idée très claire. Aussi claire que vous l'avez sur l'avenir du Québec, et l'avenir constitutionnel du Québec. Et là-dessus, vous nous avez présenté un mémoire, oui, vous le dites bien, court mais extrêmement précis. Votre idée est bien faite. C'est très clair.

Une question à vous poser, parce que vous avez répondu à la toute première question qui vous a été demandée en disant: Bon bien, tout ça là, sur le statut constitutionnel du Québec, il va falloir qu'on fasse ratifier ça par référendum, il va falloir poser la question par référendum. La députée de Vachon vient de mentionner que l'option constitutionnelle du premier ministre, c'est une superstructure avec probablement des

institutions supranationales. Est-ce qu'on peut aller consulter le peuple sur une question comme celle-là, selon vous, dans le cadre actuel du débat constitutionnel?

M. Quirion: Actuellement, non. Il y a beaucoup trop de confusion pour commencer à parler de superstructure. Je pense qu'il faut revenir aux choses de base et poser des questions plus simplement pour pouvoir éclairer le plus de gens possible.

M. Trudel: Et la question, pour vous, ça devrait ressembler à quoi?

M. Quirion: Comme je disais tantôt: Êtes-vous en faveur de la souveraineté du Québec et quand on parle de souveraineté, on parle d'indépendance?

M. Trudel: Vous liez, heureusement d'ailleurs, en termes de démonstration, l'avenir de ce pays au comportement économique que nous allons adopter et de la nécessaire compétitivité que nous allons devoir développer pour, comme toutes les nations du monde dans un pays normal, être capables de devenir les meilleurs et de travailler avec nos voisins. Est-ce que vous pensez que les programmes que nous avons, dans notre université régionale, sont suffisamment bien articulés dans ce sens-là, pour que nous puissions y arriver en Abitibi-Témiscamingue comme ailleurs au Québec?

M. Gendron (Marc): Selon moi, présentement, il serait question de développement économique régional adéquat avec les programmes qui sont offerts présentement à l'université. On a de bons programmes. Les programmes qui sont offerts sont adéquats, mais quand on parle de recherche, que ce soit au niveau forestier, au niveau minier, il y a un petit groupe de recherche qui est présent, il n'y a pas d'étudiants qui sont formés en recherche minière, absolument pas. Dans nos grands champs d'activité, il n'y a rien qui est fait et c'est un problème qui est criant. Il va falloir que tous les intervenants à l'Université, que ce soit le réseau des universités du Québec, que ce soit l'administration, que ce soit les entreprises privées en régions - d'ailleurs on n'en a pas parlé beaucoup de ces entreprises privées - soient appelés à contribuer au développement de l'université en région s'ils veulent avoir un personnel qualifié qui va rester en région et qui va profiter à notre région. C'est essentiel.

M. Trudel: Ce matin, les personnes âgées nous ont dit qu'il fallait toujours progresser, aller de l'avant et qu'on ne revenait pas en arrière. Nous n'allons pas revenir sur des échecs successifs au plan constitutionnel et il faut vraiment aller dans le sens de la souveraineté,

de s'administrer nous-mêmes, ont-elles dit. Vous, vous représentez l'avenir. Vous êtes en formation. Vous allez être sur le marché du travail tantôt. Est-ce que l'incertitude que certains veulent bien évoquer dans le contexte de la souveraineté nationale du Québec, est-ce que ça vous inquiète, ça? Vous allez être les personnes qui allez vivre ça le plus longtemps, forcément. Est-ce que ça vous traumatise? Est-ce que ça vous inquiète? Est-ce que vous avez certaines peurs face à cette éventualité-là?

M. Gendron (Marc): Non.

M. Quirion: Non. Je crois que la génération qui s'en vient, nous sommes des gens très positifs et, peu important les défis qui vont se présenter à nous, on va faire comme nos parents, nos grands-parents quand ils ont défriché l'Abitibi. Quand ils sont arrivés ici, ils avaient de gros défis à relever. Ils les ont relevés et ils ont réussi. On va faire la même chose. S'il faut rebâtir le Québec, on va le rebâtir mais on va réussir. On va réussir à notre manière.

M. Gendron (Marc): Je crois que ce serait plutôt le contraire qui nous inquiéterait. C'est le statu quo qui nous inquiéterait.

M. Trudel: Merci beaucoup de votre présentation. Ça a été très agréable de vous entendre.

Le Président (M. Michel Bélanger): Il nous reste un peu de temps et je voudrais vous demander de préciser quelque chose que vous avez dit plus tôt, M. Quirion, en réponse à une question de M. Beaumier. Vous avez dit: Bon, il faudrait transférer les budgets que le gouvernement fédéral coupe, parce que c'est nous qui payons ça avec nos impôts. Et ça m'inquiète un petit peu, votre réponse, parce que je voudrais savoir si vous êtes conscients du fait que les finances du Canada sont déficitaires de l'ordre d'à peu près... À chaque fois qu'on dépense cent dollars, il en manque 30. Êtes-vous conscients de ça ou pas?

M. Quirion: Oui, nous sommes pleinement conscients des problèmes de la dette du Canada. C'est des questions qu'on...

Le Président (M. Michel Bélanger): Non, on ne parle pas de la dette du Canada. On parle à ce moment-ci du budget annuel du gouvernement fédéral.

M. Quirion: Oui, oui.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ça veut dire, par conséquent, que, quand vous allez récupérer les choses du gouvernement fédéral, vous allez récupérer un pouvoir d'emprunter. Je n'ai aucune espèce d'objection à ça...

M. Quirion: Non, mais juste pour vous faire un petit exemple, moi j'ai étudié en sciences administratives. Les universités québécoises reçoivent à peu près juste 10 % des budgets consacrés à la recherche dans ce domaine-là, alors qu'on représente un peu plus que 10 %. On représente 25 %.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je ne parlais que d'un point de votre présentation. Vous avez dit: On va récupérer les fonds que nous, nous payons. Et ce point-là m'inquiétait, pas à cause de l'argument que vous en faisiez, simplement du fait: Êtes-vous conscients, tout braves que vous soyez à votre âge, qu'avec les déficits que vous avez devant le nez, quel que soit le statut constitutionnel, vous avez bien besoin d'être braves et courageux, puisque vous allez en avoir beaucoup à payer? Ça n'a aucun rapport avec le statut comme tel. Vous êtes conscients de ça?

M. Quirion: On est conscients et on va assumer nos responsabilités.

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous êtes prêts à prendre vos dettes, d'où qu'elles viennent?

M. Quirion: C'est sûr.

Le Président (M. Michel Bélanger): Formidable. Vous allez faire de vrais bons clients pour les banquiers de l'avenir. Là-dessus, il me reste à vous remercier de votre présentation, de votre présence parmi nous, d'avoir répondu à toutes ces questions et... Oui, allez.

M. Gendron (Marc): Pour finir, j'aimerais - on pourrait appeler ça du lobbying - je sais que la FEEQ, la Fédération des étudiants et étudiantes du Québec, a présenté un mémoire à la Commission. Elle n'a pas encore été acceptée. Je sais qu'il y a un forum jeunesse qui est formé, mais la FEEQ représente tout près de 100 000 étudiants universitaires. J'ai l'impression que ce serait un intervenant de choix que la Commission devrait...

Le Président (M. Michel Bélanger): Je reçois votre lobbying avec la plus grande attention. Je vous communique, cependant, que ce n'est qu'en régions que nous avons reçu des groupes de jeunes, étudiants ou autres, justement pour avoir le pouls de l'ensemble des opinions exprimées en régions. Mais que l'intention, à date, était de recevoir tous les autres groupes de jeunes lors d'un forum jeunesse dont les détails sont à venir très bientôt. Mais votre représentation a été reçue. Vous n'aviez pas garanti que vous auriez des résultats. Vous aviez promis de la faire, vous l'avez fait. Je vous en remercie.

Il nous reste maintenant à vous remercier

et on passe à une présentation de M. Jean Simoneau.

Si vous voulez bien prendre place. M. Jean Simoneau a soumis un mémoire à la Commission; ce mémoire a été reçu et vu par les commissaires. Il va maintenant faire une présentation de cinq minutes, qui couvre l'ensemble de son mémoire. Ensuite, nous passerons aux questions. M. Simoneau.

M. Jean Simoneau

M. Simoneau (Jean): M. le Président, Mmes et MM. les commissaires, je tiens à vous remercier de m'avoir invité à débattre avec vous de l'avenir du Québec. Je dois d'abord vous confier que j'ai été surpris de voir s'allonger chaque jour la liste des domaines dans lesquels les différents mouvements croient que le Québec doit assumer sa souveraineté, sans que l'on ose affirmer que le seul moyen possible d'y parvenir soit de déclarer d'abord l'indépendance du Québec. Avec Meech, le Québec a subi une profonde humiliation. Le Canada anglais nous a clairement dit ce qu'il désire que le Québec soit: une province comme les autres. Pour nous, cela signifie que le Québec devra être une province bilingue, minoritaire sur le plan politique et un partenaire de deuxième classe sur le plan économique, c'est-à-dire condamné à disparaître à longue échéance.

(16 heures)

Y a-t-il lieu d'espérer, dans un avenir prochain, un changement d'attitude de la part du Canada anglais qui nous permette de croire à une décentralisation indispensable du fédéralisme? Lors d'une conférence des premiers ministres des autres provinces, leur point de vue a été énoncé clairement: Il n'est pas question de négociations à deux avant que le Québec n'ait déclaré son indépendance. De plus, si on examine ce qui se passe depuis le rejet du Québec au mois de juin dernier, car, qu'on le veuille ou non, Meech a été rejeté parce que les gouvernements étaient sensibles à l'opposition manifestée par leurs électeurs, la situation est noire, plus que jamais. Ottawa n'a pas encore cédé les pouvoirs en matière d'immigration et de communications, instruments manifestement indispensables à la survie culturelle du fait français au Québec. Pire encore, le gouvernement fédéral tue la seule chance que nous ayons de créer une littérature nationale québécoise, en taxant le livre par le biais de la TPS.

Sur le plan économique, ce n'est guère plus brillant, puisque comme d'habitude, pour le bien-être de l'Ontario, le fédéral a su créer une crise économique "made in Canada". N'est-il pas bizarre qu'à chaque vague indépendantiste nous devions faire face à une nouvelle crise économique? Cependant, je crois que cette fois-ci, les Québécois, au lieu d'avoir peur, réaliseront que le Canada vient en fonction d'abord des intérêts

de l'Ontario. Ce n'est pas nouveau, il en a toujours été ainsi, c'est juste un peu plus plausible. Le fédéral poursuit d'ailleurs sa vocation. Le Canada a été créé en 1867 dans le double but d'enrichir une bourgeoisie canadienne-anglaise et, comme le disait Lord Durham, d'assimiler les francophones, ce peuple sans culture. Durham préconisait une assimilation qui se fasse progressivement, sans forcer les choses. Il disait que l'anglais devenu langue de travail, l'assimilation ne saurait tarder.

La Confédération visait à nous noyer dans une mer d'anglophones. Cette noyade collective fut précipitée par une immigration anglophone massive. Ce royaume de la démocratie, puisque selon M. Ouellet, les fédérations sont les institutions par excellence pour la défendre, n'a pas hésité à pendre le métis Louis Riel. Son peuple nuisant au projet économique – le chemin de fer – on y envoya l'armée. Au début du siècle, l'Ontario, par souci de démocratie toujours, votait la loi 17 qui interdisait l'enseignement du français dans toutes les écoles de l'Ontario. Le gouvernement du Québec songea alors à proclamer son indépendance. L'idée fut rejetée par le premier ministre Lomer Gouin pour soutenir les francophones hors Québec et parce que nous n'avions pas alors la force économique nécessaire pour voler de nos propres ailes.

Est-ce que d'avoir refusé notre indépendance a permis aux francophones hors Québec de s'émanciper? Près d'un siècle plus tard, ils sont toujours à quêter pour obtenir le minimum vital de leur survivance. Les commerces pourraient afficher en anglais, mais les francophones ne le font pas, sauf dans quelques communautés, car ils ont peur des menaces des "red necks" et de se faire démolir leurs devantures. Malgré tous les efforts du fédéral pour angliciser le Québec – la loi C-62, le dépeçage de la loi 101, la mainmise sur les communications, le coup de la Brink's, les mesures de guerre, la bombe de l'agent Samson et le feu d'Alliance Québec, nous avons survécu.

Si 1 000 000 d'anglophones ont appris le français, parce qu'ils craignaient la mainmise sur la fonction publique par le "French power", et qu'ils ont décidé de se constituer une élite bilingue pour remettre le Québec à sa place et reprendre le contrôle de la fonction publique, imaginez le pouvoir que nous aurons, quand nous serons indépendants. En cessant de survivre, de vivre à moitié, en passant du "beau risque" échoué au beau défi de créer un pays, à notre image, un pays où chacun aura sa place, un pays francophone dans sa langue de travail, dans toutes ses communications, nous risquons peut-être, si nous ne nous décidons pas assez vite, de perdre quelques courtes années, un certain niveau de vie, mais nous garantissons par contre un avenir à nos enfants. Nous leur offrons plus tard un niveau de vie égal, sinon meilleur que celui que nous connaissons maintenant, et surtout le salut de notre culture.

Si nous avons pu contribuer à l'essor du sud de l'Ontario, combien plus forts serons-nous, si, pour la première fois, unis, les Québécois enfin unis, décidons de nous donner un pays. Un pays qui se souciera qu'il n'y ait pas, dans la mesure du possible, de citoyens de deuxième zone, de pauvres, un pays de l'avant-garde, un pays qui refusera de participer à toute guerre, un pays vraiment démocratique où le bien-être de chacun de ses concitoyens sera une préoccupation constante.

Je voulais souligner, M. le Président, que j'ai fait remettre à tous les gens ici, vous avez vu ce petit livre, "Les Nouvelles du Nord" des éditions D'ici et d'ailleurs, qui est un collectif du regroupement des écrivains de l'Abitibi-Témiscamingue. Ce n'était pas une tentative de pot-de-vin, c'était tout simplement parce qu'on a pensé que des fois, entre des lectures toujours économiques et autres, ça serait agréable pour vous autres de pouvoir toucher un peu à l'âme de l'Abitibi-Témiscamingue à travers un recueil de nouvelles.

J'ai aussi remis une feuille, dans laquelle je donne à peu près en gros la position que je défends, au point de vue comment j'aimerais que ça se déroule par rapport à l'avenir du Québec. Je pourrais répondre aux questions là-dessus. Je crois que ça vous a été remis tout à l'heure, et j'aimerais bien pouvoir l'expliquer à un moment donné, lorsqu'on m'en donnera l'occasion.

Le Président (M. Michel Bélanger): Si vous voulez, M. Simoneau, nous allons d'abord procéder aux questions, et si, par hasard, les questions ne vous donnaient pas l'occasion de préciser ce tableau, on prendra un peu de temps, ce qui nous restera à la fin, pour en parler.

Alors nous allons maintenant passer aux questions, et c'est d'abord le parti gouvernemental et M. Maciocia.

M. Maciocia: Merci, M. le Président. Permettez-moi, M. Simoneau, de vous souhaiter la bienvenue à la Commission. J'ai lu votre mémoire avec attention. Je suis ici, M. Simoneau.

M. Simoneau: O.K. Je ne vous voyais pas.

M. Maciocia: J'ai lu, comme je disais, avec attention, votre mémoire, et je dois dire en toute honnêteté que j'ai été un peu, pour le moins que je puisse dire, surpris, par certains propos que vous avez écrits dans votre mémoire. Et je vais tout de suite au but de ma démarche. À la page 6 de votre mémoire, vous dites, et je vous cite: "Le Canada n'exploite pas seulement le sort des francophones hors Québec pour mettre le Québec au pas, il exploite toutes les possibilités de faire reconnaître les Québécois, surtout sur un plan international, pour des fascistes et des racistes." M. Simoneau, vous comprendrez que je ne crois pas qu'il y ait un commissaire autour

de cette table, qui peut accepter, ou même entériner des propos comme ceux-là que vous avez, que je vous ai cités tantôt.

Et encore plus loin, à la page 7, où vos insinuations à propos d'Alliance Québec, témoignent de votre respect pour la présomption d'innocence. Et votre mémoire, M. Simoneau, m'a porté à réfléchir encore plus sur les propos des économistes et je les ai tellement reçus à l'Association. Ils disaient: Le problème est essentiellement le suivant: nous ne savons pas si ce changement s'effectuera dans un climat propice à des négociations harmonieuses et à une transmission des pouvoirs empreinte d'amitié, ou s'ils auront lieu, au contraire, dans une atmosphère revancharde dominée par l'escalade verbale et gagnée par le doute et l'appréhension. Vous comprendrez, M. Simoneau, que votre mémoire n'a pas permis particulièrement à mes inquiétudes de s'estomper, bien au contraire.

M. Simoneau: Est-ce que je peux répondre?

M. Maciocia: J'arrive à la question et je voulais faire cette mise au point, parce que c'est important, je crois. C'est qu'on est ici pour étudier un peu l'avenir constitutionnel du Québec, mais sans avoir des propos vraiment qui sont un peu en dehors du contexte dans lequel on est en train de travailler, ma question porte plutôt sur l'accession du Québec à l'indépendance. Vous dites: d'abord une déclaration d'indépendance, ensuite une ratification de cette déclaration par référendum et un peu plus tard, une définition de l'entente intervenue avec le Canada et ça, dans un laps de temps de quatre ou cinq mois. Dans un laps de temps... Vous parlez du 31 octobre. Vous parlez du référendum le 25 avril et l'élection le 25 octobre. Ma question est celle-ci: Est-ce que vous ne pensez pas, ou ne trouvez pas, que c'est un peu anti-démocratique que la déclaration d'indépendance précède le référendum?

M. Simoneau: Je vais répondre à deux choses. D'abord, la question des francophones hors Québec. Ce que je dis tout simplement, c'est qu'on se sert souvent des francophones hors Québec. Vous avez vu dans *La Presse* des grandes pages: "Ne partez pas! Ne partez pas! Nous allons mourir." Ce qui arrive comme problème au niveau des francophones hors Québec, c'est que pour la survivance du français, il est impératif que le Québec, au contraire, devienne souverain et il est impératif de comprendre qu'au niveau des francophones hors Québec, étant donné que la survie du français est en cause là, la souveraineté du Québec est aussi importante pour eux autres. Lorsque je parlais du fascisme, je parlais tout simplement des situations qui ont existé. Je travaille dans une école anglaise, je connais des gens à Alliance Québec et je peux vous dire ceci:

Lorsque vous avez lu, lorsque je parle de ces accusations qui ont été faites, je parle surtout des règles. Lorsque la loi 178 a été passée et lorsqu'il y a eu la crise d'Oka, on s'est donné un grand plaisir de faire comprendre au reste du pays et au reste du monde qu'on était des fascistes, qu'au Québec, on ne savait pas être capables d'avoir soin de notre minorité et ça été la même chose par rapport aux Indiens.

Je vous rappellerai cependant, je vous ramènerai cependant dans mon texte et je vous dirai ceci: Je parle aussi des droits des minorités. Je ne fais pas seulement que dire, je dis simplement qu'il y a un problème: à toutes les fois qu'on veut passer une loi pour défendre notre langue, nous défendons, on a des campagnes qui sont faites par *The Gazette* et par les autres mouvements, dans lesquels on se fait traiter de racistes et tout ce que vous voudrez. Il faut que ça finisse un jour.

M. Maciocia: M. Simoneau, c'est pas ça, absolument pas. J'ai bien dit et vous le dites dans votre... Je cite votre mémoire où vous dites "le Canada." Vous ne parlez pas de certaines personnes, l'école où vous êtes, ou tout ça. Vous dites: "le Canada", il exploite toutes les possibilités de faire reconnaître les Québécois, surtout sur un plan international, pour des fascistes et des racistes. Et personne autour de cette table ne pourrait accepter des propos semblables...

M. Simoneau: Oui mais je...

M. Maciocia: ...parce qu'ils ne correspondent pas à la vérité.

M. Simoneau: Je viens de vous expliquer le contexte dans lequel ça veut dire ce que ça veut dire. Pour ce qui est de la deuxième partie, c'est strictement qu'à un moment donné il faut qu'on comprenne que nous autres aussi, la majorité, on a des droits et ce n'est pas à toutes les fois qu'on passe une loi pour nous protéger qu'on devient des fascistes.

M. Maciocia: O.K.

M. Simoneau: À la deuxième partie, vous parlez des trois... C'est parce que, probablement, vous n'aviez pas encore le texte que je vous ai remis. Je préconise, d'abord et avant tout, qu'on rapatrie au complet tous les impôts et qu'on en paie seulement à Québec, et que le Québec, lui, paie à Ottawa, dans un premier temps. Je dis que ce sont les trois recommandations de base que je pourrais voir. Dans un deuxième temps, je parle de la déclaration de la souveraineté culturelle du Québec. C'est-à-dire que je crois qu'il serait impératif que la Commission recommande au gouvernement qu'il y ait des zones dans lesquelles on peut négocier et des zones où on ne peut pas négocier. La zone qu'on ne peut pas négocier.

cier, c'est notre culture, c'est-à-dire concernant la langue, la famille, la culture, la justice, l'éducation, les communications. Le consensus qui pourrait se faire, qui existe d'ailleurs souvent entre les péquistes et les libéraux ou d'autres partis qui sont prêts à défendre ça, il y a des choses sur lesquelles on ne peut pas négocier. Alors, sur ce point-là, on déclare tout simplement qu'on devient souverain dans ces domaines-là. Étant donné, comme vous le disiez, que le gouvernement ne peut pas, évidemment, se déclarer lui-même souverain, je recommande qu'immédiatement après, il y ait, un mois après, un référendum, soit le 25 avril, dans lequel on pose deux questions claires. La première question: Voulez-vous que le Québec devienne un pays souverain? Et la deuxième question: Voulez-vous que, dans la mesure du possible, le Québec privilégie le Canada en vue d'une nouvelle association avec le Canada?

M. Maciocia: Ça, je crois qu'on l'a lu, M. Simoneau. Mais est-ce que vous croyez possible, la Commission doit faire son...

Le Président (M. Michel Bélanger): Je pense, M. Maciocia, que nous avons épuisé largement les cinq minutes. Avez-vous une très brève question, pour une très brève réponse?

M. Maciocia: Très brève, M. Bélanger.

Le Président (M. Michel Bélanger): On va se laisser séduire une autre fois.

M. Maciocia: Très brève. C'est celle-ci: Croyez-vous raisonnable, la Commission devant faire son rapport à la fin du mois de mars, qu'il y ait un référendum le 25 avril? Moi je trouve que ce serait complètement inconcevable.

M. Simoneau: Bien voici, ce que je veux dire: le 25 avril, c'a été écrit le 2 novembre. Écoutez, la date comme telle n'est pas tellement... Ce que je veux dire, c'est qu'il faut que le référendum soit clair. Qu'on arrête d'avoir des questions où ce n'est pas clair, et il faut que ça se fasse vite, pour une raison très simple. C'est qu'à un moment donné, comme vous le savez, sur le plan économique tant que tu n'es pas branché, c'est plus difficile au point de vue économique. En fait, construire le pays, c'est comme si, à un moment donné, actuellement, vous étiez locataire dans une maison. Vous décidez, parce que vous n'êtes pas content, d'acheter la maison. Bien il est évident qu'il va y avoir une période où ça va être un petit peu plus difficile, mais au moins ensuite la maison vous appartient...

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant aux questions du parti de l'Opposition officielle. Mme Blackburn.

Mme Blackburn: Merci, M. le Président. Bonjour, M. Simoneau. Vous avez, à la lumière des expériences qui ont été les vôtres, et de vos connaissances, présenté un mémoire qui est assez complet. Je dirais qu'il touche les différents aspects de la question posée à la Commission, à savoir, l'avenir politique constitutionnel du Québec. J'ai un certain nombre de questions. Comme je voudrais davantage vous voir élaborer, je n'en dirai pas plus long. Alors, vous avez dans votre mémoire, en page 9, et ça revient également en page 26, vous dites: Si on veut négocier des associations économiques avec le Canada - j'ai compris - il faudrait le faire avec l'accord de la population. (16 h 15)

J'ai cru comprendre, avec l'intervention que vous venez de faire, qu'il y a des secteurs d'activité économique sur lesquels vous ne souhaiteriez pas qu'il y ait d'entente avec le Canada s'il y a, par exemple, des incidences sur la langue, la culture. C'est bien ce que j'ai compris. Pourriez-vous nous dire quelles devraient être, de façon générale, les associations économiques que nous pourrions avoir avec le Canada et est-ce que ça comprend une union monétaire, une union douanière, la libre circulation des biens et personnes?

M. Simoneau: Je dois dire que je ne suis pas économiste. Donc, je ne me suis pas strictement interrogé là-dessus. Il est évident que la monnaie, on peut l'avoir et qui répondrait à nos besoins. Mais, il s'agira à ce moment-là de regarder, je pensais surtout à... si vous avez la monnaie, à regarder quels seront les avantages.

La démarche que je propose est la suivante. Elle est très simple. Il y a trois choses. C'est qu'on se présente au niveau de l'Assemblée nationale, on fait consensus sur des plans sur lesquels on dit: Ça, on ne négocie plus. Après, sur le plan économique, on enlève tout le problème de l'émotivité de la culture. On en fait quelque chose qui est tout de suite pris et qui est ratifié après, dans un référendum par la population.

Cependant, au point de vue économique, à ce moment-là, si vous avez un oui au référendum, la Commission ici pourrait continuer son travail, être élargie, pour être capable de créer la Constitution. Au niveau des échanges, au niveau de la nouvelle négociation avec le Canada, je pense qu'avant que ça se fasse... J'ai laissé six mois entre les deux pour que les partis politiques puissent se brancher au niveau de ce qu'ils vont offrir comme alternative. À ce moment-là, ça donne en même temps au Canada le temps de réaliser que c'est bien fait au point de vue culturel, c'est fait. Ça donne le temps de se rasseoir un peu et de commencer à discuter d'une façon moins émotive sur les points, à ce moment-là, qui sont importants pour les deux,

qui sont profitables pour les deux.

Ce qu'il est important de comprendre, c'est que la situation du Québec est une situation dans laquelle nous avons toujours été tenus en minorité. M. Clyde Wells dit que dans 10 ans, l'Ontario pourra décider seul de l'avenir du Québec. Ce n'est pas moi qui le dis. C'est M. Wells. Alors, si c'est vrai dans des institutions de même, je regrette, mais on n'a aucune chance de survie.

Au niveau de la stimulation, on nous parle d'arriver à un moment donné, de rapatrier des pouvoirs, on va vous en donner, on va décentraliser. Pourtant, on avait l'immigration, on avait les communications qui étaient une chance idéale, puisque c'est culturel, de tout remettre au Québec. Il ne se fait rien. Au lieu de cette démarche-là, on assiste à la démarche de M. Mulroney qui commence à nous dire: Jamais le Québec ne sera isolé. Maintenant, il nous promet: Jamais un autre domaine ne va nous permettre d'être isolés. C'est de pire en pire et, pendant ce temps-là, l'immigration est de plus en plus fortement anglaise. Il y en a eu de plus cette année avec moins d'argent pour être capables de nous franciser. Si on continue de même, Montréal, la population sera minoritaire au point de vue français et c'en sera fait du Québec. Ce n'est pas dans 20 ans qu'il faut que ça se décide, c'est maintenant.

Mme Blackburn: Sur un autre sujet, en page 12 de votre mémoire, vous faites une affirmation que je vous demandais un peu d'enrichir. Parlant des associations économiques, vous dites: "Il appartiendrait au Canada (...) de définir jusqu'à quel point il a besoin du Québec pour assurer sa propre survivance, car c'est bien de cela qu'il s'agit: le Canada ne peut pas survivre économiquement sans le Québec." Pourriez-vous élaborer un peu?

M. Simoneau: Je pense qu'à un moment donné, si vous arrivez et que vous regardez le Québec, si vous avez eu les coups de la Brink's, vous avez eu toutes les affaires pour garder le Québec à l'intérieur, ce n'est sûrement pas parce qu'on n'a pas de valeurs. Il ne faut pas oublier que le Québec, au niveau de l'argent, si je prends même ce que M. Raynaud disait lorsqu'il avait fait sa présentation au "Point", il admettait qu'avec la dette du Canada, finalement, on pourrait s'arranger pour qu'on finisse que ce soit le Québec qui soit bénéficiaire là-dedans. C'est évident qu'on va avoir une partie à payer. Mais si, à ce moment-là, on arrive et on regarde ça, le Canada, au point de vue de sa structure, a autant besoin de nous autres et peut-être même plus que nous autres parce que nous autres, avec le libre-échange, on peut aussi se tourner vers les États-Unis et on a une culture pour nous garantir qu'on ne se fera pas avaler du jour au lendemain.

Mme Blackburn: Deux autres questions. En page 16, vous parlez des droits des minorités. Vous dites qu'ils doivent être garantis de façon précise proportionnellement au pourcentage de la population qu'elles représentent. Est-ce qu'il s'agit, en l'occurrence, des anglophones et des autochtones, lorsque vous parlez de ces minorités, ou des autres minorités? En ce qui a trait aux anglophones, est-ce qu'on devrait garantir des droits seulement en fonction de là où le nombre le justifie?

M. Simoneau: Écoutez, le nombre, c'est un moyen de... Moi, je crois que, admettons, la chose la plus importante, ça va être que, si le Québec devient indépendant, on garantisse à toutes nos minorités – et la minorité anglophone en est une comme les autres même si elle est plus importante au niveau du nombre et de l'histoire... Il reste qu'il faut qu'au moins elles aient les garanties de pouvoir garder, par exemple, les écoles, le droit de pouvoir se faire soigner dans des hôpitaux, les services sociaux. Qu'on fasse ce à quoi les anglophones, très souvent, vont arriver, parce qu'ils vont se demander: Oui, mais si on est dans un Québec souverain, est-ce qu'on va continuer d'avoir les droits qu'on avait avant? Je pense qu'il est essentiel qu'on leur donne, dans la constitution qui pourrait être faite, comme je le dis, après. S'il y a un oui au référendum, la Commission, ici, peut devenir, à un moment donné, un moyen pour continuer et qu'on crée une constitution, et il faudrait absolument encaisser... Mais ce que je veux dire, c'est au nom de toutes les minorités, parce qu'il n'y a pas seulement que la minorité anglophone au Québec, c'est toutes les minorités, pour être sûrs que le... En fait, ce qui est important, c'est que le Québec devienne un pays humain dans lequel tous les citoyens ne continueront pas à se dire: Moi, je suis un Québécois francophone; toi, tu es un Québécois anglophone. Nous serons des Québécois à part entière, tout le monde, qui voulons le bien-être collectif de tout le monde qui est là, et il ne doit pas y avoir de barrière de langue ou autre pour arriver à ça.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant aux questions des membres. M. Beaudry, qui sera suivi de M. Roy.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. M. Simoneau, votre mémoire, comme le mentionnait tantôt M. Maciocia, sans dire le mot, est au moins radical sur certains de ses aspects. Un de ces aspects concerne le droit criminel et, en page 16, vous nous dites que, quant à vous, vous verriez une prescription à toute offense criminelle qui ne comprend pas de la violence, une prescription d'une année. Je ne sais pas si vous avez réalisé qu'en prescrivant des crimes par un an, il pourrait se trouver facilement, dans un Québec souverain, qu'une personne soit coupable

de trahison, qu'on découvre le crime que deux ans après et, à ce moment-là, parce que l'offense a été commise plus d'un an auparavant, on ne pourrait pas la poursuivre devant les tribunaux. Je me demande également si vous avez réalisé qu'en utilisant une telle prescription d'un an, tous les vols qui pourraient être commis sans violence, toutes les fraudes économiques qu'on connaît de nos jours qui pourraient être élucidées après un an seulement, ces gens-là seraient à l'abri de toute poursuite judiciaire. Je ne sais pas si vous avez réalisé ça en préconisant ça, mais j'aimerais vous entendre là-dessus, tout d'abord.

M. Simoneau: Écoutez, c'est évident qu'il y a des problèmes à ce niveau-là et que ça devra être... L'idée que j'ai lancée, c'est qu'à un moment donné ce qui serait important c'est que, au point de vue judiciaire, je veux dire lorsqu'il arrive qu'il y a quelque chose qui est sans violence, disons qui n'est pas quelque chose d'extrêmement grand – si vous faites une fraude de 500 000 000 \$, c'est évident que ce n'est pas la même chose que, je ne sais pas, moi, si vous avez fait un petit vol à l'étalage – qu'on ne puisse pas retourner... C'était concernant la vie privée, qu'on ne puisse pas retourner à 20 ans, 30 ans en arrière dans votre vie pour être capable d'arriver puis aller... Je pense qu'à un moment donné il y a la question de... Moi, je le prenais pour le principe suivant, c'est la réhabilitation. Premièrement, je parlais du fait que ça coûte quand même au moins 15 000 \$...

M. Beaudry: Mais moi, je ne vous parle de ça. Je ne vous parle pas du fait que vous l'envoyez en prison et que vous lui faites faire des travaux communautaires, je vous parle au niveau du crime comme tel, le crime qui est commis. Vous, vous dites: Il devrait être prescrit par un an lorsqu'il n'y a pas de violence, ou est-ce que vous nous dites: C'est peut-être un énoncé que j'ai mis, sans nécessairement comprendre toutes les conséquences que ça, ça pourrait entraîner dans un Québec souverain, puis, en conséquence, je serais peut-être prêt à retirer ça pour dire, bien, comme ailleurs, le droit criminel n'est pas prescriptible?

M. Simoneau: Ce que je voulais dire, c'est une idée, finalement, dans laquelle on parle... Moi, l'idée fondamentale, la seule chose que j'ai voulu dire là-dedans, c'était d'orienter toute la justice en fonction de la réhabilitation. Ça a été surtout ça. Évidemment, la question d'un an, il y a des problèmes...

M. Beaudry: Si je comprends bien votre réponse, votre prescription d'un an, vous n'y tenez pas plus que ça dans votre mémoire.

M. Simoneau: Je n'en ferais pas une syn-

cope si vous l'enleviez.

M. Beaudry: O.K. On va vous parler de la page 26. Vous avez pris comme option la souveraineté.

M. Simoneau: Oui.

M. Beaudry: Et vous dites: Pour nous, la souveraineté, c'est essentiel, et on doit la faire puis, par la suite, négocier avec le reste du Canada pour ce qui est de nos besoins, tout ce qui est pour l'ensemble de l'économie, etc. J'aimerais que vous m'expliquiez comment vous conciliez ça avec votre page 26 quand vous nous dites: "Il sera impossible d'obtenir l'assurance de notre survie culturelle – de notre survie culturelle – et l'émancipation de notre économie sans renégocier l'entente constitutionnelle." Comment est-ce que vous conciliez ça, vous, avec le principe de nous dire: On doit d'abord se déclarer souverain? Et par la suite vous nous dites: Il va falloir renégocier avec le Canada l'entente constitutionnelle pour assurer notre survie culturelle et notre survie économique.

M. Simoneau: C'est très simple. Si vous avez vu, j'ai préconisé que d'abord, à l'Assemblée nationale, vous ayez un énoncé sur la question qu'on déclare notre souveraineté culturelle. Lorsque je parlais de renégociations, c'est au niveau strictement économique. Par exemple la monnaie, au niveau des douanes ou des choses comme ça.

M. Beaudry: Non, je comprends ce que vous me dites. Vous parlez de renégociations à ce niveau-là. Mais je n'en suis pas là, moi. J'en suis sur l'expression que vous utilisez: Il sera impossible d'obtenir l'assurance de notre survie, notre survie. Voulez-vous nous dire que s'il n'était pas impossible de négocier quelque chose avec le reste du Canada, que notre survie culturelle comme Québécois et notre survie économique comme Québécois seraient en péril?

M. Simoneau: Dans l'état actuel des choses, oui. Si à ce point de vue on n'a rien, qu'on reste au statu quo, dans très peu de temps le Québec fera exactement comme les minorités hors Québec, on va y passer.

M. Beaudry: Mais on n'est pas au statu quo, M. Simoneau. On n'est pas au statu quo dans votre mémoire. On est au souverainisme.

M. Simoneau: Bien, c'est évident que si tu es souverain au point de vue culturel, il n'y a aucun problème. C'est sûr que tu assures ta survie et même plus que ça, tu assures ta vie.

M. Beaudry: Dans ce cas-là, dans votre mémoire, il n'y a pas lieu de retenir cette

phrase-là où vous nous dites que pour assurer notre survie, il faut négocier des ententes constitutionnelles. Il faut retirer ça également de votre mémoire, si je comprends bien.

M. Simoneau: En fait, c'est dans le contexte que je vous ai expliqué.

Le Président (M. Michel Bélanger): Bon. Ça épuise votre temps, M. Beaudry. Nous passons à M. Roy.

M. Roy: Merci, M. le Président. C'est le premier intervenant, à ma connaissance, qui parle de littérature nationale dans un contexte de souveraineté et ça me réjouit beaucoup, d'autant que je suis un collègue, étant donné qu'on est écrivains tous les deux, si je ne me trompe pas. C'est ça? Par contre, je dois avouer que si l'idée de la souveraineté me plaît, certains arguments m'inquiètent. C'est l'argumentation que je voudrais questionner. Et peut-être que c'est dû à des ambiguïtés que je voudrais clarifier avec vous. Vous affirmez en page 9 qu'il faudrait aussi que tous les livres utilisés en littérature soient écrits par des Québécois afin de nous assurer un avenir littéraire propre au Québec. Je comprends bien ce que ça sous-tend, mais il me semble qu'une littérature vivante, c'est une littérature qui circule. Et que vouloir défendre une littérature nationale ne suppose pas, ne présume pas qu'on n'ait pas accès à une autre forme de littérature, qu'elle soit française ou même anglaise. J'aimerais vous entendre. Quel est l'esprit de cette phrase-là?

M. Simoneau: En fait, ce qu'elle veut dire, c'est que tout simplement au niveau des cours, au niveau de tout le contenu, lorsque tu apprends la littérature, par exemple au secondaire, au cégep — évidemment, à l'université c'est complètement différent — mais lorsque tu l'apprends, à ce moment-là, on devrait donner préséance aux textes québécois pour permettre justement de pouvoir créer une économie, au point de vue du livre, qui soit forte. Comme je l'ai souligné là-dedans, le problème par exemple au niveau de la littérature, les régions ici, on est vraiment isolés. Par exemple, les livres, lorsqu'on veut en faire parler, ne serait-ce que mentionner qu'ils ont été publiés, il n'y a pas un journal à Montréal qui s'en occupe. On part du principe qu'à ce moment-là, il faudrait, si on veut arriver à une littérature, qu'on comprenne que les régions ont un rôle à jouer et que c'est important de pouvoir le jouer. Évidemment, c'est comme quand vous arrivez au niveau des radios, de la diffusion. Ici, à Val-d'Or, vous avez 14 stations au câble, 14 anglaises et 14 françaises. Je pense qu'à un moment donné, il y a des équilibres qu'il faudrait revoir.

M. Roy: D'accord. J'ai deux autres ques-

tions. Une intervenante, cet avant-midi, affirmait que la souveraineté politique était nécessaire. Mais, du même souffle, elle affirmait que l'apprentissage de la langue anglaise favorisait un meilleur accès à l'emploi. Si elle imaginait une souveraineté politique, elle ne pouvait imaginer, toutefois, une souveraineté linguistique. Je veux faire le lien avec cette réalité et la notion de survie culturelle. Il me semble qu'elle n'est pas complète. Parce que dans votre mémoire, il me semble que je note la même ambiguïté. Vous dites, et là je vous lis: "Vous reconnaissez le droit des autochtones à leur survie culturelle". Vous dites aussi que la survie culturelle des Québécois est un enjeu de taille, voire une priorité. Vous ajoutez même qu'il est plus important d'assurer la survie culturelle des Québécois que de défendre les francophones hors Québec. Vous parlez beaucoup de survie. Vouloir la souveraineté, il me semble que ce n'est pas vouloir survivre, c'est vouloir vivre.

M. Simoneau: Vivre, absolument.

M. Roy: Deux questions. Comment, donc, concilier cette notion de souveraineté culturelle, mais toujours en la distinguant de ce que Robert Bourassa disait? Et, d'ailleurs, on ne sait pas très bien ce que ça voulait dire "souveraineté culturelle". Vous, vous parlez d'indépendance culturelle. Et la deuxième question que je voudrais faire suivre c'est: Est-ce que l'indépendance politique, finalement, n'entraîne pas automatiquement la souveraineté culturelle? (16 h 30)

M. Simoneau: La première, au niveau de l'emploi, c'est un...

Le Président (M. Michel Bélanger): Sans vous empêcher de donner une réponse complète, M. Simoneau, notre temps est à peu près épuisé. Donc, je vous invite à la brièveté.

M. Simoneau: O.K. Disons que c'est malheureux, tout simplement, qu'au Québec, pour être capable d'avoir un travail, on soit obligé de parler anglais. Moi, en 1976, j'ai perdu mon emploi à la Ronalds Federated Graphics, à Montréal, parce que j'écrivais français. Je trouve ça dégueulasse quand on est dans une population où c'est nous qui sommes en majorité. Pour ce qui est de la deuxième question, c'était...

M. Roy: Indépendance culturelle et souveraineté culturelle. Bourassa l'a déjà utilisé.

M. Simoneau: Ce que je crois effectivement... Écoutez, si le Québec déclare... je répondrais oui à la question telle que formulée là-bas. Il n'y en a plus de problème au niveau de la culture. À ce moment-là, ça serait à nous autres de nous définir; et espérons que la Commission aura aussi un forum sur la culture où

on pourra parler justement des problèmes au niveau des régions pour les publications.

M. Roy: Vous avez bien répondu, merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Votre espoir sur les forums n'est pas nécessairement compris, cependant, dans le bien que vient de vous donner M. Roy. Parce que les forums, ce n'est pas nécessairement quelque chose qu'on va avoir beaucoup de temps pour faire. Il y en a un qui a été annoncé pour la jeunesse. Et à ma connaissance, il n'y en pas encore d'autres qui ont été annoncés. Bon, ceci dit, il me reste à vous remercier, M. Simoneau, d'avoir comparu devant nous aujourd'hui et d'avoir soumis un mémoire et d'autres documents. Je voudrais maintenant que vous cédiez la place à ceux qui vous succèdent, qui est la Corporation de la fête nationale du Québec de l'Abitibi-Témiscamingue.

M. Simoneau: Merci beaucoup de m'avoir entendu.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Sévigny, M. Vincent, au nom de la Corporation de la fête nationale du Québec de l'Abitibi-Témiscamingue, si vous voulez bien prendre quelque cinq minutes pour nous faire une présentation de ce mémoire.

Corporation de la fête nationale du Québec de l'Abitibi-Témiscamingue

M. Vincent (Michel): Merci beaucoup, M. le Président. Merci aussi, Mmes et MM. les commissaires, de nous entendre. Vous avez peut-être été surpris un peu du style ou du langage et de la forme dont le mémoire a été écrit. Il s'agit d'une chose tout à fait particulière, c'est que nous sommes un organisme, je pourrais dire, un peu marginal quelque part. Nous n'avons pas une vocation dite spécifique, c'est-à-dire économique, sociale et autre. Notre vocation est un peu de culture et de loisir et, en même temps, de sensibilisation en ce qui concerne, entre autres, la fête nationale du Québec. Notre mandat, c'est d'inciter les gens et de les inviter à fêter la fête du Québec. Dans la préface, nous faisons mention d'une chose qui est assez particulière pour nous, qui est assez importante. On s'est posé beaucoup la question, à savoir pourquoi les autochtones n'étaient pas assis à vos côtés, et on se la pose encore aujourd'hui. Ce sont quand même les premières nations, on pense que ça aurait été juste et équitable qu'ils soient assis à vos côtés, surtout suite à tout ce qui s'est passé au cours de l'été. Et l'autre question qu'on se pointe, c'est qu'on se demande comment ça se fait qu'il a fallu faire des amendements pour accepter qu'un représentant de la culture soit assis à vos côtés. On trouve ça déplorable, quand

on pense que la langue française et la culture québécoise font de nous vraiment une société distincte. Donc, ce sont ces deux choses qu'on note dans la préface.

On fait un petit retour historique sur la région, effectivement, dans le mémoire, parce qu'on soulève que les gens sont venus de partout, et je pourrais vous dire même qu'à Matagami on retrouve des gens des Îles-de-la-Madeleine. Donc, la région d'ici a été forgée et faite par des gens venus d'ailleurs, entre autres durant la crise, avec le plan Vautrin et compagnie. Et on souligne, à la fin, que nous pensons et nous sommes convaincus que l'Abitibi-Témiscamingue, une fois le Québec souverain, pourra drôlement sortir son épingle du jeu.

On parle du pays d'ici, on en parle dans tous les sens. On parle de la réalité, aussi, de faire un choix. Il reste que, ici encore et partout ailleurs au Québec, il y a des femmes qui souffrent, il y a des enfants qui souffrent, il y a des hommes aussi, des hommes âgés, des personnes âgées qui sont mis de côté, pour toutes sortes de multiples raisons. On en a parlé ce matin, il y a des femmes qui sont venues ici, qui vous ont parlé de leur condition de vie. Il y a des personnes âgées aussi qui vous ont parlé de leur condition de vie. Nous croyons que c'est très important que dans l'avenir du Québec, ces gens-là aient le droit de parole, mais surtout le droit d'être participants à part entière dans la vie prochaine du Québec. C'est très important pour nous aussi que les enfants, qui sont souvent, peut-être, les plus défavorisés dans notre système, puissent avoir aussi des recours immédiats et souvent proches d'eux autres pour répondre à leurs besoins.

Par la suite, nous parlons des mines, des forêts et de l'agriculture. Nous parlons d'un gars qui s'appelle Richard Desjardins, un poète extraordinaire de chez nous, qui parle des tonnes de bons gars qui sont morts dans les mines, qui travaillent dans les forêts, qui travaillent un petit peu partout autour d'ici. C'est un poète qui fait ressortir, quant à nous, la vérité des gens d'ici. Ça, c'est très important parce que ça fait partie de nous. C'est une réalité, c'est une poésie qui est particulière, et c'est pour ça que nous avons un texte qui fait partie un peu de ça.

Nous disons aussi que nous espérons qu'au cours des années futures, ces tonnes de bons gars-là qui meurent, qui vivent, qui travaillent, qui suent, qui espèrent que l'avenir du Québec viendra leur répondre, leur donnera une réponse satisfaisante un beau jour, que cet avenir du Québec, dans un Québec souverain, pourra être plus proche d'eux, dans leur réalité.

Nous parlons de la culture. Nous soulignons, entre autres, que depuis quelques années, effectivement, moi si je me rappelle il y a 15 ans, la culture faisait dur, entre guillemets. Depuis quelque temps, depuis quelques années, ça s'est nettement amélioré. Nous espérons malgré tout

qu'un beau jour, les créateurs et les créatrices de l'Abitibi-Témiscamingue et d'ailleurs auront enfin la chance et l'occasion de vivre de leur art. Et je pourrais vous dire une chose, en tant que comédien que je suis: C'est très difficile de vivre de ce métier-là, et pourtant, malgré tous les métiers qu'on peut faire, c'est surprenant quand on étudie, quand on travaille pour ce métier-là, qu'on soit obligés d'en faire 40 000 pour vivre de ce métier. C'est très difficile, mais c'est une réalité qui n'est pas nécessairement juste abitibienne, mais qui est aussi québécoise. Nous parlons aussi des premières nations. Nous croyons qu'il est possible, dans un Québec souverain, que les premières nations, les Amérindiens, puissent profiter pleinement de la souveraineté du Québec, parce qu'elles n'auront plus, à ce moment-là, qu'un palier de gouvernement pour leur répondre. Nous trouvons ça épouvantable, ce qui s'est passé au cours de l'été, mais selon nous, c'est une réalité qui s'est présentée parce que ça fait des années, et peut-être même des siècles, qu'il y a toujours eu deux paliers de gouvernement pour leur répondre, et à chaque fois on s'est toujours lancé la balle, je pourrais même dire, entre guillemets, la flèche.

Il nous reste, au bout du mémoire, à vous dire que nous vous demandons de dire au gouvernement de M. Robert Bourassa, qu'il fasse en sorte que le Québec devienne le plus rapidement possible un pays souverain, avec ses frontières, et souverain politiquement parlant, ce qui fera de lui, du Québec, un pays.

Voilà en gros, c'est ce que j'avais...

Le Président (M. Michel Bélanger): Commentons par le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle, M. Brassard.

M. Brassard: Alors merci, M. le Président. M. Vincent, je voudrais d'abord vous remercier d'avoir bien voulu venir témoigner devant cette Commission. J'ai lu votre mémoire. On y retrouve évidemment des accents poétiques, pourrait-on dire, mais je pense que c'est bon que de temps à autre, on se retrouve en face de textes de cette nature. On y sent un fort, un très fort sentiment d'appartenance à votre communauté régionale, mais aussi au Québec, et on y décèle, également aussi, une affection profonde envers la terre québécoise et ceux et celles qui l'habitent. Et je pense que ce sont des sentiments importants qu'on doit vivre quand on veut se donner un pays.

Autrefois, on avait un terme pour désigner de tels sentiments. C'est devenu maintenant un peu vieillot ou désuet. On appelait ça le patriotisme, l'amour de la patrie, patrie pris au sens d'un territoire habité par un peuple, un territoire dans lequel un peuple prenait racine. Alors c'est un mot désuet, mais je pense que ce n'est pas mauvais de se le rappeler à l'occasion.

Ceci étant dit, je m'excuse d'en arriver à

des questions bien terre à terre. Vous souhaitez évidemment la souveraineté, vous souhaitez que le Québec devienne un pays. Mais nulle part dans votre texte, vous ne faites allusion à la démarche ou au processus pour y arriver. Comment voyez-vous ça?

M. Vincent: À ce moment-là, lorsque le mémoire a été écrit, il n'avait pas été suggéré, au sein du conseil d'administration de la Corporation de la fête nationale, à savoir si on était pour s'aventurer dans un référendum. C'est sûr que pour nous, en tout cas, cette démarche-là est primordiale, est très importante. C'est la première chose, en tout cas quant à nous, qui devrait se faire, avoir un référendum dans lequel le peuple du Québec va enfin une fois pour toutes, on l'espère, une fois pour toutes et définitivement, se positionner en ce qui concerne son avenir politique et constitutionnel.

Nous, on irait pour un référendum avec une question claire, sans ambiguïté, directe, et qui dirait aux gens: oui ou non, voulez-vous d'un Québec souverain et indépendant?

M. Brassard: Donc, ça serait ça, la démarche claire, selon vous, que la Commission devrait recommander...

M. Vincent: Devrait recommander.

M. Brassard: ...au gouvernement. Tout en souhaitant cependant que l'on puisse établir des liens d'association économique avec le reste du Canada?

M. Vincent: Vous savez, vous parliez de poésie. Je pense que si on est capables, à ce moment-là, de parler de la terre, de la poésie et des mots, c'est sûr que nous autres, on pense que l'association doit se faire aussi. On est dans une réalité dite économique quelque part et je pense qu'on n'a pas à s'isoler, au contraire, il faut s'aventurer et s'associer avec les gens qui voudront bien s'associer avec nous, une fois qu'on sera souverains.

M. Brassard: Deuxièmement, M. Vincent, vous parlez évidemment de langue et de culture, et vous associez cela à la souveraineté du Québec. Pourquoi, selon vous, la souveraineté est-elle nécessaire pour assurer la survie et l'épanouissement de notre langue et de notre culture?

M. Vincent: Je pense, pour de multiples raisons, en tout cas entre autres, si je pense à la langue, si je pense à notre culture, il y a quelque chose de spécifique chez nous qui nous appartient, qui est la langue, qui est la culture, et je n'ai jamais senti autant de nécessité qu'à un moment donné, qu'un gouvernement en place, que ce soit le Québec, surtout le Québec, puisse

faire en sorte... Malheureusement, la loi 101 a été défigurée de bord en bord, mais ça nous assurait une certaine sécurité pour l'avenir de cette langue-là, et en cours de route, malheureusement, cette loi-là a été défigurée, a été défaite. Il me semble qu'il y a une seule chose qui peut répondre à ce besoin-là, à cette protection-là, c'est la souveraineté et je ne vois pas, moi, des gens de la Colombie-Britannique vouloir venir chez nous, me dire qu'ils vont défendre ma langue. Ils peuvent bien défendre leur raison d'être, je les respecte pour ça, mais je ne pense pas que de bonne âme et de bon coeur, ils vont venir chez nous au Québec pour me dire: Écoutez, je vais défendre votre langue et votre culture parce que, nous, on l'aime. Eh bien, je pense que quelque part, il y a sûrement quelqu'un à l'autre bout qui l'aime, mais pas à ce point-là, quand même. C'est un peu ça.

M. Brassard: Je voudrais, en terminant, vous féliciter, d'abord, M. Vincent, parce que vous, j'apprends que vous êtes comédien...

M. Vincent: Oui.

M. Brassard: ...et que vous gagnez votre vie...

M. Vincent: Entre guillemets...

M. Brassard: ...avec ce métier-là et je pense que c'est important de le signaler parce que vous avez choisi de pratiquer ce métier-là, par conséquent, de participer à la vitalité culturelle de votre région ici-même plutôt que d'aller tenter votre chance dans les grands centres. Félicitations et bravo!

M. Vincent: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci s'enchaîne très bien avec la suite de l'ordre des questions que j'ai devant moi, puisque le prochain intervenant inscrit est le suppléant de M. Bouchard, M. Gilles Duceppe.

M. Duceppe: M. le Président, votre mémoire soulève en premier lieu la question de nos liens avec les premières nations. Vous reconnaissez leur caractère distinct, vous rappelez les réalisations positives, à la fois, des blancs et des autochtones, et leur possible complémentarité. Cependant, votre mémoire ne contient pas de propositions concrètes. Et dans ce sens, j'ai deux questions. Premièrement, est-ce que vous avez des exemples de coopération avec les autochtones dans votre région? Et dans un deuxième temps, quel type de relations proposez-vous entre la nation québécoise et les premières nations, dans le cadre d'un Québec souverain?

M. Vincent: Le plus bel exemple que j'ai,

parce que je l'ai vécu en termes d'expérience, c'est quand les Inuit venaient ici, à Rouyn-Noranda, à l'Université du Québec, apprendre le français. Ça été mon premier contact avec les Amérindiens, entre autres du nord, les Inuk, devrais-je dire plutôt, et j'ai découvert chez eux une culture et un sens de la vie qui étaient très différentes des nôtres, un sens de l'environnement, un sens du respect de beaucoup de choses, puis un sens de l'humour très particulier. Et là, j'ai découvert des gens qui étaient intéressés à connaître un peu nos mots, à connaître notre façon de vivre, et qui étaient aussi émerveillés que des enfants de savoir que nous vivions de cette façon-là, et en même temps, ce qu'ils attendaient de moi, en tout cas, de ma part, en tant que Michel Vincent, c'est que, moi aussi, je sois intéressé un peu à leur culture, à leur façon de vivre aussi. Je pourrais dire qu'entre autres, en ça, j'ai vu une espèce de collaboration tout à fait particulière entre le SAGMAI, nous, l'Université du Québec à l'époque, et les Inuit, et comme ça fonctionnait très, très bien, c'était extraordinaire. Je pense que dernièrement, en tout cas, il y a à peine deux jours, on a souligné que ce serait des possibilités que, avec les Amérindiens, on s'entende sur des trucs, reconnaissance de nations, reconnaissance de peuples, reconnaissance jusque, par exemple, une possibilité pour les Amérindiens d'avoir des impôts, etc.

(16 h 45)

Il y a peut-être des avenues possibles. Nous, on n'en a pas emmené ici, parce que, à ce moment-là, on ne le savait pas au juste. Et c'est en cours de route, en écoutant ce qui s'est passé ici depuis quelques semaines, qu'on s'est dit: Effectivement, il y a des choses, des possibilités qui s'en viennent, qui s'annoncent. Et je crois, à ce moment-là, si on reconnaît que nous, nous parlons français et que les autres parlent anglais, que ce sont des sociétés distinctes. Si on leur reconnaît le droit d'être une nation, il y a une possibilité, je pense, de négociations à différents niveaux, qui fait qu'il y aurait un partage de pouvoirs; qui fait que, à un moment donné, chacun serait respecté dans la marge qui lui est permise. Il reste que je pense aux Amérindiens, du coin de Châteauguay et d'ailleurs, qui n'ont peut-être pas les avantages, entre guillemets, des Cris et des Inuit qui ont des immenses territoires, et qui ont eu l'avantage, entre guillemets encore, avec la Baie James, de pouvoir s'instaurer, se donner des structures économiques. Je pense qu'il va falloir, avec eux, regarder de plus près leur réalité dite géopolitique et géographique et voir, avec eux, ce qu'on peut faire, en gros.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à M. Roy.

M. Roy: Merci, M. le Président. Dans les

années soixante, Pierre Bourgault, et je pense qu'il le dirait encore mais ce serait à vérifier, disait que la raison de l'indépendance, c'est la langue. La semaine dernière, Doris Lussier écrivait dans *Le Devoir* que la question nationale est, d'abord et avant tout, un problème culturel, ce qui fait, je pense, l'objet de votre mémoire. Ce qui est menacé, dit Doris Lussier, c'est la permanence de la culture française, c'est l'âme d'un peuple, l'âme d'une nation, la nation québécoise. On laisse entendre, d'ailleurs, dans *Le Devoir* du 1er décembre, Paule des Rivières, on laisse entendre que la Commission Bélanger-Campeau est à redéfinir le paysage culturel des Québécois. La question que je vous pose c'est: Croyez-vous que la dite Commission a un rôle à jouer dans cette redéfinition de cet espace culturel québécois? Et si oui, quel serait ce rôle?

M. Vincent: Très bonne question. J'avoue que je présume, en tout cas, ce que vous allez faire. Ce que vous allez donner comme suite à ça, c'est que, à un moment donné, vous allez parler d'une réalité québécoise, et je pense que, entre autres, la langue fait partie de ça, la culture fait partie de ça. Je présume qu'à ce moment-là, moi, ce que j'attends de la Commission à ce moment-là, c'est peut-être, entre guillemets toujours, de souligner l'importance de la survie de la langue française et de la culture québécoise. Et de voir à suggérer, parce que, nous, on n'en a pas emmené effectivement, à un moment donné des formes ou des propositions qui feraient que ce qu'on est nous, en tant que Québécois et Québécoises, soit protégé dans l'avenir. Je pense que nous sommes convaincus de ça, que la souveraineté, c'est le moyen idéal, entre guillemets. Mais il reste que si, dans l'avenir, le peuple change d'avis et qu'il décide que c'est dans un système fédéraliste, il faudra peut-être se réajuster, et à ce moment-là, réassurer que si on se vote une loi, qu'elle soit maintenue, qu'elle soit conservée, que ce ne soit pas la tour de Babel d'Ottawa qui en change les règles.

M. Roy: Votre réponse introduit ma deuxième question. Dans un Québec souverain qui favoriserait la maîtrise de la culture québécoise, comment ce Québec souverain pourrait-il faire face dans un contexte où l'impérialisme culturel américain, radio, télévision etc., est relativement efficace? Et sans vouloir nier cette réalité-là et la condamner, elle est là, et il y a une économie de marché derrière cela. Comment concilier maîtrise de la culture québécoise, dans ce contexte économique de la culture?

M. Vincent: Moi, je répondrais premièrement par une chose, où est le 1 %? Je pense que si le gouvernement du Québec, qui se dit à quelque part société distincte, parce qu'il l'a fait en rapport avec le lac Meech, société distincte,

et c'est ma langue et c'est ma culture, je pense que le 1 % doit revenir, doit donner plus qu'une promesse mais une réalité. Ça fait trop longtemps que nous autres, à travers toute cette vie-là, cette histoire de société économique et politique, etc. ce qui se passe dans notre histoire, ça fait trop longtemps que les artistes, quelque part, sont un peu laissés pour compte. Et je pense qu'à ce moment-là, si le gouvernement du Québec favorisait le fameux 1 %, favorisait l'émergence de la langue française dans les écoles, dans les institutions et favorisait à travers tout ça la culture, cette possibilité d'être sur le plateau, je pourrais dire, il n'y aurait pas d'inquiétude. Je regarde à l'heure actuelle, dans le domaine du théâtre, c'est la plus belle réponse qu'on a. Je veux dire, si je regarde Tremblay, il y a quelques années, on était gênés de jouer du Tremblay, aujourd'hui on en est fier. Il y a quelques années, d'ailleurs je vous donnerai le plus bel exemple, on va monter Jean-Marc Dalpé, un bonhomme de l'Ontario, un Franco-Québécois superbe, une pièce extraordinaire, "Le chien". On est fier de jouer sa pièce parce que c'est en français, mais en même temps, c'est que ça nous rejoint. Alors, je pense que si, à un moment donné, on développe des politiques culturelles qui répondent à ça, moi je n'aurai pas d'inquiétude.

M. Roy: Si je comprends bien, il ne s'agit pas d'être contre l'impérialisme américain...

M. Vincent: Du tout.

M. Roy: ...ou plutôt contre certaines autres formes de culture, mais d'avoir la possibilité et les moyens d'avoir accès à notre propre culture, notre propre littérature.

M. Vincent: Au contraire, on est très ouverts aux autres cultures. Nous autres, on parle des Amérindiens. J'aurais pu parler des Américains, j'aurais pu parler de la France ou d'ailleurs. Au contraire, je pense et je dirais ce que René Lévesque disait dans le temps: "Il ne faut pas se limiter à une langue." Il faut en connaître plusieurs pour comprendre ce qui se passe ailleurs aussi et pour enrichir notre propre culture et notre propre vie à nous autres.

M. Roy: Donc, la raison à la souveraineté, ce n'est pas que l'économie. Il y a aussi, surtout, la culture.

M. Vincent: La culture.

M. Roy: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): On passe maintenant aux questions du parti gouvernemental. M. Guy Bélanger.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Bonjour. Je

vous avoue que je suis resté un petit peu perplexe quand j'ai lu votre mémoire parce que j'ai trouvé, à l'instar d'autres aussi, que c'était beaucoup plus le cri du poète que la recherche, au niveau économique, de solutions pour l'avenir du Québec. Ce cri du poète, des fois, j'ai trouvé que la phrase ou la recherche de la belle phrase l'emportait sur la rigueur du texte. Vous m'avez même fait peur à un moment donné, à la page 6, quand vous dites: "Voilà donc en quelques mots comment nous voyons le pays de l'Abitibi-Témiscamingue." J'ai dit: ça y est, on n'a rien réglé. Qu'on fasse la souveraineté et ils vont vouloir se séparer.

M. Vincent: Je vais vous dire une chose. Ça fait longtemps que je suis ici. Ça fait 15 ans qu'on parle du pays de l'Abitibi-Témiscamingue. C'est pour une raison très particulière. Ça fait longtemps que ce pays-là, l'Abitibi-Témiscamingue, est isolé du reste du Québec. L'image que j'en avais à l'époque était tellement péjorative et très méchante qu'à un moment donné, je pense que les gens avaient raison de parler d'un pays parce qu'ils se sentaient complètement seuls et isolés quelque part.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Mais, vous avez même suggéré...

Le Président (M. Michel Bélanger): Je vous en prie à nouveau. Ce n'est pas que la Commission s'oppose...

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Vous avez le même...

Le Président (M. Michel Bélanger): ...au sens des applaudissements mais j'ai déjà expliqué que la tradition voulant qu'au Parlement, on n'applaudisse pas dans les galeries – et nous sommes une Commission parlementaire – nous demandons partout à notre auditoire de ne pas applaudir. Continuez, je vous en prie.

M. Vincent: Je trouve ça dur pour un comédien de ne pas être remercié.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je le constate avec vous.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Vous réclamez déjà votre pain, à ce que je vois. Parce qu'on dit que les applaudissements, c'est le pain des artistes.

M. Vincent: Oui.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Mais on avait retrouvé quand même un discours relativement semblable dans la région du Saguenay-Lac-

Saint-Jean...

M. Vincent: Effectivement.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): ...d'où je suis originaire. Et Mme Blackburn pourra le confirmer avec moi, vous me donnez ce sentiment qu'à un moment donné, ils pourraient passer tout droit et on se ramasserait avec un deuxième problème par la suite.

Ceci est dit à la blague. Ça reflète quand même un fond de réalité très important. C'est ce cri des régions qui se sentent très isolées et très loin, non pas d'Ottawa qui n'est même pas une réalité dans ces régions-là mais du pouvoir provincial qui devrait, lui, être plus réel et plus près, qui semble oublier ou ne pas être bâti pour tenir compte de ces régions. On ressent des fois qu'on voudrait faire une confédération à l'intérieur du Québec, c'est-à-dire avoir une pleine autonomie dans ces régions-là eu égard à ce qui peut se passer dans les grands centres que sont Montréal et Québec. Quelle est votre position vis-à-vis de ça?

M. Vincent: Vous ne pouvez pas nous reprocher d'avoir un idéal et, à l'heure actuelle, je pense que la Commission parlementaire nous permet de pousser notre idéal jusqu'à l'extrême, jusqu'à la limite de quelque chose, d'un rêve qui nous appartient. Ça fait trop longtemps, je pense, que ce pays d'ici, de l'Abitibi-Témiscamingue, a été isolé, a été un peu laissé pour compte. Il reste qu'il y a eu des bonnes choses. Je ne renie pas ce qui s'est passé dans le passé mais il reste aussi... Et pourquoi pas, vu qu'on est dans une commission parlementaire? Vous me reprochez peut-être mon côté poétique mais je le dis dès le départ, je ne suis pas un technocrate ni un fonctionnaire. Je suis avant tout un artiste. Il reste qu'on ne peut pas s'empêcher non plus – et pourquoi pas – de monter notre rêve jusqu'au plafond pour voir s'il est réalisable. Et là, je me dis à ce moment-là, moi, que je ne me sens aucunement coupable de ça. Au contraire. Allons-y, parce qu'on en est juste là; on en est là quant à moi.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Oui. Mais vous me permettez de questionner un peu votre rêve parce que ça me semble un peu facile. C'est évident que, dans un rêve, tout peut arriver, tout est possible, il n'y a rien d'incohérent. C'est un rêve. Dans ce sens-là, ne croyez-vous pas que votre conception de l'indépendance ou les conséquences que vous y voyez, pour votre région en particulier en tout cas, ne sont pas un petit peu idéalistes? Vous disiez tout à l'heure, la souveraineté ou l'indépendance comme un idéal. J'avais l'impression de quelque chose d'idéalisé.

M. Vincent: Moi, je vous le dis tout de

suite, je ne suis pas un constitutionnaliste, je ne suis pas du tout ça. Je suis un simple citoyen d'ici à qui, à un moment donné, on pose la question sur son intérêt à lui, à savoir s'il veut rester dans un Québec qui fait partie d'un ensemble qui s'appelle le Canada ou si, lui, souhaite que le Québec devienne un pays souverain. Moi, je vous apporte ma vision des choses. Il y a des hommes ici, tantôt, et des femmes aussi, précédemment, qui ont dit leur vision et qui étaient peut-être beaucoup plus, quant à moi, terre à terre ou plus pratiques que la mienne. Il reste que moi, je ne peux pas vous répondre de façon très pratique comment je vois tout ça.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Mais comprenez bien que je ne mets pas en question votre position. Je trouve ça, au contraire, extrêmement intéressant et important, et ce que je voudrais faire ressortir, c'est ce cri des régions. Comment il faudra, quelle que soit la décision qui ressortira des conclusions de cette Commission, tenir compte davantage des régions.

M. Vincent: Effectivement.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): C'est ce que vous nous dites avec beaucoup d'éloquence. Dans ce sens-là, croyez-moi, je suis extrêmement sympathique à ce que vous dites. Alors, ne soyez pas défensif, au contraire, je voudrais même que vous explosiez davantage pour nous donner votre point de vue sur les régions.

M. Vincent: Bien, le point de vue sur les régions... Écoutez, moi, je parle de ce pays d'ici, je vous le donne, je vous dis qu'il y a des gens, ici, qui sont venus tantôt, qu'ils ont parlé des MRC, qu'ils ont parlé de ces possibilités-là. J'ai trouvé que ce qu'ils ont dit tantôt, lorsqu'ils parlaient de leur réalité de gouvernement, en tout cas, en région, des MRC entre autres, je considère que ce sont des moyens pratiques et extraordinaires qui sont proches de nous, qui sont proches de nos réalités, et ça devrait être nos premiers répondants et, par la suite, ça pourrait se rendre jusqu'à Québec. Je pense qu'à partir de là, on a ce moyen-là.

Entre autres, ici aussi, il y a des richesses naturelles. Il y a des gens et des femmes qui ont des possibilités, des capacités extraordinaires de faire développer ce pays qui est ici, l'Abitibi-Témiscamingue, et pourtant, j'ai l'impression des fois qu'on ne va pas les chercher, qu'on ne vient pas leur demander à eux autres. On pond des projets, on pond des paquets de trucs à partir d'un centre quelque part et, à un moment donné, on lance tout ça ici dans les régions.

Je pense, entre autres, au système des médecins. Comment ça se fait qu'on n'a pas chez nous, ici, cette possibilité d'avoir si facilement des médecins? Je pense à la culture. Comment ça se fait que chez nous, ici encore, on est obligés

de se battre, on est obligés de se battre avec des histoires de territoire, des histoires de population, des histoires de si, quand on sait que notre réalité à nous autres, ce qu'on demande, ce n'est pas la lune, mais c'est de pouvoir vivre un peu de ce métier-là? Et on nous rétorque tout le temps, chaque fois: Vous avez tant de population, vous avez tant comme région, vous avez tant de villes, etc., et en plus, on vient nous imposer des règles qui, des fois, sont hors normes de nos capacités.

Entre autres, on nous demande de pondre trois ou quatre productions par année. On nous demande de faire quelque 40... je ne sais pas combien de représentations, quand c'est impensable et que c'est indéniable. Ça ne peut pas se faire ici, en Abitibi-Témiscamingue. On nous demande des choses qui sont hors normes et impossibles à vivre, et c'est ça, moi, que je trouve dommageable quelque part; c'est qu'on ne prend pas en considération la réalité régionale. Et ce jour-là, moi, j'ai hâte que ça arrive.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Voilà ce que je voulais vous entendre dire et que je souhaitais, parce que si le cri des régions est à Matane, sur la Côte-Nord, à Joliette, Laval-Laurentides-Lanaudière, Montérégie, c'est ce cri qu'on a entendu partout, et je voudrais qu'il déborde et qu'il transcende les cadres de cette Commission pour aller rejoindre plus loin, au niveau des structures et indépendamment du gouvernement qui est là ou qui sera là, rejoindre ces gens-là pour que ça devienne une vraie réalité, pas juste dire: On a un ministre régional, puis ça suffit. Je pense que ça va beaucoup plus loin que ça.

M. Vincent: Effectivement.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Et nos structures n'ont peut-être jamais été pensées en fonction du dynamisme de nos régions.

M. Vincent: Effectivement.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci épuise le temps pour cette présentation. Il me reste à vous remercier, M. Vincent, et la Corporation que vous représentez, pour avoir contribué à nos travaux. Nous allons maintenant recevoir M. André Richard. Si M. Richard veut bien prendre place à la table. Alors, M. Richard, pour cette présentation d'une demi-heure, vous êtes le bienvenu. Vous avez cinq minutes pour faire la présentation résumée de votre mémoire et ensuite nous passons aux questions. La parole est à vous.

M. André Richard

M. Richard (André): Merci beaucoup. Ayant été professeur, je me rappelle trop bien du défi

que j'avais lorsque j'enseignais et que je devais donner le dernier cours de l'après-midi pour maintenir mon auditoire, alors que ma présentation devait être à la hauteur de celles qui m'avaient précédé, sans ça, je pouvais perdre mes interlocuteurs. M. le Président, membres de la Commission, je désire m'inscrire en faveur de la souveraineté du Québec. Cette souveraineté, à mon avis, s'avère vitale, et ce, autant comme moyen que comme fin. Je désire aussi m'inscrire en faveur d'un Québec français, d'un Québec vraiment français. Tout en reconnaissant que l'avenir du Québec repose d'abord sur des assises d'ordre constitutionnel, politique et économique, la Commission se devra non moins d'accorder toute l'importance due à la situation existante de notre langue, à son statut officiel, à son statut réel, au statut éventuel de la langue française dans le Québec de demain. C'est sur quoi repose le cœur de ma présentation.

(17 heures)

Le Québec s'est déjà défini comme une société distincte. La pierre d'angle de cette distinction est sans contredit sa langue et sa culture. Notre langue, la langue française, est la base même de notre identité, est le véhicule même de notre culture. Sans la langue française, le Québec ne serait pas. Sans la langue française, le Québec ne serait plus. Aussi, notre société est distincte par ses propres frontières, sa propre économie, une infrastructure administrative et juridique par lesquelles elle aura su se développer à travers les années pour non seulement se distinguer au sein du Canada, mais pour s'être fait reconnaître à travers le monde.

Le Québec est aussi composé du peuple québécois, qui lui aussi est distinct et qui veut s'épanouir comme tel. Un peuple qui veut être distinct. La création d'un Québec souverain est nul autre que l'aboutissement normal de cette entité géographique, démographique et socio-économique qui est la nôtre, laquelle a été conçue et s'est développée à travers les années pour avoir atteint la maturité nécessaire, pour vouloir bien normalement être toute seule. Tel est le cheminement normal pour ce qui est de l'actualisation de l'être humain, tel est aussi le cheminement normal de cette nation qui nous emballa. Non moins, en plus, demeure le fait que le Canada anglais a refusé de reconnaître le Québec comme étant une société distincte. Le Canada anglais a refusé de reconnaître notre unicité, a refusé de reconnaître, par le fait même, notre existence. Le processus par lequel il nous l'a fait n'aura pas été la première fois que le Canada anglais nous aura ainsi bafoué. Or, nous ne sommes pas moins pour autant.

Si Descartes a pu affirmer son existence en disant: Je pense, donc je suis, et que la parole est issue de la pensée, extrapolons tout simplement en affirmant de même que: Je parle, donc je suis. Collectivement, nous parlons, donc nous

sommes. Qu'en est-il donc de vouloir mettre notre sort et notre destinée entre les mains des autres? Un être qui se réalise ne se livre pas ainsi. Il s'affirme, il se prend en main, il devient responsable. Notre souveraineté se voit conséquemment comme une finalité qui s'avère conséquente et normale dans l'évolution politique et sociale des choses. Nous sommes, soyons-le donc pleinement!

Le Québec se doit aussi d'aspirer à la souveraineté, non seulement comme fin, mais comme moyen en plus. Cette souveraineté s'avère nécessaire pour pouvoir assurer la survivance de sa distinction linguistique et culturelle et davantage pour pouvoir assurer son épanouissement le plus total en plus. Ce beau rêve d'un Canada bilingue et biculturel se sera traduit, une fois démaquillé, par l'existence et le maintien clos d'un Canada anglais d'un côté et d'un Canada bilingue de l'autre, dont le dernier aura, à toutes fins, été le Québec, loi 101 comprise. Or, ce bilinguisme à sens unique, servant davantage de calmant ou de somnifère pour maintenir le Québec tranquille ou satisfait, aura toujours eu comme conséquence de diluer la culture française et d'enlever toute crédibilité à la place que doit occuper cette langue dans son propre milieu. Le Canada anglais aura, entre autres, préféré embrasser à bras ouverts la culture américaine, culture qu'il aura essentiellement pris comme sienne, sans pour autant avoir ajouté à son menu culturel quelque ingrédient, qu'il soit de la culture québécoise ou française, exception faite, bien sûr, de certains cas rarissimes pour ce que le Canada anglais aura voulu accepter en mode "traduction" de chez nous.

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous vous pressez peut-être d'aller vers la conclusion, M. Richard, pour les cinq minutes.

M. Richard: Oui, je finis la page. Exception faite... Pourquoi, enfin, apprendre le français? Pourquoi même se pencher sur la réalité française, si tout ce qui est français est bilingue par surcroît? Entouré d'une mer anglophone en plus, toute tentative entreprise par le Québec pour protéger sa langue et sa culture pour les consolider, pour lui donner plus de crédibilité, aura, d'une part été incomprise par la masse anglophone et attaquée par après par la grande majorité des institutions fédérales. Pourtant, il y a toujours eu de la place pour l'anglophonie au Québec, alors que la francophonie au Canada anglais a toujours été l'objet d'une résistance farouche. Cette ouverture, parfois naïve de notre part, tout en ne suscitant aucune réciprocité au Canada anglais, aura davantage servi à minimiser la valeur de notre langue dans notre propre pays et aura servi à refouler notre culture à l'avantage de celle maintes fois reconnue pour son caractère impérialiste. Assez, c'est assez. Aujourd'hui, le Québec se doit de se donner exclusive-

ment tous les instruments pour pouvoir assurer la survivance et l'épanouissement de sa distinction. Je remercie les membres de la Commission de m'avoir accordé l'honneur et le privilège de m'être ainsi exprimé et pour l'attention qu'on aura bien voulu apporter à mes humbles propos.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous commençons par les questions de membres. Mme Drouin.

Mme Drouin: Oui, merci, M. le Président. M. Richard, je vois que, tout de suite au début de votre intervention, vous commencez en disant: "Je désire m'inscrire en faveur d'un Québec français, d'un Québec vraiment français". Et aussi, en page 9, on trouve des nouvelles règles d'admissibilité à l'école anglaise. Et je vous cite, vous dites: "Serait toutefois éligible à fréquenter tout établissement primaire, secondaire ou collégial de langue anglaise tout élève ou étudiant, peu importe son origine, qui aura préalablement acquis une maîtrise de la langue anglaise d'un niveau équivalent à celui précédant le niveau dans lequel il voudra s'inscrire." Je vous avoue que, comme représentante du secteur de l'éducation, ça m'inquiète un petit peu. Est-ce que vous ne pensez pas que, en établissant ses nouvelles règles d'admissibilité à l'école anglaise, il n'y aurait pas un danger pour l'épanouissement de la langue française que vous prônez au début?

M. Richard: Oui. Je vais répondre à ça. Si tellement de gens préféraient l'école anglaise au détriment de l'école française, pour menacer ainsi son existence, pour menacer son épanouissement et son avenir, il faut se questionner sur les motifs, sur ce qui motive et non sur la présence de l'école anglaise au sein de notre société. Il y a lieu de croire que si l'on instituait au Québec l'école russe et que l'admissibilité était universelle, l'école française ne serait pas menacée pour autant. Si l'école anglaise répond davantage aux aspirations des Québécois, ne faut-il pas se questionner sur la "francité" du Québec? Il m'est impossible, en tant qu'éducateur, de déroger au principe voulant qu'on n'aille pas à l'école française pour apprendre le français mais pour apprendre en français. La différence entre les deux se situe d'abord au niveau de la langue par laquelle on apprendra et non au niveau de la langue que l'on voudra apprendre. La langue est l'outil d'apprentissage. Or, si une personne maîtrise déjà les bases de cet outil, je ne vois pas comment on pourrait lui refuser l'accès au système d'enseignement qui en est la projection, si ce système est dûment reconnu. Et puis, si c'est l'attrait de la culture anglaise, ne doit-on pas se questionner sur l'attrait et la force de la nôtre dans notre propre société? Je crois que je traite de ceci dans mon mémoire. Si nous ne sommes pas

d'accord avec ceci, abolissons l'école anglaise, tout simplement, mais je ne serais pas d'accord avec ça. J'ai été directeur d'école française en Ontario. J'ai vu les luttes pour obtenir ces écoles françaises. Si on m'avait dit qu'après ça, comme directeur, je n'aurais pas pu accepter pour étudier dans mon école française un Belge wallon, un Français de France ou un Sénégalais dont la langue du foyer était le français, pour les obliger à fréquenter l'école anglaise, j'aurais trouvé le geste des plus discriminatoires et il y aurait eu une lutte à finir.

Enfin, il vaut mieux avoir cette réglementation qui est sensée, basée sur le bon sens, et la faire respecter que d'avoir une réglementation insensée, pour ne pas la faire respecter.

Mme Drouin: Ça va, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous passons aux questions du parti gouvernemental. M. MacMillan.

M. MacMillan: M. le Président, M. Richard, il m'a fait plaisir, comme c'est la première journée que je siège à la Commission, d'avoir eu la chance d'étudier et de lire à plusieurs reprises, depuis jeudi passé le mémoire, que vous avez présenté. En résumé, votre thèse tient au fait que le Québec a une langue, une culture, des frontières, une organisation politique et juridique et aussi son économie propre. D'autre part, le Québec ayant été rejeté par le Canada – vous dites "bafoûé" – et pas pour la première fois, alors il vaut mieux sortir de ce système. Je me demande jusqu'à quel point votre position, M. Richard, n'est pas, en fait, une réaction. Donc, si j'ai bien compris, votre réflexion a pour objet d'identifier la structure politique qui pourrait le mieux permettre au Québec d'assurer le rayonnement de la langue française. Dans cette optique, M. Richard, je vous demande d'imaginer que nous repartons à zéro. Je vous demande de ne pas tenir compte des tentatives avortées du passé, et je vous demande aussi, en somme, de réfléchir, non pas pour réagir mais pour agir, et je vous suggère ceci: Si les conclusions de notre Commission étaient à l'effet que la langue française peut s'accommoder d'une structure fédérale ou confédérale, en autant que les pouvoirs entiers sont octroyés au Québec, persisteriez-vous à nous recommander de privilégier la souveraineté comme structure? Si oui, pourquoi?

M. Richard: Nous devrions être complètement indépendants pour sauvegarder l'honneur de ce que nous sommes. Devant l'échec du lac Meech, devant l'humiliante dynamique antiquébécoise et antifrançaise qui s'est manifestée, devant l'indifférence, devant tout le mépris qui s'est vociféré à notre égard, la souveraineté totale est une question de dignité pour nous et

une question d'amour-propre. On doit être maîtres de tout ce qui nous touche, un point c'est tout. Être souverain, toutefois, ne veut pas dire ne pas être dépendant. Les États-Unis d'Amérique, la France ou le Japon, par exemple, sont très souverains. Mais Dieu sait qu'ils dépendent quand même beaucoup des autres pour vivre et pour survivre.

Est-ce que je pourrais reprendre? Vous avez pensé de parler tantôt comme si c'était une réaction, comme si on voulait se venger.

M. MacMillan: Si vous me permettez, M. Richard, j'ai eu l'impression, en lisant votre mémoire, que c'était une vengeance quand vous étiez en Ontario, que vous n'avez pas été capable de passer votre message aux francophones hors Québec. C'est la réaction que j'ai eue. Je ne sais pas si c'est une vengeance, mais votre réaction aujourd'hui, que vous lisez très bien en passant, c'est vraiment une réaction où vous voulez vous reprendre du passé que vous avez eu comme directeur d'école en Ontario.

M. Richard: Est-ce que vous me dites que j'ai trouvé injuste le traitement des francophones hors Québec pour pouvoir faire la même chose aux anglophones ici?

M. MacMillan: Peut-être.

M. Richard: Alors oui, j'ai peut-être trouvé injuste le traitement des francophones hors Québec, sauf que la grande majorité s'y sont adaptés, la grande majorité s'y complaisait. Quand on parle des militants francophones hors Québec, c'est une très petite minorité, et ceux qui réclament encore des droits ne sont pas tous ceux qui pourraient se dire francophones. Les mots ACFO et Association des francophones hors Québec ne sont pas sur les lèvres de tous ceux qui sont de source française.

D'autre part, on a pu obtenir parfois des services en français. Mais le problème, très peu de francophones s'en servent. S'il y a un référendum, s'il y avait un référendum uniquement au niveau de ceux qui se disent francophones, pour que la province à l'extérieur du Québec devienne bilingue, on constaterait que le nombre de votants serait très petit et que pas tous y seraient nécessairement d'accord. L'assimilation est déjà très avancée.

Enfin, je pourrais continuer à dire que ce fut injuste jusqu'à l'an 2000, mais combien de chefs ou de dirigeants anglophones, au Canada anglais...

Le Président (M. Michel Bélanger): Oui.

M. MacMillan: On dirait que je vous ai envoyé mes questions pour vous répondre.

M. Richard: Bien je la prévoyais, je la

prévoyais votre question.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. MacMillan: Je veux dire, alors je veux juste changer un petit peu, parce que vous réagissez encore une fois.

M. Richard: Oui.

M. MacMillan: Puis je ne sais pas s'il y a quelqu'un qui a volé mes questions et qui vous les a envoyées. En tout cas, je vais essayer de vous en envoyer une autre que vous n'avez probablement pas eue, j'espère en tout cas.

M. Richard: Je n'ai pas eu de questions, monsieur.

M. MacMillan: Non, non, non, parfait. Quels droits la minorité anglophone... est-ce qu'elle serait mieux protégée dans une constitution d'un éventuel Québec souverain, M. Richard? J'espère que vous ne l'avez pas eue, cette question-là, non plus.

M. Richard: Je n'en ai eu aucune question. Mais je pense que les droits des anglophones, dans un Québec souverain, sont explicités dans le mémoire. Premièrement, je tiens à ce que le Québec soit français, qu'il soit entièrement français, et que ce sont eux, d'abord et avant tout, qui obligatoirement devraient apprendre notre langue. On ne devrait pas, comme francophones unilingues, ne pas se sentir chez soi chez nous. Je pense que les anglophones au Québec devraient continuer à avoir leurs écoles, tant sur le plan, parce que ce droit-là leur a été accordé sur le plan historique, et tant dans un geste de réciprocité avec le reste du Canada qui devrait aussi avoir des écoles pour les minorités francophones.

M. MacMillan: Mais est-ce que vous ne pensez pas que les anglophones n'ont pas ça, toutes ces ...

M. Richard: Oui.

M. MacMillan: Oui.

M. Richard: Oui, mais la souveraineté du Québec est faite, d'abord et avant tout, pour moi, pour le Québec français. Il y a une réalité, et c'est pour ça que dans mon mémoire, je dis que le Québec sera français à la même mesure que l'anglais, que l'Ontario est anglais, etc. plus et moins. Plus bien sûr, pour se protéger devant une réalité, et moins, bien sûr, parce que cette réalité-là donne une omniprésence à la langue anglaise au Québec, avec laquelle on aura toujours à vivre, une omniprésence qui n'existe pas pour ce qui est du français en Saskatchewan.

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est maintenant au représentant de l'Opposition officielle, M. Brassard.

M. Brassard: Merci, M. le Président. M. Richard, j'ai lu avec beaucoup d'attention votre mémoire. D'abord, je dois dire que personne ne vous a sans doute envoyé de questions, mais vous les avez probablement prévues.

M. Richard: Voilà.

M. Brassard: Ça arrive parfois à l'Assemblée nationale, chez certains ministres, ils prévoient les questions qu'on va leur poser, puis ils lisent un papier. Alors, ce n'est pas dramatique en soi, ce n'est pas scandaleux non plus, que vous ayez prévu les questions, c'est tout à fait normal. Je n'ai pas vu, moi, de sentiment de vengeance dans votre mémoire, je n'en ai pas vu parce que si vous étiez animé par un sentiment de vengeance, vous vous seriez attaqué aux droits des anglophones au Québec, ce qui n'est pas le cas. Vous recommandez, au contraire, que ces droits des anglophones au Québec soient pleinement et scrupuleusement respectés. Alors donc, par conséquent, on ne peut pas prétendre qu'il y a chez vous un sentiment de vengeance, n'est-ce pas?
(17 h 15)

Par contre, j'ai constaté, presque à chaque page, une immense déception, à cause de vos nombreuses années comme militant franco-ontarien. Ça, je l'ai bien vue, votre déception, parce que vous dites, à un moment donné, quelque part: J'ai cru au Canada bilingue, j'ai cru au Canada biculturel d'un océan à l'autre. Vous y avez cru. Vous viviez en Ontario, puis vous avez cru à cela, à la naissance et à l'existence d'un Canada bilingue et biculturel. Et, à la page 4, vous affirmez que c'est grâce à la loi 178 que c'est devenu, c'est la loi 178 qui est devenue en quelque sorte le prétexte par excellence pour mettre à la lumière du jour le véritable état d'âme de la société anglo-canadienne. Et plus loin, vous concluez: Que le Canada anglais soit en anglais, et que le Québec soit en français. Dans le fond, vous en êtes arrivé à la conclusion que le bilinguisme est impossible, puisque le Canada anglais, dans son ensemble, va toujours, de toutes les manières, le répudier, ou empêcher qu'il naisse, se développe et existe véritablement. Alors, je pense que c'est un témoignage important chez vous puisque vous avez une longue expérience comme francophone hors Québec. Donc, vous avez vécu cette situation-là personnellement, et donc votre conclusion est que jamais le Canada anglais n'acceptera que le français occupe la plus petite, la plus modeste place chez lui. C'est exact?

M. Richard: C'est ça.

M. Brassard: Et par conséquent, à ce moment-là, on doit conclure, comme le professeur...

M. Richard: Et ce n'est pas malin de leur part, si vous permettez.

M. Brassard: Non, ce n'est pas malveillant. C'est ça.

M. Richard: Pas tous les anglophones et Anglo-Canadiens sont racistes et anti-Québécois, quoiqu'il y en ait beaucoup qui soient sortis durant la crise du lac Meech. Mais moi je comprends fort bien, lorsqu'on impose des valeurs de bilinguisme ou d'apprentissage du français aux gens de Vancouver, en Colombie-Britannique, alors que leur réalité c'est les Hindous et les gens de Hong-Kong ou etc., ça ne leur dit absolument rien. Je comprends ça, moi. Ce que je comprends mal, par exemple, c'est que, lorsqu'ils viennent au Québec, ils n'ont même pas besoin d'apprendre le français pour venir chez nous. Ça, j'ai de la misère avec ça. Vous avez parlé tantôt, M. Brassard, de mes illusions, de mes déceptions. Lorsque j'entrais dans un commerce franco-ontarien à Ottawa, pour ne voir aucun affichage en français, pas même bilingue. Il y a une loi, mais il n'y en avait pas. Et je disais: Pourquoi n'avez-vous pas d'affichage en français? Et pour me faire dire: Si tu veux du français, va-t-en au Québec. Et je me promène à Montréal...

M. Brassard: Trois petits points. C'est vrai, vous avez raison dans le fond. Finalement, au Canada anglais, on ressent pleinement la non-utilité du français. Par conséquent, on ne voit pas pourquoi on encouragerait ou on prendrait des mesures pour permettre au français d'occuper une certaine place. Et vous avez sans doute raison. Il n'y a pas de malveillance dans le fond de tout ça. Mais la conclusion, cependant, c'est qu'on ne peut vivre pleinement en français qu'au Québec. Et que les communautés françaises hors Québec sont vouées à la disparition. C'est ça aussi, que vous tirez comme conclusion.

M. Richard: Ça, ce sera leur choix, M. Brassard. Les communautés françaises hors Québec ont commencé à avoir de l'attention, là, pas parce que M. Trudeau a imposé son bilinguisme, mais lorsque le Québec a commencé à s'affirmer à la fin des années soixante, lorsque le fait français a pris une effervescence, c'est là. Lorsque le fait français ou lorsque la position du Québec a été "mélasse", eh bien, on ne respecte pas la mélasse. C'est là qu'on a commencé à se faire bafouer. Il y a eu moins de critiques, M. Brassard, lorsque le Québec a imposé la loi 101 parce que c'était une Charte de la langue française et ça se tenait, que lorsqu'il a imposé la loi 178 qui n'avait aucun sens.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci épuise le temps que vous aviez. M. Brassard?

M. Brassard: Reste-t-il un petit peu plus de temps?

Le Président (M. Michel Bélanger): Il reste du temps, mais il est à la disposition des autres membres, à ce moment-ci.

M. Brassard: Mais est-ce que je pourrais prendre une minute pour... Juste pour conclure ce développement-là.

Le Président (M. Michel Bélanger): Cette minute vous est refusée. L'unanimité ne se fait pas, M. Brassard. Si vous preniez 30 secondes cependant, on vous laisserait...

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): Mais, si possible, 30 secondes, pas trop long.

M. Brassard: Oui, 30 secondes simplement pour... Donc, votre conclusion, c'est que les communautés françaises hors Québec sont menacées de disparition et que, finalement, elles ont beaucoup plus de chances de survivre si le Québec devient une société française, pleinement française dans toutes ses dimensions.

M. Richard: D'une part, oui. D'autre part, ça dépend de leurs propres efforts. Il y a deux étés, je suis allé à Shédiac, capitale francophone, capitale du homard. Je n'ai pas vu le mot "homard" une seule fois affiché dans la ville. Ça ne dépend pas du fédéral. Ça ne dépend que d'eux autres. C'est à eux de s'afficher et d'être.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je vous suggérerais de faire un petit tour par le Cap Pelé la prochaine fois. C'est tout près de Shédiac. Vous aurez peut-être des surprises.

Une voix: Bravo!

Le Président (M. Michel Bélanger): On ne sait jamais. Ceci termine le temps dont nous disposons puisqu'il n'y a pas d'autres questions de la part des membres. Je vous remercie de cette présentation, M. Richard.

Les séances de l'après-midi sont terminées. Nous reprenons ce soir à 19 h 30, ici même. La séance est suspendue.

(Suspension de la séance à 17 h 23)

(Reprise à 19 h 31)

Le Président (M. Michel Bélanger): MM. les membres de la Commission, si vous voulez bien

reprendre vos sièges, nous allons commencer dans quelques instants.

Regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue

Nous reprenons nos travaux avec une présentation du Regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue, qui sera avec nous pour 30 minutes. Donc, une présentation du mémoire pendant cinq minutes et ensuite, une période de questions. M. Mercier, si vous voulez bien présenter vos collègues et ensuite faire la présentation.

M. Mercier (Jacques): Bonsoir M. le Président, bonsoir MM. et Mmes les commissaires. À ma droite, M. Gaston Lavoie, de la Maison du Soleil levant de Rouyn-Noranda; à ma gauche, M. Marcel Guy, ex-président du Regroupement d'éducation populaire et personne-ressource, et, toujours à ma gauche, M. Laurier Gilbert, du Regroupement des chômeurs et chômeuses de Val-d'Or.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, allez-y, je vous en prie, avec la présentation du mémoire.

M. Mercier: Le Regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue est un organisme qui travaille à la défense, la promotion et le développement de l'éducation populaire autonome. Il se veut un lieu d'échanges et de concertation de l'ensemble des groupes communautaires de l'Abitibi-Témiscamingue. Le REPAT est incorporé légalement depuis l'automne 1989. Toutefois, il est actif en région depuis près d'une dizaine d'années. Il compte une vingtaine de groupes membres.

Depuis de nombreuses années, le mouvement populaire travaille avec les individus et collectivités aux activités d'apprentissage et de réflexion amenant une prise de conscience de leur capacité à entreprendre des actions concernant l'amélioration de leur milieu de vie et de travail.

Étant situé à la base et avec la base, le mouvement populaire est le mieux placé pour connaître les besoins de la population. Il constitue donc un apport important à la société québécoise, car il permet aux individus et collectivités d'être actifs et directement impliqués dans leur projet de société. Cela est un atout inestimable pour le fonctionnement d'une saine démocratie. Le gouvernement a donc tout intérêt à écouter le mouvement populaire et à soutenir ses actions.

Recommandations. Comme nous l'avons démontré précédemment, le mouvement populaire permet une démarche d'autonomie et de prise en charge des individus de leur projet de société. Afin de s'assurer que le mouvement populaire et

toutes les personnes qui le composent continuent à travailler à l'amélioration de la qualité de vie de la société québécoise, il est impératif que des mesures soient prises pour que la reconnaissance et l'autonomie dudit mouvement soient respectées et protégées.

Pour ce faire nous recommandons, premièrement, la reconnaissance des groupes populaires et communautaires au sein de la constitution. Ce qui veut dire, concrètement, la reconnaissance de leur expertise liée à leurs activités; un financement décent lié à la reconnaissance de l'expertise et le respect de l'autonomie et de l'orientation des groupes. Deuxièmement, une démocratie participative où les représentants et représentantes du gouvernement et des groupes populaires s'assoient à la même table et identifient les besoins de la population et proposent des modes de solution. Il va sans dire que les représentants et représentantes des groupes populaires devront être choisis par ces derniers. Dans l'optique où le gouvernement et le mouvement populaire travaillent dans la confiance et le respect, nous croyons que bon nombre d'aspects positifs se feront sentir au sein de la population. Cela ne sera possible que si le gouvernement permet, par son action, l'épanouissement du mouvement populaire, tout en assurant sa plus profonde autonomie.

Là-dessus, j'aimerais ajouter quelque chose au niveau du choix des options. Si nous n'avons pas fait de choix d'options sur l'avenir politique du Québec, c'est que cela demande un débat de fond que nous n'avons pas eu le temps de faire. Cependant, les recommandations inscrites dans le présent mémoire sont des revendications qui ont toujours été celles des groupes populaires. Nous tenons à ce qu'elles soient présentes à l'intérieur d'une éventuelle Constitution québécoise.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous commençons la période des questions avec un représentant du parti qui forme le gouvernement, M. Sirros.

M. Sirros: Ça va être M. Bélanger.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Bélanger, pardon. Je m'excuse, changement de programme, M. Bélanger.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Je vous remercie. Alors, bonsoir. Il me fait plaisir de vous rencontrer ici et on apprécie votre participation aux travaux de la Commission. Je voudrais, d'entrée de jeu, vous poser une première question. Vous parlez d'insérer dans la constitution la participation des groupes ou de reconnaître dans la constitution les groupes populaires, tel votre regroupement. Pouvez-vous m'expliquer le rationnel de ça?

M. Guy (Marcel): Ce qui arrive en pratique,

c'est que les organismes populaires et les organismes communautaires, ça existe depuis un certain nombre d'années. Il y a des programmes gouvernementaux qui ont été adoptés pour les soutenir mais ça demeure une existence précaire. À chaque fois qu'on change, soit de ministre responsable ou de gouvernement, on n'a pas l'assurance que les programmes vont se maintenir ou vont se développer. On a des exemples de ça. Par exemple, dans le domaine des communications, on avait dans notre région un regroupement d'utilisateurs des moyens de communication, un regroupement populaire. Il y en avait dans d'autres régions aussi. Alors, il y a quelques années, on a interrompu le programme. Le groupe a été obligé de se dissoudre, naturellement. Alors, pour nous, cette demande-là représente comme un élargissement de la démocratie. C'est-à-dire le droit à des citoyens et citoyennes qui désirent se regrouper pour mener une activité en vue de répondre à des problèmes, à des besoins, qu'ils aient le droit, la reconnaissance permanente de ce droit-là. Et on croit que, en le reconnaissant dans une éventuelle constitution québécoise, ça assure, ça vit sur sa continuité et son soutien.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Je comprends votre souci de survie des organismes communautaires, tout ça, mais de là à les enchâsser dans la constitution, réalisez-vous l'importance de cette démarche? Parce que si c'est ancré dans la constitution, supposons que je pars un groupe des défenseurs de je ne sais pas trop quoi, qui est plus ou moins requis ou qui crée plus un besoin qu'il n'y répond, à un moment donné on va se ramasser avec une panoplie d'organismes qui vont polluer le décor et qui vont créer des problèmes plus qu'ils ne vont en régler. Vous n'avez pas cette peur-là?

M. Guy: Je ne pense pas que ce soit les organismes populaires ou communautaires qui soient les plus polluants dans notre société. Mais je comprends, d'autre part qu'il pourrait y avoir un éventail de demandes à ce sujet-là. Mais nous autres, dans notre mémoire, bien sûr, on n'est pas allés dans les détails. Mais, dans un échange avec l'ensemble des groupes populaires et communautaires, il peut y avoir des orientations qui sont logiques à prendre et d'autres qui ne sont pas logiques. Mais ça, on n'a pas prévu les mécanismes qui pourraient réglementer ces décisions-là.

M. Gilbert (Laurier): N'oubliez pas que les groupes populaires et communautaires, quand ils ont été mis sur pied, c'était pour faire face à des besoins qu'il y avait dans la population. C'était pour se regrouper ensemble pour pouvoir essayer de régler des problèmes qui se vivaient dans la population. C'est pour ça qu'il y a eu des groupes populaires et des groupes communautaires

qui ont été mis sur pied. C'est face à un besoin social, c'est pour ça qu'ils sont venus au monde. C'est sûr qu'on est conscients, quand vous dites qu'il pourrait y avoir une panoplie, comme vous dites, d'organismes. Ça m'étonnerait, parce que ceux qui ont été créés à date, c'était pour faire face à un besoin social. C'est pour ça qu'ils viennent au monde. Sans ça, ils n'existeraient pas.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) : Plus loin, dans votre mémoire, vous parlez des droits des minorités. Quels droits de la minorité anglophone pourraient être inscrits dans une éventuelle charte ou dans une éventuelle constitution d'un Québec souverain?

M. Guy: Il faudrait indiquer à quel endroit exactement, minorités, il me semble que...

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Je n'ai malheureusement pas le texte devant moi, j'ai dû agir vite un peu. Mais prenons le principe, si vous voulez, qu'on inscrit les regroupements populaires dans la charte. Est-ce que vous verriez ce même privilège au niveau des regroupements anglophones ou allophones, de quelque allégeance que ce soit?

M. Mercier: Personnellement, je ne vois pas ce qui empêcherait ça.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Good.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, ceci épuise votre temps, M. Bélanger.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant au parti qui forme l'Opposition officielle, M. Brassard.

Une voix: Non, Mme Blackburn.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Blackburn. Je m'excuse, petites erreurs dans nos feuilles.

Mme Blackburn: Deux "B", même région, mais Blackburn. Merci, M. le Président. M. Mercier, messieurs. J'ai écouté avec attention votre présentation et lu également votre bref mémoire. Je retiens une chose qui est, pour moi, majeure. Vous dites: Comme nous l'avons démontré précédemment, le mouvement populaire permet une démarche d'autonomie, de prise en charge des individus et de leur projet de société. Tant il est vrai qu'une société ne peut pas être plus autonome ou plus souveraine que ses individus le sont. À cet égard, votre travail de formation, de sensibilisation, d'accroissement des compétences, probablement d'alphabétisation dans

les groupes qui sont les vôtres, est capital au Québec. Mais en même temps, vous êtes aussi, sans doute, les groupes qui sont le plus près de cette réalité que constituent les problèmes liés à deux niveaux de gouvernement et aux chevauchements des programmes qui sont à la fois coûteux, quand ce n'est pas paralysant, parce que le fédéral, par le biais de la main-d'oeuvre en particulier, s'est ingéré beaucoup dans les programmes de formation de la main-d'oeuvre, ce qui fait que, année après année, au Québec, on périmé des sommes faramineuses en matière de formation de la main-d'oeuvre, tout simplement en raison des chevauchements des programmes.

Moi, j'ai compris que lorsque vous parlez d'enchâsser les droits des groupes populaires dans une constitution du Québec, c'est que vous aviez, en partie, opté pour un Québec qui se donne une constitution, donc un Québec souverain. Ma question est la suivante: Sans qu'on puisse vraiment inscrire de façon claire et précise les droits des groupes d'éducation populaire dans la constitution d'un pays, est-ce que ça vous suffirait qu'on puisse enchâsser dans la constitution, en vertu de la Charte des droits de la personne, le droit à l'éducation? Le droit à l'éducation. Évidemment, on reconnaît beaucoup, dans la pratique, le droit à l'éducation pour ceux qui sont d'âge dit scolaire, ce qui n'est pas évident dès qu'ils sont devenus autonomes. Est-ce que ça pourrait répondre à votre besoin, si on reconnaissait dans la charte le droit à l'éducation, indépendamment de l'âge?

M. Mercier: Bon, le droit à l'éducation, si on l'entend de la façon dont vous venez de le dire, ça voudrait dire qu'à tous les paliers de l'éducation présentement, c'est-à-dire du primaire jusqu'à l'université, ce droit-là serait reconnu. C'est bien ça que vous voulez dire?

Mme Blackburn: Pour moi, c'est plus large que ça, l'éducation, et ça comprend l'éducation populaire, c'est-à-dire la formation professionnelle, la formation de la main-d'oeuvre, l'alphabétisation, la mise à jour des connaissances. C'est beaucoup plus large que la scolarisation, c'est-à-dire dans les milieux scolaires.

M. Lavoie (Gaston): C'est parce que c'est important de reconnaître justement l'éducation, et il y a des groupes qui s'occupent justement d'éducation, mais d'éducation, il y en a, il y a des aînés qui s'occupent d'éducation et qui aident justement d'autres aînés à acquérir des connaissances dans ce sens-là. Mais, ce qu'on voulait faire ressortir au niveau du mémoire surtout, c'est la reconnaissance. Y a-t-il plus grande valeur pour une société qui se cherche et qui est en train de se définir, que des gens dans une société qui ont des problèmes, qui décident de se regrouper ensemble, de faire une étude de leur problème et de mettre sur pied un service

pour répondre justement à ce problème-là? Et je pense que, comme autonomie, il n'y a pas meilleur. Et ce qu'on voulait voir enchâssé au niveau de la constitution, c'est justement cette valeur-là, ce pouvoir, cette possibilité à la population de trouver elle-même ses solutions et d'être soutenue justement dans la réponse qu'elle apporte au problème qu'elle vit elle-même.

Mme Blackburn: Est-ce que ça ne relève pas davantage du droit des individus de s'organiser, alors que lorsqu'on parle de soutenir l'action des individus, ça serait davantage de l'ordre des politiques et des programmes? Par exemple, ce qu'on réclame depuis fort longtemps, une véritable politique de formation de la main-d'oeuvre et une véritable politique d'éducation populaire. On se rappelle tous la période des OVEP...

M. Mercier: Ce que ça prouve, madame, c'est que ces programmes-là, on peut toujours les amender, les changer au gré du vent, au gré des changements de gouvernement, tandis que des droits solidement enchâssés dans une constitution seraient là et seraient garantis par cette constitution-là. Alors, les groupes populaires pourraient enfin reposer sur des bases plus solides que des programmes qui sont en perpétuel changement.

Mme Blackburn: D'accord. Premièrement, je voyais tout à l'heure, au moment où je parlais de chevauchement de programmes du fédéral et du provincial, et de l'empiètement du fédéral par son pouvoir de dépenser dans des programmes de formation... est-ce que vous avez des exemples dans votre milieu, où le chevauchement des programmes, la double juridiction a causé des problèmes?

M. Guy: Bien, dans la pratique, c'est le gouvernement du Québec qui a adopté des programmes pour les organisations populaires communautaires. On n'a pas eu affaire au fédéral, sauf par des programmes, je ne sais pas, d'aide à l'emploi, en formation à l'emploi. Mais je voudrais revenir un petit peu à la question que vous venez de poser, le droit des individus à l'éducation. Pour nous autres, c'est plus que le droit des individus, c'est le droit collectif, c'est le droit de s'organiser collectivement. Ça, c'est un droit. C'est ce droit-là qu'on veut faire reconnaître, pas seulement sur la base individuelle, qui est importante, mais la reconnaissance de l'organisation communautaire en tant que telle, elle est aussi fondamentale. Puis, c'est pour ça que...

Le Président (M. Michel Bélanger): Non, non. Oh, pardon. Allez, je croyais que vous aviez fini.

M. Guy: Oui.
(19 h 45)

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous passons maintenant aux questions des membres, Mme Simard, suivie de Mme Côté.

Mme Simard: Merci, M. le Président. Alors, merci beaucoup de venir ce soir. Je pense qu'il est important de souligner l'apport inestimable qu'apporte le mouvement populaire comme soutien à une portion très, très importante de la population qui vit des difficultés aussi criantes que celle de l'analphabétisme, du chômage, qui entraînent évidemment de la pauvreté extrême. Et je pense que ce que vous venez de nous dire, c'est que, souvent, les réseaux institutionnels n'arrivent pas nécessairement à rejoindre ces personnes-là et que c'est souvent sous la forme d'organisations populaires plus proches de leur communauté, qui naissent au sein de ces communautés-là, qu'on peut mieux comprendre les problèmes et par conséquent y remédier. Je pense que c'est ce que vous venez nous dire, et c'est très, très important de souligner cela. On a beaucoup parlé de décentralisation de gouvernement, de ramener des pouvoirs auprès des communautés en région, dans les municipalités. Je pense qu'au point de vue social, il faut comprendre qu'il y a une nécessité, là aussi, de se rapprocher le plus possible de ces communautés qui vivent des problèmes très aigus. On sait combien le travail que vous faites est important et vous le faites dans des conditions extrêmement difficiles, avec peu de ressources. C'est beaucoup de conviction et de dévouement qui sont nécessaires.

Vous parlez dans votre mémoire de démocratie participative. Vous insistez sur le fait que c'est important qu'on prévienne la mise en place d'une démocratie participative. Moi, j'aimerais ça vous entendre élaborer un peu sur la question. Quelle forme ça peut prendre, cette démocratie participative? Est-ce que c'est sous forme de table de concertation? Est-ce que vous avez précisé les formes que ça pourrait prendre?

M. Mercier: Au niveau de la démocratie participative, ça pourrait être quelque chose qui soit élaboré tout au cours d'une année. Ou, à certains moments, les députés par exemple, prendraient le temps de s'asseoir en compagnie des représentants et représentantes des groupes populaires et discuteraient des problèmes que les groupes vivent et que la population, bien entendu, vit. Et là-dessus, on pourrait élaborer des modes de solution. En fin de compte, il s'agit tout simplement de permettre aux groupes populaires de se faire entendre au niveau de leur expertise et qu'on élabore ensemble des modes de solution.

Mme Simard: Je comprends que c'est une intention. Ce que vous souhaitez, c'est que les élus politiques soient à l'écoute. Mais voyez-vous l'établissement plus formel, comme une

obligation de consultation? Est-ce que c'est un peu ça que vous voyez? Et comment est-ce que... Quand vous avez dit: On aimerait bien être reconnus dans une éventuelle constitution, etc., et là vous dites: Il faudrait qu'on soit consultés. Est-ce que vous avez pensé comment les gens représentatifs pourraient être choisis ou est-ce que vous laissez ça, finalement, à des règles qui ne seraient pas établies au préalable?

M. Guy: Je pense que, d'abord, à chaque fois qu'il serait question d'une problématique qui concerne les organismes populaires et communautaires, qu'il y aurait des décisions ou des orientations de quelque nature que ce soit ou des implications qui pourraient provenir d'autres types de structures ou d'activités, bien, on veut avoir notre mot à dire là-dedans. Et pour avoir notre mot à dire, il faut être reconnus comme étant valables, comme ayant un rôle, quand même, d'une certaine valeur, et participer à ça. Et c'est pour ça qu'on demande aussi un soutien pour pouvoir le faire, et une autonomie aussi, la reconnaissance d'une autonomie. Je vous donne un exemple de ça. Il y a le service d'accueil et de référence qui est un organisme qui a été mis au monde par le ministère de l'Éducation. On invite, dans la structure, les représentants des institutions, commissions scolaires, cégeps, les CFP, centres de formation professionnelle, etc. Et les groupes populaires. Bon, c'est une table de concertation, en quelque sorte, pour populariser les programmes, etc.

Alors, nous autres là-dedans, on est invités, mais les personnes présentes autour de la table, sont des personnes qui ne perdent pas leur journée pour aller siéger là. Leur déplacement, c'est couvert; leur repas est couvert. Nous autres, on n'a même pas une cent pour supporter cette représentation-là. On ne nous le reconnaît pas. Alors, on a l'air de beaux quêtoux là-dedans, nous autres. Ça n'assure pas la représentation, ça n'assure pas que les milieux populaires, il va y avoir des représentants, des porte-voix pour aller exposer leurs choses. On n'est pas capables de suivre toujours la participation à ça. Puis, si on se respecte, on est obligés de dire non.

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est maintenant à Mme Côté qui sera suivie de M. Assad.

Mme Côté: Oui. M. le Président, je suis contente de constater qu'il y a autant de groupes, une vingtaine de groupes, qui font partie de ce regroupement-là. Je pense que ça témoigne du message que vous nous livrez, c'est-à-dire que c'est un mouvement collectif. Il prend ses racines dans les problèmes et dans la réalité que vivent les gens et l'ensemble des réalités des personnes qui font partie de vos groupes montre que la mission de l'éducation populaire qui a une démarche alternative et qui tient compte aussi

des problèmes sociaux, parce que je pense que les groupes en témoignent, je pense que c'est important que cette mission-là soit dite et consacrée. C'est aussi un mouvement important pour l'apport du Québec, le mouvement populaire et le mouvement communautaire.

Je voudrais revenir un peu sur la question de Mme Simard parce que c'est important ce que vous demandez, c'est-à-dire être présents dans toute la définition des priorités régionales, mais aussi au niveau de l'éducation populaire autonome. Est-ce que c'est dans le sens un peu des tables de concertation qui existent en alphabétisation? Vous savez qu'en alphabétisation, au niveau des régions, il y a des tables de concertation qui vont chercher des gens du milieu institutionnel, des gens du milieu populaire et qui définissent ensemble certains besoins ou certaines réalités qui ont été mises sur pied par la Direction générale de l'éducation des adultes parce que c'est de là, de toute façon, que les groupes tirent majoritairement leurs services financiers, même si je sais que vous demandez toujours plus de finances. Est-ce que c'est dans ce style-là ou bien c'est carrément une structure indépendante? Il me semble que c'est au niveau des régions que vous devriez plus vous greffer plutôt que d'essayer d'établir une table de concertation au niveau national. Comment vous la voyez, cette démocratie-là? Est-ce que c'est au niveau national ou si c'est au niveau des régions? Est-ce que ça tient compte du modèle aussi où tous les groupes sont rassemblés ou si c'est carrément à l'ensemble des tables de concertation existantes?

M. Guy: Bien, au point de vue concertation, si on se base sur notre pratique actuelle, on a une concertation régionale entre nous autres, les groupes populaires et les groupes communautaires, d'une part. D'autre part, on participe au niveau du Québec avec le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire, le MEPACQ. Ça, c'est aussi une table de concertation où il y a des efforts entre les régions, etc. C'est une autre table de concertation.

Il y a d'autres tables de concertation qui peuvent être seulement ponctuelles. Il y a eu, par exemple, le sommet socio-économique régional. En tout cas, il y a eu un exercice de concertation. C'était une tribune pour faire valoir des projets, etc. C'est une autre forme. Au moins, la concertation entre nous autres pour identifier nos besoins, analyser nos problèmes puis définir des revendications et des besoins auxquels on veut répondre. Premièrement, c'est à ces niveaux-là.

Mme Côté: Donc, ce que vous dites c'est que, finalement, au-delà de l'ensemble des tables de concertation sur une thématique quelconque, vous voulez une espèce de table de concertation où l'ensemble des groupes qui ont les mêmes

préoccupations se retrouvent, et où vous pouvez définir avec la région, puis avec l'éducation, vos priorités. C'est ça?

M. Guy: Oui.

Mme Côté: O.K. Plutôt que d'avoir une table en éducation, une table en alpha, une table en...

M. Guy: Non, non.

Mme Côté: Donc, c'est plus un regroupement. Ça va. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Assad.

M. Assad: Évidemment, des groupements populaires comme le vôtre, vous venez au secours des gens qui, très souvent, ont très peu de défense, et vous avez à travailler avec très peu de ressources à votre disposition. J'en ai connu dans ma région. Est-ce que vous avez déjà fait des représentations auprès des deux paliers, soit provincial ou fédéral, dans votre activité?

M. Gilbert: Si...?

M. Assad: Vous avez fait des représentations pour de l'aide financière?

M. Gilbert: Si on prend, mettons, le Regroupement des chômeurs de Val-d'Or, O.K., il a peut-être une représentation, lui, devant Emploi et Immigration, les PDE. Pendant quatre ans, il en a présenté puis, pendant quatre ans, il a été refusé, parce qu'ils disaient qu'ils avaient des priorités ailleurs. O.K.?

Si on regarde sur le plan provincial, le Soutien aux organismes communautaires, on a été refusés là, depuis cinq ans qu'on fait des demandes. Ils disent qu'on ne rentre pas dans leurs critères. Pourtant, ce qu'on fait, nous, comme travail, ce n'est pas seulement de la défense de droits des chômeurs et chômeuses, c'est de les supporter, c'est de les soutenir dans leurs démarches. Comment est-ce que je pourrais vous dire ça? On a formé des personnes-ressources, en six ans, qui ont été obligées de partir de nos bureaux pour aller travailler ailleurs parce qu'on n'avait pas de financement, à défaut de pouvoir continuer. Comment est-ce que je pourrais vous expliquer ça? On a eu des cas de personnes, de chômeurs et de chômeuses dans nos bureaux – on ne rencontre pas ça dans les bureaux d'Emploi et Immigration – qui viennent brailler dans nos bureaux.

Puis quand je dis "brailler", c'est la réalité, là, ils pleurent parce qu'ils perdent tout. Ils perdent leur maison, ils perdent leur voiture et ils se retrouvent sans emploi. Ça, c'est la réalité qu'on vit quotidiennement, à chaque semaine.

Puis où on est rendus là, sur une récession comme on a là, présentement, c'est ça qui se vit. Puis des groupes, comme le nôtre qui est là pour assumer la défense des chômeurs et chômeuses, ont de la misère à arriver puis on perd les personnes-ressources qu'on a formées, parce qu'on n'a pas de financement adéquat. Si on regarde le financement que demandent les groupes populaires, c'est ça, ils veulent être reconnus puis être financés adéquatement pour pouvoir rendre les services adéquats dont la population a besoin. C'est ça qu'on demande.

M. Lavoie: Et en complément à votre question, M. Assad, moi, je suis le directeur d'un organisme communautaire qui s'occupe et qui vient en aide aux alcooliques, toxicomanes et sans-abri. Je suis le seul permanent, je suis la seule personne engagée dans l'organisme et je passe le tiers de mon temps à chercher des finances. Sur 75 000 \$ de budget par année, le gouvernement nous aide à 20 %.

(20 heures)

M. Assad: Quel niveau de gouvernement?

M. Lavoie: Le gouvernement provincial, 20 %. Ça ne fait pas une grande note de passage, hein? Et 55 % du budget, à notre maison, c'est des activités populaires, dans un bassin de 35 000. Ça fait qu'imaginez-vous le travail que ça peut demander d'aller chercher des sous. Et des représentations aux paliers de gouvernement, on en a fait. Vous pouvez me croire, monsieur, on en a fait. Et la seule chose qu'ils nous répondent, c'est: On ne peut pas faire plus. Mais on nous dit, comme d'ailleurs tous les intervenants qui sont intervenus depuis le début à cette Commission le disent, c'est important, le mouvement. C'est important, et tout ça, sauf que concrètement, les organismes communautaires passent aussi par une reconnaissance et un soutien financier. Et ça, je pense que ça ne se fait pas. Alors, c'est ce qu'on dénonce.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci met fin à la période prévue pour cette présentation. Au nom de la Commission, je voudrais remercier tous les représentants du Regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue, M. Lavoie, M. Mercier, M. Guy et M. Gilbert pour leur présentation et l'effort qu'ils ont fait de nous faciliter les travaux en nous présentant leurs vues et en les défendant devant nous.

Je vous prierais maintenant d'évacuer la place pour que ceux qui vont vous succéder, la Société nationale des Québécois de l'Abitibi-Témiscamingue, puissent venir prendre place à la table des témoins.

M. Brunet-Beaudry, je crois, est le porte-parole et le président du groupe. Et vous êtes accompagné de M. Chagnon.

M. Brunet-Beaudry (Luc): Oui.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, comme je vous ai présentés tous les deux, ce n'est pas nécessaire de vous présenter à nouveau. Si vous voulez bien maintenant prendre cinq minutes pour la présentation verbale de votre mémoire.

Société nationale des Québécois de l'Abitibi-Témiscamingue

M. Brunet-Beaudry: M. le Président, mesdames, messieurs les commissaires. C'est toujours dans l'optique de la création éventuelle d'un Québec souverain que le présent mémoire est soumis. Pour ce qui est de la formule d'ordre politique à privilégier, la Société nationale des Québécois de l'Abitibi-Témiscamingue appuie sans réserves celle qui permettra la responsabilisation la plus entière du peuple québécois, en vertu de l'épanouissement autonome et complet d'un Québec français.

Dans notre recherche touchant le phénomène de la nordicité, nous avons, entre autres, pris connaissance d'une formule d'union politique impliquant le Danemark et le Groenland. Dans cette nouvelle union, certains pouvoirs auraient été complètement légués par le Danemark en faveur du Groenland alors que d'autres seraient demeurés partagés entre les deux gouvernements, ou encore seraient demeurés exclusifs au gouvernement danois. Sans vouloir défendre cette formule particulière au détriment d'une autre ni vouloir prôner certaines modalités plutôt que d'autres, nous croyons que l'actuel gouvernement du Québec pourrait s'inspirer d'une entente de ce genre, autant par le moyen pris pour y arriver que par la nature même de la formule adoptée.

Pour nous, toutefois, c'est le produit qui nous préoccupe davantage. À savoir celui qui reconnaîtra la plus grande souveraineté possible au Québec. Tel n'est pas, cependant, l'essentiel de notre présentation puisque nous désirons sensibiliser la Commission et, conséquemment, le gouvernement du Québec au phénomène de la nordicité. Qu'il soit tout simplement réitéré que c'est toujours dans le cadre précité que nous le faisons. Le Québec, comme on le constatera en regardant une carte géographique, est un pays essentiellement nordique ayant une bordure en région plus ou moins tempérée. Ce même Québec, tel qu'on le concevra toutefois, évoquera habituellement des images ou des discours portant sur son majestueux fleuve ainsi que sur les rivières qui le nourrissent et les villes qui les bordent. La dynamique même de ce pays semblera habituellement se polariser autour de tout ce qui touche ses grandes villes, ses grandes rivières, et non moins autour du noyau de sa population qui s'y retrouve en plus grande concentration. Son Parlement y étant aussi situé et ses membres représentant plutôt des secteurs de population que des territoires, l'appareil gouvernemental sera davantage à la fine pointe des

questions et des problèmes qui touchent les régions situées dans le sud du territoire. Sur le plan géographique, toutefois, deux tiers de la superficie du Québec sont situés dans sa partie nord. C'est-à-dire celle plus ou moins délimitée par le 50^e parallèle.

Or, sur le plan démocratique, ce Nord québécois ne regroupe qu'un très faible pourcentage de sa population. Le Québec se résume donc en un État où plus de 90 % de sa population habite environ 30 % de son territoire, alors que la majeure partie du pays possède une réalité qui est tout à fait différente, pour ne pas dire opposée. Quelle importance accordera-t-on donc à ce 70 % de son territoire, là où n'habitent environ que 10 % de sa population? Voilà pourquoi il faut sensibiliser le futur gouvernement du Québec au concept même et, surtout, au défi de la nordicité.

Nous avons pris plusieurs données de ce mémoire lorsqu'il y a eu le symposium à Amos en 1987, qui était sur l'avenir du Nord québécois. Ces documents sont encore disponibles. Ils sont à l'Université du Québec. Nous parlons à l'intérieur de ce mémoire également de la langue et de la culture. Nonobstant les agglomérations autochtones, plus de 95 % des citoyens sont de souche francophone. Le français est donc la langue courante de communication et grâce, en grande partie, à la loi 101, l'affichage reflète généralement cette réalité.

Plusieurs autres éléments culturels ont depuis plusieurs années pris racine. Notons, entre autres, l'Orchestre symphonique de l'Abitibi-Témiscamingue, la naissance de nombreux théâtres d'été, les centres culturels de nos principales villes et l'existence restreinte de certaines boîtes à chansons dédiées aux artistes et à la musique d'expression française. Ces éléments, toutefois, comme on le remarquera, ne rayonnent qu'auprès d'un très petit segment de la population, alors que la radio, la télévision et le cinéma demeurent les pôles d'attraction majeurs pour ce qui est de ce que l'on peut appeler les éléments populaires.

Nous parlons également dans ce mémoire de la santé et des services sociaux. Ces services ont depuis longtemps été identifiés comme étant des plus problématiques dans les régions nordiques. Pénurie de médecins, de services spécialisés, salles d'urgence hospitalière en situation constante de saturation, haut taux de suicide, notamment chez les jeunes, en sont les principaux symptômes. Tout en reconnaissant que ce dernier élément pourrait être davantage lié aux réalités socio-économiques, les problèmes touchant les domaines de la santé et des services sociaux en région nordique, méritent, de leur côté, une attention particulière, alors que leurs solutions dépassent encore une fois la simple application des normes du sud.

Le Président (M. Michel Bélanger): ...le

temps qui vous est accordé, vous voulez peut-être conclure rapidement.

M. Brunet-Beaudry: Si vous me permettez, M. le Président, je vais simplement parler un peu des autochtones, étant donné, je pense que c'est une importance au Québec, les autochtones, et j'en arriverai à la conclusion.

Les événements de l'été dernier nous ont laissé plusieurs leçons, à savoir, comment, près de nous, sont les Indiens. Combien profond est leur mécontentement? Combien fragile est l'ordre social du Québec? Et combien inefficace est l'appareil gouvernemental devant un phénomène dont la problématique et son débordement potentiel étaient connus depuis si longtemps? Les autochtones sont nos concitoyens et nous devons apprendre ou réapprendre à vivre ensemble, cela va de soi. Tout en respectant leur droit d'être ainsi et leur droit de vivre dans toute la dignité qui leur est due.

Il est important également de parler de la défense nationale. Je pense qu'on a eu un problème il y a quelques années, avec un navire américain; je pense que ça devrait être retenu par la Commission. On devra dans un Québec souverain avoir une force dans le Grand-Nord pour protéger le droit des Québécois.

Nous recommandons enfin que soit considéré, par cette Commission et par le gouvernement du Québec, le phénomène distinct de la nordicité ainsi que les problèmes propres à l'Abitibi-Témiscamingue afin que le regroupement, la coordination, la concrétisation des attitudes mentales, voire la réalisation des activités en faveur du Nord, ne soient pas que le rêve des populations isolées, mais bien une réalité active et effervescente, entièrement intégrée au sein de notre nouveau pays. Vive le Québec!

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant aux questions du groupe formant l'Opposition officielle, M. Trudel.

M. Trudel: Oui, M. le Président, merci beaucoup, et comme c'est le dernier groupe qui se présente devant nous aujourd'hui, il est intéressant que nous puissions entendre de la part de la Société nationale des Québécois de l'Abitibi-Témiscamingue, soit de ce grand territoire que constitue le Nord québécois, ou pour la région de l'Abitibi-Témiscamingue du pré-Nord, pour prendre la définition de Louis-Edmond Hamelin, ou encore de l'attitude mentale, comme disait toujours ce grand spécialiste de Louis-Edmond Hamelin, cette attitude mentale qu'est la nordicité, c'est-à-dire plus de nord dans les gens du sud pour comprendre ce que nous vivons comme réalité, soit dans le "pré-nord" ou dans le Grand-Nord, et toute l'importance que peut prendre, sur un territoire national, l'occupation de son territoire. M. Brunet-Beaudry, est-ce qu'à

la Société nationale des Québécois, on s'est penché sur un modèle, sur une façon, une façon d'être et d'occuper notre Grand-Nord québécois? Vous nous avez parlé des communautés autochtones, des Inuit, et des communautés Cries, en particulier, qui y habitent, avec l'espèce de modèle de réflexion que nous devrions avoir vis-à-vis de ces communautés. Mais est-ce que, en général, vous avez réfléchi sur un modèle que nous devrions développer, puisque c'est l'option que vous avez choisie, dans un Québec souverain quant à l'occupation de notre Nord Québécois? De quelle façon nous devrions procéder? Quelles sont les grandes lignes de force dont nous devrions tenir compte pour l'occupation de notre territoire, à l'intérieur d'une conception d'un territoire national? Est-ce que vous avez regardé cela?

M. Brunet-Beaudry: Je pense que l'importance qu'il y a, c'est l'intégration des personnes qui sont situées, peut-être, à des parallèles plus hauts, plus au nord que nous. Nous sommes sensibilisés, en Abitibi-Témiscamingue, à être une région éloignée, mais je crois que les personnes qui sont situées dans ce qu'on appelle vraiment le Grand-Nord devraient avoir une facilité à s'intégrer au reste du Québec, comme nous autres on devrait avoir une facilité à s'intégrer aux grands centres. Mais étant donné qu'on est dans une région éloignée, maintes fois on passe à côté de nous et on se base sur les politiques, simplement, sur les grands centres du Québec et non pas sur les gens du Nord.

M. Trudel: Est-ce que vous pensez que, dans l'ensemble, l'État québécois dispose des institutions nécessaires pour occuper, j'appelle ça, entre guillemets, efficacement le territoire nordique? Et est-ce que nous ne devrions pas développer au Québec une spécificité, c'est-à-dire compte tenu de la nature de notre territoire, nous ne devrions pas développer, toujours sur un territoire national, dans un Québec souverain, des instruments spécifiques visant à l'occupation et aussi à une occupation responsable de notre Nord Québécois? Est-ce que ça va jusque-là, votre réflexion?

M. Brunet-Beaudry: Oui, je pense que les gens du Nord sont défavorisés, que ce soit les institutions scolaires, que ce soit, comme il a été mentionné dans le mémoire, dans les services sociaux, les centres hospitaliers, je pense que ces gens-là sont très défavorisés. Donc, il y a un manque de la part du gouvernement pour ces régions éloignées.

M. Trudel: Est-ce que vous avez...

M. Chagnon (Marcel): Vous parlez des moyens pour occuper notre Nord. Parlez-vous aussi... Vous parlez des Cris, des autochtones qui

vivent dans le Nord.

M. Trudel: Tout à fait.

M. Chagnon: Il y a un problème qui est écrit dans le texte, c'est dans le texte. Ces gens-là, les Cris du Nord, qu'on appelle le Grand-Nord, qui est le Québec, qu'on a toujours considéré comme le Québec, pour eux, le gouvernement provincial n'existe pas. C'est le gouvernement fédéral, avec son ministère des Affaires indiennes, tout ça. Pour eux, le Québec, le gouvernement du Québec n'existe presque pas. Ils ont adopté une autre langue que notre langue. On aurait un peu de difficulté un peu à les intégrer, c'est ça qu'on veut. On a expliqué dans le texte, en parlant de nordicité, tous ces autochtones, les tribus autochtones, les Cris et tout ça, on voudrait qu'ils vivent avec nous autres et puis qu'ils fassent partie de notre communauté.

Le Président (M. Michel Bélanger): Votre temps de parole est malheureusement écoulé, M. Trudel.

M. Trudel: Merci beaucoup, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant aux questions des membres. M. Roy, suivi de M. Duceppe.

M. Roy: Merci, M. le Président. Votre mémoire introduit la notion d'exportation - importation de la culture et cela, à l'intérieur même du territoire québécois, versus Montréal et les régions, les régions vers Montréal et puis, plus largement, ce que vous appelez la saturation culturelle anglo-américaine étouffe la culture québécoise. Il y a donc un double problème. Et les régions et l'ensemble du Québec seraient rendus à l'étape, c'est ce que vous dites dans votre mémoire, à l'étape de l'assimilation culturelle. Par contre, je vais lire un passage intégral, à la page 8, le premier paragraphe: "La problématique présentée plus haut", celle que je viens de résumer, "concernant la saturation culturelle anglo-américaine au détriment de l'épanouissement de notre propre culture, s'applique davantage en milieu autochtone. Nous avons lieu de croire que cette saturation fait obstacle bien aussi au développement et à l'épanouissement de la culture amérindienne qu'à leur sensibilisation à l'existence et à la nature de la nôtre."

Ne pourrait-on pas parler d'un certain déchirement des Québécois devant la force d'attraction de la culture anglo-américaine? Le schéma que vous appliquez pour les autochtones, on pourrait peut-être l'appliquer pour les Québécois. Et dans l'optique de la création d'un Québec souverain, ainsi que votre mémoire le suggère, comment peut-on régler la problématique

concernant l'assimilation culturelle que vous avez évoquée? En d'autres mots, en matière de culture, qu'est-ce qu'un Québec souverain peut régler que l'état actuel des choses ne peut pas régler, concernant les régions, concernant l'ensemble du Québec, et, bien sûr, concernant les autochtones, toujours dans la perspective de l'économie de marché et de l'impérialisme culturel américain auxquels vous faites souvent allusion?

M. Brunet-Beaudry: C'est parce qu'à l'heure actuelle, on est situés en bordure de l'Ontario pour une grande partie de l'Abitibi-Témiscamingue. Donc, on est peut-être noyés par les médias anglophones encore plus que Montréal. Si on regarde seulement un secteur, qui est le secteur Témiscamingue, il y a 4 postes francophones pour environ 13 ou 14 postes de télévision. Les jeunes peuvent écouter "Much Music"; ils ne peuvent pas écouter "Musique Plus".

M. Roy: Dans un Québec souverain?

M. Brunet-Beaudry: Dans un Québec souverain, il devrait y avoir, il pourrait y avoir des politiques qui sensibiliseraient les diffuseurs à diffuser en français peut-être, et d'avoir des relais qui pourraient permettre aux gens des régions éloignées de capter les émissions de télévision francophone qui viennent des grands centres comme Montréal ou Québec.

M. Roy: Ce que vous dites, c'est que la culture anglo-américaine empêche l'accès ou retarde l'accès à notre propre culture, à notre propre littérature etc. C'est ce que vous dites.

M. Brunet-Beaudry: Oui.

M. Roy: Mais dans un Québec souverain, est-ce qu'il y a une solution?

M. Brunet-Beaudry: Oui, la solution...

M. Chagnon: Il y aurait une certaine solution. Dans un Québec souverain, si le gouvernement québécois, étant souverain, encourageait plus, financièrement, puis de tous côtés, la culture québécoise, alors, il y aurait plus d'artistes québécois qui seraient intéressés, parce qu'on sait fort bien qu'il y a un paquet d'artistes qui, s'ils ne crèvent pas de faim, du moins ils ne mangent pas terriblement. Alors, plus la culture québécoise sera encouragée dans un gouvernement souverain, je pense que les jeunes l'apprécieraient plus facilement. Puis les postes, on aurait plus de facilité à avoir...

M. Roy: Et les rapports des autochtones à notre culture...

M. Chagnon: C'est la même chose. J'enten-

dais M. Parizeau dire que les autochtones revendiquaient des droits puis qu'il allait leur donner leurs droits dans un Québec souverain. Nous, on revendique notre souveraineté. Pourquoi, eux, qui sont les natifs du pays, ne l'auraient pas? En leur accordant leur autonomie, je ne veux pas dire qu'on va donner tout ce qu'on a. Mais en leur accordant leur autonomie, qui est un genre de souveraineté, ils pourraient coexister avec nous puis apprendre notre langue. Parce qu'il ne faut pas se le cacher, il y a 90 % des autochtones qui parlent anglais. Pourquoi? Parce que le Québec les a toujours ignorés, alors, eux, ils ont toujours eu dans leur for intérieur que le Québec puis le gouvernement du Québec, ça n'existait pas.

M. Roy: La problématique que vous soulevez n'élimine pas l'ouverture.

M. Chagnon: Absolument pas. Au contraire, elle la favorise.

M. Roy: O.K., O.K. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est maintenant à M. Duceppe.

M. Duceppe: Merci, M. le Président. La SNQ de Béarn a également déposé un mémoire dans lequel elle souligne certains problèmes que devra et que pourra résoudre un Québec souverain au bénéfice du Témiscamingue. Je pense en particulier à la diversification économique, à l'exode des jeunes, au transport, et elle souligne également que la région s'approvisionne largement en Ontario, particulièrement à North Bay et à Liskeard. Est-ce que, selon vous, la souveraineté modifierait cette situation et, si oui, en quel sens?

M. Brunet-Beaudry: S'il y avait des politiques adéquates. À l'heure actuelle, les gens de ce secteur de l'Abitibi-Témiscamingue, qui est le Témiscamingue, s'approvisionnent en Ontario étant donné que les coûts y sont moindres. Quand quelqu'un veut aller acheter, veut aller faire son épicerie, veut aller magasiner, il va en Ontario, les coûts sont meilleur marché. Par contre, on est desservi par les mêmes grossistes qui viennent de Montréal ou de l'Ontario. C'est une chose qui n'est pas compréhensible. Et je pense que, dans un Québec souverain, s'il y avait des politiques qui pouvaient aider les commerçants qui sont dans les régions éloignées, soit par... Ça pourrait être une partie de la TPS qui irait là, ou d'autre chose, mais pour essayer d'aider les commerçants à être compétitifs avec l'Ontario, parce qu'à l'heure actuelle, l'Ontario est extrêmement meilleur marché. Que l'on prenne des commerces qui sont dans... Si on prend des ferronneries: on prend une ferronnerie du Québec, qui est sous la même bannière en

Ontario, la ferronnerie du Québec vend presque 10 % plus cher. Quand on s'informe de ça, on nous dit: C'est le transport. Et ils sont desservis par le même endroit. Puis quand on parle de New Liskeard, qui est à peu près à 40 – même pas – à 15 milles des lignes du Québec, puis l'autre qui est 15 milles à l'intérieur du Québec, il y a 10 % de différence dans les prix.

M. Duceppe: Et comment expliquez-vous ça?

M. Brunet-Beaudry: C'est une chose qui n'est pas explicable. C'est ce qu'on essaie de comprendre. Quand on nous répond, on nous répond toujours que c'est les régions éloignées. Mais il va falloir que le Québec se penche un jour sur les régions éloignées, puis ait des politiques en conséquence. En régions éloignées, on est déjà pénalisés quand on envoie des enfants à l'université. On paie deux fois plus cher pour envoyer instruire nos enfants. Puis, en plus de ça, la région du nord se vide parce qu'il n'y a pas de débouchés. Donc, la situation économique a de la misère, puis nous autres, ça nous coûte encore plus cher. Il y a encore moins d'emplois, puis ça nous coûte plus cher pour nous alimenter et pour nous habiller. Tout s'enchaîne. C'est dû à un manque de politiques pour les gens du Nord. J'ai remarqué, moi, que la Commission est arrivée au Saguenay et a pris connaissance, plusieurs membres de la Commission ont pris connaissance, qu'il y avait des régions éloignées. Moi si je vous disais que j'arrive de 251 kilomètres pour venir ici, dans la tempête de neige, et que les bornes du Témiscamingue sont encore à 100 kilomètres plus loin, ça veut dire qu'à 351 kilomètres d'ici, on est encore dans l'Abitibi-Témiscamingue.

M. Duceppe: Merci.

M. Chagnon: Il y a aussi le fait des routes. Au Témiscamingue, ils ont plus de facilité pour se rendre en Ontario que pour voyager dans le Québec. Ce qui fait que c'est déjà quelque chose qu'un Québec souverain devrait corriger.

M. Duceppe: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous passons maintenant aux représentants du parti qui forme le gouvernement. M. Savoie.

M. Savoie: Merci, M. le Président. M. Luc Brunet-Beaudry nous présente un mémoire, au nom de la Société nationale des Québécois en Abitibi-Témiscamingue, qui a abordé un très vaste sujet, je pense, au niveau, justement de cette question de nordicité, qui a tellement préoccupé plusieurs efforts au sein de la région au cours des années 1987-1988. Mais au niveau de l'Abitibi-Témiscamingue spécifiquement, vous avez abordé cette importante question de ce

débat constitutionnel, vous avez vu aujourd'hui la présentation d'une bonne douzaine de mémoires et vous avez abordé la question sous un angle qui me semble, en bonne partie, limité. Vous n'avez pas du tout abordé la question, par exemple, de notre qualité de vie, au niveau, par exemple des emplois en Abitibi-Témiscamingue. Comment cela pourra affecter les emplois? Est-ce qu'il y a eu une réflexion qui s'est faite et s'il y a eu une réflexion, est-ce que ça pourrait être partagé?

M. Brunet-Beaudry: Je crois que dans un Québec souverain, s'il y avait quelque chose, l'économie s'en porterait probablement mieux, et en région, comme en Abitibi-Témiscamingue, je pense qu'il y aurait peut-être plus d'emplois. À l'heure actuelle, il y a beaucoup d'emplois qui sont donnés à des gens qui demeurent en Ontario. M. Savoie, vous devez savoir, il y a la compagnie Tembec à Témiscaming-sud, où les gens qui demeurent en Ontario viennent travailler au Québec. Et il y a des Québécois qui ne sont pas capables d'aller travailler à Tembec. M. le Président, étant donné que c'est la dernière intervention ce soir que la Commission entendra, j'aimerais déposer une proposition de la part des personnes qui n'ont pas été entendues.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je vais accepter que vous fassiez une déclaration, que vous disiez quelque chose, bien sûr, mais je n'accepterai pas le dépôt d'une proposition. On n'est pas si parlementaires, si juridiques que ça, et on a déjà beaucoup de papiers. Dites-le quand même, mais ne déposez pas de proposition.

M. Savoie: Et surtout pas sur mon temps, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Pour l'instant, on exclut ça du temps de M. Savoie.

M. Savoie: Oui, surtout.

Le Président (M. Michel Bélanger): Dites cette partie-là et on reviendra à son temps après, sur le temps de la présidence.

M. Brunet-Beaudry: C'est pour ça que nous voulions en faire une proposition, étant donné que c'était contresigné par toutes les personnes qui ont remis un mémoire à la Commission et qui n'ont pas été entendues ce soir. Ces gens-là, à l'unanimité, proposent que la Commission Bélanger-Campeau demande au gouvernement du Québec de tenir un référendum sur la souveraineté du Québec avec une question claire: Voulez-vous que le Québec devienne un état souverain?

Je me fais le porte-parole des personnes qui n'ont pas été entendues.

Le Président (M. Michel Bélanger): Proposition?

M. Brunet-Beaudry: Oui.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je ne voudrais pas vous désappointer, mais ce n'est pas la première fois tout à fait qu'on entend ça.

M. Brunet-Beaudry: Non.

Le Président (M. Michel Bélanger): Bon. Ceci dit, on revient à votre temps, M. Savoie.

M. Savoie: Merci beaucoup. Je reviens donc à mes propos. Justement, au niveau de l'économie, au niveau des emplois pour les hommes et les femmes ici en Abitibi-Témiscamingue, il me semble que là, l'essence même... En Abitibi-Témiscamingue la vie est difficile. On est loin, vous l'avez souligné. Il faut se battre davantage pour avoir ce qu'on a. On est bien au courant. Mais, pour maintenir ce qu'on a, nos emplois, pour maintenir ce qu'on a et développer davantage, est-ce que vous avez réfléchi là-dessus? Est-ce que vous avez passé des heures à discuter de ces éléments-là? Ce que je me demande, c'est: pourquoi on n'a pas vu ça dans votre rapport.

M. Brunet-Beaudry: Étant donné qu'on aurait pu faire un rapport qui aurait été semblable au symposium qu'il y a eu à Amos, je dois vous dire qu'on s'est penchés à discuter là-dessus, mais le problème est que pour garder nos emplois, il faut commencer par avoir des politiques pour le Nord du Québec. On n'a pas de politique à l'heure actuelle pour le Nord du Québec. On n'a pas de politique spécifique pour aider à la création d'emplois et garder nos gens chez nous, aider les industries à s'améliorer et à créer automatiquement des emplois. On ne voit pas ça dans les régions.

C'est comme si le gouvernement arrivait et disait: La région d'Abitibi-Témiscamingue ou les régions éloignées, ces régions-là coûtent de l'argent au gouvernement. Si tout le monde s'en venait à Montréal, on réglerait l'affaire. Les régions, ça resterait là, les gens travailleraient dans les mines, on les paierait et on leur fournirait des maisons, mais ils coûteraient bien moins cher au gouvernement. C'est à peu près ça, la réaction qu'il y a eu à la Société nationale des Québécois quand on a discuté de ces problèmes-là. Puis, le problème que je vous ai mentionné tantôt, le fait que plusieurs compagnies anglophones ou compagnies de l'Ontario vont travailler à des industries comme Tembec qui se veut être la plus grosse industrie au Québec et qui demeure en Ontario. On fait des politiques, mais il faut qu'ils demeurent à tant de kilomètres de la compagnie mais ils sont sur les lignes de l'Ontario. Donc, les politiques sont respec-

tées.

Si vous connaissez le Témiscamingue, la ville de Témiscamingue-Sud, vous devez savoir qu'il n'y a pas eu de création d'emplois pour la peine avec les millions et les millions qui ont été injectés par le gouvernement du Québec dans Tembec.

M. Savoie: Ce sont toutes des demi-faussetés. J'ai de la misère avec ça, M. Brunet-Beaudry. Avec tout le respect que je vous dois, il y a une politique. On est intervenus là-dedans. On a prêté de l'argent. Il y a une politique d'achat au niveau du Témiscamingue. Je ne le sais pas, j'avais l'impression que, compte tenu de l'importance, compte tenu que, finalement, des organismes comme le vôtre qui prêchent, un Québec souverain, depuis des années, devraient être à l'avant-scène au niveau de la proposition, au niveau de l'organisation, au niveau du discours, un discours qui va toucher les gens de l'Abitibi-Témiscamingue... Je ne sais pas si vous avez pris connaissance de ceux qui ont déposé des mémoires. Les chambres de commerce ne se sont pas présentées. Les compagnies minières ne se sont pas présentées. L'industrie forestière n'est pas ici, les commerçants, les gens qui nous font vivre, finalement, qui nous permettent d'occuper le territoire d'une façon convenable, les autochtones avec qui nous partageons le territoire, n'ont pas présenté des mémoires. On se fiait un peu, finalement, sur un discours de votre rapport. Je peux vous dire que, personnellement, oui, la Société nationale des Québécois a une signification pour moi, et je m'attendais à quelque chose pour l'Abitibi-Témiscamingue. Vous avez touché à la nordicité, je veux bien. Je trouve que le cœur même de notre existence sur ce territoire a été absent, en quelque sorte, de nos discussions.

M. Brunet-Beaudry: M. Savoie, si j'étais capable de vous lire le mémoire qui n'a pas été entendu de la Société nationale des Québécois, section Béarn, je pense que, si vous prenez connaissance de ce mémoire, vous allez avoir la réponse à toutes vos questions.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, ceci épuise le temps pour cette présentation. Comme on l'a noté plus tôt, c'est la dernière de la journée. Au nom de toute la Commission, je voudrais, bien sûr, vous remercier d'abord, M. Brunet-Beaudry et M. Chagnon, de cette présentation, mais je voudrais aussi et surtout remercier toute la région du Nord-Ouest du Québec, de l'Abitibi-Témiscamingue et la ville de Val-d'Or, pour l'accueil que la Commission a reçu ici et qui lui a permis d'avancer ses travaux, même si nous sommes arrivés dans la tempête et si nous allons repartir dans la neige. Ce n'est pas nous qui avons apporté la tempête ni la neige. Oui?

M. Chagnon: Est-ce je pourrais poser une question, juste une, hors d'ordre?

Le Président (M. Michel Bélanger): À qui?

M. Chagnon: À vous.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je ne vous garantis pas la réponse, mais posez la question.

M. Chagnon: La Commission, c'est une commission qui a été formée par le gouvernement du Québec.

Le Président (M. Michel Bélanger): Oui.

M. Chagnon: Et quand je dis le gouvernement, je comprends...

Le Président (M. Michel Bélanger): C'est l'Assemblée nationale, ce n'est pas le gouvernement.

M. Chagnon: ...l'Assemblée nationale, l'Opposition. Bon. Je me demande si la Commission va laisser longtemps des gens comme Benoît Bouchard ou...

Le Président (M. Michel Bélanger): Là-dessus, je dois vous interrompre. La Commission remplit son mandat, fait ses travaux et n'a aucune espèce de juridiction sur ce que quiconque d'autre veut dire à l'extérieur. Ils n'interviendront pas là-dedans.

M. Chagnon: Elle va se laisser dénigrer sans dire un mot.

Le Président (M. Michel Bélanger): La Commission a le dos solide...

M. Chagnon: Le dos large.

Le Président (M. Michel Bélanger): ...les reins fermes et le cœur à la bonne place.

M. Chagnon: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous vivons dans un pays libre. Chacun peut dire ce qu'il veut. Ceci dit...

Des voix: Bravo!

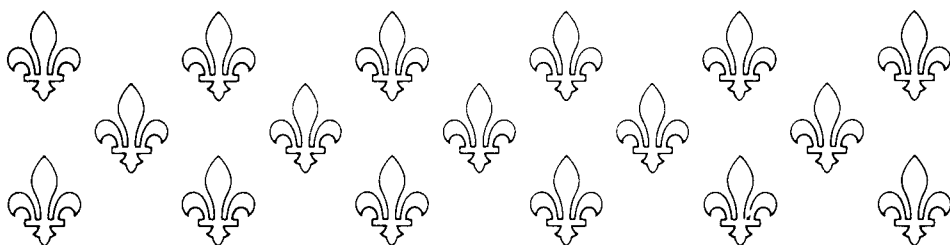
Le Président (M. Michel Bélanger): Je pense à interdire les applaudissements. Il va falloir que j'interdise ceux-là aussi.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci dit, avant de lever la séance, je rappelle aux mem-

bres de la Commission que les 17 personnes qui ont été avisées nommément et qui doivent prendre place à bord du F-27 doivent se rendre à la porte dès la fin de séance pour prendre l'autobus. Les autres qui n'ont été avisées de rien qui veulent partir quand même. Ils doivent se rendre à la porte à 21 h 15, et ils prendront l'autre avion qui partira un peu plus tard. Alors la séance est levée. Merci à tous.

(Fin de la séance à 20 h 31)



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats



**COMMISSION SUR L'AVENIR
POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL
DU QUÉBEC**

Présidents: MM. Michel Bélanger et Jean Campeau

Hull, le mercredi 5 décembre 1990

No 15

**Publié sous l'autorité du président de l'Assemblée nationale,
M. Jean-Pierre Saintonge**

QUÉBEC

Note de l'éditeur:

Une traduction des débats qui se déroulent à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec est aussi disponible.

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires
70 \$ par année pour les débats de la Chambre
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$
(La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$)

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:
Assemblée nationale du Québec
Distribution des documents parlementaires
1060, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28
Québec, (Québec)
G1R 5E6 tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0823-0102

Table des matières

Préambule commun à 13 organismes	1055
Société d'aménagement de l'Outaouais	1056
M. Maurice Saint-Germain	1061
River Desert Indian Band	1067
Ville de Hull	1072
Secrétariat régional de la concertation de l'Outaouais	1077
M. Gilles Rocheleau	1082
Chambre de commerce et d'industrie de l'Outaouais	1088
Association des auteurs et auteures de l'Outaouais	1094
Outaouais Alliance	1099
Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales	1106
Association des citoyens de Hull	1112
Mme Manon Guitard	1116
MM. Jean-Paul Murray, Gary Brazier et Paul Béchard	1122
Professeurs de droit de l'Université d'Ottawa	1127
M. Charles Castonguay	1134
Étudiants autochtones du Québec (Faculté de droit de l'Université d'Ottawa)	1140
M. Paul André David	1144
Logemen'occupe	1149

Intervenants

M. Jean Campeau, président

M. Robert Middlemiss
 M. Mark Assad
 M. Marcel Beaudry
 M. François Gendron
 M. Robert LeSage
 Mme Jeanne L. Blackburn
 Mme Cheryl Campbell Steer
 Mme Monique Simard
 M. Richard B. Holden
 M. Christos Sirros
 M. Sébastien Allard
 M. Gilles Duceppe
 Mme Rosette Côté
 M. Gil Rémillard
 M. Jacques Brassard
 M. Réjean Lafrenière
 Mme Pauline Marois
 M. Claude Béland
 M. Louis Laberge
 M. Jean-Pierre Hogue
 M. Serge Turgeon
 M. Charles-Albert Poissant
 M. Guy Bélanger
 M. Roger Nicolet
 M. Norman MacMillan
 Mme Claire-Hélène Hovington
 M. Michel Bélanger
 M. Robert Libman
 M. John J. Kehoe
 Mme Louise Bégin
 M. Cosmo Maciocia
 Mme Christiane Pelchat
 M. Robert Benoit
 M. Gérald Larose
 M. Russell Williams

(suite à la page suivante)

Table des matières (suite)

- * M. Jean-Marie Séguin, Société d'aménagement de l'Outaouais
- * M. René Tenasco, River Desert Indian Band
- * M. Michel Légère, ville de Hull
- * Mme Denise Gagné, idem
- * M. Pierre Ménard, Secrétariat régional de la concertation de l'Outaouais
- * Mme Monique Cyr, Chambre de commerce et d'industrie de l'Outaouais
- * M. Jean-Pierre Dubeau, idem
- * M. Stéphane-Albert Boulais, Association des auteurs et des auteures de l'Outaouais
- * M. Pierre Bernier, idem
- * M. Jacques Michaud, idem
- * M. Michel-Rémi Lafond, idem
- * M. Jean-Claude Boulit, idem
- * M. Robert May, Outaouais Alliance
- * Mme Carol Pritchard-Murtagh, idem
- * M. Alex Johnston, idem
- * M. D'Arcy Coulson, idem
- * Mme Micheline Lemieux, Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales
- * Mme Marianne Giofcheski, idem
- * Mme Hélène Dion, idem
- * Mme Diane Pintal, idem
- * Mme Lise Goulet, Association des citoyens de Hull
- * M. Gabriel Lefebvre, idem
- * M. Luc Bouvier, idem
- * M. Daniel Proulx, professeurs de droit de l'Université d'Ottawa
- * M. Jean-Denis Archambault, idem
- * M. André Braën, idem
- * M. François Xavier, étudiants autochtones du Québec (Faculté de droit de l'Université d'Ottawa)
- * Mme Marie-Josée Simard, idem
- * M. Armand McKenzie, idem
- * M. Bill Clennett, Logemen'occupe
- * Témoins interrogés par les membres de la commission

Hull, le mercredi 5 décembre 1990

Audition d'organismes et de personnes

(Neuf heures trente-sept minutes)

Le Président (M. Jean Campeau): Si vous voulez bien prendre vos sièges. Je déclare la séance de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec ouverte. Je vous rappelle le mandat de la Commission qui est d'étudier et d'analyser le statut politique et constitutionnel du Québec et de formuler, à cet égard, des recommandations. Encore une fois aujourd'hui, la séance sera consacrée à l'audition d'organismes ou de personnes qui ont fait parvenir un mémoire à la Commission.

Je vous donne l'agenda de la journée: nous débutons avec la Société d'aménagement de l'Outaouais; à 10 heures, M. Maurice Saint-Germain; à 10 h 30, River Desert Indian Band; à 11 heures, la ville de Hull; à 11 h 30, le Secrétariat régional de la concertation de l'Outaouais; à midi, M. Gilles Rocheleau; à 14 heures, la Chambre de commerce et d'industrie de l'Outaouais; à 14 h 30, l'Association des auteurs et auteures de l'Outaouais; à 15 heures, Alliance Outaouais; à 15 h 30, l'Assemblée des groupes d'intervention régionale; à 16 heures, l'Association des citoyens de Hull; à 16 h 30, Mme Manon Guitard; à 17 heures, MM. Jean-Paul Murray et Gary Brazier; à 17 h 30, les professeurs de droit de l'Université d'Ottawa; à 19 heures, M. Charles Castonguay; à 19 h 30, les étudiants autochtones du Québec (Faculté de droit Université d'Ottawa); à 20 heures, M. Paul André David; à 20 h 30, Logemen'occupe.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, nous débutons ce matin avec la Société d'aménagement de l'Outaouais, pour une demi-heure. Je me permets de rappeler les règles de minutage lorsqu'il s'agit d'une demi-heure: le groupe qui présente le mémoire a 5 minutes pour la présentation, le groupe parlementaire formant le gouvernement, 5 minutes, le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle, 5 minutes, et les autres membres inscrits auprès de la présidence, 10 minutes, et 5 minutes pour la présidence.

Je comprends que M. Jean-Marie Séguin, président-directeur général de la Société d'aménagement de l'Outaouais est celui qui présente le mémoire.

On me rappelle de mentionner les règles d'applaudissement dans cette Commission. Tous ceux qui sont ici, c'est évident qu'il est très agréable de souligner son approbation pour un interlocuteur, souvent en applaudissant. Les règles de la Commission ont voulu que les applaudissements soient prohibés. Nous espérons

que ce règlement sera bien observé toute la journée. M. Jean-Marie Séguin, si vous voulez bien présenter vos collègues.

Préambule commun à 13 organismes

M. Séguin (Jean-Marie): M. le Président, en dehors de notre temps alloué, on avait demandé au secrétaire s'il était possible, étant donné que nous sommes 13 organismes qui ont endossé un texte de préambule, pour éviter que chacun des organismes le relise, est-ce qu'il serait possible que je vous présente ce préambule-là au nom des organismes et, à ce moment-là, je vous présenterai les personnes qui sont à mes côtés.

Le Président (M. Jean Campeau): D'accord.

M. Séguin (Jean-Marie): MM. les présidents, Mmes et MM. les commissaires, bienvenue chez nous, chez vous, dans l'Outaouais québécois. Même si ce matin vous vous retrouvez à l'ombre du Parlement fédéral, il est bien clair que vous êtes en sol québécois, et les gens de notre région se sentent citoyens du Québec à part entière et ont la même fierté québécoise que tous les gens que vous avez rencontrés ou que vous rencontrerez dans les autres régions du Québec.

Au nom d'un groupe d'organismes, je voudrais vous lire le texte que nous avons fait parvenir à la Commission pour lui demander de l'incorporer comme préambule à chacun de nos mémoires.

À ma gauche j'ai Sylvain Simard, le président du Mouvement national des Québécois, qui est un des organismes qui ont endossé ce texte, et à ma droite, M. Normand Saey, président de la Société nationale des Québécois de l'Outaouais.

Afin de faire front commun en faveur de l'Outaouais québécois, les personnes et organismes dont les noms suivent, et qui ont demandé à se faire entendre par votre Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, se sont mis d'accord à incorporer le même préambule à leur mémoire. Ces organismes sont: La Société d'aménagement de l'Outaouais, la Chambre de commerce et d'industrie de l'Outaouais, le Secrétariat régional de la concertation de l'Outaouais, l'Association des citoyens de Hull, l'Association des auteurs et des auteures de l'Outaouais, la Société nationale des Québécois et Québécoises de l'Outaouais, le Regroupement francophone, les Jeunes du Parti québécois de l'Outaouais, le Parti québécois de Papineau, le Parti québécois de la région de l'Outaouais, M. Paul André David, Mme Manon Guitard, con-

seillère à la ville de Hull, M. Paul-Marcel Lemaire et un groupe de professeurs de l'Université d'Ottawa. Ces gens-là vous ont tous déjà adressé un mémoire et le texte suivant est un texte commun de la part de ces différentes personnes ou organismes.

"Nous, soussignés, présentons ce texte à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec à titre d'introduction commune à chacun de nos mémoires. Même si nos analyses diffèrent et si nos propositions sur l'avenir constitutionnel du Québec peuvent varier, nous ressentons l'impérieuse obligation de faire front commun afin de nous assurer que les problèmes spécifiques à l'Outaouais, dans le présent débat, ne puissent en aucun cas être évacués des conclusions de la Commission. À cette fin, nous croyons qu'il est du devoir de la Commission de pousser ses études suffisamment loin pour présenter dans son rapport et ses propositions de changement constitutionnel un plan précis d'adaptation de l'Outaouais à ces changements.

Un tel plan devra comporter entre autres des garanties écrites de réallocation dans notre région des 26 000 résidents de l'Outaouais québécois à l'emploi du gouvernement fédéral, qui seraient affectés par les changements proposés, et ce plan devra aussi donner des garanties sur la situation des 15 000 résidents de l'Outaouais travaillant en Ontario, tout en assurant en plus la libre circulation des biens et services.

Afin d'équilibrer notre développement économique suite à une transition dont la population de l'Outaouais n'a pas à assumer les frais, il faudrait aussi que le plan d'adaptation de l'Outaouais aux changements constitutionnels inclue un plan de diversification économique pouvant permettre à notre région d'atteindre un certain équilibre pour éviter que son économie soit uniquement dépendante de la fonction publique."

Alors voilà, M. le Président, un texte de préambule que tous ces organismes ou personnes demandent à la Commission de reconnaître comme leur texte commun.

Le Président (M. Jean Campeau): Je vous remercie, M. Séguin. Avant que vous débutiez, je demanderais à M. Robert Middlemiss de dire quelques mots.

M. Middlemiss: Merci, M. le Président. Au nom de l'ensemble des citoyens de l'Outaouais, je désire remercier la Commission d'être venue nous écouter aujourd'hui. Vous verrez que nous avons un message particulier à vous transmettre. D'ailleurs, vous venez d'être témoins que la plupart des intervenants de différentes tendances ont jugé bon de présenter le même préambule. La préoccupation de ces groupes, le message qu'ils veulent transmettre est que le Québec doit tenir compte de l'Outaouais dans la décision qui sera prise. Notre proximité à la capitale nationale,

Ottawa, nous rend vulnérables à tout changement de la structure administrative du Canada. 26 000 résidents de l'Outaouais travaillent au gouvernement fédéral, 15 000 travaillent dans l'entreprise privée en Ontario. Cela représente 33 % des emplois de notre région. Vous comprendrez donc que, chez nous, la question constitutionnelle est essentiellement une question économique. Et j'ose espérer que les commissaires constateront la spécificité de l'Outaouais québécois et en tiendront compte. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Middlemiss.

Société d'aménagement de l'Outaouais

M. Séguin: Alors, M. le Président, la Société d'aménagement de l'Outaouais est maintenant prête à vous présenter son mémoire. Je voudrais vous présenter, à ma gauche, Me Guy Gagnon, avocat, secrétaire général de notre organisme, et à ma droite, Franco Materazzi, économiste, directeur de la recherche et du développement à la Société d'aménagement de l'Outaouais.

Comme vous savez sans doute, la Société d'aménagement est une société d'État du gouvernement du Québec, qui a comme mandat de favoriser l'essor économique de notre région. À la lecture de notre mémoire, vous avez sûrement constaté que l'Outaouais constitue une région particulière par rapport à l'ensemble du Québec. L'Outaouais est prisonnière de sa situation frontalière. D'une part, assujettie à un état de dépendance à l'égard d'Ottawa, et, d'autre part, oubliée trop souvent par le gouvernement du Québec dans ses politiques, à cause possiblement de la présence qui semble rassurante d'Ottawa, capitale du Canada.

En 1968, la commission Dorion, sur l'intégrité du territoire, sonnait l'alarme quant à l'implication du gouvernement fédéral sur le territoire québécois et soulignait l'état de dépendance économique de l'Outaouais à l'égard du côté ontarien. Le gouvernement du Québec a posé des gestes timides pour essayer de remédier à la situation. Je souligne cependant que ce n'est pas un accident de l'histoire si notre économie est intégrée à celle d'Ottawa. À la conférence constitutionnelle de 1969, les représentants du Québec, de l'Ontario et du gouvernement fédéral, ont accepté que les villes d'Ottawa et de Hull, ainsi que leurs environs, constituent la région de la capitale canadienne pour en faire un territoire où tous les canadiens pourraient y trouver un sujet de fierté, d'appartenance et de participation.

Malheureusement, notre proximité de la capitale fédérale n'a pas eu, pour l'Outaouais, toutes les retombées escomptées. Les gens de l'extérieur de la région envient la relation privilégiée que l'Outaouais semble avoir établie

avec le gouvernement fédéral, alors que cette image d'enfant gâté n'est aucunement méritée.

Notre situation frontalière, le contexte géopolitique, nous ne l'avons pas choisi. La particularité, le caractère distinctif de l'Outaouais, réside en premier lieu dans son fort degré de dépendance économique à l'égard du gouvernement fédéral et de l'agglomération d'Ottawa-Carleton. C'est ainsi que 40 % de la population active de l'Outaouais travaillent soit pour le gouvernement fédéral, soit dans l'entreprise privée sur le côté de l'Ontario. Cette particularité réside également dans la forte influence du gouvernement fédéral sur l'aménagement du territoire de l'Outaouais québécois. C'est ainsi que près de 30 % du territoire de la ville de Hull appartiennent au gouvernement fédéral, y incluant les terrains appartenant à la Commission de la capitale nationale, organisme que vous ne trouvez pas ailleurs au Québec, mais qui a ici des pouvoirs très importants quant à la vocation de notre sol.

L'Outaouais est la seule région frontalière très urbanisée qui subit régulièrement l'impact, souvent défavorable, de nouveaux budgets, ou de nouvelles lois provinciales: écart défavorable au niveau de la taxe de vente, TPS québécoise, normes restrictives de la Commission de la construction du Québec, clauses restrictives dans les programmes d'aide aux entreprises qui ne sont pas sous contrôle québécois. Depuis les 20 dernières années, l'Outaouais a dû se battre contre deux gouvernements, le gouvernement fédéral pour lequel l'Outaouais constitue une infime préoccupation et le gouvernement du Québec pour lequel l'Outaouais est une région comme les autres et même, à certains points de vue, plus favorisée que les autres.

Si on veut réduire de façon substantielle la domination du gouvernement fédéral et, par conséquent, cette dépendance de l'Outaouais, il faut que le gouvernement du Québec s'engage à doter l'Outaouais d'outils nécessaires pour mettre en œuvre un plan de diversification économique, lequel non seulement serait à l'avantage de l'Outaouais mais dont les retombées économiques jailliraient sur tout le Québec. Plus tôt ce programme sera initié, plus tôt la région réduira sa dépendance envers l'employeur fédéral et plus tôt la région, aujourd'hui prisonnière, pourra réfléchir avec sérénité quant à l'avenir constitutionnel du Québec.

Nous sommes d'avis que ce plan de diversification économique devra être adopté, quel que soit le scénario constitutionnel retenu. Ce plan ferait en sorte que l'Outaouais soit moins pénalisé advenant une forte décentralisation des pouvoirs en faveur du gouvernement du Québec et advenant la souveraineté complète du Québec. Il ne faudrait pas que l'Outaouais en subisse un grave préjudice. Économiquement parlant, notre région n'est pas prête à se sacrifier et nous considérons que l'Outaouais n'a pas à supporter

les effets négatifs qui pourraient découler des différentes options constitutionnelles. Alors, le gouvernement du Québec doit s'engager formellement à maintenir dans l'Outaouais les postes des 26 000 fonctionnaires fédéraux et nous fournir des garanties sur le sort des 15 000 résidents de l'Outaouais travaillant en Ontario.

Au terme de cette brève présentation, nous ne voulons pas laisser à la Commission l'impression qu'il s'agit de plaintes futiles à l'égard des gouvernements fédéral et provincial, mais bien d'une constatation généralement reconnue dans l'Outaouais à l'effet que notre économie est dramatiquement liée à l'économie ontarienne et au statut de capitale fédérale et qu'advenant la décentralisation des pouvoirs ou la souveraineté du Québec, l'avenir économique de l'Outaouais doit reposer sur de nouvelles données et de nouveaux rapports de force. Nous prions donc la Commission de prendre en considération cette situation particulière de l'Outaouais en incitant plus particulièrement le gouvernement du Québec à ne pas oublier sa région frontalière dans ses décisions futures, car nous sommes des citoyens du Québec et nous souhaitons le demeurer.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, monsieur. Nous débutons la période d'interventions par M. Mark Assad.

M. Assad: Merci, M. le Président. M. Séguin, ce serait difficile d'exagérer l'importance de la capitale nationale dans la région et l'impact que cela a sur les emplois. Ceux qui viennent de la région de l'Outaouais savent très bien que c'est depuis des années qu'il y a eu, malgré nos efforts, une dépendance économique de la capitale nationale. J'aurais, M. Séguin, deux questions précisément. C'est que malgré cette dépendance économique, et que les commissaires, ici, qui viennent des autres régions du Québec vont croire qu'ils ont été induits en erreur dans le passé de croire qu'on a été anglicisés au fur et à mesure des années vu cette dépendance et vu que le gouvernement du Québec nous disait toujours: Vous êtes chanceux, vous êtes près de la capitale nationale, vous pouvez bénéficier des avantages qu'on ne peut pas avoir à l'intérieur du Québec. D'après vous et les sondages que la Société a eus dans le passé, M. Séguin, est-ce que la CCN, avec ses politiques d'espaces verts, a été néfaste, si vous voulez, pour le côté du Québec, et deuxièmement, est-ce que le taux d'anglicisation a fait que le pourcentage des francophones dans l'Outaouais québécois a baissé?

M. Séguin: D'abord je vais répondre à la première partie de votre question. La Commission de la capitale nationale, comme je l'ai souligné, vous savez que c'est une loi fédérale qui englobe les deux côtés de la rivière, et qu'il y a déjà eu un jugement de la Cour suprême reconnaissant

les pouvoirs de cet organisme-là. Il est clair que la Commission de la capitale nationale a fait sur notre côté de la rivière certaines valorisations, plus particulièrement des zones de verdure. De ce côté-là, je dois reconnaître honnêtement que dans les années où tout ça s'est fait, le langage d'urbanisme ou de planification ne faisait pas partie de notre vocabulaire. Alors, de ce côté-là, ils ont posé des gestes intéressants. Si nous avons autant d'espaces verts et de qualité de l'environnement, je reconnais que ça a été des gestes positifs.

Cependant, pendant ces années-là, les investissements en dépenses capitales se faisaient plutôt sur le côté ontarien: aménager des parcs industriels, voir à l'infrastructure de l'autre côté de la rivière, pendant qu'on faisait de la verdure ici. Et il est clair que cet organisme-là planifie notre territoire, très souvent, sans qu'on fasse partie de la planification. Ça s'est passé encore récemment. Excepté que je reconnais, M. Assad, qu'il y a eu des bons gestes. Il s'agirait simplement de faire suite aux remarques du premier ministre du Canada quand il a parlé que ça serait joliment différent. Alors, je pense que, demain matin, ça pourrait être joliment différent, la question de la Commission de la capitale nationale si on acceptait d'en changer sa structure immédiatement avec le Québec, l'Ontario et le Canada comme troisième partie, en attendant qu'il y ait d'autres sortes de changements. Actuellement, c'est administré par des gens des 10 provinces.

Pour revenir à votre question quant à la question de la langue, il est clair que je ne suis pas un démographe, alors j'ai des sources qui viennent de Statistique Canada. J'ai, par exemple, dans le cas de la ville de Hull aussi, en référence aux livres de l'histoire de la ville de Hull par Lucien Brault; j'ai, par exemple, à Hull, le taux d'anglophones. Par exemple, il était en 1901 de 11,9 %; en 1941, il était de 7,3 %. D'après le recensement de Statistique Canada de 1986, il était de 5,9 %.

C'est encore des chiffres de Statistique Canada. Peut-être que certains peuvent les contester et je ne peux pas avancer d'arguments là-dessus, sauf que, par exemple, j'ai des chiffres de la ville de Gatineau. En 1981, 8,9 % anglophones, en 1986, 6,4 %. Aylmer en 1981, 37,1 % d'anglophones et en 1986, 30,7 %.

M. Assad: Vos années comme président de la Société d'aménagement... et vous avez effectivement des tractations avec la Chambre de commerce de l'Outaouais. Est-ce que cette dépendance vis-à-vis de la capitale nationale a tendance à monter ou à descendre depuis les derniers 5 à 10 ans?

M. Séguin: Je pense que, dans le sens de monter ou de descendre, on a aujourd'hui plus de maîtrise sur la partie de notre économie. On a

récupéré des ventes, c'est-à-dire des gens qui allaient acheter de l'autre côté de la rivière et qui contribuaient à l'économie des entreprises de l'autre côté. Alors, je pense qu'on a fait du rattrapage, mais on en a encore énormément à faire et c'est pour ça qu'on parle de plan de diversification économique. Il est clair que, comme tous les autres – et on le dit dans notre mémoire – sans se prononcer sur la formule constitutionnelle on reconnaît que le statu quo, il n'en est plus question. Alors, il est clair aussi qu'on ne peut pas s'imaginer que le statu quo constitutionnel va permettre que le fédéral accélère notre économie.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Assad. Le prochain intervenant, M. Marcel Beaudry.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. Je vais d'abord souhaiter la bienvenue à M. Séguin, qui est un ami à moi, de même qu'aux deux personnes qui l'accompagnent. Je veux le féliciter pour le mémoire qui est présenté devant la Commission.

Je pense que c'est un mémoire qui représente très très bien la problématique de l'Outaouais québécois où vous soulevez en particulier le fait que la fonction publique, par exemple, à Montréal représente 7,2 % de la force ouvrière; à Québec, 14,3 % et dans l'Outaouais québécois, 25 %. Je pense que ces statistiques-là démontrent facilement que l'Outaouais est sans doute la région la plus vulnérable de toute la province dans quelque changement constitutionnel que ce soit.

Malgré le fait que tout le monde s'accorde pour dire que le statu quo n'est pas acceptable, il n'en reste pas moins que toute mesure qui pourra être prise et toute recommandation qui pourra être faite par la Commission pour un changement éventuel constitutionnel devra tenir compte, bien sûr, de la problématique particulière de l'Outaouais.

Ceci étant dit, j'aimerais savoir de vous, M. Séguin, dans un premier temps, en présumant que des emplois fédéraux et des emplois dans l'entreprise privée du côté de l'Ontario – parce qu'on sait que plus de 15 000 personnes qui demeurent au Québec travaillent dans l'entreprise privée en Ontario, alors que seulement 2500 Ontariens travaillent du côté québécois – dans un contexte où des emplois seraient perdus, combien d'emplois indirects ceci pourrait entraîner pour notre région? Combien de pertes d'emplois indirects pourraient être entraînées du même coup? (10 heures)

M. Séguin: Disons que je me fie à la bonne foi des renseignements de mon économiste à l'effet que l'impact, ici, des postes de la fonction publique fédérale, par exemple, ou d'entreprises privées, c'est que, pour deux emplois qu'on retrouve de la fonction publique fédérale ou de

l'entreprise privée d'Ontario, ça signifie un autre poste indirect. En d'autres mots, l'impact que les revenus de ces gens-là, puisqu'ils peuvent dépenser un peu partout, ça crée soit des postes de commis dans les magasins ou dans des dépanneurs, mais on peut dire: Ajoutez 50 % à ceux qui seraient mis en chômage.

M. Beaudry: Alors, si on parle de façon absolue de la perte, en présumant que rien ne soit fait, que les emplois fédéraux seraient perdus, qu'ils sont au nombre de 26 000 — mettons qu'on ne les perd pas tous, parce qu'on aura une étude, tantôt, qui nous dira que, dans la pire des situations, on pourrait en perdre peut-être 18 000 ou à peu près et que, même dans le contexte où il y aurait réciprocité avec l'Ontario puis qu'on perdrait un autre 12 500 emplois — ça veut dire que, en tout et partout, avec les emplois indirects, on parlerait peut-être de 40 000 à 45 000 emplois.

M. Séguin: D'après nos prévisions, ce serait ça.

M. Beaudry: Il y a une autre chose que je veux vous demander. Votre corporation a été créée et est entrée en vigueur en 1970, et le but premier de la SAO, de la Société d'aménagement, était de promouvoir l'industrie et le tourisme dans l'Outaouais québécois. Et ça, c'était pour faire, en fait, le pendant à la Commission de la capitale nationale qui, de l'autre côté de la rivière, s'occupait de promouvoir, justement, ces deux aspects importants de notre économie. Est-ce que vous pouvez nous dire si Québec, dans son gouvernement actuel et dans les gouvernements qui ont précédé, a répondu aux objectifs de la SAO? Et j'aimerais bien savoir si, aujourd'hui, votre organisme est bien vivant ou s'il n'est pas plutôt mourant. J'aimerais vous entendre là-dessus. Parce que vous savez, M. Séguin...

Le Président (M. Jean Campeau): Monsieur, il faut lui donner une courte réponse.

M. Séguin: Je vais lui donner une courte réponse, M. le Président. À titre d'exemple, la Commission de la capitale nationale a un budget de 100 000 000 \$. Dans les bonnes années, notre organisme a reçu de Québec un budget annuel de près de 6 000 000 \$. Cette année, c'est 2 000 000 \$ et, l'an prochain on nous laisse entendre qu'on aura 1 500 000 \$. On vit sur l'oxygène.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, monsieur. Nous passons maintenant à M. Robert Middlemiss.

M. Middlemiss: Votre mémoire, sans doute en raison de la situation géographique de notre

région, apporte un éclairage tout à fait différent. Il est concret, il est réaliste, enfin il pose les vraies questions: Qu'arrivera-t-il de notre région dans le Québec de demain?

Bien sûr, vous ne prenez pas position dans votre mémoire sur ce que le Québec devrait choisir comme option constitutionnelle, mais vous nous dites combien vous avez d'inquiétudes face à l'avenir et, moi, je trouve cela normal de s'interroger de cette façon. Trop de groupes ont jusqu'ici pris position en répétant un certain nombre de clichés ou en s'abandonnant à un optimisme démesuré. Vous nous dites, à la page 2 du mémoire: "Or, malgré le remue-ménage constitutionnel, il convient de rappeler que les Ontariens sont les partenaires les plus importants du Québec et qu'ils le demeureront. Ils sont aussi nos voisins et ils le resteront." Eh bien, c'est vrai pour notre région et c'est vrai pour le Québec dans son ensemble. Le Conseil du patronat nous rappelait dans son mémoire que 61 % des exportations québécoises étaient destinées à l'Ontario.

J'ai aussi apprécié à la lecture que vous faites de la présence fédérale. Il faut que je vous dise qu'il y a beaucoup de mémoires qui nous ont été présentés où on répétait les vieux préjugés à l'effet que le fédéralisme était inutile et même néfaste. Vous nous dites, à la page 6: "...les secteurs tels les services spécialisés, la haute technologie et le tourisme, stimulés au départ par la présence du fédéral, ne dépendent désormais plus seulement de ce client." Autrement dit, il n'arrive pas toujours mais il arrive que le régime fédéral permette de lancer des secteurs d'activité, contribuant ainsi à la promotion et au soutien du développement du Québec. Alors, il faudrait peut-être arrêter de dire que tout est mauvais dans le régime fédéral. C'est faire injure à notre intelligence. Mais, d'autre part, il est clair qu'il y a des choses à modifier pour permettre au Québec d'avoir une marge de manoeuvre nécessaire à son développement.

Cela dit, M. Séguin, vous mentionnez dans votre mémoire l'importance pour la région de l'Outaouais d'être étroitement associée au réaménagement constitutionnel que s'approprient à vivre les Québécois. Alors, pour un développement optimal de la région de l'Outaouais, quel type de cadre constitutionnel vous et votre organisme préconisez-vous? En d'autres mots, après avoir examiné différentes options constitutionnelles, laquelle favoriserait le plus le développement de notre région et nous permettrait de compléter le rattrapage économique par rapport à la rive ontarienne?

M. Séguin: D'abord, je voudrais souligner qu'il est exact que la haute technologie a commencé à faire sa marque dans la région, ainsi que le domaine de la recherche. Mais je dois souligner, par contre, que 99 % des jobs dans ce domaine-là sont encore sur le côté ontarien. Et

je dois souligner qu'un des grands responsables est aussi le gouvernement fédéral dans ce cas-là. Parce qu'on avait, par exemple, un centre de recherche à Hull, le Centre de simulation de vol aérien du ministère des Transports, qui était à Hull, sur le boulevard du Sacré-Cœur et, drôle de coïncidence, au moment où c'est un Québécois qui était ministre des Transports, ils l'ont transféré à Oakland en Ontario. Alors, c'est la sorte de centre dont on aurait besoin de ce côté-ci.

Et pour faire tout ça, ça nous prend un plan de diversification économique sanctionné par Québec. Je ne vous répondrai pas à l'intérieur de quelle option constitutionnelle, je dis l'autorité provinciale. Si elle veut accepter le plan de diversification économique qui fera que, par exemple, les différentes sociétés d'État à caractère économique aient un oeil plus sympathique vis-à-vis de notre région, tout ça ensemble, on pourra rééquilibrer notre économie.

Maintenant, à l'intérieur de quelle sorte de constitution? Ça, c'est le mandat de votre Commission. Nous autres, ici ce matin, vous allez peut-être dire: Vous nous trouvez des problèmes aux solutions. C'est peut-être vrai, je vous trouve des problèmes aux solutions, par contre, je pense que vous avez été mandatés pour trouver des solutions à nos problèmes. Alors, je vous dis: Répondez positivement à nos préoccupations et dites-nous, vous, c'est-à-dire, vous, dites au gouvernement quelle position il doit prendre pour répondre à nos préoccupations, pour que, justement, on puisse évoluer comme on le souhaite. On peut passer comme régionalistes, à ce moment-là. Mais c'est vrai, nous sommes une société d'État, du gouvernement du Québec avec un mandat pour une région et la région de l'Outaouais ce n'est pas juste Hull, ça comprend Papineau, Pontiac et la vallée de la Gatineau. Et notre préoccupation première, c'est le pain et le beurre des gens de notre région. Et à ce moment-là, donnez-nous des garanties à l'intérieur de quelle formule constitutionnelle. On va l'analyser et on veut suivre la démarche du Québec.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, monsieur. Nous passons maintenant à M. François Gendron.

M. Gendron: Oui, je voudrais vous remercier, M. Séguin ainsi que vos deux collègues d'avoir accepté de venir à la Commission constitutionnelle. Il est important, je pense, qu'une société comme la vôtre, qui s'est occupée d'aménagement du territoire, de développement et de faire un peu le pendant à la Commission de la capitale nationale, pas toujours avec les mêmes moyens, je le sais. C'est important de vous entendre et c'est important pour nous tous aujourd'hui, je pense, en débutant nos travaux, d'avoir un bon descriptif de la situation actuelle pour l'évaluation des différents mémoires qui

seront présentés devant nous. Je voudrais juste rappeler rapidement cette réalité. Quand on indique que 12 % du territoire de la communauté régionale de l'Outaouais est occupé par le fédéral – et c'est important de garder ça en mémoire pour toute la journée – que près du quart des travailleurs de la région sont à l'emploi du gouvernement fédéral et presque plus du tiers du territoire de la ville de Hull est occupé par le fédéral, il me semble que ce sont des réalités qu'il est important que vous nous rappeliez.

Je voudrais, parce qu'on a peu de temps, aller tout de suite à votre mémoire. Vous avez indiqué, entre autres, dans votre mémoire, en faisant référence à l'étude du professeur Saint-Germain quant à la viabilité pour le Québec d'accueillir et d'intégrer les fonctionnaires québécois fédéraux, cependant, vous ne mentionnez pas que cette étude – et là je fais référence à l'étude Saint-Germain – que nous serions capables de garantir les emplois de ces fonctionnaires. Alors la question est très simple, c'est: Pourquoi avoir omis cette conclusion et de parler des effets catastrophiques que ça aurait si le Québec déclarait rapidement sa souveraineté politique. J'aimerais savoir de vous sur quoi vous vous êtes appuyés pour ne pas faire référence à une des conclusions du rapport Saint-Germain quant à la capacité du Québec d'offrir des alternatives d'emplois concrètes à l'ensemble des fonctionnaires ici, dans la région de l'Outaouais.

M. Séguin: D'abord, on cite justement les constatations de M. Saint-Germain, et je sais qu'il va me suivre ici, alors il va pouvoir certainement répondre à vos questions. Pourquoi nous on n'a pas... on a dit dans notre texte que, théoriquement, c'est peut-être possible d'absorber ces gens-là, excepté que nous autres, notre préoccupation, c'est que, indépendamment du changement constitutionnel, s'ils sont absorbés, un certain nombre, à la suite d'une révision constitutionnelle ou bien à la suite de la souveraineté, notre préoccupation première, c'est qu'ils soient absorbés ici, et non pas absorbés pour être localisés à Montréal ou à Québec. Ce n'est pas les jobs des individus en particulier, ce sont ces jobs-là et l'impact.

En passant, on souhaiterait bien voir cette Commission recommander au gouvernement, par exemple, de prévoir quelque chose qui ressemblerait à l'article 45 du Code du travail. Quand il y a un nouvel employeur, il doit garder les employés, puis ajouter un petit bout de phrase: qu'il doit les garder dans la région.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Gendron: Rapidement, M. Séguin, j'aimerais ça aussi vous entendre, j'aimerais ça vous entendre également sur les interventions de la Commission de la capitale nationale. On sait que

vosre organisme a été créé pour faire un peu contrepoids ou contrebalancer les interventions de la Commission de la capitale nationale sur le territoire québécois. Est-ce que vous auriez quelques caractéristiques spécifiques à nous indiquer d'interventions dites un peu contraires aux orientations que vous auriez souhaité être prises ici sur le territoire québécois par la Commission de la capitale nationale?

M. Séguin: Oui, d'ailleurs, comme vous l'avez certainement vu, M. Gendron, à l'annexe 3, je pense, de notre rapport, on fait une liste de doléances. Comme j'ai répondu à M. Assad, je ne veux pas dire que c'est entièrement négatif. Par contre, cet organisme fédéral fait de la planification quant à notre avenir et la plupart du temps on n'a pas voix au chapitre.

Encore récemment, on a publié, par exemple, "Outaouais 2050", et tout à coup nous avons appris qu'on s'est servi des cerveaux de nos organismes, mais sans le demander à nos différents conseils d'administration. C'est ce qu'on reproche, et c'est pour ça que je disais tantôt: Je ne vois pas pourquoi demain matin cette structure-là ne serait pas changée pour que ce soit limité au Québec, à l'Ontario, et au Canada à la même table. Et quand je dis "Québec", on pourrait y retrouver nécessairement des gens du côté municipal ou régional.

La Commission de la capitale nationale, nécessairement, ses préoccupations premières, dans le passé, c'était de faire de la verdure sur ce bord-ci et de faire des infrastructures de l'autre côté. Quand la Société d'aménagement a été créée, c'était à la suite d'un constat, qu'il fallait que le Québec fasse quelque chose. Le Québec nous a donné pendant... Nous avons peut-être eu 150 000 000 \$ pendant 20 ans, mais c'est bien peu comparé à un budget de 100 000 000 \$ par année, et cet organisme-là, nécessairement, a favorisé l'implantation d'édifices fédéraux de l'autre côté.

On a eu un certain rattrapage de côté des édifices fédéraux, mais après de dures batailles. Et les édifices fédéraux qui sont ici, je dois reconnaître qu'on les a voulus. On les a voulus, parce que ça représente 1 000 000 000 \$ d'évaluation, ça apporte de l'argent dans les fonds, et parce que le gouvernement fédéral est un bon employeur. Mais la Commission de la capitale nationale, c'était peut-être bon dans les années cinquante de planifier, alors que les urbanistes n'existaient pas dans le langage québécois, mais aujourd'hui, on a des gouvernements municipaux, on a des MRC, on est capables de planifier notre territoire, et plus particulièrement de concert avec Québec, et je n'ai pas d'objection qu'il ait voix au chapitre, mais non pas qu'il soit le leader.

Le Président (M. Jean Campeau): 15 secondes, M. Gendron.

M. Gendron: Merci, M. Séguin, qu'est-ce que vous voulez, en 15 secondes, ce n'est pas possible. Merci beaucoup.

M. Séguin: M. Gendron, on pourrait s'en parler pendant une heure.

M. Gendron: Ça, je sais.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Séguin, M. Gagnon, M. Materazzi, merci de votre contribution aux travaux de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

M. Séguin: On vous remercie, M. le Président. Il est clair que nous sommes à la disposition de la Commission, si vous avez besoin de plus de précisions d'ici la fin de votre mandat.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait, monsieur.
(10 h 15)

Le prochain intervenant, M. Saint-Germain. Avant d'écouter M. Saint-Germain, je me permets deux rappels. Un premier. Je me permets de rappeler aux membres de cette Commission qu'il a été convenu, lors de la dernière séance de travail, de donner le plus de temps possible, le plus de temps de parole possible à nos invités. Il a été convenu que les questions seraient courtes et les préambules presque inexistantes. Alors, si on pouvait aussi se conformer, ça nous permettrait de tirer le maximum de profit des gens qui viendront, devant nous exposer leur mémoire.

Ma deuxième intervention, bien c'est bien sûr, c'est pour ceux qui n'étaient pas arrivés au début de la dernière audience, alors que j'ai dit que cette Commission n'acceptait aucun applaudissement. Encore une fois, c'est peut-être à regret, mais les règlements sont comme ça et j'espère que vous les respecterez.

M. Saint-Germain, bienvenue avec nous. Vous avez cinq minutes pour la présentation de votre mémoire.

M. Maurice Saint-Germain

M. Saint-Germain (Maurice): M. le Président, Mmes et M. les commissaires, le mémoire que je vous présente examine surtout la dimension régionale du transfert de juridiction des employés fédéraux, dans l'hypothèse de l'accession du Québec au statut d'État souverain. En faisant cette étude, j'ai eu pour motivation de faire connaître au-delà de la région les intérêts de l'Outaouais et de les défendre, quitte à dramatiser la situation.

J'ai cherché aussi à voir comment l'Outaouais pourrait être partie prenante dans l'accroissement de pouvoirs voulu par le Québec et comment ajuster les intérêts de l'Outaouais à la démarche entreprise par le Québec.

En considérant les effectifs d'employés et

leur rémunération, il apparaît tout d'abord qu'au cours des années, le Québec n'a pas eu une part d'emplois fédéraux correspondant à sa part dans la population canadienne. Que le Québec n'a pas reçu non plus une part de rémunérations fédérales correspondant à sa part dans le produit intérieur brut du Canada. Il s'agit d'un manque à gagner certain qui, pour la seule année 1988, représente plus de 1 000 000 000 \$, et une perte de 32 000 emplois. Ceci signifie que le Québec a toujours eu, et aurait à l'avenir, la capacité financière pour rémunérer un effectif d'employés d'administration publique aussi important, ou même plus important, que le nombre d'employés fédéraux actuellement au Québec.

En ce qui concerne maintenant l'Outaouais, la région métropolitaine de Hull a aujourd'hui environ 25 000 employés fédéraux. L'accession du Québec à la souveraineté signifierait un changement de capitale vers la ville de Québec et affecterait alors la plus grande partie de ces emplois fédéraux.

Deux scénarios sont considérés. Premièrement, le scénario du laisser-faire, ne comportant aucune mesure d'intervention. Il y aurait alors, pour la région métropolitaine de Hull, une perte hypothétique de 15 000 à 18 000 emplois et de 400 000 000 \$ à 600 000 000 \$.

Deuxièmement, le scénario d'interventions gouvernementales, avec des mesures spécifiques, appropriées à l'Outaouais et qui permettraient de maintenir le niveau d'emploi existant. Voici ce scénario, avec deux priorités. Première priorité, une décentralisation systématique dans la région de plusieurs administrations nationales du nouvel État québécois. Les effectifs concernés par cette mesure pourraient représenter entre 7 % et 9 % du total des emplois d'administration publique du nouvel État. Ces mesures s'appuient sur la capacité d'absorption déjà existante à Hull et sur le fait qu'il y aurait alors un surplus d'emplois publics à Ottawa.

Ces mesures s'inspirent aussi de la décentralisation pratiquée actuellement par le gouvernement fédéral, dans laquelle 80 % des emplois fédéraux sont localisés en dehors de la région de la capitale, et dans laquelle les 2/3 des fonctionnaires fédéraux sont aussi localisés en dehors de la capitale. L'Outaouais pourrait alors puiser, au seul titre des fonctionnaires fédéraux, dans un bassin de plus de 30 000 emplois, au sein de ministères éventuellement décentralisables à Hull pour une grande partie de leurs effectifs, à commencer par les 500 nouveaux fonctionnaires québécois de la TPS. Ces mesures considèrent que s'il y a des fonctions gouvernementales non décentralisables, les employés publics le sont davantage car ils effectuent souvent un type de travail qui est commun à bien des ministères. Enfin, ces mesures de décentralisation se situent dans le temps.

Deuxième priorité, ces mesures de décentralisation administrative devraient être appuyées

par le développement dans la région d'emplois industriels et de services autres que ceux de l'administration publique et par la mise en place d'infrastructures de transport, de santé et d'éducation. En conséquence, nous faisons les cinq propositions suivantes: premièrement, que le gouvernement s'engage à garantir aux employés fédéraux du Québec leur emploi, leur niveau de rémunération, avantages sociaux et droits acquis; deuxièmement, que la commission de négociations qui s'occupera de l'intégration des employés fédéraux du Québec siège à Hull et inclue des représentants de la région afin que l'Outaouais soit servi prioritairement; troisièmement, que soient désignés à la fois un haut commissaire négociateur principal résidant dans l'Outaouais et un ministre délégué à l'intégration des employés fédéraux, si possible un élu de la région, ayant pour double mandat l'intégration des employés fédéraux pour l'ensemble du Québec et le développement économique de l'Outaouais; quatrièmement, que soient d'abord à court terme regroupés à Hull les ex-employés fédéraux qui travailleront les dossiers sur le Québec ou pour le Québec; cinquièmement, que la population de la région soit informée et préparée aux mesures entreprises éventuellement par la mise en oeuvre de mesures partielles ou de transition.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Saint-Germain. Première intervention, M. Robert LeSage.

M. LeSage: M. Saint-Germain, d'abord, permettez-moi de vous souhaiter la bienvenue parmi nous et vous remercier pour le mémoire que vous avez déposé devant cette Commission. Si je comprends bien, vous ne prenez pas position à l'égard d'un choix que la présente Commission devrait faire. Cependant, selon les remarques que vous avez faites tantôt et à la lecture de votre mémoire, il me semble y avoir certaines contradictions. Vous avez parlé de pertes hypothétiques de milliers d'emplois. Je suis d'accord avec vous là-dessus et j'irais plus loin que dire que ce sont des pertes hypothétiques. Vous parlez de ministères décentralisés. Vous nous parlez d'engagements que le gouvernement du Québec devrait prendre à l'endroit des fonctionnaires fédéraux dans l'Outaouais québécois. Là, je vous cite, M. Saint-Germain. À la page 9 de votre mémoire, vous dites: "À cause du grand nombre de fonctionnaires francophones fédéraux demeurant dans la partie québécoise de la région de la capitale nationale, le gouvernement d'un Québec indépendant conservera un important contingent de fonctionnaires à Hull."

Un peu plus bas, vous dites: "Toutes ces femmes et tous ces hommes de la fonction publique fédérale qui voudront intégrer notre fonction publique pourront le faire de droit. Les souverainistes s'engagent à décentraliser vers l'Outaouais québécois tous les emplois pour que

le nombre d'emplois augmente ici à cause de l'indépendance." Et le chef du PQ, lui, il dit: Parizeau ne veut pas de ministères éparpillés. Et il ne peut pas non plus garantir le maintien des emplois dans la fonction publique provinciale.

J'ai deux questions, M. Saint-Germain. Dans un Québec indépendant, quels seraient les services que le Québec pourrait s'offrir en plus de ceux qu'il a présentement? Et là, ne me parlez pas des postiers parce que la poste, c'est à travers le Québec. Je vous parle des ministères qui feraient en sorte que, dans l'Outaouais québécois, on pourrait embaucher un paquet de monde dans ça pour s'occuper de quelque chose de précis qu'on n'a pas présentement. Et j'aimerais vous demander aussi si vous croyez fermement qu'un gouvernement pourrait offrir aux citoyens de l'Outaouais une police d'assurance sur le maintien des emplois dans la nouvelle fonction publique québécoise. Parce que, si je me rapporte à votre mémoire — et je pense qu'il y a peut-être une erreur de frappe — vous parlez que ça coûte à peu près comme 10 000 000 000 \$ ou 1 000 000 000 \$ avec deux zéros et deux autres chiffres entre deux virgules, je présume que vous parlez de 10 000 000 000 \$. Moi, je pense qu'on parle, dans l'Outaouais québécois, d'environ un milliard quelque cent mille.

Le Président (M. Jean Campeau): La question, s'il vous plaît.

M. LeSage: Alors, pensez-vous que le gouvernement du Québec pourrait assurer à ces fonctionnaires-là une job tant au sein de la fonction publique provinciale? Et je vous parlais tantôt des contradictions vis-à-vis de M. Parizeau, le chef du PQ, alors je vous écoute là-dessus.

M. Saint-Germain: Il y a beaucoup d'éléments dans votre question. Je pense que je vais répondre globalement là-dessus. J'ai cherché, en fait, quelle était la faisabilité advenant l'éventualité de l'accession du Québec à la souveraineté, une question qui peut se poser parce que nous sommes 4 % des électeurs dans l'Outaouais et il se peut qu'un jour, par un vote libre et démocratique d'autodétermination, le Québec choisisse cette voie-là. Bon. Donc, c'est là que commence mon mémoire. Qu'advient-il pour l'Outaouais? Alors, j'ai examiné le plus possible quelles étaient les possibilités d'assurer le maintien du niveau d'emploi. Il y a une possibilité parce que, d'abord, 25 000 employés fédéraux à Hull, c'est énorme, mais 25 000 employés fédéraux à la grandeur du Québec, c'est peu.

Il y a actuellement, en additionnant les employés provinciaux et fédéraux du Québec, 260 000 et plus employés fédéraux plus provinciaux à la grandeur du Québec. Donc, nous

sommes en tout et pour tout à peu près 9 % du total ici, dans l'Outaouais. Comme il y a effectivement des emplois, vous avez parlé des postiers, et combien d'autres, qu'on ne peut absolument pas enlever à la région. J'ai évalué, comme plafond, un maximum de 18 000 emplois qui pourraient être rendus fragiles. Bon, 18 000 emplois, c'est rapporté à 260 000 emplois à travers le Québec. Donc, c'est pour montrer l'importance.

Alors, je suis ensuite allé chercher quels seraient les ministères qui ont un caractère décentralisable. Et j'ai dressé une liste, en fait, de ministères qui sont plus décentralisables parce que, comme je l'ai dit tout à l'heure dans mon exposé, Ottawa a déjà les deux tiers de ses fonctionnaires dans les seuls ministères qui sont en dehors de la capitale. Donc, un État souverain du Québec pourrait pratiquer une logique semblable et avoir, donc, en région les deux tiers de ses fonctionnaires, dont une grande partie certainement à Hull. Il suffirait d'en trouver 18 000 parmi les 230 000 en question. Alors, il y a effectivement des ministères décentralisables, comme: Affaires indiennes, Agriculture, Anciens combattants, les pensions, le ministère de l'Emploi et de l'Immigration, l'Environnement, le Revenu national, tant pour les douanes et accises ou impôt, le Service canadien des forêts, le Transport, Travaux publics. Dans tous ces ministères-là, il y a des éléments décentralisables et en plus, plusieurs d'entre eux sont déjà à Hull, comme les Affaires indiennes, comme Emploi et Immigration, Défense nationale, Environnement, les Forêts, les Travaux publics. Alors il y a des possibilités.

Le Président (M. Jean Campeau): Pourriez-vous abréger votre réponse.

M. Saint-Germain: Je peux juste dire un mot sur la TPS.

Le Président (M. Jean Campeau): J'aurais une question à poser. Je vous en parlerai tout à l'heure. Nous passons maintenant à Mme Blackburn.

Mme Blackburn: Merci, M. le Président. Merci, M. Saint-Germain. C'est une des études sans doute les plus pertinentes pour les questions que nous débattons ici, mais plus particulièrement pour la région de l'Outaouais, et on comprend que, à Hull, ces questions vous préoccupent au plus haut point. J'aimerais retenir deux des éléments d'information que vous nous fournissez, mais avant, j'aimerais souligner que les hypothèses de solution que vous mettez de l'avant nous apparaissent réalistes et faisables, et également réalistes et faisables pour le chef de l'Opposition. Et ce que dit et qu'a répété M. Parizeau, c'est qu'il pense que, dans un Québec souverain, il faudrait qu'il y ait un ministre

responsable de s'assurer que l'intégration des fonctionnaires se fasse de la façon la plus harmonieuse possible et la plus respectueuse possible des régions. Et j'aimerais vous entendre... D'abord, ce que vous soulignez, c'est que nous sommes déficitaires, c'est-à-dire que nous avons un peu plus de 20 % des fonctionnaires fédéraux, alors que la population québécoise représente quasiment 26 % du Canada, ce qui constitue un manque à gagner d'environ 1 000 000 000 \$. Alors, ça nous donne quand même une petite marge de manoeuvre.

Je voudrais savoir si vous avez examiné comment s'était réalisée l'intégration des 500 fonctionnaires fédéraux qui seront intégrés à la fonction publique du Québec en vertu de la nouvelle entente sur l'administration de la TPS, et voir si ça pourrait constituer un modèle.

M. Saint-Germain: Alors je pense qu'on a effectivement là un cas intéressant à examiner: 500 employés vont passer sous juridiction québécoise. Donc, ces employés fédéraux qui passent sous juridiction du Québec, vont recevoir leur chèque de paie du Québec et vont travailler pour le Québec et devraient donc travailler en territoire québécois. Donc, c'est une occasion unique d'appliquer ce modèle-là en faveur de l'Outaouais, que l'on récolte immédiatement sur ce projet, ces 500 emplois – qui pourraient être à l'avenir, m'a-t-on dit, jusqu'à 800 emplois au fur et à mesure des années – qu'on les récolte immédiatement pour les localiser dans des édifices qui existent déjà à Hull. On aurait 500 emplois donc gagnés de cette façon-là. Ça serait d'autant plus intéressant que, comme il s'agit de la collecte des impôts et que le Québec remet ensuite sa part au fédéral, on étendrait donc le système et, en douceur, à un moment, le Québec n'aura plus qu'à utiliser une seule déclaration d'impôt.

(10 h 30)

Mme Blackburn: Nous envisageons également que soit inscrit dans le Code du travail du Québec les accréditations accordées et les conventions collectives conclues sous le règne et la législation fédérale qui s'appliqueraient automatiquement à l'égard des salariés du Québec, des accréditations accordées des conventions collectives conclues en vertu de la législation du Québec.

Autrement dit, il y a une espèce d'automatisme, mais ensuite on assure l'harmonisation. Est-ce que c'est susceptible de rassurer quand ça devra être pris une telle décision? J' imagine qu'en même temps qu'on déclare la souveraineté du Québec ou qu'on commence à négocier, on inclut ça dans le Code du travail du Québec. Est-ce que vous avez envisagé à quel moment ça pouvait se faire?

M. Saint-Germain: Ce n'est pas l'objet central de mon travail, mais c'est pour dire que,

là-dessus, j'ai confiance, étant donné les capacités de gestionnaires qui existent déjà au Québec. Étant donné que, par exemple, on a intégré pour l'ensemble du monde de l'éducation au moment de la révolution tranquille, un ensemble où il y avait plus de 900 conventions collectives, on devient capables d'en intégrer seulement une centaine.

Quand on est capables de gérer des actifs dans plusieurs institutions financières du Québec, et il y a des personnes ici qui le savent très bien, des actifs de plusieurs dizaines de milliards dans chacune de quelques-unes des grandes institutions financières du Québec, on est bien capables de s'occuper d'un dossier de 600 000 000 \$ pour Hull. Quand on est capables de gérer des négociations au front commun où il y a 250 000 à 300 000 employés, on est bien capables de gérer une négociation sur 18 000, 20 000 ou 25 000.

Mme Blackburn: Vous citez avec beaucoup de pertinence un certain nombre de ministères qui pourraient et qu'on aurait avantage à décentraliser dans un Québec souverain. Comme je suis d'une région, je sais ce que veut dire la nécessité, l'urgence de centraliser certaines activités gouvernementales. Est-ce que vous avez estimé, dans les ministères que vous avez cités, qu'il pourrait être intéressant de conserver ici à Hull, combien ça représentait d'emplois?

M. Saint-Germain: Oui. Alors, j'ai regardé. J'ai une liste là. J'ai tout le document qui pourrait d'ailleurs vous être distribué, sauf que je ne savais pas comment je pouvais le faire. Tout l'exposé que je viens de faire et le tableau sont ici. Il y en a pour chacun d'entre vous, Mmes et MM. les commissaires. Ça permettrait évidemment de clarifier la discussion.

J'ai regardé donc les effectifs de tous les ministères qui ont un caractère plus décentralisé, c'est-à-dire ceux qui ont moins de 33 % de leurs effectifs dans la capitale fédérale actuellement. Donc, j'ai une liste d'une quinzaine de ministères ou organisations gouvernementales parmi 75. Cet ensemble représente en fait les deux tiers des emplois de la fonction publique selon ceux qui sont sous la juridiction de la Commission fédérale de la fonction publique. C'est donc un total de 143 000 personnes. J'ai imputé au Québec 25 % du total. Le Québec a 25,8 % de la population totale du Canada en 1986 et ça aboutit donc à une masse de 36 000 emplois au seul titre de ces types d'emplois de la fonction publique qui sont le bassin de population dans lequel le Québec peut puiser.

J'ai regardé ensuite les ministères qui sont déjà implantés à Hull. J'ai regardé les proportions de francophones. On peut continuer à regarder aussi les proportions de résidents québécois ou ontariens là-dedans et ensuite, passer aux conventions collectives comme vous le

dites.

Donc, c'est opérationnel. On peut aller plus avant et on pourrait discuter aussi bien de la main-d'œuvre et de l'immigration, l'immigration, domaine qu'on a failli avoir avec l'accord du lac Meech que l'on n'a pas eu et qui, justement, est un domaine à récupérer dans lequel la part du Québec, en termes d'emplois, serait de 5252 emplois, selon mon calcul, à récolter. Il suffirait qu'à Hull on en récolte 2000 ou 2500 même, ça serait très bien dans ce cas-là, par exemple. Et ainsi de suite. Je pourrais prendre l'Environnement, qui est déjà installé à Hull. L'Environnement a 1824 fonctionnaires imputés au Québec. On pourrait très bien en garder 1000 ou 1500. À Hull, il y en a à peu près 1500 actuellement dans la tour du ministère de l'Environnement qui est à Hull, boulevard Saint-Joseph.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait, M. Saint-Germain. Nous passons maintenant à Mme Cheryl Campbell Steer.

Mme Campbell Steer: Merci bien, M. le Président. M. Saint-Germain, comme on le sait tous, on a un taux de chômage à Québec qui est très élevé et une récession qui s'en vient si elle n'est pas déjà arrivée. Nous devons rationaliser nos opérations ministérielles et éliminer tout fardeau gouvernemental. Les gens d'affaires se plaignent d'un gouvernement trop lourd à ce moment-ci, d'avoir trop de gouvernements.

Moi, je voudrais savoir si vous pensez vraiment que nous pouvons accroître dans les régions de l'Outaouais le nombre d'emplois dans les ministères où le gouvernement du Québec partage les pouvoirs avec le gouvernement fédéral, surtout si ce ministère est déjà installé ailleurs, comme, par exemple, le ministère qui administre le Régime de rentes du Québec.

Vous avez parlé, dans votre mémoire, des prestations de vieillesse. Je pense bien que si nous avons déjà un ministère qui est installé ailleurs, qu'ils peuvent s'occuper de ça et nous n'avons pas besoin de transférer ce ministère dans l'Outaouais.

M. Saint-Germain: Si je comprends bien votre question, c'est sur la zone, disons, de juridiction partagée avec des interférences qui peuvent exister, qui existent d'ailleurs. On peut chercher à voir le nombre de fonctionnaires, l'effectif concerné. Je pense que ce n'est pas là la question centrale. Étant donné que le Québec a toujours eu moins que sa part de fonctionnaires fédéraux que...

Mme Campbell Steer: Ce que je voulais dire, c'est que si ces fonctionnaires existent ailleurs au Québec et s'ils font leur job, à ce moment-ci, dans ces ministères-là, est-ce qu'il y a quelque chose qui les empêche de prendre d'autres responsabilités fédérales? J'imagine qu'on va

avoir une certaine augmentation de l'emploi. Est-ce que ça va être une augmentation si haute que ça? Et est-ce que c'est vraiment souhaitable que ce soit divisé en deux, entre l'Outaouais et peut-être Québec, Montréal ou ailleurs?

M. Saint-Germain: Si je comprends bien la question, moi, je vois la question de la souplesse d'adaptation. C'est-à-dire que s'il y a des fonctions gouvernementales qui sont centralisées et que d'autres sont décentralisables, je l'ai dit, les fonctionnaires, eux, ont plus de souplesse d'adaptation. C'est-à-dire qu'il y a des tâches de commis, de gestionnaires du personnel, de comptables et ainsi de suite, qui sont polyvalentes à plusieurs ministères. Donc, ça n'importe pas beaucoup pour la problématique de l'Outaouais. C'est surtout de garder le niveau d'emploi. Que des gens aient à transférer de ministère comme étiquette, ce n'est pas central.

Mme Campbell Steer: D'un ministère à un autre. O.K. Juste une autre petite question. Nous avons entendu beaucoup de mémoires qui souhaitent une décentralisation accrue des pouvoirs et l'exploitation de ces pouvoirs dans les régions. Comme l'Outaouais n'est seulement qu'une région parmi d'autres, pensez-vous qu'un traitement particulier et spécial est nécessaire et souhaitable? Pensez-vous que ce traitement peut être vendu aux autres régions québécoises comme l'Abitibi-Témiscamingue et la Côte-Nord qui ont leurs propres problèmes de chômage?

M. Saint-Germain: Alors, je pense que l'Outaouais doit avoir des mesures particulières et ça n'enlève absolument rien aux autres régions qui ont, d'ailleurs, de grands besoins de développement économique, je le reconnais. Il s'agit seulement de reconnaître que, pour l'Outaouais, l'économie régionale dépend de la fonction publique et qu'il faut maintenir un niveau d'emploi, d'abord, en allant les chercher à travers l'administration publique du nouvel État en décentralisant et, ensuite, par le développement, comme ça a été dit, d'une économie plus diversifiée d'emplois autres que de l'administration publique, et c'est faisable.

Mme Campbell Steer: Bien. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, madame. M. Beaudry.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. Je commençais à être inquiet, M. le Président!

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Beaudry: M. Saint-Germain, je veux vous féliciter du travail que vous avez fait. Je pense que vous avez démontré dans votre mémoire un

objectif qui touche particulièrement les gens de l'Outaouais; vous avez fait un travail énorme pour essayer de résoudre les problèmes auxquels on aurait à faire face dans le contexte d'un Québec souverain. Vous nous avez parlé tantôt de deux priorités et vous dites: Peut-être que le problème peut se régler, en autant que deux priorités soient mises de l'avant. La première: la décentralisation, et la deuxième: le développement dans la région d'emplois de services et d'emplois dans l'industrie. Ça, c'est prioritaire pour vous. Si ça ne se réalise pas et si Québec ne fait rien, comme vous le dites d'ailleurs dans un de vos tableaux, au mieux, l'Outaouais perdrait approximativement 15 000 emplois fédéraux et, au pire, l'Outaouais perdrait 18 617 emplois dans la région, au niveau fonctionnarisme uniquement.

Je vous pose une question. Est-ce que votre étude a été faite dans le contexte ou avez-vous tenu compte que, dans un Québec souverain, possiblement que le Canada pourrait être démantelé, d'une part, et il n'y aurait plus de Canada, peut-être, et, deuxièmement, que la capitale, en présumant que le Canada reste une entité juridique, ne serait pas nécessairement Ottawa? Et dans ce contexte-là, est-ce que vos chiffres et vos avancés tiennent toujours? C'est ma première question.

La deuxième est la suivante. Vous avez consacré un paragraphe dans votre étude aux emplois privés pour les gens qui demeurent dans l'Outaouais et qui travaillent en Ontario. On sait qu'ils sont au nombre de 15 000. Et votre proposition est à l'effet qu'il devrait y avoir réciprocité entre les provinces d'Ontario et de Québec pour maintenir ces emplois en place. Cependant, des gens d'Ontario qui travaillent du côté québécois, il n'y en a que 2500. En présumant qu'on s'en tienne à la réciprocité stricte, l'Outaouais québécois serait en perte de 12 500 emplois. Est-ce que vous pourriez également élaborer sur cette deuxième question?

M. Saint-Germain: Bon, avec plaisir. D'abord, pour la réciprocité. Elle est fondée sur la libre circulation des personnes, des services, des marchandises entre deux États. Je voudrais dire que la dépendance de l'Outaouais québécois est beaucoup moins forte qu'on ne le pense. Par exemple, il y a non pas 2500 Ontariens qui travaillent de ce côté-ci, il y en a 18 000 à 19 000 au moins.

M. Beaudry: Je ne parle pas des fonctionnaires.

M. Saint-Germain: Oui, d'accord. Il y a quand même 18 000 à 19 000 fonctionnaires. Tout à l'heure, on les a comptés pour parler dans l'autre sens. Donc, je rappelle qu'il y en a 18 000 au total. Donc, il y a là-dedans au moins 16 000 fonctionnaires et il y a les 2500 dont

vous parlez. Mettons qu'on est à 18 500 Ontariens qui ont besoin de traverser la rivière tous les matins et qui, au lendemain d'une proclamation de la souveraineté, voudront faire de même, comme les Québécois dans l'autre sens et je suis concerné aussi.

Également, je voudrais dire que, pour les loisirs, il y a des dizaines de milliers d'Ontariens qui aiment beaucoup l'Outaouais, ses collines, ses stations de ski, si on parle de la Gatineau, et leurs chalets, leurs résidences secondaires. Ils voudront, eux aussi, avoir libre accès à leurs chalets. Donc, pour leur travail, pour leurs loisirs, les Ontariens ont un intérêt extrêmement fort à accéder librement au territoire québécois. Aussi fort, à mon avis, que l'ont les Québécois dans l'autre sens.

Pour l'autre point...

M. Beaudry: Juste une minute, M. Saint-Germain. Vous ne répondez pas à ma question là. Je ne vous parle pas de loisirs, je ne vous parle pas de quelqu'un qui vient à son chalet. Je vous parle de quelqu'un qui demeure dans l'Outaouais, qui travaille en Ontario et qui gagne sa vie parce que son travail est en Ontario. Ce n'est pas une question de loisir là.

M. Saint-Germain: J'ai parlé de la libre circulation...

M. Beaudry: Et ne me parlez pas des fonctionnaires, parce qu'il y a des gens également de l'Outaouais qui traversent la rivière tous les jours et qui vont en Ontario, qui sont en aussi grand nombre, sinon en plus grand nombre que ceux de l'Ontario qui traversent au Québec. Ma question était précise. C'était au niveau des emplois dans l'entreprise privée. C'est cette question-là: Comment ces gens-là récupèrent-ils leur emploi, en présumant que l'Ontario... Parce que une fois séparés, c'est l'Ontario qui va décider de ses lois. Comment ces gens-là récupèrent-ils leur emploi au Québec, en présumant que l'Ontario leur dirait: Ce n'est plus 15 000 qu'on vous permet d'avoir en Ontario, c'est 2500 comme les 2500 Ontariens qui viennent travailler dans l'entreprise privée du côté québécois? C'est ça, ma question.

M. Saint-Germain: Ça repose sur la réciprocité de traitement. En protégeant précieusement les emplois des Ontariens au Québec, on se garantit précieusement l'accès aux emplois québécois des Québécois du côté ontarien. C'est dans cet esprit-là. Tout repose sur une libre circulation qui a toujours été dans les programmes de ceux qui ont avancé l'idée de souveraineté. Ça n'a jamais été présenté autrement. Et ça repose aussi sur une réalité qui est extrêmement répandue à la grandeur du Marché commun européen dont on parle souvent, où, tous les matins, il y a des frontaliers par milliers qui traversent les

frontières pour aller travailler dans le pays d'à côté. Et que les frontières ça se traverse avec plus de facilité qu'on ne le pense, mais ça se traverse par les travailleurs quotidiennement frontaliers, dans les deux sens, sur plusieurs frontières européennes à l'intérieur du pays du Marché commun qui sont quand même aussi des pays souverains. Il ne faut pas l'oublier.

M. Beaudry: Ce que vous me dites, c'est que là...

Le Président (M. Jean Campeau): Je regrette, M. Beaudry, votre temps est écoulé par au moins une minute. Mme Monique Simard.

Mme Simard: M. le Président, je pense que, évidemment, on souscrit à la préoccupation manifestée quant au sort qui sera réservé aux fonctionnaires fédéraux québécois et qu'il faut s'assurer, dans l'éventualité de modifications constitutionnelles qui semblent de toute façon à peu près inévitables, que ces personnes doivent avoir des garanties mais que, de toute façon, lorsqu'on parlait de rapatriement d'un certain nombre de pouvoirs, ce problème de transfert se serait posé. Vous l'avez souligné, parce qu'il y a déjà des exemples. Dans la solution la plus extrême que serait la souveraineté, évidemment, on peut emprunter des modèles déjà existants.

Vous parlez du fait qu'il faut se préoccuper également du maintien du développement économique de la région. Vous faites référence, évidemment, au développement d'emplois dans le secteur privé comme étant nécessaire. Moi, je voudrais vous entendre sur cet aspect-là. Est-ce que vous avez fouillé la question? Quel type de développement faudrait-il préconiser? Dans quel secteur l'emploi privé pourrait-il se développer? Je pense que votre étude est très pertinente, éloquente, en ce qui concerne l'administration publique. Mais dans le domaine privé, est-ce que vous pourriez élaborer un petit peu?

M. Saint-Germain: Bon, alors l'objet de mon travail portait quand même sur la question de la fonction publique ou des employés fédéraux. J'ai regardé tout de même parallèlement cette question, mais accessoirement. Ce que je peux vous dire, c'est qu'il y a des emplois industriels et de service qui peuvent être développés. D'abord, parce que, quoi qu'il arrive, on fera toujours partie d'une très grande région urbaine qui est actuellement la quatrième du Canada, avec Ottawa, où il y a, Hull plus Ottawa, 900 000 personnes. Il y a, en plus, dans cette région, de la haute technologie, surtout à Kanata et très peu de notre côté, on a perdu même la Northern-Telecom que l'on avait à Aylmer. Donc, on pourrait espérer, quand même, étant donné la masse démographique et des talents qui sont dans la région, voir à l'implantation d'un petit quelque chose à comparer à la masse considérable d'em-

ploi d'ordre technologique qui se trouve de l'autre côté de la rivière. Donc, on fait partie d'un ensemble urbain de 900 000 personnes qui ne va pas disparaître subitement, quoi qu'il arrive.

Ensuite, il y a d'autres types d'emplois, les emplois parapublics. Il y a tout le domaine de l'éducation, de la santé. L'autre jour, on parlait de rapatriement qui était une demi-victoire pour l'Outaouais, ou demi-défaite, mais là-dessus ça veut dire des emplois chaque fois qu'on rapatrie. C'était dans le domaine de la santé, ici, l'autre jour, ici dans l'Outaouais. Alors ça pourrait être dans le domaine de l'éducation. Ça pourrait être dans le domaine de toutes sortes d'infrastructures et de chantiers qui s'ouvriraient. Il y a des possibilités donc, du côté du parapublic, parce qu'on a toujours été sous-équipés. Québec a toujours pensé qu'on avait, de l'autre côté de la rivière, de quoi trouver les services qui nous manquaient. Mais, malheureusement, il faudra penser un jour à les avoir pour nous-mêmes, et c'est une demande pressante de l'Outaouais.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Saint-Germain. Ça complète votre audience. Alors, merci pour votre étude en profondeur. Je dirais, merci pour votre étude très pointue. Merci d'avoir contribué aux travaux de cette Commission.

(Suspension de la séance à 10 h 48)

(Reprise à 10 h 52)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous reprenons les travaux.

Nous recevons maintenant M. René Tenasco, qui représente le groupe River Desert Indian Band. M. Tenasco, vous avez cinq minutes pour la présentation de votre mémoire.

River Desert Indian Band

M. Tenasco (René): Thank you very much. My name is René Tenasco, I am a counselor from the River Desert Algonquin Band in Maniwaki. I would like to thank the Commission, the president, and everybody who organized the Commission. On behalf of our people, we give you thanks and we also welcome the Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. We welcome you within our surrounded Algonquin territory.

I would just like to go over and brief basically our concerns towards the country and towards maybe its separation, maybe its breakup. And I think there are some points to consider very seriously. I think it is time and it is safe to say that Canada as we knew it or Canada as we know it now will never be the same again. Regardless of what action is taken by any commission, by any recommendation, there is a

change that is coming within our country, and it is going to be a very serious and dramatic change.

Our position, at this present time, is to be neutral. We will not say that we are for the separation of Québec from Canada, but it is like I say, there are things to be seriously considered, and that is the existence of the aboriginal people and what is the country going to do about them.

Canada has never been so close, within its reality, to be divided. And I do not think it is the ordinary people that are doing it. I think they are directed to do it. And that they are directed by the laws that are established within the country. I think the visions of Canada are being battered around to much by the leaders in the country. To many visions; empty ones. And today, we have a lack of understanding towards one another.

Our priority here. If it is the intention of Québec to separate, they have to consider the human rights and begin to consider the human rights and the recognition of our people. Not within the illusion of another race, because I am pretty sure that it is against international law, where when we come to talk about the principle of aboriginal rights, that is against one race to determine for another one what its destiny is. And just to go over briefly, what our three concerns are is this: The reality of the principle of aboriginal rights and the privileges entitled within that right itself encompasses, in the event of the separation of Québec or sovereignty-association with Canada, the new government of Québec will be in the same position that it is now.

It will not be in the position of legal authority to define the principle of aboriginal right within the limitation of its laws. This, at the present time, is a process that is being undermined by both the federal and provincial level, even though international conventions of United Nations established into statutes of law prohibit such action.

Our race of people will define who we are and what our rights are. No other nation, no other race, will do it, because it is not for another race to determine the aboriginal rights of another race. And as to who we should continue to be dictated our lives by. Oppression in this country must come to a stop and the understanding of it. The reality of existence of our race as a people situated within the natural boundaries where Québec is established now. In the event of separation of Québec, or the sovereignty-association with Canada, the new Government of Québec cannot take for granted that the aboriginal people will not automatically flow with the inclusion of becoming automatic citizens of Québec. Our race of people will decide for ourselves our own citizenship and will be determined by our own criterias, our own

rules, and within the scope of our visions of what we feel our visions are towards self-determination, and self-government for ourselves.

We are the only race of people in the world that does not have a national government within our own country. We are the only race of people in the world that has never gone to another country to impose its laws, or its cultural beliefs, or dictate a way of life to them. And dominance in this country, towards our people, has to come to an end. And as far as the land base, the reality of the land base and the territorial rights and jurisdiction, in the event of the separation of Québec or the sovereignty-association with Canada, the new Government of Québec will face what the whole government is confronted. The government will have to face the fact, and implications to the fact, that our people are non-treaty aboriginal people. We do not hold treaties with the federal or provincial government, and that fact of reality is that the province of Québec, now being governed by the Government of Québec, when itself established within the natural boundaries of unsundered Algonquin territorial land base. As a consequence, reality demonstrates that the vast areas of major Québec developed areas in cities, are situated right on the land base that retains the statute of unextinguished titles and belonging to the citizens of the Algonquin people and the Algonquin nation.

Now, what our strife for is here, both with Canada and Québec, in our self determination, is a strife that something has never been realized in this country. It is a strife for justice and to live in peace and coexistence. We can't tell the people here: You just have to go because there are too many. But you can't tell us to leave, because it's our homeland. So somewhere along the line, when we talk about changes in this country, we have to come and sit down and look at the reality of the issues. Whatever causes the problems that there are today, and there is one thing that I could say today, that if there are new relationships, it cannot be built on trust. It will have to be built on the reasoning, in understanding mistrust, our mistakes. And I think that it's very important, if we are to plan anyone's future, Canada, Québec, the aboriginal peoples or whatever. I think it's very important to look at our future because of the way that's it's going now, we don't see any future.

The development, the environment, for the sake of progress, and development is out of control. We feel that the leadership in this country has to have a new division to gear the laws of this country for peace. That's what we believe in, that's what we believe it could be realized. Because for any change to take place, it's going to take people to change it. It's going to have to take political honest will and we have not seen that, I am sorry to tell you, we have not seen it. Your own people have not seen it.

When you talk about establishing a just society with the aboriginal people, we have to question: Have you established a just society for your own people? So there has to be social reforms in many ways in this country and establish our laws on there. And you will see a lot of economic development and other things prosper within that. It is because it has never been tried, it has always been take, take, take. And for the aboriginal people for the last 500 years in 1992, we have been the recipient victims of oppression that has always been on the end of that. We are the ones who have been victimized by broken promises for 500 years and that is why we come before you today and say we have to try to look for solutions for peaceful coexistence. That discrimination and oppression and tyranny and dominance should be placed on the national agenda made within this country to really understand what it is all about. Then maybe in taking take into consideration, our future children will have an existence. Thank you.

(11 heures)

Le Président (M. Jean Campeau): Thank you. M. Tenasco m'a dit qu'il est prêt à répondre aux questions en français ou en anglais.

M. Tenasco: Excuse me. I said that I will answer them in English but my French is not too good and if you ask me questions in French, to the best of my ability I will try to...

Le Président (M. Jean Campeau): Very good. Première question, M. Gendron.

M. Gendron: Oui, I am sorry I have the same problem as you. My English is not very good.

M. Tenasco: O.K. Fais-le en français, je vais te répondre en anglais.

M. Gendron: Alors, je vous remercie d'avoir présenté votre point de vue. Il était important, je pense, que nous ayons également dans votre mémoire la réalité qui est vôtre, peu importe les modifications constitutionnelles qui seront apportées. Un mémoire comme le vôtre nous rappelle que les droits territoriaux des autochtones doivent être pris en compte, de même que le droit des autochtones à l'autodétermination, le principe de la coexistence et du Québec et des autochtones. Dans le fond, les revendications que je trouve normales, saines, peu importe les changements qui seront apportés. Je veux juste vous rappeler que nous, en tout cas, au Parti québécois, dès la fin de semaine dernière, lors de notre conseil national, on a eu l'occasion d'adopter une résolution qui sera soumise à notre congrès pour éventuellement modifier notre programme politique sur ce chapitre-là et, pour ne pas prendre trop de temps, très clairement on

dit que dans la constitution d'un Québec souverain, il y aura lieu de reconnaître et de définir les droits collectifs des nations autochtones. Nous, on pense que dans cette définition des droits autochtones, il sera important d'envisager de vous donner des gouvernements responsables qui exerceront certains droits spécifiques eu égard à l'éducation, santé et autres. J'y reviendrai tantôt.

Dans votre mémoire, vous souhaitez que le Québec définisse le genre de relations qu'il désire établir avec les autochtones, peu importe l'option constitutionnelle, mais il me semble qu'on ne peut pas juste dire ça parce que, de toute façon, si on ne définit pas un cadre constitutionnel différent, c'est très difficile d'être capable d'être très précis avec vous pour vous indiquer quel type de relations nous pourrions avoir avec vous. Alors, la question est la suivante: Est-ce que vous ne croyez pas que, comme le cadre constitutionnel aura un impact majeur sur ce type de relations que vous souhaiteriez que nous définissions d'une façon plus précise, notamment dans le domaine de l'éducation, à titre d'exemple, à cause des pouvoirs fédéraux, est-ce que vous ne croyez pas que, compte tenu de l'impact, il serait majeur de connaître un peu plus votre point de vue sur un cadre constitutionnel autre que celui que nous connaissons, pour envisager plus concrètement ce type de discussions ou de précisions entre les relations qu'on devrait avoir entre les communautés autochtones et le Québec?

M. Tenasco: Your question is pretty long in French. I am going to try to answer the way that I understood it. It is true that a lot of things just cannot be said like that and that a lot of steps have to be taken, but it is the same that when we review, from our point of view, what the Canadian people are going through, through Québec and Canada, and their discussion, very little of it in a direction how it could come is being filtered to the common and ordinary people out there. So in the same way with this, I think this is the one that you are thinking about? The position?

I had an opportunity to meet maybe with Mr. Perron, on October 19th, in his office, and it was for consideration of what was being put on the table at that time. But I also said to Mr. Perron, on our point from the Algonquins, what other nations say, that is up to them, that is for their nation to decide for themselves, but as far as the Algonquin nation, the representatives that they had were not there to execute the will of the people. And that has to be very clear, that the committee that is now in place the way that we see it by the Parti québécois, and although it is good intent, all right, although it is good intent...

M. Gendron: Oui.

M. Tenasco: ...you know, it does not, the representative that was there does not represent me, does not represent my band, and other Algonquin bands. So that is one difficulty in relations that we have to correct. And if we say that we are going to put something forward this way or that, we have to have an indication as to what our position is. I think steps have to be taken first to ask the leadership to really come down and to really define all these things. And if there is going to be a definite definition of anything, whether it is the aboriginal rights or the privileges that are encompassed within that right, the only thing that could be done is that it has to be a recognition from the other nations of what we justify as ours.

M. Gendron: Oui.

M. Tenasco: And if I may add for the simple reason that in any step to nationhood, for any people to come to nationhood, there has to be a justification of that, according to international law, and we all know that. And when you become a nation, there are steps that you have to abide by, and these are uncertainties that we want to sit down and define. But if there is anything that is going into the law, it should be made on the promise that this is what will come, because we have been through it for 500 years. It should say: This is the law, and let us work at it together, and it is going to be geared for your people's understanding and our people's understanding, to codevelop what is in the province of Québec together. Because, at one point, we are going to have to realize that.

M. Gendron: O.K. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Votre temps est encore écoulé. M. Holden.

M. Holden: Thank you, Mr. Chairman. It certainly is good that native people do come before us, and especially in your brief you point out the urgency which confronted us all this summer, what with the failure of Meech and the Oka crisis. So we are very pleased that you are here today. We know that we have a promise of an undertaking from the minister and there is going to be a special forum on Native affairs, which will be held, I guess, before the end of March to hear from, not just your band, but from as many representatives I presume as can be assembled.

But after you go through the problems we had this summer, you said in your brief, on page 8: "Maybe the reality of the overall situation that exists is the true principle of nationhood promoting fairness and establishing harmony for all, which has eluded the process of nation building in this country". From what you tell me, or told us all, your preference is to deal with

whatever government that may be as a nation to another nation. Is that correct?

M. Tenasco: Not necessarily.

M. Holden: Well, would you explain... I mean you talk a lot about the harmony that has to prevail in order to get this discussion moving. Can you give us some... a little bit more detail on where you think that harmony has to come from and how it is going to progress?

M. Tenasco: It has to come from the reality of truth within sight of us, and our true honesty toward the well-being of our fellow people, our fellow men. We have to become human and civilized again. That is basically the foundation of all this. The government is going to find that to coexist and to live in harmony, and to function in harmony, prosperity in this country has to come to a point of being developed by good honest will of the people, of us all working and sharing together for the future existence of our people.

M. Holden: Harmony just as easily comes through a federal system as a separate Québec system if the willingness were there.

M. Tenasco: Well, if the willingness were there to produce something good, would we all be here today, looking at the question of breaking up a federation?

M. Holden: A very good question. Thank you.

M. Tenasco: So it has to be directed by leaders. Leaders in this country have to begin to have visions of how to put the people together.

M. Holden: Thank you.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Holden pour la question brève. M. Sirros.

M. Sirros: Merci, M. le Président. À mon tour, merci d'être venus. Vous mettez beaucoup d'emphasis dans le mémoire sur la nécessité de développer une approche d'harmonie, de coopération et de compréhension, a lot of needs for understanding goodwill, peaceful coexistence.

Vous dites aussi, et vous venez de le dire, que that is a step needed to be taken to ask leadership to come down and define these things. Just now in your remarks and I hardly agree with you because I think, a difficulty that I have, and I think that perhaps many of this House, is that I cannot agree entirely with you and I am sure just about everybody else here cannot agree entirely with you when you speak for the need to define humanity, to identify the ways that we can understand what it means to

be, as human beings, how we can all accept the fact that we need to have peaceful coexistence.

But there are still some very hard questions in the end that have to be answered in terms of we cannot go back 350 or 450 years ago and start over. So we have got to start from where we are now. The questions that need to be asked, I think, have to do with what you said, defining just how we are going to evolve, in terms of recognizing the Native People, their ability to direct, manage, guarantee and develop their identity in future. And, at the same time, that we all live in harmony in terms of the rest of society, because of, you said earlier, we cannot go back and you cannot leave.

Ma question fondamentale, c'est: Comment est-ce que vous voyez la notion d'une autonomie gouvernementale dans le contexte des droits des autochtones? Deuxièmement, quel rôle... Vous nous dites que, quant à vous, pour l'instant, le débat constitutionnel, vous êtes neutres. You are basically saying you figure out whether you want to keep a Federation or have a separate or sovereign Québec and what we want to see is what happens to us in that process. And I read into that that you see a role that is there presently, right now, in the present Constitution in terms of the responsibility that the federal government has over Native issues. What is your point of view, in terms of the possibility to discuss transferring that kind of responsibility?

M. Tenasco: You mean there is possibility?

M. Sirros: That is right.

M. Tenasco: I was under the impression, when I met with a lot to come back with Mr. Perron that he said that under the party policy of the Parti québécois that when it would come into being, which is our concern, and I will go back to the other question after, when it came into being, he told me: We are going to divide the nations of Indian people within Québec from the others of Canada. That is his exact words, but that is not the principle that we want, you see, so we feel a threat. It is just like a threat that a person has of finally breaking up Government policy one way or the other. In that context of nations, it would be the same thing.

It is true we cannot go back 300 years and it is true that we face certain realities that have developed to the present circumstances as to what we see today. But it is also true that we are not going to go through another 300 years of oppression. So, there is a point in time where we have to sit down and say: Hey, listen, look! Let us look at life. Not only at the life of the people but the life of nature and the developments out there.

You know, our politicians in this country have to take more time to walk out there and feel, see and touch the reality of life. When we all go eat dinner, maybe we should go down to the closest soup kitchen in this country, down the street here, and feel it. And the process of establishing something in harmony would be far off, but if we have in mind to sit down, these things will not happen within your society nor the oppression that our people face within our society continually. We should have the political will to find some kind of a direction because even if the goal is there, you still have to have a direction to go to that goal. But the people have to be informed of how you are going to do it.

Now, do you ask me a question in French, I do not know if I...

M. Sirros: I will ask you a precise one, if you like, in English. We heard from the Montagnais, for instance, in Seven Islands and in Jonquière, but they are not asking for a State within a State. When you talk about nationhood and autonomy, can you agree with them that we can look to find models that do not necessarily mean a State within a State, and that we can look at models of autonomous government?

M. Tenasco: It depends how you look at the justification of rights and what you want to surrender, not only to another nation, but to your own nationality, I guess. And I think that is a question that everybody ask themselves. But, to me as a North American Indian, a different race, I have entitled my government to rule and govern myself and my people, based on my aspirations. Nobody could deny me that.

Le Président (M. Jean Campeau): Well, M. Tenasco, thank you for your contribution to our Commission on the future of Québec.

M. Tenasco: Thank you.

Le Président (M. Jean Campeau): Les prochains intervenants seront la Ville de Hull.

(Suspension de la séance à 11 h 16)

(Reprise à 11 h 19)

Le Président (M. Jean Campeau): Bienvenue aux représentants de la ville de Hull. M. Michel Légère, monsieur le maire, si vous voulez nous présenter vos collègues.

M. Légère (Michel): Merci, M. Campeau. Je suis accompagné de Mme Gagné, à ma droite; M. Nadon, vice-président du comité exécutif du conseil municipal; M. Ducharme, membre du conseil.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Alors, vous avez cinq minutes, monsieur le maire, pour nous présenter le sommaire de votre mémoire.

Ville de Hull

M. Légère: Merci, M. le Président. MM. les Présidents, mesdames, messieurs les commissaires. Je voudrais en premier vous souhaiter la bienvenue dans la ville de Hull. Vous êtes une auguste assemblée qui, j'en suis certain, nous permettra d'établir de meilleures relations entre chacun et chacune. Lorsque vous venez, vous faites, pour nous, partie, entre autres, peut-être des 4 000 000 de visiteurs qui viennent dans notre grande région. Et quand ces visiteurs regardent Hull, c'est le Québec tout entier qu'ils regardent. C'est pourquoi nous disons que Hull est une vitrine du Québec. Il importe, par conséquent, qu'elle envoie une image positive à tous égards, que Hull fasse une bonne impression et, surtout, incarne bien la société distincte.

Nous faisons partie de la troisième région urbaine en importance au Québec. En fait, si nous étions même une seule ville, on serait la troisième ville du Québec. Nous sommes au cœur de la quatrième région en importance au Canada, c'est-à-dire que nous sommes au cœur d'une population de 800 000 personnes. Avec Québec et Montréal, nous formons un triumvirat de la représentativité du Québec en Amérique du Nord et même sur la scène internationale, plus particulièrement dû à la présence de nombreuses ambassades dans la capitale du Canada.

La problématique de Hull est très particulière à plus d'un point de vue. D'abord, comme pôle économique principal de l'Outaouais, Hull est fortement, sinon exclusivement polarisée de l'extérieur du Québec par une communauté urbaine d'Ottawa-Carleton, jouissant de multiples avantages et privilèges au statut officiel d'Ottawa comme capitale du Canada. Cette polarisation économique s'est accentuée surtout avec l'ouverture de l'autoroute 417 reliant Montréal à Ottawa. Cette autoroute ontarienne aide ainsi l'économie québécoise à se faire concurrence à elle-même sur le dos de l'Outaouais. Pendant ce temps, le projet de l'autoroute 50 reliant Montréal à l'Outaouais par la rive nord continue de regarder passer toutes les couleurs de l'arc-en-ciel politique.

Sur les plans social, culturel et commercial, à cause de l'attraction d'Ottawa, la région éprouve beaucoup de difficultés dans ses rapports de masse avec ses concitoyens et concitoyennes. Ils comptent, nous comptons, pour une bonne part, sur Ottawa pour nos loisirs, nos activités culturelles, notre gagne-pain, nos achats et même nos soins de santé. Notre capacité de créer un sentiment d'appartenance, d'attachement et d'identité exclusive dans la population pour jouer pleinement le rôle de place forte du fait français

dans la région s'en trouve érodée.

Enfin, notre ville est totalement subjuguée par la Commission de la capitale nationale. Celle-ci joue un rôle plus déterminant à Hull que le gouvernement du Québec. Elle va même jusqu'à déterminer que des bornes fontaines devant le Musée canadien des civilisations seront de couleur grise à Ottawa. Les conséquences de cette situation sont pour Hull et l'Outaouais québécois une abâtardisation lente même certaine de l'espace mental hullois. Ce processus est dynamisé, amplifié et accéléré par la présence envahissante de la Commission de la capitale nationale, c'est-à-dire une annexion tranquille de cet espace à un district fédéral. Pour le Québec, il y va clairement et par-dessus tout de l'intégrité de son territoire, tant du point de vue de l'étendue territoriale que de celui de l'exercice des pouvoirs en matière d'aménagement et de développement. Pour le Canada, la situation de Hull à travers un vécu quotidien et concret reflète, à une autre échelle, l'inconfort du Québec et des francophones dans la Fédération canadienne. À l'annexion tranquille ouverte de Hull à un district fédéral, nous disons fermement non. Certes, il faut les prendre pour ce qu'elles sont les déclarations sur l'emploi qu'on lance dans le firmament de l'Outaouais et dans certains cas pour faire peur. Il serait néanmoins irréaliste et irresponsable d'y répondre désinvoltement par un "il n'y a rien là". À la vérité, tout réaménagement constitutionnel significatif dans le sens d'un rapatriement constitutionnel, sinon total, des leviers politiques, économiques, fiscaux, législatifs, affectera d'abord l'Outaouais avant et beaucoup plus que toute autre région du Québec.

Cela étant, pour avoir une photographie complète de la situation, il faut se rendre compte que ce rapatriement de pouvoirs affectera tout autant la municipalité d'Ottawa-Carleton et la ville d'Ottawa. Celle-ci a, tout comme Hull et l'Outaouais, intérêt à ce que les choses se passent sans avoir à déménager des emplois. Nous souhaitons que la Commission consacre un de ses forums à Hull et l'Outaouais. Nous voulons rester une ville française. Nous voulons être du Québec à part entière. Nous voulons que les terrains actuellement possédés par la Commission de la capitale nationale en territoire québécois soient cédés au gouvernement du Québec. Nous recommandons la création d'une commission québécoise confinée à la rive nord de l'Outaouais, qui serait chargée, en exclusivité, de leur aménagement et de leur gestion.

Le glas du Canada à 11 ayant été sonné et entendu par les Québécois et les Québécoises, il devrait y avoir politiquement, le Québec d'un côté, et le reste du Canada de l'autre, évoluant d'un commun accord, à l'intérieur d'une superorganisation de coopération économique. Différentes et distinctes l'une de l'autre, ces deux entités politiques trouveront mutuellement et réciproquement avantageux et conforme à leurs intérêts

respectifs de déléguer à cette superorganisation la gestion concertée de certaines de leurs affaires économiques, notamment. Celle-ci pourrait même être appelée la Communauté économique du Canada-Québec.

Le Président (M. Jean Campeau): Est-ce que vous pouvez abréger, M. Légère?

M. Légère: Oui, M. le Président. Les Hullois et les Hulloises sont bien conscients que leur position sera un élément majeur de la problématique devant servir à façonner l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Leur objectif est de participer à part entière à la démarche québécoise et de tirer le meilleur profit possible des mutations qui s'annoncent dans le régime canadien, en solidarité avec les Québécois et les Québécoises de toutes les autres régions du Québec. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Légère. Première question, M. Sébastien Allard, qui sera suivi de M. Gilles Duceppe.

M. Allard: Merci, M. le Président. M. le maire, je prends la dernière page de votre mémoire – et c'est à peu près ce que vous venez de dire en conclusion – où vous dites que pendant la période où on va essayer de faire des arrangements avec le Canada, et je présume qu'on parle du cas où le Québec accèderait à la souveraineté. Il faut envisager une longue et probablement délicate période de négociations et de transition vers quelque chose qui sera très certainement différent du statu quo. Alors, je ne sais pas jusqu'à quel point vous avez réfléchi à cette partie-là de votre mémoire, mais la longue et délicate période de négociations, ça veut dire quoi? Vous voulez dire que ça va être difficile de négocier? Ça c'est ma première question.

Si vous me permettez, pour aller le plus vite possible, ma deuxième se rapporte au dernier paragraphe de la page 28, où vous parlez, peut-être encore en pensant à la possibilité de la souveraineté, d'une superorganisation de coopération économique. Ma question c'est: Comment voyez-vous cette superorganisation?

M. Légère: Vis-à-vis de la question de la négociation, toute négociation est toujours difficile, que ce soit la négociation d'une convention collective, d'un contrat de mariage ou d'autre chose. Il s'agit, à ce moment-là, de s'assurer que chacune des parties peut en sortir grandie. Ça veut dire, à ce moment-là, de part et d'autre, une relation qui fait qu'on négocie dans le respect, dans la dignité et dans la volonté d'être, pour que les deux parties puissent s'assurer une meilleure qualité de vie pour l'ensemble de ses citoyens. C'est dans cet esprit-là qu'on dit qu'effectivement – puis on est

d'accord – c'est toujours difficile.

M. Allard: Bon alors, ça va être difficile, et à votre avis, est-ce que ça veut dire, quand vous dites que ça va être difficile, que les Québécois, pendant cette période, et les gens de la région de Hull, peut-être davantage que d'autres, pourraient avoir à subir les conséquences de ces négociations difficiles, dans leur qualité de vie ou leur niveau de vie? Vous parlez d'une période longue.

M. Légère: Dans tous les cas où il y a des négociations et que c'est difficile, chacune des parties subit certains éléments, des fois, qui sont plus ou moins avantageux. Mais, finalement, le résultat final, c'est ça qui compte, c'est d'en sortir grandi. Je pense que dans le contexte présent il est essentiel qu'un message soit lancé au reste du Canada pour démontrer jusqu'à quel point nous sommes sérieux dans notre volonté d'être puis dans la volonté aussi de nous assurer que la société distincte puisse être.

M. Allard: Alors, peu importe que ce soit pénible, il faut arriver là où on voudrait arriver, sans savoir trop ce que ce serait, l'objectif ultime?

M. Légère: Il y a toujours... Vous voulez essayer de me faire dire si c'est heureux. Les négociations, vous savez, en tout cas, à quelque niveau que ce soit, même pour un taux d'intérêt...

M. Allard: Je demande si ça va être difficile...

M. Légère: Si c'est difficile?

M. Allard: ...pour les Québécois.

M. Légère: C'est toujours difficile de sortir grandi. Mais combien est-on content quand on réussit! Et à ce moment-ci, je pense qu'il est important que, pour l'ensemble du pays, on soit conscient de ça.

M. Allard: Peu importe le prix. Alors ma deuxième question...

M. Légère: Peu importe le prix... Il faut s'entendre sur le "peu importe le prix". Le résultat, c'est le prix. Et souvent le résultat est très positif. La qualité de vie, par exemple, dont jouissent les citoyens et citoyennes du Québec suite à des négociations de conventions collectives... il y a eu un prix à payer, et aujourd'hui on en est encore mieux.

M. Allard: Alors la superorganisation de coopération économique, c'est quoi, selon vous? (11 h 30)

M. Légère: M. le Président, nous n'avons pas voulu entrer dans le détail, puisque nous n'avons pas voulu nous substituer aux experts qui existent pour déterminer. On a voulu surtout donner une orientation, des pistes à suivre. Et c'est dans cet esprit-là que nous croyons qu'il est essentiel, surtout dans le contexte peut-être du libre-échange, dans le contexte où il y aurait des avantages, on nomme certains exemples, tels que celui de la défense. Alors ça devrait s'inscrire dans cet esprit, où d'un côté effectivement il y a le Québec, avec ce qu'il représente, et il y a le reste du Canada par rapport à ce qu'il était vis-à-vis des 11.

M. Allard: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Allard. Prochaine intervention, M. Gilles Duceppe.

M. Duceppe: M. le président, votre mémoire est très intéressant, très bien fait. Il soulève l'importance que le Québec adopte des mesures spéciales, tant au niveau de la fonction publique qu'à celui de la nécessaire diversification économique dans la région. Cependant, j'aimerais que vous commentiez un avancé qui a été fait ce matin dans le mémoire de la Société d'aménagement de l'Outaouais, et je cite: "Advenant l'indépendance, on peut s'attendre à ce que le libre mouvement de la main-d'oeuvre et l'accès des Québécois à des emplois du côté ontarien, soient remis en question par la communauté d'affaires d'Ottawa". J'aimerais que vous commentiez ça. Et je vous demande également si nous n'aurions pas intérêt à nous inspirer de l'exemple de Windsor - Détroit, deux villes en deux pays, où il y a effectivement, je pense, un important mouvement de main-d'oeuvre à chaque jour.

M. Légère: Dans cet esprit-là, il y a des exemples très concrets et puis, si vous permettez, je vais en donner un. Au début, la ville de Hull faisait affaire beaucoup avec le Bureau de tourisme et des conventions d'Ottawa. Et, effectivement, on souhaitait qu'il nous représente bien dans toutes ses interventions pour qu'on puisse obtenir des congrès, ici, dans la ville de Hull. Il y en a même un qui était venu, et où il y avait une subvention du gouvernement de l'Ontario, et on s'est aperçu qu'il y avait des efforts qui étaient faits par en arrière pour enlever la subvention parce que ça se tenait ici, à Hull. Devant tout ça, on a décidé de créer notre propre bureau de tourisme et des congrès. Et le résultat, c'est qu'aujourd'hui nous avons eu un accroissement d'occupation dans nos industries, dans toute l'industrie hôtelière et l'industrie de la restauration, alors qu'ailleurs, et même à Ottawa, il y avait une baisse. On s'est occupé de nos propres affaires. Et on a constaté aussi que, par rapport à la région de

Hull - Ottawa, près de 60 % des Canadiens qui visitent notre région viennent du Québec. Et l'industrie, du côté d'affaires, du côté ontarien, est très intéressée à ce que ça se continue.

Sur le plan des ententes, lorsqu'il y a une bonne volonté, et puis on peut le constater, nous avons regardé un peu Windsor - Détroit, et on s'est aperçu qu'il existait une convention fiscale réciproque entre le Canada et les États-Unis. Et dans cette convention, qui date des années 1940 - c'est quand même il y a un certain temps - un citoyen canadien qui travaille aux États-Unis, à Détroit, paie son impôt aux États-Unis; le citoyen américain qui travaille au Canada, paie son impôt au Canada. Et il n'y a pas de transfert d'argent. J'ai ici la convention comme telle, je pourrai la déposer auprès des membres de la Commission. Mais c'est démontrer que lorsqu'il y a des avantages mutuels sur le plan économique, on est capable d'intervenir. Et l'autre élément, je pense qu'il est très important, c'est que quand on regarde l'ensemble de l'axe Windsor - Toronto - Hull - Montréal, on s'aperçoit que nous avons un grand triangle, un grand marché. Et ce marché est interdépendant les uns par rapport aux autres, et avec le libre-échange qui s'en vient, par rapport aux États-Unis, notre marché, ici dans la région, incluant celui de l'autre côté, est un marché de 75 000 000 \$. Alors à ce moment-là, en termes d'affaires, il y aurait avantage justement, à ce qu'on puisse bénéficier de certaines choses.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Mme Côté.

Mme Côté: Merci, M. le Président. Moi, je pense que votre message est très clair, c'est qu'il faut une révision constitutionnelle et, quelle que soit l'option qu'on choisira, il faudra avoir une préoccupation plus grande pour l'Outaouais parce que les impacts, vous les avez signalés notamment autour de l'emploi. Mais aussi vous avez, dans votre mémoire, cité bon nombre de domaines, bon, le transport, le commerce, etc. Il y a un élément cependant que pas de groupe encore n'a mentionné et qui est clair dans votre mémoire, c'est que quelle que soit l'option constitutionnelle, il y a aussi actuellement des dangers pour l'appartenance collective au fait français, des dangers pour l'identité culturelle et aussi vous avez un certain nombre de réflexions autour de la langue. Est-ce que vous avez songé ou est-ce que vous avez réfléchi sur les moyens qu'il faudrait prendre, autant pour l'Outaouais et pour le Québec, advenant, peu importe l'option, que ce soit un fédéralisme renouvelé ou une souveraineté?

M. Légère: Oui, Mme Côté. Comme entrée en matière, je voudrais dire tout simplement que par rapport à la ville de Hull et à l'Outaouais

québécois dans son entier, nous sommes une richesse importante. À titre d'exemple, je vais seulement vous énoncer où on annonçait que le Musée des civilisations croissait, mais pas à Hull ni au Québec, mais croissait à Ottawa, ce qui veut dire qu'en termes de propriété et de volonté d'être, c'est majeur ce qu'on dit là. Et si nous ne sommes pas rattachés par rapport à l'ensemble du Québec, effectivement on va devenir davantage rattachés à Ottawa et peut-être devenir, par rapport à la francophonie et la culture, ce qu'on peut retrouver par rapport à des francophones hors Québec. Je pense qu'un élément important, c'est un élément à caractère économique. La question de l'autoroute 50 est très importante. La question du rapatriement des soins de santé, que ça se donne ici dans notre région, c'est essentiel pour développer justement l'identité, l'appartenance, la volonté d'être et de cesser d'être dépendants.

Plus nous aurons ça, plus on sera fiers de représenter toutes les régions du Québec. Parce que les 4 000 000 de visiteurs qui viennent, vous savez, en termes d'impact économique, il est réel, mais aussi en termes de reconnaissance d'une vie, d'une volonté qui existe à travers toutes les régions, un des lieux où elle doit se manifester, c'est bien ici. Et la ville de Hull ne peut pas le faire seule. C'est définitif, la ville de Hull ne peut pas le faire seule. Elle doit le faire en partenariat avec son gouvernement qui est le gouvernement du Québec, sinon, à long terme, on va être dans l'obligation, peut-être par défaut, de le faire avec le gouvernement de l'Ontario. Et ce n'est pas une bonne chose pour le Québec, ce n'est pas une bonne chose pour le Canada non plus.

Mme Côté: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, madame M. Rémillard.

M. Rémillard: Merci, M. le Président. M. le maire, madame, MM. les conseillers, d'abord, merci de venir témoigner devant nous aujourd'hui. Il nous fait plaisir à nous tous ici d'être dans l'Outaouais, d'être dans Hull, ma ville natale que j'aime bien. Vous nous présentez un mémoire intéressant, bien articulé, bien fait. Ce n'est pas le mémoire d'un maire, c'est le mémoire, j'ai cru comprendre, d'un conseil, de l'ensemble.

M. Légère: Voté à l'unanimité par le conseil, MM. et Mmes les commissaires.

M. Rémillard: Voté à l'unanimité par les membres du conseil. C'est un mémoire qui est probablement l'un des plus significatifs qu'on ait reçus, en ce sens qu'on sait que tout changement majeur substantiel aux liens constitutionnels du Québec avec le reste du Canada peut signifier

des conséquences économiques importantes pour la région, en particulier pour la ville de Hull. Vous le mentionnez vous-même dans votre rapport: 41 000 personnes qui, directement ou indirectement, selon qu'elles travaillent directement pour le gouvernement fédéral ou pour l'entreprise privée, peuvent être touchées. Plaider pour la souveraineté et plaider en même temps pour la concentration du pouvoir sur la Grande-Allée, je pense que c'est assez facile de comprendre que ça signifie étouffer l'économie de la région. Pour le gouvernement, c'est une priorité, c'est pour nous... Tout d'abord, la première priorité que nous devons accorder, c'est au développement économique du Québec et, en particulier lorsque nous abordons des changements substantiels sur le plan constitutionnel, certainement accorder toute l'attention des régions comme la vôtre qui peuvent être touchées directement. Il s'agit d'être réaliste.

Dire que l'ensemble des fonctionnaires qui travaillent pour le fédéral travailleront pour le Québec comme fonctionnaires, je pense que c'est irréaliste, tout le monde en convient. Dire aussi que le développement économique de la région n'a peut-être pas été assez complet jusqu'à présent, se fiant au moteur économique administratif du gouvernement fédéral, et là vous avez raison, vous le soulignez dans votre rapport. Vous parlez du travail de la CCN, de vos difficultés, vous parlez, en fait, de toutes ces relations économiques que la région a avec Ottawa, mais votre conclusion elle est très claire, elle apparaît comme vous l'avez si bien dit tout à l'heure, M. le maire, entre autres à la page 28, lorsque vous dites que le Québec d'un côté et le reste du Canada de l'autre évoluant d'un commun accord à l'intérieur d'une super-organisation de coopération économique. Cette superorganisation, comment la voyez-vous? Vous y avez certainement réfléchi pour en arriver à une telle conclusion qu'il y a tellement de conséquences économiques pour votre région.

M. Légère: Sur le plan des emplois, en partant sur cette question, M. Rémillard, je voudrais tout simplement signaler que vis-à-vis de notre fonction publique fédérale, présentement, il y a toutes sortes de remises en question. On annonçait aujourd'hui que 100 000 000 \$ de Radio-Canada étaient pour être coupés. Il y a un impact majeur. Strictement sur le plan de notre municipalité, nous avons, par exemple, le parc Jacques-Cartier, qui est administré par la Commission de la capitale nationale, et on a décidé de ne plus payer de taxes à la municipalité ou de tenant-lieu de taxes à la municipalité. Alors, ça a signifié que, effectivement, il y a des éléments au niveau des emplois, au niveau de l'impôt, au niveau de notre capacité de répondre à nos besoins, par rapport à une présence, qui ne sont pas aussi stables qu'on puisse le laisser entendre. Ce qui veut dire que la société évolue

par rapport à notre région vis-à-vis de sa présence économique.

Dans la superorganisation, nous avons voulu indiquer une orientation, une piste à suivre. À savoir comment est-ce qu'elle serait organisée, est-ce que ça devrait être comme le Mouvement Desjardins, un homme un vote, c'est-à-dire autant de représentants du Québec que de représentants du Canada? Peut-être que oui, peut-être que non. Il faudrait regarder peut-être selon les intérêts particuliers. Si on parle, par exemple de la Banque du Canada, on pourrait peut-être avoir une représentation égale des deux parties. Nous n'avons pas de solution. Ce qu'on dit: C'est une orientation. Elle mérite d'être approfondie avec des experts, peut-être, et il est clair et net pour nous que ce que nous avons vécu jusqu'à maintenant devient intenable pour le Québec, et par rapport à la particularité dans la ville de Hull où nous avons tant de pourcentage de notre territoire qui est contrôlé par la Commission de la capitale nationale et qui, à l'heure actuelle, dans certains cas, n'agit pas comme bon citoyen corporatif, qu'il faut qu'il y ait des changements et ceci dans le respect où on est en mesure de force.

Le Président (M. Jean Campeau): Quinze secondes.

M. Rémillard: Oui, M. le maire, je sais que vous avez beaucoup voyagé, quelques fois en bicyclette...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Rémillard: ...d'autres fois aussi en prenant d'autres moyens de transport, je vous en félicite d'ailleurs. Vous êtes probablement allé en Belgique et vous faites rapport un peu, vous prenez les termes de communauté. Vous savez qu'en Belgique, dans le fédéralisme belge, il y a la communauté wallonne, la communauté flamande aussi, et une communauté bruxelloise, ou Bruxelles comme tel. Est-ce que ça vous a inspiré un petit peu dans la rédaction de votre mémoire?

Le Président (M. Jean Campeau): M. le maire, un oui ou un non.

M. Légère: Un peu.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Jean Campeau): Je passe maintenant à M. Jacques Brassard.

M. Brassard: Juste un peu. M. le Président, moi aussi je voudrais remercier la ville de Hull, M. le maire en particulier pour l'excellente qualité de votre mémoire. Je pense que là-dessus au moins je suis d'accord avec le ministre, c'est tout à fait articulé et bien étoffé, et vous

faites aussi, surtout, une description tout à fait remarquable de votre situation, sur tous les plans, situation que je considère comme inquiétante, par rapport au Québec évidemment, et par rapport à la culture et à la langue du Québec. Vous parlez d'un cortège de contraintes, du fait français fortement érodé, de la fragile situation du français, qui est devenu une langue de traduction, de la puissante machine économique-culturelle d'Ottawa-Carleton, de l'omniprésence, de l'arrogance et de l'irrespect de la Commission de la capitale nationale, d'abâtardisation lente mais certaine, de présence envahissante de la Commission et vous finissez par une évocation de la Chèvre de M. Seguin qui, comme on le sait, ne réussit pas à passer la nuit. Elle se fait manger par le méchant loup.

Au fond, ce que vous souhaitez, c'est que la chèvre soit métamorphosée en un taureau puissant, capable de résister au loup. C'est très inquiétant comme description. Quand on aligne tout ça, vous en arrivez donc, si je comprends bien, à une conclusion très claire. Je poserai ma question sur la communauté tantôt. Ce qu'il faut absolument, de toute nécessité et de toute urgence pour Hull et sa région, c'est que la situation change de façon radicale et rapidement. J'ai bien compris? (11 h 45)

M. Légère: Oui. Il faut, effectivement, que la situation change et ça demande, à ce moment-là, que le Québec intervienne, avec nous, à tous les niveaux, à tous les instants, sur le plan culturel, sur le plan économique et sur le plan social. Il y a des mesures concrètes qui peuvent être prises, que ce soit par rapport à la santé, que ce soit par rapport à l'autoroute, que ce soit par rapport au développement économique et ça doit être vu dans un esprit de partenariat pour s'assurer, justement, que les quelques arpens de neige dont Voltaire a déjà parlé ne s'appliquent pas à notre Outaouais.

M. Brassard: Deuxièmement, quant à la communauté, moi, ce n'est pas à la Belgique... Oui.

M. Légère: Pardon?

M. Brassard: Il y avait madame qui voulait peut-être...

Mme Gagné (Denise): Je me posais la question à savoir, lorsque vous posez une question à une personne en particulier, si on peut, nous autres, renchérir.

M. Brassard: Ah! Bien oui, certainement. Renchérissez, madame.

Mme Gagné: M. Nadon me disait que non. Je ne l'ai pas écouté. Comme d'habitude, on m'orientait. Comme Québec aussi, souvent, nous

oublie nous, de l'Outaouais. Je dis que nous voulons être part entière du Québec. Nous sommes des Français, des Québécois et je vous dirai la façon dont on se sent dans l'Outaouais, chez nous. On se sent, un peu, abandonnés par notre famille, nos parents. Je donnerai comme exemple que quand on est parent et qu'on ne peut pas prendre soin de nos enfants, on les met en famille d'accueil et, pour moi, nous avons été depuis bien longtemps dans une famille d'accueil qui est le fédéral. Alors, nous voulons faire partie du Québec, à part entière...

Le Président (M. Jean Campeau): Je regrette. Écoutez, vous pouvez...

Mme Gagné: ...et c'est la raison pour laquelle je voulais...

M. Brassard: Vous avez bien fait de renchérir, madame.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Jean Campeau): Sauf que je tiens à déclarer, madame, vos amis, il faudrait leur dire de ne pas applaudir.

Mme Gagné: Ah oui! N'applaudissez pas.

M. Brassard: Sur la communauté, M. le maire, moi, ce n'est pas à la Belgique que j'ai pensé. Pas du tout! Parce que la Belgique est une fédération. Moi, ce à quoi j'ai pensé, c'est au livre blanc de 1980 et à l'option Québec de M. Lévesque, qui évoque une communauté d'égal à égal, du Québec et du Canada, sur le plan économique, où ce sont deux entités non seulement distinctes, mais souveraines, qui s'entendent par traité pour créer une communauté économique, avec des institutions communautaires chargées de gérer les sujets, les éléments qu'on retrouve dans le traité.

Est-ce que je me trompe en supposant que, quand vous parlez de communauté Canada-Québec sur le plan économique, le Canada et le Québec, à l'intérieur de cette communauté, sont non seulement deux entités distinctes, mais deux entités souveraines?

M. Légère: Je pense que, compte tenu du rejet de la société distincte, du rejet de l'accord du lac Meech, à partir d'interprétations ou d'interventions qui ont été faites par des représentants du Manitoba de même que de Terre-Neuve, il devient essentiel, pour ce regroupement-là, de revoir ses positions dans un contexte où, effectivement, il doit y avoir des négociations entre deux partenaires distincts, deux partenaires qui veulent être pleinement et ça doit se faire dans un esprit d'égalité.

M. Brassard: Mais...

Le Président (M. Jean Campeau): Monsieur, le temps est écoulé.

M. Brassard: ...vous comprenez que l'égalité ne peut se faire que sur la base de la souveraineté des débats. C'est important.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Nadon, Mme Gagné, M. Ducharme, M. le maire Légère. Merci d'avoir répondu si brillamment aux questions des membres et d'avoir fait progresser notre Commission dans ses travaux. Et pas d'applaudissements, s'il vous plaît!

(Suspension de la séance à 11 h 50)

(Reprise à 11 h 52)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous entendrons maintenant le groupe du Secrétariat régional de la concertation de l'Outaouais. Mmes, MM. les membres de la Commission, si vous voulez reprendre vos sièges. Alors bienvenue, M. Ménard. Si vous voulez présenter vos collègues.

M. Ménard (Pierre): Merci, M. le Président. Alors, à mon extrême droite, M. Luc Rajotte, trésorier de l'organisme; à ma droite immédiate, Mme Nicole Patry, directrice générale du Conseil de la culture de l'Outaouais et membre de notre conseil d'administration et, à ma gauche, M. Gilles Gagné, directeur général de l'organisme.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Ménard, vous avez cinq minutes pour la présentation de votre mémoire.

Secrétariat régional de la concertation de l'Outaouais

M. Ménard: Merci, M. le Président. L'Outaouais vit depuis toujours avec plus d'intensité et d'acuité qu'ailleurs les conflits et difficultés générés par le système politique actuel. Cela s'explique principalement par la présence prépondérante du fédéral, par le sentiment d'un intérêt mitigé du gouvernement du Québec vis-à-vis de la région et par l'absence de contrôle sur son développement économique et social. Cette absence de contrôle fait en sorte que, dans l'Outaouais, coexistent deux réalités socio-économiques quasi indépendantes l'une de l'autre. Tout d'abord, une structure industrielle minoritaire qui intègre le rural, le bois et l'agro-alimentaire; deuxièmement, une structure de services dominante, strictement urbaine et dépendante de la fonction publique fédérale.

Notre région compte plus de 41 000 résidents qui oeuvrent au gouvernement fédéral ou dans le secteur privé ontarien, alors qu'en superficie près de 30 % du territoire de la ville de Hull ou 15 % de celui de la Communauté

régionale de l'Outaouais sont propriété fédérale. Ces données mettent en lumière la dépendance et la vulnérabilité de la base économique de l'Outaouais par rapport à la rive ontarienne de la capitale canadienne.

Tout changement politique ou constitutionnel visant une plus grande souveraineté du Québec aura un impact important sur le développement de la région. Ce n'est pas sans une certaine appréhension que l'Outaouais rejette le statu quo et se solidarise avec d'autres intervenants et avec l'ensemble du Québec pour demander un nouveau partage des pouvoirs.

Les champs de compétence essentiels à rendre de juridiction exclusivement québécoise sont, à notre avis, l'éducation, la recherche et le développement, le travail, la main-d'oeuvre, l'assurance-chômage, la formation professionnelle, l'immigration, la culture, les communications, la santé et les services sociaux, les affaires municipales, le développement régional, les richesses naturelles et le transport.

Un nouvel ordre constitutionnel suppose la suppression du pouvoir résiduaire et du pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral, lequel lui permet actuellement d'intervenir dans des champs qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive. Dans les champs de compétence qui demeureraient du ressort du fédéral, le Québec devra avoir un droit de regard sur toutes les interventions de ce dernier au Québec, et cela, même si ces interventions découlent de compétences exclusives.

Du côté communications et culture, l'intégrité culturelle commande le contrôle par le gouvernement du Québec des divers domaines liés au secteur des communications, en particulier les médias électroniques qui sont de puissants véhicules de transmission et de développement de la culture. Par ailleurs, un simple transfert de pouvoir du fédéral vers le Québec ne règlera pas la question du développement régional. Le Québec de demain devra redéfinir la place et le rôle des régions et particulièrement ceux de l'Outaouais.

C'est pourquoi, dans le meilleur intérêt de l'Outaouais et de sa population, nous recommandons: que Québec garantisse l'intégrité du territoire de l'Outaouais; que Québec assure la stabilité économique et sociale de la région par diverses mesures; que Québec redéfinisse le rôle et la place des régions en matière de développement régional pour donner entre autres, à l'Outaouais un certain contrôle sur les orientations, les moyens et l'ensemble des interventions susceptibles de mener à un développement intégré et durable de son territoire, et que Québec assure l'autonomie culturelle de la région en lui donnant les moyens de se développer.

L'importance de la situation stratégique de l'Outaouais n'est plus à démontrer. En plus de ses ressources physiques variées, l'histoire et la géographie ont permis de rassembler dans notre région un réservoir de ressources humaines

hautement compétentes, capables de développer des technologies de pointe liées au secteur des logiciels, de l'électronique et des télécommunications et d'assumer les fonctions requises par l'administration publique.

L'Outaouais veut bâtir son avenir sur ses acquis. Il faut donc développer aujourd'hui même un partenariat Québec-Outaouais qui assurera l'élaboration concertée d'une stratégie et la mise sur pied de moyens particuliers qui permettront à notre région de mieux s'adapter aux changements à venir.

Notre mémoire a voulu s'en tenir à l'essentiel et reflète un large consensus. D'autres aspects liés à la composition de la population de l'Outaouais, à l'économie du milieu rural, à la régionalisation, doivent être examinés en profondeur. Les enjeux sont majeurs. Nous proposons donc qu'une commission d'étude, sinon un comité ministériel comprenant une forte présence régionale, soit mise sur pied pour analyser plus à fond la question de l'Outaouais et notamment les éléments suivants: l'intégrité du territoire, l'intégration des fonctionnaires fédéraux à la fonction publique québécoise par le maintien en région d'emplois dans les secteurs nouvellement récupérés par Québec, le transfert vers l'Outaouais d'emplois dans le cadre d'une politique de décentralisation, la création et le maintien d'emplois liés à d'éventuelles institutions communes, le rôle et la place des régions dans divers domaines, notamment celui du développement régional et, finalement, l'autonomie culturelle de la région. Ainsi, le gouvernement et la population disposeront de l'éclairage nécessaire à une prise de décision qui soit dans le meilleur intérêt du Québec et de l'Outaouais. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Ménard. Premier intervenant, M. Lafrenière qui aujourd'hui est le suppléant de M. Claude Ryan.

M. Lafrenière: Merci, M. le Président. D'abord, permettez-moi de vous féliciter pour la qualité de votre mémoire que vous déposez ce matin devant la Commission et vous remercier pour votre présence ce matin. Je n'avais pas de doute que vous présenteriez quelque chose de tout à fait correct, ayant siégé au comité de concertation environ trois ans, trois ans et demi.

M. Ménard, à la page 12 de votre mémoire, vous dressez une liste de pouvoirs qui devraient être rapatriés au Québec, et qu'il en soit le seul détenteur. À la partie "richesses naturelles", j'imagine que c'est dans le sens large du mot que vous voulez dire? Ça comprend "exportations" aussi?

(12 heures)

M. Ménard: C'est dans tous les sens du mot, oui.

M. Lafrenière: J'aimerais aussi que vous

m'éclairiez par ce que vous entendez par la déclaration suivante: "Le Québec devra avoir un droit de regard sur toutes les interventions du fédéral au Québec, et cela, même si ces interventions découlent de compétences exclusives." Si ces compétences sont exclusives, comment peut-on constitutionnaliser un droit de regard au Québec?

M. Ménard: Peut-être par un autre aspect de la Constitution, M. Lafrenière. Mais je vais vous donner un exemple très très précis de ce que je veux dire. Prenons l'exemple du transport aérien. On pourrait très bien penser que le transport aérien serait du domaine exclusif d'un gouvernement fédéral qu'on garderait en place. Mais d'autre part, l'implantation d'un aéroport, d'un aéroport comme Mirabel, ça devient un élément drôlement structurant dans une région. Un port de mer, par exemple, la présence d'un port de mer, un autre exemple, au niveau du transport maritime, ça devient, encore là, une présence très très structurante au niveau d'une région. Donc, dans le choix de l'emplacement, dans le choix des divers éléments à y associer, à ce moment-là, le Québec ayant une exclusivité au niveau du développement régional, il nous apparaît logique d'y subordonner le pouvoir de dépenser d'un gouvernement fédéral qui pourrait exister. Et c'est exactement dans ce sens-là qu'on veut le dire. Et on peut, je pense, via une clause dans la Constitution, prévoir un tel mécanisme qui ferait en sorte que le Québec aurait ce droit de regard sur le pouvoir de dépenser.

M. Lafrenière: La troisième question a trait à la place des régions. Vous parlez, à la page 15 de votre mémoire, pouvez-vous me préciser quels sont les modes d'opération, les mécanismes à mettre en place pour harmoniser les relations Québec-régions et aussi pour les relations interrégionales?

M. Ménard: Il y a plusieurs mécanismes envisageables. Je ne voudrais pas m'embarquer – surtout qu'il n'est pas là, momentanément – je ne voudrais pas m'embarquer dans un débat avec M. Rémillard. Mais, il y a la possibilité de mettre en place des gouvernements régionaux. Et ça, je pense que ça ne devrait pas faire frémir personne. Il y existe des pays au monde qui sont des pays unitaires, qui ne sont pas des fédérations et qui ont une structure de gouvernements régionaux. Il y a aussi tout le réexamen du transfert de compétences au niveau des municipalités. Il y a les mécanismes de régie comme votre collègue va en annoncer tout probablement vendredi, votre collègue Marc-Yvan Côté. Il y a des mécanismes de régie qui peuvent être mis en place.

Donc, il n'y a pas de modèle unique, il n'y a pas de modèle type qu'on peut nécessairement

essayer de dessiner. Je pense qu'on peut se trouver, en discutant, en voyant quel palier peut faire le meilleur boulot le plus efficacement possible, on peut en arriver à mettre en place une structure qui va effectivement assurer une place aux régions, dans leur développement. On le sait, tout le monde s'entend maintenant, il faut de plus en plus que le développement des régions soit un développement qui soit endogène. Il faut qu'il émane de la région même. Mais pour émaner de la région même, il faut que la région ait des outils. Il faut que ces outils-là, en partie, soient des outils décisionnels et ne soient pas seulement des outils qui, par la discrétion d'un ministre, nous soient sporadiquement transmis dans une région. Il faut vraiment institutionnaliser la capacité d'une région de se prendre en main.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Lafrenière. Nous passons maintenant à Mme Pauline Marois.

Mme Marois: Merci, M. le Président. Bienvenue à notre table. Je veux saluer, à mon tour, les personnes vivant dans l'Outaouais. J'y ai vécu un moment. J'ai déjà pris parti pour la région et j'avoue que j'ai toujours le goût de le faire.

Cela étant dit, on va commencer par une chose que vous dites dans votre mémoire, et qui, à mon point de vue, risque de confondre un peu, quand on parle des concepts et des réalités que ces concepts-là recouvrent. À la page 17, vous dites "que, dans un Québec davantage souverain, on redéfinisse le rôle et la place des régions." Moi je vais revenir sur ce "davantage souverain", et je vais revenir sur une définition qu'en donnait Jacques-Yvan Morin, il y a quelques semaines, à un colloque portant sur toutes les questions concernant la souveraineté.

Voici ce qu'il disait, très brièvement: "Un État souverain, c'est un État qui détermine librement, par lui-même, l'étendue des compétences qu'il veut exercer ou ne pas exercer, ou confier à quelqu'un d'autre. Mais c'est lui qui décide. Il n'y a pas au-dessus de lui de constitution ou d'organe constituant qui lui dit: Cette province pourra faire telle chose, mais pas telle autre. Un État membre d'une fédération, par exemple une province canadienne, n'est pas souverain comme État. Il est simplement autonome."

Alors dans le fond, quand je relis maintenant votre mémoire avec cette grille-là, ce que vous demandez, c'est beaucoup plus d'autonomie pour le Québec. Et c'est à toutes fins pratiques quasiment la pleine autonomie, et c'est pour ça que vous sentez le besoin, probablement, je présume, d'utiliser le terme "souverain", même s'il ne convient pas à la question d'autonomie.

Revenons maintenant à la façon dont on va faire ça.

Le Président (M. Jean Campeau): ...

Mme Marois: J'y viens, M. le Président, ne vous inquiétez pas. La question des pouvoirs. Comme vous réclamez, à toutes fins pratiques, presque tous les pouvoirs, et particulièrement dans le plein emploi, et si on convient de ce dont on parle, on parle de politique fiscale, etc., comment, pensez-vous, sera-t-il possible de négocier cela dans le contexte actuel? Et avec qui allons-nous négocier? Avec 11 provinces? Avec un gouvernement? Quel outil allons-nous privilégier pour aboutir à des résultats?

M. Ménard: Pour répondre à une question du genre, Mme Marois, je peux juste répondre en mon nom à moi, et je ne peux pas répondre au nom de l'organisme, parce que c'est évident que les organismes régionaux de développement n'ont pas la compétence et n'ont pas la prétention d'avoir ce genre de réponse là. Quant à moi, c'est évidemment une négociation Québec-Canada, ce n'est pas une négociation à 11, c'est une négociation à 2. Mais c'est une opinion très personnelle, et l'organisme que je représente, lui, n'avait vraiment pas la compétence pour répondre à une telle question. Moi non plus, d'ailleurs.

Mme Marois: Est-ce que vous vous êtes posé la question sur le fait que vous souhaitiez que le Québec aille chercher un mandat, par exemple, pour négocier? On discute beaucoup, actuellement, de la possibilité d'un référendum. Parce que je conviens que votre organisme n'a pas la compétence de définir la façon très technique de le faire, mais votre organisme est conscient que lorsqu'il propose une orientation, il doit évaluer, entre guillemets, la faisabilité de cette option-là. Est-ce que la possibilité d'un référendum a été discutée entre vous? Est-ce que vous l'avez débattue?

M. Ménard: Non, nous n'avons pas débattu le processus, absolument pas. Nous avons débattu le fond, nous n'avons pas débattu le processus.

Mme Marois: Est-ce que vous avez l'impression, quand on regarde les membres qui constituent votre organisme, parce que vous en avez identifié un certain nombre en annexe. Un certain nombre, j'ai l'impression, vont peut-être aller dans le sens, justement, de proposer un référendum. Est-ce que vous avez l'intention d'aller les consulter sur cette question-là?

M. Ménard: S'il le faut, oui, mais j'ai l'impression que, comme toile de fond, quant à nous, il était fondamental que la population du Québec soit consultée sur son avenir. Alors, c'est pour ça que la discussion n'a pas été bien longue, elle était vraiment...

Mme Marois: Ça vous apparaît aller de soi?

M. Ménard: Quant à nous, ça nous apparaît vraiment aller de soi, oui.

Mme Marois: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, madame. M. Claude Béland, qui sera suivi de M. Jean-Pierre Hogue.

M. Béland: Merci, M. le Président. Je ne sais pas si vous allez me donner une réponse un peu plus élaborée que celle que vous avez donnée à Mme Marois, parce que ma question va dans le même sens. C'est vrai que beaucoup d'associations viennent ici puis sont portées à nous dire: Écoutez, cette question constitutionnelle, ça vous regarde. C'est vrai que ça regarde peut-être les gens qui sont des hommes ou des femmes politiques, mais, à partir de ce bout-ci de la table, on est des gens comme vous, on est des gens du milieu, et c'est une loi spéciale qui nous a amenés ici, parce que le gouvernement a pensé que c'était une bonne idée, l'Assemblée nationale a pensé que c'était une bonne idée de consulter les gens du milieu.

Moi, je suis comme vous, et je vais avoir une recommandation à faire. Vous nous dites, à la page 12: "Les champs de compétence qui doivent être de la juridiction exclusive du Québec...", et vous mentionnez là-dedans l'éducation, la culture, la santé, les affaires municipales. J'ai retrouvé ça quand j'ai relu l'histoire du Canada, 1867, parce que ça faisait partie de la Constitution. Vous êtes en train de nous dire, même si c'était dans la Constitution canadienne, il faudrait les rapatrier. Et vous dites: Pour faire ça, abolissons le pouvoir de dépenser du fédéral. Mais comment on fait ça, aller s'asseoir avec le fédéral, pour dire: Voudrais-tu renoncer à ton pouvoir de dépenser. Comment on peut faire ça? Quelle sorte de recommandation je peux faire?

M. Ménard: La question est vraiment embêtante, M. Béland et puis je me rends compte...

M. Béland: C'est la réponse qui est embêtante. La question est facile!

M. Ménard: Oui! Oui, ça c'est comme les questions indiscrètes, ce sont les réponses qui le sont. Pour nous, encore là, on ne peut pas s'embarquer dans une discussion sur le processus, au moment où on en est. Il faut aller définir premièrement ce qu'on veut au Québec. Avant d'aller s'embarquer dans une longue discussion, de dire avec qui on va négocier, comment on va négocier, qu'est-ce qu'on... Définissons premièrement l'enveloppe de négociation. Puis je pense que c'est déjà, c'est déjà...

M. Béland: Ça, vous nous le dites très bien, l'enveloppe de négociation. Vous voulez ...

M. Ménard: Oui, mais nous on le dit, mais il n'est pas évident que ça va nécessairement être comme ça.

M. Béland: Mais prenez pour acquis qu'on dise, que vous avez raison. Qu'est-ce qu'on fait ensuite?

M. Ménard: Bien quant à nous, il faut, il faut le mettre en place. Peu importe quoi.

M. Laberge: ...

M. Ménard: J'aurais trop peur à un lock-out M. Laberge.

Mais, quant à nous, la base de toute négociation, c'est l'affirmation d'une volonté au départ. Puis, si on est capable d'affirmer clairement une volonté et puis un consensus au Québec, je pense que la négociation va aller de soi par la suite. Je pense que notre plus gros boulot, c'est d'affirmer nos choix, premièrement au Québec. Le reste, quant à moi, ça demeure du processus. Puis, contrairement peut-être à beaucoup d'autres, au moment où il y aura une affirmation claire, nette et précise du désir du Québec pour son avenir, quant à moi, le processus va devenir secondaire à ce moment-là.

M. Béland: Oui, mais une affirmation par la Commission, ou une affirmation par le peuple?

M. Ménard: Une opinion de la Commission, mais tout définitivement une affirmation par le peuple.

M. Béland: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Jean-Pierre Hogue, c'est à vous.

M. Hogue: Merci, M. le Président. M. Ménard, je vous félicite de la façon dont vous répondez, et du niveau de réponses que vous fournissez à la Commission. Il y a beaucoup de pression, comme vous le voyez, venant de notre collègue Béland, et il y a beaucoup de pression chez chacun de nous, on l'a chez M. Laberge, et tout ça. On les a les pressions et quand on n'a pas la pression, on la berlue. Et ceci dit, moi je vous remercie beaucoup. Depuis ce matin, on a des chiffres, on a des données économiques et je pense que vous êtes la personne qui pourriez ouvrir sur la dimension plus humaine des changements. Il me semble que chaque individu, dans quelque changement que ce soit, vit une réalité humaine.
(12 h 15)

Et, j'aimerais vous entendre quelques instants. Est-ce que ce serait, à la page 16 de votre mémoire, une note en ce sens, lorsque vous dites que ce n'est pas sans appréhension que l'Outaouais rejette le statu quo? Nécessairement

que le statu quo est rejeté depuis longtemps et le fédéralisme, avec tous les qualificatifs, ça n'existe pas beaucoup, mais il peut exister une relation dynamique puisque toute relation l'est et aussi une fédération dynamique. Alors vous, "sans appréhension", et, à la page 17, vous soumettez la mise sur pied d'une commission d'étude ou d'un comité ministériel qui pourrait placer des distances entre des démarches qui, de toute façon, doivent se faire et qui apporteraient par le fait même une réponse quelle qu'elle soit, une réponse qui serait moins menaçante pour des individus et des collectivités. C'est le sens de votre expression "sans appréhension"?

M. Ménard: Oui, mais pour compléter, M. Hogue, moi, je pense que j'aimerais faire une distinction fondamentale. La question des emplois dont on parle depuis ce matin, et dont on va parler tout l'après-midi aussi tout probablement, ce n'est pas une question constitutionnelle, c'est une question de développement régional et je pense que la distinction est importante à faire. Nous, on vient vous porter un message de développement régional, quand on dit: Il y a 26 000 emplois fédéraux, 15 000 autres emplois connexes. C'est comme si une autre région venait vous dire... Si, dans une des propositions, on avait, je ne sais pas quoi là mais qui viendrait faire en sorte que la base économique d'une autre région du Québec est menacée. C'est ça, le message. Nous, on ne vient pas... Et on ne veut surtout pas, à la face de tout le Québec, donner l'impression qu'on lève des épouvantails et qu'on veut faire du terrorisme intellectuel.

M. Hogue: Bon, est-ce que...

M. Ménard: Quant à nous, la question des emplois, c'est vraiment une question de développement régional. Et c'est en ce sens-là qu'on utilise le terme "appréhension" et c'est dans ce sens-là qu'on dit qu'une commission qui se pencherait, ou qu'un groupe ministériel qui se pencherait particulièrement sur la question de l'Outaouais viendrait à regarder les questions de faisabilité, non plus des questions de constitutionnalité mais des questions de faisabilité par rapport au maintien de ces emplois-là, par rapport au maintien de notre base économique régionale dans l'Outaouais québécois.

M. Hogue: Alors, quelles que soient les décisions des francophones, des Québécois et des citoyens du Québec et des Canadiens français, quelle que soit cette décision, dans une fédération dynamique comme dans tout autre modèle, il n'y a pas possibilité d'éliminer complètement ce qu'on pourrait appeler des dédoublements, c'est-à-dire des champs de compétence qui soient nettement dans un domaine plutôt que dans un autre, puisqu'on est dans la gérance et dans l'application?

M. Ménard: Bien, moi, je ne suis pas tout à fait d'accord avec vous. Je pense qu'un des problèmes qu'on vit aujourd'hui, c'est qu'on a une Constitution qui a été écrite il y a fort longtemps...

M. Hogue: Ah non, je ne parle pas de ça là. C'est dépassé ça.

M. Ménard: Oui, oui, mais je veux dire, je pense que quand on va là...

M. Hogue: Ma...

M. Ménard: ...réécrire...

M. Hogue: ...question, elle est sur l'échange. Que ce soit à quelque palier que ce soit, s'il y a au moins deux paliers, il y a nécessairement des zones grises...

Le Président (M. Jean Campeau): M. Ménard...

M. Hogue: ...sur lesquelles les moyens peuvent être travaillés plutôt que les principes.

M. Ménard: Bien...

Le Président (M. Jean Campeau): M. Ménard, une réponse rapide.

M. Ménard: Oui, bien moi, si elle est dépassée, je trouve ça difficilement compréhensible qu'on ne puisse pas l'amender...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Ménard: ...mais je pense que, si on la réécrit de façon moderne, on devrait être capable, à ce moment-là, d'en faire un mécanisme qui va refléter plus une réalité que les vieux chevauchements qu'on vit.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Turgeon, si vous...

M. Turgeon: Merci, M. le Président. Brièvement, moi, je pense que vous ne devriez pas prendre les questions des membres de la Commission comme étant des pressions, en tout cas des pressions indues. C'est évident qu'il y en a qui ont intérêt à laisser traîner les choses, à rendre ça nébuleux et confus. Mais il y en a d'autres qui, au contraire, veulent avoir tout simplement des réponses à une question claire, histoire de voir si on est une collectivité éphémère, dans le fond.

Cela dit, la ville de Hull, tout à l'heure, est venue nous dire que malgré tout ce qu'Ottawa et le fédéral peuvent représenter pour la ville, il y a une chose importante, malgré ça, il n'est pas question de troquer ce qu'on est pour ça. Vous

vous dites: Ça prend quelque chose de nouveau, si on veut sauvegarder l'intégrité culturelle du Québec. Brièvement, est-ce que vous dites la même chose? Est-ce que vous dites qu'avant la dimension de la sacro-sainte économie, il y a une autre dimension préalable?

M. Ménard: Oui, M. Turgeon, nous nous inscrivons à l'intérieur du Québec et à l'intérieur du développement du Québec dans son ensemble.

M. Turgeon: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci M. Turgeon pour une question brève. Alors, bien, merci à vous tous de vous être dérangés pour venir travailler, nous aider à avancer dans nos travaux à cette Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Alors, merci M. Rajotte, M. Ménard, M. Gagné, et Mme Patry. Nous évitons les applaudissements.

Avant de recevoir le prochain invité, on me dit que chaque fois qu'il vient un nouvel intervenant, l'auditoire change constamment, donc, nos directives sur les applaudissements ne sont pas connues des nouveaux arrivants. Alors, je me permets de répéter que les applaudissements ici sont prohibés.

Le Président (M. Jean Campeau): À l'ordre, s'il vous plaît! On poursuit nos travaux. Nous recevons maintenant M. Gilles Rocheleau pour une durée d'une demi-heure. M. Rocheleau, vous avez cinq minutes pour la présentation de votre mémoire.

M. Gilles Rocheleau

M. Rocheleau (Gilles): Merci, MM. les présidents. Merci aussi à mes ex-collègues de l'Assemblée nationale et à ceux qui composent cette Commission d'avoir accepté de m'entendre. Disons que j'ai parcouru à ce jour un cheminement assez spécial, c'est-à-dire de conseiller municipal à maire de Hull, à député dans l'Opposition à Québec, à ministre des Approvisionnements et Services et maintenant mon destin m'amène à Ottawa.

À Ottawa, j'ai conclu, comme tous les Québécois et toutes les Québécoises que nous étions à la croisée des chemins parce que l'accord du lac Meech était pour moi un inconditionnel dans le sens, M. le Président, que ça nous permettait humblement d'entier à l'intérieur de ce cénacle qu'est la Fédération canadienne de laquelle nous avions été laissés de côté depuis 1982 avec le rapatriement qui s'est fait de façon unilatérale. On se souviendra du lac Meech, qui a été accepté le 3 juin 1987. J'étais à ce moment-là au Conseil des ministres à Québec. J'étais partie de ceux qui ont approuvé l'accord du lac Meech, comme j'étais partie de ceux qui ont défendu à Ottawa, au cours des deux dernières

années, c'est-à-dire jusqu'au 23 juin dernier, l'accord du lac Meech.

J'étais en mesure d'en faire le constat, M. le Président, parce qu'à l'intérieur de mon propre caucus, je l'ai déjà dit, plus de 75 % étaient contre le lac Meech. Suite à l'élection du nouveau leader du Parti libéral, M. Chrétien, le 23 juin dernier, c'était le coup fatal à tout accord possible avec le Canada anglais.

Vous savez, la souveraineté, c'est un choix ultime pour assurer notre développement économique, culturel, touristique et social. Et la liste d'épicerie semble s'allonger à mesure qu'on entend parler de toute forme de décentralisation. Ça aussi ça m'inquiète, M. le Président, parce que quand on parle d'une décentralisation très importante, on parle d'un affaiblissement, dans la capitale nationale, d'un nombre important de fonctionnaires. Quand on parle de souveraineté, on parle de rapatrier chez nous non seulement les fonctionnaires actuels, mais on parle de rapatrier chez nous aussi, M. le Président – et c'est un des éléments très importants, on en a discuté la semaine dernière – les soins de santé pour lesquels on dépense environ 65 000 000 \$ par année pour faire soigner nos gens de l'Outaouais, parce qu'on manque effectivement de services ici, en Outaouais. Ça nous coûte trois fois le prix pour faire soigner nos gens du côté ontarien que ça coûte du côté de l'Outaouais québécois. Si on devait rapatrier tous nos fonctionnaires, tous les éléments moteurs feraient en sorte que l'Outaouais pourrait connaître un développement très important.

Je pense que si on est le problème, actuellement, au Québec, nous, l'Outaouais, on veut être partie de la solution. On ne veut pas être à la remorque de décisions qui vont se prendre ailleurs parce que l'Outaouais québécois est trop important pour les gens d'ici, à l'intérieur d'un Québec et surtout d'un Québec souverain, pour qu'on ait seulement que des miettes.

Et, M. le Président, c'est le rôle que j'ai à jouer à Ottawa, comme député du Bloc québécois qui peut se permettre de dire quand il veut, parce que je n'ai plus la solidarité qui nous oblige à nous fermer quand c'est le temps et applaudir à d'autres moments.

Je souhaiterais, en conclusion, M. le Président... Nous aurons à répondre à des questions, tantôt, et j'espère, à cette heure du dîner, qui vous donne sûrement de l'appétit, que je ne serai pas votre lunch...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Rocheleau: ...mais que je serai plutôt en mesure de répondre à vos questions.

Je voudrais, en conclusion, M. le Président, vous dire que je considère très important qu'il y ait un référendum, sans reprendre tous ceux qui en ont parlé mais, s'il y a référendum, je voudrais qu'à l'Assemblée nationale on ait un

vote libre. Libre, c'est-à-dire que les gens à l'Assemblée nationale, nos élus de tous les comtés du Québec, puissent voter selon leur conscience, selon leurs responsabilités, selon leurs tripes, selon ce qu'ils veulent. Je me souviens que dernièrement, M. le Président, on a eu à voter à Ottawa sur un bill, un projet de loi, qui était celui de l'avortement, et c'était un vote libre. Par contre, les ministres ont été obligés de voter pour le projet de loi qui était à la Chambre des communes.

Alors, moi, ayant été membre de l'Assemblée nationale, membre du Conseil des ministres et maintenant à Ottawa, je suis en mesure de vous dire que le destin qui m'a amené à Ottawa, m'a amené à faire le constat que le Québec doit devenir souverain. Mais, en même temps, je dis que c'est l'affaire de tous les Québécois et de toutes les Québécoises et j'ose espérer que le plus rapidement possible, quand vous aurez fait vos recommandations, l'Assemblée nationale va prendre une décision afin que la population soit finalement dans le coup. Vous savez, M. le Président, en politique, malheureusement, on est souvent manipulé par les politiciens. J'en suis un qui déteste la manipulation et je souhaiterais que la population puisse faire partie de cette décision qui devra se prendre prochainement pour le devenir du Québec. J'aurai l'occasion de parler sûrement des fonctionnaires parce que c'est un élément très important qu'on ne retrouve pas ailleurs au Québec et qu'on ne retrouve peut-être pas ailleurs au Canada avec autant d'acuité qu'on en discutera ici. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Rocheleau. Première question, M. Jacques Brassard.

M. Brassard: Merci, M. le Président. M. Rocheleau, merci beaucoup d'avoir accepté de venir témoigner devant cette Commission. Votre témoignage est, à mon avis, capital. Ce n'est pas parce qu'on a faim que je dirais que c'est de la bonne nourriture, mais c'est le cas. Et je ne vous dis pas ça pour vous flatter, parce qu'on se retrouve maintenant un peu du même avis, ce qui n'a pas toujours été le cas dans le passé. Je ne vous dis pas ça pour vous flatter. Je vous dis ça parce que votre témoignage est important à cause de votre expérience, de l'expérience que vous avez vécue, expérience personnelle que vous avez vécue. Au moment du référendum, en 1980, vous étiez en faveur du non. Donc, on n'était pas du même côté parce que je présume, non seulement je présume parce que je pense que vous étiez convaincu, vous aviez foi dans le Canada à ce moment-là, il y a 10 ans. Vous étiez un défenseur de l'accord du lac Meech, aussi bien au moment où vous étiez à l'Assemblée nationale que lorsque vous vous êtes rendu à la Chambre des communes. Et là, vous venez de nous livrer un témoignage, je pense, tout à fait

important en faveur de la souveraineté du Québec.

Qu'est-ce qui fait que vous en êtes arrivé à la conclusion de l'incapacité foncière du régime fédéral à se réformer ou à se renouveler, ou l'incapacité d'apporter des changements substantiels au régime fédéral? Qu'est-ce qui fait que vous en êtes arrivé à cette conclusion-là?

(12 h 30)

M. Rocheleau: Merci, M. Brassard. Il faut dire premièrement, M. le Président, que l'échec de l'accord du lac Meech, en somme, c'était si peu. Ce n'était pas une négociation constitutionnelle, c'était de permettre au Québec de réintégrer la Constitution à l'intérieur de certains paramètres qui étaient très importants. Mais vous savez, la Constitution canadienne, elle, dépend toujours du Canada anglais, de la volonté du Canada anglais d'accepter ou de ne pas accepter. Et on sera toujours seul à la table constitutionnelle contre neuf autres provinces. Et ça m'a permis à Ottawa d'en faire le constat, M. le Président, parce qu'à l'intérieur de mon propre caucus, je vous l'ai dit tantôt, et c'est ça que je trouve un peu malhonnête que les gens, quand ils ont voté au mois de juin 1987 pour l'accord du lac Meech, dans leur for intérieur, le Canada anglais était déjà contre le lac Meech. Et on s'est servi tout simplement de deux provinces, Terre-Neuve — en l'occurrence Clyde Wells un libéral qui venait à peine d'être élu, qui était sous la responsabilité des Trudeau, Chrétien, Lalonde et cie — et au Manitoba on a utilisé à toutes fins pratiques une sorte de diversion à l'Assemblée législative du Manitoba pour brûler le temps afin que l'accord du lac Meech ne passe pas, là.

Et ce que je trouve un peu malheureux, c'est que c'est un autochtone qu'on a utilisé à ces fins-là, alors que je considère qu'ici, au Québec, nos minorités ont toujours été beaucoup mieux qu'à l'extérieur du Québec. Et, M. Brassard, je vous dis que moi, personnellement, je n'ai plus du tout confiance. Du tout confiance, et c'est pour ça que je dis qu'il faut passer par la souveraineté. Il faut passer par la souveraineté, parce qu'il faut avoir la liberté d'être égal à égal avec le Canada anglais, chose qu'on ne fera jamais si on ne passe pas par une souveraineté au début. Je ne dis pas qu'on ne devra pas conclure des ententes, après. Mais plutôt que nous, aller les voir, c'est eux qui devront venir "pour un change". Et ça, je pense que c'est très important.

M. Brassard: M. Rocheleau, vous dites aussi dans votre mémoire, ça, c'est un élément qu'on ne souligne pas assez, puis j'aimerais vous entendre parler là-dessus, vous dites que, finalement, le Québec empêche les Canadiens anglais de se donner le pays qui leur convient. Au fond, on empêche le Canada, les Canadiens anglais de se donner un pays à leur image et à

leur ressemblance, et qu'en devenant souverain, ils pourraient eux maintenant se bâtir le Canada à leur image et à leur ressemblance. C'est important, je pense, de le signaler.

M. Rocheleau: Bien, écoutez. Moi, j'ai accepté aujourd'hui de jouer le rôle, maintenant, que je joue et je m'autorise à dire ce que je veux, parce que je n'ai plus à être solidaire de la formation politique à laquelle j'appartenais à Ottawa. Et j'ai fait ce même constat aussi que le Canada anglais pourrait faire beaucoup mieux s'il n'avait pas toujours à penser à ce que les francophones au Québec veulent. Et, je pense, qu'aujourd'hui, il n'existe plus de climat de confiance entre le Canada anglais et le Québec francophone. C'est une question de méfiance constante. Et on ne peut bâtir l'économie, un pays sur la méfiance. Et moi, je dis et je répète que pour le bien du Canada anglais et pour le mieux-être du Québec de demain, il faut absolument commencer par la souveraineté.

Comme, d'ailleurs, on a un libre-échange avec les États-Unis, on a encore des barrières tarifaires avec les provinces anglophones. Et je trouve ça absolument aberrant et ridicule qu'on ne puisse pas transporter des boissons alcooliques du côté de l'Outaouais québécois alors qu'on peut pratiquement faire ce qu'on veut ou on pourrait faire ce qu'on veut avec les États-Unis avec le libre-échange.

Alors, c'est un non-sens, M. le Président, et encore une fois je dis qu'aujourd'hui la souveraineté, la façon dont je la vois après le constat que j'ai fait, ce n'est pas une maladie. Je pense que c'est plutôt un remède aux problèmes que l'on vit actuellement.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci. La prochaine intervention, M. Mark Assad, qui est le suppléant de M. André Ouellet.

M. Assad: M. Rocheleau, effectivement, on pourra dire que votre cheminement est pour le moins, on peut dire, intéressant et sur votre chemin de Damas... Vous avez parlé de beaucoup de choses. Pourquoi pensez-vous que cette méfiance existe et que ça entrave la chance des deux côtés, c'est-à-dire du côté anglophone du Canada et du côté francophone de progresser? Mais, on va s'en tenir au point ici que vous présentez. Depuis nombre d'années, vous le savez comme moi, effectivement, le grand nombre de fonctionnaires francophones qui travaillent pour le gouvernement central et les nombreux commerces, qui en dépendent d'une façon directe ou indirecte pour leur succès ici sont, il faut dire, pour le moins inquiets et sont si vous voulez, comme des otages dans ce conflit constitutionnel. C'est une façon de parler.

Comme député de Hull qui représente un grand nombre de ces personnes-là qui sont très inquiètes, d'après vous, M. Rocheleau, comment

pourrez-vous les sécuriser advenant que l'Assemblée nationale décrète la souveraineté du Québec?

M. Rocheleau: Alors, merci M. Assad. J'aurais aimé que l'on parcoure ensemble le chemin de Damas. Qui sait, peut-être un jour? Mais, j'aimerais dire, M. le Président...

Le Président (M. Jean Campeau): Pour vos membres, je suis prêt à vous donner l'absolution.

M. Rocheleau: Ce n'est pas mes membres, c'est la communauté... Alors, M. Assad, c'est une question très importante et, il en est témoin, vous êtes aussi député à la Chambre des Communes, vous représentez un des comtés importants de l'Outaouais québécois. Nous défendons nos fonctionnaires et c'est notre rôle, aujourd'hui, de venir en cette Commission pour défendre, justement, les 25 000 jobs que l'Outaouais représente au point de vue d'actifs, éventuellement, pour un Québec souverain. Mais moi, ce que je dis, c'est un défi emballant d'avoir chez nous des structures et les employés qui sont des compétences dans l'administration d'un pays qui existe déjà, des employés qui sont bilingues, des employés qui peuvent être utilisés au rapatriement d'à peu près tous les organismes qui vont devoir être créés dans un Québec souverain.

Et je voudrais vous dire en passant, M. Assad, vous qui avez été un défenseur, aussi, de Transports Canada: Vous vous souvenez de Transports Canada, comment on s'est fait faire, dans l'Outaouais québécois? Vous vous en souvenez sûrement, M. Beaudry? Je ne le vois pas, malheureusement. Mais M. Beaudry aussi était très impliqué dans Transports Canada. Parce qu'il y aurait eu un déplacement de 5000 fonctionnaires dans l'Outaouais québécois, nous aurions débalancé l'équilibre du côté Ottawa ontarien. Ça veut dire, M. le Président, qu'à chaque fois qu'il y a quatre nouveaux arrivants à Ottawa, il y en a un qui est permis d'arriver en Outaouais québécois, si on prend les jobs à l'intérieur de la région de la capitale nationale. C'est ça que ça veut dire, entre autres.

Et Transports Canada, pourtant, quelle plus belle garantie! On avait des soumissions publiques où quatre des cinq soumissionnaires, les quatre plus bas, étaient en Outaouais québécois et le gouvernement fédéral a tout simplement déchiré les soumissions pour maintenir ses acquis à Ottawa. M. le Président, j'aurais pu vous apporter des chiffres là-dessus. Ça va coûter 140 000 000 \$ au gouvernement fédéral pour maintenir Transports Canada à Ottawa plutôt que de l'avoir transféré ici, à Québec.

Alors, M. Assad, je défends actuellement les fonctionnaires du Québec à Ottawa. Tous les jours, j'en rencontre, soit des gens qui ont subi des examens et on en choisit d'autres parce que, pour maintenir cet équilibre, en plus des

examens, bien il faut tenir compte de la disparité, de l'équité soi-disant entre l'Outaouais ontarien et l'Outaouais québécois. Et je pense que c'est ça que nous faisons actuellement.

Le Président (M. Jean Campeau): 30 secondes?

M. Assad: M. Rocheleau, je ne sais pas si vous avez eu l'occasion, la chance, à date, de lire le mémoire de l'Alliance de la fonction publique, c'est le plus grand syndicat des fonctionnaires ici, dans la région. Eux s'inquiètent grandement et suggèrent fortement qu'il y a certainement des possibilités de trouver des terrains d'entente pour régler ce conflit conditionnel et ils comptent sur des personnes qui sont impliquées, comme vous-même là-dedans, pour trouver des solutions. Quelle réponse donneriez-vous à l'Alliance de la fonction publique qui vous pousse – vous êtes le représentant aussi pour un grand nombre – à suggérer une solution possible à ce carcan constitutionnel?

Le Président (M. Jean Campeau): Pouvez-vous aller rapidement, M. Rocheleau?

M. Rocheleau: Très rapidement, M. le Président. Je n'ai pas encore parlé aux 26 000 fonctionnaires, mais tous les fonctionnaires peuvent m'appeler, peuvent venir me voir. Je souhaite même que la Commission rencontre l'Alliance de la fonction publique, parce que l'Alliance de la fonction publique est pour l'autodétermination du peuple québécois, mais, en même temps, elle veut sécuriser les jobs de ses employés et nous sommes tous là pour ça, ici, en Outaouais québécois. Pour s'assurer que Québec ne dise plus que l'on dépend d'Ottawa, ne nous trouve plus près d'Ottawa parce que, là, ça va être Québec qui va devoir s'impliquer et s'impliquer de façon tellement importante. C'est ça, M. le Président, que tous les intervenants, aujourd'hui, vous disent...

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait!

M. Rocheleau: ...L'importance.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons maintenant à M. Poissant.

M. Poissant: Merci, M. le Président. Après avoir entendu le maire de Hull, ce matin, je me demande... Je pense qu'il disait que Hull, avec Montréal et Québec, sont sans doute les trois pôles économiques les plus riches du Québec. Le Québec, M. Rocheleau, à l'heure actuelle, se situe, dans l'échelle des 204 pays au monde, le 11e. Si on prend seulement la région de l'Outaouais, Québec et Montréal, possiblement qu'on serait au rang du 5e ou du 6e dans le monde entier. Le fédéralisme doit bien mal aller. Il

reste, évidemment, qu'on devrait battre le Japon, l'Allemagne, etc., mais ce sont des questions semblables qu'on doit examiner.

M. Rocheleau, votre mémoire s'inscrit dans l'ordre des mémoires qui vantent un souverainisme et vous dites que le droit de veto, évidemment, les autres provinces ne l'accorderont jamais. Est-ce que définir la souveraineté, aujourd'hui, ce n'est pas un droit de veto global? Et plus loin, vous dites, évidemment, qu'un Québec indépendant serait beaucoup plus facile à négocier avec le reste du Canada, après qu'on vous a entendu que, avec le lac Meech, tout le monde, etc., ce n'est pas facile à négocier, mais ça va être beaucoup plus facile après. Il y a des questions importantes, malheureusement, et je l'ai souligné au début de notre constitution, ici, qu'il y avait eu 33 Pères de la Confédération. J'étais le 34^e à parler dans les mémoires de l'allocution d'ouverture. 33 personnes nous ont dit, l'une après l'autre, que ça ne va pas bien. C'est compréhensible après 125 ans qu'un contrat de société fonctionne mal - c'est long ma question, M. le Président - mais il reste qu'on va avoir des détails à donner aux Québécois. Il y a 2 300 000 000 \$ de revenus de plus pour le Québec qu'on donne en impôts de toute sorte à Ottawa. Bien, écoutez, je veux vous poser la question. La question des négociations, la question de rapatrier certains coûts. Comment est-ce qu'on va y arriver une fois qu'on prendra un droit de veto global sur l'ensemble, puis là il n'y aura pas un autochtone du fédéral qui arrivera puis qui dira: Ah non! le Québec n'arrivera pas parce qu'on lui a refusé tout à l'heure, mais on va tout lui donner après?

M. Rocheleau, ce sont des questions importantes que les Québécois doivent savoir dans le cheminement qui semble vouloir, des gens comme vous, indiquer que c'est la meilleure avenue à suivre.

M. Rocheleau: M. Poissant, vous avez une question très intéressante, et je dois vous dire que je ne pense pas que le Québec veuille devenir, en importance, le pays le plus important au monde.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Rocheleau: Mais, je voudrais vous dire qu'on est peut-être mieux d'être rois chez nous que d'être valets à Ottawa. Dans le contexte présent, avec les discussions constitutionnelles qui ont eu lieu au cours des 30 dernières années, je pense que le constat est là et sûrement qu'il est là pour ceux qui, à l'Assemblée nationale, ont accepté le lac Meech en 1987 et sûrement pour le Canada anglais qui a eu à refuser l'entrée du Québec à l'intérieur du Canada et ça, M. Poissant, je ne veux plus, moi, qu'on continue à se chicaner sur l'aspect constitutionnel. Je veux que l'on construise, je veux que l'on développe notre

économie, je veux que l'on regarde à nos jeunes qui n'ont pas de jobs, je veux que l'on regarde au développement culturel, au développement économique, au développement social. Quand on voit, encore aujourd'hui, des patients qui sont en attente de soins, je pense que c'est tout ça, M. le Président, qu'on doit faire plutôt que de se chicaner sur des chiures de mouches qu'est la Constitution canadienne.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Rocheleau: Excusez, je retire cette dernière partie.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Rocheleau. 15 secondes, M. Poissant.

M. Poissant: M. Rocheleau, vous n'avez pas quand même répondu à une question qui va être importante pour les Québécois, il y a un transfert positif de fonds au Québec, puis ça ça a été donné par des mémoires antérieurs au vôtre.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Poissant, M. Rocheleau n'aura pas le temps de répondre à votre question si...

M. Poissant: Alors, mais la question est: Comment est-ce qu'on va faire pour rapatrier, c'est-à-dire pour taxer les Québécois de 2 300 000 000 \$ par année?

M. Rocheleau: Très rapidement, M. le Président. Au Canada actuellement, on est rendu à 357 000 000 000 \$ et plus d'endettement collectif qu'on va devoir assumer au moins à 25 %, mais il faut penser aux actifs aussi qui vont nous appartenir. Actuellement, la gestion est une dualité. Quand le Québec donne au développement régional, le fédéral donne au développement régional et c'est celui qui présente souvent le plus gros chèque, qui est le plus reconnu. Quand on aura notre Québec à nous autres, le développement régional, on le mettra où on voudra, et ça, c'est important.
(12 h 45)

Le Président (M. Jean Campeau): M. Guy Bélanger.

M. Rocheleau: On passera une demi-heure, ensemble.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons maintenant à M. Guy Bélanger.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): M. le Président, vous me permettez de déroger à votre demande de ce matin pour faire un court préambule. Je voudrais d'abord saluer mon ami, Gilles, pour qui j'ai beaucoup de respect et d'amitié, et

pour ces années qu'on a passées ensemble aussi. J'ai la souvenance de Gilles Rocheleau comme étant cet homme qui pourfendait d'une façon absolument extraordinaire tout ce qui était séparatiste. Il ne faisait de quartier à personne, il n'en laissait pas un, il voulait se battre jusqu'au dernier séparatiste.

Et, tout à coup, mon ami Gilles a changé. Je le respecte toujours autant, croyez-moi. Je m'aperçois aussi, à la lecture de son mémoire, que Gilles a été de toutes les batailles. Et j'irais jusqu'à dire, de tous les côtés, aussi. En tout cas, c'est ce que ça me suggère, ce matin. Je ne voudrais pas qu'on rie, s'il vous plaît. Je ne veux pas faire de farce, c'est quand même très sérieux, cette affaire-là. Par contre, j'ai lu, dans votre mémoire, en page 12, que vous nous dites: Le fédéralisme ne peut plus répondre aux aspirations du Québec, il faut rejeter ça. Mais à la page 19, vous nous dites: Il y a beaucoup d'intérêts communs qu'on devrait mettre ensemble. Il y a comme une différence. Mais je ne veux pas vous mettre en boîte, là. Je veux juste essayer de vraiment comprendre votre position, là-dessus. Et si je vais plus loin, dans le fond, ce que je comprends de votre mémoire, vous nous dites: Le fédéralisme, c'est bon, mais le fédéralisme à la canadienne, très centralisé, comme on a actuellement, on n'en veut plus. C'est ça que vous semblez rejeter. Est-ce que je suis dans...

M. Rocheleau: M. Bélanger, je dois vous dire que le fédéralisme très décentralisé serait aussi très dangereux pour l'Outaouais québécois, parce que ça voudrait dire un déménagement massif de la fonction publique canadienne, dans la capitale nationale, ailleurs, dans l'ensemble canadien. Mais quand vous dites que j'ai été de tous les côtés, j'ai toujours été, par contre, du côté gagnant. Et je voudrais vous dire...

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Mais, ça, c'est dangereux, ce que vous venez de dire, reprenez ça vite.

M. Rocheleau: Non, non. Je ne reprends pas ça. J'ai toujours été du côté gagnant et le temps va le prouver. M. Bélanger, vous aurez, vous aussi, un jour, à vous prononcer. Vous aurez, vous aussi, à faire le constat. Moi, ça m'a peut-être pris un peu plus temps que d'autres à le faire. J'ai été un de ceux qui ont pourfendu les péquistes, les méchants péquistes, qui ont toujours été quand même des collègues à l'Assemblée nationale. Même la nuit, je me réveillais, à l'occasion, pour les haïr, vous vous en souvenez?

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Rocheleau: ...mais, M. Bélanger, depuis le 23 juin, j'ai commencé à me réveiller encore la

nuit pour haïr les autres à Ottawa qui nous ont fait la job. Et, ça, c'est important. Et le fait d'avoir été à Ottawa, j'en remercie le Seigneur et Gaston et Isabelle qui m'avaient dit: Ça va être une préretraite à Ottawa. Tu es là pour la vie. Je n'ai jamais travaillé si fort, M. Bélanger. Mais je n'ai jamais travaillé aussi fort pour les miens et je veux que vous compreniez très bien, tout le monde, ici, l'importance de la décision que le peuple québécois s'appête à prendre.

Et moi, je dis aux miens, chez nous, qu'on veut être partie de la solution. On ne veut pas être à la remorque d'une solution que d'autres prendront pour nous autres. Et c'est ça que je dis. Et quand on fait des peurs aux gens, j'ai été peut-être aussi, en 1980, celui qui, avec d'autres, avons dit qu'il ne fallait pas se donner les moyens, à ce moment-là. Mais je pense que, depuis ce temps-là, on a parcouru un bout de chemin important où on a voulu se donner tous les moyens et même avec un parti, le Parti libéral du Québec, qui était un parti reconnu comme étant fédéraliste. Alors, on ne pouvait pas critiquer cette option-là. Mais même le Parti libéral du Québec devra prendre prochainement une décision importante pour le devenir du Québec. Et c'est le Parti libéral du Québec, le gouvernement, qui a déposé l'entente sur l'accord du lac Meech, qui a foiré en passant... et ce n'est pas la faute du Québec si ça a foiré. C'est aussi le gouvernement qui, avec la loi 90, a créé la Commission Bélanger-Campeau avec comme préambule l'autodétermination du peuple québécois.

C'est ça que nous faisons aujourd'hui. Et je veux qu'on soit très sérieux parce que c'est la région, ici, qui est la plus névralgique. Et j'espère que vous allez l'entendre, celui qui s'est servi du Québec pour se faire élire comme chef du Parti libéral du Canada. J'espère que vous allez l'entendre parce que c'est lui, dans le fond, qui a empêché que le Québec réintègre la Constitution canadienne. C'est malheureux que ça ait pris quelqu'un qui se dit Québécois, mais qui demeure à Ottawa depuis 25 ans. J'aurai à revenir plus tard, mais ce n'est pas le moment, ici, de le faire.

Le Président (M. Jean Campeau): 15 secondes, M. Bélanger.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): On reconnaît ce compagnon toujours aussi fuyeux et aussi déterminé dans ses objectifs. Mais vous n'avez pas répondu quand même à la deuxième partie de ma question. Quelle sorte de lien voudriez-vous privilégier, qu'on devra garder avec le reste du Canada?

M. Rocheleau: Écoutez, je pense que le fleuve Saint-Laurent ne changera pas de place et que les bateaux vont continuer à monter dans les Grands Lacs. Et, à ce moment-là, il va sûrement

fallait avoir des ententes à frais partagés et tout ça. Je pense qu'Hydro-Québec qui vend de l'électricité à l'Ontario va continuer à en vendre après. Je pense qu'il y a des produits de l'Ontario qu'on achète, qu'on va continuer à acheter après et il y a des produits du Québec qu'on va vouloir vendre aux autres provinces anglophones.

C'est ça, M. Bélanger. On vient de passer le libre-échange. J'aurais certaines appréhensions sur le recyclage de nos jobs et c'est ce que j'ai demandé à M. Mulroney à plusieurs reprises, d'ailleurs. On vient de passer le libre-échange avec les États-Unis; on pourra sûrement avoir un libre-échange avec le Canada anglais.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Rocheleau, votre temps est écoulé. Dans les audiences, il reste quelques minutes que je veux passer à M. Laberge, mais, avant ça, je voudrais remercier les gens de ne pas avoir applaudi pendant votre intervention et si ça pouvait continuer jusqu'à la fin... M. Laberge.

M. Laberge: M. le Président, M. Rocheleau, je n'ai pas besoin de vous dire que j'ai été très surpris quand j'ai commencé à lire votre mémoire que j'ai lu avec beaucoup d'attention. J'ai été agréablement surpris. Comme vous le disiez tantôt, ça vous a peut-être pris plus de temps que d'autres, mais vous avez fait un cheminement qui est le vôtre. Vous avez travaillé très ouvertement pour un côté et vous avez même gagné un vote là-dessus. Mais ce que j'aime surtout de votre mémoire, c'est que vous n'essayiez pas de descendre le Canada pour remonter le Québec. Il y a des responsabilités, vous avez mis les responsabilités sur les individus, là où elles doivent être. Il y a un tas de Québécois et de Québécoises qui se sont fait leurrer, en 1980, par de fausses promesses. Ça, ça ne dépendait pas du Canada anglais, ça ne dépendait pas des autres provinces; ça dépendait des gens qui sont venus nous conter des bobards, ici. Ça, je vous félicite de faire ça. Le Canada, c'est vrai que ce n'est pas une république de bananes et j'ai toujours prétendu ça. Le Canada, c'est un beau grand pays et tout ça, les Rocheuses vont être là. Je n'irai pas les voir moins souvent ni plus souvent.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Laberge, votre question, s'il vous plaît.

M. Laberge: Vous dites quelque chose de très spécial, à la page 4 du résumé: "D'un statut particulier, parce qu'il est loin de Québec, l'Outaouais québécois devrait se voir octroyer un statut privilégié, parce qu'il est près d'Ottawa." Ça, je pense que ça dit dans trois lignes à peu près tout ce qu'on a entendu et tout ce qu'on va entendre toute la journée. C'est vrai ce que vous dites là. Les fonctionnaires, il faut s'arranger pour qu'ils soient transférés dans le fonction-

nariat québécois avec tous leurs droits et leurs privilèges. C'est un peu ce que dit le mémoire de l'Alliance, auquel mémoire vous faisiez référence tantôt. C'est ce que nous disons à la FTQ depuis 15 ans. Pour nous, ce n'est pas une promesse, c'est un engagement ferme. Ça, ça doit se faire avec tous les droits et privilèges. Je veux vous féliciter de votre langage imagé. Je me serais attendu à voir un mémoire un peu différent parce que vous êtes un peu fougueux, parfois, mais vous avez maintenu un ton respectable.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Laberge, avez-vous une question?

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Laberge: Vous me l'avez fait perdre.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Jean Campeau): M. Rocheleau, merci de votre intervention.

M. Rocheleau: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Reprise des travaux à 14 heures.

(Suspension de la séance à 12 h 54)

(Reprise à 14 h 8)

Le Président (M. Jean Campeau): Mesdames et messieurs, nous reprenons nos travaux, et nos premiers intervenants sont les gens de la Chambre de commerce et d'industrie de l'Outaouais, Mme Monique Cyr, présidente et M. Jean-Pierre Dubeau, qui en est le vice-président. Mme Monique Cyr, vous avez 5 minutes pour la présentation de votre rapport.

Chambre de commerce et d'industrie de l'Outaouais

Mme Cyr (Monique): MM. les coprésidents et chers membres de la Commission, d'abord, permettez-moi de vous remercier d'avoir accepté que nous soyons entendus, et deuxièmement, j'aimerais vous dire que notre présentation s'inscrit dans le cadre du front commun des organismes économiques et communautaires de l'Outaouais, et vous avez sûrement vu que nous avons signé le préambule qui vous a été remis ce matin. Alors je débute sans plus tarder ma présentation.

Les membres de la Chambre de commerce et d'industrie de l'Outaouais interviennent quotidiennement dans tous les secteurs qui influencent l'activité et le développement économique de la région. Nous sommes 700 membres. La région de l'Outaouais constitue un enjeu géopolitique

important dans la problématique constitutionnelle. Parler d'avenir constitutionnel en Outaouais, ça veut dire parler d'emplois et parler d'économie. Le contenu de ce mémoire part des résultats d'une consultation effectuée auprès de nos membres. Leur opinion exprime le besoin de changement qui s'impose suite à l'échec de l'accord du lac Meech.

Maintenant l'Outaouais. Nous avons divisé notre présentation en trois points. Nous avons regardé l'Outaouais québécois par rapport à sa situation au Québec et à sa situation par rapport à Ottawa: le territoire, l'économie et la culture, bien sûr. Quant au territoire, le gouvernement fédéral agit depuis fort longtemps dans l'aménagement de la région de la capitale nationale. De la Commission d'embellissement d'Ottawa, dans les années 1899, en passant par le rapport Todd, le plan Holt, le rapport Cauchon, la Commission du district fédéral, le fameux plan Gréber de 1950, l'après-guerre et jusqu'à la Commission de la capitale nationale en 1958, Ottawa se donnait tous les moyens pour favoriser l'aménagement de la région et y implanter ses édifices. Le premier que nous avons eu fut l'imprimerie nationale qui avait été parrainée par le député fédéral du temps, M. Alphonse Fournier. Au cours des années soixante, on constatait cependant que la capitale fédérale n'avait encore investi que trop peu du côté québécois. C'est en février 1969, au cours d'une conférence constitutionnelle, que les premiers ministres des gouvernements fédéral et provinciaux décidaient que les villes d'Ottawa et de Hull et leurs environs constitueraient la région de la capitale nationale.

Ensemble, le fédéral et le provincial allaient dès lors enclencher une série d'importantes transformations du paysage urbain. À ce niveau-là, les divers paliers de gouvernement, municipaux et provinciaux, ont collaboré à cette opération. Le 20 mai 1969, l'honorable Jean Marchand, ministre de l'Expansion régionale, annonçait une expropriation de terrains pour donner des édifices à la ville de Hull. Ce n'est qu'en 1970 que le gouvernement du Québec décidait enfin d'intervenir par la création de la SAO, que vous avez entendue ce matin, et de la CRO. Cette décision fut sans doute provoquée par les travaux de la commission d'étude sur l'intégrité du territoire du Québec, la commission Dorion, qui s'était d'ailleurs penchée sur la question de la région de l'Outaouais. Elle avait soumis à cet effet une série de 37 recommandations qui demeurent, malheureusement, toujours d'actualité aujourd'hui. Essentiellement, elle blâmait tout autant le laisser-aller provincial que l'interventionnisme fédéral.

L'économie. Le développement économique de la région de l'Outaouais est largement tributaire de la présence du gouvernement fédéral. D'une main-d'œuvre industrielle et ouvrière au début du siècle, la population outaouaise se compose aujourd'hui d'une majorité de fonction-

naires. Les industries primaires et secondaires, surtout liées au bois, ont cédé la place à une industrie tertiaire florissante, dont une grande partie provient des emplois gouvernementaux générateurs de l'activité économique et commerciale.

La culture. L'identité culturelle est l'âme d'un peuple. Sur tout le territoire de l'Outaouais québécois, cependant, les risques d'altération de la culture québécoise sont importants. La proximité d'un milieu anglophone ainsi que l'obligation quotidienne d'une large partie de la population de la région d'utiliser l'anglais comme langue de travail viennent compromettre l'épanouissement de cette culture dont le gouvernement du Québec fait la promotion. L'identité culturelle en Outaouais s'en trouve ainsi influencée. Les membres de la chambre ont exprimé une volonté de changements qui se situent à divers paliers. D'abord, vers une plus grande autonomie. Les membres de la Chambre de commerce perçoivent la situation constitutionnelle actuelle, quant au partage des pouvoirs, comme une source de duplication des efforts, et d'inefficacité opérationnelle. Les gouvernements, fédéral et provincial, interviennent dans la vie culturelle, sociale et économique de la population du Québec par l'entremise de nombreux programmes. La duplication, aux niveaux fédéral et provincial, des ministères, des services et des programmes est généralisée. Le fardeau fiscal s'en trouve ainsi alourdi et compromet la santé économique du Québec. La chambre réclame une plus grande autonomie pour le Québec dans une révision des compétences et des champs d'activité, entre le fédéral et le provincial, de façon à ce que le Québec soit plus en mesure de décider de son avenir en fonction de ses priorités.

Les membres de la chambre ne se contenteront plus du statu quo ou de réaménagements mineurs. Vous avez ensuite une liste du nouveau partage des champs de compétences suite à un sondage que nous avons fait auprès de nos membres. Alors vous avez des champs de compétence provinciale, fédérale et mixte. Maintenant, les membres...

(14 h 15)

Le Président (M. Jean Campeau): Est-ce que vous pouvez venir à votre conclusion rapidement, madame?

Mme Cyr: D'accord. Alors les membres de la chambre demandent... En conclusion, nous voulons souscrire à une démarche vigoureuse et décisive, pour arrêter ce flottement qui prévaut en matière constitutionnelle. Nous réitérons notre détermination à demeurer partie intégrante du Québec. Nous insistons sur des mesures concrètes pour garder les emplois en Outaouais et assurer une stabilité économique. Et quatrièmement, mais non le moindre, nous demandons des programmes en vue d'une transformation graduelle et planifiée des champs d'activité de la main-d'œuvre,

et ce, pour une plus grande diversification de notre développement économique. Je vous remercie.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, Mme Cyr. Dans le bloc de 10 minutes, il y a 8 personnes qui désirent intervenir. Alors, si tout le monde est discipliné, on les passe peut-être les 8. Alors, si chacun pouvait faire preuve de générosité et avoir une question brève et précise, ça aiderait beaucoup.

Première intervention, M. Roger Nicolet.

M. Nicolet: Merci, M. le Président. Madame, j'aurais aimé vous entendre élaborer davantage sur la problématique de la présence du fédéral en matière de péréquation. La chambre de commerce du Québec nous avait déjà souligné cette dimension et j'aimerais entendre, dans votre perspective, comment vous situez le rôle du gouvernement fédéral en matière de péréquation.

Mme Cyr: Je demanderais à M. Dubeau, notre vice-président, de répondre à votre question.

M. Dubeau (Jean-Pierre): En fait, ce que nous voulons souligner ici, c'est essentiellement ce que la chambre de commerce du Québec a mentionné. Si vous vous souvenez, les différentes chambres des régions ont eu à se prononcer sur le projet préliminaire du mémoire. En fait, on n'a rien d'autre à ajouter que le support que nous faisons à la chambre de commerce du Québec en ce qui concerne le domaine de la péréquation.

M. Nicolet: Le retrait du gouvernement fédéral de toute la dimension péréquation au niveau pancanadien.

M. Dubeau: Avec les réaménagements qui sont proposés au niveau des répartitions des pouvoirs entre le provincial et le gouvernement canadien, définitivement il va y avoir un réaménagement à ce niveau-là.

M. Nicolet: Je vous remercie.

Le Président (M. Jean Campeau): Deuxième intervention, M. Allard.

M. Allard: Merci, M. le Président. Madame, j'ai trouvé votre mémoire très réaliste comparativement à d'autres que nous avons entendus. Vous voulez, en ce qui regarde les emplois, conserver d'une certaine façon ce qu'il y a d'emplois dans la fonction publique fédérale, mais en les remplaçant par des emplois qui pourraient être de la fonction publique provinciale et des emplois qui sont peut-être ailleurs que vous aimeriez qui viennent ici ou d'autres sortes d'emplois. Mais vous dites: Si on veut réaliser

des économies parce qu'il y a des dédoublements entre les deux niveaux de gouvernement, il faut faire quelque chose. On ne peut pas accepter que tout le monde reste là parce que, là, on n'en aura pas d'économie. Vous dites aussi: Ces économies-là ne devraient pas servir à de nouveaux programmes, et je pense que ça, c'est très réaliste. Je vais poser la question que je voudrais poser. Ça se rapporte à ce que vous dites en page 9. Vous demandez que toute nouvelle constitution encadre strictement le pouvoir d'emprunter des gouvernements. Est-ce que vous pourriez nous donner un peu plus de détails sur cette recommandation?

Mme Cyr: Ce que nous avons voulu dire, c'est que tout le monde a lu et a discuté du fameux pouvoir résiduaire du gouvernement actuellement, du gouvernement fédéral. Alors, nous aimerions que s'il y a rapatriement au niveau du Québec, que ce soit le Québec et remarquez que ça peut très bien se faire au niveau des autres provinces aussi, que les provinces soient autonomes et ensuite puissent déléguer certains pouvoirs, mais non pas que le gouvernement central puisse faire les lois qu'il veut faire. Alors, c'est un peu comme dans le style délégation de pouvoirs. Actuellement, le pouvoir est au fédéral, alors ce qui n'est pas implicite pour le provincial, c'est le fédéral qui s'en empare, le pouvoir de légiférer, le pouvoir de taxer, entre autres. On aimerait que ce soit l'inverse.

M. Allard: Vous voulez des limites au pouvoir d'emprunter.

Mme Cyr: Ça dépend des ententes qu'il y aurait.

M. Allard: C'est ça que je lis ici, là.

Mme Cyr: Ça dépend des ententes qu'il y aurait, et si, à des moments donnés, on confie certains programmes ou certains champs de compétence au gouvernement central, appelons-le le gouvernement central, je me dis qu'il peut aussi y avoir une entente pour aller chercher des fonds.

M. Allard: Emprunter. Merci.

Mme Cyr: Ça peut être taxer, ça peut être emprunter.

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Campbell Steer.

Mme Campbell Steer: Madame, monsieur, merci M. le Président. Moi, je voulais vous présenter la question que j'ai posée ce matin à M. Saint-Germain pour avoir vos commentaires sur le même sujet. Dans l'optique de la vague de

décentralisation de pouvoirs et l'administration connexe, que toutes les régions que nous venons de visiter ont constaté, pensez-vous qu'il est faisable et pratique de souhaiter une politique distincte et des mesures concrètes pour garder ces emplois, dit anciennement des emplois fédéraux à l'Outaouais? Sur la Côte-Nord et en Abitibi-Témiscamingue où le taux de chômage est très élevé, comment pourrait-on vendre cette politique-là, des mesures distinctes pour l'Outaouais, pour encourager ça?

Mme Cyr: M. Dubeau.

M. Dubeau: En fait il faut bien comprendre qu'actuellement une bonne partie de l'économie de la région est basée sur les emplois fédéraux.

Mme Campbell Steer: Oui.

M. Dubeau: D'abord, il y en a d'autres qui se sont présentés devant vous pour vous expliquer le nombre.

Mme Campbell Steer: Mais si nous rapatrions des compétences...

M. Dubeau: Ce que nous pensons, c'est qu'à court terme, une transformation radicale ou qu'on peut appeler pour la région une exportation radicale des capacités, des cerveaux de la région vers Québec, à supposer qu'on rapatrie vers Québec un certain nombre de pouvoirs, ça laisse un vide important dans la région, avec des conséquences économiques très importantes. Ce que nous préconisons, c'est dans un premier temps de garder une stabilité dans la région, quitte ensuite à avoir une transformation économique de la région. Donc, je pense que c'est possible de vendre ce genre d'attitude-là à l'extérieur, et ça n'empêche pas, quand même, de fonctionner dans notre région.

Mme Campbell Steer: J'ai une autre petite question. Où placez-vous la banque centrale dans la répartition des pouvoirs?

M. Dubeau: Je vais répondre à cette question-là. Si vous vous référez aux champs de compétence provinciale, parmi les champs qui ont été examinés et où on a demandé une consultation de la part de nos membres, nous avons demandé également une question concernant la monnaie. Vous ne la retrouverez pas dans les réponses étant donné que la monnaie, d'après notre sondage, devait être un champ de compétence mixte mais, très près, suivait le fédéral. Donc on a gardé dans notre mémoire ceux qui avaient une identification très prononcée alors que la monnaie selon notre sondage, c'était pas clair si on voulait une compétence mixte ou une compétence exclusive fédérale. Donc on se plie à cette volonté-là et on vous communique cette

information-là.

Mme Campbell Steer: La monnaie ça va rester de la monnaie canadienne, mais la banque là, on va revenir sur ce sujet.

M. Dubeau: En ce qui concerne la banque ça va probablement suivre la monnaie. Ça devrait être dans les négociations.

Mme Campbell Steer: Je pense que l'un va avec l'autre. O.K. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Simard.

Mme Simard: M. le Président, madame, monsieur. Moi j'ai lu votre mémoire avec intérêt et j'avoue que quand on voit la somme de ce que vous demandez, de ce que vous rapatriez comme champs de compétence provinciale – il y en a 25 à peu près – des champs de compétence fédérale – d'eux et des champs de compétence partagée, huit – je me suis posé la question: Est-ce que ce n'était pas plus simple de demander le rapatriement complet, la souveraineté et de négocier ensuite un certain nombre d'ententes dans différents partages, sur différents sujets. J'aimerais vous entendre un peu puisque vous demandez des modifications majeures. Quand on regarde... il y a des sujets que vous mentionnez de compétence provinciale qui n'ont pas encore été évoqués; je vous dirais: Nommez-m'en! Je pense entre autres aux pensions de vieillesse et autres choses. Comment envisagez-vous le déroulement des négociations pour arriver à rapatrier autant de sujets? Pourquoi vous avez fait ce modèle-là au lieu de choisir carrément de demander tout le rapatriement pour ensuite conclure des ententes?

Et dans votre mémoire vous dites qu'il faut que le statut constitutionnel soit clarifié rapidement, c'est-à-dire au plus tard dans 12 mois, mais de quelle façon pensez-vous que cela doit être fait? Est-ce que vous favorisez une consultation large, démocratique, comment est-ce que vous avez réfléchi au type de consultation?

Mme Cyr: D'abord pour répondre à la deuxième question il faut dire que nous nous sommes basés d'abord sur le sondage de la Chambre de commerce du Québec et que nous y avons ajouté les champs de compétence et la question sur les emplois en Outaouais. Mais je dois dire ce que nous avons redit souvent: Nous ne sommes pas partis de modèles constitutionnels, nous sommes partis de situations économiques, de situations actuelles et de partages de champs de compétence. Ensuite, nous avons voulu aussi, dans ce mémoire, faire ressortir ce que les membres de la chambre ont dit. Et ce qui ressort, c'est évident, c'est vers une plus grande autonomie. Alors, en comité d'analyse, ensuite,

nous sommes très conscients que d'aller vers une plus grande autonomie c'est une démarche. Tu ne te couches pas le soir, comme on dit, pas libre, puis tu ne te réveilles pas le lendemain matin, libre, dans la question de l'organisation de tout ce vécu de l'autonomie. Alors, nous pensons que la recherche de l'autonomie est une démarche, que le Québec est en marche vers son autonomie et qu'il faudra que ça prenne le temps que ça devra prendre.

Maintenant, ceci dit, c'est quand même dichotomique, mais les membres de la chambre ont dit: Le flottement constitutionnel, on en a notre voyage. On a hâte que ça arrête. Alors, ça, dans un délai court et rigide — on a même parlé de douze mois — il faudrait que ce soit réglé une fois pour toutes. Alors, si vous mettez ces deux choses là ensemble, je pense qu'il y a des devoirs à faire pour arrimer la démarche et l'échéancier vers quoi on s'en va.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Beaudry.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. Deux questions. En page 11, vous nous dites... D'abord, votre cheminement à la chambre de commerce, on le comprend facilement, puis on voit que vous êtes inquiets également de la situation qui peut se poser, mais vous dites, en page 11. "Il ne pourrait être question, par conséquent, du point de vue de l'Outaouais, d'envisager un rapatriement de pouvoirs vers le Québec sans impliquer automatiquement des réformes internes dans les structures mêmes du gouvernement du Québec." Vous impliquez quoi lorsque vous faites une affirmation comme ça?

Mme Cyr: Ce qu'on veut lire là-dedans, c'est qu'on le situe dans la phase 1. On dit: Le jour où le Québec va faire son lit quant à son statut constitutionnel, quel qu'il soit, si ça veut dire que ce n'est pas le statu quo, que c'est un rapatriement de champs de compétence ou que c'est même la souveraineté: Le gouvernement du Québec devra réviser la façon dont il gouverne la province: il y a des structures, il y a des ministères, il y a des programmes. À ce moment-là, je pense que l'Outaouais doit devenir un bras du gouvernement du Québec. Alors, avec tout...

M. Beaudry: Plus qu'une simple régionalisation au niveau des autres régions, là.

Mme Cyr: On distingue la régionalisation. On ne veut pas être noyé dans le poisson de la régionalisation. On est d'accord avec la régionalisation, mais quand on voit le vécu des organisations, lorsqu'une organisation, un organisme se prend en main, il y a une phase de centralisation. Il faut se comprendre. Il faut se prendre en main, se connaître et connaître son potentiel. Ce n'est qu'après ça que tu décentrali-

ses. Et je ne parle pas de déconcentration parce que ça, c'est de la bouillie pour les chats. La décentralisation, ce n'est qu'après ça que tu peux donner des pouvoirs, quand tu maîtrises bien ta maison, ta patente. Bon, alors...

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait, madame.

Mme Cyr: ...dans un second temps, on pense. Alors, nous, on ne veut pas se faire dire: Dans trois ou quatre ans, on va vous décentraliser. Comme on dit: "No way!" On dit ça à Hull, nous autres. "No way!"

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait, madame. J'espère que votre message est compris. On passe maintenant à M. MacMillan.

M. MacMillan: Merci, M. le Président. J'aimerais prendre l'occasion pour vous féliciter d'avoir présenté un mémoire aujourd'hui et vous souhaiter la bienvenue. J'aimerais profiter de l'occasion aussi, Mme Cyr, que notre région est tellement distincte que suite à nos revendications de la part des cinq députés de l'Outaouais, M. Bourassa a fait une nomination en Outaouais, dont M. Beaudry. J'aimerais en profiter pour féliciter M. Beaudry de la manière dont il nous a représentés depuis l'ouverture de cette Commission. Je pense que M. Beaudry a été vraiment un porte-parole de l'Outaouais.

On n'a pas le droit d'applaudir.

Le Président (M. Jean Campeau): Votre question.

M. MacMillan: Oui, j'ai cinq minutes, M. le Président?

Le Président (M. Jean Campeau): Oui, mais pour la question...

M. MacMillan: La question va venir. J'aimerais en profiter aussi pour signaler, vous, à la chambre de commerce, l'importance de l'économie de l'Outaouais. Je pense que les gens ce matin ont vraiment mis de l'emphase là-dessus, M. Rocheleau et les gens du développement régional. J'aimerais juste prendre le peu de temps que j'ai pour vous dire une phrase que le président du Parti québécois a mentionné, le 26 novembre, lors d'une visite dans l'Outaouais. Le président du Parti québécois a indiqué que la présence temporaire d'un ministère pourrait s'avérer très commode dans l'Outaouais. Alors, j'aimerais juste mentionner que l'Outaouais n'est pas temporaire. Je pense qu'il faut vraiment... Depuis 1972, 1976, 1981, les gens du Parti québécois ont toujours promis qu'ils étaient pour sauvegarder les emplois des gens du fédéral. Je n'ai entendu personne aujourd'hui me donner de garantie encore. De quelle manière va-t-on le faire, garder ces gens-

là? Alors, je vous demande, comme faisant partie du moteur économique de l'Outaouais, Mme Cyr: Est-ce que vous avez une solution qu'on pourrait dire à nos gens de la Commission? Comment on va pouvoir garder 26 000 emplois ici dans l'Outaouais? Parce qu'il y en a 60 000 au total, au Québec, et là, on va tout prendre ces 26 000 emplois et les intégrer à la fonction publique du Québec? Je pense qu'on rêve en couleur. Moi, j'appelle ça des pelleteux de nuages. Alors, j'aimerais vous entendre. C'est quoi l'avenir de l'Outaouais dans une souveraineté, Mme Cyr?

Mme Cyr: Avant de vous l'expliquer, M. MacMillan, je pourrais peut-être vous dire que les garanties vont peut-être nous être données par le gouvernement libéral.

M. MacMillan: Mais si jamais il y a une souveraineté...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. MacMillan: Mme Cyr, je suis content d'entendre ça, parce que si jamais il y a une souveraineté et que c'est ça que la population veut, peut-être que je ne feral pas partie de ce gouvernement-là, mais j'espère que ça va être M. Bourassa et son équipe.

Mme Cyr: Écoutez. Nous avons... je vais vous dire... moi, je suis née à Hull, sur la rue Laurier, il y a 50 ans, en face de la tour du parlement. Quand j'avais de bons yeux, je pouvais lire l'heure de chez nous.

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Cyr: À Hull, en 1940, il y avait des manufactures, il y avait E. B. Eddy, il y avait trois moulins, Robert LeSage aussi, il était là avec moi. Il y avait des artisans. Il y avait aussi 50 000 habitants, 50 000 à 55 000, presque autant qu'on a; je parle de Hull. Maintenant, c'est encore possible. C'est encore possible, c'est qu'on a changé d'une vocation du secteur secondaire. Toutes les industries du secteur secondaire, la transformation, tout ça, on a mis ça là. Là, c'était la fonction publique. Et le papa disait à son fils: Il faut que tu fasses un cours pour avoir une job au gouvernement fédéral. C'était, comme on dit, le but.

Il faut que ça change. Il faut que l'Outaouais reprenne le goût de l'"entrepreneurship". D'accord? Et je pense qu'il faut se prendre en main. Mais on ne peut pas se prendre en main tout seuls. Il faut avoir des outils. C'est pour ça qu'il nous faut une période de transition et avoir une vocation gouvernementale. Si, on est pour être à côté d'Ottawa, avec un Québec plus fort qui s'est donné des mandats, je crois que l'Outaouais a les structures matérielles, il y a les

édifices, il y a l'expertise, il y a la compétence, il y a du travail à faire là. Ensuite, une diversification de l'économie. Et je termine avec tout le secteur de la main-d'œuvre. Qu'est-ce qu'on attend, au Québec, pour rapatrier ça. Moi, je suis dans le domaine scolaire. Cette année, il y avait des étudiants adultes qu'on a dû refuser au mois d'octobre parce que le câline de projet de loi de la madame à Ottawa n'était pas encore passé. Ça poireaute partout. La main-d'œuvre est un outil. On a des ressources naturelles qu'on n'exploite pas...

Le Président (M. Jean Campeau): M. MacMillan, votre temps est écoulé, nous passons maintenant à Mme Marois.

Mme Marois: Merci, M. le Président. Je vais essayer d'être rapide, j'ai beaucoup de choses à dire. D'abord, bienvenue à notre table, à nos travaux et je trouve ça heureux de souligner – et je le fais encore aujourd'hui – qu'on a encore une femme comme présidente de la chambre de commerce. C'est la troisième fois que ça nous arrive dans nos tournées où on a rencontré les chambres de commerce et on est en train de faire changer un petit peu les règles du jeu, et je suis très heureuse que ça se passe comme ça.

Je voudrais rassurer notre collègue, M. MacMillan. Nous avons pris un engagement encore très ferme en répondant ce midi aux questions qui sont posées par les gens de l'Outaouais quant aux protections du niveau de l'emploi et quant au transfert des postes et des personnes dans la fonction publique québécoise. D'ailleurs, c'est M. Rémillard, je crois, qui s'inquiétait du fait que ça semblait peut-être irréaliste, alors c'est peut-être à lui qu'il faudra poser la question.

Cela étant dit, votre mémoire est excellent, intéressant. Une question à laquelle vous n'avez pas répondu quand Mme Simard vous l'a posée tout à l'heure, vous dites: Il faut être rapide dans les délais. Pour être rapide, ça prend des moyens clairs. Est-ce que vous proposez qu'une fois les travaux terminés, nous allions en référendum ou en consultation – on a retenu la notion de référendum – auprès de la population, pour qu'elle se prononce sur le statut qu'elle souhaite pour son avenir, sur ce que le peuple québécois souhaite?

Mme Cyr: La réponse que je vais vous donner, je ne la fais pas au nom de tous mes membres parce que nous ne les avons pas consultés sur ça, mais je puis quand même vous affirmer que dans la démarche, je pense, qu'il va y avoir un mécanisme, c'est quasiment implicite. En comité de travail, en comité d'analyse, lorsque nous nous sommes penchés sur les différents scénarios – en passant on fait ça entre 22 heures et 2 heures du matin – il y en a

un, c'est qu'on dit que s'il y a un calendrier où le Québec a des revendications, parce qu'on est très conscients que les 5 petites clauses de lac Meech n'ont pas passé. On se dit: On a une côte à monter, comme Sisyphe, tu sais... Bon, alors, à ce moment-là, on dit qu'un scénario possible – ce n'est pas une position, c'est un scénario possible – ce serait de demander de s'asseoir avec Ottawa, un à un, de discuter et de s'entendre, de mettre un échancier. Si au bout de cet échancier-là, ça ne se faisait pas, la balle serait dans le camp du Québec. Un scénario possible, ce serait de déclarer la souveraineté et ensuite de faire le référendum, ou de faire le référendum avant.

Mme Marois: D'accord. Oui, parce que je trouve un peu optimiste...

Mme Cyr: Mais il va falloir...

Mme Marois: ...quant à la possibilité de s'asseoir.

Mme Cyr: C'est ça. Ce qu'on pense, c'est que si le Québec déclare la souveraineté, il va falloir que le gouvernement du Québec, de quelque parti qu'il soit, aille chercher un mandat de la population, un mandat clair, avec une question facile à comprendre.

Mme Marois: D'accord. Oui, ça pourrait être très simple, effectivement, vous avez tout à fait raison. Vous proposez des champs de compétence mixte. Quels mécanismes... Avez-vous réfléchi aux mécanismes... quels mécanismes proposez-vous pour gérer ces champs de compétence? Est-ce qu'on va élire des gens? Est-ce qu'on va choisir des gens? Comment va-t-on procéder? Parce qu'il y a un certain nombre de champs que vous identifiez comme étant de compétence partagée, si on veut.

M. Dubeau: En fait, on n'a pas prévu de mécanisme précis quant à la façon de traiter ces sujets-là. On peut quand même en élaborer quelques-uns en cours de route, mais le principe, c'est une implication profonde du gouvernement du Québec dans ces champs de compétence là, mais pas exclusivement, parce qu'on reconnaît une dimension plus large. On reconnaît une dimension plus large qu'uniquement le territoire du Québec, où ça peut être avantageux que le Québec participe à l'intérieur d'un plus grand forum dans ces champs-là.

Mme Marois: D'accord. Une toute dernière question, on me dit que mon temps est écoulé. Ça m'a étonnée que l'un des champs que l'on propose de mettre en termes de compétence mixte, c'est-à-dire à compétence mixte, ce soit la recherche et le développement. Bon, je sais que c'est un sondage qui a été fait, et que vous

avez retenu les propos que vous ont tenus vos membres, les choix qu'ont faits vos membres. Mais il reste que la recherche et le développement, c'est tellement important pour toute la structure d'une économie et pour tout l'avenir, finalement, d'une économie. Je me dis aussi: Nos secteurs industriels, par exemple si on prend le secteur industriel, nos ressources sont différentes de ce qui existe dans le reste du Canada, alors nos outils aussi et les sommes qu'on lui consacrerait pourraient être différentes. Est-ce que ça s'est débattu, un peu, chez vous? Pas vraiment.

M. Dubeau: Non, en fait, ce qui était important, c'était de transmettre intégralement à la Commission le résultat, donc c'est ce qu'on fait. Maintenant, c'est bien sûr qu'on pourrait partir le débat: Ça, ça veut dire quoi, puis pourquoi, puis est-ce qu'on peut...

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait, parfait. Ça va, madame? Mme Cyr, M. Dubeau, merci de votre exposé très clair, merci de votre contribution à cette Commission pour l'avenir du Québec.

(Suspension de la séance à 14 h 41)

(Reprise à 14 h 43)

Le Président (M. Jean Campeau): Mesdames et messieurs, nous reprenons les travaux. C'est maintenant au tour de l'Association des auteurs de l'Outaouais, et M. Stéphane-Albert Boulais, qui est le président. Bienvenue M. Boulais. Si vous voulez nous présenter vos collègues.

Association des auteurs et auteurs de l'Outaouais

M. Boulais (Stéphane-Albert): Oui, à ma gauche, M. Michel-Rémi Lafond, un membre, M. Jacques Michaud, secrétaire-trésorier, M. Pierre Bernier, à ma droite, vice-président, et M. Jean-Claude Boulit, membre.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors encore une fois, vous avez cinq minutes pour la présentation de votre sommaire.

M. Boulais: MM. les coprésidents et les membres de la Commission, nous tenons d'abord à vous remercier de nous avoir invités pour exprimer notre point de vue sur l'avenir du Québec. Nous tenons aussi à rappeler que nous sommes signataires du préambule présenté ce matin: "Le Québec, dans le passage rétréci de son histoire". Les auteurs, on le sait, sont très mal payés pour connaître le pouvoir des mots. C'est donc, soyez-en assurés, à titre tout à fait gratuit et guidés seulement par leur sens de la responsabilité sociale que les membres de l'As-

sociation des auteur-e-s de l'Outaouais québécois vous soumettent ce mémoire, cette mémoire en marche.

Québec, passage rétréci. Pourquoi avons-nous choisi de nommer ainsi notre territoire? Pourquoi avons-nous décidé, à un certain moment, d'y mettre notre mémoire, notre devenir. Qu'importe! Il suffit de reconnaître que ce petit peuple de langue et de culture françaises, isolé sur un continent où allait dominer une autre langue, une autre culture, a réussi à se maintenir contre toutes attentes, contre toutes attaques. Dans le vaste courant de l'histoire, il a su se ménager, en marge, un passage étroit, rétréci, où les soubresauts même de ce qui se passait autour lui donnaient sa cohésion, le déterminait.

Ainsi, en nous donnant un nom, nous sommes-nous peut-être tracé un destin vers lequel nous marchons depuis plus de 300 ans. Depuis les 30 dernières années, le Québec a pris la parole et il a développé sa mémoire pour que le pays y prenne naissance. C'est par la parole qu'on se donne une identité. Nos poètes, nos romanciers, nos chansonniers ont nommé le pays. Dès lors, nous avons compris, comme le poète Pierre Perreault, que la mémoire importait plus que le sang, que l'esprit est plus héréditaire que la couleur des cheveux. "Si un homme s'exprime mal, c'est qu'il est mal situé", écrit encore le même poète.

Or, le peuple québécois, par l'intermédiaire de ses auteurs, s'est bien exprimé. Il a tenu à ce qu'on respecte la langue vernaculaire des gens de chez nous. Germaine Guèvremont, Gaston Miron, Michel Tremblay et beaucoup d'autres, l'ont élevée à la place qu'elle mérite. Ils ont mis en lumière un héroïsme québécois que notre histoire, écrite par d'autres, avait mis sous le boisseau. Ces auteurs lui ont donné une légitimité. Ils ont fait en sorte que notre identité ne se définisse plus par une privation.

Les auteurs de l'Outaouais québécois ont décidé de poursuivre le combat. Nous avons décidé d'accorder à notre imaginaire une terre et une âme. Nous ne voulons plus l'emprunter. Nous ne voulons plus en louer une autre de l'autre côté de la rivière. Notre parole vaut bien celle des autres. Cela, plus personne ne le mettra en doute, surtout après Meech. Nous voulons reconquérir notre territoire de l'âme qu'on a occupé de constitution en constitution, de conscription en conscription. Puisque le problème fondamental réside dans notre différence par rapport au Canada anglais et dans notre volonté de mettre fin à l'insécurité chronique quant à notre devenir comme société de langue et de culture françaises, il est important de demander le plus tôt possible aux Québécoises et aux Québécois de s'exprimer sur ce sujet.

Voici la stratégie: la tenue d'un référendum le plus tôt possible. Les questions: 1. Voulez-vous que le Québec demeure une société de langue et de culture françaises? 2. Voulez-vous que le

Québec soit un pays souverain? 3. Voulez-vous que le Québec souverain négocie une association économique avec le reste du Canada?

Nous préconisons la tenue d'un tel référendum avant toute autre démarche. Nous croyons, en effet, que les réponses à ces questions précises devraient servir de prémisses à tout mécanisme de définition de l'avenir du Québec. Une fois le référendum tenu, il appartiendra au gouvernement en place de voir à trouver les meilleurs mécanismes permettant de mettre en oeuvre la volonté exprimée.

Nous croyons que notre peuple est prêt pour une autre grande consultation pour son devenir. Notre position est fondamentalement axée sur l'expression démocratique de toutes les Québécoises et de tous les Québécois, dans les délais les plus brefs. Le Québec doit être un pays souverain s'il veut posséder tous les leviers politiques, financiers et économiques lui permettant d'assurer sans équivoque le maintien et l'épanouissement d'une société de langue et de culture françaises. En tant que pays souverain de droit, il pourra négocier comme bon lui semble avec le Canada et tout autre pays en vue de signer des accords aptes à faciliter ses objectifs dans les domaines social, culturel et économique.

La langue officielle du Québec doit être le français. La langue d'enseignement doit être le français. La langue de travail doit être le français. Dès le moment où nous optons pour un Québec résolument français, le choix des moyens se fait évident. La souveraineté, bien sûr, qui est l'exercice des pleins pouvoirs sur les questions intrinsèquement liées de la langue officielle, d'enseignement et de travail, de l'éducation, de la culture, de l'immigration et de tous leurs prolongements sur la scène internationale. L'exercice des pleins pouvoirs sur ces questions et sur leur prolongement sur la scène internationale ne peut être réalisé que par un contrôle complet de sa politique extérieure par le Québec.

Pour s'affirmer comme société de langue et de culture françaises, un Québec souverain devra également exercer les pleins pouvoirs sur son territoire en matière financière et économique. C'est pourquoi nous recommandons la pleine souveraineté du Québec. Nous croyons que l'économie du Québec est suffisamment forte pour justifier l'établissement d'une monnaie qui lui soit propre, même si cette dernière devait être alignée sur une autre monnaie canadienne ou américaine. Nous croyons que le peuple québécois est suffisamment fort pour faire face aux défis internationaux en tant qu'État souverain dans le concert des nations. Cela, nous le croyons d'autant plus que nous avons réussi à survivre dans une région culturellement dominée par Ottawa. Voilà en résumé le point de vue de l'Association des auteurs et des auteures de l'Outaouais québécois sur l'avenir du Québec. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, monsieur. Alors, nous passons maintenant à Mme Claire-Hélène Hovington.

Mme Hovington: Merci, M. le Président. Bienvenue parmi nous, d'abord, et laissez-moi vous remercier d'être venu nous présenter votre mémoire. Vous me permettrez d'abord de relever certains points de votre mémoire et d'émettre quelques commentaires avant de poser une courte question. Il y a d'abord cette impression qui ressort de votre texte, à la page 5, où on sent que la collaboration Québec-Canada n'est pas pour demain. Vous dites: "Le Canada anglais est plus braqué que jamais contre la différence québécoise." C'est être peu tolérant à leur égard peut-être là mais ça m'amène à réfléchir sur les propos que tenait l'Association des économistes qui est venue nous présenter un mémoire et qui disait que la période de transition allait être difficile si elle devait se tenir dans une atmosphère revancharde, dominée par l'escalade verbale.

En ce sens, je peux vous avouer que votre texte est loin de me sécuriser à ce niveau-là. Vous dites aussi qu'il faut tester le consensus que vous décelez dans la population et vous recommandez la tenue d'un référendum dans les meilleurs délais. Moi, je serais portée à vous dire qu'il ne faut pas tester le consensus juste pour le principe de le tester. Je pense qu'on n'a pas le moyen de perdre un autre référendum. La démarche qui est entreprise ici a pour but de réfléchir le mieux possible sur les choix qui s'offrent au Québec. Par la suite, avant de soumettre ces choix à la population, il faudra s'assurer que, d'une façon générale et très large, nous allions tous dans la même direction. Ça, c'est important. Alors, ça implique une démonstration, une explication objective et complète, vraiment, des choix qui nous sont offerts en tant que Québécois. Je pense qu'il ne sert à rien de courir.

Vous nous mettez, en page 8 de votre mémoire, aussi en garde contre l'attentisme et vous voudriez qu'on profite de la fébrilité existante sur la question, sur notre avenir collectif. Moi, je vous répondrai là-dessus qu'il est peut-être dommage et qu'il serait dommageable de faire un choix en réaction à quelque chose. Non seulement la sagesse ne nous l'enseigne pas...

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Hovington, en parlant de question, est-ce que vous en avez une?

Mme Hovington: Oui, j'y arrive, mais je pense que si ça reste appuyé sur des émotions pour poser la question, pour aller vers un référendum, je pense qu'on pourrait dire adieu au rapport de force qu'il faut mettre en valeur vis-à-vis le Canada anglais. Ma question, M. le

Président, j'y arrive après ces quelques commentaires. Elle est ici la position que vous prenez à la page 10 de votre texte. Si je comprends votre point de vue, et vous me direz si je me trompe, c'est qu'on n'a aucun contrôle directement sur la Banque du Canada, donc vous dites qu'il vaut mieux créer sa propre monnaie, et on n'aurait aucun contrôle non plus sur notre propre monnaie, puisque vous dites qu'elle pourrait être alignée sur la monnaie américaine. Il me semble que ça ne m'apparaît pas tout à fait logique. Est-ce que vous pourriez m'expliquer un petit peu plus en profondeur.

M. Boulais: Oui, Pierre.

M. Bernier (Pierre): Je crois que, dans le texte, si je ne m'abuse, on dit bien "quitte à l'aligner". Or, si on est un pays souverain, comme ça s'est fait au Canada pendant des années, le Canada a le plein contrôle de sa monnaie et a décidé de la laisser flotter ou de l'aligner selon ce qui lui semblait bon. Et ça veut dire également que, si le pays décide de ne pas l'aligner, il ne l'aligne pas. Alors c'est une option. Mais ce qu'on dit, je pense que le principe de base, c'est de dire: Ayons donc notre propre monnaie et contrôlons donc nos affaires chez nous.

Mme Hovington: Vous posez trois questions. Vous arrivez à un référendum, vous posez les trois questions, elles sont intéressantes, mais, moi, je suis restée sur mon appétit quant aux suites qu'il faut donner au référendum. On le fait comment, après? Après quoi, là? Est-ce que vous avez réfléchi à cet après?

M. Michaud (Jacques): Madame, nous ne sommes pas des politiciens. Je pense que c'est d'abord aux politiciens qu'il faut poser cette question-là, parce que ce n'est pas notre rôle de définir exactement ce qui va se passer après. Nous, on engage, on incite les gouvernements à prendre des gestes qui soient importants, et après, en fonction des réponses que la population aura données, eh bien, c'est à ces gens-là à continuer et à faire en sorte de nous amener là où on doit être amenés.

Mme Hovington: Donc, vous ne vous êtes pas penchés du tout sur comment le faire. Vous êtes venus dire aux membres de cette Commission: Voilà ce que nous voulons, maintenant, vous, prenez vos responsabilités. C'est un petit peu ça que vous nous dites.

M. Boulais: Madame, permettez-moi, nous sommes venus dire aux membres de cette Commission comment nous vivons dans un état d'acculturation dans l'Outaouais québécois. Ce qu'on veut dire tout simplement c'est ceci: Nous sommes une majorité dans l'Outaouais québécois,

nous vivons comme une minorité, et l'Outaouais québécois, en cela, est un peu le microcosme de ce que le Québec est par rapport à la Fédération canadienne. Alors, c'est ça qu'on est venus vous dire. Nous sommes une association d'auteurs et nous voulons partager avec vous notre situation, l'état de la culture dans l'Outaouais québécois.

Mme Hovington: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va?

Mme Hovington: Oui.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait, madame. Mme Blackburn.

Mme Blackburn: Merci, M. le Président. Bonjour, et je voudrais également vous remercier pour avoir bien accepté, gratuitement, comme vous le dites, et guidés par votre sens des responsabilités sociales, d'être venus enrichir les travaux de cette Commission de votre réflexion. Vous rappelez certains faits qu'il est peut-être utile de souligner, que ce petit peuple a résisté et s'est maintenu contre toute attente et contre toute attaque, et que nous sommes bien différents du Canada anglais. Et d'autres sont venus nous dire qu'il y avait là deux peuples, qu'on empêchait peut-être d'être tout à fait à l'aise dans leur développement parce qu'il n'étaient pas faits pour habiter ensemble, et les contraintes liées à cette cohabitation rendaient éphémère notre survie.

Le consensus n'est pas clairement établi, dites-vous. D'autres prétendent qu'il faudrait peut-être encore essayer une seconde fois. Le consensus n'est pas clair. M. Mulroney dit que le sentiment de souveraineté qui se dégage des travaux de cette Commission est éphémère. M. Ryan dit fluide. Je ne suis pas certaine que je partagerais leur avis là-dessus. Mais j'aimerais vous entendre.

À la suite de la question de Mme Hovington, pourriez-vous nous dire si vous pensez qu'effectivement le sentiment souverainiste qui se dégage des travaux de cette Commission vous semble fluide, éphémère et qu'un référendum qui porterait précisément sur les trois questions que vous évoquez dans votre document aurait des chances de succès? Parce qu'on est ici dans une région frontalière où c'est probablement plus fragile. En tout cas, c'est le sentiment que j'avais jusqu'à ce que je vienne ce matin.

M. Lafond (Michel-Rémi): La question que vous me posez, est-ce que vous la posez pour l'Outaouais ou si vous la posez pour l'ensemble...

Mme Blackburn: Pour l'ensemble du Québec. Mais vous pouvez parler aussi de l'Outaouais, ça donnerait une bonne indication pour le reste du Québec.

M. Lafond: Si on part du cas de l'Outaouais, on pourrait répondre oui à des questions comme celles-là dans la mesure où il y aura des garanties qui auront été données aux gens de l'Outaouais et je pense qu'il y a des garanties quant aux emplois, des garanties quant au fait que l'Outaouais ne sera pas considérée comme la moins que rien du Québec. C'est un peu ce que l'Outaouais a comme sentiment et à partir de là peut-être que dans l'Outaouais on pourra aller de l'avant dans ce sens-là. Pour le Québec, si on parle de l'ensemble du Québec – ça comprend l'Outaouais aussi – je pense que dans l'ensemble il y a un vif sentiment souverainiste qui est présent.

Mme Blackburn: Les garanties qui ont été évoquées ce matin, celles qui pourraient être données, par exemple, à la fonction publique fédérale, qui serait automatiquement reconnue dans le Code du travail du Québec de même que le fait que l'Ontario où les travailleurs ontariens qui sont sur le territoire québécois ont au moins autant intérêt à établir des rapports de libre circulation que le Québec, est-ce que ce sont des garanties qui pourraient faire lever certaines peurs? Et est-ce que les marchands de peur – parce que ça existe encore des gens qui veulent agiter des épouvantails – est-ce qu'à la lumière de ces garanties ça peut permettre aux gens de décider plus sereinement de leur avenir dans la région d'ici?

M. Lafond: Je crois que les garanties ne doivent pas être uniquement verbales. Elles doivent se traduire par des gestes et des actes et également par des législations qui seraient claires, fermes. Si ce ne sont que des paroles, ce ne sont pas des garanties.

Mme Blackburn: Si on vous dit que dans la Convention de Vienne sur la succession d'État, il y a des articles qui touchent évidemment la succession d'État, les actifs, le passif et les responsabilités que les États cessionnaires doivent assumer et à cet égard, les responsabilités de l'État prédécesseur deviennent les responsabilités de l'État successeur et on peut induire que ça touche également les travailleurs de l'État prédécesseur. Je pense qu'il y a au départ un type de garanties qui pourraient être alignées sur cette convention qui, elle, est déjà écrite dans les conventions internationales.

M. Lafond: Mais madame, le problème du traité de Vienne c'est qu'il n'est pas ratifié par l'Assemblée nationale du Québec. À partir de là il faut que l'Assemblée nationale du Québec puisse ratifier un traité comme celui-là. Est-ce que c'est dans ses compétences actuelles? On peut parler de garanties à propos de traité, mais il faut que ce traité-là s'applique.

Le Président (M. Jean Campeau): Une courte question Mme Blackburn.

Mme Blackburn: Oui. Mais L'État du Québec aurait la possibilité de ratifier un tel traité. Il n'est pas reconnu au plan international pour le moment, il n'est pas reconnu comme peuple distinct.

Une toute dernière question. Beaucoup de gens sont venus nous dire ici qu'il fallait déjà arrêter ce que devrait être le projet de société et qu'ensuite on ferait la souveraineté, on déclarerait la base du projet de société. Ici vous dites: Confirmons le consensus, ensuite on pourra arrêter le projet de société. Comment et avec qui devrions-nous définir ce projet de société?

Le Président (M. Jean Campeau): Voulez-vous répondre rapidement M. Boulais.

M. Boulais: Si vous le voulez je vais répondre à cette question-là. Je pense que le problème fondamental du débat constitutionnel au Québec repose sur la question: Est-ce qu'on va demeurer une société de langue et de culture françaises? Ce n'est peut-être pas le cas pour des juristes, pour des financiers ou des gens dans une spécialité, mais à l'ensemble du Québec, c'est là qu'est la question. Et nous sommes assurés que, si on prend la situation actuelle, tous les gens qui sont en âge de voter entendent parler de ce débat-là depuis pratiquement leur naissance et, pour les autres, depuis 30 ans et 40 ans. Alors, on pense qu'il y a suffisamment d'information pour prendre une orientation précise à partir de laquelle on pourrait élaborer un projet complet de société.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, monsieur. Nous passons maintenant à M. Claude Béland, qui sera suivi de M. Serge Turgeon.

M. Béland: Merci, M. le Président. Vous dites dans votre mémoire que vous préconisez la tenue d'un référendum avant toute démarche, qu'il faut vraiment commencer par ça. Par contre, vous suggérez trois questions. Ce qui n'est pas clair pour moi, c'est que si la réponse était oui aux trois questions, en particulier à la troisième qui dit: Voulez-vous que le Québec souverain négocie une association économique avec le reste du Canada, est-ce que c'est juste le fait de négocier ou si c'est le fait d'arriver à faire une association économique? Et si on ne la réussit pas, est-ce que les deux autres questions on n'en tient pas compte? Où est-ce que vous mettez votre priorité, puisque vous posez trois questions?

M. Boulais: La priorité, c'est la première question et, bien sûr, la deuxième. Pour nous, finalement, la question très importante dans le Québec d'aujourd'hui est: Est-ce qu'on veut

vraiment demeurer une société de langue et de culture françaises? Vous savez fort bien, pour vivre... Bon. Vous, vous ne vivez pas dans la région ici, mais il y a un haut taux d'assimilation, en tout cas, des francophones, par exemple, de l'Ontario. Et ici, il y a également un taux d'assimilation dans la région. Moi, personnellement, je suis enseignant et c'est assez fréquent d'entendre parler des étudiants de niveau collégial en anglais dans les corridors, ce qui est quand même assez particulier. Pour nous, c'est vraiment fondamental cette question de la langue, au Québec. Et je pense que pour les Québécois, l'intégration devrait se faire dans ce sens. C'est pour ça qu'on a tenu à poser, à mettre dans une question référendaire cette question-là de la langue.

M. Béland: Non, mais l'association économique, à ce moment-là, pourquoi vous la posez?

M. Boulais: L'association économique, c'est qu'en tant que pays souverain, l'Ontario va toujours être là quand même, et il y a des accords de réciprocité qui peuvent être faits. Par exemple, il y a des francophones, nos frères de l'autre côté de la rivière, qui, eux aussi, devraient pouvoir continuer à vivre dans le Canada – par exemple, en Ontario, ça s'appellera je ne sais pas, moi, quel nom – mais pouvoir continuer à étudier en français. Vous le savez fort bien, cette situation-là, à chaque fois – et je passe le message – que le Québec a eu un mouvement indépendantiste extrêmement puissant, il y a eu des choses qui se sont produites pour la francophonie hors Québec. Par exemple, ça a été le cas lorsque de Gaulle est venu, en 1967: bien, Robarts a passé une loi permettant les écoles secondaires françaises, ce qui n'existait pas à ce moment-là. C'est quand même assez incroyable. Et je pense que plus nous serons forts en tant que peuple de langue française au Québec, mieux les minorités francophones à l'extérieur du Québec seront servies.

M. Béland: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Turgeon.

M. Turgeon: Oui. Alors, évidemment, puisque vous parlez de vos frères de l'Ontario, c'est justement là-dessus que je voudrais rebondir. Donc, je vous pose la question à savoir si vous pensez que les Franco-Ontariens ou francophones hors Québec vont être malheureux dans un Québec souverain. Et je vous pose la question au moment même où, cet après-midi, à cette heure-ci, Radio-Canada est en train d'annoncer les plus grandes coupures de son histoire, de 100 000 000 \$ à 200 000 000 \$, de 10 % à 20 % de tout le budget de Radio-Canada. On coupe en régions. Là, on annonce qu'on met la clef dans

la boîte une fois pour toutes à Matane, Rimouski, Sept-Îles, mais plus que ça, on coupe dans les services français de Radio-Canada, télévision et radio, à Toronto. On coupe les services français radio à Vancouver. Pensez-vous que les francophones hors Québec vont être plus malheureux dans un Québec souverain que dans le système fédéral actuel qui leur donne ça aujourd'hui?

M. Boulais: Je suis heureux que vous me posiez la question, d'autant plus qu'on a un Franco-Ontarien avec nous. Je vais lui demander de prendre la parole. Jean-Claude.

M. Boult (Jean-Claude): Oui. Je suis un des cadavres encore chauds dont parlait...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Boult: Mais ce qui m'a tenu chaud jusqu'à date, je pense, c'est d'avoir traversé le pont interprovincial, il y a 20 ans. Alors, un peu pour répondre à la question, j'ai de la misère à croire autrement que de m'imaginer que la solution pour la francophonie hors Québec, à un moment donné, ce sera, justement, de vouloir traverser les ponts comme je l'ai fait, comme d'autres l'ont fait avant nous, comme Charles Castonguay, entre autres. Je peux parler de cadavres encore chauds parce que j'ai été sujet à l'assimilation, moi aussi, à une époque, à un moment donné de ma vie, et puis c'est un phénomène, même, qui est constructif, quand on regarde ça en dehors du Québec, pour la survie de ces gens-là.

Si j'avais des enfants en Ontario, je pense que je parlerais anglais moi-même. Donc, dans ce sens-là, un Québec encore plus fort va être un foyer d'accueil pour les Franco-Ontariens et tous les Franco-Canadiens et je pense que... C'est sûr qu'il y en a pour qui la seule raison d'étudier en français, j'ai eu l'occasion de les rencontrer en tant qu'écrivain, de jaser avec des étudiants, c'est vraiment pour les bicarriéristes qu'ils étudient le français. Tout simplement pour être bilingues pour fins de rémunération. Autrement, au point de vue vie, je pense qu'il faut sûrement avoir une porte ouverte et bien le dire, d'utiliser le Québec comme foyer d'accueil et je pense qu'il y aura une certaine immigration.

M. Turgeon: Vous êtes bien d'accord, finalement, que ce qu'on est en train d'annoncer cet après-midi, c'est le démantèlement de l'unité canadienne, faillite de la vision Trudeau, Ouellet, Chrétien et autres, c'est ça?

M. Boult: Oui.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, messieurs, M. Boulais, M. Boult, M. Bernier, M. Michaud, M. Lafond, merci d'avoir accepté de

venir réfléchir avec nous sur l'avenir du Québec. S'il vous plaît, pas d'applaudissements.

(Suspension de la séance à 15 h 6)

(Reprise à 15 h 11)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous allons entendre maintenant le groupe Alliance Outaouais. M. Robert May, président. M. May, si vous voulez bien présenter vos collègues.

M. May (Robert): Merci. I would like to present Carol Pritchard-Murtagh, the executive director of Outaouais Alliance and to her right is D'Arcy Coulson, a director of Outaouais Alliance and John Bridges. On my left, Elizabeth Macfie and Alex Johnston, directors of Outaouais Alliance.

Le Président (M. Jean Campeau): Vous avez 5 minutes pour la présentation de votre mémoire.

Outaouais Alliance

M. May: Merci. I would like to point out to the Commission, first of all, that appendix 2, in our brief, we supported the SAO and we signed in English only in respect of our community. On behalf of the English-speaking community of West Québec and the board of directors of Outaouais Alliance, we are proud to participate in the discussion on the future of Québec.

Mme Pritchard-Murtagh (Carol): Nous sommes à la fois des Canadiens et Canadiennes, Québécois et Québécoises et des résidents de l'Outaouais. L'Outaouais Alliance a une vision claire, une communauté d'expression anglaise viable, une communauté d'expression française assurée, un Québec résolu, un Canada uni. En ce moment, nous demandons à nos concitoyens des autres provinces d'être à l'écoute. Nous leur demandons de consacrer leurs énergies à l'unité canadienne. Un seul maillon manquant et la chaîne nationale qui s'étend d'un océan à l'autre sera irréversiblement rompue.

M. May: Outaouais Alliance has a clear vision. They help the English-speaking community, a secure French-speaking community, a strong Québec and a united Canada. We are proud of this vision and it is one that we recommend to all throughout Canada. At this time, we ask our fellow Canadians in other provinces to listen. We appeal to them to devote their energy to Canadian unity.

Mme Pritchard-Murtagh: À notre avis, la meilleure approche pour le Québec et pour toutes les autres provinces du Canada est un fédéralisme renouvelé qui assure plus d'autonomie locale aux échelons locaux et provinciaux, tout en

favorisant et en coordonnant une collaboration intérieure et internationale accrue. Si bon nombre d'entre nos membres ont exprimé leur attachement à la province, ils ont aussi exprimé la crainte d'être dépossédés de leur identité canadienne qui, d'après eux, n'appartient pas seulement à tous les Québécois, mais qu'ils chérissent aussi très profondément au fond de leur cœur. Notre communauté demande ce que tout Québécois s'attend à retrouver au sein de toute démocratie moderne: un enseignement de qualité, l'accès à des services sociaux et de santé de qualité, l'égalité des chances, le respect et la tolérance, la reconnaissance politique et une participation directe au processus communautaire et politique.

M. May: At this time, I would like to make some recommendations to the political and constitutional future of Québec. First is that the Government of Québec promote a renewed federalism with all provinces within Canada, that the Government of Québec recognize the special of the community of the Outaouais, that the Government of Québec recognize the English-speaking community as a promotor and protector of the French language and culture in Québec and across Canada, that the Government of Québec recognize through school curriculum the participation of the English-speaking community in the growth, vitality and on going economic development of the province, that the Government of Québec maintain the presence of the English-speaking community through the promotion of employment opportunity.
(15 h 15)

Mme Pritchard-Murtagh: Que le gouvernement du Québec continue à assurer la protection constitutionnelle et législative des établissements qui desservent la communauté d'expression anglaise; que le gouvernement du Québec élargisse l'accès à l'enseignement du français langue seconde; que le gouvernement du Québec retire les restrictions sur l'utilisation de langues autres que le français dans l'affichage public et commercial; que le gouvernement du Québec favorise la suprématie de la Charte des droits et libertés et de la Charte des droits et libertés de la personne; que le gouvernement du Québec reconnaisse les garanties d'accès aux soins de santé telles que prévues par la loi canadienne sur la santé.

M. May: That the Government of Québec insure that, prior to any fundamental constitutional change, Quebecers be fully informed of all true economic and social costs. We thank you.

Le Président (M. Jean Campeau): Thank you. Nous commençons par... Auparavant, M. Michel Bélanger.

M. Bélanger (Michel): Une observation,

chers collègues. En lisant le texte français de votre mémoire, à la page 9, une phrase m'avait surpris, et elle dit: "Même s'ils sont favorables à la protection et à la promotion des aspirations de la majorité d'expression anglaise, ils croient qu'il est tout aussi nécessaire de promouvoir la dualité linguistique". Tout à l'heure, on m'a passé le texte anglais, et ça dit: "While they do however support the protection and promotion of the aspirations of the French-speaking majority, they feel that this is equally necessary to promote the linguistic duality." En fait, le texte français ne dit pas du tout la même chose que le texte anglais. La majorité est devenue anglaise...

Mme Pritchard-Murtagh: C'est une erreur...

M. Bélanger (Michel): J'ai pensé le souligner tout de suite, ça va peut-être simplifier le reste du débat.

Mme Pritchard-Murtagh: Je m'excuse, c'est une erreur.

M. Bélanger (Michel): Ce n'est pas parce que c'est une erreur, c'est surtout parce que ça aurait pu compliquer le débat.

Mme Pritchard-Murtagh: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Première intervention, première question, Mme Blackburn.

Mme Blackburn: M. le Président, je vais me permettre un commentaire, ensuite deux brèves questions. Dans votre mémoire, il y a un certain nombre de contradictions que vous allez me permettre de relever. Vous dites, en introduction: Une communauté d'expression française-anglaise viable, une communauté d'expression française assurée, un Québec résolu et un Canada uni. Ça me fait penser toujours à M. Deschamps, un Québec fort dans un Canada uni. Un Québec fort et indépendant dans un Canada uni.

Mais vous dites, toujours dans la même page: "À notre avis, la meilleure approche, pour le Québec et pour toutes les autres provinces du Canada, est un fédéralisme renouvelé." Vous n'êtes pas sans savoir que ça fait 30 ans qu'on essaie de le renouveler sans succès. Et d'ailleurs, je pense que là-dessus, vous réalisez que ce n'était peut-être pas tout à fait faisable, puisqu'on ne le retrouve pas dans vos recommandations.

Vous faites un certain nombre de remarques que je me permets de rappeler, qui sont intéressantes. Vous vous dites d'accord avec l'établissement de commissions scolaires linguistiques. Vous dites également, vous parlez de l'attachement des jeunes anglophones de la région au Québec et de leur désir d'y rester, et je dois dire que ça me réjouit.

Par ailleurs, vous faites un certain nombre

d'affirmations qui me laissent mal à l'aise, pour ne pas dire un peu sceptique. D'abord vous dites: L'un des affronts les plus grands infligés à notre communauté a été l'imposition de la loi 178. Je vous le demande, je vous le demande, si vous aviez à échanger le pouvoir d'afficher en anglais contre l'absence de services dans les autres provinces, qu'est-ce que vous choisiriez? Si vous choisissiez de vous établir dans une communauté dans une autre province, comme minorité, je pense que vous choisiriez le Québec, et nous en sommes, nous en serions ravis.

À présent, M. le Président, comme minorité... J'aimerais savoir... Vous parlez également des équipements scolaires, et là c'est un domaine que je connais, ils sont déficients un peu partout au Québec. Mais je voudrais vous dire que vous avez ici le privilège d'avoir un collège anglophone, il n'y en a pas dans la baie des Chaleurs. Il y a quelque 500 kilomètres entre deux collèges et il n'y en a pas non plus dans l'ouest de Montréal. Il y a les francophones de l'ouest de Montréal qui le réclament depuis déjà 10 ans. Ils doivent faire une heure de transport, les francophones, à Montréal, dans ce secteur-là, pour avoir accès à un cégep. Alors il est vrai qu'on a des carences dans différents secteurs de l'enseignement et que les équipements ne sont pas toujours adéquats. Mais c'est aussi vrai pour la communauté francophone, je pensais qu'il fallait le dire.

Question: Est-ce que vous accepteriez que la loi 101 applique au Québec la clause Canada en matière d'enseignement, c'est-à-dire là où le nombre le justifie? Et deuxième question, plus large, parce que ça ne nous a jamais vraiment été dit, et que c'est majeur: Quels droits verriez-vous inscrits dans la constitution d'un Québec souverain pour les anglophones?

M. Johnston (Alex): O.K. D'abord, on ne voit pas de conflit intérieur, dans notre document. On croit vraiment que c'est possible d'avoir un Québec fort, avec de la dignité, dans un Canada uni. C'est pas nécessaire. Et puis, même si ça fait 30 ans qu'on essaie de négocier une nouvelle entente constitutionnelle qui serait acceptable pour tout le monde, on dit: On peut avoir encore du temps. Ce n'est pas la fin du monde si ça va prendre 40 ans au lieu de 30 ans pour avoir un nouveau décor constitutionnel qui soit acceptable au Québec et pour le reste du Canada. Et puis c'est ça qu'on souhaite.

Au niveau de l'éducation, puis aussi tu parlais des services, au contraire des droits d'afficher en anglais. On ne veut pas dire que c'est correct qu'il y ait des coins, comme le West Island de Montréal, où il n'y a pas un cégep français. C'est bien clair que c'est important. Mais tous les autres services que tu peux trouver, on ne voit pas de conflits dans ça. On peut avoir nos droits et puis on veut avoir nos services, nos institutions aussi. Puis qu'est-ce

qu'on aimerait voir garanti peut-être dans une constitution du Québec, que ce soit un Québec indépendant ou un Québec qui reste dans le Canada, que ce soit soit la charte des droits québécois, ou bien que ça soit entériné, pour que ça ne soit pas touché par une simple majorité de l'Assemblée nationale. Puis on aimerait aussi voir une reconnaissance de la contribution de la communauté anglophone. Puis de nos institutions que nous avons bâties. Puis en plus, dans l'Outaouais, on aimerait avoir un accès au niveau économique et puis au niveau des soins, des soins médicaux, puis avoir le droit de continuer d'aller en Ontario quand les services sont pas existants ici.

Alors c'est à peu près ça que... il y a peut-être d'autres choses que j'ai oubliées.

Mme Pritchard-Murtagh: J'aimerais ajouter quelque chose si je peux. On the question of the Constitution and having dealt 30 years trying to renew the Constitution in this country. It may be 30 years that politicians have been attempting to renew the Constitution, but the people of Canada have not been involved in these discussions. And in Québec, we are the leaders in giving people the opportunity to speak and be part of the discussion. And, I think we are an example to the rest of this country that we are giving the people an opportunity to participate in the development of our country.

Le Président (M. Jean Campeau): Le temps est malheureusement... Nous passons maintenant à M. Robert Libman.

M. Libman: Merci, M. le Président. J'accueille chaleureusement la présence de l'Alliance de l'Outaouais. Mais tout d'abord, je ne sais pas quand était la dernière fois que Mme Blackburn était à Montréal, c'est sûrement pas un temps d'honneur entre le West Island de Montréal et un cégep français. Ça c'est quelque chose qu'il faut rectifier carrément.

I think that it is important to underline that you make a very important point about bill 142 in your brief. Although the government is constantly referring to bill 142, it is proof of its commitment to Québec's English-speaking minority. The proper implementation, or even the bill itself, has been like pulling teeth to the government. They are uncomfortable with this piece of legislation. It is a piece of legislation, as you rightly point out in your brief, may not survive a change of government, because it is not guaranteed and any subsequent government could easily erase this law by a simple vote in the National Assembly. And I hope this Commission perhaps seize the importance of recommending the entrenchment of certain guarantees for health and social services.

So, my question to you first is: How do you see this right of access to health and social

services guaranteed in a redefined Québec, or in an eventual constitution for Québec, whether it be a constitution for Québec in Canada, or even a sovereign Québec? Do you see an entrenchment of health and social services guaranteed as acquired rights, as fundamental rights?

M. Coulson (D'Arcy): Moi, j'ai l'impression qu'en général on a toujours certains droits, mais initialement dans la législation pour la réforme des services de santé et sociaux, on a ignoré certaines références à la communauté anglaise, par exemple, les communautés minoritaires dans la perspective. Ce problème a été résolu maintenant jusqu'à un certain point, mais en général, dans le sens qu'on a deux perspectives. Premièrement la réception des services, mais aussi le droit de participer à l'administration et à la planification des services; l'autre perspective, c'est la présence communautaire dans les conseils d'administration des institutions aussi.

M. Libman: You see those as a guarantee. Second question, I think is also important is the fact that for the past 15 years, English-speaking Quebecers, and Alliance Outaouais has always been an example of that, have made a legitimate and a sincere effort to adapt to the reality that Québec is a majority French-speaking province. And many groups that have appeared before this Commission even declaring in favour of sovereignty have said that it is important to recognize the rights of the English-speaking community of Québec. Yet they have not been willing to specifically exceed to some of the needs and concerns, they have been hesitant to speak of guarantees for education, hesitant about entrenching guarantees for health services and that you would never want to touch notwithstanding clause or bill 178, except, of course, to make it stronger. So for 15 years there has been this effort and our own media, in fact, tells us it is time to accommodate, to comply and not disturb the motion. And it seems as though this has not worked. How do you feel about this? Do you feel that there should be a shift in strategy among English-speaking Quebecers? Should the community be more assertive in trying to establish that fine line between collective aspirations and individual rights? How do you see the debate shaping up in the near future? What type of strategy do you think has to be adopted by English-speaking Quebecers today in 1990?

Mme Pritchard-Murtagh: Responsibility is on the shoulders of the English-speaking community. I think it starts at the very top where we expect recognition and support from our Government's leaders. We do not expect to hear them state publicly that they can win elections without our support or need for us, that we are not a legitimate part of this province. We are part of this province. We have been historically

and we would like that to be recognized. We think that the majority of the members of the English-speaking community have very good relations with their neighbors and friends throughout the province and wish them to continue. I would not imagine that anyone in the English-speaking community would wish to become militant or be marching in the streets. It is not the message we have ever used in the past. It is not a part of who we are. And this Commission and other things that are opened like this where people can share their views and concerns is an excellent message for people to use, to get to know each other. And I think that in our region we are very fortunate that the five members of the National Assembly have recognized our needs and have established a joint committee which is still fighting to its first initial stages, but it is a place where people can get together and discuss serious issues that concern all of us not as a linguistic minority but as Quebecers in the Outaouais where we can exchange ideas and find solutions together. And I think that is also an example that the rest of the province may wish to look at.

M. Libman: Une toute dernière...

Le Président (M. Jean Campeau): Une petite question, M. Libman.

M. Libman: Une toute petite dernière question parce que je passais dans la région cet été, j'ai entendu parler de la prochaine question. With respect to your proximity to the Ontario border, do you see a possibility of anglophones or even certain English-speaking municipalities in this territory along the Ontario border, do you see a possibility of some municipalities trying to hold their own referendum to decide in the eventuality of Québec independence whether certain territories of Québec, specifically in this region, would decide or would try and attempt to remain part of Canada, part of Ontario? Is that a possibility or is that just extreme views as far as you are concerned?

Mme Pritchard-Murtagh: I think those are very extreme views. I think that we have all agreed that if Quebecers can determine their own future, that yes, I suppose in the region people can also determine their own future. But I think the English-speaking community has spoken to us very, very clearly when we went around the region to form the basis of our brief, that they are Quebecers and they wish to remain Quebecers.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Mme Côté, suivie de M. Allard.

Mme Côté: Oui, M. le Président. Il m'a semblé, en scrutant votre mémoire, qu'en matiè-

res de langue et d'éducation, vous reveniez sur des acquis qui ont fait consensus au Québec. J'entendais dernièrement le Conseil du patronat qui disait pouvoir vivre notamment avec la loi 178. Et vous reparez de la langue d'enseignement choisie par les parents, vous parlez des nouveaux arrivants qui devraient terminer leurs études dans la langue anglaise, vous parlez des lois linguistiques. Il me semble que ces éléments-là ont fait consensus dans la communauté québécoise, et j'aimerais ça que vous m'expliquiez... D'autre part, vous dites en même temps: "Nous voulons être des agents de promotion de la langue et de la culture françaises." Il me semble que la meilleure façon d'être un agent c'est d'y croire, de parler cette langue et de la lire. J'aimerais ça que vous me disiez... À la page 7, vous dites: Les garanties spécifiques pour maintenir un système scolaire viable, c'est là une exigence essentielle pour assurer notre avenir. Quelles sont ces garanties-là? Oui, vous dites ça, garanties spécifiques.

(15 h 30)

Mme Pritchard-Murtagh: Oui.

Mme Côté: Est-ce qu'il y en a d'autres que celle dont j'ai parlé, là, le choix de la langue d'enseignement...

Mme Pritchard-Murtagh: Les gens d'expression anglaise dans cette communauté ont peur que, dans le changement de la loi de l'éducation, la loi 107, peut-être que, dans l'avenir, bientôt, on va perdre nos écoles et le "control and management of those institutions." Et c'est pour ça que les gens sont inquiets dans ce côté de la province.

Mme Côté: Les commissions scolaires linguistiques qui ont... vous parlez à quelque part de la confessionnalité, alors vous savez qu'on a les commissions scolaires linguistiques, et vous savez qu'il y a l'exercice de ces commissions scolaires là.

Mme Pritchard-Murtagh: Yes, we presently have schools, and we have school boards, but we are afraid that under any change within the Education Act in the province of Québec we could lose ground rather than gain it. As Outaouais Alliance, in theory, we support law 107, feeling that bringing our numbers together will give us that security to ensure proper education for the numbers, because in many cases it is difficult to offer quality education in various areas where the numbers are very small.

Mme Côté: Donc, la vraie...

Mme Pritchard-Murtagh: We also want to ensure that 107 does not contravene what we feel are our rights under the British North American Act through a system of education.

And that is the fear. There are some people who are very untrusting of Government, and feel that their right to education will be removed in the near future.

Mme Côté: La vraie garantie, en bref, c'est le droit pour les parents de choisir la langue d'enseignement.

Mme Pritchard-Murtagh: Oui.

Mme Côté: Bon.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Allard, suivi de M. Duceppe.

M. Allard: Merci, M. le Président. Je vous reporterais à la page 18 de votre mémoire, la dernière de vos recommandations. Vous dites dans cette recommandation: "qu'avant tout changement constitutionnel fondamental" - je présume que vous faites allusion à la souveraineté possible - "les Québécois soient pleinement informés de tous les coûts économiques et sociaux réels." Dans votre esprit, il y en aurait des coûts économiques et sociaux. Est-ce qu'ils seraient importants, et est-ce que vous croyez que jusqu'à maintenant, puisqu'on a parlé beaucoup de souveraineté, que les Québécois ont été, ou n'ont pas été, suffisamment informés de ces coûts? Quelle est votre perception?

M. Coulson: Si je peux, c'est toujours difficile de déterminer si c'est une question de coûts économiques et sociaux, ou des opportunités. Ça dépend des perspectives, naturellement, mais le point c'est que si c'est important pour nous, ce n'est pas une recommandation spécifique, c'est que les décisions sont importantes et le processus est important. Et si nous avons une situation où le pays est un peu troublé, ou le Parlement est un peu troublé dans les discussions constitutionnelles, ça peut coûter quelque chose du point de vue des investissements. On a des situations très graves aujourd'hui. L'économie est très faible. On a des gens qui sont touchés fortement par des problèmes économiques et des problèmes sociaux réels, et la perspective que nous avons, c'est que si c'est possible, est-ce que c'est imaginable que le Québec et le Canada donnent tous ces faits pour imaginer, par exemple, une entente cordiale, un genre de mission partagée pour les prochains cinq ans, pour donner un certain sens de stabilité, de certitude. Donc, la suggestion ici c'est de donner les implications économiques possibles du changement. Est-ce qu'on peut imaginer une entente de ce genre entre les deux gouvernements pour indentifier un processus ou même un genre de mission partagée pour une période de temps, pour minimiser la possibilité de coûts économiques?

M. Allard: Alors je répète une autre partie

de ma question, est-ce que vous croyez que, actuellement, on en parle assez ou pas assez, de ces incidences économiques possibles, puisqu'on parle beaucoup de souveraineté? Est-ce qu'on en parle assez de ces incidences économiques dans le débat actuel?

M. Coulson: Si je peux, la réponse est: Non on n'a pas vu beaucoup de statistiques, beaucoup d'étude on a entendu des alternatives mais jamais l'étude des implications, mais je dirais qu'on a une préoccupation de cela.

M. Allard: Est-ce qu'il reste du temps?

Le Président (M. Jean Campeau): Je voudrais bien passer la parole à M. Duceppe à moins... M. Duceppe? Merci M. Allard.

M. Duceppe: J'ai lu votre mémoire avec intérêt parce que j'ai toujours été sensible aux droits des minorités, peut-être à cause de mes antécédents familiaux. Ma mère s'appelle Hélène Rowley, mon grand-père s'appelait John James Rowley et il était originaire de Sorrow, un quartier pauvre de Londres. Il est arrivé ici, orphelin, à 15 ans et il a travaillé toute sa vie à l'Imperial Oil dans l'est de Montréal. Il s'est intégré, a appris le français et toute la famille a été élevée en français, tout en préservant l'héritage culturel qu'il avait. J'ai également travaillé avec beaucoup de travailleurs et de travailleuses anglophones comme conseiller syndical dans les hôpitaux anglophones de Montréal dans l'hôtellerie.

J'ai été un peu déçu de votre mémoire sous certains aspects. Je pense à un type de charriage. Quand on parle des problèmes d'universités ici je vous rappelle qu'il y a un système scolaire pour la minorité anglophone qui va jusqu'à l'université avec trois universités: Bishop, Concordia et McGill et ça me semble très bien fonctionner.

D'autre part, il y a un type de chantage aussi je pense, je me réfère à la page 3. On dit: Il y aura un climat hostile parce qu'il y aura des voisins blessés et en colère. Est-ce que ça veut dire que, parce que certains seraient peints de ce qui arrive, il faudrait que les Québécois et Québécoises cessent de penser et de prendre des décisions? Ça me semble un peu insidieux. Par ailleurs, je suis d'accord avec certains constats.

Le Président (M. Jean Campeau): Question monsieur.

M. Duceppe: Oui, j'arrive rapidement aux questions. Vous précisez, en page 13, que les aînés étaient unilingues anglophones, il va sans dire, et que les jeunes sont de plus en plus bilingues. Est-ce que, selon vous, ce n'est pas justement à cause de la législation que le Québec a passée qu'on en arrive à une telle chose? Première question. Et deuxième question, j'aimerais

savoir clairement si votre association est d'accord avec le droit du Québec à l'autodétermination?

Mme Pritchard-Murtagh: When you were speaking about how our people in this region feel unwelcomed or how we were talking about hurting angry neighbours and how it would not be beneficial for us in any discussion we want to have with the rest of Canada, it would not be beneficial for any future if what we chose to do would create that kind of anger. And I do not think that is sensitive. I think it is very natural when someone wishes to decide to break up a country that the rest of the people of that country are going to be very angry to work at and regardless of what direction we wish to take, we have to wake up and realize the rest of Canada is there and at some point we have to deal with them. We have to talk with them, we have to come to some agreement with the rest of Canada so we cannot afford to be dealing with angry people who might wish to retaliate. Human nature is realistic and I think we have to be realistic in all of the discussions. We cannot fool ourselves here.

Le Président (M. Jean Campeau): Vous avez une deuxième question?

M. Duceppe: Les deux questions n'ont pas été répondues. J'ai parlé d'un constat mais les deux questions n'ont pas été répondues.

Le Président (M. Jean Campeau): Il reste 15 secondes pour répondre aux questions. Je regrette de vous bousculer.

Mme Pritchard-Murtagh: I do not remember... Sur la page 13?

M. Duceppe: Si les gens sont devenus bilingues à cause de la législation, et de un et de deux, est-ce que vous êtes d'accord avec le droit d'autodétermination du Québec?

Mme Pritchard-Murtagh: I think our use of becoming more bilingual is because in the sixties, we woke up and we realized that we wanted to be part of this great country and our Province and did not wish our children to leave as they left in droves and at that time our parents attempted to reinsure that we had a quality french language instruction which I can assure you we had very little of. My children are bilingual because I was able to insure them quality french language instruction in an English school and they will be able to participate in this Province in the way that I will never be able to do so. It is not because of legislation it is because we want it.

Le Président (M. Jean Campeau): Thank you.

Nous passons maintenant à M. Kehoe.

M. Kehoe: Merci, M. le Président. Obviously your whole... The greatest part of your memoir is axed on the linguistic question, and also, the questions that have been asked, here, today, turn around that. Obviously, it is very... It is a debate that has lasted a long time and will go on a long time. But, basically, you have to have an equilibrium between the question of protecting the French language and the rights of the English people in the province of Québec. Obviously, there is no simple or easy answer to it, but, basically, what I am trying to find out is: What means do you have? You talk about tolerance in your report, you talk about respect, you talk about... In effect, what does really come down to it? Is it a change of attitude that has to be between the two solitudes in order to solve this problem? What, basically, do you preconise in order to try to come to some kind of an agreement between the two solitudes?

M. Bridges: I think that there is a number of issues involved in that, but, basically, what it boils down to is: You ask us where does this idea of tolerance or where does this idea of a changing attitude come from? I think it is a practical sense, as Carol was talking before, that the region in which we live has changed drastically over the last 20 years. At the same time, there is always a lag period after the change begin to a time of implementation, a time when a new understanding or a new sense of order can take place. We, as a group, brought about the Commission on such a way that we ask the people to become involved by our community consultations to get what they felt in their perception because, quite often, it is not the letter of the law, but rather the perception, as the communities, on both sides, have not actually, what the specific laws or what the specific agenda is all about.

When we can deal with the people's perceptions on the English side and on the French side and start to bring them together and, in terms of tolerance, allow us to speak together, allow us to be together and slowly but surely, in a minority situation, the Anglophone population finds itself in, they will be able to be a part of the French-speaking majority by education, by continued education and the rest of it, but it takes a period of time. And what we are concerned about is that there has been a number of issues happening recently: Bill 178. It is a plague, in the face of a lot of our older people. It is an issue, it is a sign, because what we have not done is given ourselves the time to know and to understand and it is taking place. We see it amongst our youth. We see it amongst our people that are growing up in the area. We see it by the fact that the people that we consulted are Quebecers and want to be Quebecers.

In the end, however, yes, I think it is a question of time and I think it is a question of, yes, the simple word tolerance. Tolerance by certain guarantees put into legislation, by certain legislations being withdrawn, possibly, that show that there is an understanding of both sides. That is all.

M. Kehoe: Au fond, vous dites que ce n'est pas par la législation mais par le changement d'attitude, par le changement de vision, par le changement d'approche que vous préconisez plus que par une législation quelconque. C'est ça?

Mme Pritchard-Murtagh: I think we have to understand that when governments govern and they set legislation, they also have a rippled effect on the attitudes of the community. A government makes laws. We may all at home or we all hate the government, or we hate this party or we hate that party. But, when you do something in Québec city, we listen and it does set a direction for how we act. And that is why we feel, members of our community feel that 178 is such an insidious law. It is a slap number one in the face to our community, but it is not a law that just allows English people from putting up a sign, it is a law that just allows any Quebecer from using a language other than French.

We are to be invisible and that is very difficult for people to accept. The government tells us that we are to be invisible. They are telling the majority community that that community should be invisible. So, it is not only by a change of attitude, there is the question of legislation, which assist that attitude and which set the tone for how people deal with each other, because it is coming from the top down.

Des voix: Bravo!

(15 h 45)

M. Kehoe: But at the same time, you recognize that the French fact in North America – the population is 2 % Francophone in all North America – has to be protected at the same time that the English rights have to be protected also. It is to make that equilibrium between the two of them. How do you come to some kind of an adjustment between the two that is important?

Mme Pritchard-Murtagh: I do not think an English word on a sign is a threat to the French language. Et si le gouvernement décide de nous donner des cours en français, peut-être qu'on peut parler le français partout. We do not have a quality second language training yet, in many of our schools. When I told M. Duceppe that I was fortunate in placing my children in a specific school, I had to live in that town to do that. I could not move. And I stayed there so that my children would become bilingual. We do not have

a lot of options. We want all the assistance we should have to be part of this province. You cannot create a law demanding that people speak French in their workplace and then not giving those of languages other than French the tools to be able to participate in that employment by not having the language skills.

Le Président (M. Jean Campeau): Avant de vous remercier, est-ce qu'on pourrait éviter les applaudissements? Alors, mesdames, messieurs de l'Alliance Outaouais, thank you for coming here and discussing with us about the future of Québec. And, of course, the future of Québec means the future of all Quebecers. Thank you.

M. May: Thank you very much. Merci.

(Suspension de la séance à 15 h 47)

(Reprise à 15 h 51)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous allons entendre les représentantes de l'Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales. Je comprends que Mme Hélène Dion, vous nous présentez vos collègues.

Mme Lemieux (Micheline): C'est plutôt moi qui vais commencer.

Le Président (M. Jean Campeau): Est-ce que vous pouvez présenter vos collègues?

Mme Lemieux: Je suis Micheline Lemieux. Marianne Glofcheski, Hélène Dion, Diane Pintal.

Le Président (M. Jean Campeau): Vous avez 5 minutes pour la présentation de votre mémoire.

Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales

Mme Lemieux: M. le Président, Mmes et MM. les commissaires, nous sommes ici pour AGIR, l'Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales. Alors, pour les groupes qui ne savaient trop qui on était, nous sommes un groupe de femmes. Nous sommes un organisme sans but lucratif, formé d'une vingtaine de groupes membres et d'une vingtaine de membres individuels qui oeuvrent dans les domaines de l'éducation populaire, de la santé, de la violence, de l'immigration, du travail, de l'"entrepreneuriat". AGIR favorise la concertation entre les groupes de femmes de l'Outaouais. AGIR soutient les mouvements de promotion et de défense des droits à l'autonomie et à l'intégrité des femmes. AGIR assure la présence des femmes dans les dossiers régionaux. AGIR existe depuis 1986, mais ses constituantes réfléchissent et participent au développement régional depuis

1978. L'avenir de l'Outaouais, la situation politique, sociale et économique des Outaouaises nous préoccupent. Je vais maintenant laisser la parole à Marianne.

Mme Glofcheski (Marianne): Dans le mémoire que nous vous présentons, nous ne sommes pas prononcées sur le statut constitutionnel du Québec, mais plutôt en faveur d'un projet de société égalitaire, où les droits et le statut des femmes seraient garantis, en tant que citoyennes de l'Outaouais et du Québec. Nous nous associons au mémoire présenté par le Conseil du statut de la femme. Nous croyons qu'il est nécessaire de rapatrier tous les champs de compétence pour l'élaboration de politiques dans les domaines des congés parentaux, de la santé, de la sécurité au travail, de la législation sur le mariage et le divorce, des services de garde, de la sécurité du revenu, de l'autonomie reproductive et de l'intégrité physique, de la formation – et quand on parle de formation, on veut dire toute la gamme de services, que ça soit la formation linguistique aux immigrantes, l'éducation des adultes, le recyclage, la planification de carrière et tout ça – et de la représentation des femmes dans les institutions.

Mme Dion (Hélène): Ce qui nous préoccupe le plus, pour les femmes de l'Outaouais, c'est que toute modification substantielle à la structure de l'emploi dans notre région aura des conséquences majeures sur la santé économique des femmes. 56,3 % des Outaouaises sont sur le marché du travail, c'est 5 % de plus que pour le reste du Québec. 94,5 % de ces Outaouaises travaillent dans le secteur des services, c'est 14,5 % de plus que pour le reste du Québec. 23 % de ces femmes travaillent dans l'administration publique fédérale, ce qui représente environ 13 000 femmes à l'emploi d'un même employeur. Ces 13 000 femmes, c'est 10 % de la population active de l'Outaouais. La très forte majorité des PME gérées par les Outaouaises dépendent directement de la fonction publique parce qu'elles leur vendent des services ou parce qu'elles offrent des services indirects qui sont achetés par des fonctionnaires. Enfin, la plupart des autres Outaouaises sur le marché du travail sont dans des entreprises de services qui sont sensibles aux revenus disponibles pour la consommation. Advenant des modifications constitutionnelles profondes, ce sont 50 % des emplois qui seraient menacés.

Dans l'Outaouais comme partout ailleurs au Québec, le revenu moyen des femmes représente 67 % de celui des hommes. 67 %, c'est un chiffre que vous avez déjà entendu, mais avez-vous déjà pensé à ce que représente 67 %? Règle générale, les Québécois ont dix doigts, mais les mains des Québécoises n'en comptent que sept. Faire un plein d'essence, dactylographier une lettre, nourrir une famille, faire un chèque pour une

hypothèque, conduire une voiture, composer un numéro d'une gardienne avec des enfants plein les bras, c'est malcommode quand vous n'avez que sept doigts. Dans la société québécoise, les femmes sont handicapées de naissance et les femmes de l'Outaouais ne souhaitent pas qu'un changement politique vienne aggraver ce handicap. Nous ne voulons pas que des décisions soient prises à l'emporte-pièce, et c'est pour cette raison que nous supportons la création d'une commission d'étude pour l'Outaouais. Nous insistons toutefois pour que cette commission consulte la population et s'assure d'une représentation équitable des groupes de femmes qui possèdent l'expertise de faire connaître les besoins des femmes et de défendre leurs intérêts.

Nous insistons également pour que cette commission soit pourvue de ressources humaines et financières qui soient consacrées à l'étude spécifique de la situation problématique des femmes et de l'emploi dans l'Outaouais. Également, nous insistons pour que le travail de cette commission débouche sur un protocole établi en collaboration avec les partenaires régionaux, qui comprendrait la définition claire du rôle de l'Outaouais dans un Québec nouveau, en tant que région du Québec et particulièrement à titre d'espace frontalier, la confirmation de la vocation gouvernementale actuelle de l'Outaouais ainsi que la description des mécanismes de restructuration et un échéancier de réorganisation, l'identification de mesures palliatives et de moyens pour faciliter l'intégration socio-économique de l'Outaouais dans un Québec nouveau et les mécanismes de diffusion du protocole dans tous les milieux socio-économiques de l'Outaouais. Nous sommes d'avis qu'il faut réfléchir sérieusement avant d'agir. Nous rappelons au gouvernement du Québec et à nos partenaires régionaux qu'ils doivent reconnaître la compétence des femmes et leur volonté de faire partie des instances décisionnelles et de toute nouvelle institution politique ou autre. Avant d'avoir à nous prononcer comme individus pour une option constitutionnelle, nous voulons qu'un projet de société soit énoncé, un projet de société qui nous indiquerait la place des femmes et la place des régions dans un Québec nouveau.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, mesdames. Première question, Mme Côté.

Mme Côté: Oui, merci M. le Président. Je pense que c'est important et nécessaire que vous veniez dire que dans la problématique de l'emploi, la réalité des femmes est importante à considérer, d'autant plus qu'on sait, comme vous l'avez dit dans votre mémoire, que les emplois qui sont occupés sont souvent des emplois qui se situent dans le plus bas échelon de la hiérarchie sociale. Cependant, ce que j'ai trouvé intéressant, c'est que vous montriez que si cette considération-là n'était pas mise dans la balance,

il y aurait quand même des coûts économiques et des coûts sociaux pour le Québec, étant donné qu'il y a un certain nombre de femmes monoparentales important au Québec. Advenant que, comme vous le dites dans votre mémoire, on rapatrie les champs de compétence, tel que suggéré par le Conseil du statut de la femme, puisque vous vous en inspirez, et advenant qu'il y ait des garanties pour faire en sorte qu'il y ait une nouvelle redéfinition de l'emploi et des garanties pour que les personnes qui risquent de perdre leur emploi soient le plus possible protégées, est-ce que vous pensez que le statut de souveraineté servirait mieux les femmes de l'Outaouais? (16 heures)

Mme Glofcheski: Nous ne nous sommes pas prononcées là-dessus pour une très simple raison, justement. Je pense qu'il y a beaucoup de réflexion qui doit être faite, même avant ça. Ce serait facile de dire oui ou non. On a tous des rêves, des idéaux et tout ça, des fois des idéaux idiots. Ce que nous voulons surtout, évidemment, c'est l'autonomie des femmes. Et nous pensons que le Québec ne peut pas être autonome si les femmes ne le sont pas. On ne peut pas laisser de côté la moitié, plus que la moitié de la population sans y penser. Ça c'est un élément.

La deuxième chose, évidemment, c'est que nous voulons réfléchir à la question, c'est sûr. Vous, vous réfléchissez, vous n'êtes pas fixés non plus et vous avez eu beaucoup de temps déjà, pas mal plus que nous, pour y penser. La raison de la suggestion de la commission d'étude dans l'Outaouais, c'est justement ça, pour voir de quelle façon ça pourrait être fait. En quoi ça nous engage et sur quoi nous nous prononcerons.

Alors dans un cas comme ça là, je pense que la réponse à votre question est un petit peu plus loin.

Mme Côté: Étant donné que la démarche des femmes, dans le mouvement des femmes, c'est de négocier, d'en arriver à négocier d'égal à égal leurs droits, dans les structures, dans le privé, dans le public, vous ne pensez pas que le fait que le Québec, lui, veuille négocier d'égal à égal avec le reste du Canada anglais, puisse être un outil qui pourrait servir autant à nous? L'autonomie, le mouvement des femmes, on la réclame. C'est dans ce sens-là que je vous dis... Est-ce que le statut pourrait donc servir plus le mouvement des femmes?

Mme Glofcheski: Oui, je pense que ma collègue a quelque chose à ajouter.

Mme Dion: Nous, en fait il y a une chose sur laquelle on s'entend, c'est que la souveraineté, ou quelque formule de rapatriement qu'elle soit, ne garantirait pas pour autant l'égalité de droit des femmes et leur répartition dans les champs; leur représentation, finalement, à tous

les niveaux de pouvoirs. Puis, actuellement on ne voit pas qu'on pourrait répondre à cette question-là tant qu'il n'y aurait pas une... on n'en saurait pas plus finalement dans le cadre de la société où le gouvernement du Québec veut exercer de nouveaux pouvoirs. Et aussi, une chose qui nous inquiète particulièrement, c'est comment ce gouvernement, avec plus de pouvoirs, les répartirait avec les régions. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Bien, madame. M. Allard, suivi de M. Hogue.

M. Allard: Merci, M. le Président. Vous venez de mentionner, je pense, des choses qui sont aussi dans votre mémoire. Une de vos préoccupations, c'est de vous assurer que, dans l'avenir, les femmes occuperont leur place dans la société, la place que vous voulez définir ou déterminer. Et vous dites qu'il faut pour ça élaborer un projet de société. Vous êtes aussi conscientes des impacts que pourrait avoir un changement important dans le statut constitutionnel du Québec, sur les travailleurs de la région, parce que la fonction publique fédérale est importante. Et vous dites qu'il faudrait que le gouvernement fasse des choses pour contrer ces impacts.

Est-ce que, dans votre esprit, vous voudriez que le projet de société que vous avez dans l'idée et les actions que le gouvernement aurait à prendre pour contrer les impacts, ça devrait se décider avant que le Québec se prononce sur sa constitution future?

Mme Lemieux: Il y a certainement des choses qu'on aimerait voir avant. Si on parle pour nous autres, l'importance d'un projet de société égalitaire, c'est que je pense qu'on a un peu dit, a dit Hélène tantôt, une option ou une autre, pure et simple, sans avoir d'autres changements à d'autres niveaux, que ce soit au niveau de la représentativité des femmes, de s'assurer qu'il y a des femmes impliquées à différents niveaux. Si on a parlé de pouvoir régional, c'est qu'on pense que c'est une façon où les femmes pourraient s'impliquer plus facilement. Alors ça, c'est des choses qui je pense, pourraient être définies avant de passer à l'option finale.

Je pense qu'on veut s'assurer que les femmes auront une meilleure place dans un nouveau projet de société. Puis que la place qu'on a présentement, si on la garde, peu importe l'option politique, pour nous autres ça ne changera pas nécessairement beaucoup de choses. Alors, on veut du changement.

M. Allard: Alors, le projet de société d'abord, l'option constitutionnelle ensuite.

Mme Dion: Vous avez très bien compris.

M. Allard: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Hogue.

M. Hogue: Merci, M. le Président. Ce que je comprends de cette dernière réponse, c'est que vous voulez assumer votre place pleinement, vous voulez jouer votre rôle totalement comme vous y avez droit. En symbolique, c'est un peu la question et la demande du Québec.

Mme Lemieux: Je pense qu'on a une chance incroyable, que si ça n'arrivait pas à ce temps-ci, on n'aurait peut-être pas la chance de vraiment vous dire ce qu'on veut. On le dit souvent, mais on n'a peut-être pas autant d'écoute qu'on va en avoir maintenant. Alors on réfléchit sur des choses, on a des problématiques qu'on a développées, on offre des expertises, on a des femmes compétentes dans toutes sortes de domaines mais on est sous-utilisées. Voilà notre chance de dire qu'on veut prendre notre place et on veut la prendre de différentes façons. Alors, je pense que c'est une occasion incroyable de vous dire ça aujourd'hui.

M. Hogue: Et merci de nous... Vous vouliez dire quelque chose, madame?

Mme Pintal (Diane): J'aimerais peut-être ajouter quelque chose. Quand on parle de société égalitaire, on parle d'une redéfinition du partage des pouvoirs. Ça veut dire un partage de pouvoirs entre hommes et femmes, mais ça veut dire aussi un partage de pouvoirs entre les différentes instances de la société québécoise, parlons, par exemple de paliers, entre différents paliers de gouvernement. Et ça nous permet d'amener la question du gouvernement régional qui pourrait être un lieu de plus grande participation des femmes.

M. Hogue: Si vous le permettez, j'aimerais mieux en rester dans cette démarche tellement emballante et significative de toute façon à mes yeux. Votre place pleine et entière et la reconnaissance à laquelle vous avez droit, comme le Québec le demande. C'est ce que je comprends comme message et j'espère que vous continuerez de parler très fort. Je ne vous donne pas de conseil, je vous parle avec mes tripes moi aussi. J'espère que vous continuerez de parler très fort et que vos réponses que vous donnez à date, qui, à mes yeux, présentent de la tolérance, de la sagesse, de la détente et du respect... ne vous laissez pas emporter par des pressions indues parce que vous allez aider tout le monde...

Mme Glofcheski: M. Hogue, si on n'est pas déprimées maintenant, on ne le sera pas.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Hogue: Mais est-ce que ce changement – et ce sera mon dernier point, M. le Président – ou ce projet de société n'exige pas aussi des changements d'attitude profonds dans toute la société?

Mme Dion: Oui, et c'est ce qu'on ne peut pas inscrire dans une nouvelle constitution.

M. Hogue: Alors, comment voyez-vous que ce changement, cette modification, cette souplesse au niveau des attitudes puisse apparaître avec le temps et combien de temps pensez-vous que ça pourrait nous prendre?

Mme Lemieux: Pour ce qui est du temps, c'est quelque chose qui va se faire graduellement. Mais une des façons, c'est que s'il y a plus de femmes à différents niveaux ou tout le long de la démarche, ça va paraître. Une des choses qu'on a remarquées pendant cette Commission, c'est qu'heureusement il y a des femmes parce que souvent – c'est arrivé, en tout cas peut-être dans les autres régions – c'étaient les femmes qui posaient des questions traitant des femmes et des jeunes. Alors, on peut se demander: S'il n'y avait pas eu de femmes, est-ce qu'il y aurait eu de l'intérêt pour nos questions? Alors si ce sont les femmes qui remarquent des choses qui préoccupent les femmes... On espère que ça va changer tranquillement, mais les femmes amènent le changement. Alors, si on a des femmes tout le long de la démarche, comme on aurait pu avoir un président et une présidente, on aurait pu, tu sais, des petites choses simples qu'on peut faire...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Hogue: Forcez-nous à changer. Merci beaucoup.

Le Président (M. Jean Campeau): Bien, nous passons maintenant à Mme Louise Bégin.

Mme Bégin: Merci, M. le Président. Tout d'abord, je tiens à vous féliciter de vous être déplacées pour venir nous présenter votre mémoire. À la lecture de celui-ci, je remarque que vous... Tous les mémoires qui nous ont été présentés par les femmes suivent le vôtre, sauf que vous voulez leur donner une vision tout à fait particulière, celle de l'Outaouais, compte tenu que l'Outaouais est tout près de la capitale nationale et que ça a des retombées économiques pour vous, j'en suis. Vous appuyez les recommandations du Conseil du statut de la femme. Vous parlez, entre autres, du congé parental. J'ose espérer que lorsque vous parlez du congé parental, vous parlez du congé parental pour les femmes qui sont rattachées à la fonction publique fédérale, parce que vous comprenez qu'au Québec, présentement même, nous sommes en

train d'adopter ou de modifier la Loi sur les normes du travail pour accorder des congés parentaux. Vous parlez aussi des services de garde. Les services de garde sont de compétence provinciale. Je sais que vous en êtes très conscientes, puisque, en 1989, Mme Gagnon-Tremblay, qui était la ministre du temps, a tout de même énoncé une politique où on devrait développer, sur une période de sept ans, environ 60 000 nouvelles places en garderie. Vous avez parlé du mariage, compétence provinciale. Je partage votre point de vue. On pourrait très facilement relier ça aux droits civils de la personne.

Ce que vous nous demandez à la Commission, entre autres, ce que j'ai retenu surtout de votre mémoire, c'est que vous vouliez qu'on prenne connaissance de vos enjeux spécifiques et qu'on les fasse nôtres lorsqu'on aura à décider sur le statut politique du Québec. C'est ce que j'ai cru retenir de votre mémoire, sauf que quand j'ai lu votre mémoire, j'ai été un petit peu surprise à la page 9 de celui-ci, lorsque vous mentionnez, je m'excuse: "Par ailleurs, le contexte actuel où l'économie est dominée par l'administration publique ne présente pas que des avantages pour la condition économique des femmes, puisqu'elles sont encore concentrées dans les strates inférieures de l'administration publique". Et vous concluez: "C'est pourquoi AGIR estime que le statu quo n'est pas satisfaisant pour l'ensemble de la population outaouaise". Moi, ma question est la suivante: En quoi un autre statut juridique du Québec va-t-il permettre aux femmes d'accéder aux strates supérieures?

Mme Dion: Je ne crois pas que ce soit un statut juridique qui va permettre aux femmes d'accéder à des postes supérieurs, mais ce qu'il faut voir dans ce contexte-là, c'est qu'il y a peut-être une chance pour des femmes de se déplacer peut-être à l'intérieur de nouveaux postes qui seraient disponibles, et c'est peut-être aussi de permettre à des femmes, aussi parce qu'il y aurait une réorganisation de l'emploi, probablement, de carrément changer de milieu de travail et de déborder vers d'autres types d'emplois. C'est ce que...

Mme Lemieux: Oui, et ce que je voudrais ajouter là-dessus, ça rejoint, quand on dit que ce n'est pas juste un changement de statut juridique ou une autre option qui va changer quelque chose; c'est là que l'affaire du projet de société qui amène de nouvelles règles du jeu, c'est là que... Parce que juste changer, amener le pouvoir de là à là, s'il n'y a pas des nouvelles règles du jeu où les femmes vont avoir une vraie place, ça se peut que ça ne change... Ça va changer des choses, mais les règles du jeu sont bien importantes. Si on dit que dorénavant il y aura, si on veut aider les femmes à accéder plus facilement à différentes sphères où elles ne sont pas présentement, si, nous autres, on a parlé de

pouvoir régional parce qu'on pense qu'il y a des femmes compétentes dans les régions et que c'est plus facile pour les femmes de s'impliquer à ce niveau-là, je pense que c'est des choses comme ça aussi. C'est pour ça que le projet de société, là, il ne peut pas se détacher de l'option politique.

Mme Glofcheski: Je pourrais peut-être ajouter quelque chose là-dessus. On a aussi demandé, si vous remarquez, qu'on rapatrie au complet la formation professionnelle. Dans l'Outaouais, il y a un problème particulier à ce niveau-là, parce que, évidemment, il y a beaucoup de formation qui se fait du côté ontarien, mais il y a beaucoup de travailleurs qui travaillent là. O.K.? Alors la formation professionnelle, il y a beaucoup d'adultes qui vont de l'autre côté de la rivière la chercher. Ce qui a fait que le côté québécois a fait ce qu'il pouvait, mais ça ne s'est pas développé de la façon que ça aurait dû se développer. Ça, c'est l'éducatrice des adultes qui parle. Mais en fait, dans un contexte où il y aura un réaménagement territorial, où la région aurait un pouvoir un petit peu plus grand et j'oserais croire que ça c'en serait un qui entrerait dans le domaine d'un pouvoir régional, un petit peu comme ça peut se faire ailleurs. Il me semble que les besoins de formation pourraient être définis au niveau de la région, ce qui permettrait en même temps un développement économique, parce que ça va de pair. C'est un peu la poule et l'oeuf. L'emploi est là: tu te formes pour l'emploi ou bien tu te formes pour l'emploi et tu crées l'emploi par après. Il me semble que tout le domaine de l'"entrepreneurs" de cet ordre-là pourrait devenir beaucoup plus dynamique que ça ne l'est actuellement.

(16 h 15)

Mme Bégin: Merci. Ça répond à ma question.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Gendron maintenant.

M. Gendron: Oui, merci d'être là. Rapidement. Vous avez indiqué, au tout début de votre présentation, que vous êtes ici pour AGIR. Alors, imaginez-vous que c'est la même responsabilité qu'on a comme commissaires de cette Commission: c'est pour agir sur le devenir constitutionnel du Québec. Je voudrais aller tout de suite à des questions le plus rapidement pointues possible parce que le temps est court. À la page 10 de votre mémoire, en tout cas, moi, je trouve qu'on ne peut pas affirmer aussi haut et fort que vous l'avez fait et avec raison, c'est-à-dire rapatrier tous les champs de compétence ou d'élaboration de politiques cohérentes dans les domaines des congés parentaux, santé, sécurité au travail, législation, mariage, divorce ainsi de suite, et dire: Bien, nous, on n'a pas à se prononcer sur le contexte constitutionnel parce que ce que vous venez de faire là, ce sont des

éléments-clés d'un Québec souverain. Ça, c'est mon point de vue et c'est le point de vue de bien de mes collègues, de bien du monde, y compris vos commentants de la Gaspésie et de la Côte-Nord qui se sont clairement prononcés pour la souveraineté politique du Québec. Alors, dans la perspective où vous autres, vous ne vous prononcez pas, comment on fait ça? Comment on fait ça pour rapatrier ce que vous voulez qu'on rapatrie à la page 10? Très, très précis, là. Comment on fait pour rapatrier ça dans le contexte constitutionnel actuel?

Mme Glofcheski: Écoutez. On a en quelque sorte répondu à votre question déjà. On vous a parlé d'un protocole d'entente avec l'Outaouais. On vous a exposé un processus qu'on verrait, qui nous permettrait après ça...

M. Gendron: J'arrête. Je sais que vous m'en avez parlé, mais il me semble que ce dont vous n'avez pas parlé, c'est que, quand même vous me dites qu'on établit un protocole avec l'Outaouais, tous ces pouvoirs-là sont à Ottawa. Comment va-t-on faire ça? Comment va-t-on faire ça dans le cadre constitutionnel actuel où c'est des modifications à la Constitution, et vous le savez très bien qu'on ne peut pas modifier la Constitution. On a essayé avec cinq petites conditions insignifiantes et on nous a dit non.

Mme Glofcheski: Oui, mais M. Gendron, il me semble que la première chose, c'est de savoir ce qu'on veut avant qu'on aille négocier quoi que ce soit.

M. Gendron: Si vous me permettez, on va jaser un peu. C'est de même que je pense qu'on peut faire avancer les débats. Moi aussi, je veux qu'on essaie de savoir qu'est-ce qu'on veut. Mais regardez, là. Je vais essayer de vous reprendre sur votre élément de votre mémoire. Vous avez dit très clairement – et c'est votre droit le plus strict: Nous, on voudrait d'abord préciser notre projet de société, et je vous entendais: Partage des pouvoirs pour un projet de société égalitaire. Là, je vous cite, là. Et moi, je dis: Comment peut-on travailler sérieusement sur un projet de société si on ne dispose pas des outils, si on n'a pas l'ensemble des outils dont plusieurs outils sont mentionnés comme étant requis dans vos revendications? On ne les a pas et vous dites: Travaillez à l'élaboration d'un bon projet de société. Comment on va faire ça? Le projet de société va être plein de trous, madame, il va être plein de trous et il va être plein de problèmes. Alors ma question, c'est: Comment pouvez-vous alléguer qu'on peut élaborer un projet de société si on ne définit pas le cadre constitutionnel avant? Parce que c'est lui qui donnera les pouvoirs.

Mme Glofcheski: Je vais passer la parole à

ma collègue ici.

Mme Dion: Moi, je pense, avant de décider une phase constitutionnelle, c'est-à-dire il y a probablement en régie des projets qui vont permettre de penser qu'on opte pour une formule, pour la souveraineté ou pour une autre formule, mais selon nous, encore une fois, c'est difficile de penser, en tout cas, que les personnes comme individus pourraient choisir parce que dans le fond, c'est une carte blanche qu'on donnerait.

M. Gendron: Je le sais bien, madame. J'essaie de voir pourquoi c'est une carte blanche. C'est vous-même qui dites: Le pouvoir, par exemple... Je vous entendais tantôt. Êtes-vous au courant qu'au niveau de la formation professionnelle, présentement, c'est le méli-mélo total et la raison principale, c'est le fédéral qui a ses gros pieds chez nous et qui dit: Voici tel programme de main-d'œuvre qui est complètement inadapté, qui ne permet pas de vous offrir des emplois qui ont de l'allure. C'est de ça que vous parlez à un moment donné, là. Et là, vous ne parlez pas de ça. Vous dites: Je veux que tu définisses mon projet de société. Pourtant, je comprends votre demande qu'on soit plus en mesure d'agir. C'était votre prémisse. Vous êtes ici pour qu'on agisse ensemble dans des revendications légitimes que je partage pleinement, mais vous nous dites: On ne touche pas au problème majeur: pourquoi je ne l'ai pas? Je ne l'ai pas, la formation professionnelle; elle est à Ottawa. Alors, si vous ne vous prononcez pas sur un nouveau cadre constitutionnel, comment on va faire pour vous l'offrir?

Mme Lemieux: Ça se peut qu'on n'ait pas... Tu sais, dans 10 ou 12 pages, on n'a pas... Puis dans si peu de temps, on n'a pas eu le temps de faire le tour de la question. Mais il y a des choses dont on est certain: c'est que, pour avoir des politiques cohérentes, il faut rapatrier. Sur exactement comment, là, moi, je peux vous dire que, personnellement, je ne le sais peut-être pas, mais...

M. Gendron: Merci. C'est déjà mieux, vous dites qu'il faut rapatrier.

Mme Lemieux: Il faut rapatrier. Ça, on l'a dit, puis on le maintient. Le statu quo, ça ne convient pas. On rejette le statu quo.

M. Gendron: Ah! Un instant. Regardez bien, c'est très serré...

Le Président (M. Jean Campeau): Oui, mais laissez-le...

M. Gendron: J'achève.

Le Président (M. Jean Campeau): Non,

laissez-la répondre un peu.

M. Gendron: Oui, oui. Ça ne me dérange pas. Je croyais qu'elle avait terminé, M. le Président.

Mme Lemieux: Le statu quo ne nous convient pas. Ça, c'est clair. On veut, puis on a traité particulièrement – ça, c'est un choix qu'on a fait – des sujets qui étaient plus proches, qu'on connaissait mieux, qui sont les champs de la condition féminine. Alors, on a dit: On veut rapatrier parce qu'on sait que c'est un problème d'avoir différents paliers, puis ça ne fait pas des politiques cohérentes. Ça, on sait ça. Ça, déjà, on vous dit ça aussi.

On dit, par contre, que, ça, on ne le fait pas tout seul. On le fait aussi en définissant pour nous autres des nouvelles règles de jeu. Ce serait le projet de société égalitaire, minimale, d'inscrire dans une constitution une règle d'égalité puis, ensuite, d'avoir des règles du jeu, genre décentraliser des choses, pour permettre d'avoir plus de femmes partout. Il y a des choses comme ça. On ne veut pas avoir l'un sans avoir l'autre. Je pense que c'est ça qu'on vous a dit. On n'a peut-être pas traité tout le sujet, mais notre réflexion est rendue là.

M. Gendron: Par contre, à la page 9...

Mme Pintal: On dit aussi que, en tant que femmes, si on peut séparer la dimension femme de toutes les autres dimensions, ces champs de compétence là nous préoccupent particulièrement. Mais si on pense à notre autonomie financière, dans la région de l'Outaouais, il faut également penser au contexte de travail, à la dimension emploi. C'est pourquoi on dit qu'avant d'aller plus loin, nous, dans l'Outaouais, on demande qu'il y ait une commission d'étude, qu'il y ait un protocole de conclu avec la région.

M. Gendron: Ça, je pense que c'est une excellente suggestion que vous avez faite, la commission d'étude, et de dire haut et fort: La protection de l'emploi. Ça va. Par contre, je voudrais juste, peut-être, terminer là-dessus. À la page 9 – et je ne voudrais pas que les commissaires s'y méprennent – lisez comme il faut. À la page 9 de votre mémoire, vous ne parlez pas du tout de statu quo constitutionnel, vous dites: Nous autres, on ne veut pas, l'Outaouais, qu'on se satisfasse du statu quo. Mais la référence au statu quo porte sur la diversification de l'économie, et la question...

Le Président (M. Jean Campeau): C'est terminé, monsieur. Vous avez un commentaire à ajouter?

M. Gendron: La question c'est: Est-ce que ça n'aurait pas été de pouvoir parler sur le

constitutionnel plutôt que sur la situation économique, même si elle est vraie?

Le Président (M. Jean Campeau): Madame.

Mme Glofcheski: Je peux...?

Le Président (M. Jean Campeau): Oui. Allez-y.

Mme Glofcheski: Juste 30 secondes. Écoutez, moi, je rattache ça au début, à votre question sur la formation professionnelle. Le sujet a été étudié de long en large. Il y a eu même une commission d'étude, à un moment donné, sur la formation professionnelle. Peut-être que si on sortait les études, le merveilleux travail qui a été fait sur différentes questions, dont celle-là, qu'on l'époussetait un petit peu puis qu'on regardait là-dedans, on en trouverait. On en a mis beaucoup d'énergie là-dedans. Il y a certaines réponses qui sont là-dedans et qui ont eu, déjà, une acceptation très large.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, laissez-moi vous remercier pour votre rapport à l'avancement de nos travaux pour l'avenir du Québec. Alors, Mme Pinal, Mme Dion, Mme Glofcheski et Mme Lemieux, merci.

Maintenant, je me permets d'ajouter quelque chose. Après consultation avec mon collègue président, c'est que, madame, à votre suggestion qu'il y aurait peut-être dû y avoir une femme parmi les deux présidents, mon collègue est d'accord, il aurait aimé mieux travailler avec une femme et moi aussi.

Des voix: Ha, ha, ha!

(Suspension de la séance à 16 h 24)

(Reprise à 16 h 28)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous recevons maintenant l'Association des citoyens de Hull. Mme Lise Goulet, si vous voulez bien présenter les personnes qui vous accompagnent.

Association des citoyens de Hull

Mme Goulet (Lise): M. le Président, mesdames et messieurs les commissaires. Je voudrais tout d'abord vous remercier de nous recevoir aujourd'hui. Il me fait plaisir de vous présenter les personnes qui accompagnent la toute nouvelle présidente que je suis. À mon extrême gauche, M. Pierre Legault, administrateur; également à ma gauche, M. Luc Bouvier, secrétaire et personne ressource; à ma droite, M. Gabriel Lefebvre, premier vice-président. Je désire vous informer que l'Association des citoyens et citoyennes de Hull a adhéré au préambule qui vous a été présenté ce matin. Je demande donc à

M. Gabriel Lefebvre, qui a été président de l'Association pendant près de 10 ans, de faire la présentation de notre mémoire intitulé: Hull, ville occupée.

M. Lefebvre (Gabriel): Dans le débat qui secoue le Québec, l'Association des citoyennes et des citoyens de Hull veut restreindre son intervention à un problème local mais qui, en même temps, est à l'image du lien fédératif qui unit le Québec et le Canada. Hull vit quotidiennement l'impact du fédéralisme canadien sur la société québécoise. Cet impact vient, d'une part, des interventions de la Commission de la capitale nationale et, d'autre part, de celles du gouvernement fédéral lui-même.

Premier thème: Le visage français de Hull. L'un des problèmes provoqués par la Commission de la capitale nationale est de vouloir détruire le visage français de Hull en prenant le contre-pied des politiques du Québec et celles de la ville de Hull. La CCN subventionne les entreprises hulloises qui veulent se bilinguifier. Elle refuse que la ville de Hull utilise un de ses terrains pour installer un panneau de bienvenue parce que l'inscription n'est pas bilingue. Le fédéral, en installant 18 045 fonctionnaires, a rendu le centre-ville de Hull presque unilingue anglais. La Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec doit recommander que les organismes du gouvernement fédéral et le gouvernement fédéral lui-même n'aient plus le pouvoir d'enfreindre les lois québécoises qui visent à conserver le visage français du Québec.

Deuxième thème: Le fédéral est mauvais citoyen. Le gouvernement fédéral se conduit comme un citoyen bien peu respectueux de ses obligations. Il fait ce que bon lui semble. Et si l'année lui a été particulièrement difficile, il décide de couper ses paiements ou, selon le terme technique, les en-lieu de taxes. La ville de Hull va perdre cette année 5 800 000 \$. La conséquence pour les citoyens et citoyennes de Hull, c'est qu'ils seront dans l'obligation de payer pour le fédéral. La Commission doit recommander que le gouvernement fédéral ne puisse plus se soustraire à ses obligations de citoyen.

Troisième thème: La CCN, limitation au développement de Hull. Le gouvernement fédéral, par l'entremise de la Commission de la capitale nationale, possède des kilomètres et des kilomètres carrés de territoire du côté québécois de l'Outaouais. La partie la plus connue de cette bande de terrain est le parc de la Gatineau. Le problème avec ces possessions importantes de la CCN en territoire québécois, c'est que, d'une part, le gouvernement québécois et, conséquemment, la ville de Hull n'ont aucune autorité sur ce territoire qui équivaudrait à peu près à 40 % du territoire hullois. D'autre part, la CCN en profite pour bloquer le développement de la ville de Hull qui se trouve enserrée comme dans une

camisole de force et qui ne peut décider des grands axes de son développement sans l'accord tacite de la CCN qui peut bloquer les projets municipaux. La Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec doit recommander que le Québec devienne le premier propriétaire de l'ensemble de son territoire.

Quatrième thème. La CCN travaille pour Ottawa. La CCN travaille en fonction d'Ottawa. L'île de Hull est devenue, au cours des ans, une vaste autoroute qui conduit à Ottawa. Si cela favorise le côté ontarien de la rivière des Outaouais, cela a comme conséquence d'affaiblir le tissu commercial de Hull. L'Association des citoyennes et des citoyens de Hull demande à la Commission de restaurer la primauté des lois québécoises sur toutes les autres lois qui viennent permettre au gouvernement fédéral et à la Commission de la capitale nationale de bilinguisme, sinon d'angliciser le visage français de Hull, de bloquer le développement de Hull et de s'approprier de larges sections du territoire québécois.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous commençons les interventions avec M. LeSage.

M. LeSage: Merci, M. le Président. À titre de député de Hull, il me fait plaisir de vous accueillir, on représente à peu près les mêmes contribuables ou les mêmes citoyens, mêmes citoyennes. Je profite de l'occasion pour féliciter la nouvelle présidente. Je présume que vous êtes nouvellement élue.

M. le Président, j'aimerais faire comprendre à l'Association des citoyens de Hull, l'importance de nous soumettre son mémoire, et de l'importance pour des membres de cette Commission de bien comprendre ce qui est écrit dans le mémoire. C'est un mémoire qui n'est pas volumineux, mais qui fera quand même le tour de la province de Québec. Alors il faut que les gens le comprennent très bien. Si vous le permettez, parce que je ne me ferai pas prendre avec un préambule trop long, j'aimerais savoir combien vous avez de membres actifs dans votre association.

Mme Goulet: L'Association regroupe actuellement 125 familles mais également nous représentons des groupes, que ce soit des groupes de marchands qui viennent nous voir lorsqu'ils ont des problèmes particuliers.

M. LeSage: J'aimerais maintenant vous reporter à la dernière page de votre mémoire, alors que vous dites au premier paragraphe de cette page, avant les conclusions: "Parfois le comportement de la CCN frôle l'indécence. Ainsi, dans un souci d'économie mal dirigé, elle a décidé, l'année dernière, de fermer la route qui, pour des milliers de Hullais et Hullaises, était la route utilisée pour se rendre au Centre hospitalier d'Outaouais". Ce qui laisse sous-entendre que

cette route a été fermée et qu'elle est encore fermée. Ma question est la suivante. Est-ce qu'elle est fermée?

Mme Goulet: M. Bouvier.

M. Bouvier (Luc): Non, la route, c'est la promenade de la Gatineau que la CCN avait pensé fermer et finalement, suite aux pressions, il l'a laissée ouverte, mais suite aux pressions. Et je vous signale à ce propos-là, qu'elle reste une route qui est au Québec et c'est un organisme fédéral, installé à Ottawa, qui décide si on l'ouvre ou on ne l'ouvre pas.

M. LeSage: Alors, contrairement à ce que laissait sous-entendre ce paragraphe de votre mémoire, la route n'est pas fermée.

M. Bouvier: La route n'est pas fermée, mais je ne peux pas vous promettre que cet hiver elle sera ouverte.

M. LeSage: Est-ce qu'elle a déjà été fermée? Et combien de temps? Pour ne pas perdre de temps, vous pourriez me répondre tantôt. Je vais vous poser d'autres questions, parce que le temps est très limité. Dans votre introduction vous demandez à la Commission de faire une recommandation qui permettrait à Hull et au Québec de retrouver toute leur autonomie, favorisant ainsi l'autonomie politique du Québec. Cependant au chapitre, "Le fédéral, un mauvais citoyen", vous demandez à la Commission de recommander que le gouvernement fédéral ne puisse plus se soustraire à ces obligations de citoyen. Ce qui laisse sous-entendre que vous favorisez un lien avec le fédéral. Et dans le chapitre suivant, vous souhaitez que la Commission recommande que le Québec devienne le premier propriétaire de l'ensemble de son territoire, préconisant ainsi une formule de souveraineté pour le Québec. Moi, devant ces contradictions, j'aimerais savoir, de votre part, quelle option constitutionnelle vous favorisez pour l'avenir politique du Québec?

Mme Goulet: En ce qui concerne l'avenir politique du Québec, il est bien entendu que notre mémoire comme tel... Vous avez raison. On ne disait pas une option plutôt qu'une autre, mais la raison était très simple: c'est qu'on vous parlait d'une ville, Hull, la ville de Hull. Cependant, je dois vous dire qu'avec toutes les recommandations qu'il y a dans le mémoire – et je vois que vous l'avez lu et j'en suis fier, M. LeSage – avec toutes les recommandations qui sont faites, comme je ne crois pas que, à l'intérieur de la Fédération où nous vivons maintenant, ce serait possible, je pense qu'il faudrait aller vers la souveraineté, et à ce niveau-là, il n'y a personne ici à la table qui serait contre. Cependant, il y a une chose qui

est certaine: On parle d'un référendum de façon à ce que tous les citoyens de Hull, les citoyens bien entendu, mais aussi tous les Québécois, ce soit eux qui prennent la décision.

M. LeSage: Vous parlez également, dans votre mémoire, vous blâmez beaucoup la CCN. Bien sûr, la CCN a eu ses torts, mais je ne veux pas me faire l'avocat du diable; il n'y a personne de parfait sur terre. Vous blâmez que la CCN ait participé à l'élaboration de la construction d'édifices fédéraux dans l'île de Hull, faisant ainsi perdre le cachet de l'île de Hull, repoussant le commerce... N'êtes-vous pas d'accord que, pendant des années, les politiciens locaux tant au provincial, au fédéral, le conseil municipal, ont fait des pressions année après année pour que le fédéral fasse justement le partage entre Ottawa et Hull, et qu'il vienne nous donner dans notre coin de pays ce qui nous revenait, et qu'on a couru après des édifices fédéraux?

Mme Goulet: M. Bouvier.

M. Bouvier: Oui. Il est sûr que, pendant bien des années, le gouvernement du Québec, les édiles municipaux, ont demandé ces édifices-là. La chose sur laquelle on ne s'entend pas, ici, c'est sur le fait que, finalement, le gouvernement fédéral décide comment va s'organiser, si vous voulez, l'île de Hull, comment va s'organiser, par l'intermédiaire de la CCN, bien sûr, le territoire hullois, et ce n'est pas la ville de Hull qui décide de ça. En fait, il est probable qu'il aurait été beaucoup plus judicieux, si on prend les édifices fédéraux, de les installer... Vous vous souvenez de l'île de Hull avant les édifices fédéraux. C'était à peu près le seul endroit qui, au plan patrimonial, avait des édifices avec un certain cachet. Il aurait été beaucoup plus judicieux, ne serait-ce que pour le tourisme, de garder ces édifices-là et d'installer les édifices ailleurs. Mais Hull n'a pas le privilège de gérer, si vous voulez, sa ville. Ça reste la CCN et le fédéral, et en fait, c'est ce sur quoi on en a.

Autre chose. Quand vous parlez, par exemple, du fait qu'on voulait que le Québec ait son dû, je vous signale qu'il est assez merveilleux que, pour à peu près tous les Québécois, et quand on parle de ce que le fédéral doit installer à Hull, on parle toujours, finalement, en fonction de la proportion des Québécois, un peu comme si les Québécois, étaient – et c'est peut-être le cas – des Canadiens de seconde zone, qui n'auraient le droit, en fait, qu'à leur proportion, donc 25 %. Il n'y a personne qui va penser, par exemple, que les Ontariens n'auraient le droit qu'à leur proportion! Non, pour les Ontariens, on ne se pose jamais cette question-là. On se dit, par exemple, qu'ils ont droit jusqu'à 100 % des édifices fédéraux, et ça n'achale personne.

Pourquoi, finalement, si le Canada... Vous pouvez vous imaginer. On aurait pu installer, si

la frontière, si la capitale fédérale était installée, par exemple, entre le Manitoba et l'Ontario... On peut s'imaginer très bien qu'on ne poserait pas ce genre de question, à savoir: Si je mets un édifice de plus, ça va-tu faire pencher la balance du côté du Manitoba? Non, finalement, ce sont tous des Canadiens, mais comme...

Le Président (M. Jean Campeau): Je suis forcé de vous arrêter. Nous allons maintenant à Mme Pauline Marois.

Mme Marois: Merci, M. le Président. Alors, je vous souhaite la bienvenue. En voyant votre titre d'ailleurs, j'ai pensé au titre d'un autre livre, écrit par un gars qui a vécu longtemps dans l'Outaouais, et qui s'intitulait: "Qui nous a volé la rue principale?" Vous vous souvenez sûrement de Roger Poirier, qui est maintenant... qui fait de l'animation à Montréal, et qui s'était débattu très fort pour protéger le vieux cœur de Hull, l'île de Hull.

Cela étant dit, dans votre mémoire, vous parlez de l'influence, et plus que de l'influence, de l'action de la Commission de la capitale nationale qui fait fi des lois québécoises, en ce qui concerne l'affichage. J'aimerais ça que vous me mentionniez en vertu de quelle loi différente, ou autre, agit la Commission de la capitale nationale sur le territoire québécois, à l'égard de l'affichage, et me donniez un peu des exemples de ce que cela signifie sur le territoire hullois.

M. Bouvier: En fait, le gouvernement fédéral n'est pas tenu d'obéir aux lois québécoises. Donc, dans le cas qui nous occupe, là, finalement, à la loi 101, la loi 178 aussi, la loi sur l'affichage. Finalement, le fédéral, en ce qui concerne l'affichage, etc., en tout cas à l'intérieur de ses édifices et sur ses territoires... C'est la même chose pour la CCN, elle obéit à la Loi sur les langues officielles.

Le problème de l'affichage est plus vaste en fait que le simple affichage. C'est aussi tout le problème de la langue utilisée à la fonction fédérale. Bon, que les Québécois aient réussi par exemple à aller chercher une partie de ce qui leur était dû, en fait de fonction publique fédérale, c'est bien. Mais ce que ça leur coûte au plan culturel est astronomique. Si on prend à la grandeur du Québec, on s'aperçoit que finalement, au Québec, 52 % des postes sont définis bilingues. Alors ce qui veut donc dire que les Québécois, quand ils travaillent au gouvernement fédéral, et c'est encore plus criant dans la région finalement, sont obligés finalement de fonctionner très souvent en anglais. Même le Commissaire aux langues officielles, sur ce plan-là, se scandalisait. M. D'Iberville-Fortier se scandalisait du fait qu'au Québec, lorsqu'on est dans un territoire défini bilingue, 60 % des postes étaient définis bilingues, et que lorsqu'on était dans un territoire unilingue au Québec,

c'est-à-dire où normalement tout devrait fonctionner en français, 30 % des postes. Mais en fait, ce qui se passe avec... en petit ce qui se passe dans la région... c'est tout ce qui se passe... C'est la même chose qui se passe au Québec. C'est-à-dire que, vous avez une immense entreprise, formée de 70 000 personnes, 70 000 employés, 70 000 Québécois, qui est la plus grande entreprise bilingue au Québec. Et le gouvernement du Québec dépense des tonnes d'argent finalement pour franciser les entreprises, et à côté d'elles finalement, côte à côte, il y a... La plus grosse de ces entreprises-là fonctionne et oblige les Québécois, la plupart du temps, à fonctionner en anglais.

Alors si vous voulez... Tout ça, c'est à la grandeur du Québec. C'est la même chose qui se passe ici, c'est encore plus criant. Amusez-vous; allez vous promener sur la rue principale; allez dîner finalement. Très souvent, il faut que vous vous forciez, que vous redemandiez pour avoir... pour être servi en français, bon, à l'intérieur des édifices. C'est bien sûr bilingue, sinon anglais, etc. Des exemples, il y en a plein.

Mme Marois: Vous en avez quotidiennement, vous en vivez quotidiennement. Vous rejoignez d'ailleurs, en cela, des commentaires sur l'aspect de la Commission de la capitale nationale et de son impact ici. Vous rejoignez des commentaires qui ont été faits par la ville de Hull, et la Société d'aménagement de l'Outaouais qui le dit d'une façon... Avec des chiffres et tout, mais en disant que le côté québécois a toujours été un peu défavorisé. Vous le répétez ici. Vous dites que la CCN travaille en fonction d'Ottawa, et bien peu en fonction de Hull et de la région outaouaise. La ville de Hull est devenue au cours des ans une vaste autoroute qui conduit à Ottawa.

J'aimerais que vous reveniez sur certains éléments qui confirment cette affirmation, que vous faites dans votre document, à l'effet que les politiques de la Commission de la capitale nationale, ont finalement desservi la région outaouaise.

(16 h 45)

M. Bouvier: Il y a toutes sortes d'exemples. Prenons un exemple: Hull s'est intéressée depuis de nombreuses années à la haute technologie. Elle a créé un parc de haute technologie, bien sûr, et il faut avoir dans l'idée ce que c'est Hull, au plan géographique. C'est quasiment une lisière sud-nord enserrée par des territoires fédéraux. Alors, quand vous cherchez un endroit pour installer un parc de haute technologie, règle générale, ça va être un petit parc parce que, finalement, il n'y a pas grand terrain. C'est vraiment très très serré, l'espace géographique. Alors, pendant que Hull se débattait, la CCN a offert de ses territoires, à prix très généreux à la ville d'Ottawa pour installer un parc de haute technologie. Alors, essayez après ça de con-

vaincre des entreprises de venir s'installer à Hull plutôt qu'à Ottawa alors que la ville d'Ottawa est parrainée de façon très claire par la CCN. C'est beaucoup plus difficile. C'est la même chose pour un hôtel...

Le Président (M. Jean Campeau): Je m'excuse d'interrompre. Je dois passer la parole à M. Mark Assad.

M. Assad: J'écoutais, M. Lefebvre; dans votre élaboration, vous avez parlé de la construction des routes de Hull, qui venaient à Ottawa, mais je me rappelle qu'à Québec, dans le temps où j'y étais avec M. Rocheleau et les autres, c'est en travaillant avec le conseil de ville de Hull, le CRO à l'époque, qu'on avait élaboré un plan pour améliorer le réseau routier à l'intérieur de Hull. Donc, on pensait à nos besoins avant de penser à quelqu'un d'autre. Donc, je trouve que l'investissement qui avait été fait par le ministère des Transports du Québec était le fruit de consultations qu'on a effectuées dans la région de l'Outaouais, surtout à Hull, pour s'assurer qu'on pouvait avoir accès non seulement à la ville de Hull mais, effectivement, se rendre à la ville d'Ottawa. Donc, je crois que c'était important pour notre développement cet aspect-là. Et en écoutant Mme la présidente, je dois vous demander: Y a-t-il des côtés positifs dont les citoyens de Hull ont pu bénéficier, d'après vous, de la présence - pas du gouvernement fédéral - mais de la CCN?

M. Bouvier: Oui. J'aimerais, pour commencer, répondre à l'histoire des routes. C'est très intéressant ce que vous soulevez. Je vais vous donner un exemple du côté un peu spécial de la construction des routes à Hull. On sait que chaque matin, il y a 23 000 personnes de Hull, fonctionnaires de l'Outaouais, qui s'en vont à Ottawa. Et il y en a 15 000 qui partent de l'Ontario et qui viennent vers ici, vers le Québec. Alors, on sait que tous les ponts sont surchargés chaque matin et chaque soir. Mais vous voyez que vous avez quand même un jeu de 8000 personnes de différence. Ce qui veut dire que plutôt que de calculer - la CCN qui, justement, disait qu'elle était là pour planifier à long terme - plutôt que de se dire par exemple: Bon bien, si on a une différence de 8000 personnes et que j'installe, par exemple, un édifice de Transports Canada à Gatineau, qu'est-ce que ça permettrait, un édifice qui contiendrait à peu près 4000 personnes?

Ça permettrait de ne pas ajouter de pont - c'est qu'on est en train de planifier un nouveau pont - parce que, finalement, les 8000 personnes qui se déplacent pour aller d'un bord vont aller dans le sens inverse. Alors, plutôt que de faire ce genre de planification là qui nous économiserait des millions, qu'est-ce que la CCN fait? Elle fait un pont qui va être une nouvelle

route. Le Québec risque, si le système ne change pas, de signer l'entente, etc. et ça va favoriser Ottawa parce qu'à chaque pont qui se crée, bien sûr, c'est pour aller à Ottawa. Alors ça, c'est pour répondre à votre première question, à votre première remarque.

Ensuite, vous nous demandez ce que la CCN a fait de bon. Bien sûr qu'à cause de la situation géographique de l'Outaouais, la CCN et le gouvernement fédéral ont installé des choses dans l'Outaouais. On ne peut pas le nier. Ce qu'il faut se dire en tant que personnes de l'Outaouais c'est que ces choses n'ont pas été installées pour les beaux yeux de l'Outaouais. Les édifices fédéraux n'existent pas depuis les années cinquante, depuis les années vingt, depuis les années trente. Les édifices fédéraux existent parce que les Québécois de tout le Québec se sont levés et ont dit: Non, ça suffit, on veut notre part. Alors vous pouvez vous imaginer que si le Québec prend la voie, par exemple, de la souveraineté et que l'Outaouais, finalement, rechigne à suivre cette voie-là, qu'est-ce qui va arriver? Pensez-vous vraiment que le gouvernement fédéral, pour qui ça a pris absolument tout... Vous pouvez vous imaginer les pressions que ça a pris pour qu'on installe des édifices fédéraux, ça a pris 100 ans avant qu'on les installe. Alors vous vous imaginez que si vous n'avez plus le Québec derrière, si l'Outaouais n'a plus le Québec derrière lui pour obliger le fédéral et la CCN à installer quelque chose, vous n'aurez rien. Alors, il faut que l'Outaouais prenne résolument le train du Québec.

Le Président (M. Jean Campeau): Le temps est écoulé, M. Assad, à moins que vous ayez une remarque de 15 secondes.

M. Assad: Question de ponts, je ne peux pas m'empêcher de dire que c'est correct que vous parliez surtout pour la ville de Hull et le reste, mais le nouveau pont que la CCN avance c'est que c'était une des grandes priorités pour la ville de Gatineau qui connaît un essor économique assez extraordinaire, et que c'est très important pour son développement. Je ne pense pas que ce soit nuisible pour l'Outaouais si ce nouveau pont-là est envisagé pour traverser la rivière des Outaouais.

Le Président (M. Jean Campeau): Vous avez 15 secondes vous aussi.

M. Bouvier: Je prends l'occasion pour signaler tout simplement que, imaginez que vous ayez eu un pont, par exemple, qui aurait mené d'Ottawa à Gatineau, Nepean-Gatineau finalement, est-ce que vous pensez que le développement commercial que connaît Gatineau, il l'aurait eu? Absolument pas, parce qu'un magasin la plupart du temps aurait dit: "Bon je suis installé de l'autre bord et il y a un lien à peu près

direct, ça va suffire, ils vont se déplacer".

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait, la prochaine question, M. Gilles Duceppe.

M. Duceppe: Merci, M. le Président. Vous précisez dans votre mémoire, là, que l'action de la CCN va à l'encontre des intérêts de Hull. Vous parlez de perte de contrôle, de propriété du territoire québécois. J'aimerais savoir comment vous expliquez ce manque de respect de la CCN face à la ville de Hull et face à la population de Hull, en fait. Quelle est l'explication?

M. Bouvier: En fait, ils sont propriétaires, on ne peut rien faire. Qu'est-ce que vous voulez faire? C'est le gouvernement fédéral, c'est eux qui ont la souveraineté. Le Québec n'a pas réellement de souveraineté. Il n'y a rien à faire. C'est la raison, entre nous, je retirerais si c'est nécessaire, mais ils se balancent de nous, oui.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, merci à Mme Goulet, M. Lefebvre, M. Legault, M. Bouvier. Merci d'avoir apporté votre point de vue à la Commission sur l'avenir du Québec. Et on peut vous demander de prendre par la gauche tout de suite. On oublie les applaudissements et on sort pour qu'on puisse procéder rapidement.

Bienvenue, Mme Manon Guitard. Est-ce que vous pouvez nous présenter celui qui vous accompagne?

Mme Manon Guitard

Mme Guitard (Manon): M. le Président, j'aimerais vous présenter la personne qui m'accompagne ce soir. Il s'agit de M. Lawrence Albert George.

Alors M. le Président, Mmes et MM. les commissaires, c'est à titre personnel, à titre aussi d'avocate et de conseillère municipale à la ville de Hull que je me présente devant vous aujourd'hui. Le but de ce mémoire, c'est de présenter à la Commission ce que je pense être la situation du Québec actuellement et ce qu'elle doit devenir pour que le Québec se développe harmonieusement.

Les négociations constitutionnelles au Canada prennent plus souvent la forme de revendications québécoises auxquelles le fédéral et les autres provinces acceptent ou refusent de répondre en fonction de la conjoncture politique. En fait, le Québec n'a pas de réels pouvoirs de négociation, car il n'est pas souverain. Cette souveraineté lui permettrait au moins d'agir en attendant qu'il y ait une entente. La souveraineté étant l'attribut du gouvernement fédéral, c'est lui qui peut agir et ne le fait pas toujours en prenant en considération la spécificité québécoise.

Dans les faits, Québec attend pendant que le fédéral en profite pour empléter dans les

domaines de compétence provinciale et pour s'accaparer, grâce à son pouvoir résiduaire, des domaines non prévus explicitement à la Constitution. Le phénomène est tellement près qu'une des conditions minimales de l'accord du lac Meech visait justement à limiter l'empiétement du fédéral dans les domaines de compétence provinciale. L'absence de souveraineté québécoise rend le Québec incapable d'établir un rapport de force qui obligerait le fédéral à négocier. Toute formule que privilégiera la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec doit impliquer la restauration de la pleine souveraineté du Québec. À défaut de quoi, il n'y aura pas de réel rapport de force et le Canada refusera de négocier ou négociera si peu que tout sera à recommencer dans deux, cinq ou dix ans avec cinq conditions minimales, six ou plus.

Le problème constitutionnel du Québec vient, entre autres, du fait que la négociation met aux prises 10 gouvernements provinciaux, dont le Québec, et le gouvernement fédéral. Le Québec, à chaque négociation constitutionnelle, doit agir sur un double front. D'une part, faire accepter par les neuf autres provinces ses demandes et, d'autre part, les faire entériner par Ottawa. L'histoire des négociations constitutionnelles illustre cette double nécessité à laquelle fait face le Québec. C'est ce qui explique que celui-ci cherche parfois à faire front commun avec les provinces, parfois à s'appuyer sur le fédéral. Tantôt les provinces acceptent ce que refuse Ottawa, et tantôt Ottawa doit faire son deuil de l'entente qu'il avait négociée avec Québec quand il n'y a pas, comme en 1982, une entente conclue secrètement et qui exclut le Québec.

Toute formule que privilégiera la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec doit impliquer une négociation entre le Québec et le Canada exclusivement. Dans le cas contraire, il y aura toujours quelqu'un pour refuser, soit à cause du statut particulier, soit à cause du risque de balkanisation, et la saga de l'accord du Lac Meech se répétera. Pendant ce temps, le Québec recule. Pour les politiciens et les politiciennes québécois qui ont soutenu l'accord du lac Meech, les cinq conditions minimales du Québec ont été présentées comme des gains, si ce n'est comme le nec plus ultra, en matière constitutionnelle. Rien de plus normal, politique oblige, et l'euphémisme reste l'arme première de la rhétorique politique. Mais, à y regarder de plus près, le contenu de l'accord reste partiel par rapport à l'ampleur du problème constitutionnel. De peur d'effaroucher les gouvernements provinciaux et fédéral du Canada, que de choses laissées de côté par Québec, tels les communications, la formation professionnelle, les commissions scolaires confessionnelles, les relations internationales, la politique monétaire, le développement régional, pour n'en citer que quelques-unes.

Il n'y a pas de projet politique dans l'accord, encore moins de vision globale de l'avenir de la société québécoise. Au contraire, se retrouve un assemblage hétéroclite de clauses d'inégale valeur, parfois bien incertaines, quand on pense à celles de la société distincte. Le contenu partiel de l'accord du lac Meech, comme celui des négociations constitutionnelles des 30 dernières années, a comme conséquence d'éterniser le débat. Même si les dix premiers ministres avaient entériné l'accord, parce que le Québec se serait développé et que la conjoncture aurait changé, dans deux, quatre ou cinq ans, d'autres revendications seraient apparues et le scénario se serait répété. C'est de ce cercle vicieux qui mine le développement économique du Québec que la Commission doit se préoccuper.

La Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec doit privilégier non seulement une formule qui met entre les mains du Québec un réel rapport de force et limite la négociation aux gouvernements québécois et canadien, mais aussi une formule qui rende compte de la totalité du problème constitutionnel.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, madame. Nous commençons les questions par M. Gendron.

M. Gendron: Mme Guitard, ainsi que monsieur qui l'accompagne, je voudrais vous remercier, parce que ce n'est pas toujours facile, à titre personnel, de venir exposer votre point de vue. J'estime que l'expérience que vous avez dans la région de l'Outaouais, à titre de conseillère municipale ou à vos titres antérieurs, vous permettait, je pense, de venir faire profiter les membres de cette Commission de votre vaste expérience, et je vous en remercie au nom de ma formation politique.

Essentiellement, je pense que vous résumez assez bien les dommages que le Québec a subis à cause de l'absence de souveraineté et également tout l'empiétement répété du fédéral dans nos champs de juridiction exclusive. Vous indiquez que, dans le fond, le problème, c'est que le Québec, n'ayant pas de pouvoir réel de négociation, va toujours se faire avoir, rapidement, là. Dans le régime actuel, avant de procéder plus avant, comment verriez-vous que nous puissions... Pensez-vous, d'abord, que c'est possible d'avoir un réel pouvoir de négociation puis, sinon, comment l'obtient-on?

(17 heures)

Mme Guitard: Quant à moi, il est impossible d'avoir un réel pouvoir de négociation parce que, pour être en mesure de négocier, il faut que ce soit deux créatures qui soient sur le même pied. Et le Québec étant une créature à l'intérieur de la Fédération canadienne, il ne peut, à ce moment-là, négocier avec le gouvernement fédéral. En conséquence, si le Québec veut être en mesure de se développer et d'obtenir tous les

pouvoirs qui doivent être l'attribut d'un peuple souverain, il doit, dans un premier temps, être souverain.

M. Gendron: C'est quoi que vous suggérez comme mécanique?

Mme Guitard: Dans un premier temps, je crois que la population québécoise devra se prononcer d'une façon claire quant à cette réalité qui sera la souveraineté. Et dès que le peuple se sera prononcé, à ce moment-là, je crois que le gouvernement en place, à Québec, aura le droit de se déclarer souverain et de demander sa place sur l'échiquier international.

M. Gendron: Donc, vous êtes pour la tenue d'un référendum assez rapide?

Mme Guitard: Tout à fait, parce que je crois que la situation a assez duré. Je pense que la défaite du lac Meech, c'a été l'espèce d'abcès qui a crevé. Ça faisait longtemps que les Québécois et les Québécoises croyaient encore que c'était possible de vivre à l'intérieur du Canada. Il y a eu de beaux rêves qui ont été échelonnés autour de ceci. Mais quand l'accord du lac Meech s'est écrasé comme ça, comme une grosse bulle de savon... là je pense que le peuple du Québec est prêt à se prendre en main et il faut que ça se fasse rapidement.

M. Gendron: Il y a référendum, le peuple du Québec dit oui à la souveraineté politique du Québec. Est-ce que vous seriez d'accord après ce constat, cette réalité d'un Québec souverain, pour entreprendre des négociations pour une certaine forme d'accords économiques? Est-ce que vous souhaitez des arrangements économiques avec le reste du Canada?

Mme Guitard: Lorsque le Québec sera souverain, il lui sera possible alors, comme tous les pays souverains, comme la France, l'Angleterre, l'Italie ou n'importe quel pays du monde, de négocier d'égal à égal avec d'autres pays dont le Canada. Et naturellement, de par la position géographique qu'occupe le Québec en Amérique du Nord, il va sans dire qu'il y aura des accords économiques avec le Canada.

M. Gendron: Mme Guitard, ça ne fait aucun doute que ça sera possible après. La question, c'est plus: Est-ce que vous, dans votre réflexion, vous souhaiteriez — justement parce que c'est possible — qu'il y ait des négociations avec le reste du Canada pour des formes d'association? Est-ce que votre réflexion vous amène à souhaiter des formes d'association avec le reste du Canada ou pas?

Mme Guitard: Tout dépendra du genre d'associations auxquelles on pourrait en venir. Je

ne pense pas qu'il faille penser déjà, dans un premier temps: On va s'associer sur tel ou tel sujet. Je pense que, dans un premier temps, on doit devenir autonome. Et c'est à la suite de cette autonomie qu'on pourra définir ce que pourront être les ententes avec le Canada.

M. Gendron: Et vous, comme femme, entre l'élaboration d'un projet de société versus être d'abord souverain, qu'est-ce que vous préconisez?

Mme Guitard: Je pense que si on veut modifier quelque chose, il faut d'abord être souverain et à l'intérieur de cette nouvelle souveraineté, dans cette nouvelle société, on pourra avoir un projet qui soit intéressant.

M. Gendron: Je vous remercie.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Marcel Beaudry qui sera suivi de M. Hogue et de M. Libman.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. Mme Guitard, votre mémoire est bien articulé et donne exactement la position que vous avez toujours prise, d'ailleurs, au cours de vos activités politiques. Vous êtes souverainiste, vous l'avez toujours été et vous le demeurez. Vous êtes également conseillère au sein du conseil de ville de Hull. À ce sujet, ce matin, le maire de Hull nous a dit que le mémoire qui avait été adopté par la ville l'avait été à l'unanimité par le maire et tous les conseillers, dont vous êtes. Vous venez de répondre à M. Gendron que vous préconisez la souveraineté d'abord pour, possiblement, négocier par la suite certains pouvoirs avec le Canada. Et dans ce contexte-là, j'ai de la difficulté à suivre le cheminement qui a été fait ce matin par le maire de Hull. Lorsque, dans le mémoire de la ville, ils nous disent en page 31: Quel que soit l'avenir politique et constitutionnel du Québec que recommandera cette Commission, il faut envisager une longue et probable délicate période de négociation et de transition vers quelque chose qui sera certainement différent du statu quo. Alors, on n'a pas encore d'option, là: Quelque chose qui sera certainement différent du statu quo. On n'est pas rendu à la souveraineté.

Comment réconciliez-vous la réponse que vous venez de donner à M. Gendron, à savoir que vous préférez la souveraineté d'abord, les négociations par la suite, alors que, dans le mémoire de la ville de Hull, vous vous êtes prononcée en faveur de cette politique des négociations longues et délicates pour parvenir à la transition avant qu'on n'en arrive à des changements au niveau du statu quo? Ne trouvez-vous pas que c'est contradictoire?

Mme Guitard: Non, M. le commissaire. Je vous dirais que ce n'est pas contradictoire. Il est

exact que la ville de Hull préconise un processus qui rejette le statu quo et qui définit finalement, dans ses conclusions, la cession de... On parle surtout de la région de l'Outaouais, à ce moment-là, mais finalement c'est l'Outaouais à l'intérieur du Québec et le Québec détenant des pouvoirs qui soient différents de ceux qu'il détient aujourd'hui. Quant à moi, je crois qu'il était important de franchir cette étape, actuellement, maintenant, et non pas de la remettre à plus tard. C'est la raison pour laquelle je fais un pas en avant de ce que le conseil municipal a pu écrire dans son mémoire. Le mémoire du conseil, il va sans dire, ramassait ou contenait le consensus d'à peu près tout le monde. Mais vous savez autant que moi que lorsqu'il y a un ensemble de personnes qui siègent à une table, et qu'on doit, à ce moment-là, présenter un document à un organisme, on tient compte... d'à peu près la forme la plus globale. Mais moi, je trouvais important que... Personnellement, j'ajoute que la souveraineté se devait d'être le premier élément qui se fasse le plus rapidement possible.

M. Beaudry: Est-ce que vous nous dites, Mme Guitard, que dans les faits, vous personnellement, votre point de vue personnel à vous, c'est la souveraineté pour des négociations par la suite, mais parce que vous êtes conseillère municipale, vous vous êtes jointe à l'idée du Conseil de dire: Allons-y un peu moins vite dans notre cheminement, parce qu'il faut, en fait, créer un consensus au sein des membres de la municipalité. C'est peut-être ça que vous me dites.

Mme Guitard: C'est-à-dire que comme membre du conseil, j'étais d'accord avec les pas qui étaient franchis, mais il va sans dire que moi, je préférerais qu'on aille plus loin. Et c'est la raison pour laquelle je trouve important de présenter cette position-là.

M. Beaudry: C'est peut-être à la fois une invitation que vous faites à tous les commissaires ici qui ont des convictions personnelles qui sont extrêmes, de peut-être se rallier à une position qui est moins drastique, pour essayer de trouver un consensus également, si je comprends bien.

Mme Guitard: Je n'ai pas à juger ce que les commissaires devront faire.

M. Beaudry: Non, non. Ce n'est rien qu'une remarque en passant.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, Mme Guitard. Nous passons maintenant à M. Jean-Pierre Hogue.

M. Hogue: Vous voulez dire, madame, que en même temps que vous prenez une position, vous pouvez en même temps prendre une autre

position?

Mme Guitard: Ce que j'ai dit, M. Hogue, c'est que, à titre de membre...

M. Hogue: Mais je ne veux pas continuer. Vous pouvez dire oui ou non, c'est suffisant, parce qu'on a peu de temps...

Le Président (M. Jean Campeau): M. Hogue, vous avez posé une question, laissez le témoin répondre.

M. Hogue: Oui, j'ai dit: Elle peut répondre oui ou non.

Le Président (M. Jean Campeau): Non, non. Elle va répondre.

M. Hogue: Je peux lui suggérer de dire oui ou non, M. le Président? On l'a fait cet après-midi et il n'y a pas eu de drame.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Hogue, au moment où je l'ai fait, c'était sur la fin de mes cinq minutes. Alors, Madame, à vous de faire la réponse. Oui ou non, ou ce que vous voulez dire.

Mme Guitard: Je pense que vous allez me répéter votre question, parce que là, avec...

M. Hogue: On va passer à l'autre. À la page 7, madame, est-ce que le Québec n'aurait pas le droit de négocier avec l'Ontario ou avec les Maritimes, ou avec d'autres provinces? Dans le deuxième paragraphe de la page 7, vous dites: "...doit privilégier non seulement une formule qui met entre les mains du Québec un réel rapport de force et limite la négociation aux gouvernements québécois et canadien". Mais vous entendez aussi que le gouvernement québécois pourrait négocier tout autant avec l'Ontario ou avec d'autres provinces. Ce n'est pas toujours le Canada ou le gouvernement canadien comme une unité.

Mme Guitard: C'est-à-dire que, dans la perspective où le Québec devient souverain, à ce moment-là, le Québec devra négocier avec un État qui sera sur le même pied d'égalité que lui.

M. Hogue: Ça peut être l'Ontario ou ça peut être les Maritimes, pas nécessairement le gouvernement canadien.

Mme Guitard: Si, à la suite de la souveraineté du Québec, d'autres parties du Canada désirent être souveraines, à ce moment-là, le Québec pourra sûrement négocier avec ces nouveaux États. Mais à titre, justement, d'État souverain, ça donne au Québec tous les droits qu'il n'a pas actuellement, parce que, à un

moment donné, il est plafonné. Ses droits sont restreints.

M. Hogue: Cette négociation, comme vous le dites, de pays souverain à pays souverain, le nombre ou l'importance ou les autres données plus techniques ou plus matérielles n'ont pas d'importance? C'est-à-dire, dans la mesure où on est souverain, qu'on soit gros, petit ou moyen, à travers le monde... Vous avez utilisé un certain nombre de pays, en donnant des exemples, tout à l'heure: la France, etc., mais il y a de plus petits pays en nombre et en qualité et en valeur, et le fait d'être souverain les place sur le même pied que tous les autres pays ou d'autres pays qui auraient plus de richesse.

Mme Guitard: Dans le cadre d'une négociation, un État entame des relations avec des pays avec lesquels il peut avoir des liens, des ressemblances ou une volonté d'en arriver à des accords économiques, culturels ou autres. Il arrive que des petits pays aient conclu des ententes avec des plus gros, comme d'autres pays d'égale superficie ou de population égale vont négocier ensemble. Tout dépendra, à ce moment-là, du cadre des ententes et du genre d'entente qu'on entendra réaliser avec ces pays-là.

M. Hogue: Et c'est le statut de souverain qui leur donne cette possibilité-là?

Mme Guitard: Tout à fait. Je vois très mal un pays comme l'Italie ou la France... puis je pense que l'expérience passée nous l'a démontré. Lorsque la France a tenté d'avoir des liens privilégiés avec le Québec, la France s'est fait rappeler à l'ordre, et pendant quelques années, il y a eu des ententes ou des liens très froids entre le Canada et la France. Pour éviter ceci, la France a dû reculer quant aux liens privilégiés qu'elle entendait conserver avec le Québec. Je pense que c'est un bel exemple de ce que le Québec aurait à gagner, ne serait-ce qu'en parlant simplement de la France, et ça, c'est sans compter les autres pays.

M. Hogue: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Libman.

M. Libman: Merci, M. le Président. Mme Guitard, vous dites à la page 5: "À défaut de la pleine souveraineté du Québec, il n'y aura pas de réel rapport de force et le Canada refusera de négocier." Alors, le terme "rapport de force", comme tactique de négociation, est devenu le vrai terme du débat constitutionnel aujourd'hui, et sera probablement le terme qui va être utilisé pendant le débat de 1991. Mais avant d'arriver à ma question, je veux suivre un peu l'optique de M. Hogue. Alors, ma question là-dessus est la suivante: Avec qui un Québec souverain va-t-il

négocier? Comment le reste du Canada restera-t-il intact, comme bloc, si le Québec, en déclarant sa souveraineté, commence le processus de démembrement du pays? Si ça arrive, qu'est-ce qui va se passer si le démembrement du pays se continue à la lumière de la sécession du Québec?

Mme Guitard: Si je comprends bien votre question, c'est: Qu'est-ce qui va arriver du Québec dans ses négociations avec le reste du Canada, advenant le fait qu'il y ait une dislocation du pays?

M. Libman: Exactement, qui va être provoquée par la sécession du Québec.

Mme Guitard: Je pense que, dans un premier temps, le Québec n'a pas à se préoccuper de ce qui pourrait arriver du reste du Canada si, lui, décide d'être souverain. Je pense que, dans un premier temps, le Québec doit représenter les Québécois et les Québécoises qui habitent sur son territoire. Advenant la souveraineté et ensuite les négociations de certaines ententes, à ce moment-là, le Québec devra négocier avec ce qui sera l'autorité constituée. Si le gouvernement fédéral existe comme nous le connaissons maintenant, c'est-à-dire à Ottawa avec certains pouvoirs, à ce moment-là, le Québec négociera avec le gouvernement d'Ottawa. Si, pour toutes sortes de raisons, il y a un éclatement et que d'autres gouvernements se forment, ce qui peut très bien se produire, c'est que, à ce moment-là, le Québec, peut-être avec d'autres parties de ce qu'est le Canada actuel, négociera avec le gouvernement fédéral, puisque chacun voudra obtenir sa pleine souveraineté sur son territoire.

M. Libman: Mais à la lumière de cette possibilité, vous êtes prête à accepter la souveraineté, ou l'indépendance pure et dure du Québec, comme pays complètement indépendant.

Mme Guitard: Ça me fait toujours rire quand on entend l'indépendance pure et dure. Ça me fait penser à certains...

M. Libman: C'est un terme de M. Bouchard.

Mme Guitard: Ça me fait toujours rire, parce que ça me fait penser à une discussion assez drôle que j'ai déjà eue avec quelqu'un qui me disait, "pur et dur", est-ce qu'on compare ça à "sale et mou"?

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Libman: On a entendu déjà ce commentaire il y a deux semaines. Mais ma dernière question, M. le Président...

Le Président (M. Jean Campeau): Rapide-ment, s'il vous plaît, monsieur.

M. Libman: Une fois le Québec souverain, le Canada évidemment a beaucoup moins à gagner dans ces négociations. Alors vous réalisez que, si ce rapport de force est seulement une tactique de négociation, le Canada possède un meilleur rapport de force en disant qu'il ne négociera pas. Alors n'est-il pas plus propice d'améliorer la formule d'amendement, au lieu de risquer ces conséquences économiques si les négociations échouent, parce que toutes les associations économiques, souhaitées par ces négociations, existent déjà dans la Fédération canadienne actuelle?

Mme Guitard: Je ne pense pas que ce soit la situation actuelle. La raison pour laquelle, jusqu'à maintenant, tout a achoppé, c'est que le gouvernement canadien était très conscient qu'il détenait, ce qu'on appelle le gros bout du bâton. Nous, on n'avait que des cure-dents. Mais je pense que si, nous aussi, on se dote de ce gros bout du bâton, le Canada à ce moment-là, respectera ce que sera le Québec. Le Québec qui se tient debout. Jusqu'à maintenant, on est toujours arrivés un peu à genoux, entre les deux, en disant: On en veut un petit peu, on en veut un petit peu. Mais quand on arrive face à face avec quelqu'un, en disant: Je suis ton égal, et je veux négocier certaines choses, je suis absolument persuadée que le Canada ne refusera pas, parce que je pense que le peuple canadien a toujours été très bon en économie et en affaires.

M. Libman: L'association souhaitée existe présentement dans la Fédération canadienne. Alors, tout ce que nous pouvons vouloir existe déjà dans la Fédération canadienne. Et on a vu un plein épanouissement du Québec pendant les dernières 30 années.

Le Président (M. Jean Campeau): 15 secondes pour répondre, Mme Guitard.

Mme Guitard: Je ne suis pas d'accord avec vous, M. Libman. Je pense que le Québec, qui s'est développé, s'est développé parce que certaines personnes de son territoire se sont levées debout et ont fait des choses. Et ce n'est pas à cause du Canada que le Québec s'est développé.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous avons maintenant M. LeSage.

M. LeSage: Merci, M. le Président. Bienvenue Mme Guitard. J'ai eu le plaisir de siéger à une table avec vous, pendant nombre d'années, et il me fait encore plaisir de me retrouver à discuter avec vous.

J'aimerais revenir sur certains sujets que vous avez mentionnés tantôt, et discuté avec d'autres collègues, parce que ce n'est pas tout à

fait clair dans ma tête. Vous dites que, et vous soutenez dans votre mémoire, non seulement la souveraineté du Québec est nécessaire, mais qu'elle doit être d'abord déclarée afin de donner au Québec un rapport de force adéquat pour entamer des négociations avec le reste du pays. Bon. Et comme vous le savez, les autres du gouvernement du Canada, ne veulent guère négocier sur la base des conditions des besoins du Québec.

Ma question est la suivante, qu'est-ce qui vous permet de croire que leur attitude sera modifiée, là, le reste du Canada, quand on aura brisé ce Canada-là nous autres?

Mme Guitard: Ce que je dis, M. LeSage, c'est que, quand le Québec sera souverain, le Québec ne s'en va pas négocier avec chacune des provinces. Le Canada s'en va, parce qu'il va devoir rapatrier des choses. Nous avons quand même, là, des biens qui nous appartiennent. Nous allons négocier des choses et nous allons négocier avec une personne. Nous ne ferons pas comme dans le schéma actuel. Regardez l'accord du lac Meech. Tout s'est écrasé parce qu'à un moment donné on a essayé de ménager la chèvre et le chou. Puis à un moment donné, on s'est retrouvés à la dernière minute, où, parce qu'une personne qui était extérieure au Québec a décidé de dire non, tout s'est écrasé tout d'un coup.

Alors c'est pour ça que si on tente de négocier par parcelles et par morceaux, avec tout un chacun, on ne parviendra jamais à acquérir quoi que ce soit.

M. LeSage: Alors, si je comprends bien votre réponse, même si le Québec devient souverain demain matin, il n'y a pas de problème. On va continuer à négocier avec eux autres, et puis ils vont aimer négocier avec nous autres.

Mme Guitard: Quand vous dites avec eux autres...

M. LeSage: Je ne sais pas ce qui va rester, moi, dans la partie autre du Québec, dans le Canada que l'on connaît aujourd'hui. Je vous le demande.

Mme Guitard: Moi, je vous dis, qu'à ce moment-là, les négociations qui pourront avoir lieu se feront avec le gouvernement qui sera le gouvernement que l'on connaît maintenant comme le gouvernement canadien, le gouvernement central. Je suis persuadée que le Québec n'ira pas négocier avec le gouvernement de la Colombie-Britannique, ou de Terre-Neuve. A moins que, quand tout sera terminé, et que, là, elle veuille conclure des ententes... Mais là, il faudra voir à ce moment-là quel sera le statut de ce nouveau pays.

M. LeSage: J'ai une dernière question, Mme

Guitard, si vous le permettez. Vous affirmez que le Québec a toujours été perdant dans ses relations et ses négociations avec le reste du pays. J'aimerais que vous m'expliquiez, et aux membres de cette Commission, comment il se fait que le Québec ait pu atteindre un stade d'évolution et de maturité des plus avancés sur tous les plans — que ce soit économique, social, politique — et ce, dans le cadre d'un régime fédéral?

Mme Guitard: Si, comme vous le dites, le Québec a atteint ce statut, comme je le disais tantôt, ce n'est sûrement pas parce que le gouvernement fédéral l'a aidé. Et imaginez ce que ce sera lorsqu'on sera en possession de tous nos pouvoirs.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Jean Campeau): Est-ce qu'on peut retenir les applaudissements?

M. LeSage: Merci Mme Guitard, merci M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Eh bien, Mme Guitard, félicitations pour votre aplomb. Merci pour votre mémoire et merci pour l'avoir très bien défendu.

(Suspension de la séance à 17 h 21)

(Reprise à 17 h 23)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous accueillons maintenant messieurs Jean-Paul Murray, Gary Brazier, et Paul Béchard. Alors, M. Brazier, excusez-moi. Mesdames, messieurs, chacun retourne à sa place. Alors, ça va, lequel de vous commence?

MM. Jean-Paul Murray, Gary Brazier et Paul Béchard

M. Murray (Jean-Paul): Je vais commencer, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va.

M. Murray: Alors, M. le Président, nous désirions vous remercier de nous donner l'occasion de vous présenter ce mémoire cet après-midi, et nous espérons qu'il pourra vous être utile.

Des circonstances historiques particulières ont décrété que deux peuples, issus de cultures différentes, vivent ensemble sur le continent nord-américain depuis plus de 300 ans. Quoique cette cohabitation ait eu un début fort mouvementé et sa part de péripéties, dans l'ensemble, son développement a donné lieu à une société qui jouit d'une liberté et d'une prospérité qui font l'envie du monde entier. En effet, plusieurs

chiffres viennent appuyer cette affirmation. Selon l'annuaire économique et géopolitique mondial de 1989-1990, intitulé "L'État du monde", le Canada se situe au premier rang sur la base du niveau du bien-être parmi les 170 pays du monde. En outre, le Canada avait, en 1985, suivant le taux de change défini par la parité des pouvoirs d'achat, un produit intérieur brut par habitant égal à celui des États-Unis, et de 1 % inférieur à celui de la Norvège, le pays le plus riche.

Selon nous, le statu quo constitutionnel offre le cadre idéal à travers lequel les Canadiens français peuvent s'épanouir économiquement, socialement et culturellement. D'ailleurs, nous sommes d'avis que le climat malsain qui sévit au Québec, à la suite de l'échec de l'accord du lac Meech, est un atavisme. L'impasse actuelle n'est que la plus récente manifestation des conflits sempiternels qui surgissent régulièrement depuis que l'histoire a uni le destin de nos deux peuples. La Rébellion de 1837-1838, la pendaison de Louis Riel, la question des écoles séparées au Manitoba et en Ontario, les crises de la Conscription des deux guerres mondiales, la crise d'Octobre, le référendum et l'échec du lac Meech, voilà plusieurs exemples des traumatismes soufferts par un pays en évolution. À chaque fois que des problèmes apparaissent, une chorale proclame que notre pays ne fonctionne plus et que la répartition des pouvoirs ne reflète plus la réalité. Pourtant, ce pays, il fonctionne, et remarquablement.

Lorsqu'on regarde au-delà de la rhétorique et des émotions vives qui ont fait suite à l'échec de Meech, on se rend compte que le soi-disant problème n'est pas d'ordre constitutionnel mais plutôt d'ordre politique. Le problème fut créé par un concours de circonstances spécifiques relevant de la politique que l'on peut comprendre en examinant de façon objective la mésaventure entourant la définition de l'accord du lac Meech. En effet, cet échec est le résultat de la négligence et de l'ignorance du premier ministre Brian Mulroney, relativement à l'histoire des rapports de force au Canada. À l'occasion de la conférence fédérale-provinciale de 1987, M. Mulroney a oublié qu'en tant que premier ministre du Canada, il avait le devoir de défendre les intérêts de l'ensemble canadien. Pour sa part, le premier ministre Bourassa s'était présenté à la table des négociations avec cinq demandes qui paraissaient raisonnables. Cependant, M. Mulroney s'est empressé d'y acquiescer, même d'en ajouter, sans pour autant obtenir des concessions du Québec.

Il est important de souligner que l'art de négocier est l'art d'entretenir et d'échanger, dans le but de parvenir à un accord qui soit dans l'intérêt de toutes les parties. Or, M. Bourassa a reçu plus qu'il n'en demandait et le Canada s'est retrouvé grand perdant. La performance de M. Mulroney a déséquilibré la Fédération. On en connaît les résultats et nous en

vivons toujours les séquelles. Je passe maintenant la parole à M. Brazier.

M. Brazier (Gary): Il est illusoire et malhonnête de prétendre que le statu quo constitutionnel n'a pas bien servi les intérêts des Canadiens français. En fait, l'arrangement que nous avons présentement est le reflet du rôle prépondérant que les Canadiens français ont joué dans le développement du Canada. À titre d'exemple, on n'a qu'à se souvenir de la perspicacité et du talent de Sir Georges-Étienne Cartier lorsqu'il a revendiqué que le Canada devait être constitué en tant qu'État fédéral à l'occasion des conférences de Charlottetown et de Québec. Ceci allait à l'encontre des désirs de Sir John-A. MacDonald qui a défini l'essence même de notre pays et de ses rapports de force.

Étant donné que le problème actuel est politique et non constitutionnel, nous devons conclure qu'un changement profond de notre système n'est pas la solution à privilégier. Les politiciens responsables de cette surenchère de rhétorique alarmiste et insipide, devront se remettre à table, éventuellement, afin de négocier la direction qu'ils veulent donner à notre pays. Cependant, cette fois-là, ils devront tenir compte des leçons que l'histoire leur offre.

Depuis 1763, les Canadiens français ont réussi à obtenir ce qui leur revient à juste titre. L'échec de Meech n'arrivera certainement pas à nous faire remettre en question tous nos acquis. Lorsque certains politiciens nous disent que, dorénavant, les choses devront se passer entre nous, ils devraient réaliser que ce dont ils nous parlent, c'est le Canada, que nos racines et nos fidélités appartiennent au Canada, et que sans le Québec, il n'y a pas de Canada. Enfin, pour que nous puissions continuer d'évoluer comme pays, l'appel de la race doit faire place à l'appel de la raison. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous commençons les interventions par M. Poissant.

M. Poissant: Est-ce que c'est à moi à parler, M. le Président?

Le Président (M. Jean Campeau): Oui, monsieur.

M. Poissant: Je m'excuse. Messieurs, votre mémoire est audacieux. Vous ne ferez sans doute pas les manchettes ce soir à la télévision parce que quand vous n'êtes pas d'un côté... bon, on oublie les autres. Je m'excuse, mais l'objectivité n'est pas toujours là. La seule chose que je me demande... Vous allez par ailleurs carrément dans le statu quo alors que l'ensemble des Québécois semblent dire que c'est une formule qui ne fonctionne plus et pourquoi alors il y a sans doute des pouvoirs qu'on voudrait rapatrier au Québec... puis vous ne semblez pas l'indiquer

dans votre mémoire.

M. Murray: Premièrement, je pense que si vous regardez la dernière page de notre mémoire, on indique clairement, en citant, que le statu quo constitutionnel est excessivement flexible et compte tenu de l'attitude et de la force des politiciens, plusieurs arrangements sont possibles à travers le cadre actuel. Donc, un chambardement profond, comme nous disons, n'est pas la solution à privilégier et, par ailleurs, je pense que quand on dit que la plupart des Québécois sont d'avis que plusieurs chambardements sont nécessaires, je ne suis pas d'accord. Je suis d'accord que l'élite politique veut un changement constitutionnel. L'élite, qui a ses propres intérêts, par contre, le peuple... D'ailleurs, ce n'est pas évident qu'un chambardement constitutionnel va améliorer le sort du Québécois moyen.

(17 h 30)

M. Béchard (Paul): Excusez. J'aimerais ajouter quelque chose là-dessus. On parle souvent et on entend à peu près tout le monde dire ça: le statu quo, il faut le changer. Mais quand est-ce que c'est qu'on a entendu au Québec un débat qui, à mon avis, devrait avoir eu lieu avant une commission comme celle-ci? Qu'est-ce que c'est le statu quo? Est-ce que vous savez combien de gens au Québec, combien de citoyens et de citoyennes savent qu'est-ce que ça veut dire le statu quo? Je pense que, pour moi, la première chose à faire, c'est très important, avant de dire que quelque chose n'est pas bon, de l'identifier. Quelles sont nos aspirations, ici, au Québec? Quelles sont les aspirations des Québécois et des Québécoises? Et qu'est-ce qui les empêche de s'épanouir ou d'atteindre ces objectifs-là? C'est ça la question. Le statu quo n'a jamais été identifié. Puis ici, à peu près tous les gens, d'à peu près tous les partis, nous disent que le statu quo n'est pas bon. Wo! un instant! Le statu quo, c'est ce qui a fait du Québec, et du Canada, la société progressive et moderne qu'elle est aujourd'hui. La société qui fait l'envie d'à peu près tous les pays au monde, d'à peu près tous les immigrants au monde. Ça fait qu'il faudrait peut-être faire un diagnostic qui a de l'allure, avant de nous demander de jeter ça par-dessus bord sans même se demander qu'est-ce que c'est.

Le Président (M. Jean Campeau): Prochaine question, M. Mark Assad.

M. Assad: M. le Président, j'ai lu quelque part, je ne sais pas si c'est Voltaire qui l'avait dit: C'est difficile de supporter le statu quo et d'être en même temps original. Il dit: Il faut plutôt être optimiste. Optimiste vous, l'êtes, et c'est très intéressant les points de vue que vous avez avancés. Mais la réalité politique nous oblige à examiner de nouveau, veux veux pas, la situation politique. Vous avez dit que cette situation est plutôt politique que d'autre chose.

D'après vous, où sont les changements nécessaires pour trouver ce nouvel équilibre politique? Parce que vous avez mis l'accent surtout sur le fait que le problème est plutôt politique que constitutionnel.

M. Murray: D'accord. Je commencerais en disant qu'on doit cesser la surenchère de rhétorique alarmiste et insipide et qu'on doit regarder froidement la situation. C'est le point de vue qu'on essaie d'affirmer, cet après-midi, que le statu quo constitutionnel vaut la peine d'être regardé de près afin que nous puissions en juger froidement, ce qui est dans le meilleur intérêt des gens ordinaires.

M. Béchard: Au risque d'en choquer plusieurs, à mon avis, ce n'est pas compliqué: Le problème, il est politique. Ça fait qu'il faut qu'on se débarrasse des politiciens qui refusent le vrai débat, qui essaient d'embarquer le peuple, les citoyens, ceux qui vont perdre de l'argent, ceux qui vont perdre des jobs, ici, dans l'Outaouais. Ce n'est pas du monde comme M. Duceppe, M. Bouchard ou d'autres comme ça qui vont perdre leur job ou qui vont avoir des problèmes ensuite, c'est ces gens-là. Il faut se débarrasser de ces gens-là...

Des voix: Ah! Aïe! Aïe!

M. Béchard: Les gens qui ne sont pas clairs, les gens qui...

Le Président (M. Jean Campeau): Monsieur! O.K. Il faudrait essayer de répondre aux questions, si vous le voulez bien. Est-ce que vous avez une autre question, M. Assad?

M. Assad: Oui. Peut-être juste une petite question, ici, là. Comme vous l'avez mentionné, le problème avec l'accord constitutionnel qui a subi un échec au mois de juin dernier, vous avez dit que c'est une erreur de jugement plutôt qu'autre chose, qu'on est arrivé dans un carcan constitutionnel. Pourriez-vous m'expliquer...?

M. Murray: Si on regarde l'histoire constitutionnelle canadienne, à toutes les fois qu'il y a eu une poussée forte de l'autonomisme provincial, que ce soit la première fois, durant la conférence dominion-provinciale de 1887, où Oliver Mowat, le premier ministre de l'Ontario, et Honoré Mercier, le premier ministre du Québec, avaient poussé des revendications très très poussées ou avancées pour les droits des provinces, bien, il y avait un premier ministre fort qui était capable de parer à la poussée de l'autonomisme. Et la même chose s'est appliquée dans le temps de Duplessis et de Hepburn contre Saint-Laurent ou MacKenzie King. Et puis la même chose s'est appliquée dans le cas de M. Trudeau contre M. Lévesque. Cependant, lorsque

M. Mulroney est arrivé au pouvoir, dans le but de se maintenir au pouvoir comme nous disons dans le mémoire, il a tout donné au Québec. Je pense que Gary voudra en rajouter.

Une voix: Au gouvernement du Québec.

M. Murray: Au gouvernement du Québec.

M. Brazier: Nous, ce qu'on veut dire, c'est que le rapport de force auquel le Canada a été habitué dans tous ses débats constitutionnels ne s'est malheureusement pas vu à l'accord du lac Meech ou au débat de Meech. Ça a l'air que je vais encore choquer du monde. Le lac Meech, ça n'a pas été un dialogue, ça a été un monologue.

M. Murray: Ce que je voudrais ajouter aussi, c'est que ça ne veut pas dire que les aspirations des provinces ne sont pas légitimes, mais il faut au moins qu'elles tiennent compte de l'ensemble canadien, si l'ensemble canadien doit continuer d'exister.

Le Président (M. Jean Campeau): Vous avez d'autres questions, M. Assad?

M. Assad: Non, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Serge Turgeon.

M. Turgeon: M. le Président, je pense que si vous continuez comme ça, vous allez faire la manchette au Téléjournal ce soir.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Turgeon: Non seulement il faudra se débarrasser de Duceppe et Bouchard, mais sans doute de tous les écrivains, de tous les artistes, tous les hommes d'affaires et financiers qui se sont prononcés pour une option différente de la vôtre, et peut-être bien de 70 % du peuple québécois qui a l'air de savoir où il s'en va.

Dans votre mémoire, vous dites que si Meech était passé, si on avait reconnu le caractère distinct du Québec, on aurait sans aucun doute battu en brèche des libertés individuelles consacrées dans la loi constitutionnelle de 1982. Moi, quand j'entends ça, comme Québécois, ça m'insulte un petit peu. Notre ministre de la Justice, M. Gil Rémillard, ce n'est pas n'importe qui. Il a encore dit ce matin, contrairement à ce que M. Ryan avait dit hier, que les droits individuels étaient aussi bien préservés avec la Charte québécoise qu'avec la Charte canadienne. Pourquoi vous, affirmez-vous une telle chose?

M. Béchard: Bien, M. Turgeon, si ça vous choque qu'on soit intéressés aux libertés individuelles en tant que Québécois...

M. Turgeon: Non, ce n'est pas ça du tout que j'ai dit. Ne déformez pas ma question.

M. Bécharde: Non, monsieur, ce que vous avez dit... moi, je suis Québécois...

M. Turgeon: Non, ce n'est pas ce que j'ai dit, je regrette, M. le Président, ce n'est pas ce que j'ai dit.

M. Bécharde: O.K. Disons que ce n'est pas ce que vous avez dit.

M. Turgeon: Oui.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bécharde: Ça vous choque... mais ce que vous avez dit, c'est que ça vous choque parce qu'on dit que d'après nous, le lac Meech aurait pu mettre en péril les libertés individuelles de certains Québécois. D'accord?

M. Turgeon: Oui.

M. Bécharde: Ça, ça vous choque. Bon, correct, si ça vous choque, mais...

M. Turgeon: Parce que vous ne l'expliquez pas.

M. Bécharde: ...il y a bien des experts qui — on n'est pas les seuls à dire ça — partout au pays, ont été inquiets de cette possibilité-là. Et ces experts-là, malheureusement, on les a balayés du revers de la main. Les Québécois et les Québécoises n'ont même pas eu la liberté de les entendre. On a dit que c'étaient des anti-Québécois. Ce que Clyde Wells a dit... Combien de Québécois savent ce qu'il a dit réellement? On a tout simplement dit que c'était un fou...

M. Turgeon: Il n'y a que vous qui savez ce qu'il a dit, finalement.

M. Bécharde: Non, mais vous, est-ce que vous le savez ce qu'il a dit? Est-ce que vous avez lu ses discours?

M. Turgeon: Je m'en souviens un peu, oui.

M. Bécharde: Mais c'est ça le problème, M. Turgeon. Là, je ne veux pas être agressif, dans le fond. C'est qu'il faut tout simplement qu'on prenne la peine d'écouter ceux qui n'ont pas notre point de vue.

M. Turgeon: Bon, alors je vous écoute ici, si j'ai le temps, M. le Président. Vous dites...

Le Président (M. Jean Campeau): Allez-y donc M. Turgeon.

M. Turgeon: Vous dites que depuis 1793, les Canadiens français ont eu tout ce qu'ils voulaient, notamment le bilinguisme législatif et judiciaire, le bilinguisme de la fonction publique fédérale. Donc, ce qu'on devait avoir, nous autres, c'était le bilinguisme. Bien si c'est ça, expliquez-moi donc comment ça se fait qu'il y a un taux d'assimilation effarant du côté des francophones hors Québec?

M. Murray: Il y a peut-être un taux d'assimilation hors Québec, mais si vous tenez compte des chiffres, vous vous apercevrez que le nombre de gens dans les cours d'immersion française monte en flèche et que la langue française survit très bien dans les provinces de l'Ouest, mon cher monsieur.

M. Turgeon: Très heureux de vous l'entendre dire.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons maintenant à M. Maciocia.

M. Maciocia: Merci, M. le Président. J'aimerais quand même vous remercier du mémoire que vous avez présenté. Et d'entrée de jeu, je voudrais quand même vous dire que chacun a droit à ses opinions. Deuxièmement, je vais être sincère avec vous. De la façon dont vous répondez actuellement, vous n'aidez pas la cause que vous défendez. Et vous ne parlez pas à un séparatiste pur et dur; moi, je ne le suis pas. Vous dites dans votre mémoire que le fédéralisme actuel est excessivement flexible. Je crois que la question a déjà été posée dans ce sens, et comme vous parlez de flexibilité, vous parlez de la promotion du caractère distinct du Québec, si Meech avait été constitutionnalisé. Ce serait exercer aux dépens des libertés individuelles... Ça me semble encore vraiment très excessif, à ce moment-ci. Ou autrement, dois-je comprendre de votre raisonnement que seul le fédéral a une volonté ferme de respecter les libertés individuelles?

M. Murray: Mais ce n'est pas nous qui avons dit ça, mon cher monsieur, c'est le premier ministre Bourassa qui a dit: "Où la société distincte devrait être protégée, les droits individuels devraient être subjugués par la société distincte."

M. Maciocia: Je ne crois absolument pas que c'est ce que le premier ministre du Québec a dit. Absolument pas.

M. Murray: À l'évidence, monsieur, à l'évidence...

Le Président (M. Jean Campeau): Voyons.

M. Murray: Disons que ce n'est pas ça,

mon cher monsieur...

Le Président (M. Jean Campeau): Je regrette. Juste un instant pour qu'on se comprenne bien. M. Maciocia, la parole est à vous.

M. Maciocia: Je pourrais aller... ou je peux continuer avec ma deuxième question, M. le Président. Ma deuxième question est celle-ci. Existe-t-il des aménagements constitutionnels, dans le contexte fédératif actuel, qui permettraient au Québec de réintégrer le grade constitutionnel canadien de plein gré?

M. Murray: Je commencerais en disant que l'astuce est la force des politiciens et puis c'est le message qu'on ne cesse de répéter. C'est une question de politique et les politiciens doivent décider, ils doivent arrêter de dire aux gens que la chose est impossible. Mon Dieu! Si on dit qu'une chose est impossible, elle devient impossible. C'est une question de se dire qu'on peut rentrer dans l'honneur et dans l'enthousiasme.

M. Maciocia: Vous m'obligez à dire quelque chose que je ne voulais pas dire. Vous travaillez pour des députés. Est-ce que c'est ça?

M. Murray: Mon Dieu! Je ne n'ai pas honte de dire ça.

Une voix: Quel crime!

M. Béchard: Mais c'est ça.

M. Murray: Non, je suis fier.

M. Maciocia: À un certain moment, je crois qu'il faudrait plutôt être... Comme je le disais tantôt, c'est très important. Je suis convaincu que le Québec s'est vraiment épanoui d'une façon remarquable à l'intérieur de la Fédération.

M. Murray: Dans le contexte constitutionnel actuel.

M. Maciocia: Si vous me laissez terminer, vous allez comprendre que sur certains points, on est d'accord que le Québec s'est épanoui à l'intérieur de la Fédération canadienne dans les 20, 30 dernières années d'une façon remarquable. Mais vous savez très bien aussi que tout n'a pas été beau. Alors, à ce moment-ci, je vous pose la question, et je crois que c'est ma dernière après, M. le Président. Advenant que la Commission décide ou recommande à la fin de ses audiences, au gouvernement du Québec, le rapatriement de certains pouvoirs exclusifs au Québec, lesquels, d'après vous, serait-il nécessaire que le Québec ait en sa possession?

M. Béchard: Votre question, mon cher monsieur, le Québec présentement, les Québécois,

par exemple, nous ici, on est des citoyens québécois, les gens en arrière sont des citoyens québécois. Le reste sont des citoyens. On a tous les moyens, si on a la santé, on a tous les moyens ici au Québec dans cette province canadienne, de nous épanouir à peu près autant qu'on veut. Les problèmes, les frontières, sont ceux qu'on veut bien s'imposer. Donc finalement, que le gouvernement ait plus de pouvoir ou qu'il en ait moins, en tant que citoyen, moi je m'en balance. En tant que citoyens, on a les pouvoirs présentement. Il faut arrêter de faire croire aux gens qu'ils ne sont pas capables. On est capables, les Canadiens français du Québec, de s'épanouir comme on veut. Puis là, vous êtes en train de discuter tout le temps comment ça se fait qu'on n'est pas capables. Oui, on est capables. C'est peut-être plus psychologique que d'autre chose, le problème.

Le Président (M. Jean Campeau): Vous avez 15 secondes, un commentaire de 15 secondes.

M. Maciocia: Oui, M. le Président. Ce n'est pas ça que j'ai dit et je crois que je dois conclure que, à un certain moment, il n'y a aucune intention de répondre vraiment aux questions qui sont posées.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Maciocia. Nous passons maintenant à M. Jacques Brassard.

M. Brassard: M. le Président, je pense que, contrairement à ce que M. Assad vient de dire, vous faites la preuve qu'on peut supporter le statu quo et être très original, parce que je me dis, en vous entendant: enfin des partisans du statu quo. Enfin. Ceux qui pensent ou qui pensaient que la galaxie Trudeau était inhabitée, se trompent. Il y a encore du monde qui l'habite. Je trouve ça intéressant. Je crois que les anthropologues devraient peut-être se dépêcher d'étudier ces cas d'une espèce qui est en voie d'extinction, mais ça m'apparaît intéressant parce que votre thèse, elle est claire. Au moins, je vous donne ça, c'est clair, c'est limpide.
(17 h 45)

Le Président (M. Jean Campeau): Aussi une question claire?

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Brassard: C'est clair et c'est limpide. Pour vous, le fédéralisme actuel, tel qu'il fonctionne, est tout à fait satisfaisant. Il n'y a pas lieu de le modifier en profondeur, comme certains le souhaitent. Le Québec est une province comme les autres et, par conséquent, il n'est pas question d'un statut particulier pour le Québec. Vous dites que c'est même dangereux, en théorie, et que ce n'est pas fondé, en fait. J'utilise votre

expression.

M. Murray: Fédératif. On parle du pacte fédératif.

M. Brassard: Vous parliez du pacte, de la théorie du pacte?

M. Murray: C'est ça.

M. Brassard: Là-dessus, je suis pas mal d'accord avec vous. Moi, je n'y crois pas tellement à la théorie du pacte fédératif, non plus, historiquement. Mais est-ce que vous ne venez pas nous dire que, actuellement, il y a au fond deux options possibles: la vôtre, la vôtre qui est légitime, défendre le régime tel qu'il fonctionne présentement, le considérer comme tout à fait satisfaisant, ou alors emprunter la voie d'un Québec souverain? Puis entre les deux, ce n'est à peu près pas faisable, y compris le statut particulier. Puis je vous signale, en passant, que la critique la plus sévère du concept de statut particulier, c'est dans le Livre blanc de 1980, à la page 45. Je ne vous le cite pas, mais à la page 45, la critique la plus sévère du régime de statut particulier... Au fond, est-ce que vous n'admettez pas que ce sont les deux options véritables qui s'offrent aux Québécois, la vôtre, et puis, évidemment, la mienne, un Québec souverain?

M. Murray: Je vous remercie d'une question assez bien équilibrée. Mais si vous aviez lu le document, à la page 6, nous disons que le statu quo ne signifie pas un régime statique qui ne bouge pas, qui n'évolue pas. Je voudrais citer ce que M. Trudeau a cité ou a présenté devant la commission constitutionnelle du gouvernement Lesage en 1965: "Que le fédéralisme canadien doive évoluer, c'est entendu, mais justement il évolue, et profondément, depuis 100 ans, sans que la Constitution ait eu besoin de modifications profondes. Des périodes de grande décentralisation ont alterné avec des périodes d'intense centralisation au cours de notre histoire."

M. Brassard: Oui, sauf que je ne suis pas d'accord avec ça. C'est historiquement faux. Le mouvement de centralisation est constant à travers l'histoire du Québec, sauf que c'est son rythme qui a changé. Mais ça, là-dessus, évidemment, on pourrait en discuter longuement. Mais quand vous parlez de flexibilité du régime, comment se fait-il, si le régime est flexible comme vous le dites, comment se fait-il, par exemple, qu'on ait tant de difficultés, que le Québec ait tant de difficultés actuellement à conclure des ententes administratives, pas des amendements à la Constitution, mais des ententes administratives en matière d'immigration, de communications, de formation professionnelle? Comment ça se fait que ça n'aboutit pas, que le

gouvernement de M. Bourassa est incapable d'arriver à conclure des ententes sur ces sujets-là, administratives, et que vous dites, vous, que le fédéralisme ou le régime est tout à fait flexible?

M. Murray: Vous nous dites que le problème est administratif. Vous venez d'admettre que le problème n'est pas constitutionnel.

M. Brassard: Non, non, ce n'est pas ce que je veux dire...

Le Président (M. Jean Campeau): M. Brassard, 15 secondes.

M. Brassard: Sur des ententes administratives qui sont sur la table, puis qui ne se concluent pas, puis qui n'arrivent à rien, qui n'aboutissent à rien. Comment se fait-il, s'il est si flexible, que ça n'aboutit pas?

M. Murray: M. Brassard...

Le Président (M. Jean Campeau): Le temps est maintenant écoulé. Alors messieurs, merci pour votre présentation.

(Suspension de la séance à 17 h 49)

(Reprise à 17 h 51)

Professeurs de droit de l'Université d'Ottawa

Le Président (M. Jean Campeau): Nous en sommes maintenant à un groupe de professeurs de droit de l'Université d'Ottawa. M. Daniel Proulx, si vous voulez nous présenter vos collègues.

M. Proulx (Daniel): Oui.

Le Président (M. Jean Campeau): Juste un instant. Je demanderais aux membres de reprendre leur place.

M. Proulx: Alors, j'aimerais présenter mes collègues. Merci, M. le Président. À ma gauche, au bout de la table, le professeur Michel Morin; à ma gauche immédiate, le professeur André Braën - je m'appelle moi-même Daniel Proulx - à ma droite immédiate, le professeur Jean-Denis Archambault; et au bout de la table, à ma droite, le professeur Jean-Paul Lacasse.

Alors, avant de commencer la lecture du mémoire, M. le Président, j'aimerais signaler et insister sur le fait que nous parlons en notre nom personnel. Nous ne prétendons pas représenter l'Université d'Ottawa ou une faculté de droit ou un autre département de l'université.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait.

M. Proulx: MM. les Présidents, Mmes et MM. les commissaires, au risque de paraître, à première vue, équivoques, nous avons choisi d'écarter toute étiquette partisane. Nous ne sommes ici ni fédéralistes, ni souverainistes. Et j'oserais même ajouter, après nos prédécesseurs, et surtout pas défenseurs du statu quo constitutionnel. Cette neutralité nous permet de prendre clairement position en faveur d'une nouvelle définition constitutionnelle du Québec et de proposer une nouvelle façon de débloquent juridiquement l'impasse dans laquelle la loi constitutionnelle de 1982 a plongé le Québec. Notre mémoire a donc pour but de répondre à la question que vous vous posez depuis le début de vos travaux. Comment le Québec peut-il relancer les négociations constitutionnelles avec le reste du Canada sans se retrouver piégé à nouveau?

Comme Meech l'a démontré, le Québec n'a d'autre choix que de se définir lui-même, à l'extérieur du cadre de l'actuelle procédure d'amendements constitutionnels. Les principaux partis politiques au Québec l'ont constaté. Les négociations à 11, fondées sur le principe de l'égalité des provinces, rendent virtuellement impossible toute révision du statut politique et constitutionnel du Québec. Quel que soit l'avenir du Québec, la gestion du changement, de la transition doit d'abord se faire à l'initiative du Québec, sous son contrôle et dans la poursuite du dialogue avec le reste du Canada.

Il y a un large consensus au Québec en faveur du rejet du statu quo constitutionnel et d'un accroissement des pouvoirs et de compétences du Québec. Nous ignorons quel est le seuil ou la limite idéale de cet accroissement de pouvoirs et compétences. Nous affirmons simplement que, quel qu'il soit, ce changement doit se faire de façon efficace et ordonnée, démocratiquement, sans porter inutilement atteinte à la stabilité économique du Québec et dans le plus grand respect des droits fondamentaux. Pour parvenir à mettre en branle un tel processus, nous proposons une démarche en deux étapes.

Premièrement, que l'Assemblée nationale adopte une loi établissant la primauté des lois du Québec. En vertu de cette loi, les lois québécoises prévaudraient dorénavant sur toute loi, fédérale ou autre. Les lois fédérales actuelles et futures continueraient de s'appliquer au Québec, mais l'Assemblée nationale aurait désormais le pouvoir de décider qu'une loi fédérale donnée doit cesser de s'appliquer au Québec pour être remplacée par une loi répondant mieux aux besoins des Québécoises et des Québécois.

La deuxième étape du processus que nous proposons consiste en la tenue d'un référendum. Par ce moyen hautement démocratique, le peuple québécois mettrait lui-même la loi sur la primauté législative du Québec en vigueur et lui conférerait la plus complète légitimité. Notre projet de loi repose sur des principes qui font

quasiment l'unanimité au Québec, à savoir les principes démocratiques, les libertés fondamentales et le droit du peuple québécois à l'autodétermination. Voilà pourquoi nous croyons qu'il serait entériné par une forte majorité de la population lors du référendum.

La nouvelle loi sur la primauté législative possède aussi d'autres atouts majeurs. Elle conférerait d'abord au Québec le cadre et la liberté d'action qui lui sont indispensables pour déterminer son avenir. Elle lui assurerait, de plus, la force politique nécessaire pour négocier avec le reste du Canada l'arrangement constitutionnel qui conviendrait le mieux à ses besoins et ce, sans rompre brusquement les liens qui l'unissent au Canada. La nouvelle loi ouvrirait toutes les portes sans en fermer aucune, que ce soit le fédéralisme décentralisé, la souveraineté-association, la communauté économique, l'union monétaire, etc.

L'adoption de la loi sur la primauté des lois du Québec et son approbation massive par voie référendaire créerait, à notre avis, une dynamique politique complètement différente tout en dotant le Québec d'un mécanisme efficace de gestion du changement. Le moyen que nous proposons aurait, en outre, l'immense avantage de mettre fin au statu quo constitutionnel, d'assurer la continuité des institutions, de ne pas perturber inutilement la sécurité économique du Québec et de permettre au Québec de poursuivre sereinement et efficacement le dialogue avec le reste du Canada. Merci de votre attention.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci. La première intervention, Mme Pelchat.

Mme Pelchat: Alors, messieurs, j'aimerais vous souhaiter la bienvenue. Ça me fait d'autant plus plaisir d'être la seule à vous souhaiter la bienvenue que je suis une ancienne de l'Université d'Ottawa. Malheureusement, je n'ai pas étudié en droit. J'ai étudié en sciences politiques et vous voyez où ça m'a menée. Alors, j'aurais quelques questions à vous poser, particulièrement parce que votre mémoire est assez innovateur. Je dois vous dire que, depuis le 6 novembre, c'est la première fois qu'on entend cette thèse-là, cette hypothèse-là, de primauté des lois du Québec. Comme je n'ai pas étudié en droit, je me fie à vous pour m'expliquer votre point de vue parce que, je pense que je ne suis pas toute seule à trouver qu'il n'est pas tout à fait clair. Vous allez m'expliquer comment une loi qui déclare la primauté des lois pourrait être jugée valide par nos tribunaux supérieurs du Québec.

M. Proulx: Bien, écoutez, je pense que la réponse est assez simple à cette question. Il faudrait que vous m'expliquiez vous-même comment la souveraineté du Québec va être déclarée valide. Supposons que l'option que retient la Commission et le gouvernement c'est...

Comme par exemple, les caisses populaires ont proposé, semble-t-il...

Mme Pelchat: Non mais, moi, j'aimerais savoir...

M. Proulx: ...la souveraineté du Québec. Moi, je vous dis: Évidemment, c'est inconstitutionnel la souveraineté du Québec. C'est inconstitutionnel notre projet de loi à partir du moment où on ne fonctionne pas à 11 autour de la table et qu'on n'obtient pas le consensus unanime.

Mme Pelchat: Je suis d'accord avec vous là-dessus.

M. Proulx: Oui.

Mme Pelchat: Ce que j'essaie de savoir, c'est, advenant le cas où on dirait, par exemple, dans les radios du Québec, on va entendre 100 % de musique francophone.

M. Proulx: D'accord.

Mme Pelchat: Advenant ce cas-là, puisque nos lois, sont au-dessus des lois fédérales, comment la Cour supérieure du Québec pourrait juger une telle loi valide? Je ne veux pas que vous y alliez par comparaison.

M. Proulx: Non, D'accord. J'y vais directement. Nous pensons que notre projet de loi devrait être appliqué par les tribunaux du Québec, parce qu'il l'est l'exercice du droit à l'autodétermination du Québec. Il ne va pas jusqu'à l'indépendance pure et simple, mais il est l'exercice du droit à l'autodétermination, et qu'à cet égard, il est aussi légal que le serait un autre projet de loi sur la souveraineté, ou une autre déclaration.

Mme Pelchat: Monsieur, est-ce que vous pouvez me dire, à ce moment-là, est-ce que ce ne serait pas plus simple, et plus légitime, au niveau international, de 1° faire adopter cette loi par référendum, avant de l'appliquer au Québec; et 2° de faire une déclaration unilatérale de souveraineté? Ce serait beaucoup plus simple, en tout cas, je pense au niveau du droit international, que l'on ait cette légitimité-là, même si au plan interne, on a une espèce d'illégalité, comme vous l'avez bien dit, parce que ce sera toujours cette... M. Archambault, je pense que vous voulez...
(18 heures)

M. Archambault (Jean-Denis): M. le Président, si vous m'y autorisez. Il est bien sûr que la question s'est posée de savoir, dans l'hypothèse où on veut un changement qui se fasse suivant une procédure différente de celle prévue

à l'Acte constitutionnel de 1982, est-ce qu'on doit faire précéder le référendum ou faire suivre le référendum? La question, elle est entre les mains des politiciens, éventuellement. Ce pour quoi on a proposé, en second lieu, un référendum. Ce qui nous est apparu, c'est qu'il fallait soumettre à la population du Québec, c'était non pas un saut dans une déclaration de principe, ou dans un certain inconnu, mais un projet avec un peu de chair autour.

Le moyen d'expression des Parlements, dans les sociétés démocratiques, c'est la loi. Et dans ce cas-ci, d'abord adopter un projet concret, hein, qui aurait pour but d'accroître, effectivement, les pouvoirs de l'Assemblée nationale, suivant une constitution qui existe déjà au Québec. On a déjà beaucoup d'éléments d'une constitution au Québec et notre projet de loi visait à permettre à l'Assemblée nationale d'étaler à l'électorat, à la population, ce que l'Assemblée entend se donner comme outil de travail plutôt que de poser une question de principe ou un saut, je dirais même, dans l'inconnu. Si vous permettez, je vais terminer. Et pourquoi on a fondé ça, pourquoi on a pris cette position? C'est que, traditionnellement, les Québécois... Si on regarde comment s'est produite la Révolution tranquille au Québec, qu'est-ce que le gouvernement a fait? Ils ont proposé des projets bien précis: la nationalisation de l'électricité, la réforme de l'éducation, la réforme des années soixante...

Mme Pelchat: M. Archambault, je dois vous arrêter, parce que le temps est très limité, et j'aimerais ça que vous essayiez de répondre à ma question.

M. Archambault: Bien, c'est ce que je peux tenter... C'est que...

Mme Pelchat: Les professeurs, c'est toujours très long, hein?

M. Archambault: Écoutez, il n'y a pas de sot métier. Madame, il n'y a pas de sot métier, permettez-moi.

Mme Pelchat: Ah non, au contraire!

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Archambault: C'est que c'est une démarche politique où on laisse aux politiciens le choix, mais le fait de faire précéder un projet de loi, c'est de soumettre à référendum non pas une déclaration de principe, mais un projet concret qui permettra à ceux qui iront voter de savoir dans quoi ils s'engagent, quitte à remettre ensuite...

Mme Pelchat: Mais avant de l'appliquer, pourquoi ce projet de loi là ne pourrait pas être

la question du référendum?

M. Archambault: Mais madame, c'est exactement ce qu'on a prévu dans le document.

Mme Pelchat: Avant qu'il soit appliqué, entériné, avant d'être appliqué, ce que je vous dis là, ce n'est pas tout à fait...

M. Archambault: Si M. le Président me le permettait... Notre projet consiste, dans un premier temps, à formuler un projet de loi qui est perfectible, de le faire adopter par l'Assemblée nationale et de le mettre en vigueur par voix référendaire. Donc, il est bien évident que la deuxième étape ne vient pas au caprice du législateur, mais cette loi ne pourra pas être en vigueur à moins d'être consacrée par un référendum positif.

Mme Pelchat: Est-ce que je peux vous poser une dernière question?

Le Président (M. Jean Campeau): Madame, merci de ne pas abuser. Votre question... Non. Merci de ne pas abuser.

Mme Pelchat: Merci M. Campeau. Vous êtes trop généreux normalement. Merci.

M. Brassard: M. le Président, je voudrais bien comprendre aussi. Il y a la loi sur la primauté des lois du Québec, qui est adoptée par l'Assemblée nationale, qui est approuvée par voie référendaire, mais on ne sait pas encore, à ce moment-là, où ça va aboutir. Ça peut aboutir à du fédéralisme renouvelé comme ça peut aboutir à la souveraineté du Québec. Donc là, il y a comme quelque chose d'incertain. Le peuple se prononce par voie référendaire, mais il ne sait pas à quoi va servir l'instrument qu'il donne au gouvernement. Parce que la démarche et l'aboutissement, ce n'est pas négligeable. Si vous décidez de faire une démarche fédéraliste, vous ne pouvez pas vous soustraire, à ce moment-là, à la Constitution du Canada. Vous ne pouvez pas vous soustraire à la Constitution du Canada si votre démarche s'inscrit dans le cadre fédéral. Et à partir de ce moment-là, votre instrument est tout à fait inutile puisqu'en l'exerçant, vous allez être renié par les tribunaux.

Prenez un exemple. On reste dans le cadre fédéral. Il y a la loi sur la primauté des lois du Québec qui est adoptée, appuyée, approuvée. Le Québec adopte une loi en matière d'immigration, pouvoirs concurrents avec prépondérance fédérale, ou en agriculture, c'est la même chose. On vote une loi. On dit: Voilà cette loi-là, en matière d'immigration; ça prévaut sur tout. Ça a primauté sur tout, y compris les lois fédérales, et vous contredisez ainsi la Constitution canadienne, et comme vous demeurez dans le cadre fédéral, les tribunaux vont annuler votre loi sur

l'immigration et empêcher qu'elle ne s'applique. Je ne sais pas si vous comprenez. Moi, une loi comme ça, ça peut se justifier à partir du moment où on a décidé d'être souverain. Là, on a décidé de se soustraire à la Constitution du Canada. Là, c'est une loi, un instrument qui peut être utile, mais pas si on décide de rester dans le cadre fédéral.

M. Proulx: Bon. Est-ce que je peux commencer à essayer de répondre, M. le député? Nous pensons qu'il n'y a pas que la démarche de la souveraineté pure et simple qui peut donner au Québec le pouvoir de modifier le fédéralisme ou même d'en faire une communauté économique ou la souveraineté-association, peu importe. Il faut à tout le moins, en tout cas, que le peuple, d'une manière ou d'une autre - nous autres, la manière que nous proposons, c'est la loi sur la primauté - il faut que le peuple exerce son droit à l'autodétermination. S'il exerce son droit à l'autodétermination, nous estimons que le peuple a le droit de sortir de la Constitution du Canada, que ce soit pour revenir à une autre forme de fédéralisme, peut-être, peut-être pas, il appartient donc à la Commission... Nous, on ne s'est pas intéressés au but ultime. Ce que vous avez à faire, vous, c'est de déterminer si le but ultime, ça doit être la souveraineté pure et simple ou une nouvelle forme de confédération ou une communauté, vous jonglez avec ces... Nous, on s'intéresse au processus.

Le Québec ne peut pas, dans le système actuel - je pense que vous êtes d'accord avec ça - fonctionner; son statut politique, c'est d'être une province comme les autres. Et on dit: Le Québec doit refuser ce statut juridique. Il doit dire: Nous, nous ne sommes pas une province comme les autres. Nous sommes un peuple, nous avons droit à l'autodétermination et nous l'exerçons. Nous l'avons exercé en 1980 pour indiquer que nous voulions rester dans le fédéralisme comme tel. On peut l'exercer pour déterminer qu'on veut faire la souveraineté pure et simple; mais on peut l'exercer, aussi, pour sortir carrément du cadre constitutionnel canadien sans pour autant rompre brusquement et, là, rendre le dialogue sur la souveraineté-association, sur la communauté économique, plus difficile.

Et de toute façon, il faut bien comprendre qu'avec la loi sur la primauté, le Québec aura toujours le dernier mot. C'est ça qui est important à comprendre. Si les juges refusent d'appliquer ça, le Québec a le pouvoir de faire la réforme des tribunaux. Le Barreau du Québec n'est pas un organisme réactionnaire, je pense, un organisme révolutionnaire, pardon.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Proulx: Quelle horreur! ...qui n'est pas un organisme révolutionnaire, propose la réforme

des tribunaux, propose que le Québec procède lui-même à la nomination des juges des cours supérieures, il suffira pour le Québec de le faire. Si les juges...

M. Brassard: Et la cour suprême?

M. Proulx: Écoutez, tout le reste... La Cour suprême, il suffit d'abolir les appels à la Cour suprême, de créer la cour suprême du Québec. C'est bien moins compliqué, ça, M. Brassard, je pense, que de créer le ministère de l'Éducation en 1960, que de faire la Révolution tranquille, il suffit de changer 150 juges. S'ils refusent de reconnaître au Québec le droit à l'autodétermination à partir de... C'est de ça qu'il s'agit.

M. Brassard: Dans ce cas-là, le référendum, il ne faut pas que ça porte uniquement sur l'approbation de la loi sur la primauté des lois du Québec, il faut que ça porte aussi sur le statut qu'on veut accorder au Québec.

Une voix: Mais le Québec se donne...

M. Brassard: Le droit d'autodétermination qu'on exercera par voie référendaire, il faut que le peuple se prononce sur le statut...

M. Proulx: Oui, mais le peuple se prononce sur son statut dans notre projet de loi.

M. Brassard: Et s'il se prononce sur le statut du Québec en demeurant une province, vous êtes cuits avec votre loi.

Le Président (M. Jean Campeau): C'est parfait, nous passons maintenant la parole à M. Nicolet.

M. Nicolet: Merci, M. le Président. Moi, en tout cas, j'ai trouvé que votre mémoire apportait, effectivement, un élément original et la formulation d'un début de réponse à cette question qui, comme vous l'avez souligné vous-même, touche au comment. Le comment étant véritablement au coeur de toute la problématique à laquelle nous devons nous adresser. Mais, ceci étant acquis, il y a quand même une dimension dans tout ça qui me préoccupe. Ne pensez-vous pas que nous allons créer, pendant une certaine période, un marasme juridique énorme? Tout ce qui est, maintenant, matière à analyse, à évaluation devant les tribunaux va... Que ce soit le droit civil, que ce soit... Sans parler du coeur même de la problématique constitutionnelle qui va faire l'objet d'une surenchère de procédures à tous les niveaux. Est-ce, qu'on ne crée pas, par le mécanisme que vous ouvrez, une période d'instabilité de tout le système judiciaire?

M. Braën (André): Oui, avec votre permission, M. le Président. Je ne le crois pas, pour la

raison suivante: Le projet de loi que l'on propose à l'article 2 prévoit la continuité du droit et des institutions. Or, à l'heure actuelle, en vertu du partage des compétences, la législation, aussi bien provinciale que fédérale, n'est pas en conflit. Tant que le Québec n'aura pas agi et légiféré de son propre chef sur une compétence qu'il jugera nécessaire et importante, à ce moment-là, il n'y aura pas de conflit. L'objet, encore une fois, de notre proposition, est de permettre un déblocage juridique. On ne présume pas du choix final ou de l'avenir final du Québec sur le plan constitutionnel, on veut tout simplement que le Québec puisse se donner un instrument – en ayant défini sa position – de gestion de la période de transition, parce qu'il y a période de transition.

L'une des prémisses sur lesquelles se fonde notre mémoire, c'est la nécessité du dialogue. On a la politique de sa géographie en tant que telle. C'est pour ça que l'on pense que l'adoption d'un projet de loi comme ça modifierait la dynamique constitutionnelle et la dynamique politique du tout au tout, sans, du jour au lendemain, sur le plan juridique, créer le chaos auquel vous avez fait référence.

Une voix: Au fond, on s'enfonce dans le débat juridique.

M. Proulx: Nous, ça va paraître curieux, parce qu'on est des juristes. On pense que le débat, le vrai débat ne sera pas juridique. Regardez, par exemple, un exemple bien simple, très récent. L'Alberta a adopté, pas plus tard que l'année dernière, une loi carrément inconstitutionnelle, celle prévoyant l'élection du sénateur Stan Waters. Le renvoi sur le Sénat de 1980 est formel: Il est impossible de modifier par une simple loi, ni fédérale, ni provinciale, le mode de sélection des sénateurs. Est-ce qu'on s'est mis à contester la loi sur l'élection? En aucune façon, on a même nommé M. Stan Waters. Parce que l'Alberta, par un exercice, donc, du peuple lui-même, a clairement fait savoir aux politiciens qu'ils n'avaient pas le choix.

Pour le Québec, c'est encore pire, parce que c'est la seule province – peut-être qu'il y en a d'autres, probablement – en tout cas, est certainement une province qui est une nation, au surplus, qui a droit à l'autodétermination. Alors, ce que nous croyons, c'est que le débat, juridique est un faux débat parce que le reste du Canada va savoir qu'à partir de cette loi-là, le Québec a le dernier mot, de toute façon. Et si le problème est un problème juridique, eh bien! le Québec a le dernier mot. Tout l'appareil judiciaire et provincial, c'est pour ça, un palais de justice. La seule chose qu'il y a de fédéral là-dedans, c'est les juges des cours supérieures. Ce n'est pas une grosse affaire.

Le Président (M. Jean Campeau): On peut

passer à un autre. M. Poissant.

M. Poissant: Merci, M. le Président. Moi, comme les autres, quand j'ai vu votre rapport, ça m'a plu, d'abord pour bien des choses, mais une entre autres: Imagine-toi, j'ai cinq professeurs francophones qui enseignent à l'Université d'Ottawa. Finalement, je vais avoir le meilleur des deux mondes. Et cette question, quand j'ai vu le régime de primauté des lois, là j'ai dit: Ça y est, je pense qu'on a finalement notre solution. Mais je reviens à la même question que Mme Pelchat tout à l'heure. Quand je lis le mémoire, que je progresse dans le mémoire, je me dis: Quelle différence y a-t-il entre ça et tout simplement déclarer sa souveraineté? Et la question, je vais aller plus loin que la question des gens qui sont intervenus avant moi, c'est que si le gouvernement fédéral, dans les lois, qu'il y ait juxtaposition ou que les deux interviennent — on a parlé de différentes lois, il n'est pas nécessaire de les énumérer ici — décidait que, lui aussi, ces lois ont primauté, qu'est-ce qu'on fait?

Une voix: On arrête.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Proulx: Écoutez. À partir du moment où on déclare que, au Québec, ce sont les lois québécoises qui ont primauté, à partir du moment où on reconnaît que le Québec a droit... Si vous n'admettez pas ça que le Québec a le droit à l'autodétermination, bien, évidemment, vous allez dire: La loi fédérale va l'emporter sur la loi québécoise. Mais si vous admettez et si vous obligez les 100 juges de la Cour supérieure à l'admettre, à défaut de quoi ils se retrouvent... ils perdent leur bureau...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Proulx: Hein? À la limite, c'est ça, là, si vous voulez vous enfoncer dans le débat juridique. Si le Québec a droit à l'autodétermination, c'est lui qui détermine, c'est lui qui a le droit de déterminer quelle loi va primer. C'est comme le Canada, ça. C'est le Canada qui détermine que ses lois priment les lois britanniques. C'est comme ça que s'est développée, petit à petit, pas du jour au lendemain par un référendum, d'année en année, l'indépendance du Canada. Ça aurait pu être une autre formule.

M. Poissant: Oui, je suis d'accord avec vous, en supposant qu'on puisse le faire, mais j'ai un autre partenaire qui dit: Mes lois ont primauté sur le Canada tout entier, y compris le Québec... parce qu'on fait encore partie du Canada. Alors là, on tombe dans de la juridiction... pas dans la juridiction, mais dans des procès juridiques. On n'en finit plus et je me demande si on a vraiment la solution.

M. Archambault: Je n'ai pas la réponse au sens où ça va calmer toutes vos inquiétudes. Mais si vous me permettez, avec grand respect pour cette honorable assemblée, cette assemblée est parfaitement inconstitutionnelle. Je vais vous dire pourquoi. Vous êtes parfaitement inconstitutionnels. Relisez la loi qui vous a constitués et vous allez vous rendre compte qu'on est à la recherche d'un processus d'amendement de la constitution du Québec qui sera différent de celui prévu à la loi de 1982. Et le premier ministre de la province a refusé de négocier et a dit carrément qu'il n'allait pas négocier suivant la procédure d'amendements constitutionnels de 1982. Ce qui veut dire qu'on est à la recherche, vous et moi, tous ensemble, d'une démarche contraire à celle de 1982 et qui, tenez-vous bien, sera, par définition, inconstitutionnelle. Et je ne veux pas vous inquiéter. Nous sommes tous dans l'inconstitutionnalité, ici, aujourd'hui.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, M. Beaudry...

M. Poissant: Il ne me reste pas le temps pour une autre question?

Le Président (M. Jean Campeau): Non.

M. Beaudry: Merci, M. le Président.

M. Poissant: Ça allait tellement bien!

Le Président (M. Jean Campeau): Pour eux autres, oui.

M. Beaudry: C'est clair dans l'esprit de tout le monde que ce n'est pas clair, votre affaire. J'ai l'impression.

Maintenant, vous nous dites, vous, qu'avec les tribunaux qu'on a... les tribunaux québécois... Si les tribunaux reconnaissent notre droit à l'autodétermination, les tribunaux, à ce moment-là, devraient se ranger du côté de cette loi déclarant la primauté des lois du Québec dans les sphères où on voudrait bien l'appliquer. C'est bien ce que j'ai compris de votre intervention. Est-ce qu'il ne serait pas possible, dans ce contexte-là, pour sécuriser les gens dans leur esprit, de prendre le projet que vous avez déposé devant nous, le soumettre aux cours présentement et demander par voie de jugement déclaratoire si, dans le contexte où on déposait une telle loi devant l'Assemblée nationale et qu'elle était adoptée, si cette loi-là, en raison du fait qu'elle aura été confirmée par un référendum sur notre droit à l'autodétermination et utilisant les allégués qui vous y mettez, si les tribunaux seraient prêts à la reconnaître? À ce moment-là, on dissiperait tous les doutes, bien sûr. Je ne suis pas sûr que je m'en vais dans la bonne

direction par rapport à ce que vous avez dit, mais je vous pose la question.

M. Proulx: Mais parce que vous faites abstraction de la dynamique politique. Il est évident que ce projet de loi est inconstitutionnel.

M. Beaudry: Oui, oui. Ça, je le comprends.

M. Proulx: O.K. On comprend tous ça.

M. Beaudry: Mais si c'est vrai...

M. Proulx: Je pense que l'exposé de mon collègue Archambault est assez clair là-dessus.

M. Beaudry: Oui, oui, mais si on part de ça. Vous nous dites qu'il est inconstitutionnel. Je me raccorde et je me rallie à ceux qui disent: Quand même on adopterait une loi ou qu'on dirait: En immigration, dorénavant on ne passe pas par le Canada, on fait entrer nos immigrants directement au Québec; par le fait qu'elle est constitutionnelle, la loi qu'on voudrait adopter par la suite ou la loi de laquelle on voudrait se soustraire, on ne pourrait pas le faire. Alors, pour qu'on puisse se servir de votre loi sur la primauté, en se basant sur notre droit à l'autodétermination, est-ce qu'on peut réellement dire: On a droit à notre autodétermination? Et ça, ça devrait être reconnu par nos tribunaux au Québec pour toutes les raisons qu'on a déjà énumérées. Je m'abstiendrai de répéter. Si c'est vrai ça, cette prémisse-là, qu'est-ce qui vous empêche, vous autres, de prendre ce projet de loi-là puis aller devant la Cour supérieure, demain matin, puis dire à la Cour supérieure: Reconnaissez au Québec son droit à l'autodétermination? Et voici un projet de loi qu'on a devant nous qui pourrait adopter une loi sur la primauté du Québec et, par voie de jugement déclaratoire, qui pourrait même aller jusqu'à la Cour d'appel du Québec, qui serait confirmée jusque-là. On aurait au moins une sécurité au niveau de l'Assemblée nationale du geste qu'on a posé avant même de le poser. Là, je vous laisse répondre à ça.

M. Archambault: Vous permettez, M. le Président? C'est que la Cour supérieure, la Cour d'appel, la Cour suprême du Canada, aujourd'hui, la déclarerait inconstitutionnelle parce que contraire à la loi de 1982 qui prévoit une procédure d'amendement de la Constitution du Canada et des provinces. Excusez-moi, on tourne peut-être en rond. Mais, c'est évident que tant et aussi longtemps qu'il n'y a pas un référendum quelconque, la constitutionnalité du Québec, c'est celle de la loi constitutionnelle de 1982.

M. Beaudry: Est-ce que vous me dites, dans ce cas-là, qu'une fois que nous aurons eu le référendum, en présumant que l'on adopte la

loi – supposons qu'on l'adopte – demain matin, on fait le référendum puis on demande à la population: Êtes-vous d'accord avec cette loi-là, avant de la mettre en application dans les diverses sphères de gouvernement dont vous nous avez parlé, dans les diverses compétences qu'on peut retrouver au niveau provincial et qui chevauchent celles du fédéral? Est-ce qu'il serait possible, dans votre opinion, de prendre cette loi-là avant de la mettre en application et d'aller devant la Cour pour dire: La démarche qu'on a prise, nous, comme Assemblée nationale confirmée par référendum pour déterminer notre autodétermination, on vous demande à vous, la Cour supérieure, de nous dire par jugement déclaratoire si cette loi-là est légale ou illégale?

Le Président (M. Jean Campeau): Devant...

M. Beaudry: Est-ce que ce processus-là vous conviendrait? Laissez-les répondre...

Le Président (M. Jean Campeau): Je vais peut-être...

M. Beaudry: ...s'il vous plaît, M. le Président!

Le Président (M. Jean Campeau): Oui, je vais les laisser répondre.

M. Beaudry: On est tous pris avec le problème. Ha, ha, ha!

Le Président (M. Jean Campeau): Mais je vais les laisser répondre, là, quitte à ce que, même sur un exercice intellectuel si profond, je vous dise: Pouvez-vous répondre par oui ou non?

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Archambault: La légalité serait celle de tout référendum, y compris celui de 1980.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Alors, on va arrêter là, et je vais passer la parole au secrétaire qui a une mise au point à faire.

M. le Secrétaire Rousseau: Merci, M. le Président. Simplement pour dire que je crois, bien comprendre que, malgré tout ce qui a été dit, la loi 90 qui crée cette Commission est tout à fait constitutionnelle. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, merci, messieurs, pour cet excellent exercice intellectuel. Quelques petites nouvelles pour les membres de la Commission, bonne nouvelle pour ceux qui n'aiment pas l'avion. En raison de l'incertitude au sujet de la température, le trajet de Hull à Sherbrooke se fera en autobus. Le départ de l'hôtel se fait à 8 heures demain matin

et tout le monde est prié d'être à l'heure. Aujourd'hui, buffet pour les membres au restaurant La Jardinière, et les travaux reprennent dans 30 minutes, à 19 heures.

(Suspension de la séance à 18 h 22)

(Reprise à 19 h 10)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous reprenons les travaux. Bienvenue M. Charles Castonguay. Vous avez cinq minutes pour le sommaire de votre mémoire.

M. Charles Castonguay

M. Castonguay (Charles): Merci, M. Campeau. Je vous remercie aussi, Mmes et MM. les commissaires, de m'avoir invité. C'est un grand honneur d'être là à titre personnel. Je ne fais pas partie d'une association, cependant je fais des recherches et j'ai cru qu'une des dernières choses que j'ai observées, dans les statistiques des recensements canadiens, intéresserait la Commission et je vous ai donc préparé ce très bref mémoire, en ajoutant en annexe un travail plus étoffé que j'ai fait publier, il y a maintenant deux ans. Bien sûr, j'ai toute sorte d'autres choses sur la table et ce qui me manque, c'est le temps de publier, le temps d'écrire. Donc, il s'agit, dans ce petit mémoire que vous avez sans doute lu et sinon, c'est tellement court que je vais le résumer en quelques mots seulement...

Ce que j'ai observé c'est la fragilité de la francisation du Québec, plus particulièrement de la francisation des immigrants allophones. Alors que d'une vague d'immigration à l'autre, la part du français, l'attraction du français sur les immigrants allophones allait croissant depuis le début des années soixante jusqu'à la fin des années soixante-dix, voilà que pendant la toute dernière période pour laquelle nous avons des statistiques, c'est-à-dire la période 1981-1986, grâce au dernier recensement, qui est celui de 1986, la part du français, ou la force d'attraction relative du français comme je l'ai appelée ou d'autres l'ont appelée avant moi d'ailleurs, a fléchi et j'ai essayé de m'expliquer pourquoi la progression de la part des immigrants allophones qui adoptaient le français plutôt que l'anglais s'est arrêtée à ce moment-là.

Évidemment, on pense au référendum de 1980, on pense à un certain laisser-aller, à une certaine morosité au sein de la société québécoise dont parlaient les journalistes pendant deux ou trois ans après cet événement, on pense au regain d'une certaine idée d'un Québec bilingue qui revenait avec des promesses électorales dans le genre de... Bien, on va réinstaurer l'affichage bilingue quand on sera de retour au pouvoir. Ça faisait partie de la plate-forme électorale offi-

cielle du Parti libéral du Québec, aux élections de 1985, on sentait que les gens s'attendaient à un changement de pouvoir et avec ce changement de pouvoir, un changement de cap et le genre de consensus ou de paix linguistique qu'on avait connu, qu'on avait vécu pendant une bonne période de temps, s'est effrité et, comme vous le savez tous, ceux d'entre nous qui habitons le Québec ou le Canada, il y a de nouveau dissension sur les objectifs de la société québécoise, sur les moyens d'y arriver, sur les pouvoirs du Québec vis-à-vis du gouvernement fédéral, quant à la défense ou l'illustration du français ou de l'anglais, et je crois que ce renversement de la tendance qui était favorable au français s'explique essentiellement par ce phénomène majeur de changement du climat socio-politique qui a fait que les immigrants récemment arrivés, les plus récemment arrivés, ont fait de nouveaux calculs, comme fait tout nouvel immigrant, et se sont demandés: Quelle est la langue qui, pour moi, a le plus d'avenir? Et un pourcentage plus important de nouveaux arrivants a commencé à adopter l'anglais, de préférence au français.

Alors c'est une toute petite recherche qui s'ajoute à bien d'autres qui sont venues avant, mais j'aimerais saisir les quelques instants qui me restent pour aborder le sujet sous un angle plus vaste. C'est que ce conflit, ce climat de contestation linguistique, politique que nous vivons au Canada maintenant, je dirais depuis la commission qui vous a précédée, qui dans mon esprit est la commission B.B., la commission Laurendeau-Dunton qui avait pour objectif d'identifier les causes de la crise politique canadienne des années soixante.

À cette époque, il y a eu un grand débat entre les principes de personnalité et les principes de territorialité en matière de politique linguistique. Et comme vous le savez tous, c'est le principe de personnalité qui l'a emporté. Et depuis, nous avons vécu une situation politique où le gouvernement fédéral se fait le défenseur de ce principe de personnalité au détriment du principe de territorialité, d'un bilinguisme territorial qui accorderait au Québec le droit de légiférer et de protéger la langue comme il le voit, utile et nécessaire sur son territoire. C'est le genre de politique linguistique que nous voyons dans d'autres pays qui vivent une relative paix. Je dis "relative paix linguistique" comme la Suisse, la Belgique, la Tchécoslovaquie, etc. Ce sont des pays qui ne sont pas éclatés. Mais on nous a présenté ce genre de bilinguisme territorial comme étant... Vraiment, on a mené une guerre sainte contre ce genre de concept, et je pense qu'on a peut-être fait fausse route, à cette époque, et il est temps de revoir les bases de notre entente éventuelle ou future avec le reste du Canada.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait. Si vous voulez, M. Castonguay...

M. Castonguay: Je m'arrête, là.

Le Président (M. Jean Campeau): ...nous allons maintenant passer aux interventions.

M. Castonguay: Très bien. Je m'excuse.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, nous commençons avec Mme Pauline Marois.

Mme Marois: Merci, M. le Président. Alors, M. Castonguay est, comme toujours, bien humble puisqu'il a largement contribué, par ses recherches, à toute la réflexion en ce qui concerne la situation du français au Québec et ce, depuis un bon moment. Alors, je le remercie de participer à nos travaux.

Dans votre document, celui qui est en annexe de votre petit mémoire, en fait, qui est un article que vous avez produit, vous mentionnez, à l'avant-dernier paragraphe de la page 59, dans une phrase qui est la suivante: "À moins que la très grande partie des futurs gains migratoires ne soient francophones ou ne se francisent, la population francophone du Québec diminuera à la fois en nombre et en poids relatif." Depuis le début de nos travaux, plusieurs personnes sont venues discuter avec nous de ce qui concerne l'état de santé de la langue française au Québec. Certains d'entre nous et certaines personnes qui sont venues ont voulu nous rassurer en nous disant qu'on n'avait pas à s'inquiéter. D'autres ont manifesté certaines inquiétudes quant à la possibilité de continuer à progresser et d'être une langue qui attire l'adhésion si on veut. Alors cette phrase, elle est très dure, finalement, parce que vous dites: la population francophone du Québec diminuera à la fois en nombre et en poids relatif. Est-ce que vous avez imaginé, soit un moment critique ou une masse critique où cela pourrait se produire?

M. Castonguay: Les démographes, jusqu'à nouvel ordre, prévoient un plafonnement de la population du Québec – ça varie d'un démographe à l'autre – de 2005 à 2015, 2020. Un plafonnement de la population du Québec suivi d'une régression, d'une diminution du nombre. Les francophones étant la majorité très nette de la population québécoise, ça entraîne une diminution du nombre de francophones. Qu'est-ce qui diminuerait la proportion de francophones au Québec? Bien, comme vous le savez tous, nous sommes aux prises au Québec avec une sous-fécondité très grave: 1,4, 5, 6 enfant, 1,4, 1,5 enfant par femme, d'un démographe à l'autre. C'est très loin du seuil de remplacement des générations qui, comme vous le savez, est de 2,1 enfants par femme. Alors comment renouveler cette population? Comment maintenir les effectifs, maintenir le poids relatif de cette population sans aller chercher un apport migratoire important, soit en termes de francophones

directement ou de personnes non francophones qui, au fur et à mesure que les générations se succèdent, optent pour l'adoption du français comme langue principale au foyer? Il n'y a pas d'autre sortie. Démographiquement, il y a des entrées, il y a des sorties. Les entrées sont des naissances et des immigrants. Les sorties sont la mortalité et l'émigration. Ça se résume essentiellement à cela. Alors, quand on s'intéresse à l'avenir de la population francophone du Québec, il n'y a pas 36 façons d'alimenter, de maintenir seulement le nombre actuel. Alors, le seuil dont vous parlez, je pense qu'on y approche bientôt. Évidemment, les prévisions vont se nuancer au fur et à mesure qu'on approche. Actuellement, semble-t-il qu'il y a une certaine reprise, légère, de la fécondité des francophones au Québec. C'est à suivre.

Mme Marois: D'accord. Merci. Vous savez qu'on a fait des efforts assez importants et significatifs en matière de langue de travail, parce que la prétention qu'un certain nombre d'entre nous avaient, c'est que s'il devenait intéressant de vivre mais aussi de gagner sa vie, de travailler en français, on risquait de faire un choix plus définitif.

Est-ce que vous partagez ce point de vue-là et est-ce que ça vous paraît suffisant? Parce que, à la fin de votre mémoire, vous faites une toute petite recommandation: Clarifier de façon définitive les objectifs et les pouvoirs de la société québécoise en matière linguistique. Or, évidemment, je parle du français comme langue de travail, mais il y a tout le reste qui s'ensuit... français comme langue d'affichage et tout le reste. Est-ce que vous croyez que, essentiellement, avec les pouvoirs que nous avons et qu'en insistant par exemple sur le français, langue de travail, c'est suffisant ou ça exige que l'on possède d'autres pouvoirs pour assurer non seulement une survie mais un progrès? Parce que survivre ce n'est pas intéressant non plus.

M. Castonguay: La francisation de la langue de travail, sûrement, apporte de nouvelles recrues à la langue française. On ne peut pas s'expliquer autrement pourquoi, dans le passé, les allophones, massivement à Montréal, s'anglicisaient. C'est que l'anglais, c'était la langue de la piastre. Pourquoi les francophones eux-mêmes au Québec s'anglicisaient? Il y en a un certain nombre qui s'anglicisent encore, notamment ceux qui gagnent des revenus plus élevés. Le taux d'anglicisation des francophones au Québec, parmi les couches qui gagnent les revenus les plus élevés, est assez intéressant. Et aussi, on peut regarder les francophones à l'extérieur du Québec. Pourquoi les mariages mixtes, quand ils ont à choisir une langue pour leurs enfants, optent pour l'anglais plutôt que pour le français? Je suis sûr qu'ils sont convaincus que l'avenir économique, social, la promotion socio-économi-

que de leurs enfants passe par l'anglais, à l'extérieur du Québec, le plus souvent qu'autrement. Donc, je pense qu'il n'y a aucun doute sur l'efficacité et l'importance de la langue de travail. Il faut dire qu'au Québec on n'a pas complété le programme, c'est-à-dire, à ma connaissance, on a travaillé vers la francisation de la langue de travail dans des entreprises de 50 employés ou plus. Actuellement, il y a une certaine contradiction que vivent les allophones qui arrivent. Leurs enfants sont scolarisés en français, obligatoirement, alors que les parents, eux, sont obligés de travailler dans des petites et moyennes entreprises, où la langue de travail est l'anglais et vous n'y...

Le Président (M. Jean Campeau): Nous allons passer à une autre intervention, si vous le voulez bien.

M. Castonguay: D'accord.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Jean-Pierre Hogue.

M. Hogue: M. Castonguay, c'est impressionnant de pouvoir vous poser des questions. Vous avez une réputation qui, à travers les journaux, nous amène à vouloir vous lire beaucoup plus souvent et... C'est ça, je suis impressionné. Je crois que vous... En attendant de me retrouver, je vous félicite.

Des voix: Ha, ha, ha.

M. Hogue: À la page... Je vous pose une question et je vous demande un commentaire. À la page 5, vous dites: "Il nous paraît essentiel de lever, de façon définitive, l'ambiguïté, etc." Vous reconnaissez, ça va de soi, votre texte. "...qui entoure la nature et les pouvoirs de la société québécoise en matière linguistique". Lorsque vous dites: "de lever de façon définitive l'ambiguïté", est-ce que c'est à l'intérieur de votre mémoire? Vous voulez nous permettre, par la lecture, de lever l'ambiguïté ou vous faites un état de... "statement", là, un état d'une question?

M. Castonguay: Je ne comprends pas très bien.

Des voix: Ha, ha, ha.

M. Hogue: Un énoncé. Est-ce que vous faites un énoncé qu'il nous faudra, ou qu'il nous faudrait, lever de façon définitive l'ambiguïté qui entoure la nature et les pouvoirs de la société québécoise?

M. Castonguay: Je pense que l'ambiguïté dont il est question, c'est justement de savoir: Est-ce qu'il s'agit d'une société bilingue, ou est-

ce qu'il s'agit d'une société où le français est incontesté... de façon incontestée la langue véhiculaire, le gagne-pain, la langue de la piastre, la langue des communications publiques, ainsi de suite? Je ne parle pas des communications en privé, évidemment. Je pense que tout le monde s'accorde pour conclure que la présence du fait français en Amérique du Nord, surtout avec la situation qu'on connaît actuellement du côté de la sous-fécondité, la situation du fait français est fragile, plus fragile qu'elle ne l'a jamais été. Parce que, par le passé, par une fécondité extraordinaire, on réussissait à passer outre tous ces problèmes d'assimilation. Des millions de francophones à l'extérieur du Québec qui ont été assimilés, pas seulement au Canada mais, bien sûr, j'entends par là aussi la Nouvelle-Angleterre et d'autres États des États-Unis. Il y en a des millions qui ont quitté le Québec pour des raisons économiques et les enfants ou les descendants, finalement se sont anglicisés. Alors, je pense... Nos mémoires contribuent à refaire cette démonstration, si vous voulez. C'est encore une petite démonstration qui s'ajoute à tellement d'autres qui indiquent que le fait français est fragile au Québec, même avec les efforts considérables que nous avons faits avec les lois 22 et 101.

J'ai entendu aux nouvelles, ce matin encore, que le ministère de l'Immigration du Québec proposait des nouvelles mesures de façon à pouvoir mieux contrôler ce qui se passe avec la composition culturelle et linguistique sur le territoire québécois. Lever l'ambiguïté, je veux dire par là clairement s'entendre, établir un consensus nouveau. Je pense qu'il existait déjà il y a quelques années. J'avais plein d'amis anglophones avec qui je parlais français spontanément; je veux dire que le français était la langue courante - était ce qu'on appelle la langue véhiculaire - au Québec pendant un certain nombre d'années. À un moment donné, cela a brisé et là, on a eu des gens qui nous répondaient... Enfin, j'ai lu dans les journaux, des témoignages de bien d'autres personnes aussi, ce genre de rumeurs qui finissent par faire un portrait d'ensemble des comportements linguistiques publics, et qui étaient assez inquiétants.

M. Hogue: Vous me permettez de vous poser une question théorique? Est-ce que, plus il y a de normes et de règlements, moins il y a utilité d'être conscient de sa fierté? Je répondrais "oui" mais...

M. Castonguay: Je pense que... Je ne sais pas. Il me semble qu'il s'agit de deux choses assez différentes.

M. Hogue: Oui, oui, c'est une dichotomie, ça va de soi. Je l'oppose...

M. Castonguay: Normes rime, à mon avis,

avec pouvoir alors que fierté, c'est une question fondamentalement personnelle. On ne peut pas forcer quelqu'un à être fier, ça c'est clair. C'est spontané, ça. Ça vient de la nature.

M. Hogue: Plus on se sentirait fier, plus on pourrait retrouver le modèle de l'échange que vous souleviez tout à l'heure avec vos collègues ou amis anglophones.

M. Castonguay: Si on levait l'ambiguïté, non seulement de la nature de la société québécoise mais aussi des moyens dont disposerait le Québec pour parvenir à réaliser cette société, pour asseoir de façon définitive la sécurité du fait français au moins sur le territoire québécois — c'est ce qui reste de fait français en Amérique du Nord — on pourrait peut-être regretter que... Déjà, dans les journaux, on entend parler de limiter ou de contrôler l'immigration, d'agir de façon à ce qu'il y ait davantage de francophones qui soient recrutés. Je trouve que c'est peut-être un signe de faiblesse d'avoir à passer de telles mesures nouvelles et que le Québec se prive peut-être, comme il s'est déjà privé dans le passé, à l'époque de la lointaine colonie, quand on a exclu les Huguenots de la colonie...

Le Président (M. Jean Campeau): M. Castonguay, nous allons passer à d'autres interventions...

M. Castonguay: ...Je pense qu'on a peut-être coupé certaines compétences qui auraient été très utiles.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous allons passer à une autre intervention. Mme Côté.

Mme Côté: Oui, je pense que vous venez de le dire, le fait français est fragile au Québec, et on a eu, d'ailleurs, un docteur en linguistique à l'Université de Chicoutimi qui est venu livrer un message à peu près semblable au vôtre. Cependant, ce que je trouve intéressant dans votre mémoire, c'est que vous faites une démonstration chiffrée que la force d'attraction de l'anglais conduit à une augmentation de 39 % à 46 % de l'anglais chez les allophones, et vous parlez d'un double message de promotion des deux langues. Mais vous parlez aussi du phénomène de l'anglais qui agit comme phénomène d'assimilation. Tout à l'heure, vous avez parlé de la langue de l'avenir, de la loi du plus fort, de la langue de la vie qui est actuellement l'anglais.

Mais cependant, quand je regarde ce que vous proposez, vous proposez de rapatrier, de négocier les pleins pouvoirs en matière linguistique. Or, vous savez que ça traverse l'ensemble des secteurs d'activité de la vie de quelqu'un ou de quelqu'une. Est-ce que vous ne pensez pas que le temps qu'on va prendre à négocier

— ayant en tête les difficultés qu'on a eues à l'occasion du lac Meech — va faire en sorte que la tendance dont vous parlez risque de devenir irréversible et que le français ne puisse pas retrouver son statut de langue de promotion pour les Québécois?

M. Castonguay: Oui, nous vivons une période extrêmement cruciale, depuis quelques années, depuis qu'on s'est rendu compte de l'importance de la sous-fécondité des francophones au Québec. Nous avons à prendre ce que j'ai appelé, dans l'annexe de mon mémoire, un virage démographique. Comme on a parlé, à une certaine époque, de virage économique, il y a aussi un virage démographique à prendre et je pense qu'on le négocie, ce virage-là, en étant au contrôle. Si on n'a pas le maximum de contrôle, on risque de déraiper vers une situation irréversible.

(19 h 30)

Je crois qu'il faut bien se le dire, si la proportion des francophones au Québec se mettait à diminuer, ça serait fort difficile de l'arrêter. D'ailleurs, si on n'avait pas pris des mesures énergiques, déjà, depuis l'époque du libre choix de la langue d'enseignement, donc de la loi 22 encore une fois, et la loi 101, et d'autres mesures du genre, je pense qu'on peut dire avec certitude que la situation de stagnation, ou plus ou moins de manque de progression du fait français dans la société québécoise qu'on constate à l'heure actuelle, aurait été remplacée par une déroute. Si on n'avait rien fait, si on n'avait pas ces normes, ces règlements, et tout ça, je pense que c'est assez sûr qu'avec le choix massif que les allophones et les Italiens de Montréal faisaient à l'époque de la crise de Saint-Léonard et tout ça, de l'enseignement en anglais, l'engouement pour l'anglais...

À l'heure actuelle, 90 % des jeunes italo-phones de Montréal optent pour l'anglais comme langue d'usage, plutôt que pour le français. Alors que dans le passé, lorsque la religion catholique était plus importante, et ainsi de suite, il y avait des affinités peut-être entre la communauté italienne de Montréal et la communauté francophone. Il y avait davantage d'italo-phones qui choisissaient le français que l'anglais.

Alors, on vit actuellement avec le résultat. Dans un certain sens, les Italiens ont été perdus pour la communauté francophone. Il y a eu... On a dépassé un certain cap, et là on est arrivé où ils s'anglicisent presque totalement. Alors...

Le Président (M. Jean Campeau): O.K. Parfait. Je m'excuse de toujours vous interrompre, le temps est limité. M. Duceppe, si vous avez une question rapide, à même la présidence. Et je passerai la parole à M. Maciocia par la suite.

M. Duceppe: O.K. Selon vous, les responsabilités actuelles du Québec, en matière d'immigration, permettent-elles au Québec de se donner les moyens pour répondre au problème que pose l'intégration des immigrants et des immigrantes à la société québécoise francophone?

M. Castonguay: Comme Mme Côté y a fait allusion, dans son intervention, il y a un instant, je pense que c'est un gros programme d'avoir le maître d'œuvre des politiques linguistiques sur un territoire. Ça touche à beaucoup de choses. Entre autres, et je l'ai déjà écrit il y a une quinzaine d'années, je ne vois pas comment on pourra sécuriser le fait français au Québec de façon définitive, de façon à ce qu'on puisse penser à autre chose, à ce qu'on puisse passer à autre chose, sans contrôler l'immigration sur le territoire québécois, et les communications, et la politique culturelle et linguistique; alors, ces trois choses-là au moins, au moins.

Maintenant, je pense quand j'ai mentionné le refus d'une sorte de bilinguisme territorial, exprimé par le Canada, par le gouvernement Trudeau, d'abord. Par la suite, finalement on a fini par comprendre que... je pense qu'on peut dire... le reste du Canada ne peut vivre, ne peut pas, lors d'une négociation, accepter une forme de politique, bilinguisme territorial, où le Québec serait le maître d'œuvre, là de ses programmes, de ses politiques sur son territoire. Je pense qu'il va falloir leur forcer la main parce que je pense que maintenant... Ça fait 25 ans depuis la commission B.B., depuis toute cette discussion-là. Et je pense que le temps a traîné passablement, et le virage qu'on prend actuellement est très, très, très critique. La conjoncture est bien, bien, bien particulière...

Le Président (M. Jean Campeau): Je vous interromps encore une fois, monsieur...

M. Castonguay: ...et c'est maintenant ou jamais.

Le Président (M. Jean Campeau): ...Castonguay. Alors M. Ciaccia, une courte intervention... Maciocia.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Maciocia: Merci, M. le Président...

Le Président (M. Jean Campeau): C'est un de mes bons amis...

M. Maciocia: Je voulais seulement, M. Castonguay, remettre en place une affirmation que vous confirmiez tantôt, dans le sens qu'il y a 80 %...

Une voix: 90 %.

M. Maciocia: ...des italophones, ou 90 %, qui vont à l'école anglaise et ça, tout dernièrement. C'est complètement faux, M. Castonguay. Probablement dans les années soixante ou début soixante-dix, oui, mais je peux vous affirmer aujourd'hui que quasiment 50 % des élèves italophones fréquentent des écoles françaises. Oui?

M. Castonguay: Sauf, je regrette, M. Maciocia. Je n'ai pas parlé de fréquentation scolaire, j'ai parlé de transfert linguistique, j'ai parlé des choix linguistiques que font des personnes de langue maternelle italienne lorsqu'elles optent pour l'adoption soit de l'anglais, soit du français comme langue d'usage au foyer. La langue d'usage au foyer, c'est la lingua del cuore, d'accord...

Le Président (M. Jean Campeau): ...

M. Castonguay: ...c'est la langue de l'identité. Je ne parle pas de la fréquentation scolaire. Ça, vous pouvez parler des transferts scolaires, c'est une chose. Moi, je parlais de l'adoption d'une sorte de langue d'identification principale. La langue principale choisie par les italophones au Québec, à l'heure actuelle, c'est à 90 % l'anglais par rapport à 10 % le français. Alors que c'était le contraire dans le passé.

Le Président (M. Jean Campeau): Une dernière intervention M. Maciocia. Allez-y.

M. Maciocia: Bien, parce que c'est mon collègue qui doit...

Le Président (M. Jean Campeau): Non, non, non, allez-y. Avez-vous quelque chose à répondre, là?

M. Maciocia: Non, je voulais ajouter seulement que ce n'est encore pas tout à fait la vérité, M. le Président, 90 % des italophones qui optent pour la langue anglaise même dans les foyers. Je dirais même plus que la très grande majorité opte pour leur langue maternelle, c'est-à-dire l'italien. La très grande majorité... comme chez nous, on parle l'italien, on ne parle pas français ou anglais, mais la fréquentation... et à l'extérieur, aujourd'hui, c'est de plus en plus vers le français et la très grande majorité parle les trois langues.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait.

M. Castonguay: Je ne veux pas nier le fait que les italophones sont des exemples extraordinaires de trilinguisme...

Le Président (M. Jean Campeau): O.K. Parfait. Alors, on passe maintenant à M. Robert Benoit. Vous enchaînez là-dessus.

M. Benoit: M. Castonguay, merci d'être avec nous ici ce soir. Sûrement que la ministre à l'Immigration savait que vous veniez nous voir. Elle a annoncé – vous en avez mentionné tantôt – elle a déposé une politique dans laquelle elle fera doubler le nombre d'immigrants francophones, de 9900 à 19 000, dans les cinq prochaines années. Est-ce que c'est une mesure qui est suffisante ou est-ce qu'on doit aller plus loin dans les années à venir?

M. Castonguay: Moi, j'ai eu de la misère à comprendre la nouvelle, M. Benoit, parce que, en 1988, le nombre d'immigrants francophones au Québec a été de 2258. Alors, il y a encore ici un problème. De quoi parlons-nous? Je pense qu'avec l'interlocuteur précédent... il parlait peut-être de certaines sources d'information. Moi je parlais des données de Statistique Canada, qui ne sont pas les miennes. Quand, dans le journal, on lit qu'il y avait 20 000 immigrants francophones, et on va aller en chercher 40 000 ou quelque chose du genre, est-ce que ce sont des personnes qui sont capables de parler le français ou qui se déclarent capables de parler le français? Est-ce que ce sont des gens dont le français est la langue première? Manifestement pas, parce que les personnes de langue maternelle française, je le répète, selon un document du ministère de l'Immigration du Québec qui vient de me parvenir, pour l'année 1988, donnent un grand total de 2258 immigrants de langue maternelle française au Québec, sur un total de 25 700 immigrants. Alors c'est 9 %. Alors je ne sais pas de quel pourcentage... J'aimerais bien que les journalistes clarifient avant de publier les nouvelles. De quelle sorte de francophones parle-t-on? Voulez-vous reformuler, peut-être, votre question et je vais essayer peut-être...

M. Benoit: Non, ça va. Je vais poser une autre question où, là, je sais qu'on s'entend sur les chiffres, autant dans votre document que le ministre, à savoir qu'un très fort pourcentage des immigrants s'installe sur les deux îles, soit de Montréal ou l'île Jésus.

M. Castonguay: Oui.

M. Benoit: Je pense qu'on s'entend là-dessus. 87 %, on s'entend.

M. Castonguay: Oui.

M. Benoit: Quelles sont les mesures que vous prendriez pour amener ces immigrants-là dans les régions, où il semble qu'il y ait un taux d'adaptation près de la communauté francophone plus rapide et plus en profondeur? Mais le problème c'est de les amener dans les régions. On s'est fait dire ça dans les différentes régions. Je le vis moi-même dans ma région. Quelles seraient les mesures que vous nous inviteriez à

prendre?

M. Castonguay: Je regrette de ne pas pouvoir vous aider là-dessus. Ma spécialité, c'est l'analyse des données. Ça prend déjà tout le temps dont je dispose, avec l'enseignement également et d'autres fonctions. La recherche des solutions... Évidemment, il faut aller du côté économique, parce qu'on ne peut pas demander à des gens de quitter la région métropolitaine et de crever de faim et d'être en chômage. Quelle est la façon de revigorer l'économie des régions à l'extérieur de Montréal? Je crois que, là, vous avez des compétences autant que moi, à la Commission, qui dépassent de très loin les miennes. Alors, je regrette de ne pas pouvoir vous donner plus de...

M. Benoit: Je vais m'essayer sur une question un peu plus pointue. Tout votre travail repose en grande partie sur les statistiques de 1986, le recensement de 1986. Il y aura un recensement en 1991. Est-ce que, à partir de vos études, vous croyez que les "trends" que vous nous indiquez se continueront en 1991, ou s'il y a accélération ou décélération?

M. Castonguay: J'ai l'habitude de réserver mon jugement jusqu'à ce que j'aie les chiffres devant moi. Je ne suis pas démographe et je ne regarde pas dans les boules de cristal. Je regarde le présent, je regarde le passé, mais prétendre prévoir l'avenir, j'ose très, très rarement le faire. Quand on parle de diminution à peu près inéluctable de la population du Québec ou de la population du Canada – quant à cela, il en est question aussi – là, je me fie aux prévisions des spécialistes.

Je pense qu'on peut dire, en tout cas, que le climat sociopolitique au Québec à l'heure actuelle n'en est pas encore un de consensus. Peut-être qu'à partir de l'exercice que nous vivons actuellement émergera un tel consensus – ce serait très très souhaitable – et émergera une formule qui nous permettra de retrouver un élan, une paix linguistique comme on en a déjà connue et qu'on pourra passer à autre chose.

Mais qu'est-ce qui arrivera en politique dans deux mois, dans trois mois, à ce genre d'embryon d'espoir? Je n'oserais le prévoir. Comme vous le savez, il y a toutes sortes de retournements en cette matière. Je répète ce que j'ai dit auparavant. Nous vivons une période extrêmement délicate et je vais attendre jusqu'en 1993 pour voir les résultats de 1991. Je regrette. Je demeure prudent.

M. Benoit: Très bien. Merci, M. Castonguay.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Castonguay, merci pour la profondeur que vous apportez dans vos réponses. Merci de votre apport aux

travaux de la Commission sur l'avenir du Québec.

M. Castonguay: Encore une fois, ça m'a fait un grand plaisir et un grand honneur.

(Suspension de la séance à 19 h 41)

(Reprise à 19 h 43)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous recevons maintenant trois étudiants autochtones du Québec, de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa, M. Armand McKenzie, Mme Marie-Josée Simard et M. François Xavier. Alors, je comprends que M. McKenzie commence la présentation. Est-ce que c'est vous, M. Xavier?

M. Xavier (François): Oui.

Le Président (M. Jean Campeau): Allez-y.

Étudiants autochtones du Québec (Faculté de droit de l'Université d'Ottawa)

M. Xavier: Tout d'abord, (s'exprime dans sa langue). C'est une forme de salutation, on vous remercie de nous écouter. Tout d'abord, nous parlons en notre nom, non au nom des Étudiants autochtones du Québec, mais nous nous sentons quand même responsables de notre avenir, étant donné qu'il y a quand même 50 % de la population autochtone qui a moins de 20 ans. À titre d'étudiants autochtones en droit, il est important pour nous de présenter des moyens pour préserver notre dignité et notre fierté d'être amérindiens, avec des solutions de droit nouveau, de justice et d'équité au sein des communautés et du Québec.

Quelle que soit l'orientation choisie par la Commission, la question autochtone est inévitable, car nous sommes une partie intégrante de ce pays. Le Québec entre dans une étape décisive de son histoire. Nous comprenons et nous sommes en bonne situation pour comprendre la position légitime du peuple québécois. Comme peuple distinct, nous proclamons, au même titre que vous, notre droit à l'autodétermination, puisque nous cherchons à conserver une identité et un patrimoine culturel qui nous sont propres.

Les politiques d'assimilation ne visent qu'à nous intégrer pleinement dans le courant majoritaire de la population. Toutefois, s'il faut vivre ensemble, nous n'acceptons pas et rejetons formellement que les premières nations soient sous une tutelle québécoise ou fédérale, car il n'y a plus de place pour le paternalisme. Il ne faut pas non plus faire de transfert de juridiction d'Ottawa à Québec, car cela correspondrait à négocier une espèce de seconde loi sur les Indiens qui ne tient pas compte de notre identité culturelle. L'avenir des premières nations passe par les premières nations avant tout.

Notre simple participation à des négocia-

tions où la majorité l'emporterait n'est pas la solution. Jusqu'à ce jour, toutes les revendications autochtones n'ont mené qu'à des solutions canadiennes ou québécoises. Pour préparer l'avenir du Québec, il faudra reconnaître les autochtones comme nation distincte.

Trop souvent par le passé et encore récemment, les premières nations ont été des citoyens de dernière classe au sein de leur pays. Nous avons été des individus de dernière ronde dans les priorités constitutionnelles de vos gouvernements. Néanmoins, cela ne doit pas nous empêcher d'entreprendre des discussions. La position souveraine des premières nations va rester et demeurer, et nous voulons pleinement participer à la vie politique, économique et sociale du Québec.

On ne pourra désormais et on ne doit pas, dans le cadre d'un Québec souverain ou dans le cadre des réformes constitutionnelles, aller de l'avant sans une participation active des premières nations. C'est pour cette raison que nous croyons que, maintenant, à l'instar de l'initiative de René Lévesque, le Québec doit s'asseoir avec les premières nations afin de discuter, dans le cadre d'une commission neutre et indépendante, des relations entre le Québec et les autochtones.

Nous ne voulons plus réclamer des droits. Nos droits ont toujours existé, mais n'ont pas été respectés. Vous avez fondé vos revendications non pas sur votre nombre, mais sur votre spécificité culturelle. C'est aussi sur quoi se basent les nôtres. C'est là, nous croyons, la base nécessaire pour la définition de notre avenir à tous.

Mme Simard (Marie-Josée): Les principales recommandations que nous faisons à la Commission sont les suivantes:

Premièrement. Une commission indépendante et neutre qui devra être mise sur pied conjointement par les premières nations et le Québec, dont le mandat sera notamment de permettre la discussion sur les relations entre les premières nations et le Québec, d'étudier toutes les mesures proposées par les premières nations et le Québec en ce qui a trait, par exemple, aux questions suivantes: le gouvernement autochtone autonome, la gestion et le développement du territoire, les traités et les revendications territoriales, les questions financières et les mesures fiscales, d'agir comme médiateur en cas de conflit.

Deuxièmement. Avant toute modification de son statut, le Québec devra s'entendre avec les premières nations quant aux mesures à prendre par rapport à la section 91 (24) de la Constitution de 1867, c'est-à-dire la section sur les Indiens et les terres réservées aux Indiens.

Troisièmement. Peu importe le statut du Québec, ceci ne doit pas porter atteinte aux droits et libertés ancestraux des premières nations, aux droits reconnus et confirmés dans le

cadre des traités entre les premières nations et la Couronne, aux droits et libertés reconnus par la proclamation royale du 7 octobre 1763. Et finalement, peu importe le statut du Québec, ceci ne doit pas être interprété par la province comme une négation de la part des premières nations de leur droit ancestral de circuler librement sur leur territoire.

Le Président (M. Jean Campeau): Première intervention, M. Serge Turgeon.

M. Turgeon: Merci, M. le Président. Je trouve votre rapport très intéressant, très clair à ce sujet-là. Néanmoins, même si je suis d'accord avec ça pour dire que quelle que soit l'option que nous allons prendre, il va falloir reconnaître le droit des autochtones. Néanmoins, il y a certaines précisions que j'aimerais savoir.

Est-ce que vous faites une différence entre le droit à l'autodétermination du Québec et le droit à l'autodétermination des premières nations?

M. McKenzie (Armand): Basé sur... je vais répondre en premier dans ma langue montagnaise, ce que je comprends. Je veux dire... pour nous... parce que ce sont des termes francophones, ce sont des termes français, et pour nous, ce que ça veut dire en premier lieu, c'est: (S'exprime dans sa langue). Ça, c'est en montagnais. Ça veut dire avoir le contrôle de sa vie, c'est-à-dire le contrôle de moi-même. Donc, pour nous, ces concepts de droit à l'autodétermination, de souveraineté, de gouvernement responsable, ce sont tous des concepts occidentaux. Donc, il est difficile déjà, là-dessus, d'établir clairement la différence. Néanmoins, je pense que, basé sur la Charte des Nations Unies le droit d'autodétermination des peuples, je pense que ça convient à vous, comme ça convient à nous.

M. Turgeon: Nous, avoir le contrôle sur nous-mêmes, comme collectivité, c'est faire nos lois, pouvoir taxer et pouvoir signer, disons, des ententes internationales. En gros, c'est un peu ça. Vous, pratiquement, ça veut dire quoi avoir le contrôle de votre vie?

M. McKenzie: C'est avoir les pouvoirs législatifs, les pouvoirs exécutifs et judiciaires. C'est-à-dire, c'est une forme de gouvernement, ce qu'on pourrait appeler le gouvernement indien responsable. C'est un gouvernement qui tire son autorité, non pas d'une loi québécoise ou d'une loi fédérale, mais de la position souveraine des premières nations des peuples indiens.

M. Turgeon: Donc, ce n'est pas de faire appliquer vous-mêmes une loi québécoise, mais c'est de décider vous-mêmes d'une loi?

M. McKenzie: Oui. C'est-à-dire quelle loi va

s'appliquer sur notre territoire à nous autres.

M. Turgeon: Bien.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait. Nous allons maintenant à M. Gérald Larose.

M. Larose: Merci, M. le Président, je ne sais pas si je devrais me sentir gêné d'être parmi vous, ce soir. Selon M. Ryan, c'est lorsqu'on n'a rien à faire qu'on vient s'asseoir ici. Je vous dirais que pour un, c'est avec un sentiment et une volonté certaine de remplir un devoir civique exceptionnel que je suis assis ici et je m'excuse de ne pas l'avoir été tout le temps. Je remercie beaucoup le groupe d'étudiants autochtones d'être parmi nous et je voudrais particulièrement discuter du mécanisme que vous nous proposez, qui est la commission indépendante et neutre.

Si je comprends bien votre topo, projet souverain ou pas, ce n'est pas votre préoccupation, c'est le fait que les peuples autochtones puissent assumer leur propre destin. Et pour régler les litiges, vous proposez une commission indépendante et neutre. Il y a du monde qui a fait des recherches pour voir si ça existait, et ça existe. Il y a un tribunal en Nouvelle-Zélande, le tribunal de Waitangi, j'ai peut-être la mauvaise expression, qui est, en fait, une espèce de commission permanente, mixte, et qui passe en revue chacun des litiges et propose aux différentes parties, accompagne les parties dans les règlements. Est-ce que c'est un peu de cet ordre?

M. McKenzie: J'ai déjà entendu parler de ce tribunal ou de cette commission de Nouvelle-Zélande. Je n'y suis jamais allé mais je pense que c'est un bon pas pour... Je ne connais pas vraiment la nature même de cette commission, de cette espèce de tribunal, mais disons, d'après ce que j'ai pu en retenir et d'après les lectures que j'ai pu faire sur ce tribunal, que ça avait eu des résultats bénéfiques, tant pour les Australiens que pour les autochtones qui étaient présents dans cette Ile.

M. Larose: Si je me laisse inspirer par ceux qui sont venus devant nous, soit à Sept-Îles ou à Jonquière, les deux groupes nous disaient qu'il fallait d'abord reconnaître les droits des autochtones dans la Constitution, enchâsser cette reconnaissance-là dans la Constitution. Les deux nous parlaient, par ailleurs, d'un mécanisme. À Sept-Îles, c'était davantage le tribunal des peuples; à Pointe-à-la-Croix, c'était moins précis que ça mais il me semble que le cadre politique dans lequel les deux se situaient, c'est qu'à travers une souveraineté québécoise, il y a à tailler une souveraineté amérindienne, mais qui n'est pas l'équivalent, si je peux dire. D'entrée de jeu, ils éliminaient l'armée ou les relations extérieures avec d'autres gouvernements. Ce qu'ils voulaient,

c'est assumer le destin amérindien sur des terres précises, en réglant les litiges, évidemment. En réponse à Serge Turgeon, je me demandais si vous ne faisiez pas une équivalence des deux types de souveraineté.

M. McKenzie: Disons que, vous, ce que vous recherchez comme peuple distinct, comme Québécois, c'est vraiment quand vous parlez de définir la souveraineté. Ça c'est vraiment un pays souverain, un État international, reconnu internationalement. Notre souveraineté à nous autres, premièrement, c'est l'autonomie du peuple indien; c'est-à-dire que l'autorité indienne ne vient pas du Québec ni du Canada, ça vient de nous-mêmes. Donc, cette autorité-là, cette souveraineté ou ce gouvernement indien aurait des juridictions, des compétences législatives qui peuvent peut-être entrer en conflit avec celles du provincial et celles du fédéral. Et il y a certaines choses du fédéral, peut-être, qui seraient d'intérêt pour nous. Mais, dès le départ, il est évident que, quand on parle de souveraineté, ça veut dire contrôler tout sur nos vies. J'ai parlé d'armée, mais c'est évident que c'est dans le cadre de cette espèce de commission ou de bureau des relations autochtones Québec-Canada que l'on pourrait définir ces choses-là. Mais je ne peux pas vous dire aujourd'hui: Je refuse la juridiction sur l'armée, je refuse la juridiction sur le code de la famille, je refuse la juridiction sur les banques, sur le droit du travail...

M. Larose: C'est sujet à négociations, ça?

M. McKenzie: Oui.

M. Larose: O.K.

M. McKenzie: Dépendamment de nos intérêts.

M. Larose: C'est bien. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Sirros.

M. Sirros: Merci, M. le Président. Tout en invitant M. Larose, peut-être, à reprendre sa question avec M. Ryan, parce que je ne suis pas certain que c'est exactement ça que M. Ryan a dit... En revenant à l'audience que nous avons devant nous, M. le Président, vous avez dit quelque chose au tout début, quand vous avez expliqué un peu votre concept de l'autonomie gouvernementale qui se rapprochait plus d'une souveraineté sur un territoire donné, qui ne me semblait pas être tout à fait - et c'est peut-être aussi le sens de la question de M. Larose - la même chose qu'on a entendue à Jonquière ou à Roberval et à Sept-Îles. Parce qu'il y a quand même une différence entre une autonomie gouvernementale puis une souveraineté totale sur

un territoire. Donc, j'aimerais vous entendre un peu plus parler de la souveraineté comme vous la voyez, et des mécanismes pour y arriver.

M. McKenzie: Je vous ai dit, pour nous, dans notre langue ça veut dire (mot dans sa langue) c'est le contrôle sur nous-mêmes. Quand vous parlez d'autonomie gouvernementale, ça présuppose, pour nous, le discours politique tant canadien que québécois par les années passées. Ça présupposait une délégation de pouvoirs. Pour nous, c'est inacceptable. Donc, il faut qu'il y ait une espèce de reconnaissance de la souveraineté des premières nations. Si c'est dans un Québec souverain, bon, il faut comme M. Larose disait, tailler une souveraineté autochtone, une souveraineté des premières nations dans le cadre d'un Québec souverain.

M. Sirros: Pouvez-vous expliciter un peu quel genre de gouvernement vous verriez sur ce territoire souverain que vous voyez?

M. McKenzie: Bon, sans donner de position définitive, ça serait un gouvernement, on appelle ça, nous, un gouvernement indien responsable. Ça pourrait avoir des compétences sur le droit civil, attendez un instant, ça peut être les droits de la famille, la propriété, les ressources renouvelables, les institutions financières, protection de l'environnement et du milieu social, l'administration de la justice, l'éducation, la culture, la langue, l'agriculture, les affaires, les professions, les commerces. Donc, ça pourrait être des domaines de compétence du gouvernement indien responsable.

Maintenant, comment ceci pourrait-il être implanté? Je pense que c'est par le biais de négociations. Donc, c'est pour cette raison qu'on propose une espèce de commission, ou un bureau des relations entre Québec et les autochtones, les premières nations. Donc, c'est pour cette raison qu'on pense que mettre sur pied... C'est vraiment notre recommandation principale, c'est de mettre sur pied un forum autochtone, pas nécessairement comme il y avait, il y a quatre ou cinq ans à l'Assemblée nationale, mais vraiment un tribunal, ou une commission indépendante, ou un organisme indépendant et neutre, où les autochtones et les Québécois pourraient siéger ensemble. Ça serait mis sur pied, conjointement par les premières nations et les Québécois, parce que nous croyons qu'il n'y a pas de dialogue présentement. Il n'y a pas de vrai dialogue de fond, entre votre peuple et le nôtre.

D'ailleurs, on peut juste rappeler les durs événements qu'il y a eu cet été. Je pense que quand il n'y a pas de dialogue, on ne peut pas parler de choses qui nous tiennent à cœur. Donc, il faut absolument qu'il y ait un processus de dialogue qui soit entamé. Une commission indépendante et neutre qui serait mise conjoint-

tement sur pied par les premières nations et le Québec, pas nécessairement dans le cadre d'une commission parlementaire comme il y a ici, mais vraiment avec la consultation et la participation autochtones, comme partenaires.

M. Sirros: Pourriez-vous donner une idée de qui, du côté des autochtones, et comment, pourrait s'asseoir autour d'une table pour que ça soit "binding", c'est le mot en anglais.

M. McKenzie: Ça peut être, c'est sûrement des représentants, votre peuple devrait nommer ses représentants, et le nôtre va nommer des représentants.

M. Sirros: De chacune des 11 nations?

M. McKenzie: Des nations autochtones, oui.

M. Sirros: Et est-ce que, parce que, actuellement nous n'avons pas vraiment de structures comme telles qui pourraient parler au nom de chacune des nations, avec...

M. McKenzie: Non, non, c'est que chaque nation, que ce soit la nation innu, montagnaise, attikamek, la nation huronne, la nation mohawk, la nation abénakise, crie, pourrait déléguer ses représentants qui conviendront, eux... et participer comme partenaires égaux avec les Québécois à cette commission ou cette espèce d'organisme paritaire ou...

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va, M. Sirros?

M. Sirros: Oui.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci. Ça va? A vous Mme Blackburn.

Mme Blackburn: M. le Président, madame, messieurs, bonsoir. J'ai apprécié votre mémoire quoique bref, assez dense. Dans le deuxième paragraphe, je pense à la toute première page, vous dites: "Le Québec entre dans une étape décisive de son histoire." Nous comprenons et nous sommes en bonne situation pour le comprendre, faisant un parallèle entre vos luttes et les nôtres et les positions légitimes du peuple québécois. Nous pensons d'ailleurs que le Québec a tous les outils nécessaires pour assurer son avenir. Et je crois que vous êtes en train de vous donner les vôtres pour assurer le vôtre propre. Je pense que vous prenez pour acquis que l'accès à la souveraineté du Québec, qui amènera le Québec à se doter d'une constitution québécoise, c'est un moment privilégié pour vous de faire inscrire, de façon certaine et avec un certain nombre d'éléments indispensables, vos droits dans la constitution québécoise. Est-ce que j'ai compris? Parce que c'est un moment privilé-

gié, je le rappelle, parce que ce n'est pas tous les jours...

M. McKenzie: On croit que...

Mme Blackburn: ...qu'un État se donne une constitution.

M. McKenzie: On croit que c'est assez normal pour un peuple distinct de vouloir être souverain. Toutefois, dans le cas du Québec, ceci ne doit pas se faire à l'encontre des droits des premières nations. Donc, il faut une reconnaissance préalable de la souveraineté des premières nations pour que le projet de souveraineté du Québec ait une crédibilité.

Mme Blackburn: Nous partageons cet avis et d'ailleurs, vous le rappelez bien dans votre mémoire dans... Pour cette raison, nous croyons que dès maintenant, à l'instar de l'initiative de M. René Lévesque qui, rappelons-le, avait fait adopter par l'Assemblée nationale du Québec une résolution en 15 points qui établissait un peu les bases de la reconnaissance de la société des premières nations, des autochtones. Est-ce que vous avez eu l'occasion d'examiner ces 15 propositions, 15 points dans la proposition, et est-ce que ça constitue une bonne base? Et est-ce que vous avez eu également - bien, je sais que vous l'avez eu récemment - le document qui a été adopté en fin de semaine par le conseil national du Parti québécois, qui prévoit un contrat social à intervenir entre la nation québécoise et les nations autochtones pour briser ce lien de dépendance de la Loi des indiens. Est-ce que vous êtes en mesure de nous dire là si ça constituerait une base de discussion intéressante en vue d'inscrire vos droits dans la constitution québécoise?

M. McKenzie: C'est effectivement une base, c'est vraiment la base. C'est-à-dire ce qu'il y a dans la résolution de l'Assemblée nationale en 1985, c'était un point de départ. Je pense même que M. René Lévesque, dans une de ses allocutions, quand il a présenté cette motion en Chambre, avait dit que c'était un point de départ. Et j'espère que c'est un point de départ parce que, dans cette résolution, cette motion de l'Assemblée nationale, ce ne sont pas toutes les choses qui sont là-dedans qui nous conviennent, à nous, par rapport à nos aspirations comme peuple. Donc, il faut partir de là comme point de départ, et je pense que par rapport au second document que vous mentionnez, c'est-à-dire celui que vous avez pris... Parti québécois, là...

Mme Blackburn: Le conseil national.

M. McKenzie: Oui, c'est ça. Encore là, ça va peut-être un petit peu plus loin que la résolution qui a été présentée à l'Assemblée

nationale. Mais ça, je dois vous dire que c'est peut-être aussi grâce à la participation autochtone...

Mme Blackburn: Oui.

M. McKenzie: ...qui a été faite là-dedans.

Mme Blackburn: Tout à fait.

M. McKenzie: Donc, vous voyez que quand il y a un dialogue, il y a moyen d'avoir des résultats.

Mme Blackburn: D'ailleurs, il faut dire qu'il y avait plusieurs représentants des premières nations qui ont assisté à cet échange, à cet événement, et je pense qu'ils se sont réjouis de l'ouverture d'esprit. Une question. Le fait que le Québec souverain reconnaisse le droit des premières nations à l'autonomie, est-ce que ça ne constituerait pas un atout considérable pour les premières nations des autres provinces canadiennes, dans leurs négociations avec le fédéral? On sait que ça a toujours tourné court, les négociations des premières nations avec le fédéral. Est-ce que ce précédent que constituerait l'inclusion de vos droits dans une constitution québécoise, est-ce que ça pourrait constituer un atout pour les premières nations des autres provinces canadiennes?

M. McKenzie: Oui, ça... Voyez-vous, Mme Blackburn, on parle de souveraineté. Ça fait déjà un bon bout de temps qu'on parle de souveraineté. Et le chemin de la souveraineté des premières nations a été long. Et puis on a parlé souvent. On a pris beaucoup de temps à essayer de changer les mentalités, à essayer de faire comprendre nos aspirations, et tout ça. Donc, il y a toujours eu, quand même, certains résultats. Et quand il y a eu des résultats positifs, ça l'a été pour tout, que ce soit du côté de l'ouest ou de l'est; c'a eu des impacts positifs. Donc, je pense d'ailleurs à la déclaration de M. Bob Rae, le premier ministre de l'Ontario... Là encore, il y a eu, voyez-vous, une espèce de sensibilisation à la question autochtone, aux aspirations des autochtones.

Mme Blackburn: M. le Président, une toute petite dernière question.

Le Président (M. Jean Campeau): Très courte.

Mme Blackburn: Si j'ai bien compris, votre commission indépendante et neutre devrait être tenue avant que le Québec n'écrive sa constitution.

M. McKenzie: Ah oui. Moi, je...

Mme Blackburn: Ou si c'est une commission permanente à laquelle vous faites référence?

M. McKenzie: Moi, je...

Mme Blackburn: L'équivalent d'un tribunal?

M. McKenzie: Nous, nous croyons que ça devrait être permanent.

Mme Blackburn: D'accord.

M. McKenzie: Et que ce soit mis sur pied le plus tôt possible, parce que je pense qu'on en a besoin.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, ça va? Mme Simard, M. McKenzie, M. Xavier, merci, d'abord, d'avoir pris la peine de présenter un mémoire et d'avoir accepté de venir en discuter avec nous ce soir.

(Suspension de la séance à 20 h 7)

(Reprise à 20 h 9)

Le Président (M. Jean Campeau): À l'ordre, s'il vous plaît!

Mesdames et messieurs, si vous voulez revenir à vos places. Nous allons continuer nos travaux.

Bienvenue, M. Paul André David.

M. Paul André David

M. David (Paul André): Bonsoir.

Le Président (M. Jean Campeau): Vous avez donc cinq minutes pour la présentation de votre mémoire.

M. David: En tout premier lieu, je tiens à vous remercier pour avoir bien voulu m'accueillir. Je tiens à saluer les gens autour de cette table. Moi, je suis ici ce soir en tant que citoyen du Québec, tout simplement. Je voulais aussi participer à ce vaste projet de redéfinition de l'avenir politique et constitutionnel du Québec, y mettre mon grain de sel, ni plus ni moins. C'est dans ces termes que j'ai voulu tout simplement me présenter devant la Commission, en apportant peut-être un élément nouveau, un élément qui n'apparaît important, celui du rôle que pourrait jouer le monde municipal – et ceci, c'est par déformation professionnelle, sans doute, que je vous en parle – dans un Québec éventuellement souverain. Néanmoins, lorsque l'on parle de souveraineté, il y a des critères importants qu'il nous faut absolument respecter. Que l'on parle de finances publiques, que l'on parle de stabilité monétaire, que l'on parle de nos acquis économiques, tous nous sommes jaloux de ce que nous

avons et l'opération, j'imagine – et vous le savez parce qu'on vous l'a souvent répété – devra, dans son ensemble, être menée avec beaucoup de célérité et sans équivoque.

Néanmoins, selon moi, un gouvernement souverain devrait conserver la mainmise sur certaines grandes politiques, entre autres les politiques économiques, les politiques sociales et, au gouvernement, on devrait adjoindre un pouvoir et lui donner certains mandats, le fameux pouvoir municipal. Au gouvernement du Québec, actuellement, nous vivons le résultat de 230 ans de vie commune et vous êtes la raison d'être de cette existence. Aujourd'hui, la Commission doit déposer des demandes, des suggestions à l'Assemblée nationale, et j'estime qu'il est tout à fait important que des responsabilités qui nous incombent soient des responsabilités qui respectent les règles de l'efficacité et de l'efficacité. Car il est souvent facile de dire qu'on aimerait avoir un pays, mais il faut aussi considérer que ce pays-là doit se bâtir selon les règles de l'art et devra aussi compétitionner, dans le domaine international, avec d'autres pays.

Sur ça, enfin, je dis qu'on doit, néanmoins, lorsque l'on parle de souveraineté, tenir compte de nos finances publiques, voir à ce qu'elles soient en très bonne santé, tenir compte aussi de la fameuse stabilité monétaire. On a souvent parlé si on devait avoir un pays avec une monnaie ou une monnaie commune avec le Canada. Sur ça, je suis partagé à savoir s'il peut exister réellement une stabilité. Si la Banque du Canada est capable de jouer son rôle pour être capable de garantir au Québec l'accès à une monnaie qui serait tout simplement aussi avantageuse pour lui. J'en suis, mais si jamais nous ne sommes pas capables de nous donner ces garanties-là, il serait préférable de nous donner une monnaie qui soit la nôtre.

Enfin, comme tous mes autres confrères qui sont passés aujourd'hui, je vous demande de regarder d'un oeil tout à fait attentif la position du Québec en ce qui a trait à ses fonctionnaires, parce que c'est une chose importante. Nous avons tout près de 19 % de notre population active qui relève du fonctionariat et il est important que l'on puisse lui garantir quand même une survie et, surtout, une survie à l'Outaouais, une survie économique qui soit décente. Donc, en gros, voici ce que contenait notre mémoire.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, monsieur. Nous commençons les interventions avec Mme Claire-Hélène Hovington.

Mme Hovington: Merci, M. le Président. M. David, permettez-moi de vous remercier pour le mémoire que vous venez nous présenter à la Commission. Les préoccupations qu'on retrouve dans votre mémoire sont dans la même lignée, si

vous voulez, que les mémoires que l'on a reçus dans toutes les autres régions. Les préoccupations sont à peu près les mêmes. Sauf que, dans les autres régions, on parle de décentralisation, et vous, vous allez beaucoup plus loin, dans le sens de donner de nouveaux pouvoirs aux municipalités. D'ailleurs, vous avez le seul mémoire, si je ne m'abuse, à parler de regroupements municipaux et à dire qu'au Québec, peut-être qu'on en aurait trop de 1500 municipalités. Est-ce que c'est parce que... Pour vous donner un exemple, et vous devez sans doute le savoir, en Norvège, qu'on peut comparer au Québec avec 4 600 000 habitants, il y a seulement 450 – que je ne dise pas de bêtises – municipalités, comparativement à 1500 au Québec et à 800 en Ontario. Et elles assument, ces municipalités-là, en Norvège, avec 19 municipalités régionales de comté, la gestion des hôpitaux, des écoles secondaires, des collèges, des routes importantes.

Quand vous parlez de regroupements municipaux afin de créer des entités capables d'assumer des nouveaux pouvoirs, est-ce que c'est un peu dans ce sens-là que vous allez? Et je voudrais savoir quels sont ces pouvoirs que vous voudriez donner à des regroupements municipaux?

M. David: Effectivement, je pense que tout le processus de l'aménagement du territoire que le gouvernement du Québec a entamé et qu'il a mis en place en 1979 par la loi 125 était un palliatif à la tentative de 1970 que le ministre Tessier avait osé commencer en disant: Nous allons regrouper les municipalités, mais de façon coercitive. On s'est aperçu que ça n'a pas donné raison, qu'on n'a pas eu long feu. Ce que je dis, effectivement, à 1500 municipalités, à mon humble avis, vous savez que vous avez au-delà de 1000 municipalités qui comptent moins de 800 habitants au Québec. C'est donc dire que ce sont des communautés qui sont relativement petites, qui ne sont pas nécessairement capables de se donner tous les leviers économiques et sociaux pour être capables de répondre à leurs besoins. Entre autres, chez nous, on est dans une des régions défavorisées, nous sommes dans le quatrième groupe de MRC au niveau de la pauvreté, et nous vivons actuellement un problème qui est celui-là. Donc, pour nous, c'est important qu'on puisse – en tout cas pour moi – regrouper et permettre aux municipalités de se donner des pouvoirs nouveaux.

Maintenant, les pouvoirs que nous allons recevoir, ce seront bien les pouvoirs que le gouvernement du Québec voudra bien partager. Je dis bien partager, parce que je trouve que ce serait intéressant que ça se fasse non pas de haut en bas mais de gauche à droite, de façon horizontale, dans un partenariat, et ces pouvoirs-là, on pense immédiatement, entre autres, à la voirie tertiaire dont on parle actuellement. On parle de sécurité publique, on va parler éven-

tuellement de santé. On sait déjà que l'Ontario, qui est notre voisin de droite, a déjà donné tous ces pouvoirs-là à ses municipalités régionales de comté, et ce serait, j'imagine, peut-être à l'image de l'Ontario.

Mme Hovington: D'accord. Mais vous allez même un petit peu plus loin, puis j'aimerais ça que vous me précisiez votre position. Par exemple, à la page 4 de votre mémoire, vous nous parlez de transférer, au palier municipal toujours, même de l'entrer dans une constitution québécoise, le droit de moduler. Et si je comprends bien, le droit de moduler, c'est le pouvoir d'adapter aux réalités régionales ou municipales – dans le cadre de votre texte – les politiques émises par le palier central qui serait le Québec, à ce moment-là. Puis, un peu plus loin, vous proposez même le retrait complet de l'État des champs transférés au palier municipal. Si je comprends bien, c'est presque une création d'une fédération au niveau du Québec, à ce moment-là. Et si c'est un nouveau fédéralisme québécois, quels mécanismes allez-vous suggérer pour éviter les dédoublements dont tous se plaignent et auxquels vous faites d'ailleurs allusion à la page 4 de votre mémoire?

M. David: Mme Hovington, vous allez beaucoup plus loin que moi.

Mme Hovington: Bien, peut-être que j'ai mal interprété votre mémoire, mais c'est bien ce que vous dites.

M. David: Ce que je dis effectivement, au niveau...

Mme Hovington: Que l'État doit se retirer des champs transférés au palier municipal.

M. David: Où je veux en venir, c'est que bon... effectivement on est pour la modalisation, adapter les programmes aux besoins des régions. Il n'est pas certain que la Gaspésie ait les mêmes problèmes, les mêmes besoins que l'Abitibi, l'Estrie ou l'Outaouais. Ça, on s'entend sur ça. Dans un second temps, il est vrai aussi que, actuellement, nous sommes au Québec un pays où des citoyens passablement taxés, entre guillemets, et si nous voulons arriver à faire un partage, si nous voulons arriver à une gestion saine où on parlera d'efficacité et d'efficience, il est important que le gouvernement du Québec se retire de certains champs de taxation s'il les octroie.

Je donne un exemple bien précis, madame. Je vais vous donner, entre autres... Bon, on parle de sécurité publique. Si un policier ou la Sûreté du Québec nous coûte 49,95 \$ par tête de pipe au Québec, il sera opportun, si nous en avons la gestion, que nous soyons capables, nous aussi, d'avoir ces sous-là pour être capables de l'administrer, si nous allions aussi loin que cela. C'est

donc dire que le gouvernement ne pourrait pas continuer à percevoir à même mon impôt les 49 \$ et me demander, à moi, au niveau des municipalités, d'aller le percevoir aussi. Ce qu'on veut dire, c'est tout simplement: Vous donnez un pouvoir de législation et vous accompagnez ce pouvoir de législation avec le pouvoir économique ou financier, qui devrait être, à mon point de vue, non statutaire et récurrent.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, Mme Hovington. Nous allons maintenant à M. Brassard.

M. Brassard: Merci, M. le Président. M. David, bonjour et merci. Alors, pour parler comme notre collègue commissaire absent, M. Ryan: Gaspillons ensemble les cinq prochaines minutes. D'abord, une première question, M. David. Vous dites que "le gouffre des finances publiques canadiennes est énorme, 365 milliards de dollars" de dettes. Et "le partage de la dette canadienne – je vous cite – advenant la souveraineté du Québec, devra faire l'objet de négociations serrées, en plus d'être un très bon incitatif pour amener Ottawa à s'asseoir à la table."

Il y a plusieurs personnes autour de cette table qui ont souventefois évoqué le fait que le Canada anglais nous fuirait, refuserait de négocier. Vous, ce que vous dites, c'est que l'ampleur de la dette fédérale est un incitatif pour que le fédéral vienne s'asseoir à une table de négociation avec le Québec. C'est donc le fédéral, d'après vous, qui courrait après nous.

M. David: Selon moi, en tout cas, ce serait fort intéressant si nous pouvions quitter la Confédération canadienne sans avoir à partager la dette de 365 milliards. Ça serait excellent et je le souhaite pour nous tous ici. Ça serait fort intéressant de ne pas avoir cette dette. On dit 25 %. Est-ce que c'est vraiment 25 % ou 23 % qui nous revient? C'est ça. À ce moment-là, ça serait facile de partir. Mais effectivement, je pense que ça s'est déjà fait, en 1904, lorsque la Norvège et la Suède se sont séparées. Où le moyen, justement, dont on s'est servi pour ramener les deux parties à la table, et c'a été de dire: Écoutez, ou on part, tout simplement en bons termes, sans payer la dette ou si vous ne voulez pas que l'on parte, on va se donner une constitution. En plus, eux avaient eu la brillante idée de se donner du papier-monnaie. C'était fort intéressant. Et j'imagine que si c'a été bon, au début du siècle pour arriver à la souveraineté, c'est tout à fait la même chose qui va se produire dans notre cas. Et c'est dans l'intérêt des neuf autres provinces de voir Québec payer sa juste part.

Néanmoins, je dis qu'il faudra qu'on fasse un calcul très serré des actifs et des passifs. Car, vous savez que dans la comptabilité gouver-

nementale, le fonds consolidé de la province est énorme et profond. Vous savez que nous n'amortissons pas des F-18, on les paie. Ils sont à nous. Donc, ça serait important qu'on ait une comptabilité serrée, faite par des actuaire qui seraient capables de tout comptabiliser. Et je suis persuadé que le gouvernement fédéral est déjà au fait de tout cet exercice. Et le gouvernement fédéral, soyez sûr d'une chose, ne laissera aucune province partir sans qu'elle paie son dû.

M. Brassard: Autrement dit, ce que vous nous dites, M. David, c'est que, advenant la souveraineté du Québec, avant qu'on ait le temps de signaler le numéro de téléphone d'Ottawa, le téléphone va sonner. C'est eux autres qui vont nous appeler.

Des voix: Ha, ha, ha!

Une voix: C'est à peu près ça.

M. David: C'est clair.

M. Brassard: Maintenant, pour ce qui est de l'enchéassement de l'existence des municipalités dans la constitution. J'avoue que je trouve que vous allez loin en termes de dispositions concernant les municipalités dans la constitution. Vous ne pensez pas que ça peut comporter un certain danger? Parce que dans une constitution, évidemment – vous savez qu'on le sait avec celle du Canada – la formule d'amendement est tellement compliquée que ce n'est quasiment pas amendable, ce n'est quasiment pas modifiable. C'est normal. Une formule d'amendement d'une constitution, c'est toujours plus difficile que de voter ou d'amender une loi, une simple loi. Et vous ne craignez pas que, en enchéassant trop de choses sur les municipalités dans la constitution, ça risque peut-être de freiner ou d'arrêter l'évolution normale des choses?

M. David: Dans un premier temps, la constitution que nous allons rédiger, ça va être la nôtre, avec les moyens de pression ou de négociation que nous voudrions bien nous donner. Donc, j'imagine qu'on sera capable de faire des moyens qui seront légers et faciles d'accès, dans un premier temps. Dans un second temps, si l'on veut réellement se servir du monde municipal pour être capables de mener à bien, ou de gouverner à bien, le gouvernement du Québec, j'estime que ça serait tout simplement essentiel que les municipalités soient réellement imbriquées dans le système et de façon... Dans une constitution, l'avantage, c'est qu'on ne peut pas revenir en arrière. Je vais vous citer un exemple qu'on vient de vivre. On avait le pacte de 1980, qui était la Loi sur la fiscalité municipale. Cette loi-là a donné aux municipalités – bien qu'on ait retiré le champ de taxation des municipalités en

1978-1979 – de nouveaux pouvoirs et de nouveaux moyens pour se financer. On vient unilatéralement, cette année, de brouiller les cartes en permettant aux commissions scolaires d'aller chercher des sous, de l'ordre quand même assez considérable de 340 000 000 \$, dans les poches des contribuables. Dans nos petites municipalités, chez nous, ça a représenté pour la MRC de Papineau tout près de 150 000 \$ additionnels qu'on a pompés directement des poches des contribuables. Si le gouvernement du Québec avait reconnu les municipalités comme étant des moyens, des leviers économiques et des leviers de gestion intégrés à sa législation, il aurait été plus difficile d'intervenir comme ça, unilatéralement, sans négocier avec toutes les parties en présence.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, monsieur. Je passe la parole à M. Roger Nicolet.

M. Nicolet: Merci, M. le Président. J'aimerais saluer M. David qui a eu des propos avec lesquels, bien sûr, je retrouve beaucoup de points communs et de préoccupations que je partage. J'aimerais, si vous me le permettez, tâcher d'approfondir avec vous cette notion d'enchéassement constitutionnel de la municipalité. Est-ce qu'on parle d'abord de la municipalité telle qu'on la connaît aujourd'hui, les 1500 et quelques municipalités, ou est-ce qu'on parle d'autres... Est-ce que c'est une forme plus générale de reconnaissance de l'institution municipale? Ou est-ce que c'est véritablement une reconnaissance de la municipalité telle qu'on la connaît, avec sa délimitation territoriale, à laquelle on associerait, bien sûr, un certain nombre de compétences clairement définies et une base fiscale autonome, propre? Est-ce que vous pourriez élaborer là-dessus, s'il vous plaît.

M. David: Dans un premier temps, je suis... J'interviens dans la question de Mme Hovington en disant: Effectivement, il faut régler le cas du nombre des municipalités en tout premier lieu. Et il faut, à mon point de vue, avoir des incitatifs intéressants pour les municipalités, pour leur dire: Écoutez, 1500, c'est peut-être beaucoup. Si on est capables de proposer des moyens qui soient avantageux pour les citoyens contribuables du Québec pour aller vers un regroupement, c'est la première question qu'il faut régler. Une fois que cette question de nombre-là est satisfaisante pour toutes les parties, à ce moment-là, la municipalité et le pouvoir municipal deviennent, selon moi, tributaires de nouveaux mandats législatifs qui seraient enchéassés à l'intérieur d'une constitution. Mais ceci nécessite aussi un exercice qui serait, dans son ensemble, beaucoup plus profond que simplement le dire.

J'irais aussi loin que d'obliger – et là je vais me faire sans doute tirer des roches – j'irais jusqu'à obliger, moi, de la forma-

tion continue pour les élus, maires et conseillers, autant que pour les fonctionnaires, autant que pour le personnel, en ce sens que lorsqu'on a à légiférer ou à administrer des lois et des règlements, il est fort important qu'on le fasse selon les règles de l'art. Aujourd'hui, moi, ce que je constate, c'est que plusieurs maires, ou plusieurs élus en général, font de leur mieux, ont un bon jugement, on est capables de bien arriver, mais entre faire de son mieux et lire la réglementation, il y a quand même une marge. Et ça serait important qu'on puisse, tout le monde, au moins s'entendre sur les termes, sur le langage, et sur l'exercice, donc, se donner, si vous voulez, une espèce de base commune.

Le Président (M. Jean Campeau): Une petite question, très courte.

M. Nicolet: Une petite question. M. David, cette question de nombres de municipalités est très réelle, et je pense que tous ceux qui oeuvrent dans le monde municipal sont conscients de cette dimension. Par contre, et vous venez d'une région où la densité de population, la population est éparpillée sur un immense territoire... Est-ce qu'il n'y a pas une question de territoire critique, qui définit l'unité critique, l'unité de vie démocratique? Puisque, finalement, on vit là l'évolution tout à fait inverse dans nos grands centres urbains, où on tâche de recréer des conseils de quartier, pour justement ramener l'exercice de la vie démocratique à un niveau où les gens se retrouveront à l'aise?

Le Président (M. Jean Campeau): Si vous pouvez répondre rapidement.

M. David: L'un ne va pas sans l'autre. C'est-à-dire qu'on est capable de garder encore, ou de conserver ces unités-là, mais si on était capable de se donner un conseil municipal de plus grande envergure, peut-être pas aller dans le style de ville de Gaspé là, 17 milles de long, mais être capable de se donner quand même des municipalités où le gestionnaire, c'est-à-dire celui qui a à légiférer, celui qui a à jouer avec des finances publiques, ait des budgets suffisants pour être capable de réaliser des économies d'échelle. C'est surtout ça ma préoccupation.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci. Merci, M. Nicolet. M. Marcel Beaudry.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. M. David, je vais commencer par une remarque. Au rapport, à la page 6, et sans doute que dans l'enthousiasme que vous aviez quand vous avez écrit ce mémoire-là, possiblement qu'un mot a pu vous échapper, vous nous dites: "Déjà la majorité des groupes de financiers, banques, maisons de courtage canadiennes et américaines ont dit qu'un Québec souverain serait viable, voire même

plus viable." Je ne suis pas sûr que le mot "majorité" soit le mot bien choisi dans le contexte. Je ne suis pas sûr que c'est la majorité de toutes ces institutions-là. Mais ceci étant dit, vous avez répondu tantôt à M. Brassard, à savoir que la souveraineté devrait se faire, et par la suite si on pouvait se sauver, et puis laisser la dette au reste du Canada, ça serait l'idéal dans le contexte. Mais il me semble que ça, ça va un petit peu à l'encontre de votre rapport parce que je relève, dans votre rapport, une prudence constante, et vous me direz si je me trompe dans l'interprétation que j'en fais.

Vous nous dites en page 6: "Votre Commission devra s'assurer que certains acquis soient conservés." Alors, "devra s'assurer", ça présume qu'on va s'en occuper avant. Un petit peu plus loin, vous dites: "Il faut trouver le meilleur moyen de ramener la stabilité monétaire." Et vous continuez en page 7: Les "Québécois et Québécoises sont prêts à une redéfinition politique et constitutionnelle du Québec mais ils ne veulent pas perdre au change". Et vous dites un petit peu plus loin, dans le paragraphe: "Il faut garantir la continuité." Et vous ajoutez enfin: "Le gouvernement doit arrêter des décisions dès maintenant." C'est dans le dernier paragraphe. Il me semble que ça me laisse penser que vous nous dites: Soyez prudents dans les méthodes que vous allez prendre pour atteindre la souveraineté. Assurez-vous qu'on ne s'enfargera pas en s'en allant. Assurez-vous que nos acquis sont préservés, sont conservés et que les méthodes qu'on prendra pour arriver à la souveraineté, ce sont des méthodes qui nous sécuriseront tout au long du parcours. Est-ce que, dans les faits, vous ne nous dites pas: Avant de déclarer la souveraineté ou avant de prendre quelque mesure que ce soit dans ce sens-là, on devrait s'asseoir et négocier ce qu'on peut pour se sécuriser tout d'abord?

M. David: Vous me faites dire des choses, là vous.

M. Beaudry: Bien, moi, je lis votre rapport.

M. David: Ha, ha, ha! Non, premièrement, je dois dire que je suis constant dans le sens qu'effectivement, pour moi, c'est important et l'expérience de 1980 nous a montré que nous devions... Et ça, je pense que moi aussi, en tant que Québécois, tout comme vous, nous avons des choses et nous apprenons de nos expériences. Nous nous sommes aperçus, en 1980, que l'exercice a été plus ou moins pénible. On a vraiment couru après la chasse aux sorcières, et ce que je veux vous dire, et vous avez, je pense, partiellement bien lu le rapport et vous m'avez bien interprété, et ceci c'est pour dire: Il serait malheureux qu'on reprenne l'exercice en 1990 et qu'on reparte avec les mêmes vieux dadas qu'on avait en 1980. On sait que l'expérience du Parti québécois de 1976 à 1985 a été déterminante.

Premièrement, le Québec a été tout simplement aussi rentable, sinon mieux dans ses exercices, surtout en fin de récession. C'est la province de Québec qui s'est le mieux tirée d'affaire en 1982, mais ce qui est important, c'est que nos Québécois, si nous les mettons en face d'un référendum bidon où rien n'aura été contrôlé, c'est certain que si vous me demandez de choisir entre une confédération, style superstructure que je définirais à peu près, et la souveraineté que je définirais à peu près, les gens vont aller pour le moindre mal. Donc, je me dis, moi...

M. Beaudry: C'est quoi, ça, le moindre mal?

M. David: Le moindre mal, ce serait de dire: Bon, ou celui qui va être le plus apte à me vendre, me sécuriser. Et moi, ce que j'essaie de dire, c'est: est-ce qu'il y aurait possibilité de s'assurer premièrement... On le sait, l'expérience, on l'a vécue en 1980. Qu'on dise maintenant: Écoutez, il y a des questions auxquelles on veut répondre préalablement; on va se donner des garanties et on va y aller. Chose certaine, on sait que 62 % des Québécois sont prêts pour la souveraineté et je pense que ça, on ne peut pas non plus le dénier. Cependant, je pense que c'est un geste de conséquence. C'est un geste à long terme qu'on va poser et si on devient souverain, ce n'est pas pour 15 jours. Donc, c'est à long terme, et on doit se donner toutes les chances de réussite. Donc, c'est dans ce sens-là que j'intervenais.

M. Beaudry: Et se sécuriser...

Le Président (M. Jean Campeau): M. David...

M. Beaudry: ...avant de déclarer.

Le Président (M. Jean Campeau): M. David, je tiens à vous remercier pour votre rapport aux travaux de cette Commission pour l'avenir du Québec. Merci. On oublie les applaudissements.

(Suspension de la séance à 20 h 35)

(Reprise à 20 h 37)

Le Président (M. Jean Campeau): Mesdames, messieurs, notre dernier intervenant pour aujourd'hui, le groupe Logemen'occupe, représenté par M. Bill Clennett.

Logemen'occupe

M. Clennett (Bill): Bonsoir.

Le Président (M. Jean Campeau): Est-ce que vous voulez bien nous présenter vos collègues, M. Clennett?

M. Clennett: O.K. Il y a M. Ostiguy, à ma gauche; Mme Christiane Bouchard à ma droite; et M. Denis Desjardins.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va.

M. Clennett: Je voudrais d'abord souhaiter la bienvenue aux membres de la Commission dans l'Outaouais. Le résumé de notre mémoire, que je vais vous présenter, essaie de répondre à deux questions. La première question est la question préalable, la question nationale, la question de fond. Et sur cette question, Logemen'occupe a pris une position en faveur de l'indépendance du Québec. Cette position est motivée par le fait que la souveraineté de tout peuple et, en particulier du peuple québécois, est une nécessité historique. C'est un besoin universel de tous les peuples et on en a eu, ici, ce soir, la démonstration avec des représentants des peuples autochtones qui souhaitent, eux aussi, être souverains.

Ceci étant dit, l'histoire a démontré qu'à l'intérieur du cadre fédéral, le Québec n'a pas pu assumer sa souveraineté. Ça été un échec. La dernière confirmation semble régler ça une fois pour toutes. Alors, pour Logemen'occupe, le fardeau de la preuve, si preuve il reste à y avoir, ça repose entre les mains des personnes qui croient encore que c'est possible que le Québec puisse assumer sa souveraineté comme peuple, comme nation, à l'intérieur d'une fédération. Nous ne le croyons pas. Cette décision est une décision collective. La position de Logemen'occupe, sa position sur la question nationale, ce n'est pas comme groupe particulier, mais c'est comme représentant du peuple du Québec. Nous avons regretté un peu que certains groupes aient voulu regarder, ou répondre à, cette question de façon conditionnelle, dont les élites politiques et économiques au Québec. Souveraineté, peut-être, mais à l'intérieur d'une stabilité économique de, nous lisions, de statu quo.

D'autres personnes dans la région, ici, voulaient répondre à cette question, aussi de façon conditionnelle: Changement oui, souveraineté peut-être, mais stabilité d'emploi, statu quo. Nous croyons que c'est en tant que peuple qu'on doit répondre à cette question et non pas comme groupe qui représente des intérêts particuliers. Et nous trouvons que des personnes qui mettent des conditions, ou des groupes qui mettent des conditions à répondre à la question de fond, la question préalable, ça démontre une certaine absence de solidarité envers le Québec dans son ensemble. L'avenir du Québec concerne tout le monde également.

Mais une fois qu'on a répondu à la question préalable, la deuxième question qui surgit c'est: De quelle sorte de société s'agit-il? Si nous, on répond oui à la souveraineté, mais c'est de quelle souveraineté? Et ça, c'est la question du projet de société. Pour nous, c'est un problème de parler de ça, ici à la Commission, parce que sans

aucun préjudice aux personnes qui sont ici, on trouve néanmoins que le cadre est beaucoup trop réduit pour répondre à une question aussi importante. La composition de la Commission, la façon dont ça a été organisé, le temps que les gens avaient pour intervenir, alors de décider quelle sorte de société on va se donner... On croit qu'il faut avoir un débat beaucoup plus large, et c'était une de nos recommandations. Mais, comme piste à une réflexion plus large, on tente de mettre quelques points et ces points partent de notre expérience.

Nous sommes un groupe de défense du droit au logement et c'est de là que viennent nos réflexions sur le projet de société. Et dans l'Outaouais, comme dans beaucoup d'autres régions du Québec, nous constatons, nous sommes confrontés quotidiennement à des problèmes importants de paupérisation et à un autre phénomène nouveau: la ghettoïsation.

Dans la région ici, en termes d'appauvrissement, on constate qu'il y a eu une augmentation très importante des familles, des ménages, des personnes qui ont des problèmes sérieux de logement. De plus en plus de gens sont évincés de leur logement. Un locataire sur vingt dans une seule année dans la région. Il y a aussi un problème de discrimination pour avoir un toit sur la tête. Depuis que la loi 37 est entrée en vigueur, la réforme de l'aide sociale cette année, nous avons eu une augmentation du nombre de personnes qui communiquent avec nous, qui sont à la veille d'être jetées à la rue; des gens qui ont des problèmes, qui sont peut-être déjà dans la rue, des gens pour qui nous, comme groupe, on est très démunis pour leur venir en aide ou même les représenter parce que leurs besoins, c'est un toit demain ou même hier.

Les causes de ces problèmes-là, c'est la précarisation des emplois et une répartition de la richesse qui n'est pas très égale dans la société, selon nous.

Un deuxième problème qu'on constate, c'est la ghettoïsation et je ne l'aborderai pas longtemps. Il y a plusieurs intervenants qui l'ont fait devant la Commission. On a eu une "dualisation" spatiale ici, au Québec. Ceci engendre plusieurs problèmes de qualité de vie, de détérioration des quartiers. Pour nous, des choix économiques qu'on fait sont les causes des ces problèmes-là. C'est une croissance économique sans limite, l'étalement urbain et la spéculation. C'est ce qu'on vit.

Si on veut projeter ça pour un projet de société, vers quoi on doit aller à partir de notre expérience comme...

Le Président (M. Jean Campeau): Je suis obligé de vous demander vos conclusions ou bien de passer votre message dans les réponses.

M. Clennett: C'est très bien, et j'arrive aux conclusions. C'est de rattacher ça à un projet de

société. C'est, lorsqu'il s'agit de définir des structures économiques et d'établir des liens économiques, que le Québec assure son indépendance en matière de politique sociale, ce qui est présentement remis en question. Et également, pour ce qui est du développement à l'intérieur de ces choix-là, ça doit être un développement durable. Ceci complète la présentation.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, monsieur. Nous allons d'abord à Mme Pauline Marois.

Mme Marois: Merci, M. le Président. Je vais vous souhaiter la bienvenue à nos travaux. Je me souviens d'Opération Logement-va-pu qui avait été menée par votre groupe qui a été toujours très impliqué dans la région hulloise.

C'est intéressant, dans le fond, que vous disiez: Bon, décidons donc de notre statut et, évidemment, discutons immédiatement – cependant, je comprends bien que c'est cela – ce que devrait être le projet de société qu'on vivra chez nous. Pour choisir le statut d'un Québec indépendant, est-ce que vous proposez un moyen? Votre mémoire est silencieux sur cela.

M. Clennett: Oui. C'est vrai qu'on a eu à préparer ça très vite et on a eu à réfléchir à cette question. Nous privilégierions un référendum, et un référendum qui ne serait pas une carte en blanc, un référendum qui engagerait la société québécoise dans un débat plus large lors duquel on pourrait s'entendre sur un projet de société.

Mme Marois: Alors, sans le faire conditionnel, si je comprends bien, sans faire la souveraineté conditionnelle à un projet de société, vous dites: On devrait en débattre en même temps.

M. Clennett: Non.

Mme Marois: Non? Ah, bon. O.K.

M. Clennett: Non. Ce que je dis, c'est qu'on devrait avoir un référendum sur une question bien simple, genre: Est-ce qu'on est pour ou contre la souveraineté? Mais, une fois que le référendum aura eu lieu, et dans la mesure où la réponse est oui et favorable, ça n'engage pas autre chose à la prochaine étape qui est la définition même d'un projet de société. Ça, ça doit se faire dans un cadre plus large que ce qu'on connaît ici ce soir.

Mme Marois: D'accord. Oui. Ça, c'est très clair, effectivement, comme message, dans votre mémoire et dans vos propos. Je vais revenir à un autre élément de votre document, et vous en avez fait un peu mention dans votre présentation de départ. À la page 3 de votre document, dans le fond, vous dites que le Québec doit rester à

l'écart de l'intégration économique continentale. Je comprends que ce que vous voulez manifester là, c'est une crainte que le modèle économique, finalement, dominant, américain, nous soit imposé au niveau du modèle social. Est-ce que c'est cela que vous voulez dire par les propos que vous tenez ou que vous écrivez dans votre mémoire?

M. Clennett: C'est ce que nous constatons déjà, à l'heure actuelle. Nous ne croyons pas, premièrement, que le Québec doive vivre en vase clos. Je pense que c'est impossible aujourd'hui. Ceci étant dit, depuis que nous avons eu le traité de libre-échange, on a connu des modifications, tant au Québec qu'au niveau fédéral, dans les politiques sociales, des politiques appauvrissantes. Et nous ne croyons pas que le Québec doive s'engager dans un processus qui va le lier sur le plan social et appauvrir la société et dire: On n'y peut rien, c'est à cause de...

Mme Marois: D'accord. Une dernière question. Toujours à la page 3, vous parlez des droits de la personne et vous faites une réflexion intéressante autour de ça, lié à l'international, aux politiques internationales d'un éventuel Québec indépendant ou souverain. Vous dites: Un Québec indépendant ne doit pas seulement être respectueux des droits de la personne, il doit également tenir compte des abus dans ses relations avec d'autres nations. Comment on arrive à constater cela, les abus? Et qu'est-ce que ça peut avoir comme influence, ensuite, sur les politiques ou nos relations avec d'autres nations? Comment vous traduisez, concrètement, cette affirmation que vous faites dans votre document?

M. Clennett: O.K. Je pense qu'on aurait pu dire: Il ne faut pas transiger avec des régimes qui ne respectent pas les droits de la personne, mais ceci est parfois dangereux, car le résultat peut "victimiser" des gens qui ont été "victimisés" au préalable. Mais nous constatons que dans les rapports internationaux, à l'heure actuelle, il y a des abus dans plusieurs régimes, parfois juste liés aux inégalités sociales causées par des rapports économiques Nord-Sud inégalitaires. Ils sont également causés par des régimes qui essaient de se tenir en place et qui sont soutenus par nous autres. Parfois, on a une responsabilité parce qu'on s'enrichit aux dépens d'une pauvreté dans le tiers monde. Si nous nous préoccupons de ces questions, ici, au Québec, on ne peut pas être insensibles lorsque ça se passe ailleurs.

Mme Marois: C'est sûrement un élément de réflexion intéressant à mettre dans le débat pour un prochain Québec souverain. Merci de votre intervention.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci,

madame. M. Libman, qui sera suivi de M. Larose.

M. Libman: Merci, M. le Président. M. Clennett, je vais être très clair et très sincère. Il y a beaucoup de groupes qui témoignent devant cette Commission, en faveur de la souveraineté du Québec. Ils répètent des slogans, des clichés, les rhétoriques que nous connaissons fort bien. Mais ils ne discutent pas du comment. Alors ma question est très franche: Comment le Québec va-t-il se permettre, va-t-il se payer l'indépendance, une rupture avec le Canada? Vous avez une préoccupation envers l'appauvrissement. Comment, dans votre opinion, est-ce que ce changement constitutionnel majeur va affecter l'homme ou la famille typique à court terme et à long terme?

M. Clennett: Premièrement, si on veut poser la question: Est-ce que les conditions de vie sociales et économiques des Québécois, pourquoi pas des personnes à faible revenu, vont être mieux ou pas mieux à l'intérieur d'un Québec souverain? Pour nous, cette question ne se pose même pas. Ça ne se pose même pas, parce qu'à notre avis, le Québec n'a plus le choix. La souveraineté, c'est la seule voie qui est ouverte au Québec. Et ça, la dernière confirmation par excellence, ça a été l'échec de l'accord du lac Meech. Alors, on doit désormais s'engager dans un processus d'indépendance. Et nous avons confiance en la capacité du peuple québécois, de la nation québécoise, d'assurer sa survie et de s'entendre sur un nouvel arrangement.

M. Libman: Mais vous n'avez pas répondu effectivement à ma question. Ma question est: Comment, franchement, comment est-ce que la famille typique, à court ou à long terme, va s'adapter à ce changement constitutionnel majeur? Évidemment, il y aura des conséquences. Comment? Si vous pouvez me dire le comment? C'est très important. Comment ça va se passer?

M. Clennett: Il faudrait peut-être que vous explicitiez concernant les conséquences, parce qu'à mon avis, à l'avis de Logemen'occupe et à l'avis des gens avec qui on communique, il n'y aura pas de difficulté d'adaptation. On va s'adapter très bien. On va finalement, enfin, pouvoir vivre sans entraves. On va contrôler notre destin. C'est ce à quoi le peuple du Québec aspire depuis plusieurs années.

M. Libman: Finalement, O.K. Je vais toucher un autre sujet. Vous mentionnez dans votre mémoire: Logemen'occupe est d'avis que le nouveau cadre constitutionnel pour un Québec résolument français et indépendant doit garantir à la communauté anglophone le maintien de son statut spécial. Qu'est-ce que ça veut dire exactement? Il y a certains critères pour la communauté anglophone qui sont importants. Par

exemple, la clause "nonobstant", la question de l'affichage, la garantie de services sociaux, garantie de commissions scolaires. Est-ce que ce sont des sujets qui peuvent avoir une importance dans votre vision des choses pour le Québec?

M. Clennett: Je pense que ce qui est très très important, c'est que la communauté anglophone au Québec est ici depuis très longtemps et c'est la minorité, dans le cadre fédéral canadien, la mieux traitée. Spécifiquement, les contrôles qu'on a, au Québec, dans la communauté anglophone sur les écoles et services sociaux, ces questions, c'est important que ça soit maintenu. Pour ce qui est de la question de l'affichage, par contre, finalement on n'aura plus à faire face à une Cour suprême qui va interpréter le droit à l'expression comme étant le droit à l'affichage commercial...

M. Libman: M. Clennett, c'était la Cour d'appel du Québec, la Cour supérieure du Québec aussi. Toutes ces cours ont trouvé que c'était une suspension d'un droit individuel. Ce n'est pas seulement la Cour suprême, c'est aussi les Cours du Québec, en interprétant la Charte des droits de la personne du Québec aussi.

M. Clennett: Ce n'est pas l'avis de Logemen'occupe.

M. Libman: Quoi, l'avis... Mais l'avis...

Des voix: Ha, ha, ha!

Une voix: Bravo!

M. Libman: Les avis des témoins devront correspondre à la réalité.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons maintenant à M. Larose.

M. Larose: M. le Président. Je vous amène à la page 6. C'est sur la démarche, y compris une certaine critique, de la Commission. Je sais que le texte a vraisemblablement été écrit avant le 2 novembre. Je ne sais pas si vous maintenez intégralement votre position. Je pense que vous avez un souci évident de faire en sorte que tout le processus soit un processus démocratique. Ce qui suppose un débat large et ce qui suppose, vraisemblablement, que ce soit le peuple qui tranche. Je voudrais que vous me disiez c'est quoi votre sentiment par rapport au débat démocratique? Il est évident que la Commission... Un certain nombre de membres ont critiqué sa composition, mais est-ce qu'on ne peut pas dire que, dans la façon de travailler, elle n'a pas, à venir jusqu'à maintenant, animé un certain débat public? À tel point qu'il y a du monde qui s'ingénie maintenant pour essayer de discréditer le travail de la Commission, précisément parce

que ça ne va vraisemblablement pas tout à fait dans les mêmes "tracks". Même, et là-dessus, M. Sirros, vous pourrez noter ce que M. Ryan a dit ce matin.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Larose: Il a des méthodes plus rapides, dit-il, pour se faire une idée. Évidemment, mais la démocratie suppose qu'on puisse entendre du monde. Pour vous, la Commission, est-ce que ça doit poursuivre ses travaux pour animer le débat public? Deuxième question: parce que la vraie "game", elle va se jouer au référendum, est-ce que vous vous êtes déjà préoccupés que la décision référendaire soit aussi une décision démocratique? Autrement dit, la question, je ne devrais peut-être pas l'adresser à vous, plutôt à mon copain de droite...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Larose: Il y aura combien de millions dans le débat référendaire en provenance d'Ottawa? La qualité du débat démocratique et la qualité de la décision démocratique, pour une organisation qui est à ras le sol – parce qu'on vous connaît depuis fort longtemps – est-ce que ça vous préoccupe?

Le Président (M. Jean Campeau): M. Larose, votre question, s'il vous plaît.

M. Clennett: Je vais essayer de répondre. Une des difficultés avec la composition de la Commission, c'est, ultimement, qu'est-ce qu'on va faire avec les résultats? Quelle sera la question? Va-t-il y avoir un référendum? En quoi ça va nous engager? À notre sens, il y a eu effectivement un débat depuis le début et on doit dire que, dans un sens, on a été agréablement surpris. Ceci étant dit, si la Commission devait avoir pour effet d'engager le Québec via un référendum, non seulement dans un choix sur la souveraineté mais également dans un choix de société, on va conclure que, finalement, on décide le régime du statu quo sans discussion plus large. Sauf que dans un Québec indépendant, on aura l'impression qu'il n'y aura pas eu un débat pour aller jusqu'à ce point-là. Mais si la Commission avait pour fin de proposer qu'il y ait un référendum – et je pense qu'il y a un mouvement dans ce sens-là – et que ça engage le Québec dans un débat plus large ultérieurement, je pense que la Commission aura joué un rôle historique pour le devenir du Québec.

Le Président (M. Jean Campeau): C'est tout? Alors ceci termine... Merci. Excusez-moi, M. Williams. M. Williams, à vous la parole.

M. Williams: Merci, M. le Président, et merci beaucoup à Logemen'occupe pour votre

mémoire. J'ai lu ça avec attention et vous avez parlé d'une société plus juste, écologique, plus démocratique. Je pense que ce sont des choses assez importantes, quand nous parlons. Je pense que notre société a besoin de groupes comme ça. Aussi, je voudrais faire un commentaire. Vous avez parlé de nation québécoise et j'ai bien aimé votre définition parce que vous avez inclus tous les Québécois, femmes, hommes, anglophones, francophones et allophones, et c'est une chose assez importante pour moi.

Une autre remarque. Vous avez fait un parallèle un peu avec la situation, les tensions ici en Outaouais, entre Ottawa et Hull, un peu comme un parallèle de ce qui existe dans le reste du Canada. Et je pense que nous avons regardé ces préoccupations quand nous avons étudié notre dernier rapport.

Vous avez certainement touché la question du logement, et vous avez dit que nous avons besoin de beaucoup plus. Il y a beaucoup de choses à faire. Mais je pense — et je voudrais faire un commentaire — que Hull est une des villes — peut-être que je me trompe là — une des villes qui a le plus grand nombre, per capita, de logements subventionnés au Québec. Vous avez peut-être un statut un peu privilégié d'avoir les lignes directes avec Ottawa, et les subventions de Québec aussi. Rien n'empêche de faire plus. Je ne veux pas dire ça, mais je pense que peut-être nous avons commencé ici, et nous avons besoin de faire beaucoup plus dans l'avenir.

Mais dans votre mémoire, vous avez parlé des deux grandes lignes un peu. Vous avez eu une proposition de la souveraineté comme première démarche. Après ça, vous avez dit que vous voulez élaborer un projet de société. À ma connaissance, quand nous parlons d'un nouveau projet de société, d'une constitution, et la constitution, ce sont les valeurs de ce projet de société, nous faisons ça avant que nous allions, avant que nous décidions de quelles structures nous avons besoin. Avec ça, je pense que vous avez protégé, vous avez approché cette question un peu en l'air. Vous avez décidé quelles structures, après ça, vous voulez préparer un projet de société. Moi je préfère un peu l'inverse. Avez-vous un commentaire sur ça?

M. Clennett: Oui, c'est pas la structure qu'on veut décider d'avance. Ce qu'on veut qu'on décide au point de départ, c'est si oui ou non le Québec sera souverain et indépendant. Je suis d'accord qu'il y a des liens très importants à faire entre le cadre constitutionnel, quand on parle de ce squelette et des éléments, et qu'est-ce que ça va donner au bout du compte. Et d'ailleurs, notre mémoire en fait état entre la relation avec les politiques sociales et des décisions économiques.

Mais la chose qu'on veut qui soit décidée d'avance, c'est si oui ou non le Québec veut assumer sa pleine souveraineté par l'indépen-

dance. Ce choix, une décision bien simple, est préalable. Après ça, nous pouvons discuter de constitution.

M. Williams: Une autre chose, j'ai un peu de temps? Une autre chose que vous avez discutée, je pense, c'est la raison d'être de votre groupe de défense des droits de logement pour des personnes avec les moyens faibles dans la société, vous avez parlé de protection des droits quelquefois dans le mémoire. Aujourd'hui, à l'Assemblée nationale, M. Rémillard a discuté un peu la différence entre la Charte canadienne et la Charte québécoise. Vous avez aussi mentionné les problèmes avec la Régie du logement. Quand nous parlons de l'avenir, quand nous parlons de comment nous pourrions mieux protéger les droits, un peu dans le même sens que la question de Mme Marois, de quels moyens avons-nous besoin pour mieux protéger les types de personnes dont vous avez pris la responsabilité, parce que, souvent, il me semble que les personnes oublient. C'est bien beau d'avoir les chartes et tout ça. Quels moyens allons-nous prendre? N'importe quelle structure politique, qu'est-ce que nous pourrions faire ici à Québec?

M. Clennett: Je pense qu'effectivement c'est vrai ce que vous dites, qu'on peut se doter des meilleures chartes dans le monde, mais si, au bout du compte, il y a encore des abus, ça n'a pas donné grand-chose. Pour nous, ça doit nécessairement passer par une répartition plus équitable de la richesse et du travail, qui sont des maux qui sont souvent la cause de la pauvreté. Juste pour vous donner un petit exemple pour rendre ça très concret: en principe, on ne doit pas discriminer contre des personnes pour leur donner accès au logement. Sauf que, dans les faits, quand tu n'es pas solvable, ça ne compte pas. Alors, on peut discriminer contre toi si tu n'es pas solvable.

M. Williams: Merci beaucoup et ne lâchez pas votre bon travail.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors M. Clennett, M. Desjardins, Mme Bouchard, M. Ostiguy, merci de vos propos pour nous aider dans notre marche sur l'avenir du Québec. Merci à tous les membres du groupe Logement occupe.

Ceci termine nos audiences de la journée. Merci aux gens de Hull et de l'Outaouais pour leur accueil chaleureux et je demanderais maintenant... Cette séance publique va se transformer en séance de travail après que tous les non-membres seront sortis.

(Fin de la séance à 21 h 4)